

**MANUALI COLONIALI**

PUBBLICATI A CURA DELLA DIREZIONE CENTRALE DEGLI AFFARI COLONIALI  
(UFFICIO DI STUDI COLONIALI) DEL MINISTERO DELLE COLONIE

---

**CARLO ROSSETTI**

Regio Agente Coloniale - Capo dell'Ufficio di Studi Coloniali

---

**MANUALE DI LEGISLAZIONE**  
DELLA  
**SOMALIA ITALIANA**

**VOLUME SECONDO**  
**Documenti: 1892-1908**

ROMA

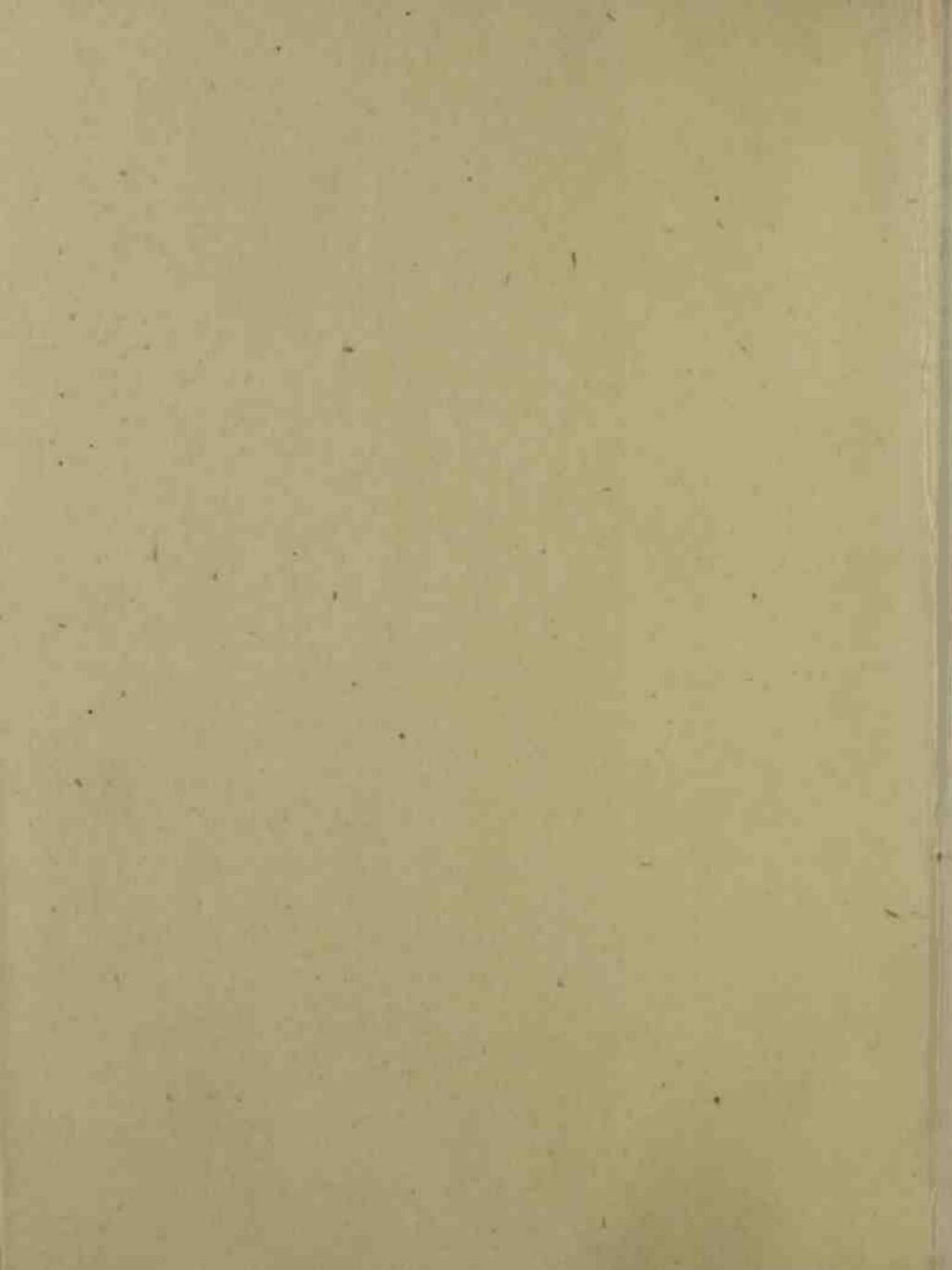
TIPOGRAFIA DELL'UNIONE EDITRICE  
Via Federico Cesi, 45

1914



DEP J 4117

LO10344136



# MANUALI COLONIALI

PUBBLICATI A CURA DELLA DIREZIONE CENTRALE DEGLI AFFARI COLONIALI  
(UFFICIO DI STUDI COLONIALI) DEL MINISTERO DELLE COLONIE

CARLO ROSSETTI

Regio Agente Coloniale - Capo dell'Ufficio di Studi Coloniali

## MANUALE DI LEGISLAZIONE

DELLA

# SOMALIA ITALIANA

VOLUME SECONDO

**Documenti: 1892-1908**

ROMA

TIPOGRAFIA DELL'UNIONE EDITRICE  
Via Federico Cesi, 45

1912

N.ro INVENTARIO

PRE ~~15699~~

16304

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

1950

---

## AVVERTENZE.

---

1. *I documenti raccolti in questo volume comprendono la Legislazione della Somalia italiana dall'inizio della nostra azione fino alla promulgazione della legge 5 aprile 1908, n. 161, secondo la quale è oggi retta quella Colonia.*

*Sono stati esclusi da questa raccolta solo quei testi che presentavano un carattere strettamente personale o transitorio, come i decreti di nomina o di revoca del personale, quelli di espulsione, quelli relativi al cambio, al valore delle merci, e altri simili.*

2. *La pubblicazione del Bullettino ufficiale della Somalia italiana, essendosi iniziata il 1° luglio 1910, i decreti commissariali o governatoriali compresi in questo volume non furono pubblicati che mediante affissione negli uffici della Colonia e per la maggior parte sono essi qui stampati per la prima volta. Alcuni soltanto vennero già inseriti in raccolte speciali (Libri verdi, raccolte trattati, ecc.), e altri pochi, relativi alla schiavitù, comunicati annualmente all'Ufficio speciale di Bruxelles (Atto generale della Conferenza di Bruxelles, art. LXXXII), furono pubblicati nelle raccolte annuali dei Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves.*

3. *I documenti per i quali non è indicata la fonte sono stati tratti dalle copie esistenti negli archivi della Direzione centrale degli affari coloniali del Ministero degli affari esteri.*

4. *L'ortografia dei nomi geografici, pur troppo, tuttora mal certa e spesso inutilmente forastiera e stata lasciata quale appare nei documenti originali. Solo nelle note e nei titoli dei documenti si è usata un'ortografia geografica uniforme ed italiana (così Uarsceich e non Warsheik, Merca e non Merka, e via dicendo).*

5. *Quando in qualche documento, come spesso si riscontra nella legislazione di cui ci occupiamo, alla parte sostanziale trovansi frammista una parte contingente, quest'ultima, sempre che fu possibile, è stata composta in corsivo e racchiusa tra parentesi quadre [ ].*

6. *Così, quando in qualche testo legislativo si trovarono articoli relativi alla Somalia intercalati ad articoli relativi ad altra materia, questi ultimi, quando fu possibile senza nuocere alla chiarezza, sono stati soppressi e sostituiti con puntini (. . . .).*

7. *Le note a piè di pagina distinte con la notazione (N. d. Testo) fanno parte integrale del documento cui si riferiscono.*

8. *Si crede infine superfluo avvertire che questa raccolta, già iniziata per uso d'ufficio sotto la guida del Direttore Centrale degli affari Coloniali, per quanto redatta con ogni maggior cura sopra i testi ufficiali, non ha alcun carattere ufficiale.*

Roma, luglio 1912.

I.

CONVENZIONE ITALO-ZANZIBARESE **12 agosto 1892** *per la concessione all'Italia degli scali del Benadir* (1).

(Racc. Tratt. Afr., pag. 379 - Libro Verde « Somalia, 1895 », pag. 98).

Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et dépendances de la côte orientale d'Afrique, par la présente convention, donne les concessions suivantes au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, qui de son côté accepte les obligations ci-après:

Art. I. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar accorde au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie tous les pouvoirs qu'il possède sur les villes et ports du Bénadir dénommés Brava, Merka, Magadiscio, avec un rayon vers l'intérieur de 10 milles marins, et Warscheik, avec un rayon vers l'intérieur de 5 milles marins, ainsi que les îles et îlots voisins, pour être administrés politiquement et judiciairement au nom du Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et *à l'abri* de son pavillon (2); mais il est convenu que le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan ne sera pas responsable, ni sera appelé à régler les dépenses d'administration ou autres, telles que celles qui résulteraient

(1) Presentata alla Camera dal Ministro degli affari esteri (Caetani) il 1° giugno 1896. Approvata con legge 11 agosto 1896, n. 373.

(2) Con scambio di note 19 giugno 1896, tra il regio console generale d'Italia e l'agente britannico in Zanzibar fu convenuto di sostituire la parola « *sous* » alla frase « *a l'abri* ». Ma il testo approvato con la legge dell'11 agosto 1896 conserva la dizione originale,

de la guerre, prix de sang (dya), etc., etc., ni d'aucune réclamation qui pourrait se produire.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants auront seuls le droit d'acheter ou de disposer des terres publiques dans les limites des territoires sus-mentionnés.

Le Gouvernement de Sa Hautesse s'engage à donner au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie toutes les facilités et à user de son autorité pour lui assurer tous les droits et tous les pouvoirs, afin que la présente convention obtienne son plein effet. Il est en outre convenu entre les hautes parties contractantes, qu'aucune des clauses contenues dans les articles suivants de la présente concession, ne pourra en aucun cas atteindre ou amoindrir les droits accordés par le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar aux sujets ou citoyens de la Grande Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, d'Allemagne ou de toute autre puissance étrangère ayant des traités avec le Sultanat de Zanzibar, ou les obligations qui sont ou pourront être imposées par l'adhésion à l'acte général de Berlin de 1885 et à l'acte général de la conférence de Bruxelles de 1890.

Art. II. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar autorise le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie à céder l'administration des villes et ports du Bénadir, qui font l'objet de la présente concession, à une société italienne qui sera chargée d'administrer ces villes, ports et territoires au nom du Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan et à l'abri de son pavillon (1); mais toujours sous la responsabilité du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie. Les commissaires de la société italienne pourront exercer, au nom et avec l'autorisation du Gouvernement de Sa Majesté

---

(1) Vedi nota precedente.

le Roi d'Italie, tous les droits stipulés par la présente concession; ils pourront nommer tous les officiers et employés subalternes, établir des cours de justice et adopter toutes les mesures qui seront reconnues nécessaires ou utiles pour la protection et dans l'intérêt des villes, ports et territoires sus-énoncés.

Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à donner au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants tous les forts et établissements publics existants au moment où l'administration italienne occupera les villes du Bénadir, ainsi que tous les droits de propriété qu'il peut avoir sur les territoires de 10 milles marins de rayon vers l'intérieur pour les villes de Brava, Merka et Magadiscio et de 5 milles marins de rayon pour le village de Warscheik.

Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan autorise en outre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants à lever toutes taxes, tributs, impôts, patentes, droits d'importation et d'exportation et à prendre toutes les mesures reconnues nécessaires pour subvenir aux dépenses du gouvernement local, au maintien de la force publique, à l'administration de la justice, à la construction des routes, des ports et autres travaux publics ou défensifs, ainsi que pour la liquidation des dettes et le payement des intérêts sur le capital dépensé.

Les gouverneurs, tous les officiers judiciaires, ainsi que les employés de tous grades, seront nommés par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou par ses représentants.

Les allocations accordées aux gouverneurs, aux juges arabes ou indigènes, les appointements de tous les officiers et employés, ainsi que la solde des troupes seront payés par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou par ses représentants.

Art. III. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan

de Zanzibar donne à la société italienne qui administrera, avec l'autorisation du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, les villes et territoires du Bénadir qui sont l'objet de la présente concession, ou à ses représentants, le droit de faire le commerce, de posséder des propriétés, d'ériger des constructions, d'acquérir des terrains, des maisons et des bâtiments par achats ou par conventions dans les villes et territoires sus-énoncés, avec le consentement des propriétaires de ces maisons, terrains et bâtiments.

Art. IV. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar cède au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants, le privilège exclusif de lever des taxes sur les habitants et le pouvoir de régler le commerce et les transactions, ainsi que la navigation, de contrôler les pêcheries, de construire routes, tramways, chemins de fer, canaux, ports, télégraphes, etc., etc., et de lever des taxes et des droits sur ces établissements d'utilité publique, ainsi que de contrôler ou interdire l'importation de toutes marchandises, armes, munitions de toutes sortes, liqueurs alcooliques ou de toutes autres marchandises qui, dans l'opinion de Sa Majesté le Roi d'Italie ou de ses représentants, seraient préjudiciables aux lois, à l'ordre et à la moralité publique et pour lesquelles le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan n'est pas lié avec d'autres Gouvernements. Mais il est bien entendu que l'exercice de ces droits et privilèges sera conforme aux traités existants entre le Sultanat de Zanzibar et les puissances étrangères, ainsi qu'aux obligations qui sont ou pourront être imposées par l'adhésion à l'acte général de Berlin de 1885 et à l'acte général de la conférence de Bruxelles de 1890.

Art. V. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar autorise le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants, à établir des douanes et à prélever des taxes et des droits sur les navires et les marchan-

dises entrant dans les ports sus-énoncés ou en sortant et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la répression de la contrebande: ces mesures seront sujettes toutefois aux traités, actes et conventions susdits.

Art. VI. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar donne au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants, le droit d'établir une banque ou des banques dans les villes qui font l'objet de la présente concession, avec le privilège exclusif d'émettre des billets et de la monnaie d'or, d'argent et de cuivre, à condition de se conformer à des engagements précédemment pris par Sa Hautesse le Sultan ou par ses prédécesseurs.

Art. VII. — Tous les pouvoirs, droits et privilèges susdits sont accordés au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants pour une période de temps de 25 années européennes, qui commencera du jour où la présente concession sera approuvée par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes et par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

A l'expiration de cette période de 25 années européennes, la présente concession pourra être renouvelée pour une période de temps égale de 25 années dans les mêmes conditions et par une simple déclaration à cet effet du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

A l'expiration de la période de temps de 25 années ou de 50 années, tous les travaux publics, constructions, chemins de fer, etc., etc., feront retour au Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, s'il le désire, et pour leur valeur, qui sera estimée par des arbitres choisis par les deux parties. Excepté pour les établissements et constructions qui auront été remis gratuitement par le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou à ses représentants, qui seront rendus de même (gratuitement).

Art. VIII. — Le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan

de Zanzibar cède au Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants la régie des douanes dans les ports sus-énoncés pour la période de temps de 25 années ou de 50 années, comme il est dit plus haut, et aux conditions ci-après :

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à payer au Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar une somme de *quarante mille roupies* (Rs. 40,000), à titre de prime, au moment où l'administration italienne prendra possession des ports, villes et territoires qui font l'objet de la présente concession, et ensuite *quarante mille roupies* (Rs. 40,000) par trimestre échu de l'année européenne.

Mais il est bien entendu que le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar ne réclamera pas deux fois les droits d'importation et d'exportation sur le commerce des villes du Bénadir qui font l'objet de la présente concession, et que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou ses représentants, auront le droit de réclamer un *drawback* pour le montant des droits de douane qui seraient payés directement au Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, sur toutes les marchandises d'importation au Bénadir ou d'exportation des ports du Bénadir, à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Art. IX. — Il est bien entendu que tous le pouvoirs gouvernementaux, judiciaires et autres, concédés par la présente convention, seront exercés par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou par ses représentants, au nom du Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et à l'abri de son pavillon et que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et avantages qui sont ou pourraient être accordés à tout autre Gouvernement, compagnie ou particulier, auxquels le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar aurait donné ou pourrait donner des conces-

sions, dans toute autre partie de ses domaines, similaires à ceux garantis par la présente concession, ou d'un caractère autre.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à ne pas réclamer le droit de changer le système de paiement annuel établi par la présente concession, à moins d'obtenir le consentement, ou sur l'initiative du Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, ou du Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes.

Art. X. — La présente convention entrera en vigueur à l'époque que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie jugera opportune et en donnant avis au Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar un mois entier à l'avance.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie sera responsable envers le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar du paiement des sommes stipulées à l'article VIII de la présente convention, seulement à partir du jour, où il prendra charge de toute l'administration, ainsi qu'il est spécifié plus haut; il est en outre entendu que l'époque de transfert gratuit des douanes, terrains, forts, établissements publics, droits de propriété, etc..., que le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar possède dans les villes et territoires sus-énoncés, sera fixé par un accord spécial, et qu'une liste détaillées en sera donnée à cette époque par le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan.

Art. XI. — La présente convention n'aura de valeur qu'après qu'elle aura été approuvée par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes et par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Art. XII. — Sa Hautesse Said Aly, Sultan de Zanzibar, a déclaré par ses lettres du 14 rejub 1307 (6 mars 1890) à M. Mackenzie, et du 5 moharrem 1310 (31 juillet 1892) à

M. Portal, n'avoir aucune objection à faire contre la concession des villes, ports et territoires du Bénadir à l'Italie et d'accepter l'arrangement tel qu'il sera fait et approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, qui est la puissance protectrice du Sultanat de Zanzibar.

La présente convention a été faite en six copies, dont deux en langue anglaise, deux en langue française et deux en langue arabe, d'une seule et même teneur. En cas de différend sur l'interprétation des stipulations de la présente concession, les textes français ou anglais seuls feront foi.

En foi de quoi, sir Gerald H. Portal, Agent diplomatique et Consul Général de Sa Majesté Britannique et M. Pierre Cottoni, gérant du Consulat de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont signé les présentes et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar, le douze du mois d'août mil huit cent quatrevingt douze.

(L. S.) P. COTTONI.

(L. S.) G. PORTAL.

---

## II.

CONCESSIONE **11 maggio 1893** *del Governo italiano  
alla Compagnia Filonardi degli scali del Benadir  
per la durata di tre anni.*

(Libro Verde « Somalia, 1895 » pag. 110 - Racc. Tratt. Afr., pag. 391).

*Il capitano V. Filonardi al Ministro degli affari esteri.*

Roma, 11 maggio 1893.

Signor ministro,

In seguito alla concessione dell'amministrazione degli scali del Benadir (Brava, Merca, Magadisciu e Uarsceic), stipulata *ad referendum* il 12 agosto 1892 tra il regio consolato in Zanzibar e quel Governo, ed all'esercizio provvisorio della concessione stessa accordato indi dal Sultano per tre anni al Regio Governo, lo scrivente, in nome della Società da esso rappresentata, offre di subentrare al Regio Governo negli effetti derivanti dall'atto summenzionato, e segnatamente di pagare per esso il canone di rupie 160,000 annue dovute al Sultano, alle condizioni seguenti:

La Società riscuoterebbe i dazi doganali negli scali del Benadir, e prenderebbe impegno di mantenervi a suo carico, l'effettivo attuale dei soldati e dei funzionari preposti al governo delle stazioni stesse, e di favorire lo sviluppo del traffico e delle industrie, per quanto sarà possibile, nell'interesse della madre patria.

In compenso, la Società, oltre alla eventuale eccedenza dei redditi sopra l'anzidetto canone di 160,000 rupie dovute al Sultano, riceverebbe dal Regio Governo un'annua sovvenzione di 300,000 lire, da esserle corrisposta a rate trimestrali, man mano che consti essersi da essa soddisfatto il pagamento di ogni rata trimestrale del canone dovuto al Sultano.

La Società dovrebbe avere facoltà di ritirare dai depositi governativi, e possibilmente da quelli di Massaua, al prezzo di costo, le armi e munizioni necessarie alla sicurezza delle stazioni.

Gli atti di amministrazione di pubblico interesse sarebbero soggetti al controllo del Regio Governo; restando inteso che tutti i coloni aventi cittadinanza italiana dovrebbero ritenersi soggetti, sotto ogni rapporto civile e penale, allo statuto personale determinato dalle leggi della madre patria.

V. FILONARDI.

*Il Ministro degli affari esteri al capitano V. Filonardi.*

Roma, 11 maggio 1893.

Signor cavaliere,

Mi prego di segnare ricevimento della lettera della Signoria Vostra in data d'oggi, relativa all'esercizio provvisorio della concessione degli scali del Benadir.

Il Regio Governo acconsente ad affidare alla Società rappresentata dalla Signoria Vostra la gestione provvisoria suddetta alle condizioni seguenti:

1° La Società riscuoterà i dazi doganali, pagando al Sultano il convenuto canone di annue 160,000 rupie; assumerà a suo carico l'amministrazione dei suddetti scali, nonchè dei territori interposti, pagando i governatori, i funzionari militari, civili e giudiziari e i soldati; manterrà, come minimo, l'effettivo attuale di tali funzionari e soldati.

2° La Società, oltre al ritenersi l'eventuale eccedenza dei redditi sopra il canone di 160,000 rupie dovute al Sultano, riceverà dal Regio Governo una annua sovvenzione di lire 300,000, da esserle corrisposta, a rate trimestrali, man mano che consti essersi da essa sodisfatto al pagamento d'ogni rata trimestrale del canone dovuto al Sultano.

3° La Società avrà facoltà di ritirare dai depositi governativi, e possibilmente da quelli di Massaua, al prezzo di costo, le armi e le munizioni necessarie alla sicurezza delle stazioni.

4° Gli atti d'amministrazione di pubblico interesse saranno soggetti al controllo del Regio Governo, restando inteso che tutti i coloni aventi cittadinanza italiana dovranno ritenersi soggetti, sotto ogni rapporto civile e penale, allo statuto personale determinato dalle leggi della madre patria.

La giustizia indigena nei quattro scali zanzibaresi continuerà ad essere amministrata in nome del Sultano dai cadi. Pei nazionali e pei sudditi di nazioni civili si provvederà, negli scali zanzibaresi, a termini del diritto consolare; e nei territori interposti, compresi nella nostra sfera d'influenza, ma non soggetti al Sultano di Zanzibar, si provvederà direttamente per cura del Governo italiano.

La prego di farmi conoscere se Ella accetta queste condizioni; nel qual caso l'accordo entrerebbe in vigore col 1° moharrem 1311 (metà del mese di luglio prossimo venturo).

BRIN.

*Il capitano V. Filonardi al Ministro degli affari esteri.*

Roma, 11 maggio 1893.

Signor ministro,

Facendo seguito alla mia lettera d'oggi, e rispondendo a quella di Vostra Eccellenza della stessa data, mi pregio par-

teciparle, a nome della Società da me rappresentata, che accetto le condizioni specificate nella nota suddetta di Vostra Eccellenza, ed acconsento ad assumere a quei patti l'esercizio provvisorio, per tre anni, degli scali e territori del Benadir compresi nella sfera d'influenza italiana, a cominciare dal 1° moharrem 1311, ossia dalla metà del mese di luglio prossimo venturo.

V. FILONARDI.

---

## III.

ACCORDO SUPPLEMENTARE **13 maggio 1893** tra l'Italia e lo Zanzibar per l'esercizio provvisorio per tre anni della Convenzione 12 agosto 1892 (1).

(Racc. Tratt. Afr., pag. 394 - Libro verde « Somalia, 1895 », pag. 114)

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et dépendances de la côte orientale d'Afrique, par le présent contrat annexe, accorde au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie l'exercice provisoire pendant trois années de la convention du 12 août 1892, signée *ad referendum* par sir Gerald Portal et M. Pierre Cottoni pour la concession des villes, ports et territoires énumérés à l'article 1 de la dite convention, aux conditions stipulées dans les articles suivants:

Art. 1. — Si le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou la Compagnie qui le représentera, abandonne les susdites villes du Bénadir dans le délai ou à la fin de trois ans à partir du seize juillet mil huit cent quatre-vingt-treize (16 juillet 1893) et rejette ainsi la convention signée le 12 août 1892, le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à payer au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, aussitôt après l'abandon une somme de *cinquante mille* roupies pour indemnité des dépenses qu'occasionnerait au gouvernement

---

(1) Ratificato dal Governo italiano con nota all'Ambasciata britannica in Roma del 15 giugno 1893, e dal Governo britannico con nota dell'Ambasciata predetta del 17 giugno 1893.

de Sa Hautesse le Sultan le rétablissement de son administration dans les villes et ports du Bénadir, et cette indemnité à payer serait de *cent mille* roupies si le pays avait été en état de guerre dans les trois mois qui précéderaient l'abandon.

Art. 2. — En cas d'abandon des villes du Bénadir, comme il est dit à l'article précédent, les travaux publics tels que routes, signes et marques pour la navigation (*leading marks*) et autres travaux pour lesquels il serait impossible de fixer la valeur en argent et que la Compagnie italienne ne pourrait ni céder à des tiers ni exploiter elle-même, seront abandonnés gratuitement au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan. La réalisation de tous les autres travaux publics sera réglée par l'article 7 de la convention du 12 août 1892.

Art. 3. — La prime de *quarante mille* roupies que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'est engagé à payer au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, suivant l'article 8 de la convention du 12 août 1892, ne sera payée que quand la dite convention entrera définitivement en vigueur, c'est-à-dire, après les trois années d'exercice provisoire accordées par le présent contrat-annexe et dans le cas où le pays ne serait pas abandonné par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie à la fin de cet exercice provisoire.

Art. 4. — L'exercice provisoire pour trois années de la convention du 12 août 1892, qui fait l'objet du présent contrat-annexe, commencera le seize juillet mil huit cent quatre-vingt-treize (16 juillet 1893), pour finir le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-seize (15 juillet 1896). Pendant cette période les clauses et conditions de la convention du 12 août 1892 conserveront toute leur valeur en ce qu'elles ne seront pas modifiées par le présent contrat.

Art. 5. — Si les ports et villes de Bénadir n'avaient pas été abandonnées avant le quinze juillet mil huit cent quatre-

vingt-seize (15 juillet 1896) la convention signée *ad referendum* le 12 août 1892 par sir Gerald Portal et M. P. Cottoni, entrerait en vigueur à partir du dit jour avec toutes ses clauses et conditions.

Art. 6. — Le présent contrat n'aura de valeur qu'après qu'il aura été approuvé par le gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes et par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Art. 8. — La présente convention a été faite en *six* copies dont *trois* en anglais et *trois* en français.

En foi de quoi MM. Rennell Rodd, agent diplomatique et consul général de Sa Majesté Britannique A. I. et P. Cottoni gérant du consulat de Sa Majesté le Roi d'Italie ont signé les présentes et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar, le quinze du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.)

(L. S.)

RENNELL RODD.

P. COTTONI.

---

## IV.

NOTIFICAZIONE **24 ottobre 1893** *del regio console Filonardi e del comandante Incoronato della regia nave Staffetta per la presa di possesso del Benadir da parte della compagnia « V. Filonardi e C. ».*

(Libro verde « Somalia, 1895 », pag. 124).

In nome di S. M. Umberto I Re d'Italia, Noi V. Filonardi, console della prefata Maestà Sua in Zanzibar, e Noi Edoardo Incoronato, capitano di fregata, comandante la regia nave italiana *Staffetta* :

Notifichiamo che il territorio, sottoposto al protettorato italiano sulla costa Somali, dalle foci del Giuba al territorio di Meregh (confinante col sultanato di Obbia) fu dal Regio Governo Italiano concesso in amministrazione alla compagnia italiana per la Somalia, V. Filonardi e C.

Magadisciu, 24 ottobre 1893.

*Il R. console:* V. FILONARDI.

*Il capitano di fregata:* E. INCORONATO.

---

## V.

REGOLAMENTO PROVVISORIO **14 marzo 1895** *pel governo e l'amministrazione del territorio sottoposto al protettorato italiano fra la foce del Giuba ed il distretto d'Itala, emanato dalla compagnia « V. Fionardi e C. »* (1).

(Libro verde « Somalia, 1895 », pag. 260).

Art. 1. — *Terre demaniali.* — Tutte le terre incolte che non abbiano un proprietario accertato appartengono al R. Governo Italiano.

Art. 2. — *Miniere.* — È riservato al R. Governo Italiano il privilegio esclusivo di lavorare, affittare o cedere le miniere o depositi di qualunque sorta di metalli minerali, olii minerali e pietre preziose.

Art. 3. — *Foreste.* — Il taglio dei legnami nelle foreste verrà regolato da speciali norme e l'amministratore e gerente della Compagnia potrà rifiutare permessi o accordarli fissando un importo relativo alla entità del permesso rilasciato.

Art. 4. — *Schiavitù.* — La tratta degli schiavi è proibita, e speciali norme verranno decretate dall'amministratore o gerente per la graduale abolizione della servitù domestica.

Art. 5. — *Proprietà immobili.* — Tutti i titoli e diritti per le proprietà d'immobili dovranno essere registrati negli Uffici della Compagnia entro il periodo di un anno dalla promul-

---

(1) Approvato in precedenza dal Ministro degli affari esteri con dispaccio del 24 ottobre 1893.

gazione del presente regolamento. Questi titoli e diritti dichiarati all'atto della registrazione verranno pubblicati durante 30 giorni nel villaggio più vicino alla località dove è situato il fondo, affinchè possano prodursi, da chi ha diritto, reclami e contestazioni.

Trascorso il periodo di un anno, non verranno riconosciuti legali i reclami non registrati, a meno che il reclamante non sia in grado di addurre cause sufficienti per scusare l'inadempimento della registrazione.

Art. 6. — *Giustizia.* — Per l'amministrazione della giustizia verranno nominati dei cadi in Gumbo, Torre ed Itala; soltanto le sentenze scritte da codesti cadi nominati dall'amministratore e gerente e munite del bollo ufficiale della Compagnia saranno riconosciute valide e messe in esecuzione.

Da queste sentenze potrà farsi appello in prima istanza al Governatore della città più vicina e finalmente all'amministratore o gerente.

A richiesta dei postulanti, verrà rilasciata dai cadi copia delle sentenze emesse contro il pagamento dell'uno per cento sull'ammontare della cosa giudicata.

La legge verrà applicata secondo le norme della *Sceria*.

Nei casi in cui debbano essere giudicati degli europei, l'amministratore o gerente, od in sua assenza il delegato della Compagnia, fisserà il giorno di udienza per comporre le questioni ed emettere le sentenze, secondo le leggi in vigore nel Regno d'Italia, seguendo le norme dei tribunali consolari.

Art. 7. — *Atti notarili.* — Tutti gli atti per ipoteche, vendite, trasferimenti di proprietà, prestiti, cambiali e pagherò dovranno essere registrati presso uno dei tre cadi sopraccitati per acquisire validità legale.

La tassa di registrazione sarà di uno per cento sul valore dichiarato.

Art. 8. — *Armi e munizioni.* — L'importazione, confezione e vendita di armi da fuoco, munizioni, polvere pirica e capsule esplodenti è proibita.

L'amministratore e gerente rilascerà speciali permessi di sbarco e porto d'armi quando sia provato che queste armi e munizioni servano alla sicurezza personale od alla sicurezza di spedizioni fatte a scopo scientifico ed umanitario.

Art. 9. — *Dogane.* — Le stazioni doganali nel territorio sottoposto al protettorato italiano sono:

Giumbo, Langioni, Torre, Dgellet, Mruti, Itala. Verranno gravate di una tassa del 5 % *ad valorem* tutte le merci importate ad eccezione degli spiriti e liquori spiritosi contenenti più del 20 % in volume di spirito che saranno gravati da una tassa del 25 % *ad valorem*.

La tassa per l'esportazione dei prodotti indigeni viene stabilita come appresso:

Avorio	}	15 per cento	<i>ad valorem</i>
Copale			
Caoutchouc			
Sesamo	}	12	»
Arachide			
Bosti	}	10	»
Chillies			
Pellami			
Denti ippopotamo			
Corni rinoceronte			
Tartaruga			
Conchiglie			
Ambra grigia			
Burro (senili)			
Corteccie			

Granone, sorgo, fagioli e tutti gli altri

legumi . . . . .	Pd. 0.35 per ghisla (1)
Riso in lolla . . . . .	» 0.25 »
Chiroko . . . . .	» 4.20 »

(1) La ghisla è una misura contenente Pd. 360 in peso da sorgo (dura) (*N. d. Testo*).

Cammelli . . . . .	Pd. 0.02	per testa
Cavalli . . . . .	» 0.10	»
Asini . . . . .	» 0.01	»
Bestie bovine . . . . .	» 0.01	»
Pecore e capre . . . . .	» 0.25	»

Tutti gli altri prodotti non inclusi nella precedente tabella saranno gravati della tassa del 5% *ad valorem*.

Art. 10. — *Merci in transito*. — Per facilitare gli scambi commerciali non saranno gravati da una seconda tassa quei prodotti che tanto per l'importazione che per l'esportazione ransiteranno per i porti del Benadir, amministrati dalla Compagnia ed appartenenti a S. M. il Sultano di Zanzibar.

Art. 11. — Il presente regolamento andrà in vigore colla data della notificazione nelle diverse stazioni.

Dato ad Itala li 14 marzo 1895.

VI.

CONVENZIONE 3 maggio 1895 fra il Ministero degli  
affari esteri e la Società geografica italiana per la  
fondazione della stazione di Lugh.

In seguito allo scambio di idee che ha avuto luogo tra il Ministero degli affari esteri ed il presidente della Società geografica italiana circa una spedizione geografica da inviarsi nella Somalia meridionale, sono state concordate le seguenti linee fondamentali:

1. È organizzata una spedizione geografico-commerciale, da inviarsi entro il mese di maggio nella penisola dei Somali sotto il comando del capitano V. Böttego.
2. La spedizione ha duplice scopo:
  - a) di provvedere alla fondazione di una stazione commerciale a Lugh;
  - b) ... *omissis* ...
3. ... *omissis* ...
4. La spedizione partirà dalla costa del Benadir dirigendosi a Lugh con lentissima marcia e con deviazioni laterali. . . . . Giunta a Lugh, la spedizione vi si tratterrà il tempo necessario per fondarvi la stazione commerciale ed assicurarne il regolare funzionamento. A tal uopo il comandante conchiuderà gli opportuni accordi con il capo locale, destinerà un direttore ed un numero sufficiente di guardie a custodia della stazione, e prenderà gli altri necessari provvedimenti, avendo cura di non dar luogo ad incidenti dei quali, in ogni caso, egli sarebbe sempre il solo responsabile.

5. ... *omissis* ...

6. Il direttore della stazione di Lugh dovrà irradiare la propria sfera di azione, in modo pacifico, sui territori circostanti situati alla sinistra del Giuba, stipulando trattati di amicizia e commercio coi capi indigeni anche lontani, attirando le carovane dei paesi galla e sidama ed avviando relazioni coi mercanti di quelle regioni al duplice scopo: *a*) di fare convergere a Lugh, mediante una fitta rete di accordi e di interessi, il commercio di vaste regioni che ora irradia in varie direzioni; *b*) e di farlo affluire ai porti zanzibaresi amministrati dall'Italia.

7. La spedizione partirà da Lugh verso l'interno dopo di aver assicurato il mantenimento ed il funzionamento normale della stazione per un anno, da calcolarsi dal giorno di arrivo del capitano Bóttego a Lugh (1).

Qualora trascorso detto anno, il Ministero degli affari esteri non intenda assumere direttamente la direzione della stazione di Lugh o collegarla coll'amministrazione del Benadir e desideri invece che essa continui ad essere tenuta dalla Società geografica, le condizioni saranno stabilite di comune accordo fra il Ministero degli affari esteri e la Società geografica in base ai dati di fatto che saranno ricavati dall'esperienza.

8 a II. ... *omissis* ...

Tutto ciò resta convenuto salva l'approvazione del Consiglio direttivo della Società geografica per le parti che lo riguardano.

Roma, 3 maggio 1895.

DORIA.  
BÓTTEGO.

BLANC.

---

(1) Il cap. Bóttego giunse a Lugh il 18 novembre 1895.

VII.

**CONVENZIONE 15 aprile 1896** *tra il regio Governo ed i promotori della costituenda Società anonima commerciale del Benadir (Somalia Italiana) per l'amministrazione delle città e dei territori del Benadir con il relativo hinterland (1).*

Fra il Governo italiano, rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, delle finanze, del tesoro e della marina, ed i signori cavaliere Giorgio Mylius, comm. dott. Silvio Benigno Crespi, cav. Angelo Carminati, i quali agiscono nella loro qualità di delegati dei promotori della costituenda Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), ed esclusivamente nell'interesse della Società stessa; sotto condizione, così, della sua legale costituzione, si conviene quanto segue:

Il Governo immetterà la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), con sede in Milano, nella pacifica gestione delle città e dei territori del Benadir con tutto l'*hinterland* assicurato all'influenza italiana dai protocolli italo-britannici 24 marzo 1891 e 5 maggio 1894.

Il Governo si riserva di fronte alla Società, nei riguardi internazionali, ogni libertà d'azione, per tutto ciò che concerne e può concernere i sultanati di Obbia e di Alula (Migertini).

(1) Per la Convenzione definitiva vedi doc. n. XIV, pag. 59.

Da parte sua, la Società si obbliga di provvedere all'incremento civile e commerciale della colonia, dando conto particolareggiato di questa sua azione al Governo italiano, che avrà sempre il diritto di vigilare sull'operato della Società. Questa dovrà, inoltre, promuovere nei modi che crederà più opportuni la vita economica dei paesi concessile, eseguendo a tal uopo tutte le opere che crederà necessarie, alle seguenti condizioni:

1. Il Governo pagherà alla Società per tutta la durata della presente convenzione:

a) l'annua somma di oro franchi 300,000;

b) l'annua somma di oro franchi 100,000 pei primi dodici anni e di oro franchi 50,000 negli anni successivi, per le stazioni di Giumbo, Bardera e Lugh, o per la loro sostituzione con altre, nell'interesse della Società, d'accordo col Governo, quando non fosse possibile o conveniente il mantenimento di tali stazioni. Il canone dovrà essere corrisposto dal Governo anche nel periodo necessario all'impianto o sostituzione di tali stazioni.

2. Il Governo si varrà della Società, e farà tenere ad essa regolarmente la somma occorrente pel pagamento delle annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, in talleri 3600 di M. T. complessivamente; e questo finchè il Governo avrà un tale obbligo verso i detti Sultani.

3. Il Governo applicherà, di fronte alla Società, l'articolo 3° del protocollo italo-britannico del 24 marzo 1891 (1).

4. Il Governo darà le miniere in libero e gratuito godimento alla Società, con facoltà di trasferirne la concessione a terzi, previo consenso del Governo medesimo, se questi fos-

---

(1) « Il y aura dans la station de Kismayu et son territoire, égalité de traitement entre sujets et protégés des deux pays, soit pour leurs personnes, soit à l'égard de leurs biens, soit enfin en ce qui concerne l'exercice de toute sorte de commerce et industrie ». (*N. d. Testo*).

sero stranieri. Il detto godimento e la detta concessione a terzi non avranno una durata superiore a quella della gestione della Società.

Il Governo darà pure alla Società il libero e gratuito godimento di tutte le terre che sono o saranno dichiarate demaniali, e di tutti quegli immobili dei quali esso abbia ottenuto o sia per ottenere il godimento o l'uso dal Sultano di Zanzibar. Delle dette terre la Società potrà fare concessioni in uso, per una durata non superiore a quella della sua gestione, a italiani, o ad indigeni dipendenti, e residenti nella colonia. Potrà altresì concederle a stranieri, purchè con durata non eccedente il periodo della sua gestione, e previa l'approvazione del Governo.

Le concessioni che eccedano, per il tempo, la durata della gestione della Società, tanto se da farsi a stranieri, come a italiani, spetteranno sempre al Governo, d'accordo con la Società.

5. La Società esigerà per proprio conto i diritti doganali, in base ai vigenti trattati, nonchè le tasse in vigore; potrà anche applicare nuovi tributi o sopprimere quelli esistenti, e diminuire i diritti doganali, previa l'approvazione del Governo.

6. I prodotti originari dei paesi cui si riferisce la presente convenzione saranno alla loro importazione nel Regno soggetti allo stesso regime doganale di quelli della colonia Eritrea.

7. La Società si obbliga:

*a)* ad inalberare la bandiera nazionale;

*b)* a pagare al Sultano di Zanzibar il canone annuo di rupie 160,000, o quella minor somma che venisse in seguito convenuta;

*c)* a pagare le annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, come è detto all'art. 2;

*d)* a conservare in regolari condizioni di manutenzione i fabbricati tutti che avrà ricevuto in uso dal Governo;

e) a mantenere le guardie necessarie per la sicurezza interna della colonia, nelle condizioni di tranquillità normale ;

f) ad amministrare la giustizia in base alle norme in vigore nelle città e nei territori che le vengono concessi in gestione ;

g) a rispettare le leggi vigenti ed i vigenti trattati, e quelli che il Governo crederà opportuno di promulgare o di concludere in seguito colle altre potenze, quando però con esse non vengano alterate sostanzialmente le condizioni della presente convenzione. La Società potrà essa pure stipulare trattati di amicizia con sultani o capi indigeni a nome del Governo, salvo il consenso di questo ;

h) ad applicare gli atti generali di Berlino (26 febbraio 1885) e di Bruxelles (2 luglio 1890) per tutto quanto riguarda la tratta degli schiavi ed il commercio delle armi da fuoco e delle bevande spiritose ;

l) ad assumere il servizio postale, in base alle condizioni stabilite dall'Unione Postale.

8. Su domanda del Governo, la Società sarà obbligata, sia a sfrattare dalla Colonia qualunque persona, italiana o straniera ; sia a consegnare ai funzionari del Governo medesimo qualunque delinquente che vi si fosse rifugiato.

9 Lo statuto della Società sarà approvato per decreto reale, sentito il parere del Consiglio di Stato.

Lo statuto dovrà contenere disposizioni per virtù delle quali :

a) le azioni della Società saranno esclusivamente nominative, e per due terzi almeno saranno sempre iscritte al nome e possedute da cittadini italiani ;

b) il Consiglio di amministrazione della Società dovrà essere composto esclusivamente di cittadini italiani dimoranti in Italia, nella colonia Eritrea o nella colonia del Benadir ;

c) tutti gli alti funzionari della Società dovranno essere

cittadini italiani, e la nomina dei governatori o sotto-governatori della Colonia dovrà essere approvata dal Governo.

10. Il Governo non assume responsabilità di sorta per qualsiasi operazione di credito che la Società facesse anche nell'interesse della Colonia; e la Società, a garanzia di siffatte operazioni, non potrà mai impegnare che le sue proprietà o le sue ragioni di credito.

11. La presente convenzione avrà la durata di 50 anni, a decorrere dal 16 luglio 1896, e s'intenderà sciolta di pieno diritto, senza alcun bisogno di reciproche intimazioni, allo spirare del 50° anno. Sarà per altro in facoltà del Governo di rescinderla dopo 25 anni, con preavviso di due anni, quando volesse esercitare il proprio dominio ed amministrare direttamente le città e territori compresi nella presente convenzione; od anche quando credesse di non più esercitare il suo diritto di opzione verso il Sultano di Zanzibar, di cui alla convenzione 12 agosto 1892.

La facoltà di rescindere la presente convenzione è data anche alla Società, dopo dodici anni, a decorrere dal 16 luglio 1896, mediante il preavviso di un anno.

12. Le opere stabili costruite per iniziativa ed a spese della Società, e tali per la loro natura da migliorare le condizioni dell'esercizio, saranno, allo scadere del contratto, accettate dal Governo e pagate a prezzo di stima, semprechè l'esecuzione delle opere ed i progetti relativi abbiano previamente riportata l'approvazione di esso, salvi sempre alla Società, per le opere non accettate, i suoi diritti verso ogni terzo subentrante.

13. Quando la rescissione abbia luogo per volontà del Governo, dopo i venticinque anni, ai termini dell'art. 11 della presente convenzione, la Società avrà diritto a percepire, anche per le opere compiute senza autorizzazione del Governo, la minor somma tra lo speso e il maggiore utile per l'esercizio della Colonia a giudizio degli arbitri.

Nessuna indennità sarà dovuta dal Governo, se la rescissione della presente convenzione sarà dovuta al fatto e per colpa della Società.

14. Il valore delle opere da rimborsarsi sarà determinato da tre arbitri. Ciascuna delle parti nominerà il suo arbitro; i due arbitri così nominati sceglieranno il terzo e nel caso di disaccordo nella scelta sarà deferita al presidente della Corte di Cassazione di Roma.

Gli arbitri decideranno inappellabilmente *ex bono et equo*, senza formalità di procedura.

Sarà del pari sottoposta al giudizio arbitrale qualunque contestazione di diritto privato fosse per sorgere fra il Governo e la Società nella esecuzione o interpretazione della presente convenzione.

15. In caso di liti, conflitti, difficoltà e simili fra la Società ed il Sultano di Zanzibar, o i capi delle varie tribù, o le autorità inglesi del territorio limitrofo, la Società si rimetterà, per quanto la riguarda, al giudizio del Ministero degli Affari Esteri, il quale provvederà nel modo migliore, salve sempre le condizioni sostanziali della presente convenzione.

16. L'atto di costituzione della Società sarà registrato con la tassa fissa di una lira.

Saranno esenti da imposta di ricchezza mobile gli stipendi pagati dalla Società ai suoi impiegati abitualmente residenti nella Colonia.

17. La Società avrà facoltà di ritirare dai depositi governativi, e possibilmente da quelli di Massaua, al prezzo di costo, le armi e munizioni che il Governo riconoscerà strettamente necessarie per la sicurezza delle stazioni. Per altro alla Società stessa è vietato qualsiasi commercio di armi.

18. Allo scopo di tutelare la sicurezza della Colonia e di mantenere la integrità dei propri possedimenti, il Governo procurerà di tenere uno stazionario sulla costa o nelle acque

di Zanzibar, ed, occorrendo, interverrà nella Colonia medesima con quegli altri mezzi e modi che crederà più opportuni.

19. La presente convenzione e i privilegi da essa derivanti non sono trasferibili dalla Società a terzi.

20. La presente convenzione sarà registrata colla tassa di una lira, e non sarà valida se non dopo essere approvata per legge.

Roma, 15 aprile 1896.

GIORGIO MYLIUS.

D.r SILVIO BENIGNO CRESPI.

ANGELO CARMINATI.

RUDINÌ.

O. CAETANI.

G. COLOMBO.

BRANCA.

B. BRIN.

## VIII.

PROTOCOLLO 15 aprile 1896 *relativo alla data dell'entrata in vigore della Convenzione 15 aprile 1896 stipulata tra il Regio Governo e la Società anonima commerciale del Benadir.*

La data nella quale andrà in vigore la convenzione stipulata in data d'oggi, tra il Regio Governo e la costituenda Società anonima commerciale italiana del Benadir, per la concessione dei porti del Benadir, sarà determinata con speciale accordo.

Qualora il Governo non sia in grado, prima del 1° luglio 1898, di immettere la Società nella gestione delle città e dei territori del Benadir, sarà in facoltà della Società stessa di intendersi svincolata dalla convenzione.

Roma, 15 aprile 1896.

GIORGIO MYLIUS.  
D.r SILVIO BENIGNO CRESPI.  
ANGELO CARMINATI.

RUDINÌ.  
O. CAETANI.  
G. COLOMBO.  
BRANCA.  
B. BRIN.

---

## IX.

## STATUTO 25 giugno 1896 della Società anonima commerciale del Benadir (Somalia Italiana) (1).

(Trascritto il 24 luglio 1896, al n. 659 nella Cancelleria del Tribunale di Milano. - Atti parlam., leg. XX, 1<sup>a</sup> sessione 1897-98, docum. n. 220. - Racc. Tratt. Afr., pag. 583).

TITOLO I. — *Costituzione, oggetto, sede, durata.*

Art. 1. — È costituita una Società anonima denominata *Società anonima commerciale italiana del Benadir* (Somalia italiana).

Art. 2. — La Società ha per iscopo di promuovere le industrie e i commerci nel Benadir col rispettivo *hinterland*, dando esecuzione alla relativa convenzione stipulata fra il Regio Governo e la Società.

Ove la detta convenzione non potesse, per ragione qualsiasi, essere eseguita, la Società verrà sciolta.

Art. 3. — La Società ha la sua sede in Milano.

Art. 4. — La durata della Società è di anni 50 dal giorno della sua costituzione.

Potrà essere prorogata, quando si proroghi la durata della convenzione col Governo.

TITOLO II. — *Capitale sociale.*

Art. 5. — Il capitale sociale è di lire un milione (1,000,000) rappresentato da 4000 azioni, da lire 250 cadauna. Potrà essere aumentato con deliberazione da prendersi colle norme

---

(1) Approvato con legge 20 dicembre 1899, n. 466 (V. doc. n. xvii, pag. 70) come parte integrante della convenzione 25 maggio 1908 (V. doc. n. xiv, pag. 59).

del secondo alinea dell'art. 13, escluso il diritto di recesso dei dissenzienti, quando la deliberazione non porti obbligo in essi di nuovi versamenti.

Art. 6. — I primi tre decimi delle azioni saranno versati all'atto della sottoscrizione. Il rimanente sarà versato per decimi a richiesta del Consiglio di amministrazione, con preavviso di un mese, da pubblicarsi nella *Gazzetta ufficiale* del Regno e in quegli altri periodici che il Consiglio crederà opportuno. Il Consiglio di amministrazione curerà che l'avviso sia recapitato al domicilio notificato per ogni azionista. Dovranno decorrere almeno 30 giorni dall'una all'altra richiesta di versamenti.

Sui versamenti in ritardo starà a carico dei sottoscrittori l'interesse del 7 (sette) % in ragione d'anno, salvo sempre il disposto dell'art. 168 del codice di commercio.

Art. 7. — Le azioni sono nominative e indivisibili. Esse sono staccate da un libro a matrice munito di numero d'ordine e firmate da due consiglieri di amministrazione. Due terzi almeno delle azioni dovranno essere sempre al nome di cittadini italiani e da essi possedute.

Art. 8. — Il trapasso delle azioni dev'essere previamente acconsentito dal Consiglio di amministrazione e si effettua mediante dichiarazione nel registro dei soci, firmata dal cedente e dal cessionario. Per ogni trapasso verrà rilasciato un nuovo certificato.

Per il caso di morte di un azionista, il trapasso delle azioni seguirà a termini dell'art. 169 alinea 3° del codice di commercio, purchè non si ecceda con tale trapasso il limite fissato quanto alla nazionalità dei possessori. In caso contrario, si provvederà dagli eredi al collocamento delle azioni d'accordo col Consiglio.

Il Consiglio d'amministrazione potrà richiedere che la nazionalità e la capacità giuridica delle parti siano debitamente provate.

TITOLO III. — *Assemblea generale.*

Art. 9. — L'assemblea generale regolarmente costituita rappresenta l'universalità dei soci.

Tutti gli azionisti in corrente coi versamenti hanno diritto di intervenire all'assemblea.

Ogni azione dà diritto ad un voto. Nessuno può, però, sia in proprio sia per procura, avere più di 1000 voti.

Gli amministratori non hanno voto nell'approvazione del bilancio e in quelle altre deliberazioni, nelle quali fossero personalmente interessati.

Art. 10. — L'assemblea generale:

a) discute, modifica, approva i bilanci, udita la relazione dei sindaci:

b) surroga gli amministratori, che escono d'ufficio;

c) nomina i sindaci e ne determina la retribuzione;

d) delibera sullo scioglimento anticipato e sulla proroga della Società, sulla fusione sua con altra Società, sulla reintegrazione, aumento o riduzione del capitale sociale, sul cambiamento dell'oggetto della Società e, in generale, sopra ogni altra modificazione statutaria;

e) delibera inoltre sopra ogni altro oggetto deferito dalla legge alla sua approvazione.

Art. 11. — L'assemblea generale è convocata in via ordinaria ogni anno entro tre mesi dalla chiusura dell'esercizio sociale, per la trattazione degli oggetti di cui alle lettere a, b, c dell'articolo precedente.

Può essere inoltre convocata ogni qual volta occorra, a giudizio del Consiglio d'amministrazione, o sulla domanda fatta da tanti azionisti, che rappresentino, almeno, il quarto del capitale sociale.

Nel caso di convocazione per domanda di azionisti, dovranno, nella domanda stessa, essere indicati gli argomenti

da trattarsi e la convocazione dovrà farsi entro il termine di un mese dalla sua presentazione al Consiglio.

Art. 12. — La convocazione delle assemblee generali viene fatta mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta ufficiale* del Regno e mediante lettera al domicilio dichiarato per ogni azionista.

Tanto la pubblicazione quanto la comunicazione per lettera dell'avviso deve seguire non meno di quindici giorni prima di quello fissato per l'assemblea, non compresi il giorno della pubblicazione, nè quello dell'assemblea.

L'avviso di convocazione deve contenere l'ordine del giorno delle materie da sottoporsi alla deliberazione dell'assemblea.

Qualunque deliberazione presa sopra un oggetto non indicato nell'ordine del giorno è nulla.

Art. 13. — L'assemblea generale è legalmente costituita quando siano presenti o rappresentati almeno il decimo degli azionisti, che rappresentino almeno il quarto del capitale sociale.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta di voti e, in caso di parità di voti, la proposta s'intende respinta.

Però, per le nomine alle cariche sociali, basta la maggioranza relativa e, a parità di voti, decide la sorte.

Quando poi si tratti di deliberare sopra alcuni degli oggetti, di cui alla lettera *d* dell'art. 10, è necessario che siano presenti o rappresentati almeno il sesto degli azionisti che rappresentino almeno la metà del capitale sociale, e la relativa deliberazione per essere valida deve raccogliere la maggioranza di tre quarti dei voti.

Art. 14. — Qualora l'assemblea generale non risultasse legalmente costituita, per mancanza del numero prescritto. a termine del precedente articolo, il Consiglio d'amministrazione dovrà convocarne, entro quindici giorni, una seconda, la quale potrà validamente deliberare sugli oggetti indicati

nell'ordine del giorno della prima convocazione, qualunque sia il numero delle azioni rappresentate.

Però, anche in questo caso, trattandosi degli oggetti di cui alla lettera *d* dell'art. 10, è necessaria per la validità delle deliberazioni, la maggioranza di almeno tre quarti dei voti.

Art. 15. — Qualora l'ordine del giorno di un'assemblea generale non possa essere esaurito nel giorno dell'adunanza, l'assemblea può essere continuata nel giorno seguente. Se ciò non fosse possibile, il giorno della continuazione dell'assemblea, sarà fatto noto cinque giorni prima mediante avviso per lettera al domicilio di ogni azionista.

Art. 16. — La presidenza dell'assemblea generale viene assunta dal presidente o vice presidente del Consiglio di amministrazione, ovvero, qualora fosse egli assente od impedito, dal consigliere più anziano di età.

Il presidente sceglie tra gli azionisti presenti due scrutatori. Egli sceglie anche un segretario, il quale può essere non azionista.

Le votazioni per la nomina alle cariche sociali devono sempre essere fatte per schede segrete.

Art. 17. — Le deliberazioni dell'assemblea generale, prese in conformità del presente statuto, sono obbligatorie per tutti gli azionisti, ancorchè non intervenuti o dissenzienti.

I dissenzienti hanno, però, il diritto di recedere dalla Società nei casi determinati dalla legge, salvo il disposto degli articoli 4 e 5 del presente statuto.

Art. 18. — Le deliberazioni dell'assemblea generale debbono risultare da verbale, che dovrà essere riportato sopra apposito registro e firmato dal presidente o dal segretario dell'assemblea stessa.

Le copie e gli estratti delle deliberazioni dell'assemblea generale saranno rilasciati e certificati conformi dal presidente del Consiglio d'amministrazione o da chi ne fa le veci, e dal segretario di detto Consiglio.

TITOLO IV. — *Consiglio d'amministrazione.*

Art. 19. — La Società è amministrata da un Consiglio d'amministrazione composto *da cinque a nove* membri eletti dall'assemblea generale degli azionisti.

I consiglieri devono essere cittadini italiani dimoranti in Italia, nella colonia Eritrea o nella colonia del Benadir.

Art. 20. — Ciascun membro del Consiglio d'amministrazione, prima di entrare in carica, deve depositare 80 azioni nella cassa della Società o di altro istituto, che verrà designato dall'assemblea. Le dette azioni restano vincolate a favore della Società per tutto il tempo in cui il consigliere rimane in carica, e fino a che non sia approvato il bilancio dell'ultimo esercizio a cui prese parte.

Art. 21. — Gli eletti a costituire il primo Consiglio durano in carica fino a tutto il 1899, alla fine del quale esercizio si procederà alle elezioni generali dei consiglieri.

I consiglieri così nominati durano in carica per quattro anni e le rinnovazioni avverranno, metà dopo il primo biennio, e, per l'altra metà, dopo il secondo biennio. Essendo gli uscenti in numero dispari, la rinnovazione dei consiglieri, per il primo biennio, seguirà per il numero intero maggiore della metà.

Il turno d'uscita sino a tanto che esso non possa essere determinato dalla anzianità della carica, viene stabilito mediante sorteggio.

I consiglieri uscenti di carica sono rieleggibili. In caso di vacanza di un posto di consigliere, si procede a termini dell'art. 25 del codice di commercio. Qualora il Consiglio fosse ridotto a tre membri, si dovrà radunare l'assemblea per procedere alle nuove nomine.

Art. 22. — Il Consiglio elegge annualmente fra i suoi membri il presidente ed il vice presidente. Però, il presidente

ed il vice presidente del primo Consiglio rimangono, come esso, in carica per quattro anni.

Il Consiglio elegge pure annualmente un segretario, che può essere scelto all'infuori delle persone dei consiglieri ed anche retribuito.

In caso di assenza o di impedimento del presidente, il Consiglio è presieduto dal vice presidente o, in mancanza anche di questo, dal più anziano di età dei membri presenti.

Il presidente, o chi ne fa le veci, rappresenta la Società davanti al Regio Governo, e a qualsiasi autorità, come davanti ai terzi.

Art. 23. — Il Consiglio d'amministrazione è convocato dal presidente, o da chi ne fa le veci.

Il Consiglio si riunisce qualunque volta l'interesse della Società lo richieda, oppure quando ne venga fatta domanda alla presidenza da almeno due consiglieri di amministrazione o dai sindaci.

Art. 24. — Il presidente, o chi ne fa le veci, convoca il Consiglio mediante avviso, nel quale sono indicati il luogo, il giorno e l'ora della riunione e gli oggetti da trattarsi.

Tale avviso sarà dato almeno sette giorni prima, se per lettera, o tre giorni prima, se per telegramma.

In caso d'urgenza, il presidente, o chi ne fa le veci, può, senza convocare il Consiglio, provocare una deliberazione per mezzo di votazione fatta per iscritto.

Però, per la validità di tale deliberazione, è necessario il voto favorevole di tutti i consiglieri in carica.

Art. 25. — Il consigliere che risiedesse o che si trovasse nelle colonie, può farsi rappresentare di volta in volta alle sedute del Consiglio da altro consigliere, dandogli all'uopo procura per lettera o per telegramma.

Per la validità delle deliberazioni, è necessaria la presenza effettiva di almeno la metà dei consiglieri in carica.

Art. 26. — Le deliberazioni del Consiglio d'amministra-

zione devono essere prese a maggioranza dei consiglieri presenti e rappresentati.

In caso di parità, il voto del presidente è preponderante.

Art. 27. — Le deliberazioni saranno registrate in un apposito libro dei verbali, tenuto nelle forme di legge, e saranno firmate dal presidente, o da chi ne fa le veci, e dal segretario.

Le deliberazioni prese per iscritto senza convocazione del Consiglio saranno pure riportate nel libro dei verbali colla firma del presidente e del segretario, e saranno conservate quali allegati del verbale le risposte dei consiglieri, delle quali sarà fatto espresso cenno nel verbale medesimo, colla indicazione del nome di ogni consigliere e della data del voto.

Gli estratti dei verbali firmati dal presidente o da chi ne fa le veci, e dal segretario del Consiglio, fanno prova ovunque occorra produrli.

Art. 28. — Il Consiglio d'amministrazione è investito di tutte le più ampie facoltà di ordinaria e straordinaria amministrazione (in quanto non siano dallo statuto o dalla legge riservate all'assemblea generale) per il raggiungimento degli scopi sociali e in armonia colle convenzioni regolanti i rapporti della Società col Regio Governo.

In ispecie:

a) delibera tutti i provvedimenti occorrenti per la prosperità della colonia e stabilisce in via di massima l'estensione delle operazioni sociali;

b) compila ed emana i regolamenti e dà le disposizioni necessarie per la loro esecuzione;

c) regola e verifica le spese generali della Società, lo ammontare degli utili e le riserve, e compila i bilanci;

d) convoca le assemblee generali;

e) stabilisce l'organico del personale dipendente dalla Società e ne determina in apposito regolamento gli obblighi e le attribuzioni;

f) nomina i governatori e sotto-governatori della colonia, gli alti funzionari, i commissari commerciali e gli impiegati tutti, con quei titoli, facoltà e attribuzioni che crederà di determinare, salvo, per la nomina dei governatori e sotto-governatori, l'approvazione del Governo, e sotto la condizione che dessi, come tutti gli alti funzionari, siano cittadini italiani;

g) provvede all'acquisto e alla vendita di beni immobili; assente iscrizioni, cancellazioni di ipoteche. Dà a godimento ed uso le terre demaniali, secondo le convenzioni col Regio Governo;

h) conferisce mandato generale di procura con facoltà di firmare in nome della Società. Autorizza qualunque azione giudiziaria;

i) dà al Governo conto particolareggiato della sua azione civile e commerciale nel territorio affidatogli.

Art. 29. — Il Consiglio può costituire nel proprio seno, quando lo creda opportuno, un comitato al quale potrà deferire le facoltà che esso crederà opportune per il più sollecito disbrigo degli affari.

Può, del pari, il Consiglio delegare sotto propria responsabilità le sue facoltà anche ad uno dei suoi membri, il quale agirà colla firma sociale, quale amministratore delegato.

Art. 30. — Al Consiglio, oltre la partecipazione agli utili di cui all'art. 36, verrà assegnata la somma di L. 6000 da essere ripartita fra i suoi membri, secondo il regolamento particolare che verrà dallo stesso Consiglio deliberato.

Art. 31. — Le attribuzioni dei governatori e sotto-governatori per i territori del Benadir, quali autorità delegate per l'esercizio dei diritti e dei doveri della Società in relazione alla convenzione col Regio Governo, sia nell'interesse commerciale, sia per l'esercizio della podestà politica, giudiziaria e di polizia, verranno dal Consiglio d'amministrazione determinate in speciali regolamenti,

Art. 32. — La firma sociale è collettiva, e, per essere legalmente obbligatoria per la Società, devono in essa concorrere due membri del Consiglio o le persone che verranno a ciò delegate, salvo il disposto dell'art. 29.

#### TITOLO V. — *Sindaci.*

Art. 33. — L'assemblea generale ordinaria nomina ogni anno tre sindaci effettivi e due supplenti. Essi hanno le attribuzioni e doveri stabiliti dall'art. 178 e 184 e relativi del codice di commercio.

I sindaci effettivi e supplenti uscenti di carica sono rieleggibili.

#### TITOLO VI. — *Bilancio — Riparto degli utili.*

Art. 34. — L'esercizio sociale si chiude al 30 novembre di ogni anno. Il primo esercizio si chiuderà il 30 novembre 1897.

Il Consiglio d'amministrazione presenterà ai sindaci, almeno un mese prima del giorno fissato per l'assemblea generale, che deve discuterlo, il bilancio dell'esercizio, redatto in conformità alle disposizioni del codice di commercio, unitamente al conto profitti e perdite.

Art. 35. — Ogni azionista ha diritto di esaminare il bilancio, che dovrà all'uopo essere depositato in copia, insieme alla relazione dei sindaci, negli uffici della Società, durante i quindici giorni precedenti all'assemblea generale, e finchè sia approvato.

Art. 36. — L'eccedenza dell'attivo sul passivo, detratte tutte le spese, stipendi e gratificazioni e gli oneri tutti di qualsiasi specie, costituisce l'utile netto della Società, che viene ripartito nel modo seguente:

a) una quota da fissarsi dal Consiglio d'amministrazione e che non deve essere inferiore del 5 (cinque) % viene as-

segnata al fondo di riserva, sinchè questo non abbia raggiunto la proporzione prevista dall'art. 182 del codice di commercio;

b) viene poscia prelevata una somma corrispondente al 6 (sei) % del capitale versato da essere distribuita agli azionisti a titolo di dividendo ordinario.

Sulla eventuale rimanenza:

I. Viene innanzi tutto assegnata al Consiglio di amministrazione una somma equivalente al 10 % dell'intero utile netto, dedottavi l'assegnazione al fondo di riserva e ripartibile fra i suoi membri in base a speciali regolamenti.

II. Altro 10 % è poi messo a disposizione del Consiglio per gratificazioni agli impiegati della Società ed alle persone che hanno reso utili servigi, da essere loro assegnato e come il Consiglio crederà, senza che ciò costituisca un diritto per chicchessia.

III. Il residuo sarà ripartito nel modo che verrà deliberato dall'assemblea.

Art. 37. — Il pagamento dei dividendi viene effettuato dopo approvato il bilancio, nel termine che verrà fissato dall'assemblea generale, presso la sede centrale, e nei luoghi che saranno indicati dal Consiglio di amministrazione.

Art. 38. — I dividendi non reclamati entro cinque anni dal giorno in cui divennero esigibili, sono devoluti alla Società.

## TITOLO VII. — *Liquidazione.*

Art. 39. — Oltre i casi previsti dalla legge per lo scioglimento e la liquidazione della Società, potrà questa essere deliberata, anche prima del termine fissato, quando cessi la concessione governativa sul Benadir.

Quando, ad onta di ciò, la maggioranza prescritta dal secondo alinea dell'art. 13 deliberi la continuazione della

Società, i soci dissenzienti avranno diritto di essere rifiuti delle loro quote sociali, in base all'ultimo bilancio.

Art. 40. — Nel caso di scioglimento, l'assemblea, a maggioranza anche relativa di voti, procederà alla nomina dei liquidatori, ne determinerà le attribuzioni e fisserà le modalità della liquidazione, stabilendo il termine entro il quale dovranno essi rendere i conti,

#### TITOLO VIII. — *Contestazioni.*

Art. 41. — Tutte le contestazioni fra gli azionisti e la Società intorno all'esecuzione dello statuto, saranno decise dalle autorità giudiziarie di Milano, quale luogo di domicilio della Società.

---

## X.

LEGGE 11 agosto 1896, n. 373, che approva la convenzione 12 agosto 1892 relativa alla concessione all'Italia, da parte del Sultano di Zanzibar, degli scali del Benadir.

(Gazzetta Ufficiale del 24 agosto 1896, n. 200).

UMBERTO I, ecc., RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;  
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

## Articolo unico.

È approvata con decorrenza dal 15 luglio 1896, l'unita convenzione firmata a Zanzibar il 12 agosto 1892 e relativa alla concessione, da parte del Sultano di Zanzibar, degli scali del Benadir all'Italia (1).

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Dato a Torino, addì 11 agosto 1896.

UMBERTO.

VISCONTI VENOSTA.

---

(1) V. doc. n. I, pag. 5.

## XI.

ARTICOLO ADDIZIONALE, 1° settembre 1896, *alla convenzione italo-zanzibarese del 12 agosto 1892 per ridurre il canone annuo fissato da detta convenzione per l'affitto dei porti del Benadir* (1).

(Racc. Tratt. Afr. pag. 506. — Atti parlam., legisl. XX, I sessione 1897-98, documento n. 220).

Au moment où la convention du 12 août 1892 entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, entre en pleine vigueur, les soussignés ont stipulé, au nom de leurs Gouvernements respectifs, le présent article additionnel, qui s'entendra former partie intégrale de la susdite convention.

## Article additionnel.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant déjà payé la prime de quarante mille roupies stipulées dans la convention du douze août mil huit-cent quatre-vingt-douze, s'engage, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à payer ensuite la somme de trente mille roupies par trimestre échu de l'année européenne, au lieu des quarante mille fixées comme redevance trimestrielle dans l'article VIII, paragraphe 2, de la susdite convention.

---

(1) Comunicato alla Camera in allegato alla relazione del disegno di legge per l'approvazione della convenzione con la Società anonima commerciale italiana del Benadir.

Cette somme de trente mille roupies, par trimestre échu de l'année européenne, sera payée à dater du quinze juillet mil huit-cent quatre-vingt-seize, date à laquelle la convention du douze août mil huit-cent quatre-vingt-douze entre en pleine vigueur avec toutes ses autres clauses et conditions.

Le présent article a été fait en six copies, trois en anglais et trois en français.

En foi de quoi, M. Antonio Cecchi, consul général de Sa Majesté le Roi d'Italie à Zanzibar, et M. Basil S. Cave, gérant de l'agence diplomatique et consulat général de Sa Majesté Britannique à Zanzibar ont signé les présentes et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar, le premier du mois de septembre, mil huit-cent quatre-vingt-seize.

A. CECCHI

BASIL S. CAVE

## XII.

CONVENZIONE ADDIZIONALE, 28-30 novembre 1896,  
*alla convenzione stipulata il 15 aprile 1896 tra il  
Regio Governo e la « Società anonima commerciale  
del Benadir (Somalia italiana) ».*

Ritenuto che la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), si è costituita con regolare statuto, mercè atto pubblico, ricevuto addì 25 giugno 1896, dal notaio dottor Stefano Allocchio, residente in Milano, e l'atto costitutivo, con l'annesso statuto, è stato debitamente trascritto nella cancelleria del tribunale di Milano, il 24 luglio 1896 (669), conformemente all'art. 91 del codice di commercio;

Ritenuto che lo statuto stesso è pienamente conforme alle prescrizioni enunciate nella convenzione stipulata in Roma, addì 15 aprile 1896, tra il Regio Governo e la Società anonima del Benadir, allora costituenda;

In luogo di quanto è stato pattuito con l'art. 9 della convenzione predetta, tra il Regio Governo, rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, delle finanze, del tesoro e della marina, e la Società anonima commerciale italiana del Benadir, rappresentata dal Consiglio di amministrazione, si è convenuto quanto segue:

Art. 1. — Lo statuto della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) è qui allegato come parte integrante della presente convenzione addizionale (1).

---

(1) V. doc. n. IX, pag. 35.

Art. 2. — Niun cambiamento potrà essere introdotto in detto statuto, sotto pena di decadenza, senza che prima abbia riportato l'assenso del real ministro degli affari esteri.

Art. 3. — La presente convenzione addizionale sarà registrata colla tassa di una lira, e non sarà valida se non dopo essere approvata per legge.

Roma, 28 novembre 1896.

Milano, 30 novembre 1896.

RUDINÌ.

VISCONTI VENOSTA.

BRANCA.

L. LUZZATTI.

B. BRIN.

Società anonima commerciale italiana  
del Benadir (Somalia italiana).

*Il Consiglio d'amministrazione:*

SANSEVERINO.

GIORGIO MYLIUS.

Dr. SILVIO BENIGNO CRESPI.

A. CARMINATI.

---

## XIII.

CONVEZIONE 24 gennaio 1898 tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la gestione delle città e dei territori del Benadir col rispettivo « hinterland » (1).

(Atti parlam., legisl. XX, 1<sup>a</sup> sessione, 1897-98, doc. n. 220).

Premesso:

che fra il Regio Governo italiano e i signori cav. Giorgio Mylius, comm. dott. S. B. Crespi, ing. Angelo Carminati, quali delegati dei promotori della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), interveniva il 15 aprile 1896, un accordo preliminare avente per oggetto la gestione del Benadir;

che successivamente aveva luogo con istromento in data 25 giugno 1896, approvato dal Tribunale di Milano il 24 luglio 1896, la costituzione delle Società anzidetta, e che del suddetto accordo vuole ora farsi constare in regolare atto tra il Governo e l'attuale rappresentanza legale della Società;

fra il Regio Governo, rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, delle finanze, del tesoro e della marina, e i signori conte A. Sanseverino Vi-

---

(1) Il testo di questa convenzione venne modificato dalla Commissione della Camera dei deputati. Il nuovo testo, accettato dal Governo e dalla Società venne firmato il 25 maggio 1898. (V. doc. n. XIV, pagina 59).

mercati, presidente; cav. Giorgio Mylius, vice-presidente; cav. Angelo Carminati, amministratore delegato; commendator dott. S. B. Crespi, consigliere. componenti il Consiglio d'amministrazione della Società, si conviene quanto segue:

Art. 1. — Il Governo si obbliga di immettere col 1° maggio 1898 la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), con sede in Milano, nella gestione delle città e dei territori del Benadir col rispettivo *hinterland*.

Da parte sua, la Società si obbliga di provvedere all'incremento civile e commerciale della colonia, dando conto particolareggiato di questa sua azione al Governo italiano, che avrà sempre il diritto di vigilare sull'operato della Società. Questa dovrà, inoltre, promuovere nei modi che crederà più opportuni la vita economica dei paesi concessile, eseguendo a tal uopo tutte le opere che crederà necessarie.

Art. 2. — Il Governo pagherà alla Società, dal 1° maggio 1898 al 30 aprile 1910, l'annua somma di fr. 400,000, e dal 1° maggio 1910 al 16 luglio 1946 fr. 350,000 all'anno, sia per il mantenimento delle stazioni esistenti che per quelle che la Società crederà di fondare in seguito.

Art. 3. — Il Governo si varrà della Società, e farà tenere ad essa regolarmente la somma occorrente, pel pagamento delle annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, in talleri 3600 di M. T. complessivamente; e questo finchè il Governo avrà un tale obbligo verso i detti Sultani.

Art. 4. — Il Governo applicherà, di fronte alla Società, l'art. 3° del protocollo italo-britannico del 24 marzo 1891 (1).

Art. 5. — Il Governo darà le miniere in libero e gratuito godimento alla Società, con facoltà di trasferirne la conces-

---

(1) « Il y aura dans la station de Kismayu et son territoire, égalité de traitement entre sujets et protégés des deux pays, soit pour leurs personnes, soit à l'égard de leurs biens, soit enfin en ce qui concerne l'exercice de toute sorte de commerce et industrie » (N. d. *l'esto*).

sione a terzi, previo consenso del Governo medesimo, se questi fossero stranieri. Il detto godimento e la detta concessione a terzi non avranno una durata superiore a quella della gestione della Società.

Il Governo darà pure alla Società la gratuita facoltà di occupare tutte le terre che saranno riconosciute demaniali alla presa di possesso da parte della Società, e tutti quegli immobili dei quali essa abbia ottenuto o sia per ottenere il godimento o l'uso dal Sultano di Zanzibar. Delle dette terre la Società potrà fare concessioni in uso, per una durata non superiore a quella della sua gestione, a italiani o ad indigeni dipendenti, e residenti nella colonia. Potrà altresì concederle a stranieri, purchè con durata non eccedente il periodo della sua gestione, e previa l'approvazione del Governo.

Le concessioni che eccedano, per il tempo, la durata della gestione della Società, tanto se da farsi a stranieri, come a italiani, spetteranno sempre al Governo, d'accordo con la Società.

Art. 6. — La Società esigerà per proprio conto i diritti doganali, in base ai vigenti trattati, nonchè le tasse in vigore; potrà anche applicare nuovi tributi o sopprimere quelli esistenti, e diminuire i diritti doganali, previa l'approvazione del Governo.

Art. 7. — I prodotti originari dei paesi cui si riferisce la presente convenzione saranno alla loro importazione nel regno soggetti allo stesso regime doganale di quelli della colonia Eritrea.

Art. 8. — La Società si obbliga:

- a) ad inalberare la bandiera nazionale;
- b) a pagare al Sultano di Zanzibar il canone annuo di rupie 120,000, o quella minor somma che venisse in seguito convenuta;
- c) a pagare le annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, come è detto all'art. 3;

*d)* a conservare in regolari condizioni di manutenzione i fabbricati tutti che avrà ricevuto in uso dal Governo;

*e)* a mantenere almeno 600 guardie per la sicurezza interna della colonia;

*f)* ad amministrare la giustizia in base alle norme in vigore nelle città e nei territori che le vengono concessi in gestione;

*g)* a rispettare le leggi vigenti ed i vigenti trattati, e quelli che il Governo crederà opportuno di promulgare o di concludere in seguito colle altre potenze, quando però con essi non vengano alterate sostanzialmente le condizioni della presente convenzione. La Società potrà essa pure stipulare trattati di amicizia con sultani o capi indigeni a nome del Governo, salvo il consenso di questo;

*h)* ad applicare gli atti generali di Berlino (26 febbraio 1885) e di Bruxelles (2 luglio 1890) per tutto quanto riguarda la tratta degli schiavi ed il commercio delle armi da fuoco e delle bevande spiritose;

*i)* ad assumere il servizio postale, in base alle condizioni stabilite dall'Unione Postale.

Art. 9. — Su domanda del Governo, la Società sarà obbligata, sia a sfrattare dalla Colonia qualunque persona, italiana o straniera; sia a consegnare ai funzionari del Governo medesimo qualunque delinquente che vi si fosse rifugiato.

Art. 10. — Lo statuto della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) è qui allegato come parte integrante della presente convenzione (1).

Niun cambiamento potrà essere introdotto in detto statuto sotto pena di decadenza, senza che prima abbia riportato l'assenso del Ministero degli affari esteri.

Art. 11. — Il Governo non assume responsabilità di sorta per qualsiasi operazione di credito che la Società facesse

---

(1) V. doc. n. IX, pag. 35.

anche nell'interesse della colonia; e la Società, a garanzia di siffatte operazioni, non potrà mai impegnare che le sue proprietà private o le sue ragioni di credito.

Art. 12. — La presente convenzione, che andrà in vigore col 1° maggio 1898, durerà sino al 16 luglio 1946, e s'intenderà sciolta di pieno diritto, senza alcun bisogno di reciproche intimazioni, allo scadere del termine sopra indicato. Sarà per altro in facoltà del Governo di rescinderla il 16 luglio 1921, con preavviso di due anni, quando volesse esercitare il proprio dominio ed amministrare direttamente le città e i territori compresi nella presente convenzione; od anche quando credesse di non più esercitare il suo diritto di opzione verso il Sultano di Zanzibar, di cui alla convenzione 12 agosto 1892.

La facoltà di rescindere la presente convenzione è data anche alla Società, dopo 12 anni, a decorrere dal 1° maggio 1898 mediante il preavviso di un anno.

Aat. 13. — Le opere stabili costruite per iniziativa ed a spese della Società, e tali per la loro natura da migliorare le condizioni dell'esercizio, saranno allo scadere del contratto accettate dal Governo e pagate a prezzo di stima; semprechè l'esecuzione delle opere ed i progetti relativi abbiano previamente riportata l'approvazione di esso, salvi sempre alla Società per le opere non accettate, i suoi diritti verso ogni terzo subentrante.

Art. 14. — Quando la rescissione abbia luogo per volontà del Governo, dopo i ventitre anni, ai termini dell'art. 12 della presente convenzione, la Società avrà diritto a percepire, anche per le opere compiute senza autorizzazione del Governo, la minor somma tra lo speso e il maggiore utile per l'esercizio della colonia a giudizio degli arbitri.

Nessuna indennità sarà dovuta dal Governo, se la rescissione della presente convenzione sarà dovuta a fatto o colpa della Società.

Art. 15. — Il valore delle opere da rimborsarsi sarà determinato da tre arbitri. Ciascuna delle parti nominerà il suo arbitro; i due arbitri così nominati sceglieranno il terzo, e nel caso di disaccordo nella scelta questa sarà deferita al presidente della Corte di Cassazione di Roma.

Gli arbitri decideranno inappellabilmente *ex bono et equo*, senza formalità di procedura.

Sarà del pari sottoposta al giudizio arbitrale qualunque contestazione di diritto privato fosse per sorgere fra il Governo e la Società nella esecuzione e interpretazione della presente convenzione.

Art. 16. — In caso di liti, conflitti, difficoltà e simili fra la Società ed il Sultano di Zanzibar, o i capi delle varie tribù, o le autorità inglesi del territorio limitrofo, la Società si rimetterà, per quanto la riguarda, al giudizio del Ministero degli affari esteri, il quale provvederà nel modo migliore, salve sempre le condizioni sostanziali della presente convenzione.

Art. 17. — L'atto di costituzione della Società sarà registrato con la tassa fissa di una lira.

Saranno esenti da imposta di ricchezza mobile gli stipendi pagati dalla Società ai suoi impiegati abitualmente residenti nella colonia.

Ast. 18. — La Società avrà facoltà di ritirare dai depositi governativi e possibilmente da quelli di Massaua, al prezzo di costo, le armi e munizioni che il Governo riconoscerà strettamente necessarie per la sicurezza delle stazioni. Per altro alla Società stessa è vietato qualsiasi commercio delle armi.

Art. 19. — Il Governo procurerà di tenere uno stazionario sulla costa o nelle acque di Zanzibar.

Art. 20. — La presente convenzione e i privilegi da essa derivanti non sono trasferibili dalla Società a terzi.

Art. 21. — La presente convenzione sarà registrata colla  
tassa di una lira, e non sarà valida se non dopo essere stata  
approvata per legge.

Roma, 24 gennaio 1898.

ALFONSO SANSEVERINO VIMERCATI

GIORGIO MYLIUS

Dr. SILVIO BENIGNO CRESPI

ANGELO CARMINATI

RUDINI

VISCONTI VENOSTA

BRANCA

LUZZATI

BRIN

XIV.

CONVENZIONE **25 maggio 1898**, *tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia Italiana) » per la gestione della città e dei territori del Benadir col rispettivo hinterland* (1).

(Atti parlam., Legisl. XX, 2ª sessione 1898, doc. n. 34-34 A - Racc. Tratt. Afr., pag. 578).

Premesso:

che fra il Regio Governo italiano e i signori cav. Giorgio Myhus, comm. dott. S. B. Crespi, cav. Angelo Carminati, quali delegati dei promotori della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), interveniva, il 15 aprile 1896, un accordo preliminare avente per oggetto la gestione del Benadir;

che successivamente aveva luogo, con istromento in data 25 giugno 1896, approvato dal Tribunale di Milano il 24 luglio 1896, la costituzione della Società anzidetta, e che del suddetto accordo vuole ora farsi constare in regolare atto tra il Governo e l'attuale rappresentanza legale della Società;

fra il Regio Governo, rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, delle finanze, del

(1) Presentata alla Camera dal ministro degli affari esteri (Canevaro) per l'approvazione, il 21 novembre 1898.

Ripresentata, per sopraggiunta chiusura di sessione il 18 novembre 1899 (Visconti Venosta).

Approvata con legge 24 dicembre 1899, n. 466. (V. doc. n. XVII, pag. 70).

tesoro e della marina, e i signori conte A. Sanseverino Vimercati, presidente; cav. Giorgio Mylius, vice presidente; cav. Angelo Carminati, amministratore delegato; comm. dottor S. B. Crespi, consigliere, componenti il Consiglio d'amministrazione della Società, si conviene quanto segue:

Art. 1. — Il Governo si obbliga di immettere la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), con sede in Milano, nella gestione delle città e dei territori del Benadir col rispettivo *hinterland* sì e come la gestione stessa vi è di fatto dal Governo esercitata; e ciò a rischio della Società e senza garanzia.

La convenzione avrà effetto dal 1° maggio 1898.

Da parte sua, la Società si obbliga di provvedere all'incremento civile e commerciale della colonia, dando conto particolareggiato di questa sua azione al Governo italiano, che avrà sempre il diritto di vigilare sull'operato della Società. Questa dovrà inoltre promuovere nei modi più opportuni la vita economica dei paesi concessile, eseguendo a tal uopo tutte le opere che crederà necessarie.

Il non essere prestabilito un programma particolareggiato dell'opera della Società, valevole a raggiungere i fini sovra indicati, non menoma l'obbligo suo legale di fare quanto potrà essere riconosciuto doveroso, avuto ad ogni cosa il debito riguardo, e ciò sotto le sanzioni di legge.

In caso di disaccordo, la controversia sarà risolta nei modi e forme di cui all'art. 17.

Art. 2. — Il Governo pagherà alla Società dal 1° maggio 1898 al 20 aprile 1910 l'annua somma di fr. oro 400,000, e dal 1° maggio 1910 al 16 luglio 1946 fr. oro 350,000 all'anno, sia per il mantenimento delle stazioni esistenti come per quelle che la Società crederà di fondare in seguito.

Art. 3. — Qualora il territorio di Lugh resti incluso nella zona di influenza italiana, ed ancora quando in conseguenza di futuri trattati dovesse passare ad altro Stato, restando al-

l'Italia il diritto di mantenervi una stazione commerciale, la gestione del territorio di Lugh nel primo caso, e della stazione commerciale italiana di Lugh nel secondo caso, spetterà ed incomberà con tutti i diritti ed oneri alla Società, come per le altre stazioni.

Art. 4. — Il Governo si varrà della Società, e farà tenere ad essa regolarmente la somma occorrente, pel pagamento delle annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, in talieri 3600 di M. T. complessivamente; e questo finchè il Governo avrà un tale obbligo verso i detti Sultani.

Art. 5. — Il Governo applicherà, di fronte alla Società, l'art. 3° del protocollo italo-britannico del 24 marzo 1891 (1).

Art. 6. — Il Governo darà le miniere in libero e gratuito godimento alla Società, con facoltà di trasferirne la concessione a terzi, previo consenso del Governo medesimo se questi fossero stranieri. Il detto godimento e la detta concessione a terzi non avranno una durata superiore a quella della gestione della Società.

Il Governo darà pure alla Società la gratuita facoltà di occupare tutte le terre che saranno riconosciute demaniali alla presa di possesso da parte della Società, e tutti quegli immobili dei quali esso abbia ottenuto o sia per ottenere il godimento o l'uso dal Sultano di Zanzibar. Delle dette terre la Società potrà fare concessioni in uso, per una durata non superiore a quella della sua gestione, a italiani, o ad indigeni dipendenti e residenti nella colonia. Potrà altresì concederle a stranieri, purchè con durata non eccedente il periodo della sua gestione, e previa l'approvazione del Governo.

Le concessioni che eccedano, per il tempo, la durata

---

(1) « Il y aura dans les stations de Kismayu et son territoire, égalité de traitement entre sujets et protégés des deux pays, soit pour leurs personnes, soit à l'égard de leurs biens, soit enfin en ce qui concerne l'exercice de toute sorte de commerce et industrie ». (*N. d. Testa*).

della gestione della Società, tanto se da farsi a stranieri, come a italiani, spetteranno sempre al Governo, d'accordo con la Società.

Art. 7. — La Società esigerà per proprio conto i diritti doganali, in base ai vigenti trattati, nonchè le tasse in vigore; potrà anche applicare nuovi tributi o sopprimere quelli esistenti, e diminuire i diritti doganali, previa l'approvazione del Governo.

Art. 8. — I prodotti originari dei paesi cui si riferisce la presente convenzione saranno alla loro importazione nel regno soggetti allo stesso regime doganale di quelli della Colonia Eritrea.

Art. 9. — La Società si obbliga:

- a) ad inalberare la bandiera nazionale;
- b) a pagare al Sultano di Zanzibar il canone annuo di rupie 120,000, o quella minor somma che venisse in seguito convenuta;
- c) a pagare le annualità dovute ai Sultani di Obbia e di Alula, come è detto all'art. 4;
- d) a conservare in regolari condizioni di manutenzione i fabbricati tutti che avrà ricevuto in uso dal Governo;
- e) a mantenere almeno 600 guardie per la sicurezza interna della colonia;
- f) ad amministrare la giustizia in base alle norme in vigore nelle città e nei territori che le vengono concessi in gestione;
- g) ad applicare gli atti generali di Berlino (26 febbraio 1885) e di Bruxelles (2 luglio 1890) per tutto quanto riguarda la tratta degli schiavi ed il commercio delle armi da fuoco e delle bevande spiritose;
- h) ad assumere il servizio postale in base alle condizioni stabilite dall'Unione Postale.

Art. 10. — Il Governo non assume verun obbligo contrattuale di difendere la colonia da attacchi esterni, ma si

riserva piena libertà di azione per quei provvedimenti che crederà di adottare nell'interesse generale.

Art. 11. — Su domanda del Governo la Società sarà obbligata, sia a sfrattare dalla colonia qualunque persona italiana o straniera, sia a consegnare ai funzionari del Governo medesimo qualunque delinquente che vi si fosse rifugiato.

Art. 12. — Lo statuto della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana), è qui allegato come parte integrante della presente convenzione (1).

Niun cambiamento potrà essere introdotto in detto statuto, sotto pena di decadenza, senza che prima abbia riportato l'assenso del Ministero degli affari esteri.

Art. 13. — Il Governo non assume responsabilità di sorta per qualsiasi operazione di credito che la Società facesse anche nell'interesse della colonia; e la Società, a garanzia di siffatte operazioni, non potrà mai impegnare che le sue proprietà private o le sue ragioni di credito.

Art. 14. — La presente convenzione, che andrà in vigore col 1° maggio 1898, durerà sino al 16 luglio 1946, e s'intenderà sciolta di pieno diritto, senza alcun bisogno di reciproche intimazioni, allo scadere del termine sopra indicato. Sarà per altro in facoltà del Governo di rescinderla il 16 luglio 1921, con preavviso di due anni, quando volesse esercitare il proprio dominio ed amministrare direttamente le città e i territori contemplati nella presente convenzione; od anche quando credesse di non più esercitare il suo diritto di opzione verso il Sultano di Zanzibar, di cui alla convenzione 12 agosto 1892.

La facoltà di rescindere la presente convenzione è data anche alla Società, dopo 12 anni, a decorrere dal 1° maggio del 1898, mediante il preavviso di un anno.

Art. 15. — Le opere stabili costruite per iniziativa ed a

(1) V. doc. IX, pag. 35.

spese della Società, e tali per la loro natura da migliorare le condizioni dell'esercizio, saranno allo scadere del contratto accettate dal Governo e pagate a prezzo di stima, semprechè l'esecuzione delle opere ed i progetti relativi abbiano previamente riportata l'approvazione di esso, salvi sempre alla Società, per le opere non accettate, i suoi diritti verso i terzi.

Art. 16. — Quando la rescissione abbia luogo per volontà del Governo, dopo i ventitre anni, ai termini dell'articolo 14 della presente convenzione, la Società avrà diritto a percepire, anche per le opere compiute senza autorizzazione del Governo, la minor somma tra lo speso e il maggiore utile per l'esercizio della colonia, a giudizio degli arbitri.

Nessuna indennità sarà dovuta dal Governo, se la rescissione della presente convenzione sarà dovuta a fatto o a colpa della Società,

Art. 17. — Il valore delle opere da rimborsarsi sarà determinato da tre arbitri. Ciascuna delle parti nominerà un arbitro; i due arbitri così nominati sceglieranno il terzo, e, nel caso di disaccordo nella scelta, questa sarà deferita al presidente della Corte di Cassazione di Roma, ove sarà la sede arbitrale.

Sarà del pari sottoposta al giudizio arbitrale qualunque contestazione di diritto privato fosse per sorgere fra il Governo e la Società nella esecuzione o interpretazione della presente convenzione.

Agli arbitri è data facoltà di giudicare anche come amichevoli compositori inappellabilmente, e senza formalità di procedura.

Art. 18. — La Società dovrà rispettare le leggi dello Stato ed i trattati vigenti e quegli altri trattati che il Governo credesse opportuno di concludere, o promulgare.

Nel caso di conflitti, liti, difficoltà, tra la Società e il Sultano di Zanzibar, o i capi delle varie tribù, o le autorità inglesi del territorio limitrofo, la Società dovrà rimettersi, per quanto la concerne, al giudizio del Ministero degli affari esteri.

Spetterà agli arbitri il giudicare, in caso di dissenso delle parti, se la convenzione abbia patito alterazioni sostanziali a cagione dei nuovi trattati o della soluzione data agli eventuali conflitti. Nel caso di responso affermativo, la Società avrà il diritto di chiedere la risoluzione anticipata della convenzione col rimborso del valore delle opere fatte.

Art. 19. — L'atto di costituzione della Società sarà registrato con la tassa fissa di una lira.

Saranno esenti da imposta di ricchezza mobile gli stipendi pagati dalla Società ai suoi impiegati abitualmente residenti nella colonia.

Art. 20. — La Società avrà facoltà di ritirare dai depositi governativi, e possibilmente da quelli di Massaua, al prezzo di costo, le armi e munizioni che il Governo riconoscerà strettamente necessarie per la sicurezza delle stazioni. Per altro alla Società stessa è vietato qualsiasi commercio di armi.

Art. 21. — Il Governo procurerà di tenere uno stazionario sulla costa o nelle acque di Zanzibar.

Art. 22. — La presente convenzione e i privilegi da essa derivanti non sono trasferibili dalla Società a terzi.

Art. 23. — La presente convenzione sarà registrata colla tassa di una lira, e non sarà valida se non dopo essere stata approvata per legge.

Roma, 25 maggio 1898.

ALFONSO SANSEVERINO VIMERCATI.

GIORGIO MYLIUS.

Dott. SILVIO BENIGNO CRESPI.

ANGELO CARMINATI.

RUDINÌ.

VISCONTI VENOSTA.

BRANCA.

LUZZATTI.

A. DI SAN MARZANO.

## XV.

ACCORDO PROVVISORIO 2-3 ottobre 1898, tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la concessione alla Società stessa della gestione provvisoria del Benadir (1).

(Atti parlamentari, legisl. XX, 2ª sessione 1898, doc. n. 34 34 A e 3ª sessione 1899, doc. n. 47).

Premesso che fra il Regio Governo e la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) è stata firmata il 25 maggio 1898 una convenzione per la concessione, da parte del Governo, alla detta Società delle città e dei territori del Benadir e rispettivo *hinterland*;

Premesso che il disegno di legge per l'approvazione di tale convenzione non ha potuto essere discusso dal Parlamento;

Fra il Regio Governo rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, delle finanze, del tesoro e della marina, e i signori conte A. Sanseverino Vimercati, presidente, cav. Giorgio Mylius, vice presidente, cav. Angelo Carminati, amministratore delegato, comm. dottor S. B. Crespi, consigliere, componenti il Consiglio d'amministrazione della Società, si è convenuto quanto segue:

---

(1) Comunicato alla Camera in allegato alla relazione sul disegno di legge per l'approvazione della convenzione con la Società anonima commerciale italiana del Benadir.

Art. 1. — Ferma restando, salva, da parte del Regio Governo, l'espressa riserva dell'approvazione parlamentare, la convenzione tra il Regio Governo e la Società anonima commerciale italiana del Benadir, firmata a Roma il 25 maggio del 1898, è intanto concessa alla Società stessa la gestione provvisoria del Benadir nei precisi termini e nelle precise condizioni risultanti dalla detta convenzione, in quanto siffatta gestione provvisoria non implichi impegni che eccedano la durata della gestione medesima.

Art. 2. — Il presente accordo avrà effetto dal 1° maggio 1898 fino al 31 dicembre p. v., salva, per il Regio Governo, la facoltà di protrarne ulteriormente la durata, non oltre, però, il 30 giugno 1899, qualora il Parlamento non avesse ancora deliberato sul predetto disegno di legge.

Mancando pel 30 giugno 1899 l'approvazione parlamentare sul predetto disegno di legge, la Società si intenderà svincolata dalla convenzione del 25 maggio 1898.

Art. 3. — Nel caso che venga a mancare l'approvazione del Parlamento, non potrà il presente accordo provvisorio produrre, a favore della Società, alcun diritto a compenso o indennità, nè per opere intraprese, nè per spese incontrate, nè per qualsiasi altro titolo in dipendenza dell'accordo stesso.

Milano, 1° ottobre — Roma, 3 ottobre 1898.

SANSEVERINO.

GIORGIO MYLIUS.

Dott. SILVIO BENIGNO CRESPI.

A. CARMINATI,

PELLOUX.

N. CANEVARO.

CARCANO.

VACCHELLI.

G. PALUMBO.

## XVI.

SCAMBIO DI NOTE **11-13 ottobre 1899**, tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia Italiana) » relativo alla proroga dell'accordo provvisorio (1-3 ottobre 1898) per la gestione del Benadir (1).

(Atti parlam., legisl. XX, 3<sup>a</sup> sessione 1899, doc. n. 47).

*Il presidente del Consiglio dei ministri, i ministri degli affari esteri, delle finanze, del tesoro e della marina al presidente del Consiglio d'amministrazione della « Società commerciale italiana del Benadir ».*

N, 45685/847.

Roma, 21 ottobre 1899.

Signor presidente,

Col telegramma del 30 settembre u. s. la S. V. On.ma ci annuncia, a nome del Consiglio di amministrazione di codesta Società, che l'assemblea degli azionisti ha approvato che la Società continui la gestione provvisoria del Benadir fino al 31 dicembre di quest'anno.

Avendo la Società rinunciato alla facoltà di ritenersi svincolata dalla convenzione del 25 maggio 1898, per la non avvenuta approvazione parlamentare della convenzione stessa entro il 30 giugno 1899, resta inteso che l'accordo provvisorio, in data di Milano 1<sup>o</sup> ottobre-Roma 3 ottobre 1898 è prorogato con tutti i suoi effetti al 31 dicembre p. v., data fino alla quale è stato accordato al Governo l'esercizio provvisorio del bilancio degli affari esteri 1899-900 (legge 18 giugno 1899, n. 217).

(1) V. nota precedente.

Prego la S. V. On.<sup>ma</sup> di volermi inviare una nota identica alla presente con la firma di tutti i componenti il Consiglio di amministrazione.

PELLOUX.  
VISCONTI VENOSTA.  
CARMINE.  
BOSELLI.  
G. BETTÒLO.

*Il Consiglio d'amministrazione della « Società commerciale italiana del Benadir » al ministro degli affari esteri.*

Milano, 13 ottobre 1899.

Ric. li 22.

Eccellenza,

In ossequio alla nota dell' 11 ottobre, n. 45685/847, e a conferma del telegramma inviato il 30 settembre u. s. all'Eccellenza Vostra, dichiariamo colla presente che in seguito alle deliberazioni prese dai nostri azionisti nell'assemblea dello stesso 30 settembre scorso, avendo la nostra Società rinunciato alla facoltà di ritenersi svincolata dalla convenzione del 25 maggio 1898, per la non avvenuta approvazione parlamentare della Convenzione stessa, entro il 30 giugno 1899, resta inteso che l'accordo provvisorio in data di Milano 1° ottobre-Roma 3 ottobre 1898, è prorogato con tutti i suoi effetti al 31 dicembre prossimo venturo, data fino alla quale è stato accordato al Governo l'esercizio provvisorio del bilancio degli affari esteri 1899-1900 (legge 18 giugno 1899, n. 217).

Nell'inviare il presente foglio controfirmato dai componenti il Consiglio d'amministrazione della Società, ci è gradita l'occasione per porgere alla Eccellenza Vostra gli atti del più profondo ossequio.

SANSEVERINO.  
G. MYLIUS.  
BENIGNO CRESPI.  
A. CARMINATI.

## XVII.

**LEGGE 24 dicembre 1899, n. 466**, che approva la *Convenzione firmata a Roma il 25 maggio 1898 relativa alla concessione da parte del Regio Governo alla « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » delle città e dei territori del Benadir e del rispettivo « hinterland ».*

(Gazzetta ufficiale del 31 dicembre 1899, n. 304) (1).

UMBERTO I<sup>o</sup>, ecc., RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. — È approvata, con effetto dal 1<sup>o</sup> maggio 1898, la Convenzione firmata a Roma il 25 maggio 1898, relativa alla concessione da parte del Regio Governo alla « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia Italiana) » delle città e dei territori del Benadir e del rispettivo *hinterland* (2).

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella Raccolta ufficiale della leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 24 dicembre 1899.

UMBERTO

VISCONTI VENOSTA - PELLOUX -

BOSELLI - CARMINE - BETTÒLO.

V.<sup>o</sup> *il Guardasigilli*: A. BONASI.

(1) La data di questa legge fu in questo numero dell. *Gazzetta ufficiale* erroneamente indicata come 31 dicembre 1899, ma venne rettificata da una nota apparsa nel successivo numero del 2 gennaio 1900.

(2) V. doc. n. XIV, pag. 59.

## XVIII.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE 26 maggio 1900 *per regolare la caccia al Benadir,*

*Il Governatore del Benadir ai RR. Residenti Italiani di Merca, Brava e Giumbo.*

N. 765.

Mogadiscio, 26 maggio 1900.

S. E. il Ministro degli Affari Esteri mi comunica che il R. Governo ha aderito alla conferenza promossa dal Governo inglese per la protezione degli animali selvatici in Africa; la conferenza si doveva tenere a Londra il 24 del p. p. aprile. Essa aveva lo scopo di concordare fra le varie potenze che hanno possessi in Africa le misure più efficaci per regolare la caccia ed impedire la distruzione degli animali selvatici, dei quali alcune specie si sono già fatte rarissime e totalmente sparite da certi distretti con danno incalcolabile della scienza e notevolissimo anche del commercio per i prodotti che essi gli fruttavano.

Nella nostra Colonia per ora la caccia agli animali selvatici è esercitata quasi unicamente dagli indigeni e non è quindi possibile regolarizzarla finchè si mantiene il programma governativo attualmente in vigore, di tenere soltanto pochi presidi nelle più importanti stazioni della costa. Nell' interno la nostra influenza è molto limitata; ed Ella sa che per occupare effettivamente tutto il territorio che da noi dipende ed esercitarvi quell'autorità che sarebbe nel dovere ed anche nella

convenienza di una nazione europea civile, occorrerebbe almeno triplicare l'attuale numero di ascari. Siccome ciò è impossibile dato il programma che il R. Governo ci ha imposto e gli esigui mezzi messi a mia disposizione che ne sono la naturale conseguenza, non è per ora il caso di emanare disposizioni generali per gl'indigeni tanto più ci mancherebbe che assolutamente la forza di farle osservare.

È però nostro dovere di aderire per quanto è possibile ai desideri di S. E. e di aiutare nel limite delle nostre forze l'opera di civiltà cui tende la proposta del Governo di S. M. Britannica.

A tal fine in attesa di avere comunicazione dei risuttati della conferenza di Londra dispongo quanto segue:

« La caccia resta d'ora innanzi vietata in linea generale tanto ai Residenti quanto agli Europei che sono o che venissero in Colonia ed a tutto il personale che da noi dipende. È permessa senza limiti la caccia alle bestie feroci e nocive, quali leoni, leopardi, iene, ghepardi, sciacalli, volpi, gatti pardi, linci, gatti selvatici, coccodrilli e simili.

« È permessa fino a nuovo ordine la caccia agli uccelli, ai dik-dik, alle lepri ed ai cinghiali sempre però sotto l'osservanza delle norme stabilite o da emanarsi dal sottoscritto.

« Per usufruire del suddetto permesso di caccia bisognerà munirsi di una licenza che sarà data dietro semplice domanda verbale da ogni Residente mediante il pagamento di una tassa di talleri dodici. Nel foglio di licenza saranno specificati gli animali selvatici pei quali essa viene concessa. La licenza sarà valevole per dodici mesi.

« Anche i Residenti che intendono esercitare la caccia o direttamente o per mezzo di qualche ascario dovranno munirsi della licenza e pagare la tassa. Potranno cacciare senza licenza soltanto gli ufficiali e sottufficiali delle RR. Navi di passaggio che si fermeranno in Colonia meno di un mese. Saranno pure esenti i Comandanti e gli ufficiali italiani e stranieri dei piro-

scafi mercantili che toccheranno i porti del Benadir. Resta però vietato anche ad essi di cacciare altri animali all'infuori di quelli sopra specificati.

« Delle licenze prese o concesse dovrà ogni Residente riferire al sottoscritto col primo foglio settimanale. La licenza è sempre personale per l'europeo, residente o no, e per l'indigeno cacciatore per cui viene chiesta.

« È stabilita una multa equivalente a tre volte la tassa per chi caccerà gli animali sopra nominati senza regolare licenza.

« È stabilita una multa di talleri cento per ogni animale ucciso di quelli non sopra menzionati; in entrambi i casi il contravventore andrà soggetto al sequestro dell'arma e delle munizioni ».

Tutte le disposizioni suaccennate devono essere interpretate restrittivamente. Ogni Residente conoscendo bene la propria zona e gli animali selvatici che in essa abitano potrà facilmente indicare al sottoscritto le misure più efficaci per impedirne la distruzione. Gradirò di ricevere a suo tempo dettagliati rapporti in merito.

Emanerò più tardi quando conoscerò il risultato della conferenza di Londra, le disposizioni per la caccia grossa.

*Il Governatore*  
F. DULIO.

## XVIII-bis.

CONVENZIONE 12-28 febbraio 1901 *fra il Ministero delle Poste e dei Telegrafi e la Società anonima commerciale italiana del Benadir per la sistemazione dei servizi postali tra l'Italia ed il Benadir.*

In conformità al disposto dell'articolo 9 della Convenzione tra il regio Governo e la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) approvata con legge numero 466 del 31 dicembre 1899, si è conclusa la presente Convenzione tra la Società ed il Ministero delle Poste e dei Telegrafi per la sistemazione dei servizi postali fra l'Italia e la Colonia del Benadir.

Art. 1. — A cominciare dalla data, che verrà ulteriormente fissata di comune accordo tra la Società ed il Ministero delle Poste e dei Telegrafi, la Società anonima commerciale del Benadir attuerà i servizi:

- a) delle corrispondenze ordinarie e raccomandate;
- b) dei pacchi postali ordinari tanto per l'Italia che per l'estero.

Art. 2. — Nei rapporti colle Amministrazioni postali estere la Società sarà rappresentata esclusivamente dal regio Ministero delle Poste e dei Telegrafi.

Art. 3. — Il Ministero provvederà alla Società i francobolli, le cartoline e le altre carte postali di valore contro il solo pagamento della spesa di fabbricazione.

Il Ministero stesso provvederà alle identiche condizioni stampati, registri, moduli, ecc., se ciò sarà chiesto dalla Società.

Art. 4. — I francobolli saranno delle dimensioni e del disegno fissati dalla Società, però dovranno portare in italiano le diciture « Regie Poste Italiane » e « Benadir » oltre l'indicazione del valore.

Art. 5. — Le cartoline saranno delle dimensioni prescritte dall'Unione postale universale e, per quanto riguarda il francobollo da esservi impresso, dovranno soddisfare alle condizioni fissate nel precedente articolo.

Art. 6. — La Società riterrà a proprio profitto tutte le tasse riscosse nei suoi uffici.

Art. 7. — Le tariffe delle corrispondenze saranno quelle italiane interne nei rapporti fra l'Italia ed il Benadir, e quelle dell'Unione postale universale nei rapporti del Benadir coll'estero.

Art. 8. — Le tariffe dei pacchi postali saranno parimenti quelle italiane interne nei rapporti fra l'Italia ed il Benadir e viceversa, tuttavia sarà in facoltà tanto dell'Italia quanto della Colonia di gravare i pacchi scambiati fra loro di una soprattassa in relazione alle spese derivanti dal trasporto marittimo a mezzo di piroscafi italiani od esteri.

Art. 9. — Fra l'Italia ed il Benadir è ammesso lo scambio di pacchi ordinari, esclusi quindi quelli ingombranti, di valore e gravati di assegno in porto assegnato.

Art. 10. — Per i pacchi a destinazione di località della Colonia non provviste di Ufficio postale potrà aggiungersi, a carico dei destinatari ed a favore della Colonia, una tassa proporzionale alle spese effettive inerenti al loro trasporto.

Art. 11. — Nel caso di smarrimento, manomissione od avaria di corrispondenze o di pacchi, o di altre irregolarità di servizio, che diano luogo ad indennità a favore di terzi, giusta le leggi italiane e le convenzioni internazionali, l'obbligo di corrispondere siffatte indennità incomberà a quella fra le due Amministrazioni i cui uffici saranno responsabili dei fatti stessi.

Art. 12. — Le spese di trasporto delle corrispondenze e dei pacchi scambiati fra l'Italia ed il Benadir saranno sostenute dalle parti contraenti nel modo seguente:

a) sarà a carico dell'Amministrazione italiana il trasporto sul territorio italiano ed il trasporto marittimo dall'Italia al Benadir, nonchè l'imbarco e lo sbarco dei dispacci e dei pacchi in arrivo ed in partenza negli scali italiani;

b) sarà a carico della Società il trasporto sul territorio del Benadir ed il trasporto marittimo dal Benadir in Italia, nonchè l'imbarco e lo sbarco dei dispacci e dei pacchi negli scali della Colonia ed in quelli altri esteri eventualmente utilizzati.

L'Amministrazione postale italiana è autorizzata a valersi gratuitamente pel trasporto dei dispacci e dei pacchi dei servizi marittimi sovvenzionati dalla Colonia, alla quale è concessa eguale autorizzazione pei dispacci e pei pacchi trasportati sulle linee marittime sovvenzionate dall'Italia.

Art. 13. — Le quote dovute alle Amministrazioni dell'Unione, per il trasporto delle corrispondenze e dei pacchi del Benadir per l'estero saranno conteggiate dall'Amministrazione italiana, la quale ne ripeterà il rimborso dalla Società, ed alla Società stessa verranno rimborsate le quote che risultassero a suo favore dal complesso dei conti stabiliti.

Art. 14. — Nel periodo in cui i porti del Benadir non sono accessibili, lo scambio dei dispacci e dei pacchi postali sarà eseguito nel porto estero che verrà indicato dalla Società, nel qual porto dovrà trovarsi un rappresentante della Società medesima, il quale a spese e responsabilità di essa dovrà provvedere allo scambio ed all'inoltro ulteriore degli oggetti in arrivo ed in partenza.

Art. 15. — Il servizio dei vaglia sarà regolato da apposita convenzione quando la Società crederà conveniente di istituirlo.

Art. 16. — I rapporti postali tra il Benadir, la Colonia

Eritrea e gli uffici italiani di Tripoli di Barberia e di Canea (nonchè gli altri che fossero ulteriormente istituiti all'estero e viceversa) saranno identici a quelli in vigore tra l'Italia e il Benadir e viceversa.

Roma, 12 febbraio 1901.

p. *Il Ministero delle Poste e dei Telegrafi*  
A. PASCOLATO.

Società anonima commerciale del Benadir  
(Somalia italiana)

*L'Amministratore delegato*  
CARMINATI.

Milano, 28 febbraio 1901.

## XIX.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 2 marzo 1903. *Proibizione del commercio degli schiavi, liberazione e riscatto degli schiavi.*

- 1° È proibito comprare schiavi.  
 2° È proibito vendere schiavi.  
 3° È proibito impegnare schiavi.  
 4° È proibita ogni transazione che riguarda schiavi, cioè dono, nolo e cambio di schiavi.  
 5° È proibito d'introdurre schiavi in paese.  
 6° È proibito di portare schiavi fuori del paese.  
 7° Se muore un padrone, gli schiavi saranno ereditati solo dai figli delle mogli libere; se il defunto non ha figli delle mogli libere, gli schiavi del morto saranno tutti liberi.  
 8° I figli nati da tredici anni a questa parte sono tutti liberati.  
 9° Tutti gli schiavi che vogliono riscattarsi da sè possono farlo ad un giusto prezzo da determinarsi dal residente.  
 10° Tutto ciò che è in possesso degli schiavi, che sia guadagnato col commercio e colle loro fatiche, resta loro proprietà assoluta.  
 11° Tutti gli schiavi di uno schiavo, che si liberi in forza delle clausole sopraenunciate, sono *ipso-facto* liberi.

Mogadiscio, 2 marzo 1903.

E. DULIO.

---

*Nota.* — L'abolizione della tratta al Benadir era stata già formalmente sanzionata dal Sultano di Zanzibar con il seguente decreto:

Nel nome di Dio clemente e misericordioso:

Da Bargasc ben Said a tutti i nostri amici gli abitanti di Chisimaio e sue dipendenze, ed a chi la presente sia per venire tra mani. Sia ciò conosciuto che Dio avendo fatto avvenire la partenza degli egiziani dai nostri domini di Chisimaio, noi, a ristabilire il nostro governo e la nostra autorità abbiamo decretato l'abolizione della tratta a traverso i nostri territori del Benadir e del distretto di Chisimaio, ed abbiamo comandato al nostro governatore di mantenere forza a quest'ordine e di non permettere che schiavi passino a traverso i territori su menzionati.

Scritto di mano di Zahir il 17 di El-Heggia anno dell'Egira 1292 (A. D. 15 gennaio 1876).

*(Segnato di mano di Bargasc ben Said).*

## XX.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE 12 marzo 1903. *Applicazione dei decreti del Sultano di Zanzibar, riguardanti l'abolizione della schiavitù.*

(Documents relatifs à la répression de la Traite des Esclaves, 1903, pag. 198).

**Circolare ai Residenti della Colonia.**

Mogadiscio, 12 marzo 1903.

*Signor Residente,*

Comunico alla S. V. copia di un elenco dei decreti diversi riguardanti l'abolizione della schiavitù e le relative norme nel Zanzibar e dominî di S. A. il Sultano.

V. S. curerà l'applicazione *rigorosa* dei suddetti decreti e relative norme che io le invio così come mi vennero comunicate con l'ultimo corriere dal R. Console Generale in Zanzibar.

*Il Governatore,*  
DULIO.

*Nota.* — Nella raccolta ufficiale « Documents relatifs à la répression de la Traite des Esclaves, 1903 » manca l'allegato. Trattasi dell'elenco di decreti comunicato dal R. Console Generale in Zanzibar con foglio 22 febbraio 1903 che qui appresso si riproduce (Libro verde « Benadir » (1903), pag. 180):

1. — 5 giugno 1873 — 9 Rabih El Akher 1290 dell'Egira — Primo trattato tra Inghilterra e Sultano di Zanzibar per abolizione della tratta.

2. — 17 gennaio 1874 — Spiegazione al precedente.

3. — 14 luglio 1875 — Convenzione Inghilterra e Zanzibar — spiegativa del precedente trattato che autorizza la presenza a bordo di navi zanzibaresi di schiavi domestici per il servizio della nave o del padrone, purchè lo facciano volontariamente.

4. — 15 gennaio 1876 — 17 Zel Hegia 1292 dell'Egira — Decreto del Sultano Bargasc ben Said che abolisce la schiavitù in Kisimaju e nel Benadir.

5. — 18 aprile 1876 — 22 Rabih El Auel [1292] dell'Egira — Decreto di abolizione di carovane di schiavi dall'interno.

6. — 13 marzo 1885 — Il Sultano conferma gli ordini precedenti in merito alla schiavitù tanto in Pemba quanto per l'Arabia.

7. — 8 novembre 1886 — Il Sultano di Zanzibar aderisce all'Atto Generale di Bruxelles.

8. — 13 dicembre 1886 — Il Sultano proibisce la separazione per effetto di vendita della moglie dal marito, del figlio dai parenti.

9. — 13 settembre 1889 — Il Sultano Saied Khalifa ben Said con Decreto di quella data (24 Moharrem 1307 dell'Egira) autorizza le navi Inglesi e Germaniche da guerra, alla visita di tutti i velieri Zanzibaresi ed Arabi — e dichiara liberi tutti gli schiavi che entreranno nei suoi dominî dopo la data del 1° novembre 1889.

10. — 15 maggio 1900 — 24 Ramadan 1307 — Il Sultano Aly ben Said conferma la severa proibizione dell'introduzione di schiavi in Pemba.

11. — 14 giugno 1890 — Il Sultano Saied Alu ben Said pone i suoi dominî sotto il Protettorato della Gran Bretagna.

12. — 1<sup>o</sup> agosto 1900 — Decreto in data del 15 *Zel Hegia* 1307 dell'Egira del Sultano Saied Ali ben Said:

1. — Conferma e dà forza a tutti i decreti e Ordinanze precedenti che proibiscono la tratta e sono in relazione alla schiavitù.

2. — Alle condizioni seguenti tutti gli schiavi posseduti a quella data rimarranno coi loro padroni senza cambiamento del loro stato.

3. — Da questa data è assolutamente proibito ogni cambio, vendita o acquisto di schiavi domestici o diversamente.

Non vi sarà più alcun traffico di schiavi in qualsiasi modo — Saranno severamente puniti i contravventori, e privati di tutti i loro schiavi.

4. — Gli schiavi potranno, alla morte del loro padrone, passare in eredità ai soli figli legittimi del deceduto; se tali legittimi eredi non esistono, gli schiavi, alla morte del padrone, diventano *ipso facto* liberi.

5. — Chi maltratta abitualmente i suoi schiavi o chi si trovi in possesso di schiavo novizio, sarà punito severamente, e, se del caso, privato di tutti i suoi schiavi.

6. — Sudditi Zanzibaresi sposati a sudditi di giurisdizione Britannica, come pure i discendenti da tali matrimoni perdono ogni ragione di mantenere schiavi, e per il fatto stesso i loro schiavi sono dichiarati liberi.

7. — Tutti i sudditi Zanzibaresi, già una volta schiavi e che furono liberati dalle autorità Britanniche o da soggetti Inglesi, non potranno d'ora innanzi tenere schiavi e tutti gli schiavi di tali persone sono da ora dichiarati liberi — tutti gli schiavi, che dopo la data di questo decreto potranno ottenere legalmente la loro libertà, saranno per sempre impossibilitati a tenere schiavi sotto pena di severa punizione.

8. — D'ora innanzi ogni schiavo sarà in diritto di richiedere la propria libertà ad un prezzo di tariffa giusta e ragionevole da fissarsi da noi stessi e dai nostri sudditi arabi —

l'ammontare di quel prezzo sarà pagato dallo schiavo al suo padrone davanti al Cadi, il quale ultimo rilascerà subito allo schiavo la sua carta di liberazione — tutti gli schiavi liberati in questo od in altro modo avranno l'intera nostra protezione.

9. — Dalla data di questo decreto ogni schiavo avrà gli stessi diritti di ogni suddito non schiavo di presentare e sostenere le proprie lagnanze davanti al Cadi.

13. — 26 settembre 1892 — Ordinanza dell'agenzia diplomatica britannica che in base al relativo decreto del Sultano del 7 settembre 1892 stabilisce che niun veliero potrà staccarsi dall'isola, se non parte dal porto di Zanzibar, munito delle carte volute e dopo la visita prescritta per accertare che non abbia schiavi al suo bordo.

14. — 6 aprile 1897 — 1 zelcaade 1314 — Decreto del Sultano Saied Hammud ben Mohammed ben Said che stabilisce che dalla presente data ogni reclamo o questione tra schiavo e padrone sarà portata davanti al Tribunale dei distretti per essere giudicata.

Che detti tribunali si rifiuteranno di appoggiare ogni avanzato diritto di proprietà su servizio corporale o sulla persona basato sulla qualificazione di schiavo data a tale persona — ma ogni reclamo di quel genere legalmente basato su diritti riconosciuti dai decreti dei sultani precedenti sarà portato davanti al primo ministro, il quale giudicherà del danno reale che ne possa derivare e indennizzerà il padrone in conseguenza, col pagamento di equivalente somma.

Questa indennità non potrà essere sequestrata o trattenuta in compenso di altro debito o simile.

Che ogni persona alla quale saranno stati riconosciuti i diritti alla libertà in base ai precedenti articoli, sarà sottoposta alle tasse o alle *corvées*, imposte dal Governo o da imporsi sulla generalità dei sudditi Zanzibaresi. Esso dovrà possedere un regolare domicilio e mezzi di sussistenza — o di-

mostrare di soddisfare il proprietario del terreno ove abita e lavora a patti convenuti, come stabilito davanti ai Tribunali di distretto.

Che le concubine saranno considerate facenti parti del Harem come le mogli — e rimarranno in quella condizione sino a domanda di separazione per accusa di crudeltà — casi questi da giudicarsi dai suddetti Tribunali. — Una concubina che non avrà avuto figli potrà essere riscattata con la sanzione del Tribunale.

Ogni reclamo davanti ai Tribunali potrà essere portato in appello davanti al Sultano o davanti al giudice da S. A. delegato.

15. — 17 ottobre 1898 — Il R. Commissario e Console Generale Britannico notifica: Che visto la Convenzione del 13 settembre 1889 per la quale il Sultano Saied Khalifa ben Said dichiara libere tutte le persone nate nei suoi domini dopo la data del 1° gennaio 1890;

Che visto il dubbio nato, riguardo alla non avvenuta pubblicazione di tale Convenzione nei domini di terra ferma di Sua Altezza, e riguardo al conseguente valore dell'Atto, Egli Regio Commissario e Console Generale dichiara, con tutta l'Autorità del Governo di Sua Maestà Britannica, essere la detta Convenzione valida ed in vigore in tutti i domini suddetti di terra ferma di Sua Maestà il Sultano, e che nessuna persona nata dopo il 1° gennaio 1890 può essere legalmente rivendicata come schiava.

Nel trasmettere al Governatore del Benadir questa lista di decreti, il R. Console Generale in Zanzibar soggiungeva:

Dall'enumerazione qui fatta e dalla data dei Decreti e delle Ordinanze diverse qui sopra citate, come anche nel riassunto abbastanza esteso dei due recenti Decreti che interessano maggiormente la questione, la S. V. troverà ampio argomento di studio ed una base sicura per la immediata

applicazione in materia di schiavitù, di tutte le restrizioni necessarie nel Benadir all'amministrazione della giustizia fatta dai Cadi, secondo la legge islamica.

E come già lo dissero, quelle popolazioni saranno soddisfatte di vedere applicata anche nel Benadir la stessa relativa legge in vigore a Zanzibar e nel Protettorato Britannico.

Alla competenza del Cadi come giudice unico per tali quistioni, dovrà essere sostituita quella di un Tribunale, i cui membri potranno essere i Vali, Cadi e uno o due Notabili, sotto la Presidenza del Residente, la cui decisione dovrà essere preponderante. — L'appello sarà fatto al Governatore.

Tali norme stabilite e trasmesse ai dipendenti saranno anche messe in provvisoria esecuzione, sino a tanto che per tramite di questo R. Ufficio siano state sottoposte al Superiore Dicastero, e ne abbiano ottenuto l'approvazione.

.....

G. PESTALOZZA.

---

## XXI.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 20 aprile 1903. *Costituzione di tribunali speciali competenti a decidere tutte le questioni in materia di schiavitù.*

(Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves, 1903, pag. 197).

In tutte le stazioni del Benadir dove vi è un residente italiano è stabilito da oggi un tribunale presieduto dal residente, e del quale saranno membri il graduato arabo più anziano, il primo cadì e due tra i principali notabili.

A questo tribunale verranno demandate tutte le questioni in materia di schiavitù che saranno d'ora innanzi sottratte ai giudici ordinari.

Nell'emettere la sua decisione il tribunale terrà per base non più le norme della sceria, ma i decreti e le ordinanze emanate dai sultani di Zanzibar, per l'applicazione dell'Atto generale di Bruxelles.

Il giudizio del residente sarà sempre preponderante.

Questi tribunali per ora sono sei con sede rispettivamente a Mogadiscio, Merca, Brava, Gumbo, Bardera e Lugh.

Sarà cura di ogni residente di nominare nella propria stazione i membri che dovranno comporre il tribunale locale.

Appena fatte le nomine ogni residente dovrà fare analoga comunicazione al governatore, sottoscritta in foglio separato.

Mogadiscio, 20 aprile 1903.

*Il Governatore*  
DULIO.

## XXII.

ORDINANZA 25 luglio 1903. *Regolamento di polizia per Mogadiscio e dintorni.**Ordine pubblico e sicurezza.*

Art. I. — La sorveglianza dell'ordine pubblico e della sicurezza nei due rioni di Mogadiscio è affidata rispettivamente ai due *Aghida* (1) di Cingani e di Hamaruin (2).

Art. II. — Nei casi di liti, risse, disturbi all'ordine pubblico, gli *Aghida* e gli *Sciausc* devono arrestare gli autori e tradurli in carcere, avvertendo subito il residente.

Art. III. — È assolutamente vietato a qualsiasi persona non debitamente autorizzata di portare armi nell'interno della città.

Art. IV. — Gli indigeni provenienti dall'interno sono disarmati alle porte per cura delle rispettive guardie, e le armi rimarranno depositate alla porta d'entrata; tutte le persone provenienti per via di mare saranno disarmate per cura delle guardie doganali, le armi saranno ritirate e custodite dall'ufficiale di dogana.

Art. V. — Chi lascia la città ha diritto di ricevere le armi depositate; per facilitare le operazioni della riconsegna i *carani* (scrivani) delle porte e della dogana all'atto del ritiro, scrivono su ciascuna arma il nome del proprietario.

---

(1) Così, con voce arabica, chiamavansi i capi arabi degli ascari *sciausc*, i sottocapi.

(2) *Cingani* e *Hamaruin* sono i due quartieri di cui si compone Mogadiscio.

Art. VI. — L'autorizzazione di portare armi è sottintesa per tutti gli italiani impiegati dell'Amministrazione, per i graduati delle guardie, mentre alla guardia semplice non è permessa che l'arma di servizio.

Art. VII. — Ogni funzionario ha diritto ad un certo numero di guardie di custodia della sua persona e della sua casa; gli altri europei che non fanno parte dell'Amministrazione possono ottenere una scorta alle condizioni che stabilisce il residente.

Art. VIII. — È vietato qualsiasi sparo d'armi da fuoco senza aver chiesto l'autorizzazione del residente; le esercitazioni di tiro al bersaglio devono essere fatte nella apposita località adibita a campo di tiro.

Art. IX. — Nessun europeo o suddito straniero può allontanarsi dalla città per via di terra senza il permesso del residente e deve farlo con le modalità che gli vengono da lui prescritte.

Art. X. — Gli animali pericolosi debbono essere strettamente sorvegliati dal proprietario il quale deve prendere a loro riguardo tutte le misure necessarie a prevenire qualsiasi danno o disgrazia.

Art. XI. — È severamente proibito di spingere quadru-pedi ad andatura pericolosa nell'interno della città, ad eccezione della spiaggia, durante la bassa marea.

Art. XII. — Per fantasie, mudundu (1), ecc., in occasione di matrimoni, circoncisioni ed altro, deve essere chiesto regolare permesso al residente, eccetto nella ricorrenza di pubbliche solennità nelle quali questi permessi sono generali a tutta la popolazione.

Art. XIII. — Il mudundu dei lavoratori è permesso dal sabato sera alla domenica sera. In ogni caso però ogni

---

(1) Mudundu, chiamansi al Benadir le fantasie proprie della popolazione servile di origine suahili.

riunione di suoni e di canti deve cessare alle ore 22 e non può incominciare prima della levata del sole.

Art. XIV. — Sono però permesse nel mese di Ramadan le preghiere notturne nelle moschee e nelle case nelle ore stabilite dal rito musulmano.

Art. XV. — È assolutamente vietato qualsiasi sfregio o scherzo, od atto che offenda in qualsiasi modo la religione degli indigeni.

Art. XVI. — Ogni individuo che si vuole stabilire in città, sia proveniente dall'interno che per via di mare, si deve presentare al residente e declinare le proprie generalità, esibire i documenti che eventualmente possedesse e dichiarare quale è lo scopo del suo soggiorno.

Art. XVII. -- L'obbligo di cui all'articolo precedente spetta anche agli schiavi che fuggendo dall'interno si rifugiassero in città.

Art. XVIII. — I facchini che vogliono prestare servizio in dogana devono ottenere l'approvazione del residente o di chi per esso, che l'inscrive nell'apposito ruolo assegnando a ciascuno un numero d'ordine.

Art. XIX. — I padroni delle imbarcazioni che vogliono adibirle per lo scarico ed il carico di merci e passeggeri, devono fare analoga dichiarazione alla competente autorità che, dopo accurata visita, in caso d'approvazione, assegnerà a ciascuna di esse un numero d'ordine che deve essere scritto in cifre visibili a distanza, a poppa ed a prora della barca.

Art. XX. — Nessuno potrà caricare sulla propria barca un numero di colli o di passeggeri maggiore di quello che secondo lo stato del mare, viene fissato dall'ufficiale di dogana.

Art. XXI. — Al tramonto ogni proprietario dovrà disarmare la propria imbarcazione e ritirare in luogo sicuro i remi, il timone, la vela, l'albero, ecc. in modo che nessuno possa servirsi di notte della imbarcazione senza il permesso dell'autorità.

*Igiene e salute pubblica.*

Art. XXII. — I vapori ed i velieri provenienti da porti infetti, o che abbiano malati a bordo, o che avessero avuto qualche morto, non possono avere libera pratica senza previa visita e regolare permesso della competente autorità.

Art. XXIII. — È proibita l'entrata in città di qualsiasi individuo affetto di malattia contagiosa o sospetta.

Art. XIV. — Ogni proprietario nella cui abitazione si manifesta qualche caso di malattia infettiva o sospetta deve darne immediatamente avviso al residente. Uguale obbligo incombe al capo tribù cui appartiene l'ammalato od il proprietario dell'abitazione.

Art. XXV. — Nel caso che scoppiassero epidemie nella città, nella regione circostante o in quelle località che hanno con questa relazioni giornaliere, tutti gli abitanti debbono sottomettersi a quelle speciali norme precauzionali d'igiene e disinfezione che saranno stabilite dalle competenti autorità.

Art. XXVI. — È vietato insudiciare in qualsiasi modo i muri, le vie, le piazze e le altre aree pubbliche.

Art. XXVII. — Ogni proprietario di case e di capanne dovrà tenere accuratamente pulite le adiacenze della sua abitazione.

Art. XXVIII. — Le spazzature di case, cortili, ecc., e le altre immondizie, saranno gettate in mare a bassa marea, o trasportate nelle località a ciò destinate.

Art. XXIX. — È vietato lasciare girare senza custodia, tanto in città quanto nei suoi immediati dintorni, animali di qualsiasi specie, e così pure di tenerli legati permanentemente sulle vie o piazze pubbliche.

Art. XXX. — I cammelli appartenenti alle carovane debbono per cura dei proprietari essere riuniti durante la notte nella località appositamente designata.

Art. XXXI. — È vietato seppellire i morti nell'interno della città e nelle immediate adiacenze all'infuori delle singole tribù [?].

Art. XXXII. — È vietato mettere ad asciugare le pelli degli animali sulle vie pubbliche, o sulle piazze pubbliche; questa operazione deve essere fatta o sulla spiaggia a bassa marea o nelle altre località appositamente destinate.

Art. XXXIII. — I venditori di bevande spiritose debbono ottenere speciale licenza ed uniformarsi alle norme fissate dall'autorità.

Art. XXXIV. — È severamente proibito il vendere bevande spiritose agli indigeni (Arabi, Suaheli e Galla).

#### *Edilizia.*

Art. XXXV. — È vietato occupare in qualsiasi modo le piazze, le vie od altre aree pubbliche senza previo consenso dell'autorità. Questa proibizione vale anche per le piazze appartenenti alle moschee.

Art. XXXVI. — Nessuno può fabbricare lungo le vie o piazze pubbliche, o lungo la spiaggia senza l'assenso dell'autorità, e la fabbrica deve essere eretta secondo le norme da essa stabilite.

Art. XXXVII. — I proprietari di case o di capanne devono tenere i loro stabili in tale stato di manutenzione da non recare pregiudizio alla pubblica sicurezza ed all'igiene.

Art. XXXVIII. — Le case vecchie rovinare che fossero giudicate dall'autorità pericolose devono essere demolite o riattate.

Art. XXXIX. — È assolutamente proibito scavare pietre nei terreni demaniali, frantumando le rovine di edifici antichi, case, tombe, ecc., ma le pietre per fabbricare deve ciascuno procurarsele, rompendo i macigni che trovansi nelle località designate.

Art. XL. — È assolutamente vietato tagliare, estirpare o recare qualsiasi danno alle piante dentro la città e ad un chilometro di raggio dalle mura.

Art. XLI. — Resta in particolar modo vietato di recare nocumento alle « salsole » (1) che devono essere rispettate a scopo d'igiene, di decoro e di sicurezza contro le sabbie mobili.

Mogadiscio, 25 luglio 1903.

*Il Residente*

A. PETRINI.

---

(1) Genere di piante chenopodiacee atte, per loro natura, a rassodare le dune litoranee.

---

XXIII.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 26 dicembre 1903.  
*Amministrazione della giustizia penale nella colonia  
 del Benadir.*

Considerato lo stato di guerra esistente nella Somalia del Nord e la ripercussione che ne risentono le tribù dell'*hinterland*;

Considerato:

che le condizioni dell'ordine e della sicurezza pubblica della Colonia sono deplorabili anche nei centri maggiori;  
 che è di urgenza assoluta prendere provvedimenti i quali facciano cessare un tale stato di cose;

Vista la mancanza di qualsiasi norma per la repressione degli attentati contro l'ordine pubblico e contro l'incolumità delle persone e delle robe;

Visto la convenzione stipulata fra S. M. il Re d'Italia ed il Sultano di Zanzibar;

Vista la convenzione tra il Governo italiano e la Società A. C. I. del Benadir;

Senza pregiudizio delle misure più rigorose che fosse necessario promulgare:

ORDINO:

1° La giustizia in materia penale sarà amministrata secondo il Codice penale e di procedura penale in vigore nel regio esercito italiano per lo stato di guerra.

2° Un Tribunale di guerra è stabilito qui a Mogadiscio  
[e così composto:

*Tenente Albino Petrini, presidente.*

*Tenente Ernesto Ragusa*

*Dott. Mario Gobbi*

*Cav. Giovanni Michele Bianchi*

*Sig. Enrico Carcoforo, segretario].*

} *membri.*

3° I reati commessi da indigeni e passibili di pena inferiore ad un massimo di sei mesi di carcere, continueranno ad essere giudicati dalla *Sceria* di ogni singola stazione.

4° Il Tribunale di cui all'art. 2° sarà convocato quando del caso da chi regge il Governo della Colonia.

5° La presente ordinanza andrà in vigore dal giorno della sua promulgazione.

Dato a Mogadiscio, il 26 dicembre 1903.

*Il Governatore provvisorio*

A. SAPELLI.

## XXIV.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 29 dicembre 1903, *relativa al porto d'arme in città.*

Considerato che continua a verificarsi il caso di persone le quali entrano in città senza depositare le armi come è prescritto:

che ciò denota nei colpevoli l'intenzione di attentare alla vita delle persone, appena se ne presenti l'occasione;

che con tali atti delittuosi, sono messe in pericolo la tranquillità del paese, ed a repentaglio la pace delle tribù che il Governo dovrebbe chiamare responsabili.

Vista la ordinanza del 26 dicembre 1903;

## ORDINO:

Coloro i quali si introdurranno in città nascondendo armi di qualsiasi natura, atte a dar morte alle persone, saranno considerati colpevoli di mancato omicidio, e come tali deferiti al Tribunale di guerra.

Mogadiscio, 29 dicembre 1903.

*Il Governatore provvisorio*

A. SAPELLI.

## XXV.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE 6 marzo 1904. *Ordinamento provvisorio delle carceri.*

Le carceri dipendono dal residente che le amministra con personale apposito e richiede al comando del presidio le guardie necessarie per la sorveglianza esterna. Possibilmente i detenuti in attesa di giudizio dovranno stare separati da quelli rinchiusi per espiazione di pena. Questi ultimi saranno impiegati per la pulizia dei locali delle carceri e delle aree pubbliche, con quelle precauzioni necessarie per impedire le evasioni.

I ferri per coloro i quali dovranno scontare questa pena la cui durata non può essere superiore a giorni dieci, si dovranno applicare due volte nelle 24 ore per un periodo di tre ore ed a intervalli di almeno sei.

In ogni residenza si terrà un registro delle carceri nel quale saranno segnate la data di entrata e le cause che determinarono l'arresto, la data di uscita e l'indicazione se per pena scontata, per non farsi luogo a procedere, o per trasferimento ad altre carceri. Copia di questo registro sarà mandata mensilmente al Governo della colonia.

Gli arresti fatti dalle guardie di polizia dovranno essere confermati nelle 24 ore dal residente.

Per il mantenimento dei carcerati è stabilita una razione di 8 besa al giorno e per persona colla quale si provvederanno i generi occorrenti a seconda della stagione e dei bisogni. Nelle prigioni si terrà sempre un recipiente con suf-

ficente acqua potabile; i locali dovranno essere puliti e con pareti imbiancate. I carcerati saranno fatti uscire dalle prigioni per prendere aria due volte al giorno per la durata di un'ora.

È vietato ai carcerati mantenere relazioni con l'esterno.

I residenti potranno tuttavia concedere una volta al mese permessi di visita ai congiunti dei carcerati per espiazione di pena, che abbiano tenuta buona condotta.

*Il Governatore provvisorio*

A. SAPELLI.

## XXVI.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE **6 marzo 1904.** *Dispone circa l'impiego del fondo raccolto, mediante l'esazione delle multe inflitte per infrazioni al regolamento di polizia 25 luglio 1903.*

Tutte le multe inflitte dai signori residenti per infrazioni al regolamento di polizia e per altra causa come quelle inflitte dalla *Sceria*, non dovranno essere versate nelle casse dell'Amministrazione, ma trattenute dai singoli residenti per essere adoperate in lavori di pubblica utilità (pozzi, moschee, ecc.).

Il primo cadi di ogni stazione terrà un registro in cui si registreranno tutte le multe riscosse ed alla fine di ogni trimestre si comunicherà a quest'ufficio la rimanenza risultante, Per l'impiego di questo fondo sarà sempre necessaria l'approvazione del Governatore, al quale i signori residenti inoltreranno le proposte dopo aver sentito il parere dei cadi e degli anziani della stazione.

Dalle multe per frodi doganali dovrà essere dedotta la quota rappresentante l'importo del dazio normale, ed il rimanente sarà diviso in due parti di cui una sarà assegnata agli scopritori della frode, l'altra al fondo multa.

Mogadiscio, 6 marzo 1904.

*Il Governatore provvisorio*  
A. SAPELLI.

---

## XXVII.

**CIRCOLARE GOVERNATORIALE 7 aprile 1904, n. 29.**  
*Servizio di porto.*

(Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves, 1904, pag. 172).

*Circolare n. 29 diretta ai signori residenti.*

OGGETTO: SERVIZIO DI PORTO.

Mogadiscio, 7 aprile 1904.

Allo scopo di evitare che durante il periodo della maggiore affluenza di sambuchi nei porti del Benadir avvengano fatti di contrabbando, e specialmente riduzioni in schiavitù e commercio di schiavi, anche su piccolissima scala, dispongo quanto segue per il porto di Mogadiscio. I signori residenti di Merca e Brava seguendo la traccia della presente ordinanza emaneranno disposizioni in conseguenza per le rispettive stazioni.

## ORDINANZA:

A datare da oggi e sino a tutto il primo giugno del corrente anno le operazioni d'imbarco e di sbarco, da e per i velieri, dovranno effettuarsi esclusivamente avanti l'ufficio doganale.

E proibito toccar terra tra la residenza e la « Mnara » (1), come pure recarsi da quei punti all'ancoraggio dei sambuchi servendosi di barche, huri (2) ed anche a nuoto.

I padroni dei velieri che dovranno rifornirsi d'acqua ne

---

(1) Antica torre presso al limite settentrionale dell'ancoraggio di Mogadiscio.

(2) Piccola imbarcazione indigena.

faranno richiesta alla locale dogana che li munirà gratuitamente di un permesso e provvederà alla sorveglianza.

Per i sambuchi in partenza le operazioni per salpare debbono cominciare non più tardi delle 4 pom., ed essere ultimate per le 6.

I velieri che a quell'ora non fossero al largo dovranno pernottare a Mogadiscio.

L'ufficiale doganale dovrà assicurarsi, prima di rilasciare i fogli di via, che tutti i passeggeri siano persone che s'imbarcano liberamente e nei casi, anche dubbi, di coazione o inganno, riferire immediatamente al residente cui spetta la decisione in merito.

Delle varie operazioni portuali è incaricato il pilota pratico del porto sotto la responsabilità dell'ufficiale doganale, e gli dovrà essere assegnato quel personale di rinforzo che egli richiederà a seconda delle circostanze.

L'ufficiale doganale, sentito il pilota pratico, potrà stabilire, nei giorni di mare cattivo, che le operazioni d'imbarco e di sbarco si effettuino innanzi all'ancoraggio della « Mnara », ed in quell'occasione restano vietate le operazioni in qualunque altro punto.

Le contravvenzioni alla presente ordinanza, quando non diano luogo a procedimento per altra causa, saranno punite con multe da uno a venti talleri.

Copia della presente ordinanza sarà comunicata, all'atto in cui si concede libera pratica, ai comandanti dei velieri, i quali saranno inoltre avvertiti che, per i tentativi di fuga durante la notte, le guardie hanno ordine di intimare il « fermo » con tre salve di fucileria a polvere, dopo di che faranno fuoco sul veliero, il cui comandante sarà responsabile, civilmente e penalmente delle conseguenze che ne potessero derivare.

*Il governatore prov.*

A. SAPELLI.

## XXVIII.

ORDINANZE 15 aprile 1904, *del Console generale di Zanzibar e del Governatore del Benadir relative alla schiavitù.*

(Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves, 1904, pag. 161).

Nel nome di Dio clemente e misericordioso, regnando Sua Maestà VITTORIO EMANUELE III (che Dio lo renda glorioso).

Il REGIO CONSOLE GENERALE D'ITALIA a Zanzibar, incaricato di vegliare sul governo delle popolazioni che abitano le città della costa del Benadir e le terre che dal mare si stendono fin dove le genti somale si mischiano con le genti galla, e il GOVERNATORE DELLA COSTA DEL BENADIR e delle terre anzidette, di pieno accordo, secondo gli ordini superiori, promulgano a voi tutti, sudditi di S. M. affidati alle loro cure, questa *regola* da osservare, questa *guida* da seguire, circa gli schiavi ed i servi.

I precetti che essa comanda di rispettare, sono ispirati alla *legge*, vagheggiati dal *libro*, desiderati dalla *sunna*, e sono, nello stesso tempo, comandati dalla civiltà europea, dei cui beneficii si renderà degno chi li accetterà e li porrà nel suo cuore.

Essi dicono, come è scritto nei due « libri della verità »: « Chi libera una persona sarà da Dio liberato in ogni sua parte... ».

Essi confermano il detto del Profeta, il Signore gli usi misericordia, che troviamo registrato nelle « vie del Padre Davide »: « Chi libera una persona si riscatta dal fuoco ».

Questi detti ed altri, che dai sacerdoti potrebbero esservi ricordati, sono la condanna della schiavitù non voluta da Dio e non voluta dal Profeta, il Signore gli usi misericordia, non voluta dalla *legge* e non voluta dalla *sunna*.

Dio, per mezzo del suo Profeta, ed il Profeta nella « sua condotta » e la *legge* e la *sunna*, hanno sempre fatto conoscere che la via più bella e più diritta verso il paradiso, è quella della « liberazione ».

Sia dunque, o popolazioni del Benadir e terre annesse, abolita la schiavitù, e restino gli schiavi presso di voi solo come servi che vi debbano piena obbedienza, ma che voi tratterete come membri della vostra famiglia, come vostri figliuoli. La gente somala non ha mai venduto i propri figli, nè li ha mai maltrattati. Restino i servi con voi, secondo le parole del Profeta: « Come vostri fratelli minori, sui quali Dio vi abbia accordato qualche preferenza, e che abbia posto nelle vostre mani ».

Chi ha sotto di sé un fratello, si legge nei libri del Bokari e del Moslem, deve dargli di ciò che mangia, vestirlo di ciò che veste, non comandarlo a lavori più duri delle sue forze, e quando non riesca a qualche cosa, aiutarlo.

Chi si comporta diversamente pecca, e di questi peccati dovrà rendere ragione all'Altissimo, nell'altra vita, com'è scritto nei « racconti ».

Questo insegna la vostra *legge* e la nostra aggiunge: « Aiutate i servi a diventare liberi, e farete opera meritoria per questa e per l'altra vita ».

Ed ecco la guida:

ORDINANZA N. 1 *per i soli abitanti delle città di Brava, Merca, Mogadiscio e Worsceik,*

Gli abitanti della città di Mogadiscio, Merca, Brava, Worsceik ricordino che il sultano Bargash bin Said, con suo decreto in data del 17 del mese di El-Heggia anno 1293 del-

l'Egira (A. D. 15 gennaio 1876) (1) aboliva la tratta degli schiavi nei suoi dommi del Benadir e nel distretto di Kisimaio; che, per conseguenza, tutti gli schiavi introdotti nella città dopo la pubblicazione di questo decreto, sono stati introdotti in dispregio della legge, e che coloro i quali si sono resi colpevoli di tali infrazioni dovrebbero essere puniti con pena grave.

Ma, tenuto conto della lunga tolleranza usata a questo riguardo in passato, si ordina:

Art. 1. — Tutti coloro che si trovano ancora stretti da un vincolo di servitù in forza di contratti o di fatti seguiti dopo la pubblicazione del decreto del sultano Bargash bin Said, in data 17 El-Heggia 1293 dell'Egira, ed i figli che da loro sono nati, sono liberi, e debbono dai loro padroni essere restituiti, non appena pubblicata questa ordinanza, alla più intera e piena libertà.

Art. 2. — Coloro che avessero presso di sè uomini o donne, stretti da un vincolo di servitù originato da contratti e da fatti seguiti dopo la data anzidetta, o figli nati da loro, sono tenuti a denunciarli nel più breve termine all'autorità italiana, che li munirà di carta di liberazione, e provvederà a dirigerli, quando non ne avessero in paese, a quella località dove possono trovare un lavoro adatto alle loro forze ed alla loro capacità.

Art. 3. — Chi, scorsi tre mesi dalla presente ordinanza, fosse trovato in contravvenzione alla medesima, sarà punito con la liberazione di tutti gli altri servi a lui legati, e con una multa estensibile a talleri cento, se circostanze speciali venissero ad aggravare l'infrazione che si vuole evitare.

Art. 4. — Le autorità italiane sono incaricate della severa e rigida esecuzione della presente ordinanza.

ORDINANZA N. 2 riguardante coloro che abitano fuori delle città di Mogadiscio, Merca, Brava, Worsceik,

Per la grande famiglia dei somali, che, divisa in numerose tribù e cabile, abita, sotto la sovranità di S. M. il Re

(1) V. doc. n. XIX (nota), pag. 75.

d'Italia (il Signore gli largisca la felicità), dalle sponde del mare fino alle terre occupate dai galla, e per le altre tribù di provenienze diverse, che, nel medesimo territorio, hanno case e campi e pascoli, si ordina:

Art. 1. — A partire dalla data di questa ordinanza, è proibita, in tutto il territorio soggetto alla sovranità dell'Italia, l'introduzione, l'esportazione, la compra-vendita, la permuta, la donazione, il contratto di pegno e, in generale, qualunque transazione abbia per oggetto una creatura umana.

Art. 2. — Coloro che, a questa stessa data, si trovano in stato di schiavitù sono liberati da essa, e rimangono nelle case dei loro padroni, stretti da semplice vincolo di servitù domestica.

Art. 3. — I figli degli schiavi e dei servi domestici, nati dopo il primo del mese di Moharrem dell'anno 1322 dell'Egira (18 marzo 1904) e che nasceranno da oggi in avanti, sono dichiarati liberi e nel pieno possesso di tutti i diritti di cui godono gli altri sudditi di S. M. il Re d'Italia. I padroni, però, avranno l'obbligo di mantenerli fino a che non siano in grado di provvedere direttamente ai loro bisogni, e non potranno esimersi da questo obbligo se non mediante l'affrancazione dei genitori.

Art. 4. — Coloro che contravvenissero al disposto degli articoli precedenti incorreranno, oltre che nelle pene speciali comminate dalla legge italiana per la tratta degli schiavi e per la riduzione in schiavitù, anche nella perdita, per affrancazione senza compenso, di tutti i servi loro riconosciuti.

Art. 5. — Nel termine di un anno dalla presente ordinanza, i padroni denuncieranno all'autorità italiana il numero dei servi addetti alle loro famiglie, i loro nomi, la loro età ed il loro stato, e forniranno, intorno ai medesimi, tutti i dati e gli schiarimenti che fossero dall'autorità stessa richiesti.

Le contravvenzioni a questo articolo saranno punite con multa fino a cento talleri, e, in casi di recidiva, con l'affrancazione senza compenso, dei servi non denunciati.

ORDINANZA N. 3 *che riguarda sia coloro che abitano nelle quattro città, sia coloro che abitano fuori di esse.*

Agli abitanti delle città di Mogadiscio, Merca, Brava e Worsceik ed agli abitanti di tutti gli altri territori soggetti alla sovranità di S. M. il Re d'Italia, Dio lo faccia grande, d'il mare alle terre dei Galla, raccomandiamo di far scomparire, anche dal loro linguaggio comune la parola « schiavo » e di sostituirvi quella di « servo » e non per la forma soltanto, ma per la sostanza, e seguendo le norme contenute nella seguente ordinanza :

Art. 1. — Chi conduce in moglie una donna serva, la rende affrancata ed eguale a tutte le altre mogli per il solo fatto del matrimonio.

Art. 2. — Chi, in qualunque altro modo permesso dalla legge, toglie a convivere seco una donna serva (*suria*) la rende affrancata per il fatto solo di averla scelta a sua compagna.

Art. 3. — Se l'uomo libero che conduce in moglie, o prende a convivere seco, una donna serva non ne sia il padrone, dovrà far precedere l'affrancazione di essa, e farne constare alla autorità italiana.

Il padrone non potrà negare il suo consenso, e, in caso di disaccordo sul prezzo, l'autorità italiana provvederà secondo giustizia.

Ove non sia stata denunciata l'affrancazione, la convivenza maritale ne costituirà la prova provata, e l'autorità italiana munirà, senz'altro, la donna della carta di liberazione, con condanna del marito ad un giusto compenso verso il padrone, se sia chiara la buona fede di esso, e senza pregiudizio dell'ammenda per la mancata denuncia.

Art. 4. — Chi si unirà in matrimonio, o altrimenti andrà a convivere maritalmente con sudditi di paesi nei quali la servitù domestica sia già stata abolita, perde, per ciò solo,

il diritto di tenere servi, e quelli che avesse restano, di pien diritto, affrancati

Art. 5. — I servi di chi muore senza figli legittimi, diventano affrancati; a questi eredi legittimi l'affrancazione dei servi, o di alcuno di essi, è raccomandata.

Art. 6. — Se i servi fossero più di cinque e gli eredi non ne liberassero alcuno, il governo potrà intervenire, ed imporre l'osservanza di questo precetto.

Art. 7. — I servi avranno facoltà di lavorare tre giorni della settimana per conto loro (venerdì, sabato, domenica) ed il prodotto di questo lavoro formerà un loro particolare peculio, sul quale il padrone non avrà alcun diritto. Dove la consuetudine sia più larga, si seguirà la consuetudine.

Art. 8. — Il servo potrà sempre affrancarsi del vincolo di servitù, vuoi col prodotto del suo lavoro, vuoi con denaro che si potesse altrimenti procurare. Il corrispettivo da pagarsi per il riscatto, sarà fissato, di anno in anno, dall'autorità italiana, secondo i luoghi, le circostanze e l'equità consiglieranno.

Art. 9. — Il padrone considererà i servi come membri della sua famiglia, ed i servi dovranno rispetto ed obbedienza a lui, alla sua moglie ed ai suoi figli e parenti.

Art. 10. — Il padrone è obbligato a nutrire i servi secondo *la legge e l'uso*, che consigliano di ammetterli alla sua stessa mensa, e di far loro gustare di tutte le vivande che vi sono imbandite; li dovrà curare quando malati, assistere quando vecchi ed impotenti, seppellire, secondo i precetti della religione, quando morti.

Art. 11. — Il padrone non si potrà liberare dall'obbligo del mantenimento e dell'assistenza verso i servi infermi, impotenti e vecchi, nemmeno con l'affrancazione.

Art. 12. — Il padrone non potrà obbligare i servi a lavori superiori alle loro forze, nè per un tempo troppo lungo, e si dovrà alternare il lavoro con il riposo.

Di regola, la giornata di lavoro non sarà superiore alle dieci ore, e sarà divisa in due periodi, interrotti da un'ora di riposo (dalle 6 alle 11, da mezzogiorno alle 5).

Art. 13. — Non sarà lecito al padrone punire il servo con percosse, catene, maltrattamenti, ingiurie eccessive, e dovrà anche seguire le regole della *sceria*, che sanzionano questo divieto, definiscono gli eccessi e raccomandano di preferire il perdono, che procura molto favore presso l'Altissimo.

Art. 14. — La donna incinta sarà esonerata dai lavori più gravosi a partire dal quinto mese di gravidanza, e sarà adibita solo a leggere faccende domestiche a partire dal settimo: la puerpera sarà lasciata in assoluto riposo nei due mesi successivi al parto, e resterà esonerata dai lavori gravosi fino al decimo mese di allattamento,

Art. 15. — Il padrone che contravenisse a questi suoi doveri incorrerà, oltre che nelle pene comminate per ogni singolo reato, nella perdita del servo, che verrà affrancato senza compenso alcuno.

Il padrone che si rendesse recidivo, potrà, secondo le circostanze, incorrere nella perdita, per affrancazione senza compenso, di tutti i suoi servi.

Art. 16. — Le questioni che fossero per insorgere fra servi e padroni, saranno decise dai *cadi*, che pronunceranno a termini di queste ordinanze e della *legge*, alla quale le ordinanze sono ispirate.

Art. 17. — Dalle decisioni dei *cadi*, è ammesso appello ai tribunali speciali, costituiti in Mogadiscio, Merca e Brava, i quali saranno presieduti da un funzionario italiano, che *deciderà*, sentiti i *cadi*, ed i notabili in numero di quattro, escluso il *cadi* che ha pronunziato in prima istanza.

Art. 18. — Nel caso di fuga di un servo, il ricorso sarà dal padrone introdotto direttamente davanti al tribunale italiano, che pronuncerà su di esso, sentiti il padrone ed il servo, i testimoni prodotti da ambo le parti, e quelli che

credesse di far venire d'ufficio. Il servo sarà sentito in presenza ed in assenza del padrone.

Art. 19. — Quando non sia stato possibile un componimento, o, per qualsivoglia altra ragione, si sia riconosciuta la convenienza di rigettare il reclamo del padrone, verrà, con lo stesso provvedimento, proclamata l'affrancazione del servo, con o senza compenso, secondo le circostanze, e secondo il prudente giudizio del tribunale.

La fuga ripetuta tre volte, costituirà una presunzione assoluta a carico del padrone ed a favore del servo.

Art. 20. — Il peculio del servo, ed il prezzo di affrancazione, in qualunque modo pagato al padrone, non sono nè sequestrabili, nè pignorabili, fuori che per alimenti.

Art. 21. — Coloro che rubano ed uccidono sulle strade, o turbano in qualunque altro modo la pubblica pace, o contravvengono agli ordini delle autorità, in materia di buon governo, decaderanno, *ipso jure*, dai benefici di questa ordinanza, ed i loro servi saranno dichiarati affrancati.

Art. 22. — Se i fatti sopra mentovati si ripetessero ad opera di gente della stessa *cabila*, la responsabilità risalirà dagli individui alla *cabila*, e tutti i servi che vivessero nella *cabila* saranno affrancati.

Art. 23. — I servi affrancati saranno considerati sotto l'immediata protezione del governo; entreranno, all'atto dell'affrancazione, nel pieno godimento di tutti i diritti garantiti ai nati liberi, e dovranno sottostare a tutti gli oneri che nel pubblico interesse, il governo fosse per imporre ai suoi sudditi.

Art. 24. — I servi affrancati dovranno, sotto pena di essere considerati oziosi e vagabondi, eleggere un domicilio fisso e darsi a lavoro stabile. Ove il lavoro mancasse loro, o contravvenissero a questo precetto per infingardaggine, saranno, a cura del governo, internati in qualche villaggio di servi affrancati, dove siano terre libere e fertili, che verranno concesse gratuitamente.

Art. 25. — Le infrazioni alle presenti ordinanze, che non siano partitamente contemplate in esse, sono punite con ammende da uno a cinquanta talleri, secondo il giudizio del tribunale.

Art. 26. — Le sentenze dei tribunali speciali dovranno, per la loro esecuzione, essere minite del visto del governatore del Benadir, al quale le parti potranno portare ricorso in ultima istanza.

Questi ordini deliberati in virtù di autorizzazione ricevuta dal Governo di S. M. il Re d'Italia, Dio lo protegga, sono promulgati oggi 28 Moharrem 1322 dell'Egira (15 aprile 1904) nella speranza che siano eseguiti fedelmente e con rettitudine di intenzioni e di cuore. Se poi sorgessero contrarietà, il governatore della colonia è incaricato di farli eseguire con la forza, messa in sua mano per il trionfo del buon diritto e della giustizia.

Sudditi del grande paese d'Italia!

Ricordate le parole dell'Altissimo al Profeta, il Signore lo abbia in misericordia: « Colui che ebbe da me la grazia dell'islamismo, è stato beneficato con la liberazione ».

L'Altissimo ha largito la liberazione delle anime, voi date quella dei corpi.

Questo è, secondo la vostra legge che, in ciò, va d'accordo con la civiltà nostra.

Mogadiscio, 15 aprile 1904.

*Il governatore della costa del Benadir  
e dei territori che vi sono annessi*

A. SAPELLI.

*Il console generale di S. M. il Re  
d'Italia a Zanzibar, incaricato  
della sorveglianza sul governo della  
costa del Benadir e dei territori  
che vi sono annessi*

L. MERCATELLI.

*Nota.* — Contemporaneamente alle precedenti ordinanze venivano diramate dal governatore provvisorio del Benadir le seguenti circolari che si stima utile riportare:

CIRCOLARE N. 32. *Ordinanza riguardante l'abolizione della schiavitù e l'istituto della servitù domestica.*

Mogadiscio, 15 aprile 1904.

Le trasmetto un'ordinanza riguardante l'abolizione della schiavitù, e l'istituto della servitù domestica.

Vostra Signoria vedrà che l'ordinanza è divisa in tre parti di cui la prima riguarda esclusivamente gli abitanti delle città di Worsceik, Mogadiscio, Merca e Brava, la seconda le popolazioni dell'*hinterland*, e la terza tutte le popolazioni che abitano il territorio soggetto alla sovranità di S. M. il Re d'Italia. Sarà pertanto necessario che nella proclamazione in parola, Ella proceda colle dovute cautele affinché non avvengano confusioni.

È ovvio poi raccomandarle di spiegare, con la calma e la pazienza che le circostanze richiedono, i punti principali dell'ordinanza ai capi, ai cadì ed agli anziani, e confido che Vostra Signoria saprà far comprendere come, pur provvedendo alla liberazione degli schiavi, non si siano trascurati gli interessi economici delle popolazioni.

Per l'esecuzione dell'ordinanza n. 1 ella procederà senza precipitazione, a gradi, incominciando a rilasciare la carta di liberazione ai più giovani, riserbando per ultimo i casi nei quali potessero nascere dei dubbi circa la valutazione dell'epoca in cui il servo fu importato come schiavo. Rammento poi che tutte le decisioni in materia debbono essere pronunciate dal tribunale opportunamente costituito, ed in proposito gradirò l'elenco nominativo di coloro i quali a termini dell'ordinanza ora citata debbono farne parte.

Avverto infine Vostra Signoria che è mio intendimento si

comunicati e si spieghi dopo ciascuna sentenza, alle parti interessate, l'articolo 26 dell'ordinanza che dà facoltà di presentare ricorso al governatore della colonia.

*Il governatore prov.*

A. SAPELLI.

CIRCOLARE N. 31. *Compenso di affrancazione dei servi domestici.*

Mogadiscio, 15 aprile 1904.

In relazione colla parte III dell'ordinanza 15 corrente che dà le norme che regolano l'istituto della servitù domestica, stabilisco che sino a tutto il 31 dicembre 1904 il compenso d'affrancazione da pagarsi dal servo al padrone sia di talleri M. T. ottanta.

Una somma uguale sarà pagata dall'amministrazione ai padroni degli schiavi fuggiti dalle tribù dell'interno nel periodo compreso tra il 10 dicembre, data in cui ho assunto il governo della colonia, ed il [15 aprile 1904?] (1).

Sono esclusi da questi benefici i padroni di quegli schiavi che giunsero alla costa con tracce evidenti di sevizie e percosse gravi.

L'ufficio contabile della colonia addebiterà questa somma al fondo per la liberazione degli schiavi votato dall'assemblea degli azionisti nel settembre u. s.

*Il governatore prov.*

A. SAPELLI.

CIRCOLARE N. 33. *Divieto ai funzionari indigeni della colonia di tenere servi domestici presso di loro.*

Mogadiscio, 13 aprile 1904.

Credo utile e conveniente che nessuno dei funzionari indigeni al servizio dell'amministrazione coloniale (interpreti, ca-

---

(1) Nella copia esistente al Ministero degli affari esteri manca la data.

rani, cadi, ecc.) tenga presso di sè personale di servizio in istato di servitù domestica.

Vostra Signoria farà pertanto conoscere questo mio convincimento ai funzionari da Lei dipendenti, avvertendoli che i loro servi dovranno essere tutti affrancati non più tardi del 31 dicembre c. a., e che saranno ritenuti come dimissionari coloro i quali non avranno aderito a questo invito.

Sarà opportuno consigliare che le affrancazioni in parola si facciano nella ricorrenza di feste nazionali italiane, e delle affrancazioni stesse sarà dato avviso a questo ufficio, che ne terrà conto favorevole nella compilazione delle note caratteristiche dei funzionari, e nella distribuzione di eventuali regalie.

*Il governatore prov.*

A. SAPELLI.

---

## XXIX.

**CIRCOLARE GOVERNATORIALE 15 aprile 1904, n. 30,**  
*relativa all'emigrazione.*

(Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves, 1904, pag. 170).

*Circolare n. 30.*

Mogadiscio, 13 aprile 1904.

La deficienza di mano d'opera in colonia che si farà più sentita dopo la pubblicazione delle ordinanze per l'abolizione della schiavitù; la necessità di impedire che sudditi italiani (1) siano con inganno arruolati da speculatori disonesti, e condotti, senza garanzia, in altre colonie per essere sottoposti a lavori gravosi, non compensati in modo adeguato; il dovere di combattere con tutti i mezzi i tentativi di riduzione in schiavitù che per opera di mercanti arabi si ripetono in tutta la costa dell'Africa orientale, consigliano di restringere quanto più è possibile l'emigrazione dalla colonia.

Dispongo pertanto che sia osservata la presente ordinanza:

Art. 1. Nessun indigeno può imbarcarsi sui vapori e sui velieri senza essere munito di foglio di via.

Art. 2. I sudditi italiani, per ottenere il foglio di via, dovranno provare con documenti autentici di avere assicurato altrove lavoro continuo, a prezzo conveniente. I residenti, sotto la loro personale responsabilità, stabiliranno l'attendibilità ed il valore dei documenti presentati.

---

(1) Sottintendi « indigeni ».

Art. 3. Quando il foglio di via sia richiesto da più di tre individui, in base a documenti rilasciati dallo stesso ente e dalla stessa persona, la decisione è riservata al governatore.

Art. 4. L'imbarco sui velieri diretti in Arabia è vietato, per qualsiasi ragione ed in qualunque epoca dell'anno, ai liberti ed ai servi di origine galla e suahili. Questi, colle stesse garanzie di cui agli articoli precedenti, dovranno servirsi dei velieri iscritti presso i porti del Benadir e che battono bandiera italiana.

Art. 5. Dalla presentazione dei documenti, di cui agli articoli 2 e 3, sono esenti i commercianti indigeni che notoriamente, per loro affari, si recano temporaneamente in Aden e Zanzibar.

*Il governatore prov.*

A. SAPELLI.

## XXX.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 16 aprile 1904. *che istituisce una « Cassa per l'affrancazione dei servi domestici ».*

(Documents relatifs à la répression de la Traite des esclaves, 1904, pag. 174).

A rendere più pronti ed efficaci gli effetti delle ordinanze pubblicate in data del 15 aprile 1904 per regolare la questione della schiavitù e della servitù domestica nei territori dell'Africa orientale governati, per delegazione dell'Italia e del Sultano di Zanzibar, dalla Società anonima commerciale italiana del Benadir, e promuovere la completa e definitiva abolizione di ogni restrizione alla libertà individuale;

## ORDINIAMO:

1° È istituita una « Cassa per l'affrancazione dei servi domestici » che vivono nei territori dell'Africa orientale governati, per delegazione dell'Italia e del Sultano di Zanzibar, dalla Società anonima commerciale italiana del Benadir;

2° La « Cassa per l'affrancazione dei servi domestici » sarà formata dai proventi delle ammende, delle multe, e, in generale, di tutte le pene pecuniarie inflitte, per qualsivoglia motivo, sia in via giudiziaria che in via amministrativa, dai cadì, dai residenti e dai tribunali ordinari e straordinari che esercitano giurisdizione nei territori anzidetti, nonchè dalle oblazioni che comunque venissero raccolte all'intento cui la Cassa è destinata.

Tali somme saranno, a cura delle mentovate autorità e del Governatore della colonia, versate mensilmente alla Cassa centrale della Società di Mogadiscio, che terrà di esse un conto a parte;

3° la «Cassa per l'affrancazione dei servi domestici» sarà amministrata dal Governatore della colonia, sotto il controllo diretto del regio Console d'Italia a Zanzibar;

4° Al principio di ogni mese il Governatore ripartirà i fondi disponibili tra le varie stazioni coloniali, in proporzione delle esigenze di ciascuna di esse, ed ogni tre mesi presenterà, al regio Console generale di Zanzibar, insieme con l'elenco consueto dei servi affrancati, la esatta situazione della Cassa col rendiconto documentato delle spese sostenute per le affrancazioni e delle somme introitate;

5° Alla fine dell'anno sarà redatta dal Governatore della colonia una particolareggiata relazione intorno all'andamento dell'opera di abolizione della servitù domestica dei territori posti sotto la sua amministrazione, accompagnata da un rendiconto generale della gestione dell'annata, che sarà per mezzo del regio Console generale di Zanzibar comunicata al Ministero degli affari esteri, e resa di pubblica ragione;

6° La presente ordinanza andrà in vigore col primo del mese di maggio 1904.

Data a Mogadiscio, il 16 aprile 1904.

*Il Governatore del Benadir*

A. SAPELLI.

*Il R. Console generale*

I. MERCATELLI.

---

## XXXI.

REGIO DECRETO, 2 maggio 1904, n. 311, con cui si stabilisce che la giustizia in materia penale nei possedimenti italiani del Benadir in tutte le cause di italiani, od italiani ed indigeni, sarà amministrata dai magistrati specificati dall'art. 1 dell'ordinamento giudiziario dell'Eritrea, approvato con R. D. 9 febbraio 1902, n. 51.

(Gazzetta ufficiale dell'8 luglio 1904, n. 159).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Ritenuto:

Che prima del trattato concluso dal Governo d'Italia col Sultano di Zanzibar il 12 agosto 1892 vigeva nel territorio del Benadir soggetto alla sovranità di quel Sultano, per gli indigeni la giustizia del Cadì e per gli italiani e i sudditi delle altre nazioni civili, il regime delle capitolazioni;

Che in virtù di quel trattato (approvato con legge 11 agosto 1896, n. 373), si stabilì nel territorio del Benadir la sovranità del Governo italiano, al quale furono trasmessi dal Sultano tutti i poteri che gli appartenevano per l'amministrazione della giustizia;

Che con la convenzione 25 maggio 1898 tra il Governo italiano e la Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) approvata con legge 24 dicembre 1899, n. 466, il Governo immetteva la Società nel suo luogo e stato, facendole obbligo di amministrare la giustizia in base alle

norme in vigore nelle città e nei territori che le venivano concessi in gestione;

Che l'esercizio della giustizia trasmesso dal Sultano al Governo italiano e da questo alla Società anonima commerciale italiana del Benadir non si riferisce che agli indigeni;

Che d'altra parte la sostituzione della sovranità italiana a quella del Sultano ha recato come immediata conseguenza la cessazione rispetto agli italiani del regime delle capitolazioni;

Che non furono finora emanate le norme per regolare l'amministrazione della giustizia nelle cause in cui sono parte cittadini italiani, e che a ciò spetta al Governo italiano di provvedere;

Viste le suaccennate leggi 11 agosto 1896, n. 373, e 24 dicembre 1899, n. 466;

Sulla proposta del nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri d'accordo col ministro di grazia e giustizia e dei culti;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La giustizia in materia penale per i possedimenti italiani nel Benadir in tutta le cause di italiani, od italiani ed indigeni, è amministrata dai magistrati di cui all'articolo 1 del regio decreto 9 febbraio 1902, n. 51, relativo all'ordinamento giudiziario per la colonia Eritrea e conformemente alle norme contenute nel regio decreto medesimo (1).

Art. 2. — Con ulteriori provvedimenti saranno stabilite le

---

(1) R. D. 9 febbraio 1902, n. 51, art. 1°:

« Nelle cause in cui siano interessati Europei od assimilati, la giustizia è amministrata: dal conciliatore; da giudici regionali, di cui il numero, la sede e la giurisdizione territoriale saranno designati con successivi nostri decreti; dal Tribunale di appello sedente in Asmara; dal Tribunale di appello funzionante da Corte di assise.

« Per assimilati agli Europei s'intendono gli Egiziani, i Siriani, gli Americani, gli Australiani ed in genere a chiunque appartenga a stirpi originarie d'Europa o che abbiano con gli Europei somiglianza di civiltà ».

---

norme per l'amministrazione della giustizia in materia civile e commerciale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Capodimonte, addì 2 maggio 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

TITTONI.

RONCHETTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: RONCHETTI.

---

## XXXII.

REGIO DECRETO, 12 maggio 1904, n. 449, che approva la Convenzione fra lo Stato e la Compagnia Marconi pel servizio radiotelegrafico commerciale e militare delle stazioni costiere in Italia e nelle Colonie.

(Gazzetta Ufficiale 29 agosto 1904, n. 202).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per le poste ed i telegrafi, di concerto con quello della marina; Sentito il Consiglio dei ministri;

ABBIAMO DECRETATO E DECRETIAMO:

*Articolo unico.* — È approvata l'unita Convenzione in data 10 maggio 1904, stipulata fra il comm. Guglielmo Marconi ed i nostri ministri delle poste e dei telegrafi e della marina, riflettenti i rapporti fra il regio Governo e la Compagnia Marconi per il servizio radiotelegrafico commerciale e militare delle stazioni costiere in Italia e nelle colonie.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 maggio 1904.

VITTORIO EMANUELE.

STELLUTI-SCALA.  
C. MIRABELLO.  
GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: RONCHETTI.

### Convenzione.

L'avv. conte Stelluti-Scala, ministro delle poste e dei telegrafi, ed il contrammiraglio Carlo Mirabello, ministro della marina, per conto del Governo di Sua Maestà il Re d'Italia, il comm. Guglielmo Marconi, per conto suo e della Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra e della Marconi's Wireless Telegraph c/y of America e di chi per esse o per l'una di esse, hanno stipulato e sottoscritto la seguente Convenzione:

Art. 1. Il comm. Marconi concede al Governo italiano l'uso per scopi militari dei suoi brevetti relativi agli apparecchi radiotelegrafici di sua invenzione senza diritto ad alcun compenso e con l'autorizzazione di far riprodurre i detti apparecchi negli arsenali e stabilimenti governativi. Il Governo dal canto suo s'impegna a non comunicare a persone estranee al regio servizio quanto concerne gli apparecchi sullodati, a meno di speciale autorizzazione del comm. Marconi.

Art. 2. Il comm. Marconi concede al Governo italiano il diritto di usare per scopi commerciali gli apparecchi di sua invenzione e da lui brevettati nel Regno e nelle colonie d'Italia alle seguenti condizioni:

a) Che fra le stazioni radiotelegrafiche impiantate dal Governo italiano, quelle convenute fra il comm. Marconi ed il regio Governo disimpegnino oltre il servizio militare anche il servizio commerciale con norme simili a quelle vigenti nel Regno per il servizio semaforico, per quanto riguarda il personale e con opportuna convenzione interna fra gli enti interessati per quanto riguarda la parte amministrativa delle comunicazioni radiotelegrafiche fra le navi estere, quelle mercantili nazionali e le coste, e viceversa.

Per tali comunicazioni il raggio di azione massimo delle stazioni costiere è fissato in 300 chilometri circa, conservando

il regio Governo il diritto di aumentarlo solo per scopi militari.

b) Le stazioni radiotelegrafiche del R. Governo italiano accetteranno comunicazioni dalle sole navi e dalle sole stazioni di terra di altre nazioni munite di apparecchi forniti dalla Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra o da chi è regolarmente autorizzato da detta Compagnia, come da elenco di tali navi e stazioni di terra di altre nazioni che sarà periodicamente comunicato dalla stessa o da chi per essa, salvo le varianti che potessero risultare necessarie o convenienti in seguito ad accordi internazionali accettati dal commendatore Marconi e dal Governo italiano.

Il Governo si riserva però la facoltà di accettare nelle stazioni radiotelegrafiche della R. Marina comunicazioni dalle navi da guerra delle altre nazioni, o per le stesse, anche se non munite di apparecchi Marconi forniti come di sopra.

c) Il R. Governo e la Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra per sè e per chi per essa assumono con la presente reciproco impegno di trasmettere, ricevere e far proseguire sino a destinazione i radiotelegrammi presentati alle loro stazioni od uffici, osservando (per parte dei dispacci transitati per le ordinarie vie telegrafiche) le leggi ed i regolamenti in vigore nei vari Stati.

d) La tassa totale di un radiotelegramma trasmesso fra le stazioni del R. Governo e le navi mercantili italiane o di altra nazionalità fornite degli apparecchi della Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra o di chi per essa è uguale alla tassa radiotelegrafica internazionale stabilita dalla Marconi's Wireless Telegraph c/l l/d di Londra o da chi per essa, con l'aggiunta della ordinaria tassa regolamentare per il percorso sui fili a cavi telegrafici.

La tassa radiotelegrafica andrà a beneficio di chi gerisce la stazione radiotelegrafica trasmittente di origine del dispaccio.

La tassa regolamentare pel percorso sui fili e cavi tele-

grafici sarà integralmente accreditata al R. Governo, il quale per le ordinarie tasse internazionali risponderà presso le Amministrazioni estere interessate.

In base a tali norme verranno ripartiti gli introiti in seguito a confronto periodico dei relativi registri nel modo che sarà stabilito.

e) La tassa totale di un radiotelegramma trasmesso tra le stazioni del R. Governo e le stazioni di terra di altre nazioni, munite di apparecchi della Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra o di chi per essa, sarà stabilita con gli stessi criteri adottati per la corrispondenza fra le stazioni extrapotenti del Regno e quelle della sopra citata Compagnia.

f) Oltre le stazioni contemplate negli articoli precedenti il R. Governo potrà impiantare stazioni radiotelegrafiche anche a scopo esclusivamente commerciale nel Regno e nelle colonie d'Italia, od in paesi dove non esistono precedenti diritti della Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra o di chi per essa, esercitandole secondo quanto è sopra specificato per le stazioni destinate al servizio militare e commerciale.

Però in tal caso, per ognuna di queste stazioni disimpegnanti servizio esclusivamente commerciale, il R. Governo dovrà pagare un canone annuo di lire sterline 100 (cento) al comm. Marconi e ciò nei limiti del periodo di tempo in cui dura l'impegno previsto dall'articolo seguente.

Il raggio di azione massimo di tali stazioni dovrà essere di 300 chilometri circa.

Art. 3. Il R. Governo s'impegna a non usare per scopi commerciali che gli apparecchi del sistema Marconi per un periodo di quattordici anni con decorrenza dal 16 febbraio 1903, data della Convenzione stipulata per l'impianto di una stazione radiotelegrafica ultrapotente.

Art. 4. Il comm. Marconi si riserva il diritto di inviare qualche suo delegato tecnico in tutte le stazioni del R. Governo facenti servizio commerciale, affine di ottenere unifor-

mita fra l'esercizio di tali stazioni e quello delle stazioni sia di terra o di navi gerite dalla Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d di Londra o da chi per essa. La scelta di detto delegato dovrà essere di gradimento del R. Governo,

Art. 5. — Qualora sia richiesto dal comm. Marconi l'impianto di stazioni per scopi commerciali in località dove sarà giudicato di non apportare danno alle altre stazioni del Regno, il R. Governo, dopo averne riconosciuta l'utilità, s'impegna di stabilirle entro brevi limiti di tempo tali stazioni e di gestirle nel modo già sopra convenuto, o di permetterne l'impianto e l'esercizio al comm. Marconi, a sue proprie spese. In tal caso la tassa radio telegrafica andrà a beneficio del comm. Marconi.

Sarà riservato il diritto al R. Governo di far funzionare le dette stazioni da personé italiane.

Art. 6. — In caso di guerra, nella quale il R. Governo fosse direttamente impegnato, tutte le stazioni radio telegrafiche del Regno e colonie passeranno alla dipendenza esclusiva di detto Governo, e tutti i diritti di qualsiasi altra persona od ente considerati nella presente Convenzione cesseranno durante il periodo delle ostilità.

Nel caso di guerra, nella quale il R. Governo non fosse direttamente impegnato, il detto Governo si riserva il diritto d'imporre quelle limitazioni e restrizioni nel servizio radio-telegrafico del Regno e delle colonie che giudicherà convenienti.

Art. 7. — Il comm. Marconi s'impegna a fornire al regio Governo quegli apparecchi di sua fabbricazione od invenzione o quelle parti di essi che gli saranno richiesti nei limiti di tempo da stabilirsi volta per volta.

Art. 8. — Il R. Governo s'impegna ad informare con tre mesi di anticipo il comm. Marconi dell'epoca per la quale le stazioni che impianterà nel Regno saranno, a norma di quanto sopra, aperte al servizio commerciale.

Art. 9. — La presente Convenzione, stipulata nell'interesse dello Stato, sarà esente da qualunque spesa per tassa di registro e bollo.

Londra, 5 maggio 1904.

GUGLIELMO MARCONI.

Temoins:

Bertrand Stewart, 57 Coleman Street, London E. C., *Solicitor*.

H. Cuttebert Hall, 18 Finch Lane London E. C., *Managing Director of Marconi's Wireless Telegraph c/y l/d.*, (London).

Je soussigné notaire royal et public à Londres certifie véritable la signature « Guglielmo Marconi » apposée au bas du document qui précède, cette signature ayant été aujourd'hui apposée en ma présence et en présence des temoins instrumentaires par Monsieur Guglielmo Marconi y nommé.

Londres, le six mai 1904.

G. WARREN, *Notary Public*.

Roma, 10 maggio 1904.

STELLUTI-SCALA.

C. MIRABELLO.

## XXXIII.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE 6 dicembre 1904. *Misure sanitarie contro la peste bubbonica.*

Aden è stato dichiarato infetto, in seguito alla constatazione di numerosi casi di peste bubbonica, e pertanto saranno sottoposte a rigorose visite tutte le navi provenienti da quella località.

I signori Residenti e Comandanti di porto, oltre ad esaminare accuratamente le patenti di sanità, si assicureranno delle dichiarazioni dei Comandanti per mezzo di opportune verifiche od informazioni, comminando il sequestro dei velieri, i cui nacuda fornissero notizie contrarie al vero.

Per quanto non si abbiano notizie delle ordinanze sanitarie emanate nei porti dell'India e della costa arabica, sarà bene estendere identica precauzione a tali provenienze.

Il regime sanitario sarà il seguente:

Si dichiareranno:

1° immuni le navi provenienti da luoghi in cui esiste il contagio, purchè ne siano partite da almeno 10 giorni e non abbiano avuto nè decessi, nè casi di malattia a bordo, sia prima della partenza che durante la traversata, sino al momento dell'arrivo;

2° sospette le navi a bordo delle quali vi siano stati uno o più casi di peste accertati o sospetti all'atto della partenza o durante la traversata, ma nessun caso nuovo da almeno sei giorni;

3° infette, le navi che presentano a bordo uno o più casi accertati o sospetti di peste.

Le navi immuni saranno ammesse in libera pratica previa visita dei passeggeri ed equipaggio e disinfezione del vestiario, effetti lettereci, bagagli od altro, a giudizio dell'autorità di porto.

I passeggeri delle navi sospette, destinati ai porti del Benadir, saranno fatti sbarcare dopo le operazioni predette o sottoposti ad una quarantena della durata di 12 giorni dalla data dell'ultimo caso avuto a bordo. Le merci che possono considerarsi come infette saranno sottoposte a disinfezione. L'equipaggio non potrà sbarcare che dopo trascorsi 12 giorni dalla data dell'ultimo caso avuto a bordo e previa disinfezione della nave.

Le navi infette saranno, a loro richiesta e con le più rigorose precauzioni, rifornite di acqua, viveri e medicinali, e respinte, a meno che non si sottomettano ad una quarantena di giorni 12, da computarsi dalla data di decesso o di guarigione degl'infetti di bordo; in tal caso, prima di concedere la libera pratica, si dovrà procedere, oltre che a tutte le operazioni indicate per le navi sospette, anche e sempre alla disinfezione della nave.

Per l'esecuzione della presente ordinanza, i signori Residenti assegneranno:

1° nelle immediate vicinanze del punto di sbarco, un locale per le disinfezioni dei passeggeri, del personale di polizia sanitaria e delle merci da considerarsi come infette;

2° ad una delle estremità del paese, sottovento, in località isolata, due o più ambienti da adibirsi a posto d'osservazione ed eventualmente a lazzaretto.

I locali, di cui al n. 1 ed anche quelli del n. 2, qualora fossero in muratura, saranno precedentemente disinfettati con lavacri abbondanti di acqua al sublimato corrosivo 1:3000, ed imbiancatura con latte di calce.

Il posto di osservazione ed il lazzaretto dovranno consistere preferibilmente in capanne, capaci di contenere da 6 a 8 ricoverati distanti fra di loro almeno 20 metri, munite di recipienti per acqua potabile e tinozze per i bisogni corporali. Lo spazio occupato dal posto d'osservazione e dal lazzaretto dovrà essere chiuso da muro, reticolato o zeriba, in modo da facilitare la sorveglianza.

Qualora si verificasse qualche caso di peste in paese, si dovrà:

a) Ordinare l'immediata denuncia di tutti i casi nuovi. A questo scopo è bene servirsi di agenti appositi per le informazioni e dei capi indigeni per convincere le popolazioni della necessità di tale misura, e di quelle altre che, a tutela della pubblica salute, l'autorità crederà di emanare.

b) Organizzare visite domiciliari per scoprire nuovi casi di peste.

c) Isolare i membri della famiglia di ciascun colpito e coloro i quali abbiano avuto contatto con lui, prima che sia portato al lazzaretto.

d) Disinfettare la casa del colpito e bruciare sul luogo stesso tutti gl'indumenti ed effetti lettereschi di cui si sia servito.

e) Ordinare la distruzione dei topi con tutti mezzi ed avvertire che quelli trovati morti debbono, sul posto stesso, essere abbondantemente inaffiati con acqua bollente, per ucciderne le pulci che sono mezzo di trasmissione e poi bruciati.

L'isolamento di cui alla lettera c) potrà, a richiesta della famiglia del colpito, esser fatto nella dimora stessa, ma in tal caso s'imporrà il pagamento di una tassa di sorveglianza, stabilita in talleri uno al giorno, tassa a totale beneficio dei sorveglianti.

Le disinfezioni, di cui è cenno nel presente ordine si praticeranno:

Per gl'indumenti, vestiari, effetti d'uso, con la immersione

in soluzione di sublimato corrosivo e acqua bollente all'1 : 1000. Sarà opportuna l'addizione di gr. 5 di cloruro di sodio per ogni grammo di bicloruro mercurico e prolungare l'immersione per circa 15 minuti.

Per gli effetti lettereci, colli di cotonate e filati sciolti ed anche per gli oggetti, di cui al capoverso precedente, si consiglia la costruzione di un piccolo forno per suffumigi con gas solforoso, suffumigi che debbono durare almeno un'ora.

Per la disinfezione delle abitazioni e delle stive dei velieri, con lo stesso agente, occorrerà lavare le pareti ed il pavimento dell'ambiente, chiudere ermeticamente finestre e porte con panni bagnati, disporre recipienti da 30 a 40 gr. di fior di zolfo, in numero corrispondente alla cubatura dell'ambiente in ragione di *uno* per metro cubo, accenderli, e ritirarsi chiudendo ermeticamente anche la porta d'ingresso, lasciandola chiusa per almeno quarantotto ore.

Per l'accensione dello zolfo è bene che l'accenditore si serva di una certa quantità di alcool che verserà in ogni recipiente, ed inizi l'operazione incominciando dai più lontani dalla porta.

La disinfezione delle pareti, dei pavimenti e dei soffitti si ottiene pure facilmente, previa lavatura con soluzione al sublimato 1 : 3000, mediante il latte di calce nella proporzione del 20 : 100 d'acqua. Il latte di calce dovrà essere passato almeno due volte sulle superfici da disinfettare. Esso serve pure per la disinfezione delle latrine, e rammento che le tinocce del posto d'osservazione e lazzaretto dovranno sempre contenere un'abbondante quantità della soluzione suindicata.

Per le latrine servono pure l'acido fenico al 5 : 100, la creolina nelle stesse proporzioni ed il solfato di rame in soluzione bollente al 5 : 100.

È ovvio aggiungere che allorquando i colpiti dell'epidemia abitano in capanne, il mezzo migliore di disinfezione è quello di distruggere col fuoco l'abitazione e quanto ha appartenuto

all'infetto, e che col fuoco dovranno pure essere distrutte le capanne adibite a lazzaretto, ad epidemia ultimata.

Credo infine opportuno far rilevare che il bacillo della peste non ha che una debole resistenza ed è facilmente distrutto dall'ebollizione, dalle polverizzazioni al sublimato, al solfato di rame ed al latte di calce, agenti di cui la Colonia non difetta.

Sono convinto pertanto che i signori Residenti e Comandanti di porto metteranno ogni loro cura nell'impedire che l'infezione sia introdotta in Colonia, e quando, ad onta di tutte le precauzioni prese, si dovesse constatare qualche caso di peste, sapranno procedere con tale energia da impedire la diffusione dell'epidemia.

*Il Governatore*

A. SAPELLI.

## XXXIV.

CIRCOLARE GOVERNATORIALE 6 dicembre 1904. *Misure sanitarie per il beri-beri.*

Il sanitario della Colonia ha riscontrato parecchi casi di beri-beri.

Quantunque la natura contagiosa di questa malattia sia molto contestata ed i pareri ancora divisi, tuttavia, visto che il beri-beri compare ogni anno in molte colonie sotto forma epidemica, è opportuno prendere rigorose misure per impedirne la diffusione.

Le misure consisteranno, per Merca, specialmente nella evacuazione del focolare d'infezione. Si cercherà pertanto di allontanare dalla città tutti coloro che, in seguito alle condizioni politiche della regione, sono privi di mezzi di sussistenza o costretti ad un'alimentazione scarsa e non sana. Costoro saranno di preferenza diretti all'interno o su Brava e Mogadiscio, ma non oltre i confini della Colonia, rimanendo in vigore la circolare n. 30 (1).

I Residenti di Brava e Mogadiscio, quando riscontrassero nei nuovi giunti indizi di beri-beri, li faranno ricoverare in apposito locale previamente disinfettato, asciutto ed areato e li terranno in osservazione fino a guarigione completa, fornendo ai più bisognosi una razione di viveri composta di carne, latte o pesce fresco. Gl'indumenti degli individui che venissero a morire saranno distrutti col fuoco, quelli dei gua-

---

(1) V. doc. n. XXIX, pag. 109.

riti disinfettati con immersione in acqua al sublimato 1:1000 e cloruro di sodio in ragione di gr. 5 per ogni grammo di bicloruro di mercurio. Constatandosi qualche caso di beriberi nelle case di privati, si procederà alla disinfezione dei locali infetti.

Per l'esecuzione del presente ordine, il signor Residente di Merca si servirà del fondo per provvedimenti sanitari messo a disposizione sua con foglio n. 3516 del 30 ottobre scorso.

I signori Residenti di Mogadiscio e Brava sono autorizzati ad affittare, qualora non ne abbiano disponibili, un locale da adibirsi a posto d'osservazione ed alle spese necessarie per far fronte a questo servizio sino alla concorrenza della somma di T. M. T. 150 ciascuno. Esaurito un tal fondo ne trasmetteranno a quest'ufficio il rendiconto, richiedendo, ove sia del caso, un nuovo sussidio.

*Il Governatore*

A. SAPELLI.

---

## XXXV.

ORDINANZA GOVERNATORIALE 15 dicembre 1904. *Regolamento pei facchini della dogana di Mogadiscio.*

Art. 1. — I facchini del porto di Mogadiscio sono riuniti in corporazione amministrata da tre capi facchini nominati dal Residente.

Art. 2. — La corporazione facchini si amministra per conto proprio sotto la sorveglianza dell'ufficiale doganale il quale ne regola il servizio, servendosi dei tre capi facchini che sono pertanto alla sua diretta dipendenza.

Art. 3. — Tutti gli indigeni che abbiano i necessari requisiti fisici potranno far parte della corporazione.

Art. 4. — Le operazioni di carico e scarico nel porto di Mogadiscio sono eseguite esclusivamente dal personale della corporazione.

Art. 5. — In occasione di grandi movimenti di merce, il Residente può chiamare al lavoro del porto anche i facchini non facenti parte della corporazione.

Art. 6. — I facchini della corporazione saranno iscritti in apposito elenco che dovrà tenersi affisso in dogana ed alla Residenza, ed ognuno degli iscritti riceverà e porterà in modo visibile un numero corrispondente a quello d'ordine dell'elenco di cui sopra.

Art. 7. — Tutti i reclami contro il servizio della corporazione saranno rivolti all'ufficio doganale il quale deciderà seduta stante. Contro tale decisione è ammesso ricorso presso il Residente.

Art. 8. — Ai facchini non facenti parte della corporazione, o non chiamati in servizio a tenore dell'art. 5, è severamente vietato l'ingresso in Dogana ed il lavoro di carico e scarico delle merci in arrivo ed in partenza.

Art. 9. — Quando sia annunciato l'arrivo di una nave, i commercianti richiederanno all'ufficio doganale il numero di facchini necessari alle operazioni di carico e scarico, dalla dogana a bordo e viceversa, numero che sarà commisurato al quantitativo della merce in arrivo od in partenza. Le squadre così assegnate rimarranno al servizio del commerciante sino lavoro ultimato.

Art. 10. — Qualora le richieste superassero il numero dei facchini disponibili, l'ufficiale doganale le ridurrà in ragione proporzionale, tenendo anche conto dell'urgenza di imbarcare o sbarcare piuttosto l'una che l'altra mercanzia.

Art. 11. — Ad operazioni ultimate, i commercianti verseranno all'ufficio doganale l'importo delle mercedi dovute. Al pagamento dovrà presenziare il capo-squadra, il quale provvederà immediatamente alla ripartizione della somma riscossa.

Art. 12. — Il servizio dei facchini della corporazione, di cui l'unità tariffa, s'intende cominciato o finito al momento in cui la merce è stata collocata sulla bilancia della dogana, a seconda si tratti di operazioni d'importazione o d'esportazione.

Art. 13. — Per il trasporto delle merci dai magazzini della dogana a quelli dei commercianti e viceversa, questi ultimi potranno richiedere facchini della corporazione che saranno concessi nel limite del possibile.

Art. 14. — I trasporti di cui all'art. precedente sono soggetti a contratti speciali da stipularsi volta per volta tra il commerciante ed i capi-squadra, e non vincolati dalle tariffe pel servizio nel recinto doganale.

Art. 15. — Ogni richiesta di facchini superiore agli 8

uomini dovrà comprendere un capo-squadra al quale sarà corrisposta, oltre alla tariffa, una mercede di  $\frac{1}{2}$  T. M. T. al giorno.

Art. 16. — I capi-squadra sono responsabili del servizio dei facchini da loro dipendenti, della dichiarazione doganale in quanto si riferisca al numero dei colli trasportati, della esatta ripartizione delle merci e della consegna intatta delle merci.

Art. 17. — All'arrivo di ogni piroscalo dovrà essere disponibile il numero necessario di facchini della corporazione per il trasporto sollecito dei bagagli appartenenti ai viaggiatori.

Le operazioni doganali riguardanti i bagagli dei viaggiatori in arrivo, dovendo avere la precedenza su qualunque altra merce, i facchini stessi della corporazione provvederanno al trasporto a domicilio.

Art. 18. — Le punizioni disciplinari dei facchini della corporazione consistono nella multa di  $\frac{1}{2}$  a 5 talleri, nella prigione da 3 a 15 giorni, nella applicazione del ceppo da 1 a 5 giorni, colle norme che regolano queste punizioni per gli ascari.

La multa e la prigione possono essere inflitte anche dal pilota del porto e dal capo delle guardie doganali.

L'applicazione del ceppo non può venir ordinata che dall'ufficiale doganale.

Art. 19. — Le trasgressioni alla presente ordinanza saranno punite con multe da 1 a 5 talleri senza pregiudizio delle maggiori pene qualora i trasgressori incorressero in altra forma di contravvenzione o di reato.

*Il Governatore*

A. SAPELLI.

## TARIFFA.

MERCI	Quantità	Nolo barche	Facchi- naggio
		T. M. T.	
Pelli di bue . . . .	10 corege, 70 frasle	1,25	besa 40
» di capra . . . .	10 balle, 80 corege	1,25	» 40
» di cammello . . .	10 balle (10 corege doppie)	2,50	» 80
» di gazzella . . .	10 balle, 1200 corege	2,50	» 60
Dura . . . . .	10 sacchi, 5 ghisle	0,50	» 20
Burro . . . . .	10 cassette, 20 frasle	0,50	» 20
Grasso . . . . .	10 latte, 10 frasle	0,25	» 10
Gomma . . . . .	10 sacchi, 50 frasle	0,50	» 20
Mirra . . . . .	10 sacchi, 50 frasle	0,50	» 20
Tartaruga . . . . .	10 casse, 100 rotoli	2,50	» 40
Avorio . . . . .	10 frasle	1 —	» 20
Fagioli . . . . .	10 sacchi, 70 frasle	0,50	» 20
Cotone . . . . .	10 balle, 100 frasle	7,50	» 40
Oricello . . . . .	10 balle, 35 frasle	1 —	» 20
Semi di cotone . . .	10 sacchi, 70 frasle	1 —	» 40
Pannello di sesamo	10 sacchi	0,50	» 20
Denaro - talleri . .	1000 talleri	0,50	come i bagagli
» - besa . . . . .	per sacco di 100 talleri	0,25	—
Bagaglio . . . . .	1 cassa in genere da passeggeri	0,25	cauli, casse e simili be- a 15; vali- gie besa 10

Il nolo delle barche pei sambuchi è ridotto a metà sol quando questi si trovano dentro il canale.

*Il Governatore*  
A. SAPELLI.

## XXXVI.

**ORDINANZA GOVERNATORIALE 19 gennaio 1905, n. 78.**  
*Regolamento per le guardie doganali.*

Art. 1. — È istituito un corpo armato di guardie doganali per il servizio di vigilanza nei porti e scali della Colonia, formato come dall'unita tabella.

Art. 2. — L'arruolamento nel corpo delle guardie doganali è volontario e si effettuerà volta a volta che si verificheranno dei vuoti per cura del signor Residente e del signor Reggente dell'ufficio doganale del sito.

Art. 3. — Gli indigeni messi a contrarre l'arruolamento devono:

a) aver compiuto il 16° anno di età e non oltrepassato il 30°;

b) aver le necessarie attitudini fisiche;

c) essere di buona condotta morale e possibilmente saper leggere e scrivere in arabo;

d) assumere la ferma di due anni ed obbligarsi a prestar servizio presso gli altri corpi armati della Colonia per qual periodo di tempo che verrà fissato dal Governatore e per qualsiasi eventualità;

e) obbligarsi a prestare servizio anche presso altro scalo che non sia quello dove assumono l'arruolamento.

Gli assegni dei nuovi arruolati cominceranno a decorrere al 1° del mese successivo a quello dell'arruolamento. Il periodo che precede servirà di esperimento.

## ASSEGNI.

Alle guardie doganali della Colonia competono i seguenti assegni:

Buluc basci . . . . .	T. M. T.	13
Muntaz . . . . .	»	10
Ascari . . . . .	»	7

Con la paga di cui è detto sopra, le guardie devono provvedere al loro sostentamento ed alla manutenzione dell'uniforme prescritta.

L'uniforme alle guardie sarà distribuita a periodi determinati dal signor Reggente l'ufficio daganale. La durata dei vari oggetti è indicata nella qui unita tabella, e qualora il rinnovamento di essi dovrà farsi prima dell'epoca per ciascuno determinata, se il più rapido consumo avvenne per incuria dell'individuo, questi dovrà sottoporsi a proporzionale ritenuta sulla paga.

Passando temporaneamente in servizio presso altro corpo armato della Colonia, le guardie avranno diritto alle istesse competenze fissate per i militari di quel corpo.

## DISCIPLINA.

Le guardie doganali sono soggette alle istesse norme disciplinari indicate nel regolamento di disciplina per il corpo delle guardie della Colonia.

Le guardie sono obbligate a prestare tutti i servizi voluti dalle esigenze dello scalo al quale sono destinate.

È vietato nel modo più rigoroso alle guardie di ricevere o pretendere regalie dai proprietari delle merci in deposito. Come pure si fa assoluto divieto per qualunque regalia fosse ad esse offerta per i servizi che prestano sugli scali doganali.

Qualora per un vero atto di benemeranza qualche privato volesse compensare una guardia, questi è obbligato a deferire la cosa al signor Reggente l'ufficio doganale perchè deliberi in proposito.

In servizio le guardie doganali devono vestire l'uniforme prescritta.

FORMAZIONE DEL CORPO DELLE GUARDIE DOGANALI.

LOCALITÀ	Buluc basci	Muntaz	Ascari	<i>Annotazione</i>
Mogadiscio . . . . .	1	1	9	Il servizio è fatto ora dagli ascari del presidio e dalle guardie di polizia.
Merca . . . . .	—	1	8	
Brava . . . . .	—	1	8	
Varscek . . . . .	—	—	—	
Giumbo . . . . .	—	—	—	
Itala . . . . .	—	—	—	

TABELLA INDICANTE LA DURATA DEGLI OGGETTI DI CORREDO.

Camiciotto . . . . .	mesi	3
Pantaloncini . . . . .	»	3
Tarbusc . . . . .	»	6
Fascia . . . . .	»	12

Le guardie ogni semestre dovranno essere esercitate sulle tre prime lezioni di tiro al bersaglio prescritte per le compagnie del corpo delle guardie, e perciò il signor Reggente l'ufficio doganale rivolgerà regolare domanda al Comando delle truppe.

*Il Governatore*  
A. SAPELLI.

## XXXVII.

CONVENZIONE 24 gennaio 1905 tra il regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la risoluzione della Convenzione 25 maggio 1898 (1).

Atti parlam., legisl. XXII, sessione 1904-1905, doc. n. 136.

Premesso che mediante convenzione 25 maggio 1898 il Governo del Re concedeva alla Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) la gestione delle città e dei territori del Benadir col rispettivo *hinterland*, gestione che veniva assunta di fatto dalla Società a decorrere dal primo maggio dello stesso anno, e per la durata di anni quarantotto, cioè fino al 16 luglio 1946, e volendosi ora da ambo le parti addivenire alla risoluzione della sopracitata convenzione, fra il regio Governo rappresentato dal presidente del Consiglio, e dai ministri degli affari esteri, del tesoro, delle finanze e della marina, da una parte, ed i signori cav. Angelo Carminati, amministratore delegato, Gustavo Chiesi, avv. Giuseppe Carerj, dott. Antonio Bonora e dott. Lodovico Mazzotti, amministratori della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) nelle rispettive

---

(1) L'assemblea degli azionisti, con suo ordine del giorno 14 febbraio 1905 deliberò essere impegnativi ed obbligatori per la Società i soli articoli 1, 2 e 19 di questa convenzione. Gli articoli 1 e 2 vennero a loro volta sanzionati, con qualche variante, con la legge 2 luglio 1905 (art. 3 e 4, v. doc. n. XLVI, pag. 186). Il resto della convenzione non ebbe effetto.

loro qualità sopradette, dall'altra, si conviene quanto segue:  
 Art. 1. — La convenzione del 25 maggio 1898 resta di comune accordo risolta.

Art. 2. — La liquidazione dei rapporti economici fra Società e Governo è affidata ad un collegio di tre arbitri. Ciascuna delle parti nominerà un suo arbitro, i due nominati sceglieranno il terzo, e se fra essi non s'avveri accordo, la scelta verrà deferita al presidente della Cassazione di Roma.

Agli arbitri è data facoltà di stabilire i termini e il metodo del procedimento.

La sede del collegio arbitrale è in Roma.

Art. 3. — La Società anonima commerciale italiana per il Benadir, riformato il suo atto di costituzione italiana per obbliga a rivolgere la sua azione alle imprese agricole, commerciali ed industriali di cui alla presente convenzione e, nei rapporti di questa, il nuovo atto di costituzione sociale sarà soggetto ad esame ed approvazione da parte del Governo.

Avrà la durata di cinquant'anni, ed un capitale di almeno L. 2.000,000 versati all'atto della costituzione, aumentabili a sei dietro semplice deliberazione del Consiglio d'Amministrazione.

Art. 4. — Si concede alla Società per tutta la sua durata, l'impianto e l'esercizio d'una linea postale mensile di navigazione tra Aden, il Benadir, Zanzibar e viceversa, con diramazione facoltativa, pel Governo, a Massaua, facoltativa per la Società, a Bombay, e con scali obbligatori nei porti di Mogadiscio, Merca, Brava, Kisimaio e Lamu.

Sarà in facoltà del governatore della colonia di ridurre temporaneamente gli scali obbligatori.

Due piroscafi, che stazzino dalle 500 alle 600 tonnellate, abbiano un pescaggio, in pieno carico, di non oltre dodici piedi, una velocità economica, in navigazione, di 8 miglia all'ora, da spingersi eventualmente a dodici miglia all'ora a tiraggio naturale, muniti, a poppa e a prora, di due piatta-

forme per l'eventuale installazione di artiglierie, ed i locali per munizioni, posta e servizio radioteregrafico, serviranno questa linea durante il monzone di N. E.

Nel tempo in cui domina il monzone di S. O. i due piroscafi limiteranno la loro navigazione tra Zanzibar e Brava e viceversa.

Per tale servizio di navigazione sarà corrisposta dal Go- alla Società una sovvenzione annua di L. 60,000.

Art. 5. — Se e quando il Governo creda opportuno lo esercizio dell'intera suindicata linea anche durante il monzone di S. O., la Società, fermi gli obblighi di cui all'articolo precedente, sarà tenuta a fornire altro piroscavo, che stazzi almeno 1000 tonnellate, allestito come i precedenti e capace della medesima velocità, che verrà adibito al servizio della linea.

Il Governo si riserba la facoltà di indicare gli ulteriori servizi di navigazione cui potrà essere destinato il piroscavo nei mesi nei quali domini il monzone di N. E.

Nell'ipotesi prevista da quest'articolo, e dalla data in cui essa si avveri, la sovvenzione sarà complessivamente portata a L. 100,000.

Art. 6. — I piani di ciascuno dei detti piroscafi saranno soggetti all'approvazione del Governo.

D'accordo, fra Governo e Società, sarà stabilito il regolamento di esercizio. Le tariffe dei vari trasporti dovranno essere approvate dal Governo.

Art. 7. — Sia nell'ipotesi prevista nell'art. 5 che nell'altra prevista dall'art. 6, il Governo parteciperà in proporzione del 50% a tutti gli utili dati dall'esercizio della linea, compresa in essa la sovvenzione versata dal Governo stesso, e detratti, oltre le spese d'esercizio, l'interesse e la quota di ammortamento del capitale impiegato nella misura del 6.50% (3.93% interesse, 2.57% ammortamento). Scorsi 25 anni, ed ammortizzati così i capitali d'impianto, qualora non si creda

necessario di rinnovare il materiale, non avrà più luogo, nella determinazione dell'utile netto, la detrazione della quota del 6,50 % sopradetta.

Agli effetti della partecipazione agli utili, le perdite di esercizio, che fossero per risultare alla chiusura di ogni anno finanziario, verranno, nel bilancio riportate a nuovo in un conto speciale.

Il Governo avrà facoltà di fare ispezionare dai propri funzionari le contabilità riassuntive, e i singoli elementi contabili dell'azienda, ogni qualvolta lo creda opportuno.

Art. 8. — L'impianto e l'apertura all'esercizio della concessa linea di navigazione con due piroscafi, dovrà avverarsi nel perentorio termine di 18 mesi dal giorno in cui la presente convenzione entri in vigore.

Scorso il quale perentorio termine senza che la linea, debitamente impiantata, sia aperta all'esercizio, la Società decadrà dalla relativa concessione e sarà tenuta ai danni eventuali.

Art. 9. — Il Governo affiderà alla Società la costruzione delle opere seguenti:

- a) un molo con banchina a Mogadiscio;
- b) un pontile Merca;
- c) la riduzione a porto dell'attuale ancoraggio interno di Brava:

d) un pontile da sbarco (wharf) nella concessione italiana di Kisimaio;

e) la messa in opera di tutti gli attrezzi occorrenti al funzionamento di dette opere e la loro fornitura;

f) fari, ormeggi, segnalazioni ed altre opere di ancoraggio nei sopradetti scali e in quegli altri che il Governo credesse opportuno di far eseguire. Quando siano impiantati fari lungo le coste della Somalia italiana settentrionale, la Società avrà, a parità di condizioni, diritto di prelazione per i servizi occorrenti.

Art. 10. — Il Governo affiderà inoltre alla Società la costruzione di una strada, eventualmente armata di binario a scartamento ridotto, fra Brava e la Goscia, e il riattamento dell'Uebi Gof, o l'apertura di altro canale che fosse ritenuto più adatto alla irrigazione razionale del territorio dei Tunì, da compiersi quando, a giudizio del Governo, le locali condizioni politiche ed economiche lo consentano, nonchè l'impianto di stazioni radiotelegrafiche o l'eventuale posa di cavi per allacciare la colonia alla rete telegrafica internazionale.

Art. 11. — Le opere sopra indicate, per un importo che in nessun caso potrà eccedere i sei milioni, saranno condotte a termine e consegnate in un periodo di dieci anni a partire dal giorno in cui entrerà in vigore la presente convenzione.

Art. 12. — I progetti tecnici di dette opere saranno compilati a cura del Governo ed eseguiti dalla Società sotto la diretta sorveglianza del Governo stesso. Qualora il Governo credesse di affidare alla Società anche la compilazione dei progetti, dei quali si riserva sempre l'approvazione, essa si dovrà prestare dietro equo compenso.

Ad opera compiuta, avrà sempre luogo un regolare collaudo.

Art. 13. — Condotta a termine e regolarmente collaudata ogni singola opera, costruita dalla Società per conto del Governo, questi ne entrerà in possesso e ne pagherà l'importo alla Società mediante quaranta annualità uguali decorribili dal giorno della consegna dell'opera e determinate in ragione del 5 % dell'importo totale dell'opera stessa (interesse del capitale 3,93 %; quota d'ammortamento 1,07 %).

Parimenti saranno pagate, in quaranta annualità determinate nella stessa maniera, le somme di cui il Governo fosse per diventar debitore verso la Società in conseguenza della liquidazione di cui agli articoli 1 e 2 della presente convenzione.

Art. 14. — Qualora il Governo credesse di affidare alla Società la manutenzione o l'esercizio attinenti alle opere costruite, la Società dovrà assumerli a condizioni da convenirsi, e salva, in caso di dissenso su di esse, la decisione degli arbitri.

Art. 15. — Allo scopo di facilitare le iniziative agricole della Società il Governo le concede:

a) la proprietà di parte dei terreni che saranno dichiarati demaniali a destra ed a sinistra della strada e del canale di cui sopra è menzione, possibilmente in appezzamenti alternati di due in due chilometri, per modo che un appezzamento appartenga alla Società ed uno al Governo, e per una profondità anche di due chilometri, a condizione che la Società li metta in valore, con una razionale trasformazione agricola, sviluppando preferibilmente la coltivazione del cotone, entro un periodo di dieci anni dalla concessione in proprietà.

Qualora la Società non eseguisse la trasformazione nel termine stabilito, essa decadrà dalla concessione;

b) lo sfruttamento di foreste lungo il Giuba, secondo un piano e un regolamento da stabilirsi di comune accordo tra la Società ed il Governo, mediante l'impianto di segherie a vapore e di altri mezzi meccanici per la lavorazione ed il trasporto dei legnami, nei limiti che il Governo crederà di fissare nelle singole concessioni.

La Società dovrà concretare le sue domande di concessione nel periodo di un triennio dall'attuazione della presente convenzione.

Il Governo parteciperà in ragione del 30% a tutti gli utili dati dall'esercizio delle concessioni stesse, detratti soltanto, nella misura del 5%, l'interesse e la quota d'ammortamento del capitale impiegato per l'impianto (3.93% interesse; 1.07% ammortamento), e le spese di esercizio.

Art. 16. — Le industrie minerarie e pescherecce che fossero richieste dalla Società e ad essa concesse, saranno sog-

gette alle condizioni stesse ed agli stessi diritti di compartecipazione negli utili, da parte del Governo, che risultano dal disposto del precedente art. 15.

Art. 17. — Qualsiasi contestazione, tra Governo e Società, nella interpretazione ed esecuzione della presente convenzione verrà sottoposta al giudizio di un collegio arbitrale, costituito con l'istesso procedimento e dotato delle stesse facoltà di cui al precedente art. 2.

Art. 18. — L'atto di costituzione della Società, la presente convenzione e gli atti occorrenti per attuarla saranno registrati con la tassa fissa di una lira.

Art. 19. — La presente convenzione sarà obbligatoria, pel Governo, dopo approvata per legge, e per la Società, dopo che avrà ottenuta l'approvazione dell'assemblea generale degli azionisti.

La Società dovrà, prima del 15 marzo 1905, procedere alla sua trasformazione a tenore dell'art. 3 di questa convenzione.

Scorso inutilmente tale termine, la Società si intenderà decaduta da ogni diritto derivante dalla convenzione medesima, mentre s'intenderà risolta anche la convenzione 25 maggio 1898, e la liquidazione dei rapporti economici tra Società e Governo avrà luogo secondo il precedente art. 2.

In ogni caso la Società, con il 15 marzo 1905, consegnerà la colonia al Regio Governo, il quale ne assumerà la gestione.

Roma, 24 gennaio 1905.

ANGELO CARMINATI.

GUSTAVO CHIESI.

AVV. GIUSEPPE CARERJ.

Dott. ANTONIO BONORA.

Dott. LODOVICO MAZZOTTI.

GIOLITTI.

TITTONI.

LUZZATTI.

MAJORANA.

MIRABELLO.

---

## XXXVIII.

REGIO DECRETO 26 gennaio 1905, n. 90, *concernente la delegazione di funzioni istruttorie nei possedimenti italiani del Benadir.*

(Gazzetta ufficiale del 1° aprile 1905, n. 77).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Visto il Nostro decreto del 2 maggio 1904, n. 311, con cui fu stabilito che la giustizia in materia penale nei possedimenti italiani del Benadir in tutte le cause di italiani, od italiani ed indigeni, sarà amministrata dai magistrati specificati all'art. 1° dell'ordinamento giudiziario per la colonia Eritrea (approvato con R. Decreto 9 febbraio 1902, n. 51) e conformemente alle norme contenute nell'ordinamento stesso;

Ritenuta la necessità di porre in grado il procuratore del Re di Asmara di avvalersi anche pel territorio anzidetto del disposto dell'art. 13 dell'accennato ordinamento giudiziario in quanto riguarda la delega delle funzioni d'istruttore;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, d'accordo con il ministro di grazia e giustizia e dei culti;

Sentito il Consiglio dei ministri;

ABBIAMO DECRETATO E DECRETIAMO:

Articolo unico.

Il Procuratore del Re di Asmara è autorizzato a delegare per gli atti d'istruttoria da compiersi nei possedimenti ita-

liani del Benadir quei funzionari che dal Guardasigilli fossero posti a disposizione del Ministero degli affari esteri.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 gennaio 1905.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.  
RONCHETTI.  
GIOLITTI.

---

## XXXIX.

DECRETO COMMISSARIALE 1° maggio 1905, n. 1. *Regolamento organico per la Somalia Meridionale.*

## IL R. COMMISSARIO

Viste le istruzioni impartitegli da S. E. il ministro degli affari esteri con suo dispaccio 24 febbraio 1905;

Valendosi delle facoltà delle quali è stato con detto dispaccio investito:

## DECRETA:

Da oggi, primo del mese di maggio, avrà pieno vigore nella Somalia italiana meridionale l'annesso regolamento organico, datato da Roma 24 febbraio 1905, e firmato da S. E. il ministro degli affari esteri, senatore Tittoni.

Mogadiscio, 1° maggio 1905.

*Il R. Commissario*  
LUIGI MERCATELLI.

**Regolamento organico  
della Somalia italiana meridionale (1).**

PARTE PRIMA. — **Del Governo.**

I. — La « Somalia italiana meridionale » è posta sotto la vigilanza diretta del R. Console generale di Zanzibar, che, quale R. Commissario, con obbligo di residenza per almeno sei mesi nella Colonia, ne risponde al ministro degli affari esteri. Un vice-commissario lo coadiuva, e lo supplisce durante le sue assenze.

Nei rispetti della Colonia, tutte le facoltà e tutte le attribuzioni deferite al Governo del Re verranno esercitate per mezzo del ministro degli affari esteri.

Il R. Commissario, nella sua qualità di rappresentante del Governo centrale, è investito di tutte le facoltà che i ministri del Re possono delegare.

II. — Il Governo del Re potrà estendere alla Colonia le leggi ed i regolamenti del Regno, portandovi le modificazioni che siano richieste dalle condizioni locali, purchè non riguardino lo stato personale e di famiglia degli italiani, e, sotto la medesima riserva, promulgarvi disposizioni legislative nuove.

III. — Il R. Commissario ha facoltà di procedere all'accertamento delle terre demaniali, di dividerle in lotti e di provvedere alla loro coltivazione, sia per mezzo di affitti, sia, dopo ottenuto l'assenso del Ministero degli affari esteri, per

---

(1) Questo *Ordinamento* restò in vigore *di fatto* fino all'entrata in vigore della legge 5 aprile 1908, n. 161. (V. al Vol. III di questo Manuale l'art. 127 del R. D. 4 luglio 1910, n. 562 sull'*Ordinamento Amministrativo della Somalia Italiana*.)

mezzo di concessioni temporanee o perpetue, a titolo oneroso o gratuito.

IV. — Gli europei che si trovassero in Colonia saranno giudicati secondo le leggi italiane, in quanto non trovino ostacolo in disposizioni regolarmente promulgate in Colonia.

Lo stato personale degli indigeni e le loro relazioni di diritto privato saranno regolate secondo le consuetudini locali. Le stesse consuetudini, modificate solo in quanto presentino stridente contrasto con la civiltà europea, saranno prese a base per la legislazione penale riguardante gli indigeni.

V. — Per ragioni gravi di ordine pubblico, il R. Commissario, od, in sua assenza, il vice-commissario, possono proclamare lo stato d'assedio in tutto il territorio della Colonia od in alcune regioni di essa, istituire tribunali speciali, stabilire che alcuni reati, commessi da indigeni, siano, in tutto il territorio della Colonia o in alcune regioni di essa, giudicati secondo le forme ed applicando le pene stabilite dal Codice penale militare italiano per il tempo di guerra e prendere quegli altri provvedimenti che reputino necessari a seconda delle circostanze, quali il confino di indigeni in località determinate e l'espulsione di stranieri od anche di sudditi italiani, la cui presenza, o per condanne riportate, o per la loro condotta, o per il loro contegno verso le autorità ed il governo, o per ragioni di ordine politico riesca pericolosa od intollerabile nella Colonia.

Tali provvedimenti sono determinati con decreto motivato, da parteciparsi immediatamente al Governo del Re.

VI. — Il territorio della Colonia è diviso in regioni e governato da residenti, vicesidenti e delegati coloniali, la cui giurisdizione e competenza saranno definite con decreto del R. Commissario.

Così con decreto del R. Commissario sono regolati: l'am-

ministrazione della giustizia, i servizi di pubblica sicurezza, della dogana, di porto, delle poste e dei telegrafi, di cassa, dei lavori pubblici, delle terre demaniali, l'uniforme, le precedenza, ecc.

Tali decreti saranno sottoposti alla omologazione del Ministero degli affari esteri.

VII. — Il R. Commissario corrisponde direttamente col Ministero degli affari esteri, per mezzo del quale trasmette e riceve la corrispondenza con le altre amministrazioni dello Stato.

Nessuna autorità della Colonia è autorizzata a corrispondere con amministrazioni dello Stato, con rappresentanti dell'Italia all'estero, con autorità di paesi confinanti o vicini, o con qualsiasi altra amministrazione, ditta o persona, nazionali o straniere, se non per il tramite o dietro autorizzazione del R. Commissario.

VIII. — Il bilancio della Colonia, agli effetti della legge di contabilità generale dello Stato, fa parte integrante di quello del Ministero degli affari esteri. Esso viene formato sotto la direzione del R. Commissario e secondo le sue istruzioni. Entro la prima quindicina di ottobre, il R. Commissario trasmette al Ministero degli affari esteri, insieme con il consuntivo dell'esercizio finito, il progetto del bilancio di previsione e lo schema del decreto d'imposizione dei tributi, delle imposte, e delle tasse per l'esercizio seguente.

IX. — Approvato che sia il bilancio, il R. Commissario comunica ai vari uffici interessati gli stanziamenti che li riguardano affinché ne abbiano norma nel regolare le rispettive gestioni.

Se la notizia dell'approvazione non gli sia pervenuta al principio dell'esercizio finanziario, il R. Commissario ha facoltà di ordinare: la riscossione delle entrate secondo le prescrizioni in vigore, ed il pagamento delle spese di carattere fisso, e di quelle relative a lavori o servizi che non possono sospendersi, nulla innovando negli ordinamenti organici.

X. — Il R. Commissario deve contenere le spese nei limiti degli stanziamenti nei singoli articoli del bilancio: soltanto per impellenti necessità di servizio gli è concessa la facoltà di decretare lo storno da uno ad altro articolo. Il decreto relativo è comunicato, con le opportune giustificazioni, al Ministero degli affari esteri.

XI. — Entro i limiti degli stanziamenti del bilancio, il R. Commissario ha facoltà d'introdurre negli organici amministrativi le modificazioni richieste dai bisogni della Colonia, mandandole anche ad effetto, ma informandone immediatamente il Ministero degli affari esteri.

XII. — La Corte dei conti eserciterà il suo controllo sul rendiconto consuntivo, e sulle relative contabilità, che le verranno sottoposte per mezzo del Ministero degli affari esteri, con tutti i documenti giustificativi necessari.

La Corte dei conti giudicherà i conti degli agenti dell'amministrazione coloniale, ed eserciterà sopra i funzionari stipendiati sul bilancio della Colonia la giurisdizione di cui all'art. 67 del testo unico della legge 17 febbraio 1884, n. 2016.

XIII. — La sicurezza della Colonia è affidata ad un « Regio corpo di truppe indigene » e ad un « Regio corpo di polizia indigena ».

Per gli ufficiali sono in vigore le leggi ed i regolamenti del R. Esercito; per i graduati e i militari di truppa i regolamenti delle truppe indigene della Colonia Eritrea, opportunamente modificati.

XIV. — Gli ufficiali, oltre al disimpegno delle loro mansioni militari, potranno esser chiamati ad esercitare speciali mansioni civili.

XV. — Le richieste di destinazione in Colonia, ed il rimpatrio del personale civile e militare, sono decise dal R. Commissario.

Tali richieste (nominative) e le notificazioni di rimpatrio, sono da lui rivolte al Ministero degli affari esteri.

XVI. — Il personale civile e militare addetto alla Colonia, ed i capi e notabili indigeni riconosciuti, non potranno essere sottoposti a procedimento penale, senza previa autorizzazione del R. Commissario, il quale terrà informato il Ministero degli affari esteri delle richieste ricevute dall'autorità giudiziaria, e delle risposte date.

## PARTE SECONDA. — Del personale.

### a) PERSONALE CIVILE.

XVII. — Il personale di ruolo sarà scelto per concorso e nominato e promosso, su proposta del R. Commissario al Ministro degli affari esteri, con decreto reale.

La nomina non diviene definitiva se non dopo due anni di lodevole esperimento. Qualora l'esperimento non fosse ritenuto tale, il funzionario ne sarà avvertito tre mesi prima della scadenza del biennio, affinchè possa far pervenire, per mezzo del R. Commissario, le sue osservazioni al Ministero degli affari esteri. Per ottenere la nomina definitiva è necessaria la conoscenza della lingua araba.

Possono eccezionalmente essere destinati a tener posto di funzionari coloniali anche impiegati delle altre amministrazioni dello Stato.

XVIII. — Le condizioni per essere ammessi al concorso sono:

- a) cittadinanza italiana;
- b) età non minore di anni 21, nè maggiore di 30;
- c) aver soddisfatto agli obblighi di leva;
- d) aver sempre tenuto irriprovevole condotta;
- e) avere sana e robusta costituzione.

Per i posti di segretario è inoltre necessario l'aver ottenuto il diploma di laurea in legge in una delle Università del Regno, o altro diploma equivalente.

Le norme del concorso ed il programma degli esami, che dovranno servire tanto a dimostrare la coltura generale del candidato, quanto la cognizione teorica di ciò che concerne l'ufficio speciale cui aspira, saranno stabilite con decreto del Ministro degli affari esteri.

I candidati che in due prove consecutive non avessero conseguito l'idoneità non potranno essere ammessi ad ulteriori concorsi.

XIX. — I funzionari, ottenuta la nomina provvisoria, dovranno prestare avanti al Ministro degli affari esteri, o avanti al R. Commissario specialmente delegato, giuramento di essere fedeli al Re ed ai suoi successori, di osservare lealmente lo Statuto e le leggi dello Stato e di esercitare le funzioni loro affidate col solo scopo del bene inseparabile del Re e della Patria; essi, all'atto della nomina, sono assegnati all'ultimo posto del rispettivo ruolo.

XX. — Con la qualità di funzionario coloniale è incompatibile qualunque impiego privato, l'esercizio di qualunque professione, commercio o industria, ed ogni altra occupazione non conciliabile con l'osservanza dei doveri di ufficio, e col decoro dell'amministrazione.

I funzionari hanno l'obbligo di risiedere stabilmente nel luogo ove esercitano il loro ufficio.

XXI. — Ogni anno saranno compilate, per cura dei rispettivi superiori diretti, e nell'intento di accertare la condotta, la diligenza e le attitudini dei singoli impiegati, le loro note caratteristiche, che, dal R. Commissario, verranno trasmesse al Ministero degli affari esteri, munite del suo parere.

I titoli di demerito riguardanti la condotta e la diligenza dovranno essere partecipati agli interessati, i quali saranno

ammessi a presentare per iscritto le loro giustificazioni, che andranno unite alle note caratteristiche.

XXII. — Le promozioni sono fatte.

a scelta, tenuto conto dell'anzianità e del merito, dopo una permanenza di almeno tre anni nella stessa classe o grado; per anzianità, dopo una permanenza di almeno cinque anni nella stessa classe o grado.

Le proposte di promozione sono presentate dal R. Commissario che la motiva quando non siano fatte in considerazione della sola anzianità.

Per la prima promozione è necessaria la conoscenza della lingua somali, e per le altre quella della lingua suahili e della lingua inglese.

L'anzianità non dà diritto a promozione se non è accompagnata da idoneità, diligenza e buona condotta.

XXIII. — Le punizioni disciplinari per i funzionari coloniali sono:

- a) la censura;
- b) la sospensione parziale degli assegni fino ad un mese, con obbligo di prestar servizio;
- c) la sospensione dall'impiego fino a sei mesi;
- d) la revocazione;
- e) la destituzione.

La censura è inflitta dal R. Commissario o dal vice-commissario.

La sospensione parziale dagli assegni fino ad un mese è inflitta dal R. Commissario.

La sospensione dall'impiego è inflitta dal R. Commissario dietro parere conforme di un Consiglio di disciplina da lui convocato.

La revocazione e la destituzione, questa quando il funzionario sia incorso in pena che tragga seco l'interdizione dai pubblici uffici, sono pronunciate con decreto reale, su

proposta del Ministro degli esteri, e la prima dietro parere conforme di un Consiglio di disciplina convocato dal R. Commissario.

Se il parere del Consiglio di disciplina riesca favorevole al funzionario, il R. Commissario, ed il Ministro degli affari esteri, potranno infliggere una delle punizioni meno gravi.

Il funzionario che, in seguito a parere del consiglio di disciplina, sia proposto per la revocazione, resta per ciò solo sospeso dall'impiego fino a che il Ministro degli affari esteri non si sia pronunciato.

Le pene disciplinari sono annotate nel foglio di matricola. L'impiegato che sia stato punito con la censura non potrà essere promosso se non trascorso almeno un semestre dalla punizione; se sia stato punito con la sospensione parziale degli assegni per un mese, dovrà essere trascorso un anno; e se con la sospensione dall'impiego un biennio.

XXIV. — Il Consiglio di disciplina, di cui all'articolo precedente, si comporrà di tre membri, scelti, possibilmente, tra funzionari di grado non inferiore al giudicabile.

Il Consiglio di disciplina delibera a votazione segreta ed a maggioranza di voti, sentito le discolpe orali o scritte del funzionario, e, del suo parere, farà constare mediante verbale documentato.

Gli atti del Consiglio di disciplina sono conservati negli archivi del Governo coloniale e comunicati al Ministero degli affari esteri.

La dimissione volontaria non pregiudica il procedimento disciplinare in corso, il quale cessa soltanto se, dietro parere conforme del Consiglio di disciplina, la dimissione sia stata accettata.

XXV. — Ai funzionari coloniali può essere concessa dal Ministro degli affari esteri, su proposta del R. Commissario, e per accertati motivi di salute, l'aspettativa per un periodo

massimo di due anni; allo stesso modo può anche essere concessa compatibilmente con le esigenze del servizio, l'aspettativa per motivi privati, per un periodo massimo di un anno; il tempo trascorso in aspettativa per infermità viene computato interamente per la eventuale progressione nel ruolo; il funzionario che cessa dall'aspettativa per motivi privati, invece, prende nel ruolo il posto di anzianità che gli spetta dedotto il tempo passato in aspettativa.

XXVI. — I funzionari coloniali possono altresì essere collocati in disponibilità, a tempo indeterminato, per soppressione di ufficio o per riduzione di organico.

Ove ciò avvenga debbono essere collocati in disponibilità prima coloro che ne facciano domanda e successivamente i meno anziani nel ruolo di ciascun grado.

Per il richiamo in servizio attivo debbono essere preferiti coloro che da maggior tempo si trovano in disponibilità.

XXVII. — La dimissione dall'ufficio deve essere formulata in iscritto, e non ha effetto se non è accettata; sulla dimissione sarà deliberato entro un trimestre, scorso il qual termine senza alcun provvedimento s'intenderà accettata. L'impiegato sarà tenuto a continuare nelle sue funzioni fino all'accettazione espressa o tacita della data dimissione.

XXVIII. — I funzionari coloniali che, a cagione di malattia accertata, restino assenti dall'ufficio per un periodo superiore ai due mesi, sono collocati in aspettativa per ragioni di salute.

Se l'assenza sia dovuta a detenzione per attesa di giudizio, ed il giudizio sia seguito da condanna, o per espiazione di pena che non importa la perdita dell'impiego, sono considerati in aspettativa per motivi privati.

Quando invece l'assenza non abbia giustificato motivo e si protragga oltre i quindici giorni consecutivi, sono considerati come volontariamente dimissionari, e ciò senza pregiudizio

delle disposizioni del codice penale italiano risguardanti i pubblici funzionari.

XXIX. — I funzionari coloniali che, per età, per accertati motivi di salute, o per altre cause, siano inabili o inadatti a compiere utilmente i doveri del loro ufficio possono essere dispensati dal servizio.

La dispensa dal servizio non priva il funzionario dei diritti che gli possono competere per la legge sulle pensioni.

XXX. — Dopo avere prestati in Colonia venti anni di servizio effettivo, i funzionari coloniali hanno diritto al trattamento di riposo.

La destituzione, la dimissione accettata e quella dichiarata di ufficio fanno perdere ogni diritto a pensione od indennità.

#### b) PERSONALE MILITARE.

XXXI. — Gli ufficiali del « R. Corpo di truppe indigene » sono tratti dal R. esercito tra coloro che ne facciano domanda; essi sono considerati a disposizione del Ministero degli affari esteri dal giorno dell'imbarco, ed hanno l'obbligo di rimanere in Colonia quattro anni, ma possono essere rimpatriati anche prima, a giudizio del R. Commissario.

Scaduto il quadriennio, il rimpatrio ha luogo di pien diritto, salvo il caso che, per circostanze straordinarie od attitudini speciali, il R. Commissario non creda di trattenerli per un tempo maggiore. Tra i meriti speciali sarà particolarmente considerata la buona conoscenza della lingua araba, somali e suahili.

XXXII. — I militari di truppa sono reclutati in colonia per arruolamento volontario; gli arruolamenti sono indetti, anno per anno, dal R. Commissario.

Le ferme sono biennali, decorrono dal giorno successivo

a quello di arruolamento o di rafferma, e sono rescisse per riduzione d'organico, per espulsione, o per riforma.

In tempi anormali, e durante qualsiasi operazione od escursione militare, la scadenza delle ferme è protratta fino a quindici giorni dal ritorno della pubblica tranquillità, o dal termine delle operazioni od escursioni suddette.

XXXIII. — I graduati indigeni che abbiano prestato più di 10 anni di servizio e siano congedati per riforma dovuta a malattie incontrate in servizio o per riduzione d'organico, avranno diritto a tanti mesi di paga quanti sono gli anni di servizio prestati.

Uguale trattamento sarà fatto ai graduati ed agli uomini di truppa che fossero congedati anche prima di tale tempo, per ferite riportate in servizio.

Le promozioni, le ricompense e le punizioni dei militari di truppa sono stabilite da apposito regolamento.

c) DISPOSIZIONI COMUNI AL PERSONALE CIVILE  
ED AL PERSONALE MILITARE.

XXXIV. — Gli ufficiali e gli impiegati dello Stato destinati in Colonia conservano il posto rispettivo di anzianità nei ruoli organici delle amministrazioni cui appartengono; godono, pur rimanendo in Colonia, dei vantaggi di carriera che dalle rispettive amministrazioni loro sieno fatti in considerazione della missione che compiono, e sono, in ogni caso, promossi a loro turno, senza però essere esonerati dalle prove e dagli esami prescritti; in caso di promozione, se non siano vacanti posti corrispondenti al nuovo grado o questo sia incompatibile con l'ufficio che coprono, sono rimpatriati.

XXXV. — Le domande di aspettativa per affari privati degli ufficiali e degli impiegati dello Stato destinati in Colonia sono inoltrate alle rispettive amministrazioni a cura del Regio Commissario per mezzo del Ministero degli affari esteri.

Quando l'aspettativa sia concessa, gli ufficiali ed impiegati suddetti si considerano rientrati alle loro amministrazioni col giorno dal quale l'aspettativa decorre.

XXXVI. — Le punizioni agli ufficiali ed impiegati dello Stato sono regolate, quando non venga altrimenti stabilito, dalle disposizioni vigenti nelle rispettive amministrazioni.

Quando si tratti della sospensione dall'impiego per un periodo superiore a tre mesi, si fa luogo a rimpatrio.

XXXVII. — Gli ufficiali e gli impiegati dello Stato destinati in Colonia che, a cagione di malattia accertata, restano assenti dall'ufficio per oltre un mese, sono inviati in patria appena il loro stato di salute lo permetta, e rientrano nelle loro amministrazioni dal giorno successivo a quello dell'arrivo in Italia.

Se l'assenza sia dovuta a detenzione per attesa di giudizio ed il giudizio sia seguito da condanna, o per espiazione di pena, che non importa la perdita dell'impiego, sono, agli effetti amministrativi, considerati in aspettativa per motivi privati.

Se tale assenza si protrae oltre un mese, si considerano rientrati nelle rispettive amministrazioni.

XXXVIII. — Le licenze sono ordinarie e straordinarie e possono essere concesse, secondo le esigenze del servizio, dal R. Commissario fino ad un massimo di giorni 180 ogni quadriennio, da usufruirsi in una sol volta; nella durata della licenza è compreso il viaggio.

Non si concedono licenze ordinarie nei primi due anni di servizio in Colonia, e neppure si concedono a chi sia stato punito con la sospensione dagli assegni o dall'impiego, se non dopo un biennio di buona condotta.

Coloro che fruiscono di licenze ordinarie hanno l'obbligo di terminare in Colonia il quadriennio di servizio per il quale si sono impegnati.

Il R. Commissario può esonerare dal far ritorno in Colonia, e considerare rimpatriati, dal giorno in cui la licenza ha fine, coloro che si trovino a fruire di una licenza che scada nell'ultimo biennio di servizio, e non intendano contrarre altri obblighi.

XXXIX. — La licenza ordinaria che, per qualsiasi ragione, non sia stata goduta in un quadriennio non può essere cumulata con quella del quadriennio successivo. Tuttavia, a coloro ai quali la licenza non sia stata accordata per ragioni di servizio possono essere concessi, nel quadriennio successivo, due mesi in più della licenza normale.

XL. — Le licenze straordinarie sono accordate per accertati motivi di salute o per motivi privati. La concessione delle licenze straordinarie per motivi privati è subordinata alle esigenze di servizio.

XLI. — Chi, per malattia, non possa rientrare dalla licenza nel termine prescritto, ha l'obbligo di far constare, in tempo debito, del suo stato per mezzo del certificato di un medico designato dal Prefetto della provincia, o dal Console del distretto in cui si trova.

Il certificato dovrà essere rinnovato e spedito al Governo della Colonia una volta al mese.

Gli ufficiali ed i funzionari dello Stato comandati in Colonia, possono, nonostante le disposizioni dell'art. XXXVIII, essere considerati rimpatriati col giorno in cui la licenza ha avuto fine, quando il R. Commissario creda di domandarne la surrogazione.

XLII. — Le licenze ai militari indigeni non potranno essere superiori a tre mesi.

XLIII. — Il R. Commissario avrà facoltà di sospendere la concessione delle licenze e di richiamare coloro che si trovassero a fruirne, riferendo del provvedimento, quando abbia carattere generale, al Ministero degli affari esteri.

*d*) PERSONALE AVVENTIZIO.

XLIV. — Il R. Commissario potrà, nei limiti degli stanziamenti di bilancio, assumere in servizio, di anno in anno finanziario, impiegati avventizi a condizioni di trattamento da stabilirsi all'atto dell'assunzione.

Agli avventizi che cessano dall'impiego per motivi indipendenti dalla loro volontà, competerà una gratificazione di un mese di stipendio per ogni semestre intero di servizio prestato.

PARTE TERZA. — **Organici.***A*) **Organici civili.**

- a*) Quadro generale del personale civile (italiano ed indigeno).
- b*) Ruolo organico del personale civile italiano.
- c*) Ruolo organico del personale civile indigeno.
- d*) Tabelle di formazione dei vari uffici e servizi.

## a) Quadro generale del personale

DESTINAZIONE	ITALIANI									
	Vice-commissario	Residenti Vicesidenti Segretari Vicesegretari	Giudice	Medici	Contabile	Agronomo	Cassiere ed ufficiale postale	Ufficiali doganali	In espre e archivisti a	
Uffici centrali . . . . .	1	4 (*)	1	1	1	1	—	—	1	
STAZIONI										
Mogadiscio . . . . .	—	1	—	—	—	—	1	1	—	
Brava . . . . .	—	1	—	1	—	—	—	1	1	
Merca . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Gumbo . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	1	
Itala . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	1	
Gezira . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Uorsceik . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Uaesle . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bardera . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	1	
Lugh . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	1	
Totale . . . . .	1	11	1	2	1	1	1	2	1	

(\*) Personale destinato al servizio d'ispezione ed a supplire funzionari mala

ile italiano ed indigeno).

## INDIGENI

Ced	Int. rpe. d.	Scritvan.	Piloti	Catt. seriori	Inerv. en. d.	Personale del R. corpo di polizia			
						Ius basci	Buluc basci	Muntaz	Guardie
—	3	—	—	—	4	3	6	12	96
3	1	2	1	2	1	—	—	—	—
2	1	2	1	1	2	—	—	—	—
2	1	2	1	1	1	—	—	—	—
3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
16	10	12	3	4	8	3	6	12	96

in licenza

## b) Ruolo organico del personale civile italiano.

GRADI	Stipendi od assegni	Num.	Totale
Vice-commissario . . . . .	12,000	1	12,000
Residenti . . . . .	6,000	3	18,000
Vice residenti di 1 <sup>a</sup> classe . . . . .	4,800	2	9,600
Vice residenti di 2 <sup>a</sup> classe . . . . .	4,200	2	8,400
Segretari . . . . .	3,600	2	7,200
Vice segretari . . . . .	3,000	2	6,000
Giudice . . . . .	7,200	1	7,200
Medico direttore di sanità. . . . .	6,000	1	6,000
Medico . . . . .	5,000	1	5,000
Contabile . . . . .	6,000	1	6,000
Agronomo . . . . .	5,400	1	5,400
Cassiere ed ufficiale postale . . . . .	4,800	1	4,800
Ufficiale doganale . . . . .	4,200	1	4,200
Id. . . . .	3,600	1	3,600
Interprete-archivista . . . . .	4,200	1	4,200
Totale . . . . .			107,600

## NOTE

1<sup>a</sup> Il vice-commissario ed i residenti di Brava, Merca e Giumbo godono rispettivamente di un annuo assegno di rappresentanza di lire 3000, 600, 360 e 240; i residenti di Lugh, Bardera ed Itala o Uaesle percepiscono rispettivamente un'annua indennità di residenza di lire 1800, 1200 e 600.

2<sup>a</sup> A tutti i funzionari, dopo quattro anni di permanenza ad un medesimo stipendio, compete l'aumento del decimo sullo stipendio stesso.

3<sup>a</sup> In ragione dei posti vacanti nei gradi o nelle classi superiori di una data categoria possono essere fatte altrettante nomine o promozioni in più nei gradi o nelle classi inferiori.

## c) Ruolo organico del personale civile indigeno.

GRADI	Assegni	Num.	Totale	
Cadi di 1 <sup>a</sup> classe . . . . .	630	4	2,030	
» di 2 <sup>a</sup> » . . . . .	504	4	2,016	
» di 3 <sup>a</sup> » . . . . .	378	4	1,512	
» di 4 <sup>a</sup> » . . . . .	252	4	1,008	
Interpreti al Governo . . . . .	840	3	2,520	
Interpreti delle stazioni. . . . .	630	7	4,410	
Scrivani di 1 <sup>a</sup> classe . . . . .	630	6	3,780	
» di 2 <sup>a</sup> » . . . . .	504	6	3,024	
Pilota di Mogadiscio . . . . .	630	1	630	
» di Brava . . . . .	378	1	378	
» di Merca . . . . .	252	1	252	
Carcerieri . . . . .	150	4	600	
Inservienti . . . . .	150	8	1,200	
Personale del R. corpo di polizia	Jus basci . . . . .	630	3	1,890
	Buluc basci . . . . .	327 60	6	1,965 60
	Muntaz . . . . .	252	12	3,024
	Guardie . . . . .	176 40	96	16,934 40
	Totale . . . . .		47,664	

## d) Tabelle di formazione dei vari uffici e servizi.

Tabella N. 1 — UFFICIO DEL GOVERNO.

GRADI	Italiani	Indigeni
	Segretari . . . . .	3
Contabile . . . . .	1	—
Interprete-archivista . . . . .	1	—
Agronomo . . . . .	1	—
Interpreti . . . . .	—	2
Inservienti . . . . .	—	3
	6	5

Tabella N. 2 — GIUSTIZIA.

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Giudice . . . . .	1	—	Il servizio di uscieri e messi è dato dalle guardie di polizia.
Segretario . . . . .	1	—	
Cadi . . . . .	—	16	
Interprete . . . . .	—	1	
	2	17	

Tabella N. 3 — SERVIZIO SANITARIO.

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Medici . . . . .	2	—	
Inservienti . . . . .	—	2	
	2	2	

Tabella N. 4 — SERVIZIO DI POLIZIA.

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Jus basci . . . . .	—	3	Le guardie di polizia sono alla diretta dipendenza dei residenti e danno anche il servizio di vigilanza alla dogana.
Buluc basci . . . . .	—	6	
Muntaz . . . . .	—	12	
Guardie . . . . .	—	96	
	—	117	

Tabella N. 5 — SERVIZIO DI DOGANA

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Ufficiali doganali. . . . .	2	—	I vari servizi di vigilanza sono dati dalle guardie di polizia.
Scrivani. . . . .	—	8	
	2	8	

Tabella n. 6 — SERVIZIO DI POSTA E CASSA (CENTRALE).

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Cassiere ed ufficiale postale . . . .	1	—	Nelle varie stazioni i residenti provvedono al servizio di posta.
	1	—	

Tabella n. 7 — SERVIZI DI PORTO.

GRADI	Italiani	Indigeni	Annotazioni
Piloti pratici . . .	—	3	Della direzione dei servizi di porto sono particolarmente incaricati i residenti.
	—	3	

Tabella n. 8 — STAZIONI.

N. d'ordine	STAZIONI	Residenti	Incapri	Sottivani	Carcerati	Infermi	Annotazioni
1	Mogadiscio . .	1	1	1	2	1	Nelle stazioni dove non è assegnato personale speciale, provvede il distacco di truppa.
2	Brava . . . . .	1	1	1	1	1	
3	Merca . . . . .	1	1	1	1	1	
4	Gjumbo . . . . .	1	1	—	—	—	
5	Itala . . . . .	1	1	—	—	—	
6	Gezira . . . . .	—	—	—	—	—	
7	Uorsceik . . . .	—	—	—	—	—	
8	Uaesle . . . . .	—	—	—	—	—	
9	Bardera . . . . .	1	1	—	—	—	
10	Lugh . . . . .	1	1	1	—	—	
		7	7	4	4	3	

**B) Organici militari**

- a) Quadro generale della forza costituente il « R. corpo di truppe indigene.  
 b) Ruolo organico del personale militare (italiano ed indigeno).  
 c) Tabella di formazione di una compagnia di fanteria.  
 d) Tabella di formazione della compagnia di cannonieri.

a) **Quadro generale della forza costituente il « R. corpo di truppe indigene ».**

GRADI	Uomini		Quadru- pedi
	Italiani	Indigeni	
<b>Tre compagnie di fanteria</b>			
Capitani . . . . .	3	—	—
Tenenti . . . . .	12	—	—
Jus basci . . . . .	—	24	—
Buluc basci. . . . .	—	48	—
Muntaz . . . . .	—	96	—
Trombettieri . . . . .	—	24	—
Attendenti e piantoni . . . . .	—	24	—
Ascari . . . . .	—	1,152	—
Quadrupedi. . . . .	—	—	15
<b>Una compagnia cannonieri</b>			
Tenenti . . . . .	1	—	—
Buluc basci. . . . .	—	6	—
Muntaz . . . . .	—	12	—
Trombettieri . . . . .	—	4	—
Attendenti e piantoni . . . . .	—	2	—
Ascari . . . . .	—	66	—
Quadrupedi. . . . .	—	—	1
	16	1,458	16

b) Ruolo organico del personale militare  
(italiano ed indigeno).

GRADI	Assegni	Numero	Totali
<b>Italiani</b>			
Capitani di fanteria . . . . .	6,000 —	3	18,000 —
Tenenti . . . . .	4,800 —	12	57,600 —
Tenente di artiglieria . . . . .	5,400 —	1	5,400 —
<b>Indigeni</b>			
Jus basci . . . . .	630 —	24	15,120 —
Bulue basci . . . . .	327. 60	54	17,690.40
Muntaz. . . . .	252 —	108	27,216 —
Ascarì (compresi i trombettieri, gli attendenti e i piantoni. . . . .	176. 40	1,272	224,380.80
Quadrupedi . . . . .	126 —	16	2,016 —
			367,423.20

## NOTE

1<sup>a</sup> Agli ufficiali italiani, dopo quattro anni di permanenza in Colonia nello stesso grado, competerà l'aumento del decimo sull'assegno percepito.

2<sup>a</sup> In ragione dei posti di capitano vacanti, possono essere tenuti in servizio altrettanti ufficiali subalterni in più.

c) **Tabella di formazione di una compagnia di fanteria.**

GRADI	Uomini		Quadru- pedi
	Italiani	Indigeni	
Capitano (Comandante) . . . . .	1	—	—
Tenenti . . . . .	4	—	—
Jus basci . . . . .	—	8	—
Buluc basci. . . . .	—	16	—
Muntaz . . . . .	—	32	—
Trombettieri . . . . .	—	8	—
Attendenti e piantoni . . . . .	—	8	—
Ascari . . . . .	—	384	—
Quadrupedi. . . . .	—	—	5
	5	456	5

d) **Tabella di formazione della compagnia cannonieri**

GRADI	Uomini		Quadru- pedi
	Italiani	Indigeni	
Tenente (Comandante). . . . .	1	—	—
Buluc basci. . . . .	—	6	—
Muntaz . . . . .	—	12	—
Trombettieri . . . . .	—	4	—
Attendenti e piantoni . . . . .	—	2	—
Ascari . . . . .	—	66	—
Quadrupedi. . . . .	—	—	—
	1	90	1

PARTE QUARTA. — **Degli stipendi e degli assegni.**

## a) STIPENDI O ASSEGNI AL PERSONALE ITALIANO.

XLV. — Il personale italiano che presta servizio in Colonia ha diritto di percepire, esenti dalle tasse e ritenute prescritte dalle leggi vigenti, gli stipendi o gli assegni o gli aumenti inerenti all'anzianità stabiliti nel relativo « Ruolo organico » (Parte terza *A* e *B* del presente ordinamento).

Al R. Commissario compete l'assegno annuo di L. 12,000.

Tali stipendi o assegni, quando non sia disposto altrimenti, decorrono dal primo giorno del mese successivo a quello della data del decreto di nomina o di promozione, e sono corrisposti fino al giorno nel quale avviene la cessazione dal servizio.

Per gli ufficiali del R. Esercito e per i funzionari di altre amministrazioni dello Stato destinati a prestar servizio in Colonia, gli assegni, dai quali s'intende assorbito lo stipendio d'Italia, decorrono dal giorno dell'imbarco per la destinazione, fino al trentesimo giorno successivo allo sbarco in Italia per rimpatrio definitivo, ovvero fino al giorno nel quale, a tenore del presente regolamento, si considerano rientrati nelle rispettive amministrazioni.

XLVI. — Gli stipendi o gli assegni sono sospesi: durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per motivi privati, l'assenza non giustificata, e la detenzione per espiazione di pena.

Sono ridotti:

di tre quarti durante la sospensione dall'impiego;

di tre quinti durante la sospensione dagli assegni, o durante la disponibilità se il personale conti meno di due anni di servizio;

di metà durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per malattie od infermità non incontrate in servizio;

di due quinti durante la disponibilità se il personale conti dieci anni o più di servizio;

di un quinto durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per malattie od infermità incontrate in servizio o da considerarsi tali.

XLVII. — Chi sia detenuto, in attesa di giudizio, è considerato in aspettativa per motivi privati, ma ha diritto ad un assegno di mantenimento pari ad un terzo del suo stipendio od assegno.

Se il giudizio non sia seguito da condanna si fa luogo al reintegro degli altri due terzi.

XLVIII. — Il personale, all'atto della sua nomina o destinazione in Colonia, ha diritto alla seguente indennità di equipaggiamento:

R. Commissario . . . . .	L. 5000
Vice-commissario. . . . .	» 2000
Personale con stipendio od assegno di L. 6000 o più	» 1000
»           »           »           di » 4000	»   » 600
»           »           inferiore a . » 4000	»   » 400

Coloro che siano rimpatriati da più di due anni e vengano nuovamente destinati in Colonia, hanno diritto ad una indennità di equipaggiamento pari alla metà di quella sopra indicata.

XLIX. — Il diritto all'indennità di equipaggiamento si intende acquisito per il fatto dell'imbarco per la Colonia.

Chi, avendo percepito l'indennità, non possa partire per ragioni indipendenti dall'amministrazione, la restituisce integralmente; chi non debba altrimenti partire per ragioni dipendenti dall'amministrazione, ne restituisce la metà.

Nessuna indennità o supplemento d'indennità di equipaggiamento compete per il fatto di promozione conseguita in Colonia,

L. — Al personale che perde il bagaglio in circostanze

di servizio comandato, spetta il risarcimento del danno, commisurato al valore delle cose perdute, nel limite massimo dell'indennità di equipaggiamento spettantegli.

LI. — Il personale è alloggiato a cura dell'amministrazione, la quale provvede a seconda dei mezzi disponibili nelle varie località ed a seconda delle circostanze.

Non si fa luogo a reclami nè ad indennità per tale articolo.

LII. — Il personale che viaggia in Colonia per servizio, ha diritto ai mezzi di trasporto per sè e per il suo bagaglio in ragione di 100 chilogrammi per i viaggi ordinari, e di 300 chilogrammi nei viaggi per trasloco o per raggiungere il luogo di residenza, e ad una indennità giornaliera nella misura seguente:

R. Commissario . . . . .	, . . . . .	L. 10
Vice-commissario . . . . .	» . . . . .	» 8
Personale con stipendio od assegno da L. 6000 o più	» . . . . .	» 6
» . . . . .	» . . . . . 4000 » . . . . .	» 4
» . . . . .	inferiore , a » 4000 » . . . . .	» 3

Chi si reca in missione in Italia ha diritto al rimborso delle spese di trasporto personale e del bagaglio nei limiti sopraindicati, e ad una indennità giornaliera nella misura seguente:

R. Commissario . . . . .	. . . . .	L. 25
Vice-commissario . . . . .	. . . . .	» 20
Personale con stipendio od assegno da L. 6000 o più	» . . . . .	» 15
» . . . . .	» . . . . . 4000 » . . . . .	» 10
» . . . . .	inferiore . a » 4000 » . . . . .	» 5

Le stesse indennità sono dovute al personale che, viaggiando per servizio, deve, per attendere la coincidenza dei piroscafi, soffermarsi in qualche porto all'interno o all'estero, durante la fermata.

Per le missioni all'estero verrà, volta per volta, fissata, dal R. Commissario, una diaria congrua.

La missione dovrà risultare da decreto del Ministro degli affari esteri, o del R. Commissario a ciò delegato.

LIII. — Le spese di viaggio sono a carico dell'amministrazione quando il personale viaggia per destinazione in Colonia, per rimpatrio definitivo non dovuto a sua colpa, per licenza, o per altri motivi di servizio.

Sono considerati in viaggio per servizio coloro che si recano in licenza straordinaria od in aspettativa per infermità incontrate in servizio, o da considerarsi tali, o che ne fanno ritorno.

Ha diritto alla prima classe sui piroscafi e sulle ferrovie il personale provvisto di stipendio od assegno superiore alle lire 4000, quando regolamenti speciali non lo vietino.

La moglie ed i figli hanno diritto ad una riduzione del 50 % sulle spese di viaggio (biglietto di passaggio).

LIV. — Non si possono concedere gratificazioni e compensi in denaro se non al personale che goda stipendio od assegno inferiore a lire 3600 e per lavori veramente straordinari.

#### b) ASSEGNI AL PERSONALE INDIGENO.

LV. — Il personale indigeno, civile e militare, ha diritto agli assegni fissati nei relativi « Ruoli organici » (Parte terza *A* e *B* del presente ordinamento), esenti dalle tasse in vigore. Con tali assegni dovrà provvedere al proprio sostentamento ed all'eventuale costruzione dei propri ricoveri.

LVI. — In occasione di traslochi, di marce, di escursioni o di altri servizi che obblighino il personale a passare più di una notte fuori della sede ordinaria, sarà distribuita gratuitamente una razione giornaliera di grammi 600 di farina di grano, o l'equivalente in galletta, dura, riso o carne.

Se, per circostanze speciali, non sarà possibile la distri-

buzione della razione normale, si provvederà nel modo migliore, e non si farà luogo ad alcun reclamo da parte del personale, nè ad alcuna rifusione da parte dell'amministrazione,

LVII. — Il personale indigeno tenuto in attesa di giudizio, riceve, oltre il trattamento del carcere, metà del proprio assegno. Se il giudizio non è seguito da condanna, l'altra metà gli sarà reintegrata.

Il personale indigeno detenuto per espiazione di pena, o dichiarato assente senza licenza, perde tutta la paga.

LVIII. — Il personale indigeno in licenza nella Colonia perde metà della paga, ad eccezione che si tratti di licenze di convalescenza per infermità contratta in servizio comandato.

Il personale indigeno in licenza fuori della Colonia perde l'intero assegno ed ha solo diritto al rimborso delle spese di viaggio per il ritorno.

LIX. — Le paghe dei notabili, dei capi, dei sottocapi e dei gregari di bande irregolari che fossero assunte in servizio, sono fissate con decreto del R. Commissario.

#### DISPOSIZIONI TRANSITORIE.

LX. — Entro sei mesi dalla data in cui il presente regolamento andrà in vigore, potranno, su proposta del R. Commissario, essere chiamati, senza concorso, a coprire posti di ruolo, limitatamente ad un terzo dell'organico, cittadini italiani che, per uffici precedentemente disimpegnati o per missioni compiute in Africa, siano giudicati di non comune attitudine e competenza negli affari o in speciali servizi coloniali.

Roma, 24 febbraio, 1905.

*Visto:* TITTONI.

## XL.

DECRETO COMMISSARIALE 1° maggio 1905, n. 3, *Costituzione del R. Corpo di truppe indigene.*

## IL R. COMMISSARIO

Visto il Regolamento organico della Colonia

## DECRETA:

Il R. Corpo di truppe indigene rimane costituito nel modo seguente:

1<sup>a</sup> COMPAGNIA - SEDE: MOGADISCIO.

Comandante della Compagnia [*N. N.*]

»	1 <sup>a</sup> Centuria	Tenente Taramasso Cesare
»	2 <sup>a</sup> »	» Adorni Angelo
»	3 <sup>a</sup> »	» Capri Giovanni
»	4 <sup>a</sup> »	» Molinari Ettore

*NB. Il tenente Molinari ha il comando interinale della compagnia].*

La 1<sup>a</sup> Compagnia dà il distaccamento ordinario di Gesira, e da essa dipendono i presidì irregolari di Itala e Uorscek.

2<sup>a</sup> COMPAGNIA - SEDE: MERCA.

Comandante della Compagnia [*Capitano Pantano Gherardo*]

»	1 <sup>a</sup> Centuria	Tenente Cibelli Dionisio
»	2 <sup>a</sup> »	» Bertazzi Roberto
»	3 <sup>a</sup> »	» Vitali Giuseppe
»	4 <sup>a</sup> »	» Oglietti Ettore]

3<sup>a</sup> COMPAGNIA - SEDE: BRAVA.

Comandante della Compagnia [N. N.]

»	1 <sup>a</sup> Centuria	Tenente	Piazza Giovanni
»	2 <sup>a</sup> »	»	Moroni Girolamo
»	3 <sup>a</sup> »	»	N. N.

*NB. Il tenente Piazza ha il comando interinale della compagnia].*

I presidî irregolari di Bardera e Lugh restano alla dipendenza dei rispettivi residenti.

La 3<sup>a</sup> Compagnia dà il distaccamento ordinario di Margherita, Cansuma e Gelib.

COMPAGNIA CANNONIERI - SEDE: MOGADISCIO, FORTE CECCHI.

Comandante [*Tenente Locurcio Giuseppe*].Mogadiscio, 1<sup>o</sup> maggio 1905.*Il R. commissario: LUIGI MERCATELLI.*

## XLI.

DECRETO COMMISSARIALE 1° maggio 1905, n. 6. *Monete di nichelio.*

## IL R. COMMISSARIO

Premesso che non è possibile tollerare la circolazione di monete di pessima lega e di nessun valore intrinseco qual'è quella da tempo importata in Colonia;

Considerato che una tale tolleranza torna a danno degli scambi in genere, ed in ispecie a svantaggio degli abitanti meno abbienti;

Viste le facoltà accordategli da S. E. il Ministro degli affari esteri con suo dispaccio del 24 febbraio 1905;

## DECRETA:

1° Da oggi è messa in circolazione una moneta di conio italiano, fatta con nichelio puro, alla quale è attribuito un valore di besa 25.

2° Il rapporto tra il tallero M. T. e la moneta di nichelio è fissato nella proporzione da 1 a 6.

3° Dalla data del presente decreto gli uffici pubblici non potranno introitare besa correnti in numero maggiore di 24 per ogni pagamento, mentre gli uffici stessi potranno restituirne in numero doppio.

La besa di Mascate è accettata dai pubblici uffici solo in via provvisoria e viene valutata mezza besa italiana.

4° Chi desidera cambiare talleri con monete di nichelio, può presentarsi alla cassa di Mogadiscio, Merca, Brava cui è affidata l'emissione della nuova moneta.

I Signori Residenti sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Mogadiscio, 1° maggio 1905.

*Il R. commissario: MERCATELLI.*

## XLII.

DECRETO COMMISSARIALE 8 maggio 1905, n. 7. *Autorizzazione dell'Ufficio postale di Mogadiscio al servizio di risparmio.*

## IL R. COMMISSARIO

Considerata la convenienza di estendere agli italiani residenti nella Colonia il beneficio del servizio postale di risparmio;

Visto che nella Somalia italiana meridionale mancano assolutamente istituti di credito che possono accettare depositi;

## DECRETA:

Dal giorno 10 corrente l'Ufficio postale di Mogadiscio è autorizzato al servizio di risparmio colle norme che regolano il servizio stesso nel Regno.

Mogadiscio, 8 maggio 1905.

*Il R. commissario:* LUIGI MERCATELLI.

---

## XLIII.

DECRETO COMMISSARIALE 18 maggio 1905, n. 11. *Assunzione in servizio di truppe irregolari indigene.*

## IL R. COMMISSARIO

Visto il Regolamento organico della Somalia italiana meridionale.

Viste le istruzioni impartitegli da S. E. il Ministro degli affari esteri con suo dispaccio 24 febbraio 1905;

## DECRETA:

Sono assunte in servizio le seguenti truppe irregolari cogli assegni a fianco indicati:

Itala:

Aghida	talleri	32	n.	1	Totale talleri	32
Sciausc	»	7	»	2	»	14
Sotto-sciausc	»	6	»	2	»	12
Uomini	»	4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	»	4 <sup>1</sup>	»	184 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>

Uorsecik:

Aghida	»	25	»	1	»	25
Sciausc	»	10	»	2	»	20
Sotto-sciausc	»	7	»	2	»	14
Uomini	»	4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	»	36	»	162

Gumbo:

Sciausc	»	15	»	1	»	15
Uomini	»	5	»	1	»	5

## Margherita:

Aghida	talleri	20	n.	1	Totale talleri	20
Sciausc	»	8	»	1	»	8
Sotto-sciausc	»	6	»	1	»	6
Uomini	»	5	»	23	»	115

## Cansuma

Sciausc	»	8	»	1	»	8
Uomini	»	5	»	15	»	75

## Gelib:

Sciausc	»	8	»	1	»	8
Sciausc	»	6	»	1	»	6
Uomini	»	5	»	7	»	35
Uomini	»	4	»	9	»	36

## Bardera (1):

Sciausc	»	14	»	2	»	28
Sciausc	»	10 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	»	4	»	42
Uomini	»	7	»	50	»	350

## Lugh (2):

Aghida	»	60	»	1	»	60
Sciausc	»	14	»	3	»	42
Sotto-sciausc	»	10 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	»	4	»	42
Uomini	»	7	»	52	»	364

Mogadiscio, 18 maggio 1905.

*Il R. commissario:* MERCATELLI.

(1) A Bardera gli uomini hanno 1 chela di granaglie e gli Sciausc 2. La dura costa 4 talleri la gisla di 120 chele [N. d. Testa].

(2) A Lugh l'Aghida ha 4 chele di dura al giorno, gli Sciausc 3 i sotto-sciausc 2, gli uomini 1 [N. d. Testa].

## XLIV.

DECRETO COMMISSARIALE 25 maggio 1905, n. 13.  
*Besa di Mascate.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visto il Decreto n. 6;

A norma delle facoltà accordategli da S. E. il Ministro degli affari esteri con suo dispaccio 24 febbraio 1905;

## ORDINA:

Il Governo della Colonia da domani non accetterà più nei suoi uffici le besa di Mascate, però continua ad ammettere il cambio al tasso di 150 italiane contro 300 di Mascate.

La gente di campagna, che stando lontano non ha facilità di conoscere subito le ordinanze e ha bisogno di un maggior tempo per venire alle città della costa, potrà cambiare le besa sino a tutta la fine del mese di Rabù Ettani (3 luglio 1905).

Sul mercato stanno i capi delle varie cabile dai quali la gente della campagna potrà avere schiarimenti e consigli, ed ai quali potranno rivolgersi anche gli abitanti di Mogadiscio, quando nascano contestazioni a proposito della moneta con gente residente fuori di città.

Presso al Cadi del mercato starà un carani (1) per effettuare il cambio della moneta che gli sarà portata.

---

(1) Scrivano.

Le ragioni che consigliano questo temperamento a favore degli abitanti della campagna non esistono per quelli della città, quindi la gente di Mogadiscio che, scorsi otto giorni dalla presente ordinanza, sarà trovata in mercato con besa di Mascate, incorrerà nel sequestro delle besa stesse senza alcun compenso. Scorsi altri otto giorni, la gente di Mogadiscio che sarà trovata in possesso di besa di Mascate incorrerà oltre che nella confisca delle besa, nella multa di un tallero per ogni besa sequestrata.

Chi non potesse pagarla sconterà la multa con giornate di lavoro a favore del Governo in ragione di quattro per tallero.

Mogadiscio, 25 maggio 1905.

*Il R. commissario generale:* LUIGI MERCATELLI.

---

## XLV.

DECRETO COMMISSARIALE 12 giugno 1905, n. 16. *Autorizzazione per l'aumento dei depositi di risparmio fino a L. 5000.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Valendosi delle facoltà delle quali è stato investito con dispaccio di S. E. il Ministro degli affari esteri in data 24 febbraio 1905;

Visto il Decreto in data delli 8 maggio col quale viene autorizzato al servizio risparmi l'Ufficio postale di Mogadiseio;

Considerata la difficoltà anche per gli impiegati di conservare e di trasmettere danaro a causa della mancanza di un servizio vaglia e di un istituto di deposito;

Visto che le somme presentate all'Ufficio postale eccedono di gran lunga il limite fissato per i risparmi postali;

Considerato che gli Italiani qui residenti verrebbero ad essere privati dei vantaggi di cui godono in paesi stranieri, e tenuto conto delle nuove disposizioni riguardanti i depositi all'estero;

## DECRETA:

L'Ufficio postale di Mogadiscio è temporaneamente autorizzato da oggi, ad accettare depositi fino al limite di lire cinquemila, restando fisse le norme che regolano il conteggio degli interessi.

Mogadiscio, 12 giugno 1905.

*Il R. commissario generale:* LUIGI MERCATELLI.

## XLVI.

**LEGGE 2 luglio 1905, n. 319.** *Approva gli accordi 13 gennaio 1905 con il governo britannico pel riscatto dei porti di Brava, Merca, Mogadiscio e Uorsceich e dei territori annessi, e per l'affitto di un terreno in vicinanza di Chisimaio.*

(Gazzetta ufficiale dell'8 luglio 1905, n. 319).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Sono approvati gli uniti accordi fra il governo del Re e il governo di S. M. Britannica anche nel nome del governo di S. A. il Sultano di Zanzibar, in data 13 gennaio 1905, per il riscatto dei porti di Brava, Merca, Mogadiscio e Uorsceik e dei territori che loro sono annessi e dall'Italia attualmente occupati in virtù della convenzione 12 agosto 1892 (*allegati A e B*).

Art. 2. È approvato l'unito accordo in data del 13 gennaio 1905 tra il governo del Re e il governo di S. M. Britannica per la concessione di una stazione italiana nella rada di Kisimaio (*allegati C e D*).

Art. 3. È data al governo del Re la facoltà di risolvere la convenzione del 25 maggio 1898 con la Società anonima commerciale italiana del Benadir.

Art. 4. La liquidazione dei rapporti finanziari tra società e governo, di cui nell'art. 17 della convenzione del 25 maggio 1898, esclusa ogni pretesa di danni per l'antici-

pata soluzione del contratto, è affidata ad un collegio di tre arbitri.

Ciascuna delle parti nominerà un suo arbitro, i due nominati sceglieranno il terzo, e se fra essi non s'avverrà accordo, la scelta verrà deferita al presidente della Cassazione di Roma.

Agli arbitri è data facoltà di stabilire i termini e il metodo del procedimento.

La sede del collegio arbitrale è in Roma.

Art. 5. Nel termine di mesi sei dalla promulgazione della presente legge il governo del Re presenterà il disegno di legge per l'ordinamento della Somalia meridionale (Benadir).

Art. 6. Alle somme occorrenti per il riscatto di cui all'art. 1° e per il nuovo ordinamento della Somalia italiana meridionale si provvederà con gli stanziamenti dell'art. 16 del bilancio coloniale e con economie nel bilancio medesimo.

Art. 7. La Cassa dei depositi e prestiti è autorizzata ad anticipare al tesoro dello Stato, che rilascerà un certificato speciale valutabile fra gli impieghi in titoli di Stato agli effetti dell'art. 23 della legge 8 agosto 1895, n. 486, la somma di lire 3,600,000 (tre milioni e seicentomila lire) stipulata per il riscatto dei porti e territori indicati nell'art. 1°, col patto della restituzione mediante un'annualità comprensiva degli interessi e dell'ammortamento, secondo la tabella annessa alla presente legge (*allegato E*).

L'annualità predetta sarà iscritta in uno speciale capitolo del bilancio degli esteri e dell'importo di essa sarà diminuito il capitolo del bilancio stesso concernente il contributo dello Stato per le spese civili e militari delle colonie d'Africa.

Art. 8. La presente legge avrà vigore dal giorno della sua promulgazione.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti

del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 luglio 1905.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.

Visto, *Il Guardasigilli*: C. FINOCCHIARO-APRILE.

(ALLEGATO A).

**Il Segretario di Stato per gli affari esteri della Gran Bretagna  
al R. Ambasciatore in Londra.**

Foreign Office, January 13<sup>th</sup>, 1905.

Your Excellency,

In pursuance of previous communications on the subject of an accord between the Zanzibar Government and the Government of His Majesty the King of Italy for the purchase by the Italian Government of all the Sovereign and other rights of His Highness the Sultan of Zanzibar over the towns, ports and territory of the Benadir coast, of which the administration is now vested in the Italian Government under the Agreement dated the 12<sup>th</sup> August, 1892, as amended by the Additional Article dated the 1<sup>st</sup> September, 1896, I have now the honour to propose to Your Excellency, in the name of the Government of His Highness the Sultan of Zanzibar and on behalf of His Majesty's Government, the following terms of Agreement:

I. The Italian Government will pay to the Government of Zanzibar the sum of 144,000 L. This sum, or its sterling equivalent, shall be lodged in the Bank of England to the credit of the Zanzibar Government within three months of the exchange of notes recording the Agreement.

The rent now payable by the Italian Government shall continue to be paid up to the day on which the purchase money is paid into the Bank.

On the payment of the above mentioned sum, all rights specially reserved to His Highness the Sultan under the Agreements of 1892 and 1896, shall cease and determine. All subjects of His Britannic Majesty and other British protected persons, and all subjects of His Highness the Sultan of Zanzibar, shall continue to enjoy in the towns, ports and territory in question all the privileges and advantages with respect to commerce and shipping which are, or may be, accorded to the subjects of the most favoured nation.

II. On the same day on which the arrangement indicated in (I) comes into force, all the rights of extra-territoriality now enjoyed by Italy under Treaty, Agreement, or usage, in the dominions of His Highness the Sultan of Zanzibar, shall absolutely cease and determine; and on and after that date, the extra-territorial jurisdiction hitherto exercised by His Majesty the King of Italy in His Highness dominions shall be transferred to His Britannic Majesty's Court in Zanzibar, as constituted under « The Zanzibar Order in Council, 1897 ».

III. The Italian Government undertake that if at any time Italy should desire to give up the towns, ports and territory in question, Great Britain shall have the right of preemption.

I beg Your Excellency to do me the honour the inform me whether the Italian Government consent to these terms of Agreement.

I have the honour to be &c.

LANSLOWNE.

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*

TITTONI.

(ALLEGATO B).

**Il R. Ambasciatore in Londra  
al Segretario di Stato per gli affari esteri della Gran Bretagna.**

Londra, 13 gennaio 1905.

Signor marchese,

Colla sua nota in data di oggi Vostra Signoria mi ha fatto l'onore di comunicarmi, in conformità delle nostre precedenti intese, i termini di una convenzione fra il governo di Sua Maestà il Re d'Italia ed il governo di Zanzibar per l'acquisto da parte dell'Italia di tutti i diritti di sovranità ed altri spettanti a Sua Altezza il Sultano del Zanzibar sulle città, porti e territori della costa del Benadir, l'amministrazione dei quali è attualmente esercitata dal governo italiano in base alla convenzione del 12 agosto 1892, modificata dall'articolo addizionale del 1° settembre 1896. I detti termini proposti da Vostra Signoria in nome del governo di Sua Altezza il Sultano del Zanzibar e per conto del governo di Sua Maestà, sono i seguenti:

« I. Il governo italiano pagherà al governo di Zanzibar la somma di lire sterline cento quarantaquattro mila (144,000). Codesta somma od il suo equivalente sarà versato alla banca d'Inghilterra a credito del governo di Zanzibar entro tre mesi dallo scambio di note che stabilisce l'accordo.

« Il canone attuale dovuto dal governo italiano continuerà ad essere pagato fino al giorno nel quale la somma predetta verrà versata alla banca.

« All'atto del pagamento della detta somma, tutti i diritti specialmente riservati a Sua Altezza il Sultano dagli accordi del 1892 e 1896 cesseranno di esistere.

« Tutti i sudditi di Sua Maestà britannica ed altri protetti britannici, nonchè tutti i sudditi di Sua Altezza il Sultano

di Zanzibar, continueranno a godere nelle città, porti e territori di cui si tratta, tutti i privilegi e vantaggi che riguardo al commercio ed alla navigazione vi sono e saranno accordati ai sudditi della nazione più favorita.

« II. Nello stesso giorno nel quale le disposizioni menzionate nell'articolo precedente entreranno in vigore, cesseranno assolutamente tutti i diritti di estraterritorialità attualmente goduti dall'Italia, in forza di trattati, convenzioni o consuetudini, nei domini di Sua Altezza il Sultano di Zanzibar; ed alla data medesima ed in seguito, la giurisdizione estraterritoriale fin qui esercitata da Sua Maestà il Re d'Italia nei detti domini di Sua Altezza sarà trasferita alla Corte di Sua Maestà britannica in Zanzibar costituita dal « Zanzibar Order in Council, 1897 ».

« III. Il governo italiano prende impegno che, qualora in un'epoca qualsiasi l'Italia desiderasse rinunciare alle città, porti e territori in questione, la Gran Bretagna vi avrebbe diritto di prelazione ».

Dietro istruzione ricevutane da Sua Eccellenza il ministro degli affari esteri in Roma, ho l'onore di far conoscere a Vostra Signoria che il governo di Sua Maestà il Re d'Italia accetta le proposizioni sovra riferite, salva la debita approvazione del parlamento italiano.

Gradisca, signor marchese, ecc.

PANSA.

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*

TITTONI.

(ALLEGATO C).

**Il Segretario di Stato per gli affari esteri della Gran Bretagna  
al R. Ambasciatore in Londra.**

Foreign Office, January 13<sup>th</sup>, 1905.

Your Excellency,

With reference to my other note of this day's date I have the honour to submit to Your Excellency the following terms of an Agreement dealing with the lease to the Italian Government of a plot of land in the neighbourhood of Kismayu, as well as the right of passage between that place and a point in Italian territory near the mouth of the River Juba:

I. His Britannic Majesty's Government agree to lease to the Italian Government an area of land on the east side of Kismayu in the British East Africa Protectorate, not exceeding 150 yards square, for the erection of a bonded warehouse, or other necessary building. His Britannic Majesty's Government will also lease to the Italian Government sufficient ground on the foreshore of the spit, lying south-east of the existing British pier at Kismayu, for the erection of a pier for the use of the Italian Government, together with a right of way from the said pier to the warehouse mentioned above, and from there to a point on the River Juba opposite Gumbo.

II. The exact site of the area of land and of the pier, and the course of the right of way, shall be agreed locally by two officers, of whom each Government shall appoint one. The said area of land shall be as nearly as possible contiguous to the pier. When the boundaries of the area of land and the site of the pier, and the course of the right of way, have been agreed and marked out by the two officers, a

plan thereof, signed by both of them, shall be sent to each Government.

III. The Italian Government shall pay for the land leased an annual rent of 1 L.

IV. The lease shall be in force for thirty-three years from this date, but if the Italian Government shall show to the satisfaction of His Britannic Majesty's Government that the amount spent within ten years from this date on the erection of the pier and buildings exceeds 5000 L., then the lease shall be in force for sixty-six years; or if the amount so shown to be spent exceeds 10,000 L. then the lease shall be in force for ninety-nine years.

V. On the determination of the lease, the buildings erected on the land shall become the property of His Britannic Majesty's Government.

VI. The Italian Government shall be at liberty to erect on the area of land referred to in article I, such accommodation as may be necessary for the temporary shelter of Italian troops landing at Kismayu en route for Giumbo in the Italian sphere, but no such troops shall be landed at Kismayu without the previous consent of His Britannic Majesty's Government.

This restriction, however, shall only apply to the landing of such troops for expeditionary purposes; in the case of ordinary reliefs, it shall be sufficient if due notice is given beforehand to the local British Commandant.

VII. Import duties imposed on goods landed at the pier to be erected by the Italian Government shall be refunded in accordance with the transit and re-export regulations for the time being in force in the British East-Africa Protectorate if the goods are eventually removed to the Italian sphere.

VIII. Nothing herein shall be construed to exempt either the land leased or the persons thereon from the laws and regulations in force in the British East-Africa Protectorate,

subject to which, however, employees of the Italian Government resident in the leased territory shall be free to exercise the functions of their respective offices.

I beg Your Excellency to do me the honour to inform me whether the Italian Government consent to these terms of Agreement.

I have the honour to be &c.

LANSDOWNE.

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*  
TITTONI.

(ALLEGATO D).

**Il R. Ambasciatore in Londra  
al Segretario di Stato per gli affari esteri della Gran Bretagna.**

Londra, 13 gennaio 1905.

Signor marchese,

Ricevo la nota che Vostra Signoria mi ha fatto l'onore di dirigermi oggi in relazione alla precedente Sua della stessa data per comunicarmi nei termini seguenti le condizioni di un accordo per l'affitto al governo italiano di un terreno in vicinanza di Kisimaio, nonchè pel diritto di passaggio fra co-desta località ed un punto del territorio italiano presso la foce del Giuba:

«1. Il governo di Sua Maestà britannica concede in affitto al governo italiano sul lato est di Kisimaio nel protettorato britannico dell'Africa orientale un terreno non eccedente 150 yards su ogni lato per la costruzione di un magazzino generale ed altri occorrenti edifici. Il governo di Sua Maestà britannica affitta pure al governo italiano un terreno

sufficiente sulla spiaggia della lingua di terra a sud-est dell'esistente sbarcatoio inglese di Kisimaio per la costruzione di uno sbarcatoio ad uso del governo italiano nonchè un diritto di passaggio dal detto sbarcatoio ai magazzini sovra accennati e da questi sino ad un punto sul fiume Giuba di fronte a Gumbo.

« II. L'esatta ubicazione del terreno e dello sbarcatoio, nonchè il tracciato del relativo passaggio saranno fissati sul luogo da due ufficiali, ciascuno dei quali verrà designato dal rispettivo governo. Il detto terreno sarà per quanto possibile contiguo allo sbarcatoio. Quando i limiti del terreno e la località per lo sbarcatoio ed il tracciato del passaggio saranno stati stabiliti e segnati dai due ufficiali, questi ne faranno un piano sottoscritto da entrambi e lo manderanno ai rispettivi governi.

« III. Il governo italiano pagherà pel terreno preso in affitto un annuo canone di una lira sterlina.

« IV. L'affitto rimarrà in vigore per anni trentatre dalla presente data, ma se il governo italiano dimostrerà in maniera soddisfacente pel governo britannico che le spese sostenute durante il primo decennio da questa data per la costruzione dello sbarcatoio e fabbricati avranno ecceduto cinque mila (5000) lire sterline, l'affitto rimarrà allora in forza per sessantasei anni; oppure per novantanove anni qualora la somma così spesa avesse ecceduto lire sterline dieci mila (10,000).

« V. Al termine dell'affitto le costruzioni erette sul terreno diverranno proprietà del governo di Sua Maestà britannica.

« VI. Il governo italiano avrà facoltà di erigere sul terreno menzionato nell'articolo 1° le costruzioni necessarie pel temporaneo ricovero di truppe italiane sbarcate a Kisimaio a destinazione di Gumbo nella sfera italiana; ma non sa-

ranno tali truppe sbarcate a Kisimaio senza il previo assenso del governo di Sua Maestà britannica.

« Codesta restrizione però si applicherà soltanto allo sbarco di tali truppe a scopi di spedizioni; bastando per i casi di ordinari scambi di guarnigione che ne sia dato debito preavviso al comandante britannico locale.

« VII. I dazi d'entrata, imposti sulle merci imbarcate al molo che sarà eretto dal governo italiano verranno rifusi alla loro eventuale uscita nella sfera di influenza italiana in conformità dei regolamenti sul transito e la riesportazione che si troveranno in vigore nell'Africa orientale britannica.

« VIII. Nessuna di queste disposizioni potrà interpretarsi a scopo di sottrarre il terreno affittato e le persone ivi residenti alle leggi e regolamenti vigenti nell'Africa orientale britannica; conchè però gli impiegati del governo italiano residenti sul territorio affittato saranno liberi di esercitarvi le funzioni dei rispettivi uffici ».

Dietro istruzione ricevutane da Sua Eccellenza il ministro degli affari esteri in Roma, ho l'onore di far conoscere a Vostra Signoria che il governo di Sua Maestà il Re d'Italia accetta le proposizioni sovra riferite, salvo la debita approvazione del parlamento italiano.

Gradisca, signor marchese, ecc.

PANSA.

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*

TITTONI.

(ALLEGATO E).

QUOTE per interessi (4 %) ed ammortamento di L. 3,600,000  
da anticiparsi dalla Cassa depositi e prestiti, per il riscatto  
del Benadir.

1905-06. . . . .	144,000	56,000	200,000
1906-07. . . . .	141,760	58,240	200,000
1907-08. . . . .	139,430	600,000	739,430
1908-09. . . . .	115,430	600,000	715,430
1909-10. . . . .	91,430	600,000	691,430
1910-11. . . . .	67,430	600,000	667,430
1911-12. . . . .	43,430	600,000	643,430
1912-13. . . . .	19,430	485,760	505,190
			<u>4,362,340</u>

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*  
TITTONI.

## XLVII.

DECRETO COMMISSARIALE 3 luglio 1905, n. 19. *Norme per il servizio sanitario e vendita dei medicinali.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Considerata la necessità di regolare il servizio sanitario e la vendita dei medicinali nella Colonia;

Visto l'art. II del vigente regolamento organico della Colonia;

In virtù dei poteri di cui è stato investito;

## ORDINA:

1° Hanno diritto alla cura medica gratuita dove si trova un medico della Colonia, ed alla somministrazione dei medicinali occorrenti, entro i limiti segnati dalla presente ordinanza, i funzionari italiani e le loro famiglie, gli impiegati indigeni, gli ascari del R. corpo di truppe indigene, le truppe irregolari e le guardie di polizia.

In via eccezionale, quando concorrano ragioni di ordine politico o altri gravi ed impellenti motivi, i signori residenti potranno richiedere la cura medica ed i medicinali gratuiti anche per indigeni che non siano alla dipendenza della Colonia. Di tali richieste sarà data immediata comunicazione per iscritto al R. Commissario.

2° Le residenze che non siano rette dai comandanti di compagnia, e le compagnie, dove non sia un servizio sani-

tario, nonchè le centurie distaccate saranno dotate di un armadio farmaceutico provvisto dei seguenti medicinali:

1. Acetato di piombo — 2. Ammoniaca — 3. Biclورو di mercurio in discoidi — 4. Bicarbonato di soda — 5. Cloridrato di morfina in fiale — 6. Clorato di potassa — 7. Carte senapate — 8. Colliri di acido borico e di cocaina — 9. Fenacetina — 10. Iodoformio — 11. Ioduro di potassa — 12. Laudano — 13. Medicazione antisettica — 14. Permanganato di potassa — 15. Polveri del Dower — 16. Pomata di belladonna — 17. Pomata antipsorica — 18. Percloruro di ferro (soluzione offic.) — 19. Pomata mercuriale — 20. Pomata eupeptica — 21. Polveri antielmintiche — 22. Polveri antidiarroiche — 23. Pillole purgative — 24. Solfato di magnesia — 25. Salolo — 26. Salicilato di soda — 27. Solfato di chinino in discoidi — 28. Solfato di soda — 29. Tintura di iodio — 30. Tintura di cannella — 31. Vassellina — 32. Vescicatori;

e dei seguenti oggetti:

Aghi — Bilancino — Bistori — 2 cannule Maiocchi — Enteroclisma Cantani — Forbice — 2 pennelli di vaio — Siringa per iniezioni uretrali — Siringa di Pravaz — Seta — 4 spatole di ferro e di corno.

Ogni armadio farmaceutico sarà inoltre, a cura del direttore del servizio sanitario della Colonia, munito di una istruzione sul modo di tenere, conservare e somministrare i vari medicinali.

Dove sia servizio sanitario, l'armadio farmaceutico sarà tenuto dal medico, dove il comandante di compagnia o di centuria sia investito delle funzioni di residente, i medicinali saranno forniti dall'armadio farmaceutico della compagnia o della centuria.

3° L'uso dei medicinali indicati nell'articolo precedente è gratuito, salvo che per gli affetti da malattie veneree, i quali verseranno, una volta tanto, a titolo di contribuzione per consumo di medicinali, lire 2.50.

Gli altri medicinali, di cui sarà provvista la farmacia centrale di Mogadiscio, della quale sarà consegnatario il direttore sanitario della Colonia, saranno ceduti a pagamento.

4° I privati pagheranno all'atto dell'acquisto, ed il consegnatario della farmacia rilascerà ricevuta della somma riscossa, distaccandola dal bollettario di cui sarà provveduto.

Al personale dell'Amministrazione l'importo dei medicinali acquistati sarà ritenuto sugli assegni mensili, sopra nota presentata all'Amministrazione dal direttore del servizio sanitario.

5° Il direttore del servizio sanitario presenterà all'ufficio del Governo, al 1° gennaio di ogni anno, la richiesta dei medicinali occorrenti per l'esercizio successivo. Le richieste dei medicinali per gli armadi farmaceutici saranno trasmesse al direttore del servizio sanitario, pel tramite del R. commissario generale, che autorizzerà la spedizione, nel limite dei fondi stabiliti dal bilancio.

6° Il direttore del servizio sanitario terrà un registro inventario, sul quale assumerà in carico i medicinali, e dal quale scaricherà quelli passati agli armadi farmaceutici, quelli venduti e quelli impiegati nel servizio medico.

Alla fine di ogni trimestre esso compilerà uno stato indicante il movimento dei medicinali avvenuto e la rimanenza riscontrata.

7° I negozianti che ne facciano domanda, e che, a parere del direttore del servizio sanitario, offrano sufficienti garanzie di capacità, possono essere autorizzati alla vendita, secondo una tariffa approvata dal R. commissario generale, dei seguenti medicinali:

Acetato neutro di piombo — Acetato neutro di rame — Acido acetico aromatico — Acido borico — Acido citrico — Acido cloridrico concentrato — Acido gallico — Acido nitrico concentrato — Acido ossalico — Acido solforico concentrato — Acido tannico — Acido tartarico — Acqua ossigenata — Ammoniaca pura — Anidride arseniosa — Anilina

— Balsamo del copaibe — Balsamo peruviano — Balsamo tolutano — Bicarbonato di sodio — Biclورو di mercurio — Bicromato di sodio — Brano — Bromuro di potassio — Bismuto — Carte senapate — Carbonato di ammonio — Carbonato di potassio — Carbonato di sodio — Carbonato di magnesio — Cerotti in genere — Catecù, Cetina (spermaceti), Canfora — Citrato di magnesia effervescente — Clorato di potassio — Cloroformio — Cloruro di ammonio — Cloruro di calce — Cloruro di ferro liquido — Corteccia di china — Coca (polvere) — Collodio — Essenza di anice, cannella, cedro, menta, eucaliptus, finocchi, garofano, ginepro, rosmarino, timo, ecc. ecc. — Essenza di trementina depurata — Etere — Etere etilico — Fenolo greggio cristallizzato — Ferrocianuro di potassio — Fosfato di sodio — Fosforo — Glicerina — Gomma gutta — Genziana — Ipclo-rito di sodio — Iodio — Iodoformio — Ioduro di potassio — Kouso (fiori) — Laudano — Lanolina — Litargirio — Lupolino — Lattato di ferro — Mercurio — Medicazione antisettica — Nitrato d'argento — Nitrato di potassio — Nitrato di sodio — Olio di semi di ricino — Oli di mandorle dolci — Olio di fegato di merluzzo — Ossido di zinco — Permanganato di potassio — Potassa caustica — Poligala — Pastiglie di cloruro di potassio — Pastiglie di codeina — Pastiglie di catecù — Pastiglie d'ipecacuana — Pastiglie di rabarbaro — Pastiglie di catrame, ecc. ecc. — Ratania — Rabarbaro — Quassio — Sale di acetosella — Specialità medicinali in scatole — Solfato di alluminio e potassio — Salicilato di soda — Senape, sapone verde, sena — Solfato di chinino — Solfato di soda — Solfato di magnesia — Solfato di rame — Solfato di rame ammoniacale — Solfato di zinco — Solfato ferroso — Solfuro di carbonio — Solfuro di potassio — Soluzione di silicati di potassio — Tartrato acido di potassio — Tricloruro di antimonio — Vasellina — Valeriana.

8° I negozianti autorizzati alla vendita dei medicinali, in caso di malattia o di assenza, dovranno farsi sostituire da personale che offra sufficienti garanzie, chiedendone l'autorizzazione al R. Commissario generale.

9° I medicinali dovranno essere di buona qualità, ben conservati in recipienti adatti, portanti esternamente la indicazione del contenuto.

Quelli segnati con asterisco saranno considerati come veleni e tenuti con cura speciale, in armadio a parte, la cui chiave sarà conservata personalmente dal negoziante concessionario.

I recipienti saranno muniti del contrassegno speciale in uso per i veleni applicato in modo visibile.

10° I negozianti autorizzati alla vendita dei medicinali possono anche spedire ricette. Le ricette spedite dovranno però conservarsi in originale con l'indicazione quando si tratti di sostanze velenose, della persona alla quale fu consegnato il medicamento.

A richiesta dell'acquirente, i negozianti sono tenuti a rilasciare copia della ricetta.

11° I veleni che fossero richiesti per uso industriale non potranno essere ceduti che a persone conosciute, o munite di certificato rilasciato dal locale residente, dopo accertato l'impiego cui sono destinati.

In ogni caso i negozianti dovranno tener nota in apposito registro da presentarsi a richiesta dell'autorità incaricata del servizio di P. S. della quantità e qualità dei veleni venduti, del giorno della vendita, e del nome del compratore.

12° Coloro i quali detenessero medicinali imperfetti, guasti o nocivi, saranno puniti con multe da dieci a cento lire, e con la sospensione o il ritiro della licenza di esercizio.

13° Sono puniti: con multa estensibile a lire 500 e col carcere sino ad un anno coloro che abbiano spedite ricette non corrispondenti in quantità e qualità alla ordinazione me-

dica, e con multa sino a lire 500 i contravventori alle prescrizioni contenute negli articoli 9 e 10 della presente ordinanza, senza pregiudizio delle maggiori pene nelle quali fossero incorsi in conseguenza delle contravvenzioni stesse.

14° Il direttore del servizio sanitario dovrà compiere ogni anno almeno due visite improvvise agli spacci di medicinali, e dove riscontri motivo di contravvenzione redigerà apposito verbale da trasmettersi al R. commissario generale, procedendo in pari tempo al sequestro dei medicinali che ritenesse imperfetti o guasti.

15° I negozianti autorizzati alla vendita dei medicinali, potranno pure tenere specialità farmaceutiche, purchè prima di metterle in vendita, ne facciano pervenire la nota al regio commissario, che si riserva di proibire la vendita di quelle che a giudizio del direttore sanitario della Colonia, fossero ritenute di nessuna efficacia terapeutica, e pericolose o nocive.

Mogadiscio, li 3 luglio 1905.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

## XLVIII.

DECRETO COMMISSARIALE 8 luglio 1905, n. 20. *Istituzione del servizio « vaglia coloniali ».*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Considerata la difficoltà di mandare danaro da un luogo ad un altro della Colonia, e del danno che ne viene al commercio;

Visti gli articoli 2° e 6° del vigente regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

## DECRETA:

1° È istituito un servizio di vaglia coloniali tra le stazioni di Mogadiscio, Merca, Brava e Giumbo (1).

2° Gli uffici postali delle stazioni sopra indicate sono incaricati dell'emissione e del rimborso dei vaglia coloniali.

3° L'ammontare dei vaglia potrà essere versato all'ufficio mittente in monete di nichelio, in talleri M. T., in carta italiana od in oro.

L'ufficio ricevente li pagherà nella stessa moneta.

4° I vaglia non rimborsati nei due mesi successivi a quello di emissione saranno rinnovati senza spesa.

Trascorsi i tre anni senza che il vaglia sia stato riscosso o rinnovato, l'importo del vaglia stesso si intenderà prescritto a favore della Colonia.

---

(1) V. decr. comm. 9 settembre 1905, n. 25, doc. LI, pag. 232.

5° Le tasse di emissione dei vaglia sono le seguenti:

L. 0.10	fino a L.	10
» 0.20	»	25
» 0.35	»	50
» 0.45	»	75
» 0.60	»	100
» 0.15	per ogni L. 100	in più.

6° Gli uffici autorizzati possono emettere vaglia sino a L. 3000.

7° I vaglia debbono essere trasmessi al destinatario per cura e spese del mittente.

Mogadiscio, 8 luglio 1905.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

## XLIX.

DECRETO COMMISSARIALE 22 luglio 1905, n 22. *Autorizzazione alle stazioni di Lugh, Bardera, Itala ad emettere vaglia coloniali.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visti gli articoli 2 e 6 del vigente regolamento organico per la Somalia italiana meridionale

## DECRETA:

1° Le stazioni di Lugh, Bardera ed Itala (1) sono autorizzate ad emettere vaglia interni pagabili dalle casse postali di Mogadiscio, Merca, Brava e Giumbo con le norme stabilite dal decreto n. 20 dell'otto corrente.

2° Il servizio vaglia per le tre stazioni anzidette è limitato alla sola emissione.

Mogadiscio, 15 luglio 1905.

*Il R. Commissario generale*  
LUIGI MERCATELLI.

---

(1) V. decr. comm. 9 settembre 1905, n. 25, doc. II, pag. 232.

---

L.

DECRETO COMMISSARIALE **26 agosto 1905, n. 24.** *Pubblicazione del Regolamento di polizia, edilizia, igiene e sanità pubblica* (1).

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Considerata l'urgenza di provvedere all'ordine pubblico, alla sicurezza pubblica, ed alla pubblica sanità;

Viste le istruzioni del Ministero degli affari esteri, ecc.;

Visto l'art. 6° del Regolamento organico della Colonia;

DECRETA:

È approvato l'annesso Regolamento di polizia, d'edilizia, d'igiene e di sanità pubbliche, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Mogadiscio, 26 agosto 1905.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

---

(1) Alcune varianti ed aggiunte al testo primitivo del 26 agosto vennero apportate con decreto commissariale dell'11 settembre 1905, n. 26. Il testo che si pubblica è quello corretto ed aggiornato.

**Regolamento di polizia, edilizia, igiene  
e sanità pubblica.***Autorità ed agenti di polizia.*

Art. 1. — La tutela dell'ordine pubblico, della sicurezza pubblica, della pubblica sanità, nella Colonia, è affidata ai residenti, i quali si varranno, all'uopo, delle guardie di polizia, delle guardie doganali, o anche di personale richiesto ai comandanti di presidio.

*Riunioni pubbliche.*

Art. 2. — Nessuna riunione può essere tenuta in luogo pubblico od aperto al pubblico senza l'autorizzazione del Residente. Le persone riunite od assembrate senza autorizzazione, saranno invitate a sciogliersi, e ove l'invito rimanga senza effetto, la riunione o l'assembramento verranno sciolti colla forza: le persone che si rifiutassero di ubbidire saranno arrestate.

Art. 3. — Le disposizioni dell'articolo precedente non si applicano alle riunioni o processioni religiose, ai trasporti funebri, alle fiere, ai mercati, ecc.

Tuttavia il Residente può, per ragioni di ordine o di sanità, vietare simili riunioni con semplice avviso ai promotori.

*Detenzioni di armi e di materie infiammabili od esplosive.*

Art. 4. — È proibito tenere in casa od in altro luogo, senza licenza, raccolte di armi, o armi di qualunque genere, munizioni, fuochi d'artificio, materie esplosive od infiammabili, pericolose per la loro qualità o quantità.

La licenza di tenere in casa polveri da sparo od altre materie esplosive od infiammabili, che per la qualità o quan-

tità costituiscano pericolo, sarà subordinata a quelle condizioni che verranno fissate da appositi regolamenti, o che, in difetto, saranno stabilite dal Residente quando la conceda.

*Fabbricazione e commercio  
di armi e di materie infiammabili od esplosive.*

Art. 5. — Sono proibite, senza licenza, la raccolta, la fabbricazione, l'importazione ed il commercio di armi di qualunque genere, di munizioni, di fuochi d'artificio, di materie esplosive od infiammabili, ed anche il trasporto di queste ultime in quantità superiore ad un determinato bisogno industriale.

Le licenze per la fabbricazione, detenzione, e commercio di materie esplosive od infiammabili sono soggette alle stesse norme ed alle stesse tasse stabilite per i pubblici esercizi.

*Trasporto e porto d'armi.*

Art. 6. — Sono proibiti, senza licenza, il trasporto ed il porto di armi di qualunque genere, ed anche, se non vi sia un giustificato motivo, di qualunque strumento da punta o da taglio atto ad offendere.

*Fabbricazione e commercio del uabaio (1), ecc.*

Art. 7. — Sono proibiti l'importazione, la confezione ed il commercio del *uabaio* o di altro simile preparato.

*Armi agli indigeni.*

Art. 8. — Il R. commissario generale può, per ragioni di indole politica, esentare gli abitanti delle campagne dall'ob-

---

(1) Veleno usato dagli indigeni per le frecce.

bligo della licenza per il porto di armi bianche fuori dell'abitato.

Nell'interno della città, il porto di qualunque arma sarà loro rigorosamente vietato.

*Consegna delle armi all'ingresso della città.*

Art. 10. — Tutte le persone provenienti dall'interno sono in obbligo di consegnare le loro armi alle porte della città, dove rimangono depositate fino all'uscita di chi le ha consegnate, cui saranno restituite.

Le persone provenienti dalla via di mare faranno consegna delle armi, di qualunque natura esse siano, all'ufficio ed alla guardia di dogana.

*Persone incapaci di ottenere licenze di porto d'armi.*

Art. 11. — La licenza di portare armi da fuoco non può esser accordata ad indigeni e, per le armi in genere, a chi abbia subito condanne per reati contro le persone, ai minorenni, ed a coloro che siano dall'autorità ritenuti pericolosi.

*Funzionari.*

Art. 12. — I funzionari civili e militari della Colonia, sono esenti dall'obbligo della licenza per porto di armi da difesa, escluse quelle da caccia. Ne sono pure esenti gli agenti della forza pubblica ed i militari, per quelle armi di cui sono muniti a termini dei rispettivi regolamenti.

*Spari di armi da fuoco.*

Art. 13. — Senza licenza del Residente e l'osservanza delle prescrizioni cui verrà vincolata, non possono spararsi armi da fuoco, mortaretti e simili, od accendersi fuochi d'ar-

tificio, od innalzarsi areostati con fiamme, nè, in generale, farsi esplosioni pericolose od incommode negli abitati e nelle loro adiacenze, nè contro o lungo le vie pubbliche.

*Spettacoli pubblici, balli, fantasie, ecc.*

Art. 14. — Non sono permesse pubbliche rappresentazioni nè pubbliche riunioni per fantasie profane o religiose, balli, ecc., sia in luoghi aperti che in pubblici esercizi, senza licenza del Residente. La licenza indicherà il luogo o l'itinerario della fantasia e l'ora fino alla quale si potrà protrarre. In nessun caso dette fantasie potranno incominciare prima della levata del sole e durare oltre le ore 24.

È fatta eccezione per le fantasie del mese di Ramadan, per quelle del Nerus e delle feste nazionali italiane.

*Responsabilità degli organizzatori.*

Art. 15. — I capi e gli organizzatori delle fantasie saranno tenuti responsabili degli eventuali disordini e soggiaceranno alle stesse pene che saranno inflitte agli autori o provocatori di essi.

Nel caso di fantasie religiose o tradizionali i capi delle diverse « cabile » dovranno assumere la responsabilità dell'ordine pubblico, dietro opportuni accordi col Residente.

*Disturbo della quiete pubblica e privata.*

*Ubbriachezza.*

Art. 16. — È vietato turbare con schiamazzi o con clamori, specialmente dopo le ore 24, le occupazioni ed il riposo dei cittadini, o i pubblici ritrovi; recar molestia ad alcuno o turbarne in qualunque modo la quiete; comparire in luogo pubblico in istato di ubbriachezza manifesta, molesta o ripugnante.

*Mendicizia.*

Art. 17. — È proibito mendicare per le pubbliche vie ed in ogni altro luogo aperto al pubblico, specialmente in modo vessatorio e ripugnante, e sono proibite, senza licenza, le questue o collette comprese quelle religiose, quando fatte fuori dai luoghi destinati al culto.

*Inabili ed alienati.*

Art. 18. — I congiunti delle persone inabili al lavoro, ed, in loro difetto, le « cabile » cui questi appartengono, sono tenuti alla somministrazione degli alimenti, alla loro cura e custodia.

Parimenti i congiunti, e, in difetto, le « cabile », sono tenuti alla custodia degli alienati.

*Giocchi d'azzardo e giochi per le vie.*

Art. 19. — Sono vietati i giochi d'azzardo di qualunque specie, e così pure per le vie i giochi che o sono pericolosi ai passanti o impediscono, in tutto o in parte, il transito delle persone.

Il denaro esposto nel giuoco e gli oggetti adoperati o destinati al medesimo saranno sequestrati.

*Abuso dell'altrui credulità.*

Art. 20. — A nessuno sarà permesso, in luogo pubblico od aperto al pubblico, di cercare con qualsiasi pretesto od impostura, di abusare della credulità popolare in modo da recar pregiudizio altrui o da turbare l'ordine pubblico.

*Carovane.*

Art. 20 bis. — È vietato andare incontro alle carovane o circuire i carovanieri giunti in città, per ottenere la vendita

della merce da loro portata a prezzi inferiori alla media di quelli praticati sul mercato, come pure lo intromettersi sul mercato tra contraenti per fare aumentare artificiosamente i prezzi, senza intenzione di acquistare la merce per trarne quindi lucro o dal venditore o dal compratore.

*Uso illecito di uniformi.*

Art. 21. — A nessuno è lecito di vestire in modo da poter essere confuso o con ascari o con altri funzionari della Colonia o di valersi di abiti diversi dai consueti per trarre in inganno altrui sul suo vero essere.

*False notizie.*

Art. 22. — È vietato mettere in giro, ripetere o divulgare notizie non vere od esagerate, atte a destare apprensione od allarme, od a portare in qualunque modo perturbamento all'ordine pubblico.

*Ordine di andare di notte muniti di lume.*

Art. 23. — Dopo la preghiera della sera, e fino all'annuncio della preghiera del mattino, chiunque voglia transitare per le vie della città, dovrà munirsi di un lume a mano.

*Chiusura ed illuminazione delle abitazioni.*

Art. 24. -- Le case e le capanne, dopo il tramonto, non avranno aperta che una sola porta verso strada, e questa dovrà essere munita di fanale come è indicato all'art. n. 30. Dopo le ore 22 le porte dovranno chiudersi.

*Barche.*

Art. 25. — I barcaioli sono obbligati a ritirare ogni sera, al tramonto del sole, le loro imbarcazioni in luogo sicuro, ed

a disarmarle togliendo loro i remi, il timone e la vela, in modo che nessuno possa servirsene.

*Pubblici esercizi.*

Art. 26. — Non possono aprirsi senza licenza pubblici esercizi di qualunque natura. S'intendono compresi tra i pubblici esercizi, oltre agli alberghi, locande, vendite di birra, liquori, ecc., anche le botteghe per la vendita al minuto di altre merci. Agli effetti della licenza, i pubblici esercizi saranno divisi in quattro categorie: l'assegnazione alle singole categorie sarà fatta dal residente dopo avute le necessarie informazioni sull'importanza del commercio o dell'industria esercitate dal richiedente.

Art. 27. — L'esercizio può essere condotto anche da interposta persona, purchè essa si trovi nelle condizioni di coloro che possono ottenere una licenza.

La chiusura dell'esercizio per lo spazio di otto giorni, senza averne avvisato l'autorità, importa rinunzia alla licenza.

Art. 28. — Non possono essere accordate licenze a persone inabili ad obbligarsi, a chi fu condannato a pena restrittiva della libertà personale per un tempo superiore ai tre anni, ed a chi non può documentare in modo soddisfacente i propri precedenti, ed offrire, se del caso, congrua cauzione.

Art. 29. — L'autorità può accedere in qualunque ora nei locali dell'esercizio pubblico ed in quelli che sono in comunicazione con esso; può sospendere un esercizio nel quale siano seguiti tumulti o disordini, sieno stati sorpresi giuochi d'azzardo, che sia abituale ritrovo di persone pregiudicate, o quando, in qualunque altro modo, vi sia stata contravvenzione ai regolamenti vigenti.

Art. 30. — L'autorità locale fisserà l'orario per l'apertura e per la chiusura dei pubblici esercizi.

Gli esercenti hanno l'obbligo di tener acceso un lume, di modello approvato dall'autorità alla porta principale dell'esercizio, dall'imbrunire fino all'ora della chiusura.

*Bevande distillate.*

Art. 31. — È proibito vendere ad indigeni bevande distillate nonchè quelle essenze od acque odorose che vengono consumate come inebrianti.

In ogni caso è vietato agli esercenti di mescolare vino o liquori ad adolescenti od a persone che si trovano in stato di manifesta ubbriachezza.

Anche questi esercizi, agli effetti della licenza, sono divisi in quattro categorie a tenore dell'art. 26.

Art. 32. — Le contravvenzioni alle disposizioni di cui agli articoli 30-31 possono dar luogo oltre che alle penalità ordinarie, anche, specie in caso di recidiva, alla sospensione della licenza ed alla chiusura dell'esercizio.

*Vendita delle carni e di altri generi alimentari.*

Art. 33. — È vietata la vendita delle carni e di pesci che presentino segni di decomposizione anche solo incipiente; dei semi di cereali e di leguminose o di farine guaste od affette da parassiti, delle frutta immature od infradicate e di qualunque prodotto naturale del suolo in condizioni anormali; dei cibi e bevande adulterate e non rispondenti per natura, sostanza e qualità alla denominazione con la quale vengono generalmente designati.

I contravventori oltre che nelle penalità ordinarie incorreranno nella confisca dei generi esposti in vendita.

*Macellazione.*

Art. 34. — Nelle città è vietato abbattere animali da macello fuori dalla località destinata dal residente a pubblico

mattatoio; è vietato abbattearli anche nel pubblico mattatoio senza averne ottenuto permesso; ed è proibita rigorosamente la vendita di carni macellate altrove.

Il residente prima di concedere il permesso di abbattimento dovrà assicurarsi che l'animale non sia affetto da qualcuna delle malattie ritenute contagiose per l'uomo. Se un animale infetto sia stato abbattuto fuori del mattatoio pubblico, il residente, oltre al sollevare le contravvenzioni relative, dovrà ordinare la distruzione delle carni non atte al consumo.

Art. 35. — In occasione di cerimonie religiose, il residente potrà concedere che l'abbattimento e la macellazione degli animali non destinati alla vendita, avvengano fuori del mattatoio, e tale concessione, quando non si oppongano ragioni di igiene o di ordine pubblico, è generale nel giorno dell'Arafa (10 El Heggia) e del Nerus, dello Statuto e dei genetliaci delle LL. MM. il Re e la Regina e di S. A. R. il Principe Ereditario. Potrà anche concedere, su proposta dei comandanti di reparto, agli ascari di macellare qualche capo di bestiame nell'interno degli accampamenti; in questo caso il comandante di reparto diventa responsabile, insieme col residente, dell'osservanza delle prescrizioni igieniche sopra ricordate.

Tale concessione è gratuita nei giorni dello Statuto e del genetliaco di S.M. il Re e di S.M. la Regina e di S.A.R. il Principe Ereditario.

#### *Pesi e misure.*

Art. 36. — Per la vendita dei generi alimentari gli esercenti dovranno esser provvisti dei pesi e delle misure che saranno adottati in Colonia.

#### *Aggiotaggio sulla moneta.*

Art. 37. — Nessuno può rifiutare di ricevere per il loro valore monete aventi corso legale nella Colonia, ed è vietato

qualunque detto o fatto, atto a screditare e deprezzare le monete stesse, come è vietata qualsiasi specie di aggio-taggio.

*Persone che danno alloggio ad estranei.*

Art. 38. — Chi alloggia persone per mercede, od anche senza, è tenuto a farne dichiarazione all'autorità locale, che potrà vietare tale esercizio a chi si trovi nelle condizioni di cui all'art. 28.

Coloro che conducono simili esercizi, od anche coloro che, senza avere un vero e proprio esercizio, danno alloggio ad estranei, sono tenuti a denunciare all'autorità locale le persone che passano la notte nelle loro case.

Agli effetti della licenza chi ospita le carovane e ne tratta gli affari (naib) è soggetto alle stesse tasse stabilite per i conduttori di pubblici esercizi.

*Licenza di pernottare in città.*

Art. 39. — È vietato agli abitanti della campagna di pernottare in città senza permesso speciale del residente, che ha facoltà di concederlo a coloro che forniscano indubbe notizie sulle loro generalità, sul luogo di provenienza e sul motivo della loro sosta in città.

Della trasgressione saranno tenuti responsabili anche coloro che avrebbero dato ricetto al contravventore.

Art. 40. — Gli agenti della forza pubblica che rinvenissero, dopo la chiusura delle porte, una delle persone sudette sfornita del necessario biglietto di permanenza, procederanno al suo arresto, riferendone immediatamente alla residenza.

*Di chi si stabilisce nelle città della Colonia.*

Art. 41. — Chiunque intenda stabilirsi nelle città della Colonia, sia che provenga dall'interno che dalla via di mare,

dovrà darne preventiva notizia all'ufficio di residenza la cui autorizzazione sarà subordinata alle informazioni che il richiedente potrà fornire in ordine alla sua persona, luogo di provenienza e scopo della sua immigrazione in città.

I cittadini italiani e le persone bianche in genere dovranno inoltre provare di avere contratto di lavoro, o mezzi di sussistenza per almeno sei mesi.

In ogni caso dovranno depositare una somma che sarà stabilita dal residente nei limiti di seicento e milleduecento lire, a seconda del luogo di loro origine e delle spese per l'eventuale loro rimpatrio.

Queste licenze saranno controfirmate dal R. Commissariato Generale.

#### *Passaporti.*

Art. 42. — Chi voglia trasferire la sua residenza ad un'altra città della colonia, come chi debba recarsi all'estero dovrà munirsi di regolare passaporto rilasciato dal residente. Ai liberti, ancorchè muniti di passaporto, è vietato prender imbarco su velieri arabi ed anche su velieri somali che non battono bandiera italiana.

#### *Di chi esercita qualche arte, mestiere od industria.*

Art. 43. — Chiunque voglia esercitare qualche arte o mestiere, od attivare qualche industria (orefici, fabbri, muratori, falegnami, torchi, telai, molini, fabbriche di gassose, ghiacciaie, concerie, distillerie, ecc.) dovrà dichiararlo alla residenza, indicando l'arte, il mestiere o l'industria cui si vuol dedicare, e, se del caso, il luogo del fondaco o della bottega che intende di aprire.

Il mestiere di venditore ambulante, distributore di merci, sensale, intromettitore, banditore, macellaio, domestico, servitore di piazza, facchino e barcaiuolo, non potranno esercitarsi da chi non sia munito di speciale licenza.

Art. 44. — A cura del residente tutti coloro che esercitano qualche arte, mestiere od industria saranno iscritti in apposito registro e l'iscrizione potrà essere negata alle persone pregiudicate o pericolose.

Il residente, su richiesta dell'interessato, dovrà rilasciare certificato dell'iscrizione.

La licenza ed il certificato di cui sopra, potranno venire ritirati in caso di abuso o per ragioni di ordine pubblico.

#### *Libretti di servizio.*

Art. 45. — La residenza rilascerà agli operai ed ai domestici, a richiesta loro o dei loro padroni, un libretto sul quale, in occasione di licenziamento od in fin d'anno, il padrone dovrà notare il servizio prestato, la durata del medesimo e la condotta tenuta.

#### *Cave di pietra, calce, fornaci, ecc.*

Art. 46. — Nessuno potrà aprire od esercitare cave di pietra di sabbia e simili, fornaci di calce o da mattoni, ecc., senza licenza rilasciata dal residente, il quale indicherà la località per l'impianto e l'estrazione e le norme da osservare nell'impianto stesso e durante l'esercizio.

#### *Costruzione di fabbricati o capanne.*

Art. 47. — Chiunque voglia intraprendere nuove costruzioni od apportare modificazioni alle costruzioni esistenti; chiunque voglia intraprendere demolizioni, fare sterri, o qualsivoglia altro lavoro nell'interno della città, dovrà ottenere preventiva autorizzazione dal residente, il quale potrà, se del caso, domandare tutti gli schiarimenti, tipi e i disegni che crederà necessari.

Art. 48. — Il residente concederà o meno l'autorizzazione di cui all'articolo precedente, secondo che concorreranno

nella operazione progettata le necessarie condizioni di estetica, di sicurezza e di rispetto al piano regolatore.

Le stesse norme sono applicabili alla costruzione di capanne e di altri ricoveri per indigeni.

#### *Conservazione dei fabbricati.*

Art. 49. — I proprietari di case o di capanne sono obbligati di tenerle in istato di buona conservazione.

Le case, le capanne o le mura isolate che fossero giudicate in tale condizione di deperimento da dare a temere per l'incolumità delle persone, saranno riattate o demolite. Se il proprietario della casa, capanna o muro si rifiutasse alle necessarie riparazioni od alla demolizione ed allo sgombrò delle macerie, quello o questa saranno fatte per cura del residente ed a spese del proprietario stesso.

#### *Demolizioni.*

Art. 50. — Chiunque demolisca in totalità od in parte un fabbricato senza quindi ricostruirlo dovrà adattare a sue spese l'area risultante nel modo che sarà giudicato conveniente dall'ufficio della residenza, e si provvederà allo sgombrò delle macerie.

#### *Occupazione temporanea di suolo pubblico.*

Art. 51. — Chiunque voglia occupare temporaneamente suolo pubblico per esercitarvi piccolo commercio, o per qualsiasi altro motivo, dovrà ottenerne licenza dal residente, il quale potrà concederla ove non si oppongano ragione di ordine e di viabilità.

#### *Danneggiamento.*

Art. 52. — È assolutamente vietato estirpare, tagliare, od in qualunque modo recar danno alle piante poste sulle piazze

e vie pubbliche e nel raggio di un chilometro dalle mura. Così è vietato danneggiare case, pozzi, tombe ed in genere qualunque edificio o cosa lasciata in custodia alla pubblica fede.

Art. 53. — Chiunque contravvenga alle disposizioni dell'articolo precedente, oltre che incorrere nelle pene ordinarie, dovrà riporre nel primo assetto, a totali sue spese, le cose manomesse, o risarcire l'amministrazione per le spese che allo stesso scopo il residente avesse ordinato d'ufficio.

#### *Manutenzione delle vie e degli edifici.*

Art. 54. — Le vie che non abbiano un nome riconosciuto dagli indigeni, saranno a cura del residente distinto con un numero d'ordine, ed un numero progressivo sarà assegnato ad ogni casa o capanna.

I proprietari delle case o delle capanne dovranno provvedere a che il numero stesso sia scritto sulla porta in modo visibile in arabo ed in italiano.

#### *Industrie insalubri e pericolose.*

Art. 55. — Non possono stabilirsi manifatture, fabbriche o depositi insalubri o pericolosi nell'interno dell'abitato. Gli stabilimenti o le fabbriche già esistenti che fossero in qualsiasi modo di pregiudizio alla pulizia od all'igiene dell'abitato, o che tali fossero resi per cattivi metodi di esercizio, dovranno essere migliorati o rimossi.

#### *Bestiame tenuto in città.*

Art. 56. — Chi tenga nell'interno della città armenti di bestiame dovrà sottostare a tutte le prescrizioni igieniche che verranno ordinate dal residente. Alle mandrie di cammelli provenienti dalla campagna sarà dal residente designata apposita località nella quale dovranno parcare.

In nessun caso gli animali potranno essere abbandonati senza custodia per le vie della città.

*Cani.*

Art. 57. — Chiunque tenga cani presso di sè dovrà munirsi di apposita licenza che sarà rilasciata dal residente, ed impedire che i cani stessi vaghino per le vie della città.

*Animali feroci.*

Art. 57 bis. — Gli animali feroci saranno tenuti e custoditi in apposite gabbie e tenuti in recinti non accessibili al pubblico.

*Seppellimento delle carogne.*

Art. 58. — I cadaveri degli animali morti in città o nelle vicinanze dovranno essere, a cura e spese del proprietario, prontamente sotterrati nella località che sarà indicata dal residente.

*Sgombro delle materie di rifiuto.*

Art. 59. — È vietato accumulare nelle case spazzature, detriti ed ogni altra immondizia. Tutto il materiale di rifiuto dovrà essere asportato e depositato, nelle ore stabilite, nelle località designate dal residente.

*Latrine.*

Art. 60. — Le latrine delle case nuove dovranno avere i condotti ed i pozzi neri rivestiti di sostanza impermeabile atta ad impedire le infiltrazioni, e tenuti in modo da evitare qualsiasi emanazione nociva. Quelle delle case vecchie saranno mano a mano ridotte come sopra è detto.

In difetto di latrine i proprietari dovranno essere prov-

visti di appositi recipienti facilmente disinfettabili, i quali saranno giornalmente vuotati alle ore stabilite e nelle località designate dall'ufficio di residenza.

*Intorbidamento ed inquinamento dei pozzi.*

Art. 61. — Sono vietati depositi di concime nelle vicinanze di pozzi, o serbatoi di acque potabili, come pure è assolutamente vietato il lavare oggetti nella vicinanza dei pozzi, il gettarvi materie qualsiasi atte ad intorbidare, guastare o corrompere le acque, nonchè adoperare recipienti sporchi per estrarre le stesse.

Quando i pozzi sono muniti di apparecchi meccanici per la presa dell'acqua, non sarà permesso attingervi con qualsiasi altro recipiente o mezzo.

*Diritto di accedere nei cortili, nei recinti, ecc.*

Art. 62. — Il residente e, dietro suo espresso mandato, gli agenti della forza pubblica, hanno il diritto di accedere nei cortili, recinti, ecc., per verificare se sono rispettate le prescrizioni del presente regolamento.

*Malattie contagiose.*

Art. 63. — Le famiglie dei malati colpiti da morbo infettivo o contagioso, ed in difetto chi dia loro alloggio per mercede o senza, hanno l'obbligo di denunciare il caso alla autorità nelle prime 24 ore, e di sottoporsi a tutte le prescrizioni che verranno loro ordinate per la tutela della pubblica igiene.

*Denuncia dei casi di morte.*

Art. 64. — I casi di morte, prodotti da qualsiasi causa, dovranno essere denunciati alla residenza, ed il residente de-

signerà il luogo e l'ora di seppellimento, rispettando la credenza e le consuetudini, a meno che gravi ragioni, d'igiene, d'ordine o giudiziarie non gli impongano di allontanarsi da questa regola.

*Seppellimenti ed esumazioni.*

Art. 65. — Senza licenza del R. Commissario Generale non sono permessi seppellimenti in località che non sia quella destinata a cimitero, nè esumazioni di cadaveri.

*Malattie epizootiche.*

Art. 66. — I proprietari o detentori, sotto qualsiasi titolo, di uno o più animali affetti da malattia epizootica o sospetta d'esserlo, devono dare immediato avviso del male all'ufficio di residenza, cui spetta adottare i provvedimenti che si reputano più acconci ad impedire la diffusione del morbo.

I proprietari o detentori di animali infetti non potranno opporsi alle misure che l'autorità credesse di far eseguire, nè infrangere le misure di isolamento ordinate dal residente.

Art. 67. — Della mancata denuncia di cui agli articoli 63, 64, 66 e dello inadempimento delle prescrizioni date dal residente, sono altresì responsabili i capi delle « cabile » cui appartengono i trasgressori.

*Disobbedienza agli ordini dell'autorità.*

Art. 68. — Oltre i casi contemplati dagli articoli precedenti, sarà punita come trasgressione qualunque disobbedienza agli ordini dell'autorità e la non osservanza di un provvedimento preso dalla medesima per ragioni di giustizia o di pubblica sicurezza; la trasgressione si considererà più grave se l'ordine era scritto o contenuto in un bando reso di pubblica ragione, anche se il bando non precisava alcuna speciale sanzione; e più ancora se l'ordine o il bando erano

stati emanati direttamente dal R. Commissario generale o da chi ne teneva le veci.

Art. 68-bis. — Nel caso di trasgressioni continuate (specialmente per quelle di danneggiamento, animali vagabondi, ecc.) e ad opera di persone che rimangono ignorate con la connivenza attiva o passiva delle « cabile », la responsabilità delle trasgressioni risalirà sempre ai capi delle « cabile » ed alle « cabile » stesse che, in solido, saranno responsabili del pagamento delle ammende e dei danni.

#### *Delle licenze. Durata.*

Art. 69. — Le licenze, le autorizzazioni, i permessi, ecc., sono personali, e, quando non sia altrimenti stabilito, hanno la durata di un anno; scadono però sempre col 31 dicembre dell'anno in cui sono rilasciati.

#### *Modelli.*

Art. 70. — Le licenze, le autorizzazioni, i permessi, ecc. vengono rilasciati, salvo disposto in contrario, dai residenti, che li scrivono in registro a madre e figlia su appositi modelli numerati progressivamente per cura dell'Ufficio del Governo, e, mensilmente, i residenti stessi trasmettono al Regio Commissario la nota di quelli rilasciati.

Art. 71. — I moduli per le licenze sono di 12 specie e vengono distinti con le lettere:

A-1 — A-2 — A-3. — B-1 — B-2 — B-3. — C-1 — C-2 — C-3 — C-4. — D-1 — D-2 — D-3 — D-4. — E. — F. — G-1 — G-2 — G-3. — H. — I. — L. — M. — N-1 — N-2.

#### *Tasse.*

Art. 72. — Le tasse per le licenze, le autorizzazioni, i permessi vari, eccetera, sono fissate come segue:

A-1	— Licenza per la fabbricazione ed il commercio delle armi. . . . .	T. M. T.	12.00
A-2	— Licenza per la detenzione di armi	»	1.00
A-3	— Licenza per porto d'armi. . . . .	»	6.00
B-1	— Licenze per fantasie, balli, spettacoli pubblici e pubbliche riunioni che durano sino alle ore 22 . . . . .	»	1.00
B-2	— Licenze per fantasie, balli, spettacoli pubblici e pubbliche riunioni che durano sino alle ore 24 . . . . .	»	2.00
B-3	— Licenze per fantasie matrimoniali od altre che durano più di un giorno . . . . .	»	5.00
C-1	— Licenze di 1 <sup>a</sup> categoria per esercizi pubblici o per la fabbricazione o detenzione o commercio di materie esplosive od infiammabili, e per l'esercizio della professione di sensali ed uagil. . . . .	»	12.00
C-2	— Come sopra, di 2 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	6.00
C-3	— Come sopra, di 3 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	3.00
C-4	— Come sopra, di 4 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	1.00
D-1	— Licenze di 1 <sup>a</sup> categoria per la vendita di bevande distillate . . . . .	»	150.00
D-2	— Come sopra, di 2 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	100.00
D-3	— Come sopra, di 3 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	75.00
D-4	— Come sopra, di 4 <sup>a</sup> categoria . . . . .	»	25.00
E	— Licenza e libretto di servizio per chi esercita il mestiere di venditore ambulante, distributore di merci, banditore, macellaio, domestico, servitore di piazza, facchino, barcaiolo. . . . .	»	0,50
F	— Licenze per tenere cani od animali feroci (per capo) . . . . .	»	3.00

<i>G-1</i> — Licenze macellazione per ovini (per capo) . . . . .	besa	25
<i>G-2</i> — Licenze macellazione per bovini (per capo) . . . . .	T. M. T.	1.00
<i>G-3</i> — Licenze macellazione per cammelli (per capo) . . . . .	»	1.50
<i>H</i> — Permesso di pernottare in città per una notte . . . . .	besa	2
Permesso di pernottare in città per un mese . . . . .	»	25
<i>I</i> — Permesso di stabilirsi in città . . .	T. M. T.	3.00
<i>L</i> — Permesso di seppellimento fuori degli ordinari cimiteri e di esumazione di cadaveri . . . . .	»	10.00
<i>M</i> — Permesso per lo sparo di armi da fuoco, mortaretti, accensione di fuochi d'artificio, esplosioni a scopi industriali (per chi non sia provvisto di licenza di esercizio), per macellazione fuori del mattatoio e per qualsiasi altra licenza o permesso non contemplati espressamente nella presente tabella, volta per volta . . . . .	besa	25
Licenza per costruzione di edifici o di capanne e per aprire od esercitare cave di pietra, di sabbia e simili, fornace da calce o da mattoni, ecc. . . . .	T. M. T.	0.50
Licenza per occupazione temporanea di suolo pubblico per ogni quattro metri quadrati e per mese . . .	besa	25
<i>N-1</i> — Passaporto per cittadini italiani e persone di razza bianca in genere	T. M. T.	6.00

*N*-2 — Passaporti per indigeni ed appartenenti a razze affini . . . . T. M. T. 1.00

Art. 73. — I residenti rilasciano le licenze, le autorizzazioni ed i permessi, che servono anche di ricevuta, all'atto del pagamento della tassa. I moduli delle licenze, autorizzazioni, permessi, ecc., sono dati in consegna ai residenti come carte-valori, di cui rispondono alla cassa centrale di Mogadiscio.

Fanno eccezione le licenze di cui alle lettere *H* ed *M* sulle quali il residente applicherà, obliterandoli col bollo di ufficio, marche da bollo, e, in difetto, francobolli per il valore corrispondente alla tassa pagata.

Art. 74. — Le licenze per l'esercizio di cave di pietra, sabbia e simili, oltre che alla tassa fissa di cui alla tabella, sono soggette anche alla tassa proporzionale in ragione del 5% sul valore del materiale estratto e quelle per l'esercizio di fornaci da calce, da mattoni, ecc., alla tassa dell'uno per cento sul valore del materiale cotto o fabbricato.

La licenza dirà la quantità di materiale di cui si concede l'estrazione, lo cottura o la fabbricazione. Per l'importo delle tasse proporzionali anzidette il residente rilascerà apposita ricevuta, staccandola dal bollettario del quale è fornito. La ricevuta porterà l'indicazione del numero della licenza di cui è munito chi esercita la cava o la fornace.

#### *Disposizioni penali.*

Art. 75. — Le contravvenzioni alle disposizioni del presente regolamento, quando non costituiscano reato, sono punite con la pena dell'ammenda da una lira a duemila e dall'arresto da un giorno a due anni, separate o congiunte a seconda della gravità dell'infrazione, delle sue conseguenze, delle circostanze da cui è stata accompagnata e dei precedenti del trasgressore.

Debbono sempre essere considerate come aggravanti la recidiva generica, la recidiva specifica, l'aver proceduto alla trasgressione contro l'ordine espresso dall'autorità e più dopo il rifiuto di licenza.

*Ammonizione.*

Art. 76. — Il residente potrà inoltre ammonire le persone pregiudicate o che non abbiano mezzi riconosciuti di sussistenza, o tengano condotta in qualunque modo sospetta:

1. di darsi a stabile lavoro e di farlo constare entro un termine prefisso;

2. di non abbandonare l'abitazione scelta senza preventivo avviso dell'autorità;

3. di non ritirarsi la sera più tardi e di non uscire di mattino più presto di una data ora;

4. di non frequentare donne perdute, esercizi pubblici, specialmente se vi si vendono bevande distillate o anche solo vino, pubbliche riunioni e pubblici trattenimenti;

5. di presentarsi alla residenza in giorni determinati.

*Applicazione della sola ammenda.*

Art. 77. — Sono punite con la semplice ammenda, quando non concorrano circostanze aggravanti le contravvenzioni agli articoli 2 (primo alinea) per ciò che riguarda chi ha regalato e prestato le armi, 8, 13, 14, 16, 19, 22, salvo sempre, in casi gravi, le maggiori facoltà concesse al R. Commissario dal regolamento organico della Colonia, e quelle agli articoli 23, 24, 25, 32, 33, 34, 36, 42, 43, 54, 56, 57, 58, 59, 60 e 61.

Il residente potrà in casi eccezionali, quando si tratti di lievissima trasgressione e di gente povera, scendere con la pena dell'ammenda fino a L. 0.25.

*Ammenda ed arresti riuniti.*

Sono punite con la pena dell'ammenda non inferiore alle lire cinquanta e con quella dell'arresto non inferiore ai tre mesi le contravvenzioni agli articoli 5 e 6, quando le armi sieno avvelenate, e quelle agli articoli 7 ed 8, per chi delle armi abbia fatto commercio.

Sono puniti con l'ammenda non inferiore alle lire cento e con l'arresto per non meno di un anno i contravventori agli articoli 9, secondo alinea, e 10, per la parte che riguarda gl' indigeni contravventori.

*Verbali di contravvenzione.*

Art. 78. — Di ogni contravvenzione i residenti compileranno apposito verbale, nel quale dovrà figurare il nome del trasgressore, quello dell'agente o degli agenti che hanno rilevata l'infrazione, la descrizione dell'infrazione stessa e la pena applicata.

Le ammende sono riscosse dal residente il quale rilascia ricevuta, staccandola dal bollettario a madre e figlia di cui è fornito,

*Conversione dell'ammenda in arresto con obbligo di lavoro.*

Art. 79. — Nel caso di non seguito pagamento e di insolvibilità del condannato, l'ammenda si converte nell'arresto con obbligo di lavoro, col ragguglio di un giorno per ogni cinque lire della somma non pagata per i cittadini italiani e per le persone di razza bianca in genere, e di un giorno per ogni lira per gl' indigeni ed appartenenti a razze affini.

*Divisione delle ammende.*

Art. 80. — L'importo delle ammende andrà per due terzi a favore del Governo della Colonia e per un terzo sarà di-

viso tra chi ha rilevato l'infrazione e chi ha intimato la contravvenzione.

Art. 81. — Il presente regolamento andrà in vigore otto giorni dopo che sia stato pubblicato mediante affissione nei luoghi pubblici e lettura e spiegazione nel *barza* (1).

Art. 82. — Sono abrogate tutte le disposizioni precedenti in materia di polizia, d'igiene e di sanità pubblica.

#### DISPOSIZIONI TRANSITORIE.

##### *Competenze.*

Art. 83. — Fino a che non sia pubblicato l'ordinamento giudiziario della Colonia, i residenti conosceranno inappellabilmente di tutte le contravvenzioni prevedute dal presente regolamento, ed anche di quelle contemplate dai bandi, ordinanze ed ordini del giorno, quando essi non dispongano in merito diversamente.

##### *Riduzione di tasse.*

Art. 84. — Le tasse per le licenze annuali, che verranno rilasciate nel corso dell'anno corrente, saranno la metà di quelle stabilite dal presente regolamento.

Dato a Mogadiscio, il 26 agosto 1905.

*Il Regio Commissario generale*  
LUIGI MERCATELLI.

---

(1) Tribunale indigeno.

## LI.

## DECRETO COMMISSARIALE 9 settembre 1905, n. 25.

*Aggiunte e varianti ai decreti n. 20 e 22.*

## ERRATA-CORRIGE.

All'art. 1 del decreto n. 20 dell'8 luglio scorso, che istituisce un servizio di vaglia coloniali, vanno aggiunte, alle stazioni di Mogadiscio, Merca, Brava e Giumbo, quelle di Itala e Uorscek,

Dall'art. 1 del decreto n. 22, che autorizza le stazioni di Lugh, Bardera ed Itala alla sola emissione di vaglia interni, va tolta la stazione di Itala, alla quale sono concesse le facoltà di cui al decreto n. 20 surriferito.

Mogadiscio, 9 settembre 1905,

*Il Regio Commissario generale*  
LUIGI MERCATELLI.

---

LII.

DECRETO COMMISSARIALE 12 settembre 1905, n. 27.

*Riordinamento del servizio doganale.*

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Considerata l'urgenza di provvedere ad un sollecito riordinamento delle R. Dogane del Benadir;

Viste le istruzioni del Ministero degli affari esteri del 24 febbraio 1905;

Visto l'art. 6 del regolamento organico della Colonia;

DECRETA:

Articolo unico.

È approvato l'annesso regolamento doganale, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Mogadiscio, 12 settembre 1905.

*Il Regio Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

**Regolamento doganale.**

TITOLO PRIMO. — DISPOSIZIONI GENERALI

*Linea doganale e dogane.*

Art. 1. — La linea doganale della Somalia Italiana meridionale è costituita dal lido del mare, da capo Mereg fino

alla foce del Giuba, e dalla sponda sinistra di questo fiume, dal mare fino al punto dove riceve il Web ed il Dawa (Dolo).

Lungo la linea doganale marittima sono stabilite le dogane d'Itala, Warscek, Mogadiscio, Merca, Brava, Giumbo ed il posto doganale di Gesira.

Lungo la linea doganale interna sono le dogane di Giumbo, Bardera, Lugh e i posti doganali di Gilib, Kamsuma e Margherita.

Con decreto del R. Commissario generale, possono essere istituite nuove dogane, nuovi posti doganali e possono essere abolite alcune delle dogane e dei posti doganali esistenti. I posti doganali potranno essere abilitati ad alcune od a tutte le operazioni della dogana dalla quale dipendono, previa autorizzazione del regio Commissario generale.

Art. 1 *bis*. — Tutte le dogane della colonia dipendono dal capo della dogana di Mogadiscio, e sono sotto alla vigilanza dei residenti.

I posti doganali dipendono dalla dogana della residenza nel cui territorio sono posti.

Il capo della dogana di Mogadiscio riceverà dalle dogane dipendenti le domande di schiarimenti, di variazioni di tariffa, di emendamenti o di aggiunte al regolamento, ed in genere tutte le proposte che nell'interesse del servizio venissero fatte, e le comunicherà col suo parere al regio Commissario generale per gli opportuni provvedimenti.

I residenti faranno almeno una ispezione al mese nella dogana da essi dipendente, e ne riferiranno direttamente al regio Commissario.

#### *Passaggio della linea doganale.*

Art. 2. — Le merci non possono traversare la linea doganale di notte, cioè prima del sorgere e dopo il tramonto del sole.

Lungo la linea doganale marittima è permesso anche di notte l'ingresso nei porti e l'approdo ai lidi dove sono uffici doganali: ma è vietata ogni operazione d'imbarco e di sbarco. A questi divieti possono essere fatte eccezioni dall'amministrazione.

*Carico, scarico e trasbordo delle merci.*

Art. 3. — Il Governo della Colonia si riserva il diritto del carico, scarico e trasbordo delle merci in tutte od in alcune delle dogane.

Nelle dogane ove non venisse applicato questo diritto, nessuna operazione di carico, scarico o trasbordo di merci può essere eseguita nella linea doganale senza licenza della dogana e senza l'assistenza dei suoi agenti.

Ogni operazione deve essere fatta nei luoghi assegnati dall'amministrazione.

I capitani, senza speciale permesso del capo dell'ufficio doganale, non possono imbarcare nuove merci prima di aver compiuto tutte le operazioni di scarico e di trasbordo.

Il capo dell'ufficio doganale può anche permettere che lo scarico ed il trasbordo delle merci avvengano senza l'assistenza degli agenti di dogana.

*Orario per le operazioni doganali.*

Art. 4. — L'orario per le operazioni doganali è di regola dalle ore sei alle ore diciotto, salvo a modificarlo secondo gli arrivi e le partenze dei bastimenti, e delle carovane, in maniera che i bisogni del commercio siano soddisfatti nel miglior modo possibile. Le variazioni necessarie verranno apportate dal capo della dogana d'accordo col residente.

*Sbarco ed imbarco delle merci.*

Art. 5. — Il permesso di sbarco delle merci estere giunte da mare è dato per iscritto sulla copia od estratto del ma-

nifesto o sulla dichiarazione da presentarsi dal negoziante o dal suo rappresentante.

Il permesso di imbarco è dato implicitamente con la consegna del documento doganale emesso per la spedizione delle merci. Però se il documento non è emesso dalla dogana del luogo di imbarco, dev'essere a questa presentato per la vidimazione.

Art. 6. — Gli agenti destinati ad assistere alle operazioni di sbarco o d'imbarco, si assicurano della corrispondenza delle merci coi documenti presentati, sui quali, ad operazione compiuta, attestano l'avvenuto sbarco od imbarco ed annotano le differenze che avranno rilevate nel confronto delle merci.

Quando il capo della dogana permette ai capitani di ricevere a bordo altre merci senza l'assistenza degli agenti, deve farne speciale menzione sui documenti doganali da esibirsi per tali operazioni.

Ar. 7. — Quando avvenga l'imbarco di una parte soltanto delle merci descritte in una bolletta doganale, gli agenti attestano sulla bolletta il parziale imbarco avvenuto e la consegnano alla dogana, la quale vi appone una speciale annotazione, a fine di renderla valevole per le sole merci imbarcate. Se per l'immediata partenza del bastimento la bolletta non potesse trattenersi, gli agenti ne informano il capo della dogana, il quale, se si tratta di merci destinate a porti della Colonia, ne avvisa la dogana di destinazione.

Per l'imbarco delle rimanenti partite su altri bastimenti, la dogana emette nuove bollette, ed all'uopo è in diritto di ripetere l'operazione doganale. Le nuove bollette debbono indicare la specie, il numero e la data della bolletta complessiva da cui provengono.

Quando le merci già si trovino su barche d'alleggio e vengono imbarcate solo in parte sul bastimento, lo speditore deve denunciare alla dogana le merci rimaste nelle barche,

e che dovranno spedirsi con altro bastimento. La dogana procede nel modo anzidetto per la emissione delle nuove bollette.

*Trasbordo delle merci.*

Art. 8. — Ha luogo operazione di trasbordo quando le merci, giunte per via di mare, debbono essere caricate su altro bastimento per raggiungere il luogo di destinazione.

Il trasbordo si fa da bordo a bordo direttamente e per mezzo di barche d'alleggio, e dopo breve sosta delle merci sulle banchine.

Le merci destinate al trasbordo possono, in attesa del mezzo di trasporto, essere sbarcate e depositate provvisoriamente nei magazzini forniti dal capitano o da chi per esso, ed approvati dalla dogana, da chiudersi con due differenti chiavi.

In questi speciali magazzini le merci sono depositate a rischio del capitano. La dogana si limita a tenere una delle chiavi del magazzino, e considera le merci introdotte come semplicemente sbarcate.

Prolungandosi la giacenza nelle barche d'alleggio di merci destinate al trasbordo, la dogana è in facoltà di ordinarne lo sbarco per la più sicura custodia.

Art. 9. — Per effettuare il trasbordo di merci che provengono direttamente dall'estero, anche se ricevute di trasbordo in un porto della Colonia, deve essere presentata dal capitano, o da chi per esso, la dichiarazione per lasciapassare di merci estere, indicando il luogo ove le merci si trovano. Per ogni luogo di destinazione devono essere presentate separate dichiarazioni. Per le merci dirette all'estero si può presentare una dichiarazione complessiva.

La descrizione delle merci suddette può essere limitata alle indicazioni prescritte per il manifesto del carico.

La dogana emette la bolletta di lasciapassare che consegna per l'effettuazione del trasbordo.

Art. 10. — Gli agenti che assistono al trasbordo si accertano che i colli delle merci corrispondano alle indicazioni delle bollette presentate, e, ad operazione compiuta, appongono su tali documenti l'attestazione dell'avvenuto trasbordo.

Le bollette vengono poi consegnate al capitano.

Nei casi in cui il trasbordo abbia luogo per una parte soltanto delle merci descritte in una bolletta, si procede a norma dell'art. 7.

Quando il capo della dogana permette che il trasbordo abbia luogo senza l'assistenza degli agenti, ne fa cenno sui documenti doganali che accompagnano le merci.

#### *Operazioni compiute dalle navi da guerra.*

Art. 11. — Le navi da guerra possono compiere operazioni di sbarco, d'imbarco e di trasbordo anche di notte.

I permessi e le bollette doganali occorrenti per le operazioni vengono dati dalla dogana su richiesta scritta dal comandante della nave o da chi per esso. Il trasbordo diretto da una ad altra nave da guerra non è soggetto ad alcuna formalità doganale.

Per le operazioni che compiono le navi da guerra, gli agenti di dogana si limitano a sorvegliare le merci da mare.

Però quando le merci destinate ad essere imbarcate, comprese quelle di trasbordo provenienti da navi mercantili, sieno estere, le scortano fin sotto la nave, e ritirano sui documenti doganali che le accompagnano, o in difetto su fogli a parte, attestazione di ricevimento a bordo, scritta dal comandante o da chi per esso. Tali attestazioni provano il regolare imbarco delle merci per gli effetti doganali.

Art. 12. — Alle navi da guerra nazionali non occorre nè il permesso, nè la bolletta di dogana per l'imbarco e lo sbarco

di materiali da guerra, di attrezzi e di quanto sia necessario al corredo della nave e dell'equipaggio, e per l'imbarco di provviste di bordo occorrenti alla manutenzione della nave ed al mantenimento degli equipaggi, semprechè si tratti di materiali o merci di origine della Colonia, o a questa parificate.

Alle navi da guerra estere sarà usato lo stesso trattamento delle navi nazionali, quando vi sia reciprocità, da parte dei rispettivi Governi, alle navi da guerra italiane,

#### *Operazioni compiute da bastimenti di diporto.*

Art. 13. — Per lo sbarco, imbarco e trasbordo di provviste e di altri oggetti del corredo di bordo, i bastimenti da diporto (*yachts*) di qualsiasi bandiera, riconosciuti tali dai rispettivi Governi, sono sottoposti allo stesso trattamento delle navi da guerra.

Su tali bastimenti però non è permesso l'imbarco ed il trasbordo di provviste e di oggetti di estera provenienza non sdaziati, fatta eccezione per quelli esteri, quando vi sia reciprocità di trattamento da parte dei Governi stranieri verso i bastimenti da diporto di bandiera italiana.

#### *Temporanea custodia delle merci.*

Art. 14. — Le merci estere arrivate per via di mare, qualunque sia la loro destinazione, comprese le merci destinate al trasbordo, quando da oltre 24 ore si trovino sbarcate sulle banchine, vengono prese in consegna dalla dogana che le introduce nei propri recinti e magazzini destinati alla temporanea custodia. È tuttavia in facoltà del capo della dogana di permettere che le merci stesse rimangano nei luoghi di sbarco, sotto la sorveglianza degli agenti doganali, anche oltre le 24 ore.

Art. 15. — Non si ammettono nei magazzini di temporanea custodia della dogana:

- a) le materie infiammabili ed esplosive;
- b) le merci che tramandono cattivo odore;
- c) le merci, in genere, che per loro natura sono di pericolosa custodia, o possono recar danno ai locali od alle altre merci con le quali vengono a contatto;
- d) le merci soverchiamente ingombranti, quando non vi siano locali adatti per riceverle.

Qualora i locali disponibili non siano sufficienti per raccogliere tutte le merci che possono esservi depositate, si devono di preferenza ammettere quelle racchiuse in colli e quelle più fortemente tassate.

Le materie infiammabili, esplosive o corrosive, devono rimanere sulle banchine o nelle barche d'alleggio, secondo le disposizioni date, volta per volta, dal residente, a meno che non vi siano speciali magazzini per riceverle.

Art. 16. — Le merci di produzione della Colonia, spedite in esportazione, possono essere assunte in temporanea custodia dalla dogana, quando debbono aspettare l'arrivo di un bastimento per essere spedite all'estero. Dette merci non possono depositarsi assieme a quelle estere.

Quando si tratti di merci che abbiano già pagati i diritti di esportazione in altra dogana della Colonia e non vi siano appositi magazzini per riceverle, possono rimanere nel porto sotto l'ordinaria vigilanza degli agenti, fintanto che non siano imbarcate sul bastimento cui furono destinate.

Queste merci, col permesso del capo della dogana, possono anche essere custodite provvisoriamente in magazzini prossimi all'ufficio doganale, somministrati a spese dello speditore o di chi per esso, chiusi con due chiavi differenti una delle quali da tenersi dalla dogana. Le merci immesse in tali magazzini non sono in consegna alla dogana, la quale le considera semplicemente sbarcate, ne custodisce i documenti ed interviene all'atto dello svincolo.

Art. 17. — L'introduzione delle merci nei magazzini di temporanea custodia deve aver luogo durante l'orario d'ufficio della dogana, in base alla presentazione delle copie del manifesto, o della dichiarazione scritta che avesse servito per lo sbarco, o di altre bollette doganali.

Art. 18. — Il funzionario addetto ai magazzini di temporanea custodia della dogana, deve, all'atto dell'introduzione dei colli, riconoscere per ognuno di essi le marche, i numeri distintivi, la specie ed il peso lordo, attestando sui medesimi l'avvenuta introduzione, facendo cenno delle differenze che avesse rilevate nel confronto, ed eseguendo, in confronto dei documenti che li accompagnano, corrispondente allibramento nel registro delle merci in temporanea custodia.

Entro tali limiti, e sino al regolare scarico del registro, egli risponde delle merci, salvo la responsabilità dei terzi, verso l'amministrazione e verso il commercio.

I piccoli colli contenenti oggetti preziosi e di molto valore saranno presi in consegna a parte e custoditi in armadi o in casse chiuse a chiave.

Per lo scarico del registro di magazzino di temporanea custodia occorre che si indichi in esso la specie, il numero e la data del documento doganale emesso per la successiva spedizione delle merci, e che sia scritta dai destinatari o loro rappresentanti ricevuta sul registro stesso.

#### *Della dichiarazione e della sua compilazione.*

Art. 19. — Ogni operazione doganale deve essere preceduta da una dichiarazione, da farsi dal proprietario delle merci o dal suo rappresentante nelle forme indicate dagli articoli séguenti.

I proprietari possono essere rappresentati o dagli spedizionieri o da altre persone munite di speciale mandato.

Le norme per l'ammissione degli spedizionieri e dei man-

datari presso la dogana sono determinate con decreto del regio Commissario generale.

Art. 20. — La dichiarazione deve essere presentata in iscritto, e sottoscritta nei due suoi esemplari dal dichiarante.

Può essere anche compilata sotto la responsabilità dello speditore da un agente doganale a ciò appositamente delegato e munito di speciali modelli.

La dichiarazione verbale è ammessa soltanto per le merci che i viaggiatori portano per loro uso, e nei casi consigliati da circostanze locali, previa autorizzazione del regio Commissario generale.

Art. 21. — La dichiarazione scritta deve contenere:

a) il nome e cognome del destinatario o del suo rappresentante;

b) il luogo di provenienza e quello di destinazione delle merci;

c) il numero e la specie dei colli con le marche e cifre numeriche;

d) la descrizione delle merci per ciascun collo, indicandone le qualità secondo le denominazioni della tariffa e le rispettive quantità;

e) il peso lordo e netto delle merci;

f) il loro valore.

Art. 22. — La dichiarazione è nulla e si considera come non presentata per gli effetti di legge, quando porti correzioni, cancellature ed altre alterazioni; quando le indicazioni di quantità e di valore, sulle quali debbono essere liquidati i diritti di confine, non sieno scritte, oltrechè in cifre, anche in lettere, e quando vi sia difetto di qualunque delle altre condizioni previste dall'articolo precedente.

Art. 23. — La dichiarazione scritta deve essere presentata alla dogana in due conformi esemplari, giusta i modelli stabiliti dall'amministrazione per le varie operazioni doganali.

I due esemplari debbono essere scritti con inchiostro nero

non alterabile, senza uscire dalle linee e dai limiti di spazio segnati nei rispettivi modelli, ed uniti in unico foglio.

La firma deve essere preceduta dall'indicazione della qualità del firmatario.

Per le merci provenienti dal mare deve essere indicato nella dichiarazione, anche il nome e cognome del capitano ed il nome e la nazionalità del bastimento che le ha trasportate.

Art. 24. — Nella dichiarazione le merci possono essere descritte in complesso anzichè distintamente, collo per collo, quando si tratti di più colli contenenti tutti una sola qualità di merce, o quando, per speciali circostanze da apprezzarsi dal capo della dogana, la descrizione delle merci per ogni collo presentasse eccezionali difficoltà. Di regola, non è ammessa la dichiarazione di una parte soltanto delle merci contenute in un collo.

*Presentazione ed accettazione della dichiarazione.*

Art. 25. — Allorchè la dichiarazione viene presentata alla dogana, il funzionario incaricato si accerta che abbia i requisiti voluti dal presente regolamento e che i due esemplari, matrice e figlia, concordino fra di loro.

Riconosciuta la dichiarazione regolare, appone su entrambi gli esemplari l'attestazione della reciproca concordanza e la data della presentazione, e vi indica il numero e la data di allibramento, nonchè la denominazione del registro nel quale le merci si trovano annotate; fa cenno dei certificati e degli altri documenti necessari pel compimento delle operazioni doganali, che fossero uniti alla dichiarazione; e, per le merci introdotte nei magazzini della dogana, indica altresì il giorno in cui avvenne la introduzione.

Se la dichiarazione non è riconosciuta regolare, viene respinta e si considera come non presentata.

Art. 26. — La dichiarazione deve concordare con le indicazioni dei registri o dei documenti doganali in cui fossero iscritte le merci, e, ad ogni partita iscritta o ad ogni bolletta precedentemente emessa, debbono corrispondere separate dichiarazioni. Quando la descrizione delle merci fatta nella dichiarazione non concordi con le indicazioni dei registri e dei documenti suddetti, la dichiarazione ha corso egualmente, ma il funzionario doganale che la riscontra fa cenno delle discrepanze rilevate, per norma delle successive operazioni.

Art. 27. — La dichiarazione deve farsi nelle dogane di mare, di regola, entro otto giorni dall'arrivo del bastimento.

In casi eccezionali il capo della dogana ha facoltà di prorogare detto termine. Presso le dogane interne la dichiarazione deve essere fatta appena giunte le merci.

La dogana può richiedere tutti i documenti che debbono accompagnare le merci, e dovrà farlo quando insorgano dubbi tra le indicazioni della dichiarazione e lo stato del carico.

La dogana può permettere al proprietario, od a chi lo rappresenta di fare scaricare le merci e di verificarne alla presenza di un impiegato la qualità e la quantità, prima di stendere la dichiarazione.

È permesso mutare la dichiarazione presentata solo in ciò che riguarda la destinazione doganale delle merci, ma prima che ne sia intrapresa la visita.

Art. 28. — Il permesso per mutare la dichiarazione delle merci prima che sia intrapresa la visita, è dato per iscritto dal capo della dogana sulla dichiarazione da sostituire. La nuova dichiarazione deve concordare con la precedente.

Il capo della dogana può altresì permettere che in luogo di una nuova dichiarazione vengano fatte più dichiarazioni, con medesima o diversa destinazione doganale, purchè siano presentate contemporaneamente e corrispondano, in complesso, alla primitiva. Tale frazionamento di dichiarazione non è ammesso quando la suddivisione della partita dichiarata possa

condurre ad una diversa qualificazione delle merci, nei riguardi della tariffa doganale.

In ogni caso la dichiarazione, munita del permesso del capo della dogana, viene allegata alla matrice della successiva, o di una delle successive dichiarazioni presentate in sostituzione.

L'impiegato che accetta dichiarazioni che provengono da altre, deve sempre annotarvi il giorno di presentazione della dichiarazione primitiva.

Non possono accettarsi dichiarazioni complessive in cambio di più dichiarazioni già presentate.

#### *Della visita doganale.*

Art. 29. — Fatta la dichiarazione, si procede alla verifica delle merci ed alle scritture sui registri doganali. A tal uopo i colli debbono essere aperti negli uffici della dogana alla presenza degli agenti doganali e in contraddittorio col proprietario o col suo rappresentante.

Si ritiene intrapresa la visita per tutte le merci descritte nella dichiarazione non appena sia cominciato il riconoscimento della qualità e quantità delle merci; ed intrapresa la visita, la dichiarazione deve avere l'ulteriore suo corso.

#### *Visita preventiva.*

Art. 30. — Il capo della dogana può compiere la visita personalmente o delega uno dei suoi agenti a tale operazione.

Se, dopo che la visita è stata regolarmente intrapresa, il proprietario od il suo rappresentante non si prestasse all'ulteriore compimento dell'operazione, il capo della dogana deve invitarlo formalmente ad intervenire, fissando all'uopo un termine perentorio.

Scorso questo termine, in assenza della parte interessata, la dogana chiede l'intervento del residente e compie l'operazione di visita.

In questi casi deve essere compilato apposito processo verbale che, firmato dagli intervenuti, si unisce alla dichiarazione.

Art. 31. — Il permesso, al proprietario od al suo rappresentante, di verificare il contenuto dei colli giunti dall'estero, prima di presentare la dichiarazione (art. 27), può essere dato per iscritto dal capo della dogana sul documento da esibirsi per comprovare la pertinenza delle merci.

Tale visita preventiva deve farsi in luogo speciale, e debbono assistervi agenti appositamente delegati, i quali devono semplicemente vigilare che non avvengano sottrazioni, manipolazioni o sostituzioni, e che il contenuto di un collo non venga confuso con quello di un altro.

#### *Visita delle merci.*

Art. 32. — La visita delle merci si deve compiere nei luoghi all'uopo destinati negli spazi doganali, e le merci sottoposte a visita debbono, per quanto lo consentono le condizioni dei locali, tenersi separate da quelle non visitate.

La visita deve essere fatta in modo da evitare ogni danneggiamento o dispersione delle merci, e, quando è possibile, gli oggetti di valore considerevole saranno visitati in locali chiusi.

Art. 33. — I colli delle merci da sottoporre a visita possono essere aperti tutti: devono esserlo quando ciò sia giudicato necessario per accertare l'esattezza della dichiarazione, e specialmente quando in un medesimo collo vi siano merci di varie specie e soggette a dazio secondo varie voci di tariffa, o quando si fosse scoperta differenza riguardo alla dichiarazione. Quando non vi siano sospetti di frode, la verifica della qualità e quantità delle merci può essere fatta per una parte solamente, in modo però da avere sufficiente prova della esattezza delle dichiarazioni per la quantità intera.

*Visita dei bagagli.*

Art. 34. — I bagagli dei viaggiatori si visitano al solo scopo di accertare che non contengono oggetti sottoposti a diritti di confine o di vietata introduzione nella Colonia.

In tali visite gli impiegati debbono procedere coi maggiori riguardi e, prima di intraprenderle, devono domandare ai viaggiatori se hanno merci soggette a dazio, non mancando di avvertirli delle pene nelle quali potranno incorrere.

Le visite personali devono essere ordinate solo in caso di fondato sospetto di frode, ed essere compiute dopo che la persona sia stata invitata a presentare da sè quegli oggetti che potesse occultare.

*Visita alle merci di trasbordo.*

Art. 35. — Per le merci destinate al trasbordo la visita vien, di regola, limitata ai riscontri necessari per stabilire la identità dei colli e delle partite di merci alla rinfusa, in confronto delle bollette doganali, e per riconoscere l'esattezza delle indicazioni del manifesto del bastimento da cui le merci provengono.

Quando le merci non siano state depositate in dogana, tale riscontro viene fatto dagli stessi agenti incaricati di assistere all'operazione di trasbordo, in base ai documenti doganali all'uopo rilasciati.

Se le merci passano da bordo a bordo direttamente per mezzo di barche d'alleggio, il riscontro ha luogo a bordo del bastimento che le riceve, di mano in mano che vi sono imbarcate; e ha luogo sulle banchine all'atto dell'imbarco, per le merci che vi sono state sbarcate per il trasbordo. Il capo della dogana ha sempre facoltà di sottoporre le merci di trasbordo a regolare visita, o di delegare impiegati ad eseguirla.

*Risultato della visita.*

Art. 36. — Gli impiegati che hanno proceduto alla visita delle merci devono chiaramente indicarne il risultato su entrambi gli esemplari della dichiarazione.

Se il risultato è conforme alla dichiarazione, si esprime con le seguenti parole: *visto conforme*, con richiamo, occorrendo, ai numeri d'ordine dati dal dichiarante per distinguere le singole qualità di merci nella dichiarazione.

Se non è conforme che in parte, si procede per le merci trovate conformi, come al precedente alinea, e si descrivono le altre.

La indicazione della quantità delle merci verificate si deve scrivere in tutte lettere.

Art. 37. — Nel risultato della visita si debbono riportare tutte le indicazioni necessarie per riscontrare la regolarità dell'operazione di visita, e della liquidazione dei diritti doganali si deve particolarmente indicare la quantità, il peso lordo ed il valore imponibile.

Il risultato della visita deve infine comprendere i dati che servono di base per calcolare i diritti dovuti per magazzino, per bollo e per contrassegni, cioè il numero dei giorni, dei colli e dei quintali, il numero e la qualità dei contrassegni doganali.

*Responsabilità degli impiegati.*

Art. 38. — Gli impiegati del servizio delle visite hanno obbligo di assicurarsi con frequenti verificazioni che le bilancie, gli strumenti e gli attrezzi adoperati nella visita si trovino in buone condizioni di funzionamento e cioè diano risultati conformi al vero.

Gli impiegati sono personalmente responsabili del risultato delle visite da essi compiute come sono riportate sulle dichiarazioni.

*Contrassegni.*

Art. 39. — I tessuti esteri debbono, all'atto dello sdoganamento, essere muniti di un contrassegno, consistente o in lamine o in timbri con inchiostro indelebile.

Alle merci visitate potranno anche essere applicate delle marche speciali.

*Pagamento e riscossione dei diritti e delle spese.*

Art. 40. — I diritti di confine, quelli di magazzinaggio, quelli di bollo e qualsiasi altro diritto inerente alle operazioni doganali sono riscossi in oro, secondo speciali regolamenti e tariffe.

Il R. Commissario generale può, in via di eccezione autorizzare con suo decreto il pagamento in specie diverse dall'oro, ma saranno sempre proibite le riscossioni dei diritti di confine in natura.

Sono a carico del contribuente le spese di bollo ai colli, di lamine e di altri contrassegni, di facchinaggio, secondo i regolamenti e le tariffe locali. I diritti e le spese debbono essere pagati appena compiute le operazioni doganali.

A termine del presente regolamento, per diritti di confine si intendono i dazi di entrata, quelli di uscita e le soprattasse.

Art. 41. — La liquidazione dei diritti di confine, di magazzinaggio, di bollo sulle bollette e di quelli stabiliti per l'applicazione dei contrassegni ai colli delle merci, si fa sulle dichiarazioni nell'espore il risultato della visita, o sulle bollette che si rilasciano direttamente dalla dogana coll'uso dei registri a matrice e figlia, indicando il diritto unitario e quello liquidato per ciascuna specie di diritti.

Nelle dichiarazioni, immediatamente dopo il risultato della visita, o nelle bollette, l'impiegato indica in cifre ed in let-

tere l'ammontare totale dei diritti liquidati, ed appone la firma. Vi indica, altresì per l'eventuale procedimento contravvenzionale, le differenze, punibili a norma del presente regolamento, riscontrate nella visita.

Art. 42. — I diritti di bollo sono liquidati:

a) all'atto della registrazione e sui documenti medesimi, per i manifesti e per i permessi di partenza;

b) all'atto della presentazione, riportandoli sulla copia prescritta, per i manifesti del carico dei bastimenti che arrivano dall'estero;

c) all'atto della vidimazione, dalla dogana di partenza e sui documenti medesimi, per i manifesti di partenza che servono altresì di manifesti del carico presso la dogana di successivo approdo.

Art. 43. — I diritti di magazzinaggio che risultano dovuti per merci lasciate in magazzino dopo la emissione della bolletta di esito e quegli altri diritti che dovessero per qualsiasi causa esigersi in via suppletiva, si liquidano su apposita bolletta di riscossione staccata da registro a madre e figlia. Il numero e la data di tali bollette di riscossione devono indicarsi sulla bolletta e sugli altri documenti relativi alle merci.

Art. 44. — I diritti, appena liquidati, devono essere annotati sui registri che corrispondono ai documenti doganali sui quali è stata fatta la liquidazione. Quelli risultanti dalle dichiarazioni e dai manifesti e relativi permessi di partenza si annotano nei registri destinati all'allibramento dei documenti stessi.

I diritti liquidati sulle bollette e sugli altri documenti che si staccano da registri a matrice e figlia devono essere riportati, per il rispettivo loro ammontare, sui registri medesimi nella parte all'uopo loro destinata.

I diritti annotati sui registri devono essere sommati giornalmente.

Art. 45. — Tutti i diritti doganali e marittimi liquidati ed allibrati nei modi indicati dai precedenti articoli, debbono essere riepilogati nel registro delle riscossioni.

Il totale generale dei detti diritti, risultante dal registro delle riscossioni, costituisce il debito della dogana.

Art. 46. — Le dichiarazioni allibrate e le bollette staccate da registri a matrice e figlia, devono essere consegnate all'impiegato doganale incaricato della riscossione dei diritti in essi liquidati.

Esso prende nota, nel registro di cassa, della data e del numero di ciascun documento e dell'ammontare dei diritti da riscuotere.

All'atto delle riscossioni attesta sul registro di cassa e sulle bollette, o su entrambi gli esemplari delle dichiarazioni, l'avvenuto pagamento dei diritti e la specie delle valute incassate, indi consegna al contribuente le bollette o l'esemplare figlia della dichiarazione, il quale, da tal momento, ha valore di bolletta.

Art. 47. — I pagamenti delle bollette che si rilasciano ai contribuenti devono essere fatti in giornata. L'impiegato incaricato della riscossione deve custodire le bollette insoddisfatte, e dichiarare il contribuente in contravvenzione.

Il denaro riscosso viene versato giornalmente alle casse della Colonia.

#### *Garanzia dei diritti delle multe e delle spese.*

Art. 48. — Le merci immesse in dogana per qualunque destinazione, quando non siano soggette a confisca, garantiscono l'amministrazione del pagamento dei diritti, delle multe e delle spese di ogni specie, che deve riscuotere la dogana a preferenza di ogni altro creditore.

I mezzi di trasporto, quando non siano soggetti a confisca, garantiscono, a preferenza di ogni altro creditore, il

pagamento delle multe e delle spese di giustizia dovute dai proprietari degli stessi, in qualità di contravventori e responsabili a termini di regolamento.

*Bolletta.*

Art. 49. — In prova delle eseguite operazioni, è data al proprietario della merce la bolletta che attesta il pagamento dei diritti di confine.

La bolletta della dogana è il solo documento che prova il pagamento dei diritti di confine; essa non potrà valere più di un anno dalla data della sua emissione.

Si fa eccezione per i tessuti muniti di contrassegno all'atto dello sdoganamento, per i quali la prova di pagamento dei diritti di confine è solamente il contrassegno apposto dalla dogana.

Art. 50. — Sono bollette, agli effetti del precedente articolo, quei documenti che, dopo il compimento delle operazioni, la dogana dà, o mediante la dichiarazione, nei modi indicati nei precedenti articoli, o d'ufficio, staccandoli da registri a matrice e figlia.

Ogni bolletta ha la matrice che si trattiene dalla dogana, e serve per riscontrare la regolarità delle operazioni compiute.

La matrice e la figlia devono sempre concordare tra di loro in ogni indicazione.

Nessuna bolletta può essere emessa in base a dichiarazione scritta se non è preceduta da regolare allibramento nei registri.

Nessuna bolletta può essere staccata dai registri a matrice e figlia se prima, tanto la matrice quanto la figlia, non sono compiute.

Ogni bolletta deve essere munita del numero e della data in base al corrispondente registro, della firma dell'impiegato doganale e del bollo d'ufficio.

La data d'emissione e la quantità delle merci devono essere espresse in lettere.

*Uscita delle merci dalla dogana.*

Art. 51. — Mediante la bolletta il contribuente ritira le merci dalla dogana.

Gli agenti di dogana si accertano della corrispondenza dei colli con la indicazione della bolletta, ed appena licenziate le merci appongono sulle bollette l'attestazione di uscita od altro segno, per esaurire il documento presentato ed impedirne il doppio uso.

*Effetti della mancanza della dichiarazione.*

Art. 52. — In caso di rifiuto e di ritardo, oltre i termini stabiliti, ad esibire la dichiarazione e gli altri documenti prescritti, la dogana è in diritto di fare scaricare le merci e di custodirle nei magazzini doganali od in altri, a rischio e spesa del vettore o del proprietario.

Scorsi tre mesi dal giorno dell'arrivo senza che sia presentata la dichiarazione o senza che la dichiarazione sia stata seguita da visita, le merci saranno ritenute come abbandonate e a disposizione dell'amministrazione per il soddisfacimento dei diritti di confine.

Scorso un altro mese, la dogana procederà alla vendita delle merci nei modi determinati dagli articoli seguenti.

I termini di cui sopra potranno essere abbreviati quando si tratti di merci facilmente deperibili e di pericolosa o troppo dispendiosa conservazione.

Art. 53. — In sino a che non sia eseguita la vendita, i proprietari, o coloro ai quali le merci sono destinate, possono ricuperarle, previo il pagamento dei diritti di confine, di quelli accessori, delle multe e delle spese. Ove si tratti di merci che non sieno state dichiarate e visitate per l'impor-

tazione, i diritti di confine saranno pagati solo quando le merci vengono destinate al consumo in Colonia.

Art. 54. — Sulle merci che a termine dell'art. 52 sono ritenute abbandonate, la dogana esercita atto di possesso.

L'apertura dei colli dovrà essere fatta in presenza delle persone interessate, ed, in loro assenza, il capo della dogana invita il Residente a presiederla od a farla presiedere. Verificato il contenuto dei colli, il Residente, o chi lo rappresenta, fa l'inventario delle merci, ne stabilisce il valore proprio col concorso di un impiegato di dogana, che funzionerà da perito, e determina i diritti di dogana che pesano su di esse.

In base a tale inventario il capo della dogana ritira le merci in apposito magazzino, descrivendole nel registro di deposito.

A questo registro vengono unite le dichiarazioni presentate e che non ebbero esito, affinchè possano servire per la operazione del caso di successivo ricupero delle merci.

L'allibramento in detto registro costituirà scarico pei registri e documenti doganali nei quali le merci già fossero iscritte.

Quando, per difetto di locali o per altra causa, non convenga effettuare il materiale trasporto delle merci abbandonate nel magazzino, il capo della dogana può disporre che siano lasciate ove si trovano, però sotto speciale vigilanza per la tutela dei diritti doganali.

#### *Esito delle merci abbandonate.*

Art. 55. — Alla fine di ogni mese le dogane debbono provvedere all'inventario, prescritto dal precedente articolo, per le merci che nel mese sono cadute in abbandono, e notificare al Residente la giacenza delle merci stesse mediante una copia dell'inventario.

Notificazione speciale deve essere fatta per le merci che, essendo di facile deperimento o di pericolosa o troppo dispendiosa conservazione, richiedono provvedimenti d'urgenza.

Art. 56. — Il Residente disporrà che le merci vengano riunite e vendute in una delle principali dogane, all'intento di procurare minori spese d'incanto e maggiori probabilità di un più grande numero di offerenti.

Per le merci soggette a deperimento, o di valore così basso da non poter sopportare le spese di trasporto, o che per altra causa non convenga trasportare, autorizzerà la vendita nelle stesse dogane nelle quali si trovano.

La spedizione di tali merci da una dogana all'altra ha luogo in colli piombati con l'emissione d'ufficio di apposita bolletta d'accompagnamento.

Le spese occorrenti per tale spedizione vengono rimborsate dalla dogana incaricata della vendita, che le addebita sulle merci.

Art. 57. — Prima che abbia luogo la vendita delle merci la dogana deve far ricerca del destinatario per invitarlo per iscritto, a ritirarle, e del risultato di tali indagini deve prendere nota nel registro di deposito.

La vendita sarà preceduta da un avviso da pubblicarsi nelle dogane, avviso che conterrà la descrizione delle merci col riscontro delle voci della tariffa doganale e con l'indicazione dei diritti dovuti.

Le aste hanno luogo per mezzo di pubblico banditore. La somma nella quale si apre l'asta deve comprendere il prezzo di stima delle merci ed i diritti doganali, compresi quelli di magazzinaggio. I diritti devono essere separatamente notificati dal banditore.

La vendita delle merci si deve fare in un numero di partite (lotti) non minore di quanti sono o si presume siano i destinatari e proprietari.

Art. 58. — Le merci fino a lire 500 di valore di stima

per ogni lotto e quelle rimaste invendute al pubblico incanto possono vendersi a trattative private col permesso del Residente.

In tal caso la vendita vien comprovata da processo verbale, sottoscritto dal compratore, dal capo della dogana e da due testimoni.

Le merci non potranno essere vendute per un prezzo inferiore all'ammontare dei diritti di confine, salvo il caso in cui l'acquirente si obblighi a procedere subito alla loro registrazione adempiendo alle condizioni stabilite dall'Amministrazione.

Le merci che, dopo esperiti tutti i mezzi di vendita, non siansi potute vendere ad un prezzo che raggiunga l'ammontare dei diritti di confine, passano a disposizione dell'Amministrazione.

Non si procede mai alle vendite di generi di privativa.

Le merci vendute non possono essere asportate dalla dogana se non sono accompagnate dalla bolletta di riscossione emessa d'ufficio per l'importazione di esse, e di quella occorrente per la spedizione all'estero.

Art. 59. — Il prodotto della vendita delle merci deve essere impiegato, prima, pel pagamento delle spese, poi nel soddisfacimento dei diritti di confine e di altri diritti doganali, infine nel pagamento delle somme corrispondenti alle pene pecuniarie inflitte. La rimanenza sarà consegnata ai proprietari, o, in difetto, versata come deposito nella cassa della Colonia.

Se, dopo soddisfatte le spese, la somma rimasta è inferiore all'ammontare dei diritti doganali, si introita tale somma in conto dei medesimi, facendo apposita annotazione nella bolletta di riscossione che si emette.

Il prodotto della vendita, le somme da prelevarsi per diritti, pene pecuniarie e spese si devono conteggiare separatamente per ogni lotto o partita di merce messa in vendita.

La dogana, presso la quale si è fatta la vendita, deve tenere un conto speciale da cui sempre risulti, per ogni singola partita, il prodotto lordo della vendita e l'ammontare della somma netta residuale da consegnarsi ai proprietari della merce e da versarsi a loro beneficio nella cassa della Colonia.

Art. 60. — Le dogane devono vigilare sulle merci giacenti nei propri magazzini e promuovere, a tempo debito, i provvedimenti necessari per la vendita o per altro esito di esse.

Per le derrate che si trovassero in istato di decomposizione, o che per altre cause non convenisse mettere in commercio, la dogana deve subito, senza tener conto del tempo trascorso dal loro arrivo, richiedere l'intervento del Residente ed uniformarsi alle disposizioni di questi.

I funzionari addetti al magazzino doganale sono responsabili dei danni che potessero derivare pei ritardi frapposti nel promuovere l'alienazione delle merci.

Art. 61. — Le merci dichiarate e visitate, per le quali non sia stato possibile riscuotere in tutto od in parte i diritti liquidati, vengono poste in vendita con le norme stabilite per le merci abbandonate; ed eguale trattamento si fa alle merci abbandonate dai viaggiatori. Queste si iscrivono subito nel registro delle merci in temporanea custodia, indi, nei modi indicati dall'articolo 54, si depositano nei magazzini sotto diretta custodia della dogana.

Alla vendita delle merci dichiarate e visitate, di cui al primo alinea, si addiène solo quando siano stati esperiti contro il debitore gli altri mezzi indicati dal presente regolamento per il ricupero del credito.

Art. 62. — Dai registri di deposito deve sempre risultare l'esito delle merci abbandonate, ed all'uopo vi devono essere riuniti, in originale od in copia conforme, i processi verbali per le merci distrutte o gli atti di vendita, e riportate le in-

dicazioni di riferimento alle bollette doganali emesse per le merci vendute.

*Ricupero di merci abbandonate.*

Art. 63. — Per il ricupero delle merci ritenute abbandonate, che non siano già state dichiarate e visitate per l'importazione, di cui all'articolo 49, il proprietario od il suo rappresentante deve condurre prontamente a termine l'operazione doganale in base alla dichiarazione prescritta secondo la destinazione di esse, non essendo sufficiente a sospendere la vendita delle merci la semplice dichiarazione.

I vettori possono ritirare le merci da loro trasportate e consegnate alla dogana e ivi rimaste abbandonate, alle condizioni stesse stabilite per il ricupero da parte del proprietario o del destinatario.

*Ricupero di crediti — Ingiunzioni.*

Art. 64. — Si recuperano i diritti liquidati e non pagati dai contribuenti, e quelli che dalla revisione delle scritture doganali risultano percepiti in meno del dovuto, o per errori di calcolo nella liquidazione, o per erronea applicazione delle tariffe, o per altra causa, mediante l'atto di ingiunzione.

Sono titolo all'ingiunzione le liquidazioni dei diritti dovuti, compiute dagli agenti dell'Amministrazione ed iscritti nei registri e nelle bollette doganali.

*Invito a pagamento.*

Art. 65. — L'ingiunzione viene emessa dal capo della dogana, ma deve essere preceduta dall'invito a pagamento, che si fa pervenire al debitore per mezzo di agenti doganali, o per mezzo di posta con ricevuta di ritorno.

Si spicca però direttamente l'ingiunzione, senza farla precedere dall'invito di pagamento, quando si tratti di riscuotere

i diritti liquidati su dichiarazioni o su bollette giacenti insoddisfatte in cassa della dogana, ed in tutti i casi nei quali l'indugio possa recar danno all'Amministrazione.

All'ingiunzione può farsi opposizione presso il Residente entro il termine perentorio di giorni quindici dalla data della eseguita notificazione.

L'atto di opposizione non è valido se non è preceduto dal pagamento della somma richiesta.

#### *Prescrizione dell'azione di ricupero.*

Art. 66. — L'azione per il ricupero del credito si estingue trascorsi due anni dal giorno nel quale avrebbe dovuto eseguirsi il pagamento.

L'Amministrazione può conservare ancora per un anno il diritto al risarcimento del danno sofferto verso l'impiegato imputabile della mancata od incompleta riscossione, quando nel detto termine di due anni sia stato infruttuosamente escusso il contribuente, ovvero quando l'impiegato, che aveva il dovere di promuovere l'azione contro il debitore, l'abbia lasciata cadere in prescrizione.

Queste prescrizioni speciali non maturano in caso di frode.

La prescrizione per l'azione civile è interrotta quando venga esercitata l'azione penale. In questo caso il termine utile di due anni per l'azione civile decorre dalla data della sentenza definitiva del giudizio penale.

#### *Dei rimborsi.*

Art. 67. — Il contribuente ha diritto al risarcimento per le differenze provenienti da errori di calcolo nella liquidazione, o da applicazione di un diritto di confine diverso da quello dovuto sulla merce descritta nel risultato di visita, purchè ne sia fatta domanda nel termine di un anno dalla data del pagamento e la domanda sia corredata della bolletta

di pagamento originale. Trascorso il biennio l'azione rimane estinta.

Qualora la revisione delle bollette chiarisca errori di calcolo o di tassazione a danno dei contribuenti, si provvede al rimborso, senza che occorranò domande degli interessati.

Non sono ammessi i reclami sulla qualifica o nel peso della merce già esportata dalla dogana.

Art. 68. — La domanda per il rimborso di somme in più pagate, corredata della bolletta di pagamento, deve essere dal contribuente diretta al Residente, il quale, accertato che la domanda è fatta in tempo utile, la trasmette insieme alla bolletta all'ufficio che è in possesso dei registri doganali.

L'ufficio prende nota della domanda nel registro di allibramento e sulla matrice, si accerta che questa concordi con la bolletta presentata, verifica che in precedenza non sia stato domandato il rimborso, munisce la bolletta di precisa attestazione (omologazione) da cui risultino le annotazioni fatte sui registri e gli accertamenti compiuti; espone tanto nella bolletta presentata, quanto sulla corrispondente matrice la nuova liquidazione dei diritti effettivamente dovuti, dalla quale emerge la somma da rimborsare, e restituisce la bolletta e la domanda di rimborso al Residente. Questi, verificata la regolarità delle attestazioni apposte sulla bolletta, provvede al rimborso.

Art. 69. — L'ufficio incaricato della revisione delle scritture doganali quando, entro il termine utile al risarcimento, chiarisca errori di calcolo o di tassazione in danno dei contribuenti, ne dà comunicazione alla dogana che effettuò la riscossione, trasmettendole i registri e le bollette matrici corrispondenti. La dogana invita l'interessato a produrre le bollette di pagamento figlie, e, ricevutele, procede agli attestamenti e fa le attestazioni delle quali è cenno nell'articolo precedente, come se vi fosse la domanda del contribuente. Indi trasmette al Residente tali bollette, munite della liquida-

zione delle somme in più riscosse, affinchè sia provveduto al rimborso, e restituisce i registri e le bollette matrici all'ufficio incaricato della revisione.

Art. 70. — Le bollette originali di pagamento, presentate per ottenere la restituzione di somme pagate in più, debbono essere riunite agli atti giustificativi del rimborso.

Qualora le bollette occorranno al contribuente in prova del pagamento dei diritti, e per legittimare le merci importate, o per altra causa comprovata, il Residente può rilasciare, in luogo della bolletta, regolare certificato constatante l'avvenuto ritiro da parte dell'Amministrazione del documento originale. Sul certificato devono essere riportate tutte le indicazioni della bolletta in sostituzione della quale viene rilasciato, e dev'essere fatto cenno del rimborso accordato.

#### *Effetti dell'importazione e dell'esportazione.*

Art. 71. — Le merci estere sono pareggiate a quelle di produzione della Colonia, quando sono licenziate dalla dogana con bolletta di importazione.

Le merci di produzione della colonia sono considerate come estere quando, licenziate dagli uffici doganali di confine con bolletta di esportazione, hanno varcata la linea doganale della frontiera di terra, o sono imbarcate sui bastimenti o su barche od altri galleggianti lungo il lido del mare.

#### *Forza maggiore e fortuiti eventi.*

Art. 72. — L'inosservanza di prescrizioni doganali per provata forza maggiore non trae seco conseguenze penali. La prova degli avvenimenti fortuiti è a carico dei capitani, dei conduttori e degli altri interessati, nelle forme stabilite dalle leggi.

*Casi di forza maggiore.*

Art. 73. — Le prove occorrenti per i casi di forza maggiore e degli avvenimenti fortuiti devono essere prodotti dagli interessati appena essi presentansi alla dogana.

Se manca qualche documento, basta farne cenno al capo della dogana, il quale assegna un termine per la presentazione. Fino a che non sia trascorso questo termine, la dogana può sospendere il procedimento per le contravvenzioni rilevate, quando non vi sia pericolo nel ritardo.

La forza maggiore comprovata, libera dalle conseguenze penali incontrate per l'involontario inadempimento delle prescrizioni doganali; ma non dispensa dal pagamento dei diritti doganali che fossero dovuti sulle merci.

Art. 74. — Le avarie sofferte dai bastimenti devono essere denunciate alla dogana all'atto della presentazione del manifesto del carico sul quale deve farsi, dal capitano o da chi per esso, apposita dichiarazione.

Nello stesso tempo, salvo la proroga prevista dal precedente articolo, devono essere presentati gli atti comprovanti le avarie, previsti dalle leggi.

Gli atti che comprovano le avarie sono: l'estratto del giornale nautico o di bordo rilasciato dall'autorità marittima, la relazione di viaggio ed il verbale di verifica della relazione medesima, rilasciati in copia autentica dall'autorità giudiziaria, oppure dalle autorità consolari facoltizzate a ciò da speciali convenzioni internazionali.

Quando il capo della dogana abbia fondato motivo di dubitare sulla veridicità delle avarie denunciate, deve informarne l'autorità politica ed attendere il risultato delle investigazioni da essa compite per l'appuramento dei fatti.

*Naufragi.*

Art. 75. — Nel caso di naufragi saranno osservate le disposizioni promulgate in merito nella colonia.

Gli agenti delle dogane provvederanno, secondo le loro attribuzioni, alla tutela degli interessi doganali di concerto col Residente.

La dogana presso la quale sono recate le merci, ha facoltà di compiere tutte le operazioni che potranno essere necessarie secondo la loro destinazione.

*Merci provenienti da naufragi.*

Art. 76. — Le merci provenienti da naufragio, se vi ha recuperatore, devono essere presentate alla dogana per il compimento delle operazioni doganali, altrimenti rimangono in custodia dell'autorità politica, a cui istanza la dogana può assumerle in temporanea custodia nei propri magazzini, in base a verbale descrittivo da trattenersi a corredo del registro delle merci in temporanea custodia.

L'autorità politica dispone delle merci recuperate, provvede alla loro vendita ed alla distribuzione del prodotto, dopo prelevati i diritti doganali che fossero dovuti, compresi quelli di magazzinaggio e le spese.

In ogni caso le merci non possono essere ritirate dal liberatorio se non sono compiute le operazioni doganali.

Nello stesso modo si procede per gli oggetti d'ignota provenienza rinvenuti in mare o rigettati sulla spiaggia.

*Edifici sul lido del mare.*

Art. 77. — Non è permesso erigere edifici lungo il lido del mare senza l'autorizzazione del regio Commissario generale.

Art. 78. — Si potrà procedere, a titolo di pubblica utilità, all'espropriazione ed all'occupazione temporanea di terreni e di locali indispensabili agli edifici e posti doganali ed alla vigilanza, facendo luogo ad un equo compenso.

## TITOLO II. — DEGLI ARRIVI E DEL MANIFESTO.

### *Obbligo del manifesto del carico.*

Art. 79. — I capitani dei bastimenti, entro 10 km. dal lido, devono essere muniti del manifesto del carico; la dogana peraltro ha la facoltà di dispensare, date speciali condizioni, la piccola navigazione a vela da tale formalità, e richiedere la sola dichiarazione verbale del carico.

Gli agenti doganali, in detto spazio, possono recarsi a bordo dei velieri indigeni, e farsi esibire il manifesto e gli altri documenti del carico.

Mancando il manifesto per un bastimento destinato ad un porto della colonia, ed essendovi indizi di contravvenzione, debbono scortarlo alla più vicina dogana per stendere processo verbale.

Per i bastimenti di portata maggiore limiteranno la vigilanza sui loro movimenti lungo il litorale, e, quando si tentasse di scaricare o trasbordare merci, potranno richiedere i documenti di bordo, ed accompagnarli alla più vicina dogana per stendere il verbale di contravvenzione.

Art. 80. — Il manifesto del carico, che per il precedente articolo i capitani dei bastimenti provenienti dall'estero devono presentare agli agenti doganali, deve essere quello rilasciato agli stessi capitani dall'autorità doganale o portuaria, quante volte il bastimento giunga da luogo nel quale si lascia il manifesto di partenza.

Il R. Commissario generale, quando lo esigano circostanze eccezionali, potrà prescrivere, con decreto, che i capitani di

bastimenti provenienti da luoghi nei quali non si rilascia il manifesto, siano muniti di un manifesto vidimato dall'autorità consolare italiana.

*Divieto di approdo dove non sono dogane.*

Art. 81. — È vietato ai bastimenti di qualunque portata, carichi di merci, di rasentare il lido, di gettar l'ancora e di approdare in luoghi ove non siano uffici doganali.

I bastimenti debbono ancorarsi nei luoghi a tal uopo destinati.

Art. 82. — Appena un bastimento approdato è ammesso a libera pratica, gli agenti doganali devono recarsi a bordo per esaminare e vidimare il manifesto, verificare sommariamente lo stato del carico e delle paccotiglie, e riscontrare le provviste di bordo, ponendo sotto suggello i generi di privata, le polveri piriche e gli spiriti, che ne fanno parte in quantità superiore agli immediati bisogni dell'equipaggio e dei passeggeri.

Altri generi, oltre quelli indicati, possono essere assoggettati all'obbligo del suggellamento, per disposizione del regio Commissario generale.

In prova dell'avvenuto riscontro e suggellamento delle provviste anzidette, gli agenti rilasciano al capitano speciale bolletta, indicante la quantità e la qualità dei generi posti sotto suggello e di quelli lasciati disponibili per il consumo.

Il capo della dogana potrà permettere che non si appongano suggelli quando i bastimenti si termino poche ore, e quando vi sia mezzo di vigilarli con agenti doganali.

Gli agenti che hanno eseguita la visita sommaria a bordo, nel vidimare il manifesto, devono indicare l'ora dell'approdo e l'ora della visita, e descrivere per qualità e quantità le provviste di bordo poste sotto suggello.

Art. 83. — Ricontrando irregolarità nel manifesto, gli

agenti di dogana chiedono spiegazione al capitano, e descrivono nel manifesto stesso le irregolarità rilevate, riportandovi le dichiarazioni fatte in proposito dal capitano, il quale deve essere invitato a sottoscriverle.

Il manifesto viene poscia restituito al capitano, affinché, nel termine prescritto, lo presenti alla dogana, alla quale spetta procedere contravvenzionalmente per le irregolarità riscontrate.

All'atto della vidimazione del manifesto gli agenti devono annullare tutti gli spazi in bianco e ripetere le indicazioni che non apparissero chiare o fossero scorrette, convalidandole con la propria firma, in modo da impedire ulteriori aggiunte e correzioni.

Quando il manifesto del carico sarà costituito da più fogli, gli agenti debbono firmare ogni foglio ed indicare il numero di essi.

#### *Perquisizioni a bordo del bastimento.*

Art. 84. — Quando si abbiano indizi di contravvenzioni, possono essere compiute perquisizioni a bordo dei bastimenti, salvo l'osservanza dei patti internazionali.

Le perquisizioni da compiersi dagli agenti doganali a bordo dei bastimenti di bandiera estera, devono, di regola, essere autorizzate dal R. Commissario generale.

Eguale autorizzazione è necessaria riguardo a quelle da farsi per gravi sospetti di contravvenzione su bastimenti da guerra. In quest'ultimo caso, prima di cominciare la perquisizione, deve essere chiesto l'assenso del comandante del bastimento.

#### *Presentazione del manifesto del carico.*

Art. 85. — Il capitano del bastimento in ogni porto o spiaggia, qualunque sia la causa per la quale vi approda e qualunque il tempo che vi rimane, deve presentare alla do-

gana il manifesto del carico. Se il bastimento è partito da un porto della colonia, il manifesto del carico sarà supplito dal manifesto di partenza prescritto dall'art. 101. La dogana può domandare al capitano tutti gli altri documenti di bordo, e dovrà farlo quando insorgano dubbi tra le indicazioni del manifesto e lo stato del carico.

Art. 86. — I capitani hanno altresì l'obbligo di consegnare all'ufficio di dogana, che le rimetterà subito all'ufficio di posta locale, le lettere, le cartoline, i pieghi di carte manoscritte, i campioni, ecc., trasportati da essi, dagli uomini dell'equipaggio e dai passeggeri, affinché siano inoltrate a destinazione.

Avvertiranno i passeggeri che non volessero uniformarsi a queste disposizioni, della contravvenzione alla quale si espongono, e potranno in grado l'ufficiale di dogana, salito a bordo, di adempiere al suo obbligo anche in questa materia.

#### *Esenzione del manifesto.*

Art. 87. — I bastimenti non mercantili, cioè quelli da guerra e quelli da diporto di qualsiasi bandiera, riconosciuti tali dai rispettivi Governi, non sono soggetti all'obbligo del manifesto ed alle prescrizioni della visita sommaria.

I bastimenti da diporto vengono assoggettati al trattamento dei bastimenti mercantili quando facciano operazioni di commercio pel trasporto di merci e di passeggeri.

#### *Contenuto del manifesto.*

Art. 88. — Nel manifesto del carico deve essere indicato il nome e la portata del bastimento, la provenienza, la indicazione sommaria della varia specie di carico, il numero e la qualità dei colli, le loro marche e cifre numeriche, ed i documenti che li accompagnano.

I numeri dei colli devono essere ripetuti con lettere.

Non è obbligatoria l'iscrizione, sul manifesto, dei bagagli dei viaggiatori, purchè non presentino esternamente la forma di colli commerciali.

Il manifesto sarà diviso in due parti, indicanti l'una le merci estere, l'altra quelle di produzione della Colonia. Si nell'una che nell'altra parte, le merci destinate a luoghi diversi di arrivo debbono annotarsi separatamente.

Il manifesto deve essere scritto in inchiostro nero, senza correzioni, cancellature ed alterazioni, e sottoscritto dal capitano.

Mancando alcuni dei suddetti requisiti, il manifesto è restituito e si considera come non presentato.

*Termine per la consegna del manifesto di carico.*

Art. 89. — Quando il bastimento è subito ammesso a libera pratica, il manifesto deve essere consegnato entro le 24 ore dall'approdo; arrivando a notte, le 24 ore decorrono dallo spuntare del sole.

Quando la nave sia messa sotto riserva, conforme i regolamenti sanitari in vigore, il capitano deve fare una dichiarazione a voce agli agenti della dogana e della sanità, i quali del deposito redigono processo verbale.

Se la nave è sottoposta a contumacia, il manifesto deve essere consegnato alla dogana nelle 24 ore dall'arrivo per mezzo dell'ufficio di sanità; se invece viene poi ammessa a libera pratica, le 24 ore decorrono dal momento in cui l'autorità sanitaria si è pronunciata per l'ammissione alla libera pratica.

Però, se il capitano, conformemente ai regolamenti sanitari, non chiede all'arrivo la libera pratica, e chiede di fare operazioni doganali mantenendo il bastimento in contumacia, il manifesto deve essere presentato nelle 24 ore dall'approdo.

I bastimenti che senza aver fatto operazioni commerciali venissero, per misura sanitaria, allontanati dal porto, si considerano dalla dogana come non approdati.

*Presentazione del manifesto alla dogana.*

Art. 90. — I capitani dei bastimenti che provengono direttamente dall'estero, devono presentare alla dogana assieme al manifesto di carico o di bordo, una copia del medesimo e le polize di carico.

Tale copia deve essere scritta in lingua italiana su modello stabilito, e si denomina manifesto delle merci arrivate. Le partite di merci iscrittevi devono essere contrassegnate con numeri ordinali.

La dogana si assicura che il manifesto delle merci arrivate corrisponda col manifesto del carico o di bordo, e vi appone l'attestazione di concordanza.

Lo confronta altresì con le indicazioni delle polizze di carico, e lo allibra nel registro dei manifesti delle merci arrivate.

Indica quindi su entrambi i manifesti il giorno e l'ora della presentazione, ed il numero e la data dell'allibramento suddetto.

Se il manifesto delle merci arrivate non concorda col manifesto del carico, la dogana lo respinge e non dà corso alle operazioni doganali, fintantochè non venga riprodotto in conformità del manifesto del carico.

Se risultano differenze fra le indicazioni del manifesto e quelle delle polizze di carico, la dogana si limita a fare annotazione sul manifesto delle merci arrivate, per norma del successivo riconoscimento delle merci.

Quando il manifesto posseduto dal capitano che si trova entro i 10 km. dal lido già fosse compilato nei modi stabiliti per il manifesto delle merci arrivate, serve senz'altro per la presentazione alla dogana.

Il capo della dogana ha facoltà, nelle dogane dove approdano bastimenti di portata limitata, di non richiedere la compilazione del manifesto delle merci arrivate; sarà cioè ricevuto senz'altro il manifesto del carico o di bordo, purchè sia compilato in lingua italiana e su foglio sufficientemente ampio perchè possa contenere le attestazioni della dogana.

Art. 91. — La dogana, prima di accettare e registrare il manifesto delle merci arrivate, deve richiedere che le merci vi sieno descritte per ogni partita, con tutte quelle maggiori indicazioni che sulla loro qualità, quantità e destinazione risultino dalle polizze e dagli altri documenti del carico.

Per le merci destinate a più scali, le dogane possono limitare la richiesta di tali maggiori indicazioni alle merci destinate al proprio scalo.

Le merci caricate all'estero su piroscafi che approdano in più porti della colonia, e destinate all'estero, possono essere descritte nel manifesto delle merci arrivate con la sola indicazione del numero dei colli per ciascuna destinazione.

Art. 92. — I capitani dei bastimenti che provengono da un porto della colonia, devono presentare alla dogana il manifesto di partenza vidimato dalla dogana di ultimo approdo, che tiene luogo di manifesto del carico o di bordo o di quello delle merci arrivate, nonchè le bollette doganali e le polizze di carico relative alle merci di produzione estera, e, se richiesti, anche i documenti relativi alle merci di produzione della colonia che sono a bordo.

La dogana riscontra specialmente le indicazioni del manifesto riguardanti le merci imbarcate all'estero e ad essa destinate, in confronto con le polizze di carico, ed occorrendo richiede che le indicazioni stesse sieno completate, come è prescritto dal 1° comma dell'articolo precedente.

La dogana allibra il manifesto suddetto nel registro dei manifesti delle merci arrivate, indicandovi l'ora della presentazione ed il numero dell'allibramento.

Art. 93. — I capitani dei bastimenti che approdano per forza maggiore, per ricevere ordini, per sbarcare ed imbarcare passeggeri, per compiere operazioni nell'interesse del servizio postale, o per imbarcare provviste di bordo di produzione della colonia, quando non si fermino in porto più di 24 ore dall'approdo, non abbiano merci che giusta il manifesto siano destinate a quel porto, e non facciano operazioni di imbarco, di sbarco o di trasbordo merci, sono esonerati di presentare alla dogana il manifesto delle merci arrivate.

Basta che essi prima di partire presentino alla dogana, per la semplice vidimazione, il manifesto del carico e di bordo, se provengono direttamente dall'estero, od il manifesto di partenza, se provengono da un porto della Colonia, purchè, sul documento che presentano, abbiano indicato la causa dell'avvenuto approdo.

Se, ritirato il manifesto, il capitano non dovesse più partire nelle 24 ore, esso è in obbligo di presentare il manifesto, e di sottoporsi alle discipline ordinarie.

I suddetti bastimenti devono essere sorvegliati dagli agenti di finanza dal momento dell'arrivo a quello della partenza.

Art. 94. — Quando un bastimento proveniente da un porto della Colonia giunga sfornito del manifesto, ed il capitano, all'arrivo, denuncia lo smarrimento e ne domandi un duplicato e la mancanza del documento dipenda da subitanea partenza del bastimento avvenuta per provata forza maggiore, che abbia impedito il compimento delle formalità doganali, il capitano deve presentare alla dogana del luogo d'approdo il manifesto del carico da esso compilato, ed il capo dogana, in attesa del duplicato richiesto alla dogana di partenza, ha facoltà d'ammetterlo a compiere operazioni, previa presentazione di garanzia per l'ammontare delle pene pecuniarie e delle spese.

*Effetti della mancanza del manifesto.*

Art. 95. — In caso di rifiuto, o di ritardo oltre il termine ad esibire il manifesto e gli altri documenti prescritti, la dogana è in diritto di fare scaricare le merci e di farle custodire nei magazzini doganali od in altri, a rischio e spese del capitano.

*Sbarco e presentazione delle merci.*

Art. 96. — Per lo sbarco e la presentazione delle merci alla dogana, deve essere esibita alla medesima una copia del manifesto o la dichiarazione del negoziante o di chi lo rappresenta.

Le merci con altra destinazione possono rimanere sul bastimento, e la dogana ha il diritto di mettere, per questo, le sue guardie ad usare altre cautele quando lo stimi opportuno. Per esse merci si darà una bolletta detta lasciapassare, affine di legittimare l'uscita dal porto.

Il capitano deve, ad ogni richiesta, rendere conto delle merci manifestate.

Le merci presentate ad una dogana non autorizzata a riceverle, saranno respinte con lasciapassare alla più vicina dogana che sia a ciò autorizzata.

Art. 97. — Ad ogni porto della colonia devono essere sbarcate e presentate alla dogana le merci che, giusta il manifesto, vi sono destinate.

Però il capo della dogana, quando non abbia dubbi sulla corrispondenza del manifesto del carico, è in facoltà di permettere che le merci suddette proseguano in tutto o in parte sullo stesso bastimento per altra destinazione, prescindendo dall'esigere lo sbarco e la presentazione di quelle che fossero destinate ai porti della colonia, e lo sbarco di quelle che venissero destinate all'estero. Di queste ultime deve, per

altro, aver luogo la presentazione, e la dogana dispone per il riconoscimento di esse a bordo, allo scopo di verificarne la corrispondenza col manifesto. Se si tratta di merci alla rinfusa, il riconoscimento vien limitato, d'ordinario, alla qualità della merce, fermo il diritto, nei casi di sospetto, di accertarne il peso.

Se si tratta di bastimenti di piccola portata, non possono su di essi rispedirsi per l'estero merci destinate a porti della colonia, e quelle da rispedirsi per altri porti della colonia possono rimanere a bordo solo quando quivi, col permesso della dogana, ne sia fatta la visita.

Su domanda scritta del capitano o di chi per esso, il capo della dogana è pure in facoltà di permettere che vengano sbarcate, e sottoposte alle ulteriori operazioni doganali, merci che dal manifesto risultino altrove destinate.

#### *Rendiconto delle merci descritte sul manifesto.*

Art. 98. — La dogana deve curare che il capitano dia conto delle merci descritte nel manifesto, non destinate a rimanere a bordo del bastimento.

All'uopo si assicura che per tali merci siano state compiute le operazioni doganali, e per ogni partita indica nel manifesto delle merci arrivate ed in quello di partenza, che lo sostituisce, la specie, il numero e la data delle bollette emesse e degli altri documenti di esito.

Se nell'appuramento del manifesto risultano differenze, la dogana contesta la contravvenzione al capitano.

La responsabilità del capitano verso la dogana per le merci descritte nel manifesto non cessa fintantochè non risulti che le merci sieno state prese in consegna dalla dogana nei recinti o magazzini di temporanea custodia o sieno state regolarmente trasbordate su altro bastimento od abbiano avuto un ulteriore esito presso la dogana.

Art. 99. — È vietato al capitano di disfare e ricomporre colli, o di mutare in qualsiasi modo lo stato del carico descritto dal manifesto.

Gli agenti di dogana devono vigilare affinché le merci e specialmente i liquidi si presentino alla dogana nella stessa condizione in cui sono stati estratti dalla stiva del bastimento, senza che si facciano detrazioni o travasi.

Gli avanzi di merci rimasti a bordo, dopo lo sbarco delle rispettive partite, non possono essere raccolti in nuovi colli senza il permesso della dogana.

Questa, accertato che provengono da merci regolarmente descritte nel manifesto, permette che siano raccolti e quindi iscrive d'ufficio nel manifesto i nuovi colli formati.

L'operazione deve essere assistita a bordo dagli agenti, quando non sia diversamente disposto dal capo della dogana.

A richiesta del capitano, il capo della dogana può permettere che le provviste di bordo abbiano altre destinazioni oltre il consumo.

#### *Merci che rimangono a bordo.*

Art. 100. — Per le merci che sono destinate ad altri scali e che rimangono a bordo, la dogana, prima di vidimare il manifesto per la partenza del bastimento, emette, in base alle indicazioni del manifesto presentato all'arrivo, tante bollette di lasciapassare di merci estere, quanti sono i luoghi di destinazione.

Per le merci destinate all'estero può rilasciare un'unica bolletta complessiva.

Tali bollette si emettono su dichiarazione scritta del capitano, o di chi per esso, compilata in base alle indicazioni del manifesto, o staccandole d'ufficio dal registro a matrice e figlia.

Devono sempre essere dichiarate per iscritto le merci che,

secondo il manifesto, devono sbarcarsi in un porto della colonia, per le quali il capo della dogana, a termine dell'art. 97, abbia permesso che proseguano per altra destinazione.

Per queste merci, dopo i riscontri prescritti dal suddetto articolo, viene emessa bolletta di lasciapassare.

Quando il bastimento già provenga da un porto della colonia, valgono a legittimare l'uscita dal porto delle merci rimaste a bordo le bollette emesse dalla dogana di precedente approdo; ma se tali bollette mancano, il capitano deve provvedersi di nuove bollette di lasciapassare.

#### *Manifesto e permesso di partenza.*

Art. 101. — I capitani dei bastimenti diretti all'estero o ad altro porto della colonia, anche quando il bastimento parte senza carico, devono presentare alla dogana, compilato sul prescritto modello, il manifesto di partenza, indicando le merci rimaste a bordo e caricate, ed una copia del medesimo.

È vietato allontanarsi dal porto e dalla spiaggia senza permesso scritta della dogana o dell'autorità marittima del porto, la quale non la dà, se non è provato, il pagamento dei diritti doganali e marittimi.

Sotto la denominazione di capitani sono compresi tutti i conduttori di navi o di barche.

Art. 102. — Il manifesto di partenza deve avere le indicazioni e contenere i requisiti prescritti pel manifesto del carico, del quale, dopo la consegna, fa le veci.

Deve altresì indicare il luogo al quale è diretto il bastimento.

Per ogni partita di merci scritta, deve essere fatto cenno dei documenti che la riguardano, non escluse le bollette di lasciapassare emesse per le merci che sono rimaste a bordo.

Art. 103. — Nel manifesto di partenza si iscrivono sepa-

ratamente le merci estere da quelle di produzione della colonia, tenendo pur distinte quelle rimaste a bordo da quelle imbarcate o ricevute di trasbordo. Le merci estere si descrivono distintamente per ogni destinazione. È fatta però eccezione per le merci caricate all'estero e rimaste a bordo o ricevute direttamente di trasbordo, le quali, quando siano dirette all'estero, possono esservi descritte complessivamente, indicando solo la quantità dei colli e delle partite di merce alla rinfusa per ogni destinazione e per ogni bolletta di lasciapassare da cui sono accompagnate.

Se il bastimento è vacante, il capitano deve apporre nel manifesto la formola: *Senza carico*.

Art. 104. — La dogana si accerta che il manifesto di partenza sia compilato regolarmente, e lo confronta col manifesto presentato all'arrivo al quale deve corrispondere, dedotte le merci sbarcate e le provviste di bordo sbarcate o consumate, ed aggiunte le merci imbarcate che risultano dai documenti doganali emessi.

Riconosciuto regolare, lo vidima dopo l'ultima linea di scritto, lo allibra nel registro dei manifesti di partenza, ed appone il numero e la data di allibramento tanto nel manifesto quanto nella copia di esso.

I manifesti di partenza vengono allibrati secondo l'ordine della presentazione e poscia restituiti al capitano.

Le copie rispettive vengono unite al registro di allibramento.

Le copie dei manifesti di partenza debbono concordare perfettamente col rispettivo originale: però può esservi omissa la descrizione delle merci e delle provviste che sono rimaste a bordo, purchè invece vi sia fatta annotazione di riferimento alle conformi annotazioni del manifesto delle merci arrivate, tenuto in dogana.

Nei registri dei manifesti delle merci arrivate viene presa nota del numero e della data di allibramento dei corrispondenti manifesti di partenza.

Se il manifesto non è in regola, la dogana lo respinge.

Art. 105. — Se sul bastimento pel quale il capitano abbia ottenuto il manifesto di partenza si caricano altre merci, ne deve essere aggiunta la descrizione tanto nel manifesto quanto nella copia, ed il manifesto deve essere di nuovo riscontrato e vidimato dalla dogana. A tale effetto la dogana non emette e non consegna alcun documento per il carico, se non le viene ripresentato il manifesto.

Se, dopo ottenuto il manifesto di partenza, il capitano vuole sbarcare merci o provviste, deve chiedere il permesso al capo della dogana, ripresentando il manifesto.

La dogana, in tal caso, riceve il manifesto e procede come se il bastimento giungesse da altro porto della colonia.

Art. 106. — Dopo aver vidimato il manifesto di partenza, la dogana dà il permesso di partenza.

Il permesso di partenza si stacca dal registro dei manifesti di partenza, ed in esso sono notati il nome, la specie, la portata e la nazionalità del bastimento; il nome e cognome del capitano, il luogo di partenza e quello di destinazione e la firma dell'impiegato che rilascia il permesso di partenza.

Art. 107. — La dogana, prima di dare il permesso di partenza, deve accertare che il capitano abbia reso regolare conto delle merci iscritte sul manifesto presentato all'arrivo.

Se non è stato reso intieramente conto delle merci suddette, o se sono risultate differenze rispetto al manifesto, la dogana non rilascia il permesso di partenza se non vien data dal capitano garanzia per l'ammontare pecuniario e delle spese, mediante deposito in contanti o con malleveria di persona accetta al capo della dogana, sotto la sua responsabilità.

*Presentazione posticipata dei colli trasportati coi piroscafi.*

Art. 108. — Quando, nel riscontro delle merci scaricate dai piroscafi che fanno brevi fermate nei porti, si accerti il

mancato sbarco di merci destinate alla dogana, ed il piroscàfo sia già partito o l'ingombro del carico non permetta la ricerca dei colli mancanti, ne può essere concessa la posticipata presentazione, o col ritorno dello stesso piroscàfo o con altro mezzo di trasporto.

La concessione si può anche estendere a quei piroscàfi che nella navigazione abbiano toccato qualche porto estero.

Perchè i colli presentati posticipatamente possano essere accettati, è necessario:

a) che sia accertata la perfetta identità dei colli con quelli descritti sul manifesto, e non sbarcati al primo approdo;

b) che i colli provengano da un porto situato sull'itinerario di un piroscàfo, e, se non giungano con lo stesso piroscàfo, risulti che da questo vennero sbarcati;

c) che i colli vengano presentati entro il termine stabilito dalla dogana.

Per accertare che concorra la condizione di cui alla lettera b), la dogana deve richiedere la presentazione di documenti commerciali, e può anche esigere la produzione di altre prove che ritenesse necessarie. Non avverandosi qualcuna delle suddette condizioni, viene compilato verbale di contravvenzione a carico del capitano per la differenza di fronte al manifesto.

Art. 109. — Le società di navigazione che intendono di usufruire delle agevolzze consentite dall'articolo precedente, ogni qualvolta si verifichi il mancato sbarco di colli, devono subito presentare al capo di dogana regolare domanda, contenente formale sottomissione al pagamento delle somme corrispondenti alle pene pecuniarie, applicabili nel caso di mancata presentazione dei colli entro il termine da stabilirsi dalla dogana. Devono altresì presentare le polizze di carico riguardanti i colli non sbarcati, ed indicare o riservarsi di indicare da dove i colli dovranno pervenire.

Se la domanda è presentata prima della partenza del piroscafo, la dogana fa speciale menzione nel manifesto di partenza dei colli di cui non ebbe luogo lo sbarco, affinché sieno avvertite le dogane del successivo approdo. Se la domanda è presentata dopo, la dogana attende che le sia fatto conoscere se il ritorno dei colli avrà luogo con lo stesso piroscafo, ed il porto nel quale ne sia avvenuto lo sbarco, e ove si tratti di porto della colonia, fa pervenire speciale avviso alla dogana presso la quale i colli si trovano.

Nel manifesto del bastimento designato per il trasporto, deve farsi speciale annotazione indicante il piroscafo al cui carico i colli appartenevano. Tale annotazione deve essere fatta dalla dogana nel manifesto di partenza o dal capitano nel manifesto del carico, secondochè i colli sieno spediti da un porto della colonia o da un porto estero.

Col consentimento della dogana, alla quale i colli dovrebbero essere presentati, lo sdoganamento dei colli stessi può farsi presso lo scalo in cui vennero sbarcati. In questo caso la dogana che ha in carico le merci nel manifesto, riceve, da quella che ha provveduto allo sdoganamento, le indicazioni comprovanti il regolare esito delle merci per l'appuramento del manifesto.

*Bastimenti che si inoltrassero nel Giuba.*

Art. 110. — Per i sambuchi che arrivassero dal mare e che, per giungere a destinazione, percorressero il fiume Giuba, le operazioni doganali si devono compiere presso la dogana di Gumbo.

È proibito, lungo il corso di detto fiume, di bordeggiare, di mettersi in comunicazione con la terra in modo che sia agevole caricare o sbarcare merci, dove non siano uffici doganali.

Gli agenti doganali debbono arrestare e visitare (salvo

l'osservanza dei patti internazionali) le barche che danno indizio di contrabbando e scortarle alle più vicina dogana, stendendo processo verbale.

*Arrivi da terra.*

Art. 111. — Le merci che arrivano per via di terra debbono essere presentate alla più vicina dogana di frontiera.

La dogana le iscrive sul registro degli arrivi, annotandone la specie ed il numero.

Nel suddetto registro deve poi indicarsi il numero, la data e la specie delle bollette emesse, secondo la destinazione doganale data alle merci.

FITOLO III. — DELL'IMPORTAZIONE E DELL'ESPORTAZIONE.

*Importazione e dichiarazione.*

Art. 112. — Dopo la verificaione delle merci, e liquidati ed esatti i diritti, è consegnata ai contribuenti una bolletta di sdoganamento, mercè la quale avranno il permesso di levare le merci dalla dogana e di condurle al luogo ove sono destinate.

Oltre quanto è compreso nella dichiarazione, nella bolletta deve essere indicato il giorno in cui è consegnata.

Per le merci presentate alla dogana, non soggette a diritti di confine, è data una bolletta che attesta la loro qualità, la quantità ed il valore.

Art. 113. — Per importare le merci si presenta in iscritto la dichiarazione per importazione. La dichiarazione verbale, consentita dall'articolo 20, è ammessa per tutte le merci.

*Merci soggette a regime convenzionale.*

Art. 114. — Per l'applicazione dei diritti convenzionali alle merci che sono ammesse ad un trattamento daziario di

favore, quando provengono da paesi coi quali sono stati stipulati trattati di commercio, si debbono presentare, di regola, insieme alle dichiarazioni, i documenti prescritti, per comprovare l'origine delle merci o le altre condizioni stabilite per l'ammissione allo speciale trattamento.

#### *Bolletta di importazione.*

Art. 115. — Per emettere la bolletta di importazione, viene allibrata la dichiarazione nel registro delle riscossioni o nel registro delle bollette di importazione di merci esenti da diritti di confine, secondochè vi sieno o no diritti di confine da riscuotere.

Se le merci sono dichiarate verbalmente, la dogana rilascia la bolletta, staccandola dal registro a matrice e figlia delle bollette di importazione di merci esenti da diritti di confine.

Per le merci ammesse alla importazione in franchigia, per effetto di speciali disposizioni, la dogana deve unire alle rispettive bollette matrici i documenti che fossero stati presentati per comprovare il diritto alla esenzione.

#### *Bollatura dei tessuti esteri.*

Art. 116. — Il contrassegno che prova il pagamento dei tessuti esteri, viene apposto in uno o più punti del tessuto, secondo il desiderio del contribuente, e di preferenza alle estremità interne delle pezze.

Nella bolletta di importazione deve essere indicato il numero e la specie delle pezze contrassegnate ed i contrassegni apposti. Il proprietario, anche dopo levati i tessuti dalla dogana, può ottenere l'apposizione dei contrassegni in altri punti del tessuto, purchè si tratti di pezze sulle quali esista ancora uno dei contrassegni apposti all'atto dello sdoganamento.

Per i contrassegni esposti in via suppletiva, devono essere pagati i corrispondenti diritti alla dogana, la quale rilascia la rispettiva bolletta di riscossione. L'applicazione dei contrassegni deve essere sorvegliata dagli impiegati che procedono alla visita dei tessuti.

*Bolletta di lasciapassare.*

Art. 117. — Per le merci estere che si spediscono da una dogana all'altra per via di mare, la dogana, dopo la visita, emette bolletta di lasciapassare di merci estere, ed allibra la dichiarazione nel registro delle bollette di lasciapassare di merci estere. Se ebbe luogo la dichiarazione verbale, stacca la bolletta da registro a matrice e figlia. La bolletta di lasciapassare deve essere esibita agli agenti di dogana incaricati di accertare l'imbarco e la esistenza delle merci a bordo, a termini dell'articolo 6.

*Esportazione, dichiarazione e bolletta.*

Art. 118. — Se le merci sono soggette a diritti di confine, dopo fattane la verifica e pagati i diritti, la dogana consegna la bolletta di pagamento, la quale, oltre al nome del contribuente e la quantità e qualità e valore delle merci, indica il tempo entro il quale debbono passare la linea doganale. Trascorso detto termine, la bolletta non è più valida, tranne i casi in cui, per fortuna di mare, la merce non si sia potuta intieramente imbarcare.

Non si restituiscono i diritti pagati, quando anche la esportazione della merce non venisse effettuata. Per le merci non soggette a diritti di confine si verifica soltanto la specie, e si darà una bolletta nella quale si indicherà la quantità ed il valore secondo la dichiarazione.

Art. 119. — Se la dichiarazione per esportazione viene presentata per iscritto, la dogana ammette la bolletta di espor-

tazione, allibrando la dichiarazione nel registro delle riscossioni o nel registro delle bollette di esportazione di merci esenti da diritti di confine, secondochè vi sieno o no diritti di confine da riscuotere.

Se la dichiarazione è fatta verbalmente, la dogana rilascia la bolletta, staccandola dal registro a matrice e figlia delle bollette di esportazione, o dal registro a matrice e figlia delle bollette di esportazione di merci esenti da diritti di confine.

Alla matrice delle bollette relative a merci ammesse all'esportazione in esenzione di dazio per effetto di speciali disposizioni, devono unirsi i documenti presentati per ottenere l'esenzione.

*Ritardo dell'imbarco delle merci che si esportano.*

Art. 120. — Quando, per fortuna di mare, sia stato sospeso in tutto od in parte l'imbarco delle merci, per il quale fu pagato il dazio di esportazione, il proprietario deve darne avviso alla dogana, la quale trattiene la bolletta di esportazione, e cura che le merci sieno vigilate fino a che si effettui l'imbarco. Nei casi in cui l'imbarco avvenga per una parte sola delle merci, il capo della dogana è in facoltà di rendere valida la bolletta, ritirata, a norma dell'art. 7, per l'imbarco delle merci rimanenti, su altro bastimento, facendo di ciò prendere nota sulla bolletta matrice.

TITOLO IV. — DEL CABOTAGGIO E DELLA CIRCOLAZIONE.

*Cabotaggio e circolazione.*

Art. 121. — È considerata operazione di cabotaggio se fatta per via di mare; di circolazione se lungo il fiume Giuba; la spedizione di merci che o hanno soddisfatto i dazi dogana-

nali o se sono escluse e si vogliono spedire da un punto all'altro della colonia.

Il cabotaggio delle merci che godono di un trattamento daziario speciale, si ammette solo quando il caricatore lasci una garanzia od un garante per la differenza tra il dazio speciale e quello che fosse dovuto se le merci fossero spedite all'estero.

#### *Dichiarazione.*

Art. 122. — Le merci suddette che si vogliono spedire per cabotaggio, debbono essere presentate alla dogana del luogo di partenza, ed ivi essere per iscritto o verbalmente dichiarate.

Quando sia fatta la dichiarazione verbale, si dà la bolletta di lasciapassare di merci della colonia, e la bolletta viene staccata da registro a matrice e figlia. Quando sia presentata per iscritto la dichiarazione, si dà egualmente la bolletta di lasciapassare per merci della colonia: la dogana emette la bolletta, allibrando la dichiarazione rispettivamente nel registro delle bollette di lasciapassare, e fa apporre ad ogni collo un polizzino per merci in cabotaggio.

Tanto nelle bollette di lasciapassare scritte quanto nelle verbali, si deve indicare il nome e cognome dello speditore, la quantità e qualità delle merci e numeri e marche dei colli, la dogana ove dovrà eseguire la reintroduzione nella colonia, il nome e la specie e la bandiera del bastimento, il nome e cognome del capitano, ed il termine prefisso per la reintroduzione nella colonia delle merci.

Nel fissare il termine suddetto, la dogana deve aver riguardo alla distanza da percorrere, ai mezzi di trasporto ed alle fermate intermedie che possono fare i bastimenti prima di giungere a destinazione. Il termine decorre dal giorno successivo a quello d'emissione della bolletta.

*Attestazione di imbarco delle merci.*

Art. 123. — All'atto dell'imbarco delle merci lo speditore deve esibire agli agenti di dogana la bolletta di lasciapassare, per riportarvi le attestazioni di cui all'articolo 6.

Quando l'imbarco avvenga per una parte soltanto delle merci descritte nella bolletta, la dogana provvede a norma dell'articolo 7, e prende nota sulla bolletta matrice delle merci effettivamente imbarcate.

*Arrivo e reintroduzione delle merci.*

Art. 124. — La dogana a cui vengono presentate le bollette di lasciapassare per lo sbarco e la reintroduzione delle merci nella colonia, prima di dar corso alle operazioni deve assicurarsi che le bollette sieno regolari e che, per il fatto degli approdi compiuti dal bastimento che trasportò le merci, queste non siano andate in porti esteri. Se le merci arrivano con bastimento diverso da quello indicato nelle bollette doganali e circostanze speciali, da apprezzarsi dal capo dogana, non giustificano l'avvenuto imbarco e trasbordo in altro porto senza il prescritto permesso, viene accertata la contravvenzione.

Le merci da reintrodurre devono essere visitate, per accertare che si tratti di quelle descritte nelle bollette che le accompagnano.

Nelle bollette viene apposto il risultato della visita, e se non sono emerse differenze ed irregolarità, la dogana permette l'introduzione delle merci.

Art. 125. — Le bollette di lasciapassare che hanno servito per la reintroduzione delle merci, devono essere rimesse alla dogana di partenza, con annotazione della avvenuta reintroduzione delle merci descrittevi.

*Differenze trovate nella reintroduzione delle merci.*

Art. 126. — Quando la dogana, nel visitare le merci presentate per la reintroduzione in colonia, trovi differenze in confronto di quelle descritte nelle bollette di lasciapassare, procede nel seguente modo:

Se trova che le merci sono di qualità differente, ma che già pagarono il dazio d'importazione nella colonia, le considera semplicemente estere, e non ne ammette l'introduzione senza il pagamento dei diritti di confine; se poi le merci trovate di qualità diversa sono estere, la dogana le considera di contrabbando e compila il processo verbale. Nello stesso modo procede per le merci trovate in quantità eccedente.

Art. 127. — Nei casi di irregolarità o differenze rilevate nella reintroduzione delle merci spedite per cabotaggio in confronto alle bollette di lasciapassare, la dogana, prima di accertare le contravvenzioni, può chiedere informazioni alla dogana da cui le merci vennero spedite, ogniqualvolta vi sia dubbio che possano essere avvenuti errori od omissioni nel compimento delle formalità doganali all'atto della spedizione delle merci.

Di tali informazioni deve essere tenuto conto nell'apprezzamento dei fatti per il procedimento da seguirsi.

*Cambio di destinazione per le merci spedite in cabotaggio.*

Art. 128. — Il cambio di destinazione per la reintroduzione delle merci ad una dogana diversa da quella indicata nelle bollette di lasciapassare, può essere soltanto concesso dal capo della dogana alla quale le merci vengono presentate.

Del cambio di destinazione deve essere dato subito avviso

alla dogana a cui le merci, secondo la bolletta, erano destinate.

Al ricevere tali comunicazioni, la dogana che ha emesso la bolletta deve indicare, nella corrispondente matrice, la dogana da cui ebbe luogo la reintroduzione delle merci, e la dogana a cui le merci erano destinate deve prendere nota in apposito libro della bolletta presentata altrove.

Art. 129. — Il capo della dogana ha la facoltà di permettere che le merci giunte in cabotaggio con una bolletta di lasciapassare vengano in parte sbarcate e reintrodotte, ed in parte tenute a bordo del bastimento per essere altrove trasportate.

In questo caso, avvenuta la parziale reintroduzione, la dogana accerta la regolare esistenza a bordo della rimasta partita, e rilascia nuove bollette di lasciapassare per la ulteriore destinazione della merce.

Le bollette di lasciapassare vengono munite del risultato di visita per la intiera partita, e, per le merci non sbarcate, in luogo delle attestazioni prescritte per la reintroduzione, vi si indicano le nuove bollette emesse, dopo di che si considerano esaurite.

Nelle bollette di lasciapassare emesse per le merci rimaste a bordo, in luogo dell'attestazione d'imbarco s'indica il numero, la data e la specie della bolletta da cui le merci giunsero accompagnate, nonchè la dogana emittente, facendo uso della formola: *Merci rimaste a bordo come da bolletta.*

*Merci presentate alla dogana di reingresso senza la bolletta.*

Art. 130. — Presentandosi alla dogana di destinazione una merce di cabotaggio senza la bolletta, si fa il processo verbale di contravvenzione in confronto del capitano del bastimento, e frattanto la merce si considera estera.

#### *Uso di duplicati.*

Però, sull'istanza della parte, la dogana suddetta può far ricerca a quella di partenza del duplicato di bolletta di la-

sciapassare. In questo caso l'interessato deve anticipare l'importo del diritto di bolletta prescritto per i duplicati.

Col pervenire del duplicato, il capo della dogana può permettere la libera introduzione delle merci.

Art. 131. — Prima di ritenere validi i duplicati delle bollette agli effetti della reintroduzione delle merci, la dogana deve accertarsi che le bollette originali non sieno state presentate e nemmeno figurino tra quelle prenotate, a termine dell'articolo 128, che già hanno servito per la reintroduzione delle merci da altra dogana.

Anche dopo l'uso del duplicato la dogana deve vigilare affinché non venga più presentata la bolletta originale per introdurre altre merci.

*Bollette mancanti dell'attestazione di imbarco.*

Art. 132. — Le bollette di lasciapassare mancanti della regolare attestazione d'imbarco non sono valide per la reintroduzione delle merci.

Presentandosi le bollette sfornite di tale attestazione, la dogana sospende la reintroduzione delle merci e domanda informazioni alla dogana d'imbarco.

Se risulta effettivamente avvenuto l'imbarco, e la mancanza dell'attestazione sia imputabile agli agenti di dogana, si può permettere la reintroduzione, in caso contrario si considerano come estere.

*Termine per la reintroduzione delle merci.*

Art. 133. — Il capo della dogana d'arrivo ha facoltà di permettere che le merci spedite in cabotaggio sieno reintrodotte nella colonia, anche dopo la scadenza del termine all'uopo assegnato dalla dogana di partenza ed indicato nella bolletta di lasciapassare, purchè non sia scaduto il termine di tre mesi, o purchè entro questo termine le merci già sieno

state sbarcate con l'assistenza degli agenti doganali od introdotte in magazzini di temporanea custodia.

*Spedizione di merci in circolazione.*

Art. 134. — Per la spedizione di merci in circolazione sono applicabili le disposizioni dei precedenti articoli nelle spedizioni di cabotaggio.

TITOLO V. — DISPOSIZIONI DIVERSE.

*Dei pacchi postali.*

Art. 135. — Le operazioni doganali relative alle merci contenute in pacchi postali, vengono compiute senza presentazione della dichiarazione scritta.

Per queste operazioni il proprietario delle merci è rappresentato dagli ufficiali delle poste, i quali dichiarano alla dogana la destinazione dei pacchi, presentando i documenti che li accompagnano e che indicano il contenuto, ed assistono alla visita.

Art. 136. — Le bollette di importazione ed esportazione dei pacchi postali sono emesse dopo la visita, staccandole da speciali registri a matrice e figlia.

Nei casi di reclami sullo sdoganamento dei pacchi postali, agli effetti dell'articolo 67, si considerano asportate dalla dogana le merci contenute nei pacchi di cui sia avvenuta la consegna ai destinatari.

*Dei registri doganali.*

Art. 137. — I registri doganali servono di riscontro alle operazioni ed alla tenuta in evidenza degli introiti.

Vi sono registri di allibramento nei quali si notano le dichiarazioni scritte, i manifesti, le bollette ed altri docu-

menti, ed i registri a matrice e figlia dai quali si staccano bollette ed altri documenti doganali che si rilasciano d'ufficio.

Dal momento che le merci sono prese in nota dalla dogana, di ogni ulteriore movimento delle medesime, fino all'esito finale, deve aversi traccia sui registri.

A tale effetto i registri devono indicare quello nel quale le merci fossero precedentemente notate e quello in cui sieno successivamente iscritte, finchè non vengano poste in consumo o spedite all'estero o distrutte.

Ogni partita d'allibramento deve ricevere un numero d'ordine che, per ogni registro, si rinnova annualmente. Nelle dogane nelle quali la qualità o la quantità delle operazioni doganali obbligasse a dividere in serie i registri della stessa specie, ogni serie di registri si distingue con una lettera maiuscola o con speciale numerazione.

*Scritturazione dei registri, delle bollette e di altri documenti.*

Art. 138. — Negli allibramenti sui registri o nelle attestazioni d'ufficio che si appongono sulle dichiarazioni o su altri documenti doganali non debbono farsi cancellature. Le parole, i numeri ed i segni errati si interlineano, in modo però che si possano sempre leggere, ed appresso si scrivono le indicazioni esatte.

Avvenendo qualche errore nello scrivere le bollette da staccarsi dai registri da matrice e figlia, la intera bolletta deve essere interlineata nel modo suddetto, indi se ne fa una nuova, lasciando la prima unita alla matrice.

Tanto nelle dichiarazioni quanto nei manifesti e nelle bollette, gli spazi in bianco debbono essere, a cura della dogana, annullati con linee trasversali d'inchiostro.

Nei registri di allibramento ed in quelli a matrice e figlia, devono essere annullate nello stesso modo le pagine rimaste in bianco dopo la chiusura dei registri stessi, per qualsiasi causa essa avvenga.

*Autenticazione dei documenti doganali.*

Art. 139. — Qualunque attestazione fatta dagli impiegati o dagli agenti di dogana sulle bollette e su altri documenti, deve essere sottoscritta in modo intelligibile ed autenticata col bollo d'ufficio.

*Duplicati delle bollette.*

Art. 140. — Per l'emissione di duplicati di bollette doganali smarrite è necessario il permesso del capo della dogana; i duplicati si fanno in carta semplice, e devono essere autenticati col bollo d'ufficio, portare l'intestazione « duplicato » e contenere speciale annotazione ogni qualvolta non debbano sostituire il documento originale nel compimento di operazioni doganali.

*Revisione delle scritture doganali.*

Art. 141. — I registri scritti, le bollette matrici e gli altri documenti che rimangono alla dogana in prova delle operazioni compiute, devono essere rigorosamente custoditi nei rispettivi uffici per essere trasmessi, nei tempi e nei modi da precisarsi dal Regio Commissario generale, all'ufficio incaricato di fare la revisione.

La revisione delle scritture doganali è fatta allo scopo di accertare principalmente:

a) che siano stati regolarmente liquidati e riscossi i diritti spettanti alla colonia;

b) che tutte le merci che varcano la linea doganale abbiano avuto definitivo esito, mediante l'emissione in consumo, o la spedizione all'estero, o la distruzione;

c) che sieno state regolarmente applicate le discipline doganali nel compimento delle varie operazioni, nell'accetta-

zione ed emissione dei documenti doganali e nella tenuta dei registri ed altre scritture, e che le dogane non abbiano ecceduto nelle loro attribuzioni.

*Ordini di servizio interno per alcune dogane.*

Art. 142. — Con speciali ordini di servizio interno approvati dal Regio Commissario generale, può essere disciplinato il movimento delle merci nelle dogane in relazione alle condizioni locali ed alle attribuzioni dei singoli uffici.

TITOLO VI. — DELLA TARIFFA DOGANALE  
E DEI DIRITTI ACCESSORI.

*Natura dei dazi.*

Art. 143. — I dazi doganali si riscuotono a valore ed, in via di eccezione, anche a tassa fissa, secondo l'annessa tariffa (allegato A).

Per qualificazione doganale di una merce daziata a valore si intende la sua qualità, in correlazione col prezzo di stima che le è attribuito.

*Tabella dei valori.*

Art. 144. — A cura del Governo della colonia viene compilata, annualmente, una tabella dei valori delle merci, desumendoli dal prezzo medio fatto sulle piazze commerciali della colonia durante i mesi di maggio, giugno, luglio, agosto (allegato B).

Questa tabella verrà comunicata alle varie dogane per il quindici di settembre.

La tabella potrà essere corretta anche nel corso dell'anno, qualora si verificchino e si mantengano variazioni di prezzo superiori al 10 %.

Per le voci cui alla tabella non sia assegnato valore, il valore sarà assunto dalle fatture, aumentato del 40%, e corretto, se del caso, coi prezzi effettivi di vendita.

#### *Riscossione dei dazi.*

Art. 145. — I dazi doganali si riscuotono senza aver riguardo dello stato delle merci, e non si possono condonare nè in tutto nè in parte per avaria, qualunque ne sia la causa.

È in facoltà del proprietario di una merce avariata di optare tra il pagamento dei diritti e la distruzione della merce a sue spese, osservate le cautele imposte dalla dogana.

Art. 146. — Se in uno o più colli presentati per essere sdoganati, anche con diverse dichiarazioni, si trovano vari pezzi di merce i quali, insieme riuniti, costituiscono un oggetto specialmente nominato nella tariffa, tali pezzi, benchè presentati separatamente, devono tassarsi come l'oggetto che sono destinati a formare.

#### *Controversie sulla qualificazione delle merci.*

Art. 147. — Le controversie fra la dogana ed i contribuenti rispetto alla qualificazione delle merci, saranno risolte dai Residenti, che potranno sentire uno o più periti a seconda delle circostanze.

#### *Dazi differenziali.*

Art. 148. — Le merci provenienti da paesi nei quali i bastimenti e le merci della Colonia ricevono un trattamento differenziale, potranno essere assoggettate ad un aumento di dazio di confine dal 25 al 50%.

Questi provvedimenti saranno applicati per decreto del Regio Commissario generale.

Nel decreto saranno segnate le merci che dovranno essere colpite e la misura del maggior dazio da applicarsi.

*Variatione dei dazi.*

Art. 149. — Nei casi di variazione ai dazi portati dalla tariffa si applicheranno:

a) alle merci provenienti da paese estero i dazi preesistenti, solo quando, prima dell'attuazione dei nuovi dazi, sia stata consegnata in dogana la dichiarazione per introduzione in consumo, e sia inoltre stata presentata la merce.

Si considera come presentata in dogana la merce che trovasi in temporanea custodia della dogana, nonchè quella esistente a bordo della nave ancorata in porto, purchè sia stato consegnato il manifesto;

b) alle merci destinate in esportazione i dazi esistenti al momento della consegna della bolletta di esportazione;

c) alle merci sotto sequestro o cadute in confisca i dazi esistenti nel giorno in cui sono vendute o rilasciate, sia con cauzione, sia in conseguenza della definizione del processo;

d) alle merci abbandonate ed alle merci provenienti da naufragio, i dazi esistenti nel giorno della vendita.

*Esenzioni.*

Art. 150. — Sono esenti dal pagamento dei dazi d'entrata e d'uscita gli effetti ed i mobili di primo impianto spettanti ai consoli stranieri, a condizione di reciprocità da parte dei loro Governi.

Questa esenzione non si estende agli oggetti di consumo, come derrate coloniali, generi di privativa, vini, liquori e simili.

Art. 151. — Esenzione dai dazi di entrata è concessa pei seguenti oggetti, e sotto le condizioni che qui si specificano:

1° Effetti e mobili usati dagl'impiegati che vengono in Colonia per servizio.

2° Effetti e strumenti portati dai viaggiatori ed il piccolo corredo di libri, biancheria da letto e da tavola che essi abbiano seco, purchè il tutto sia usato e proporzionato alla loro condizione.

3° Effetti, vetture, mobili, libri, utensili necessari alla professione ed altri oggetti di uso domestico appartenenti a coloro che trasportano la propria residenza nella Colonia, purchè il tutto sia usato e proporzionato alla condizione dei proprietari, e ne sia fatta l'introduzione in termine non maggiore di sei mesi dal giorno della dichiarazione di trasferimento della residenza,

4° Strumenti rurali mobili ed effetti che i contadini italiani introducessero per motivi di lavoro.

5° Campioni senza valore destinati a rappresentare oggetti, di cui fanno parte.

6° Merci di produzione della Colonia ricuperate da naufragi avvenuti in vista del lido, purchè l'origine sia comprovata in modo irrefragabile.

7° Avanzi di alberi e di vele, ancore, cordami di bastimenti di qualsiasi bandiera naufragati sul litorale della colonia, e gli stessi avanzi di navi della colonia naufragate sulle coste straniere, purchè per queste ultime l'importazione avvenga nel termine di nove mesi, ed il fatto del naufragio sia comprovato da regolari certificati.

8° Provviste di bordo sopravanzate ai bastimenti, purchè ne sia riconosciuta l'origine di produzione della colonia, e non si tratti di generi di privata

9° Provviste di bordo di origine estera, che servono al consumo dell'equipaggio e dei passeggeri dei bastimenti esteri o della colonia durante il loro soggiorno nei porti della colonia.

Art. 152. — Esenzione dei dazi di uscita è accordata per i seguenti oggetti:

1° Provviste di bordo, semprechè proporzionate al nu-

mero dei passeggeri e dell'equipaggio ed alla durata del viaggio.

2° Effetti e mobili usati dagli impiegati del Governo della colonia, che vanno ad esercitare il loro ufficio oltre la linea doganale o che rimpatriano.

Art. 153. — Nessuna esenzione dal pagamento dei dazi doganali, oltre quelle indicate dai precedenti articoli, può essere concessa se non in virtù di un decreto del Regio Commissario generale.

#### *Divieti d'importazione e di esportazione.*

Art. 154. — È vietata l'importazione dei generi medicinali e dei medicamenti composti senza l'approvazione della competente autorità coloniale.

Con decreto del Regio Commissario generale può essere vietata l'importazione di prodotti, piante, bestiami allo scopo di tutelare la salute pubblica, l'agricoltura e la pastorizia.

Può esser vietata l'importazione di qualsiasi merce, quando ne sia accertata la necessità per la tutela del pubblico interesse.

Art. 155. — Le merci che, per disposizioni speciali, non possono essere introdotte in colonia e quelle che dall'autorità competente sono giudicate nocive alla salute pubblica, devono essere distrutte o riesportate a spese dell'importatore.

Art. 156. — È proibita, senza licenza, l'importazione nella colonia di armi di qualunque genere, di munizioni, fuochi d'artificio, di materie esplosive ed infiammabili; come pure l'importazione del *uaciao* o di altro preparato consimile.

#### *Degli spiriti.*

Art. 157. — Gli spiriti puri, dolcificati od aromatizzati sono soggetti, alla loro entrata in colonia, ad una sopratassa

di lire 100 per ettolitro fino a 50 gradi dell'alcoolometro centesimale alla temperatura di gradi 15.56.

Per i gradi in più di cinquanta, la soprattassa aumenta di lire italiane 2.00 per grado e per ettolitro.

Sono esenti da tale soprattassa i liquori fini, consumati ordinariamente dagli europei, e che si vendono a più di tre lire la bottiglia, ad eccezione del *cognac*, dell'assenzio e della mastica.

Sugli spiriti, sia puri che dolcificati od aromatizzati che non provengono dall'Italia, la soprattassa è doppia.

Art. 158. — Per la riscossione della soprattassa, la quantità in ettolitri degli spiriti puri in botti od in caratelli è dedotta dal peso netto, riducendo il peso in volume.

Il peso netto si determina deducendo, per i recipienti, le tare legali indicate nella tabella annessa (allegato C).

Tanto l'importatore quanto la dogana hanno, però, facoltà di richiedere l'applicazione della tassa reale, nel quale caso l'operazione della vuotatura e del riempimento dei recipienti deve essere fatta a cura e spese dell'importatore.

Di questa facoltà la dogana deve valersi tutte le volte che, avuto riguardo alla forma ed alla qualità dei recipienti, essa abbia ragione di ritenere che la tara effettiva sia inferiore a quella che avrebbe a risultare facendo uso della predetta tabella.

Art. 159. — La determinazione del volume dei liquori e, in generale, degli spiriti dolcificati od aromatizzati, dev'essere fatta con la misurazione diretta, eccetto che o dalle fatture originali esibite dall'importatore, o dai marchi ufficiali di cui fossero muniti i recipienti, o mediante saggi coi metodi codometrici, la dogana abbia mezzo di accertarsi della esistenza della quantità dichiarata.

Art. 160. — La ricchezza alcoolica reale degli spiriti si determina facendo uso dell'alcoolometro ufficiale, deducendo dal grado apparente quello effettivo, alla temperatura di

gradi 15.56 del termometro centesimale, mediante le tabelle differenziali di correzione (allegato D).

Per la determinazione della ricchezza alcoolica dei liquori e degli spiriti dolcificati od aromatizzati, deve prima procedersi alla distillazione, servendosi dell'apparecchio distillatore ufficiale.

#### *Dell'avorio.*

Art. 161. — È proibita l'esportazione di avorio in zanne di peso inferiore ai cinque chilogrammi, e dell'avorio di elefante femmina.

#### *Merce italiana.*

Art. 162. — Le merci di produzione italiana che sono ammesse ad un trattamento daziario speciale, devono, per ottenerlo, essere accompagnate da certificato d'origine rilasciato dalla Camera di commercio del luogo di provenienza, o da speciali bollette doganali che ne tengono luogo, e sempre essere munite di contrassegni applicati dalle dogane italiane del luogo di partenza, contrassegni che dovranno risultare perfettamente intatti all'arrivo. (V. Ordinanza n. 38 del 14 dic. 1905).

#### *Diritto di bolletta.*

Art. 163. — Le bollette di dogana sono sottoposte alle seguenti tasse per diritto di bolletta:

1° Centesimi 15 (dieci besa) le bollette d'importazione, esportazione e lasciapassare;

2° Centesimi 15 (dieci besa) per ogni persona iscritta sui ruoli di equipaggio e sul manifesto dei passeggeri;

3° Lire due (un tallero) i manifesti di partenza e quelli delle merci arrivate.

Sono esenti da diritto di bolletta: le bollette che si rilasciano per il suppletivo pagamento dei dazi doganali riscossi

in meno; quelle per il pagamento della multa; la bolletta per somme depositate.

#### *Diritti di magazzino.*

Art. 164. — Per le merci in temporanea custodia è riscosso il diritto di magazzino in ragione di un centesimo e mezzo (una besa) per ogni giorno ed ogni collo, dopo il terzo giorno dello sbarco.

Il collo eccedente il peso di un quintale è computato per due o più, in ragione di un collo per ciascun quintale o frazione di quintale. Eguale norma si osserva per le merci alla rinfusa.

#### *Diritti per l'apposizione di contrassegni doganali.*

Art. 165. — I diritti da riscuotersi per l'applicazione dei contrassegni doganali sono stabiliti nelle seguenti misure:

a) per ogni piombo apposto ai colli di merce estera od ai relativi mezzi di trasporto, centesimi quindici (besa dieci);

b) per ogni lamina o pallottola, centesimi cinque;

c) per ogni polizzino applicato ai colli di merci spedite in cabotaggio, centesimi cinque (tre besa);

d) per ogni bollo ai tessuti, centesimi uno e mezzo (una besa).

#### *Diritto di statistica.*

Art. 166. — Tutte le merci che siano per qualunque ragione totalmente esenti dai dazi doganali, sono soggette ad un diritto di statistica dell'1 % sul valore.

Il diritto di statistica viene liquidato dalla dogana sulla stessa bolletta che viene emessa per lo sdoganamento della merce.

*Tariffe speciali.*

Art. 167. — L'approvazione delle tariffe per il movimento delle merci nelle dogane ove il facchinaggio è organizzato in corporazione, e di quelle per l'imbarco, spetta al Regio Commissario.

TITOLO VII. — DELLE CONTRAVVENZIONI  
E DEL CONTRABBANDO.

*Pene.*

Art. 168. — Le contravvenzioni al presente regolamento sono punite a seconda dei casi:

- a) con multa proporzionale di diritti di confine dovuti sulla merce, non minore del decimo, nè maggiore del quintuplo di essi diritti;
- b) con l'ammenda da lire due a lire cinquecento.

Il contrabbando è punito a seconda della sua gravità con le pene:

1° Della multa proporzionale ai diritti di confine dovuti sulle merci, non minore di due, nè maggiore di dieci volte l'importo de' diritti stessi; al pagamento della quale tutti i colpevoli saranno tenuti in solido:

- a) dell'arresto da un giorno a sei mesi;
- b) della detenzione da un giorno a cinque anni;

2° Congiunte sempre con la confisca della merce, o dei generi oggetto di contrabbando, delle bestie, veicoli, barche, bastimenti e di qualunque altro mezzo adoperato per il trasporto della merce o del genere di contrabbando.

L'applicazione di tale pena non dispensa dal pagamento dei dazi e dei diritti dovuti, secondo le disposizioni del presente regolamento.

Questi diritti si riscuotono quando vengano alienate le merci sequestrate, poste sotto confisca o quando passino in consumo.

Per le merci delle quali non si sia potuto operare il sequestro, i diritti di confine son dovuti dal contravventore.

I diritti di confine si riscuotono anche per i mezzi di trasporto confiscati, in quanto siano dovuti per la provenienza loro e per l'esito che loro venga dato.

*Contrabbando. — Differenze rispetto al manifesto.*

Art. 169. — Trovandosi delle differenze tra il manifesto di carico e le merci, e le differenze siano di tale natura da far ritenere che le indicazioni del manifesto non riguardino i colli presentati, il capitano sarà punito con multa non minore dei diritti di confine dovuti, nè maggiore del quadruplo per ogni collo non annotato, e per ogni collo annotato e non trovato.

Se i colli hanno le stesse marche e cifre numeriche di altri colli indicati nel manifesto, si considerano come non annotati quelli soggetti a diritti maggiori.

L'eccedenza e la mancanza delle merci alla rinfusa rispetto al manifesto, saranno punite con ammenda da lire trenta a lire trecento.

Non sono punibili le eccedenze che non oltrepassino il dieci per cento, e le mancanze che non superano il cinque per cento.

*Differenze rispetto alla dichiarazione.*

Art. 170. — La inesatta dichiarazione della qualità e della quantità delle merci sarà punita con l'ammenda da lire due a lire cinquanta.

Si prescinderà da tale pena quando emergano differenze solo di quantità che non superino il 5% per ciascuna sorta di merci dichiarate.

Se poi i diritti di confine, complessivamente liquidati secondo il risultato della visita, risultino maggiori di quelli calcolati in base alla dichiarazione, e la differenza superi il 5 %, oltre alle pene suddette, se ne applicherà un'altra non minore del decimo, nè maggiore dell'intera differenza dei diritti di confine.

*Trasporto e falsificazione di bolli e di marche, ecc.*

Art. 171. — Il trasporto, in qualsiasi modo avvenga da una merce all'altra, da un collo all'altro, di piombi, di lamine, di bolli, sigilli e simili, come pure la loro falsificazione, sono puniti, salvo sempre le pene maggiori del caso, con ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento.

*Contravvenzioni disciplinari.*

Art. 172. — Sono passibili di ammenda da lire duecento a lire cinquecento i capitani che:

a) ricusano di esibire o non posseggono il manifesto e i documenti di carico, quando sia obbligatorio, salvo le maggiori pene in caso di contrabbando;

b) rifiutano di ricevere a bordo gli impiegati doganali;

c) tentano di partire senza il permesso della dogana.

Art. 173. — Sono passibili di ammenda da lire venti a lire cento i capitani:

a) per i bastimenti non approdati nei siti destinati;

b) per lo scarico, carico e trasbordo di merci senza il permesso della dogana o senza l'assistenza degli agenti doganali;

c) per la ritardata presentazione del manifesto;

d) per la omissa presentazione alla dogana del lasciapassare da cui debbono essere accompagnate le merci nella circolazione e nel cabotaggio;

e) per l'imbarco senza permesso di merci prima d'aver compiute le operazioni di sbarco;

f) per la mancata consegna all'ufficio postale del luogo di arrivo della corrispondenza non affrancata di cui fossero latori, e per l'ommeso avvertimento ai passeggeri di fare tale consegna.

#### *Contravvenzioni non contemplate.*

Art. 174. — Le trasgressioni al presente regolamento, non espressamente contemplate dagli articoli precedenti, saranno punite con ammenda da lire cinque a lire cento.

Le pene comminate dalle leggi per falso, alterazione di documenti, frode e resistenza agli agenti della forza pubblica, non esentano i contravventori dal pagamento delle ammende e delle multe contemplate.

#### *Prescrizione.*

Art. 175. — L'azione giudiziaria per le contravvenzioni si prescrive in un anno: la prescrizione però resta interrotta dagli atti giudiziari che seguissero nel frattempo, nonchè da una nuova contravvenzione punibile con pena uguale o maggiore.

#### *Contrabbando — Quando vi sia contrabbando.*

Art. 176. — Sono considerati in contrabbando le merci:

a) scaricate nei porti o sulle spiagge, o sulle sponde del Giuba, di notte, importate per vie non permesse, deviate dal cammino o scaricate innanzi alla prima dogana;

b) rinvenute sulle persone, nei bagagli, nei carichi, nelle barche, nascoste nei colli, o nelle suppellettili, od in mezzo ad altri generi, in modo da far presumere il proposito di sottrarle alla visita doganale;

- c) riesportate per via di mare o spedite in cabotaggio senza bolletta di lasciapassare;
- d) levate dalla dogana prima che sia data la bolletta;
- e) destinate all'estero o ad altro porto della colonia che non si trovano sul bastimento al tempo della partenza;
- f) le merci di produzione della colonia delle quali si facesse o si tentasse l'esportazione senza presentarle alla dogana.

*Pene.*

Art. 177. — Il contrabbando commesso da chi non sia contrabbandiere, ma recidivo, è punito col carcere da sei giorni a sei mesi.

E contrabbandiere chi sia dato abitualmente al contrabbando, e si reputerà tale chiunque sia stato condannato tre volte per contrabbando, ed una sola volta per contrabbandi.

Art. 178. — Il contrabbando commesso da un solo contrabbandiere, senza concerto con altri, sarà punito, secondo le circostanze del fatto e la importanza del contrabbando, con l'arresto da sei giorni a due anni.

L'associazione di tre o più persone allo scopo di commettere contrabbando, costituisce reato, che esiste pel solo fatto della organizzazione dei contrabbandieri.

Gli autori, direttori, o capi della medesima saranno, per il solo fatto della associazione, puniti con la detenzione da tre mesi ad un anno: ogni altra persona che faccia parte della associazione sarà punita da uno a sei mesi.

*Contrabbando commesso da associati.*

Art. 179. — Il contrabbando sarà punito con la detenzione da sei mesi a tre anni, quando sia commesso da una associazione o da talun membro di essa previo concerto con altri soci.

Sarà punito con la detenzione da tre a cinque anni:

a) quando avvenga a mano armata od in unione di tre o più persone anche non armate. Per armi si intendono, oltre alle armi proprie, anche qualunque strumento da taglio o da punta atto ad offendere;

b) quando vi sia stato involamento dei bolli dei pubblici uffici, o contraffazione di bolli od altra falsificazione tendente a nascondere la provenienza della merce o del genere che si voglia far entrare, o che sia entrato in contrabbando;

c) quando si sia operato il contrabbando col mezzo di corruzione di impiegati della colonia.

#### *Agenti principali.*

Art. 180. — Gli agenti principali, ed i complici, quando la loro cooperazione sia stata tale che senza di essa il reato non sarebbe stato consumato, incorreranno nella stessa pena inflitta agli autori del reato.

Art. 181. — Sarà considerato come agente principale:

1. Colui che abbia dato mandato, ovvero con doni, promesse, abuso di potere o di autorità, o con artifici colpevoli abbia indotto taluno a commettere il reato;

2. Colui che concorre immediatamente con l'opera sua alla esecuzione del reato, o nell'atto in cui si eseguisce prestì aiuto efficace a commetterlo;

3. Colui che scientemente o volontariamente somministri ad associazioni che abbiano per scopo il contrabbando, o a taluno che ne faccia parte, armi, munizioni, denaro, o mezzo di trasporto necessario al contrabbando.

#### *Complici.*

Art. 182. — Sono considerati come complici:

1. Coloro che faranno atti di assicurazione del contrabbando, o che, previo trattato od intelligenza con gli autori

contemplati negli articoli precedenti, ricetteranno, nasconderanno oggetti provenienti da contrabbando; e si intrometteranno per farlo vendere;

2. Coloro che daranno la direzione o le istruzioni per commettere il reato di contrabbando.

3. Coloro che avranno procurato al colpevole gli istrumenti o qualunque altro mezzo che avrà servito all'esecuzione del reato stesso, sapendo l'uso che si destinava di farne;

4. Coloro che, senza immediato concorso all'esecuzione del reato, avranno scientemente aiutato od assistito i colpevoli, od il colpevole, nei fatti che hanno preparato, facilitato o consumato il contrabbando;

5. Coloro che, senza precedente trattato d'intelligenza, avranno ricettato o nascosto o si saranno intromessi per far vendere oggetti provenienti da contrabbando.

*Impiegati della colonia ed agenti della pubblica forza.*

Art. 183. — L'impiegato della colonia e qualunque agente della pubblica forza che abbia partecipato ad alcuno dei reati di cui agli articoli precedenti, sarà punito col massimo della pena.

Gli impiegati e gli agenti della pubblica forza incorreranno altresì nella destituzione e nel triplo della multa stabilita dal regolamento: in caso di corruzione saranno puniti colla interdizione dai pubblici uffici e con una multa speciale, che raggiunge il triplo del valore della cosa promessa o ricevuta, e che non potrà essere minore di lire centocinquanta.

Saranno del pari puniti col massimo della pena i corrieri, i capitani e le persone di servizio dei battelli a vapore, i padroni o direttori di pubblici esercizi i quali abbiano partecipato ad alcuno dei detti reati.

*Contrabbando al di qua dei confini.*

Art. 184. — Venendo prese in qualsiasi punto del territorio merci di contrabbando perseguitate continuamente ed anche non perseguitate continuamente, purchè risulti che il contrabbando fu consumato, si applicano le pene pecuniarie accessorie e corporali stabilite per gli altri contrabbandi.

Quando si possa avere la prova certa della introduzione nella colonia o dell'esportazione di merci senza il pagamento dei diritti di confine, si potrà procedere per contrabbando, sebbene non sia possibile operare il sequestro delle merci.

*Responsabilità civile degli impresari, capitani, conduttori, padroni o capi di stabilimenti.*

Art. 185. — Nel contrabbando che si commette sui bastimenti e negli esercizi pubblici, i capitani, i conduttori, i padroni o capi degli stabilimenti, saranno, come civilmente responsabili, obbligati al pagamento delle somme per le multe nelle quali fossero incorsi i loro dipendenti o commessi non solventi.

*Contrabbando accompagnato da altri reati.*

Art. 186. — Nulla è mutato alle disposizioni delle leggi vigenti nei reati di furto, di resistenza alla pubblica forza, di omicidio, di ferite od altre offese alle persone, che possano commettersi in occasione di contrabbando.

Al colpevole di contrabbando sarà, per questi casi, applicato il massimo della pena stabilita dalle leggi penali.

*Prescrizione.*

Art. 187. — L'azione giudiziaria per il contrabbando si prescrive in cinque anni. Un nuovo contrabbando passibile

con una pena più grave od uguale, od un atto giudiziario, interrompono il corso della prescrizione.

*Disposizioni comuni alle contravvenzioni  
ed al contrabbando.*

Art. 188. — Quando gli agenti doganali attestano una contravvenzione o fermano un contrabbando, possono arrestare i contravventori colti nella flagranza. In caso diverso li possono trattenerne e condurre davanti all'ufficiale doganale fino a che non sia constatata la loro identità, e, se si tratti di stranieri, finchè non abbiano data cauzione per le multe e per le spese, se la merce sequestrata non basta all'uopo.

Art. 189. — Sono pure condotti davanti all'ufficiale doganale le merci ed i mezzi di trasporto presi in contravvenzione, i quali costituiscono garanzia per le pene pecuniarie e per le spese.

Quando i capitani siano imputati di contravvenzione o di contrabbando o siano civilmente responsabili e si rifiutino a prestare congrua cauzione, sono posti sotto sequestro anche i bastimenti, per trattenerne i quali la dogana rifiuta il permesso di partenza, dandone avviso all'autorità politica locale, e, se il bastimento è di bandiera estera, dandone avviso anche al console della relativa nazione.

Non si potranno invece sequestrare ai capitani le merci ad essi affidate per il trasporto con regolare contratto.

Gli oggetti sequestrati saranno, a cura dell'ufficio doganale, custoditi, e su di essi, nel caso in cui la contravvenzione sia seguita da condanna, sia in via giudiziaria che in via amministrativa, saranno esatti anche i diritti di magazzinaggio.

Art. 190. — Il proprietario può chiedere la restituzione delle merci sequestrate, quando non sia necessario ritenerle per la istruzione del processo, e quando non sia intervenuto un provvedimento giudiziario, depositando una somma uguale al loro valore.

Se sugli oggetti da restituire sono dovuti i diritti doganali, questi devono essere pagati per poter ottenere la restituzione; se si tratta di oggetti, di cose non soggette a confisca, basterà che la somma depositata sia sufficiente a garantire i diritti ed il massimo delle pene applicabili. Della restituzione si farà risultare per mezzo di apposito verbale.

Art. 191. — Se le cose sequestrate sono soggette a deperimento o la custodia di esse sia difficile o dispendiosa, od il proprietario non si presenti, la dogana può venderle all'incanto coll'intervento del Residente, seguendo le norme stabilite per la vendita delle merci abbandonate.

I mezzi di trasporto che avessero segreti ripostigli o fossero di speciale fattura per il contrabbando delle merci, non possono essere alienati se prima non sono ridotti in modo da non prestarsi più alla frode. Le merci soggette a diritti di confine non possono essere mai vendute per somme inferiori all'ammontare dei diritti stessi.

Gli oggetti sequestrati o confiscati per qualsiasi motivo che non possono essere alienati o utilizzati dall'amministrazione, vengono distrutti. Gli oggetti di privativa vengono spediti al magazzino delle private della colonia.

#### *Processo verbale e suo contenuto.*

Art. 192. — Il capo della dogana presso il quale furono portate le merci, i mezzi di trasporto, e condotti i contravventori, deve compilare immediatamente il processo verbale.

Il processo verbale deve indicare:

- a) l'ufficio, il luogo, l'anno, il mese, il giorno, e l'ora in cui è compilato;
- b) il nome, cognome e grado dell'impiegato che lo redige;
- c) il nome, cognome e la qualità di coloro che hanno avuto parte nello scoprimento della contravvenzione;

d) il nome, cognome e domicilio dei testimoni che, per invito dell'ufficio o per altre cause, fossero intervenuti;

e) il nome, cognome e luogo di nascita e domicilio, l'età, paternità e condizione dei contravventori, il nome, cognome, la qualità ed il domicilio di coloro che fossero tenuti civilmente responsabili a termini di legge: se il contravventore fosse ignoto od assente o fuggito, ovvero avesse ricusato di recarsi all'ufficio, deve essere fatta speciale menzione di tale circostanza;

f) la dichiarazione delle comunicazioni fatte, o da farsi con riserva, al Regio Commissario generale, del nome cognome, domicilio, dell'età, paternità e condizione del rivelatore, quando lo scoprimento sia dovuto a segrete rivelazioni;

g) tutte le circostanze di tempo e di luogo che hanno preceduto, accompagnato o seguito il fatto contravvenzionale, con citazione degli articoli del regolamento che lo contengono e lo puniscono;

h) la qualità, la quantità, il valore proprio delle merci che formano oggetto proprio della contravvenzione ed i mezzi di trasporto che fossero stati sequestrati; l'ammontare dei diritti dovuti, con le indicazioni delle voci della tariffa corrispondenti, l'ufficio presso il quale sono depositate e custodite le cose sequestrate ed i suggelli a queste apposti per l'indicazione;

i) le dichiarazioni del contravventore e le osservazioni che credessero di fare gli scopritori della contravvenzione.

Del processo verbale, previa lettura, si deve offrire copia al contravventore, indicando nel verbale stesso se la copia è stata rifiutata o consegnata.

Il processo verbale deve essere sottoscritto da tutti gli intervenuti, e se alcuno non sapesse scrivere o se il contravventore ricusasse di sottoscrivere, se ne fa speciale menzione nel verbale.

Se gli agenti scopritori sono in molti e vi siano difficoltà per il loro intervento alla redazione del processo verbale, basta la presenza di due almeno di essi, ma nel corpo del verbale gli scopritori debbono essere indicati tutti, facendo cenno delle cause del mancato intervento di una parte di essi.

Nella compilazione del processo verbale vien fatto uso di apposito modello. Il funzionario che fa il verbale è responsabile delle conseguenze di ogni omissione. Il processo verbale fa fede in giudizio fino a prova in contrario.

Art. 193. — L'ufficio che ha compilato o ricevuto un processo verbale per contrabbando, deve sollecitamente informarsi sui precedenti del contravventore, rivolgendosi all'uopo al residente, e far cenno, in appendice al verbale, delle condanne per contrabbando che risultassero già pronunciate a carico del contravventore medesimo, chiedendo, secondo i casi, l'applicazione delle maggiori pene comminate dal regolamento.

Art. 194. — Di ogni processo verbale, di regola, si fanno tre copie. Una per uso dell'ufficio, che deve tenere la gestione della contravvenzione, un'altra da inviarsi assieme all'originale al Residente, la terza da consegnarsi, se richiesta, al contravventore.

Art. 195. — Compiuto il processo verbale, il contravventore viene interpellato se intenda, per l'applicazione delle pene pecuniarie, rimettersi all'autorità amministrativa, previo deposito della somma richiesta per garanzia dei diritti di confine e delle spese.

Di tale formalità si prende atto con apposito processo verbale. L'assenso del contravventore sarà tenuto come irrevocabile.

A decidere di queste controversie sarà competente il capo della dogana.

Art. 196. — Quando il contravventore non invochi la de-

cisione amministrativa, quando si tratti di contrabbando in unione o di associazione per contrabbando; o di contrabbando assicurato, o di qualunque altra contravvenzione punibile con pena corporale in via principale, il verbale di contravvenzione al Residente sarà inoltrato per gli ulteriori provvedimenti.

*Procedura per le contravvenzioni connesse con reati.*

Art. 197. — Se la contravvenzione doganale è talmente connessa con altro reato qualunque, si che la prova dell'una sia prova dell'altra, la causa è rimessa al Residente.

Compiuto il giudizio sul reato, si procederà per la contravvenzione.

*Processo contro ignoti.*

Art. 198. — Anche i processi verbali di contravvenzione compilati a carico di persone ignote o fuggitive, devono essere trasmessi, per il procedimento giudiziario, al Residente.

*Contabilità delle contravvenzioni.*

Art. 199. — Il conto delle pene pecuniarie e delle spese per le contravvenzioni spetta all'ufficio doganale che tiene i registri delle contravvenzioni, e dai quali deve risultare il procedimento per ciascun processo verbale, le spese incontrate, le somme esatte, sia per effetto di giudizio, sia per effetto delle risoluzioni amministrative o l'esito delle cose sequestrate.

Per i depositi fatti a cauzione delle pene incorse, l'ufficio dà ricevuta con bolletta di somme depositate.

Per le riscossioni a titolo definitivo di somme pagate per pene pecuniarie e spese, fa uso di apposito registro a matrice e figlia, da cui stacca la bolletta di introito per pene pecuniarie, spese e prodotti di confisca.

Il prodotto ricavato dall'alienazione di cose sequestrate si riscuote a titolo definitivo con bolletta di introito se venne pronunciata la confisca, altrimenti viene ritratto in deposito, emettendo la bolletta di somme depositate per disporre ulteriormente a norma della sentenza o della decisione emessa per la contravvenzione.

Per i diritti di confine ed altri diritti doganali deve sempre essere emessa dalla dogana l'apposita bolletta di riscossione.

#### *Ripartizione delle somme esatte.*

Art. 200. — Tutte le somme esatte per contravvenzioni o contrabbando, dopo prelevate le spese, andranno per  $\frac{2}{3}$ , a favore dell'erario della colonia e per  $\frac{1}{3}$ , saranno divise fra chi ha rilevato l'infrazione e chi ha intimato la contravvenzione.

#### *Competenze.*

Art. 201. — A conoscere di tutte le contravvenzioni, nonchè dei reati di contrabbando, sono competenti i Residenti, che pronunceranno inappellabilmente, seguendo le stesse norme di procedura stabilita per le contravvenzioni in materia di polizia.

#### *Conversione delle pene pecuniarie e corporali.*

Art. 202. — Nel caso di non seguito pagamento o di insolvibilità del condannato, le pene pecuniarie si convertono nell'arresto o nella detenzione con obbligo di lavoro, col ragguaglio di un giorno di lavoro per ogni cinque lire della somma non pagata per i cittadini italiani e per le persone di razza bianca in genere; di un giorno per ogni lira per gli indigeni od appartenenti a razze affini, sino a non oltre un anno.

Art. 203. — L'esecuzione del presente regolamento è affidata ai capi delle dogane, i quali sono autorizzati a richiedere il concorso delle autorità politiche ed amministrative e della pubblica forza per assicurarne l'osservanza ed il rispetto.

Art. 204. — Il presente regolamento andrà in vigore lo stesso giorno della sua pubblicazione.

Sono abrogate le disposizioni precedenti in materia doganale.

*Disposizioni transitorie.*

Art. 205. — Per l'avorio in zanne, di peso inferiore ai 5 chilogrammi, e per l'avorio di elefante femmina, la proibizione di cui all'art. 161 andrà in vigore dal 1° febbraio 1906.

Art. 206. — Il dazio del 5 % di esportazione sui talleri andrà in vigore dal giorno dopo la partenza dai porti della colonia del primo piroscifo venuto da Zanzibar e del primo piroscifo venuto da Aden. Fino a quel giorno si riscuoterà il dazio di esportazione dell'uno per cento.

Art. 207. — Il diritto di statistica, di cui all'art. 166, non è riscosso sull'oro monetato in importazione od esportazione, da mare o da terra, e sulle merci in importazione che traversino la linea doganale a Lugh, Gelib, Cansuma e Margherita.

Mogadiscio, 12 settembre 1905.

*Il R. Commissario generale*

L. MERCATELLI.

**Tariffa dei dazi doganali.**  
ALLEGATO A AL REGOLAMENTO DOGANALE.

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore						Dazi specifici							
		Unità di misura	Unità di dazio			Unità di misura	Unità di dazio								
			Import.	Esport.	Cabott.		Import.	Esport.	Cabott.						
1	<b>Acque minerali e gasose:</b>														
	a) naturali . . . . .	—	—	—	—	—	bottiglia	0,06	esenti	—	—	—	—	—	—
	b) artificiali . . . . .	—	—	—	—	—	»	0,17	»	—	—	—	—	—	—
2	c) solfe e limonate . . . . .	—	—	—	—	—	»	0,63	»	—	—	—	—	—	—
	<b>Animali:</b>														
	a) asini . . . . .	—	—	—	—	—	per capo.	esente	2 1/2	—	—	—	—	—	—
	b) asine . . . . .	—	—	—	—	—	»	»	5 1/2	—	—	—	—	—	—
	c) bovini . . . . .	—	—	—	—	—	»	»	1 1/2	—	—	—	—	—	—
	d) camelli . . . . .	—	—	—	—	—	»	»	5	—	—	—	—	—	—
	e) capre e pecore . . . . .	—	—	—	—	—	»	»	7 1/2	—	—	—	—	—	—
	f) capre e pecore . . . . .	—	—	—	—	—	»	»	1 1/2	—	—	—	—	—	—

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici			
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di dazio	
			Import.	Esport.		Import.	Esport.		
	g) cavalli . . . . .	—	—	—	—	esente	—	—	—
	h) muli . . . . .	—	—	—	—	»	»	»	»
	i) vacche (1) . . . . .	—	—	—	—	»	»	»	»
	l) vari . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		per capo	esente	20 0/0	—	—	—	—	—
3	<b>Ambra grigia</b> . . . . .	unghia	»	20 0/0	—	—	—	—	—
4	<b>Armi e munizioni</b> (2) . . . . .	—	20 0/0	esente	—	—	—	—	—
5	<b>Avorio</b> . . . . .	frasia	esente	15 0/0	—	—	—	—	—
6	<b>Biancheria confezionata:</b>								
	a) italiana . . . . .	a chilog.	5 0/0	esente	—	—	—	—	—
	b) estera . . . . .	»	10 0/0	»	—	—	—	—	—
7	<b>Birra:</b>								
	a) in caratelli . . . . .	—	—	—	—	litro	esente	—	—

(1) Il vitello poppante che accompagna la madre è esente (N. d. Zetto).  
 (2) Proibite senza licenza (id.).

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici			
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio		Cabott.	
			Import.	Esport.		Import.	Esport.		
8	•) in bottiglie . . . . .	—	—	—	—	bottiglia	0 10	—	—
9	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
10	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
11	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
12	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
13	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
14	•) in fiaschi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—

(4) L'importazione del caffè e scorza di caffè da Lugh è esente (N. d. T. s. s.).

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici			
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio			
			Import.	Esport.		Import. T. B.	Esport. T. B.		
15	Datteri. . . . .	frasla	5 0/0	esente	—	—	—	—	
16	Farine: a) italiane o eritree . . . . b) estere . . . . .	saacco *	5 0/0 10 0/0	esente *	—	—	—	—	
17	Ferro in spranghe. . . . .	corgia	10 0/0	*	—	—	—	—	
18	Id. barili . . . . .	barile	15 0/0	*	—	—	—	—	
19	Id. lavori . . . . .	chilog.	20 0/0	*	—	—	—	—	
20	Fiammiferi: a) italiani . . . . . b) esteri . . . . .	latta *	5 0/0 10 0/0	esente *	—	—	—	—	
21	Filati di cotone. . . . .	frasla	5 0/0	*	—	—	—	—	
22	Generi medicinali. . . . .	*	20 0/0	*	—	—	—	—	
23	Generi alimentari, paste, conserve, ecc.: a) italiane . . . . .	chilog.	5 0/0	esente	—	—	—	—	

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici				
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio				
			Import.	Esport.		Import. T B	Esport. T B	Cabott. T B		
24	<i>δ)</i> estere. . . . .	chilog.	10 0 0	esente	—	—	—	—	—	—
	Gomma in genere. . . . .	frasla	esente	6 0 0	—	—	—	—	—	—
25	Grasso di camello. . . . .	»	»	6 0 0	—	—	—	—	—	—
26	Grano e frumento: <i>a)</i> italiano o eritreo. . . . .	sacco	5 0 0	esente	—	—	—	—	—	—
	<i>b)</i> estero. . . . .	»	10 0 0	»	—	—	—	—	—	—
27	Lavori di pelle. . . . .	frasla	10 0 0	10 0 0	—	—	—	—	—	—
28	Id. legno. . . . .	»	10 0 0	10 0 0	—	—	—	—	—	—
29	Legname da costruzione. . . . .	»	10 0 0	10 0 0	—	—	—	—	—	—
30	Legumi: <i>a)</i> fagioli del Benadir. . . . .	—	—	—	—	—	—	esente	1 0 0	1/8 0/0
	<i>b)</i> vari. . . . .	gisla	5 0 0	esente	—	—	—	—	—	—
31	Legni, cortecce e resine odorose. . . . .	frasla	10 0 0	10 0 0	—	—	—	—	—	—

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici					
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio					
			Import.	Esport.		Cabott.	Import. T B	Esport. T B	Cabott. T B		
32	Macchine e parti di macchine.	chilog.	5 0/0	eseite	—	—	—	—	—	—	—
33	Magad (sale di potassa)	frasa	esportazione 5 1/0	—	—	—	—	—	—	—	—
34	Maglierie:										
	a) italiane	chilog.	5 0/0	eseite	—	—	—	—	—	—	—
	b) estere.	—	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—	—
35	Mercerie	frasa	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—	—
36	Merci non specialmente nominate in tariffa.	—	10 0/0	10 1/0	—	—	—	—	—	—	—
37	Melassa	—	8 0/0	eserte	—	—	—	—	—	—	—
38	Mirra	—	esportazione	15 1/0	—	—	—	—	—	—	—
9	Monete:										
	a) d'oro.	—	—	escente	—	—	—	—	—	—	—
	b) talleri.	—	—	2 1/0	—	—	—	—	—	—	—

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici					
		Unità di misura	Unità di dazio			Unità di misura	Unità di dazio				
			Import.	Esport.	Cabott.		Import. T B	Esport. T B	Cabott. T B		
40	c) nichelio . . . . .	—	50 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	—
41	d) rame . . . . .	—	50 0/0	»	—	—	—	—	—	—	—
42	Olio di sesamo . . . . .	frasla	10 0/0	5 0/0	—	—	—	—	—	—	—
43	Oricello . . . . .	»	esente	5 0/0	—	—	—	—	—	—	—
44	Ovate antisettiche . . . . .	chilogr	10 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	—
45	Pelli seccate:										
	a) di bue . . . . .	frasla	esente	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
	b) di camello . . . . .	»	»	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
	c) di capra . . . . .	corgia	»	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
	d) di gazzella . . . . .	»	»	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
	e) varie . . . . .	numero	»	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
46	Pelli varie conciate . . . . .	»	10 0/0	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
47	Penne di struzzo (*) . . . . .	rotolo	esente	8 0/0	—	—	—	—	—	—	—

(\*) Il rotolo delle penne di struzzo è di 18 ughie (N. d. Tizio).

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici					
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di dazio			
			Import.	Esport.		Cabott.	Import.		Esport.	Cabott.	
46	Pesce secco, salato, pinne.	frasca	10 0/0	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
47	Petrolio. . . . .	cassetta	10 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	—
48	Prodotti chimici per industrie . . . . .	chilogr.	5 0/0	*	—	—	—	—	—	—	—
49	Riso. . . . .	sacco	8 0/0	*	—	—	—	—	—	—	—
50	Sacchi vuoti e recipienti . . . . .	numero	10 0/0	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
51	Sale comune. . . . .	frasca	20 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	—
52	Sapone . . . . .	cassetta	10 0/0	*	—	—	—	—	—	—	—
53	Semi di sesamo . . . . .	giala	esente	10 0/0	—	—	—	—	—	—	—
54	Spezie . . . . .	frasca	10 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	—
55	Siroppi per bibite. . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	esente
56	Spirito puro in botti o caratelli (1) . . . . .	litro	15 0/0	esente	—	—	—	—	—	—	0,10

(1) Lo spirito puro paga la soprattassa stabilita dall'art. 157 del regolamento. Gli spiriti denaturati per le industrie sono esenti da soprattasse (N. d. Zizze).

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore				Dazi specifici				
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio	
			Import.	Esport.		Import.	Esport.		Import.	Esport.
57	<b>Spirito dolcificato o aromatizzato</b> (1): a) in fiaschi o caratelli . . . b) in bottiglie o damigiane . . .	litro » numero	15 0/0 20 0/0 10 0/0	esente » »	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
58	<b>Stuoie</b> . . . . .	numero	10 0/0	»	—	—	—	—	—	
59	<b>Tiaccò:</b> a) shaheli . . . . . b) arabo . . . . .	zambil frasila	15 0/0 30 0/0	» »	— —	— —	— —	— —	— —	
60	<b>Tabacco lavorato</b> . . . . .	chilogr.	25 0/0	»	—	—	—	—	—	
61	<b>Tartaruga</b> . . . . .	rotolo	esente	15 0/0	—	—	—	—	—	
62	<b>Terraglie e vetrerie</b> . . . . .	chilogr.	10 0/0	5 0/0	—	—	—	—	—	
63	<b>Tessuti di cotone</b> <b>Mexican</b>	balla	6 0/0	esente	—	—	—	—	—	
64	<b>Id. Id. Bolta</b> . . . . .	pezze	8 0/0	»	—	—	—	—	—	

(1) Sugli spiriti dolcificati e aromatizzati vi è inoltre la soprattassa stabilita dall'art. 157 del regolamento (N. d. Z. 120).

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dazi a valore			Dazi specifici		
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio	
			Import.	Esport.		Cabott.	Import. T B
65	Tessuti di cotone: a) italiani . . . . . b) esteri, . . . . .	numero	5 0/0 7 0/0	5 0/0 5 0/0	— —	— —	— —
66	Tessuti di cotone e seta: a) italiani . . . . . b) esteri, . . . . .	numero	5 0/0 »	esente »	— —	— —	— —
57	Tessuti di cotone mercerizzati: a) italiani . . . . . b) esteri, . . . . .	numero	5 0/0 10 0/0	esente »	— —	— —	— —
8	Tessuti tutta seta . . . . .	»	8 0/0	»	—	—	—
69	Thè . . . . .	frasia	15 0/0	»	—	—	—

Numero	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dati a valore				Dati specifici				
		Unità di misura	Unità di dazio		Unità di misura	Unità di dazio		Import. T. B.	Export. T. B.	
			Import.	Export.		Import. T. B.	Export. T. B.			
70	<b>Vino in fusti o damigiane:</b> a) italiano . . . . . b) estero. . . . .	litro	5 0/0 10 0/0	esente "	— —	— —	— —	— —	— —	
71	<b>Vino in bottiglie o fiaschi:</b> a) italiano . . . . . b) estero. . . . .	— —	— —	— —	— —	bottiglia o fiasco "	0, 10 0, 20 "	esente "	— —	— —
72	<b>Vermouth:</b> a) italiano . . . . . b) estero. . . . .	— —	— —	— —	— —	bottiglia "	0, 10 0, 20 "	esente "	— —	— —
73	<b>Zucchero</b> . . . . .	fratola	5 0/0	esente	—	—	—	—	—	—

*N. B.* Le bottiglie contenenti birra o vino pagano come se fossero da litro, anche se contengono minor quantità di liquido. Le bottiglie che contengono più di uno e non più di due litri, pagano per due bottiglie, e con tale metodo devono adognare le bottiglie di maggior capacità (*N. d. T.*).

**Tabella dei valori per l'anno 1905-906.**  
 ALLEGATO B AL REGOLAMENTO DOGANALE.

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Anno/azioni
1	<b>Acque minerali e gasose:</b> a) naturali . . . . . b) artificiali . . . . . c) sode e limonate . . . . .	alla bottiglia » »	— — —	
2	<b>Animali:</b> a) asini . . . . . b) asine . . . . . c) buoi . . . . . d) camelli . . . . . e) camelle . . . . . f) capre e pecore . . . . . g) cavalli . . . . . h) muli . . . . .	capo » » » » » » »	23 16 15 24 35 2,50 50 40	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talteri	Annotazioni
3	<i>d)</i> vacche, . . . . . <i>e)</i> vari, . . . . .	capo » un ughia	40 vario — —	valore, Valore ottenuto di volta in volta per ogni vendita in dogana.
4	<b>Ambrà grigia</b> (1) . . . . . <b>Armi e munizioni</b> . . . . .	—	—	
5	<b>Avorio:</b> <i>a)</i> 1 <sup>a</sup> qualità, . . . . . <i>b)</i> 2 <sup>a</sup> qualità, . . . . . <i>c)</i> 3 <sup>a</sup> qualità, . . . . . <i>d)</i> carati e masclub . . . . .	una frazla » » »	300 170 155 50	
6	<b>Biancheria confezionata:</b> <i>a)</i> italiana . . . . . <i>b)</i> estera . . . . .	al chilogramma »	— —	
7	<b>Birra:</b> <i>a)</i> in caratelli . . . . . <i>b)</i> in bottiglie . . . . .	litro bottiglia	— —	

(1) L'ambrà grigia deve essere sempre venduta in dogana (*N. d. Teste*).

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
8	Burro indigeno . . . . .	una frasca	10	
9	Caffè e scorza di caffè. . . . .	»	5	
10	Cereali:			
	a) dura . . . . .	—	4	
	b) molindi . . . . .	—	5.50	
11	Conterie:			
	a) Chedudi . . . . .	una corgia	8	
	b) Duman. . . . .	al cento	4	
	c) diverse. . . . .	una frasca	13	
12	Corna di rinoceronte . . . . .	»	80	
13	Id. id. gazzella e simili . . . . .	una corgia.	10	
14	Cotone in bioccolo:			
	a) con semi . . . . .	una frasca	4	
	b) senza semi . . . . .	»	1	
15	Datteri. . . . .	»	3	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
16	<b>Farine:</b> a) italiane o eritree . . . . .	un sacco	—	
	b) estere . . . . .	»	13	
17	<b>Ferro in spranghe lungo e corto . . . . .</b>	una corgia	40	
18	<b>Id. id. barili . . . . .</b>	un barile	10	
19	<b>Id. id. lavori . . . . .</b>	un chilogramma	—	
20	<b>Flammiferi:</b> a) italiani . . . . .	una latta	—	
	b) esteri . . . . .	»	8	
21	<b>Filati di cotone:</b> a) Mathi . . . . .	al pacco	5	
	b) Gamiti . . . . .	»	4	
	c) neri n. 20. . . . .	»	5	
	d) neri n. 40 . . . . .	»	8	
	e) neri n. 6 . . . . .	una frazla	13	
	f) gialli . . . . .	al pacco	6	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	<i>Annotazioni</i>
22	<i>a)</i> bianchi 30-40 . . . . . <i>b)</i> bianchi 90 . . . . . Generi medicinali . . . . . al chilogramma	al sacco » »	6 4.50 —	
23	Generi alimentari, conserve, paste, ecc.: <i>a)</i> italiani . . . . . <i>b)</i> esteri . . . . .	» »	— —	
24	Gomma in genere: <i>a)</i> 1 <sup>a</sup> qualità. . . . . <i>b)</i> 2 <sup>a</sup> qualità. . . . . <i>c)</i> 3 <sup>a</sup> qualità. . . . .	una fraz <sup>a</sup> » »	2.50 1 0.50	4-50
25	Grasso di camello . . . . .	»	—	
26	Grano di frumento: <i>a)</i> italiano o eritreo . . . . . <i>b)</i> estero . . . . .	un sacco »	— 10	
27	Lavori di pelle. . . . .	»	—	
28	Id. id. legno. . . . .	»	—	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
29	Legname da costruzione . . . . .	al chilogramma	—	
30	Legumi: a) fagioli del Benadir . . . . . b) fagioli diversi . . . . .	una frazla » una frazla al chilogramma	8,50 10 12 — 6	
31	Legnami, corteccia, resine odorose . . . . .	una frazla	—	
32	Macchine e parti di macchine . . . . .	al chilogramma	—	
33	Mogad (sale di potassa) . . . . .	una frazla	6	
34	Maglierie: a) italiane . . . . . b) estere . . . . .	chilogramma » »	— — —	
35	Mercerie . . . . .	»	—	
36	Merci non specialmente nominate in tariffa	»	—	
37	Melassa . . . . .	una corgia	50	
38	Mirra: a) 1 <sup>a</sup> qualità . . . . . b) 2 <sup>a</sup> qualità . . . . .	una frazla »	11 5	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
39	<b>Monete:</b> a) di oro . . . . . b) talleri . . . . . c) nichello . . . . . d) rame . . . . .	— — — —	— — — —	
40	<b>Olio di sesamo.</b> . . . . .	una fracla	7	
41	<b>Oricello</b> . . . . .	8	0,50	
42	<b>Ovate antisettiche</b> . . . . .	—	—	
43	<b>Pelli secche:</b> a) di boe. . . . . b) di camello. . . . . c) di capra . . . . . d) di gazzella . . . . . e) di leopardo . . . . . f) varie . . . . .	una fracla 2 una covgia 8 8 4	8,50 3 13 1,50 60	
44	<b>Pelli varie conciate</b> . . . . .	4	—	a) chilogramma

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talberi	Annotazioni
45	<b>Penne di struzzo:</b> a) bianche . . . . . b) grigie . . . . . c) nere . . . . .	un rotolo * *	50 6 10	
46	<b>Pesce secco, salato, pinne:</b> a) pesce cane . . . . . b) pinne di pesce cane . . . . .	una frazla *	7 6	
47	<b>Petrolio . . . . .</b>	una cassa	4	
48	<b>Prodotti chimici per le industrie . . . . .</b>	al chilogramma	—	
49	<b>Riso:</b> 1 <sup>a</sup> qualità . . . . . 2 <sup>a</sup> qualità . . . . .	un sacco *	19 9	
50	<b>Sacchi vuoti:</b> a) nuovi . . . . . b) vecchi . . . . .	al cento *	30 15	
51	<b>Salte comune . . . . .</b>	una frazla	0,25	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
52	<b>Sapone:</b> a) cassa grande . . . . . b) cassa piccola . . . . .	una cassa » una gisla	4 2 15	
53	<b>Semi di sesamo . . . . .</b>	una gisla	15	
54	<b>Spezie:</b> 1 <sup>a</sup> qualità . . . . . 2 <sup>a</sup> qualità . . . . . 3 <sup>a</sup> qualità . . . . .	una frasca » »	11 6 3	
55	<b>Siroppi per bibite . . . . .</b>	bottiglia	1,50	
56	<b>Spirito puro in botti o caratelli . . . . .</b>	litro	—	
57	<b>Spirito dolcificato o aromatizzato:</b> a) in botti o caratelli . . . . . b) in bottiglie o damigiane . . . . .	al litro —	— —	
58	<b>Stuoie . . . . .</b>	una corgia	7	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
59	<b>Tabacco:</b> <i>a)</i> 1 <sup>a</sup> qualità. . . . . <i>b)</i> 2 <sup>a</sup> qualità. . . . . <i>c)</i> 3 <sup>a</sup> qualità. . . . .	un zembil » »	60 40 20	
60	<b>Tabacco lavorato:</b> <i>a)</i> dolce . . . . . <i>b)</i> forte . . . . . <i>c)</i> sigari . . . . . <i>d)</i> sigarette . . . . .	al chilogramma » al cento »	5 4 2,50 1	8 —
61	<b>Tartarughe . . . . .</b>	un rotolo	1	8
62	<b>Terraglie e vetterie . . . . .</b>	al chilogramma	—	—
63	<b>Tessuti di cotone:</b> <i>a)</i> merican grande. . . . . <i>b)</i> merican piccolo . . . . . <i>c)</i> Marduf 1 <sup>a</sup> qualità . . . . . <i>d)</i> Marduf 2 <sup>a</sup> qualità . . . . . <i>e)</i> Banga . . . . .	una balla » » » una coorgia	115 95 210 95 12	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talley	Annotazioni
64	Tessuti di cotone Bofta . . . . .	una pezza	7.50	
65	<b>Id. id. varii:</b> a) Cunechi grandi . . . . . b) Cunechi piccoli . . . . . c) Benagar grandi . . . . . d) Banagar piccoli . . . . . e) Sclader da 6 braccia . . . . . f) Sclader da 7 braccia . . . . . g) Sclader da 8 braccia . . . . .	una corgia » » » » » »	18 14 6 4 14 15 12	
66	<b>Tessuti di cotone e seta:</b> a) italiani . . . . . b) esteri . . . . .	un chilogramma »	— —	
67	<b>Tessuti di cotone mercerizzati:</b> a) italiani . . . . . b) esteri . . . . .	» »	— —	
68	<b>Tessuti tutta seta:</b> a) seta sc grandi . . . . . b) seta sc piccoli . . . . . c) 3 <sup>a</sup> qualità . . . . .	una corgia » »	60 25 19	

Numero	QUALITÀ DELLA MERCE	Quantità	Valore in talleri	Annotazioni
69	<b>Thè</b> . . . . .	—	—	
70	<b>Vino in fusti o damigliane:</b> a) italiani . . . . . b) esteri . . . . .	al litro "	— —	
71	<b>Vino in bottiglie o fiaschi:</b> a) italiano . . . . . b) estero . . . . .	bottiglia o fiasco "	— —	
72	<b>Vermouth:</b> a) italiano . . . . . b) estero . . . . .	alla bottiglia "	— —	
73	<b>Zuccheri:</b> a) Bengal . . . . . b) Scian Scian . . . . . c) Rosso . . . . .	una frusta " "	4 3,50 2,50	

*N. B.* Per le voci cui nella tabella non sia assegnato valore, esso sarà desunto dalle fatture e, se del caso, coi prezzi effettivi di vendita (*N. d. Terzo*).

## LIII.

DECRETO COMMISSARIALE 15 settembre 1905, n. 28.

*Autorizzazione al pagamento dei dazi  $\frac{1}{3}$  in oro,  $\frac{1}{3}$  in Talleri, e  $\frac{1}{3}$  in nichelio.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Considerato che i negozianti a cagione della costa chiusa non hanno potuto rifornirsi di oro.

Visto l'art. 6 del Regolamento doganale;

## DECRETA:

Art. 1. — I dazi doganali possono essere pagati, fino a nuova disposizione, per  $\frac{1}{3}$  in oro, per  $\frac{1}{3}$  in talleri e per  $\frac{1}{3}$  in nichelio, a condizione che su  $\frac{2}{3}$  del pagamento si corrisponda l'aggio del 3 %.

Art. 2. — Il capo della dogana è autorizzato ad ammettere, in via eccezionale, anche l'intero pagamento in Talleri Maria Teresa od in nichelio, ma allora sull'intero pagamento verrà corrisposto l'aggio del 5 %.

Mogadiscio, 15 settembre 1905.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

---

## LIV.

DECRETO COMMISSARIALE 15 settembre 1905, n. 28 bis.  
*Tassa per le patenti di sanità.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visto l'art. 6 del Regolamento organico;

In attesa che sia promulgato un regolamento che disciplini tutti i servizi di porto;

## DECRETA:

La tassa per le patenti di sanità dei bastimenti è fissata in metà di quella stabilita dalla tariffa consolare (cioè lire italiane 5).

Mogadiscio 15 settembre 1905.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

## LV.

**ACCORDO 6 ottobre 1905** *tra il R. Governo e la « Società Anonima Commerciale Italiana del Benadir » (Somalia italiana) per dichiarare risolta la convenzione 25 maggio 1898 e nominare il Collegio arbitrale per la liquidazione dei rapporti finanziari.*

Premesso che mediante convenzione 25 maggio 1898 il Governo del Re concedeva alla Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) la gestione delle città e dei territori del Benadir con relativo *hinterland*, gestione che veniva assunta di fatto dalla Società a decorrere dal 1° maggio dello stesso anno, e per la durata di anni quarantotto, cioè fino al 16 luglio 1946, e volendosi ora da ambo le parti addivenire alla risoluzione della sopracitata convenzione tra il R. Governo rappresentato dal presidente del Consiglio e dai ministri degli affari esteri, del tesoro, delle finanze e della marina, da una parte, e i signori cav. Angelo Carminati (amministratore delegato), Gustavo Chiesi, dott. Lodovico Mazzotti, ing. Attilio Bossi, cav. rag. Mino Cantoni, amministratori della Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) nelle rispettive loro qualità sopradette, dall'altra, e salva l'approvazione dell'assemblea generale degli azionisti della Società, si conviene quanto segue:

Art. 1. — Il Governo del Re, in virtù della facoltà conferitagli dall'art. 3 della legge 2 luglio 1905, n. 319, e la Società anonima commerciale italiana del Benadir di comune

accordo dichiarano risolta la convenzione del 25 maggio 1898 fra loro intervenuta con effetto dal giorno 15 marzo 1905.

Art. 2. — La liquidazione dei rapporti finanziari fra Società e Governo di cui nell'art. 17 della detta convenzione del 25 maggio 1898, esclusa ogni pretesa di danni per anticipata risoluzione del contratto, è affidata ad un collegio di tre arbitri.

All'uopo per parte del Governo è nominato arbitro il sig. [Calabrese avv. G. Battista, sostituto avvocato erariale generale] e per parte della Società il sig. [Valdata avv. Enrico].

I due arbitri come sopra nominati sceglieranno il terzo, e se fra essi non si avveri l'accordo, la scelta verrà deferita al presidente della Cassazione di Roma (1).

Agli arbitri è data la facoltà di stabilire i termini e il metodo del procedimento.

Milano, 6 ottobre 1905.

ANGELO CARMINATI.

GUSTAVO CHIESI.

LODOVICO MAZZOTTI.

Ing. ATTILIO BOSSI.

Rag. MINO CANTONI.

FORTIS.

TITTONI.

MAJORANA.

CARCANO.

MIRABELLO.

---

(1) Quale terzo arbitro venne dalle parti nominato l'avv. Bassano Gabba.

## LVI.

DECRETO COMMISSARIALE 1<sup>o</sup> novembre 1905, n. 33.  
*Varianti alla tabella doganale allegata al Decreto  
del 12 settembre 1905, n. 27.*

## IL VICE-COMMISSARIO

Preso in considerazione la domanda inoltrata dai commercianti di Mogadiscio;

Sentito il R. Commissario Generale;

Visto l'art. 6 del Regolamento organico della Colonia;

Visto il Decreto n. 27 del 18 settembre c. a.;

## DECRETA:

1. Il dazio di esportazione gravante sul tallero Maria Teresa (n. 39 lettera *B* della tabella *A*, allegata al decreto n. 27 del 12 settembre c. a.) è ridotto al 2 % del valore.

2. Il dazio d'importazione gravante sulle farine (n. 16, lettere *A* e *B* come sopra) è imposto sul valore, in ragione del 5 % per le farine italiane od eritree e del 10 % per quelle estere.

Mogadiscio, 1<sup>o</sup> novembre 1905.

*Il Vicecommissario:*

A. SAPELLI.

---

## LVII.

## DECRETO COMMISSARIALE 14 dicembre 1905, n. 38.

*Trattamento doganale delle merci provenienti dall'Italia.*

A maggiore schiarimento dell'art. 162 del Regolamento doganale si avverte che gli importatori di merci di provenienza italiana, per ottenere il trattamento doganale speciale, accordato dalle vigenti tariffe doganali, devono presentare alle dogane della Somalia italiana meridionale assieme alle dette merci:

o i certificati d'origine,  
o le bollette di esportazione rilasciate dalle dogane italiane.

I certificati di origine sono rilasciati dalle Camere di commercio dei luoghi di produzione a richiesta degli esportatori.

Nei detti certificati deve essere indicato:

- a) il luogo di produzione delle merci;
- b) il nome e cognome del destinatario;
- c) il nome e cognome dell'esportatore;
- d) che le merci sono da esportarsi per la Somalia italiana meridionale;
- e) marche, numeri, quantità e peso dei colli;
- f) qualità delle merci.

Le bollette doganali di esportazione sono rilasciate dalle dogane italiane, quando le merci vengono presentate per essere esportate.

L'esportatore dovrà accertarsi che dette bollette abbiano tutte le indicazioni necessarie per stabilire il riconoscimento delle merci ossia: marche, peso, numeri, quantità dei colli e quantità della merce.

L'esportatore dovrà in ogni caso far applicare dalle dogane italiane un piombo doganale per stabilire con più certezza la provenienza e tali contrassegni dovranno risultare intatti all'arrivo delle merci nelle dogane della Colonia.

La presente ordinanza tradotta in arabo sarà affissa in tutti gli uffici doganali della Colonia.

Mogadiscio, 14 dicembre 1905.

*Il Vicecommissario*

A. SAPELLI.

## LVIII.

DECRETO COMMISSARIALE 1° gennaio 1906, n. 41, *Costituzione e dislocazione del Corpo di Truppe Indigene.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visto il Regolamento organico della Colonia, art. 2 ;

Visto il Decreto, n. 3, del 1° maggio 1905 ;

## DECRETA :

A datare da oggi il R. Corpo di truppe indigene della Colonia sarà formato su quattro compagnie e prenderà la seguente dislocazione :

1<sup>a</sup> COMPAGNIA - MOGADISCIO.

[*Comandante N. N.*

*Tenente Capri sig. Giovanni ;*

» *Marconi sig. Annibale ;*

» *Taramasso sig. Cesare ;*

» *Adorni sig. Angelo].*

2<sup>a</sup> COMPAGNIA - MERCA.

[*Comandante capitano Pantano cav. Gherardo.*

*Tenente Oglietti sig. Ettore ;*

» *Pedrazzini sig. Ettore ;*

» *Streva sig. Vincenzo ;*

» *Moroni conte Girolamo].*

3<sup>a</sup> COMPAGNIA - BRAVA.

[*Comandante tenente Piazza sig. Giovanni*];

1/2 centuria a Bardera;

» » Lugh;

[*Tenente Cibelli sig. Dionisio*;

» *N. N.*].

4<sup>a</sup> COMPAGNIA.

[*Comandante tenente Ferrari sig. Giuseppe*;

*Tenente Bertazzi sig. Roberto*];

una Centuria a Gilib;

distaccamento a Kansuna e Margherita.

Gli irregolari di presidio nella Goscia Italiana ed a Lugh, dopo ricevuto il cambio dei reparti di truppe regolari, rientreranno a Brava e saranno congedati con la data del giorno successivo a quello di arrivo.

Mogadiscio, 1° gennaio 1906.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

---

LIX.

DECRETO COMMISSARIALE 11 gennaio 1906, n. 48. *Regolamento per l'amministrazione della giustizia.*

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Viste le istruzioni impartitegli da Sua Eccellenza il Ministro degli Affari Esteri con suo dispaccio del 24 febbraio 1905;

Visti gli articoli 2, 4 e 6 del Regolamento organico della Colonia;

DECRETA:

Articolo unico.

È approvato l'annesso Regolamento per l'amministrazione della giustizia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Mogadiscio, 11 gennaio 1906.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

**Regolamento per l'amministrazione della giustizia.***Delle autorità giudiziarie.*

Art. 1. — Le autorità giudiziarie della Somalia italiana meridionale sono:

a) per i cittadini italiani e per le persone di razza bianca in genere, nonchè per tutti coloro, siano attori o convenuti, che intendono derogare alle giurisdizioni particolari stabilite per gli indigeni e per coloro che appartengono a razze affini:

- 1) i residenti;
- 2) il giudice coloniale;
- 3) la Corte coloniale di assise, con assessori italiani;
- 4) la R. Corte di cassazione di Roma;

b) per gli indigeni o appartenenti a razze affini, che non intendono adire le autorità giudiziarie italiane:

- 1) i cadì;
- 2) il tribunale indigeno;
- 3) i residenti assistiti dagli « Sciuba » (1);
- 4) la Corte coloniale di assise con assessori misti;
- 5) il R. Commissario;
- 6) la R. Corte di cassazione di Roma.

Art. 2. — Il numero, le residenze, le circoscrizioni delle autorità giudiziarie sono determinate con decreto del R. Commissario.

Art. 3. — Le attribuzioni di cancelliere presso il Giudice coloniale e presso la Corte coloniale di assise possono essere affidate ad un funzionario coloniale di grado non inferiore a vicesegretario.

---

(1) Anziani o notabili delle comunità indigene.

Art. 4. — Il vicecancelliere disimpegnerà anche le attribuzioni di notaio e di conservatore delle ipoteche. Come tale è esonerato dall'obbligo di prestare cauzione, ma percepisce i diritti per conto ed a beneficio dell'Erario della Colonia. Nella sua qualità di notaio il cancelliere può delegare, nei luoghi distanti dalla sede del tribunale coloniale, i residenti o le autorità militari a redigere le procure e ad autenticare le firme apposte ad atti privati, nonchè a percepire i diritti relativi.

Art. 5. — I cadì sono autorizzati ad adempiere l'ufficio di notaio per gli indigeni o appartenenti a razze affini, ma saranno tenuti a trasmettere, alla fine dell'anno, gli originali degli atti all'ufficio notarile. I diritti da essi percepiti dovranno essere versati integralmente nella cassa del residente: ed il residente provvederà a pagare la percentuale che fosse loro assegnata.

#### *Delle giurisdizioni civili.*

Art. 6. — Il residente conosce, in prima istanza, delle controversie civili o commerciali, qualunque sia il loro valore; se il valore, che si desume dalla domanda, non supera le lire cinquecento, la sentenza del residente è inappellabile.

Art. 7. — Le sentenze del residente riguardanti cause il cui valore superi le lire cinquecento, sono appellabili davanti al giudice coloniale.

Art. 8. — Il giudice coloniale conosce, in secondo grado, di tutte le controversie decise in prima istanza dal residente, salvo il disposto dell'art. 6, ultima parte.

Contro la sentenza del giudice coloniale è ammesso ricorso davanti la R. Corte di cassazione di Roma.

Art. 9. — Quando il residente o il giudice coloniale giudicano di controversie tra indigeni, che hanno derogato alle

giurisdizioni speciali per loro stabilite, sono assistiti dai notabili (Sciuba), che hanno però solo voto consultivo.

Art. 10. — I casi conoscono di tutte le controversie civili e commerciali tra indigeni, o appartenenti a razze affini; le loro decisioni sono appellabili al tribunale indigeno.

Art. 11. — Il tribunale indigeno è composto del cadi più elevato in grado e di altri quattro cadi o notabili, escluso il cadi che ha pronunciato in prima istanza.

Contro le decisioni pronunciate dal tribunale indigeno, e contro quelle pronunciate dal giudice coloniale, tra indigeni o appartenenti a razze affini, è ammesso ricorso al R. Commissario.

#### *Della giurisdizione penale.*

Art. 12 — L'istruttoria dei processi per delitti commessi da italiani o da persone di razza bianca in genere, o commessi su di loro, è condotta dal giudice coloniale, che può, sentito il R. Commissario, delegare i residenti, o, in loro assenza, altri funzionari coloniali.

Compiuta l'istruttoria, il giudice coloniale emetterà ordinanza di rinvio all'autorità competente, o dichiarazione di non luogo a procedere.

Art. 13. — Ogni pubblico ufficiale od agente della forza pubblica, il quale venga a conoscenza di un reato, deve denunciarlo alla competente autorità, e, quando questa non sia presente, è tenuto a procedere alla prima inchiesta ed a raccogliere i primi elementi per l'istruttoria.

Art. 14. — I residenti conoscono inappellabilmente delle contravvenzioni previste dal codice penale o da regolamenti speciali, da chiunque commesso.

Conoscono inoltre dei reati punibili con pene non superiori ai dieci anni di privazione della libertà, commessi da italiani o da persone di razza bianca in genere, o in danno di essi.

Art. 15. — Dalle sentenze dei residenti è ammesso appello al giudice coloniale, salvo il disposto dell'art. 14, primo alinea, e contro le sentenze del giudice coloniale è ammesso ricorso alla R. Corte di cassazione di Roma.

Art. 16. — I cadì sono competenti a giudicare, in prima istanza, dei reati commessi da indigeni, o appartenenti a razze affini, salvo il disposto degli articoli 14 e 18.

Art. 17. — Delle sentenze dei cadì è ammesso appello al tribunale indigeno, ma presieduto dal residente, e dalle sentenze del tribunale indigeno è ammesso ricorso per revisione al R. Commissario; il ricorso però non sospende l'esecuzione della sentenza.

Art. 18. — La Corte coloniale di assise conosce dei delitti punibili con pena superiore ai dieci anni di privazione della libertà, da chiunque commessi.

La Corte viene convocata con decreto del R. Commissario, su proposta del giudice coloniale, ed il decreto designerà, volta per volta, il luogo della convocazione.

Art. 19. — La Corte coloniale di assise si compone del giudice coloniale, che la presiede, e di quattro assessori. Questi, col presidente, sono giudici del fatto; il presidente solo è giudice del diritto.

Gli assessori sono nominati in numero di dodici, sei tra cittadini italiani e sei tra sudditi italiani, anno per anno, dal R. Commissario, nelle cui mani prestano giuramento.

Art. 20. — Quando gli imputati siano italiani o persone di razza bianca in genere, siedono, come assessori, cittadini italiani; quando gli imputati o alcuno di essi siano indigeni o appartenenti a razze affini, siedono, come assessori, due cittadini italiani e due sudditi italiani.

Art. 21. — Contro le sentenze della Corte coloniale di assise è ammesso ricorso alla R. Corte di cassazione di Roma

*Delle norme di procedura.*

Art. 22. — Le autorità giudiziarie italiane, nel risolvere questioni di rito, avranno presenti i principi generali del diritto procedurale italiano, che cercheranno di adottare, per quanto è possibile, alle esigenze locali.

Art. 23. — Davanti al residente ed al giudice coloniale si seguiranno, a seconda dei casi, le norme di rito stabilite dal codice di procedura penale per i conciliatori e per i pretori.

Art. 24. — Le citazioni vengono notificate a cura e sotto la responsabilità dell'ufficio di residenza; per stabilire la notificazione avvenuta, è sufficiente che, a tergo dell'originale e della copia, la persona incaricata della notificazione o, se questa sia illetterata, il residente scriva il nome della persona che ha proceduto alla notificazione, quello della persona cui è stata consegnata la cedola, il luogo e la data della consegna.

Le persone dipendenti dalla pubblica amministrazione saranno citate per mezzo di avviso scritto, che il residente farà pervenire all'autorità italiana dalla quale dipendono.

I termini a comparire saranno fissati volta a volta, dall'autorità competente a giudicare, tenuto conto delle distanze e dei mezzi di comunicazione.

Art. 25. — La lettura della sentenza in pubblica udienza tiene luogo di notificazione.

Art. 26. — L'appello dalle sentenze dei residenti al giudice coloniale si propone nel termine di quindici giorni, mediante atto da depositarsi nella cancelleria della residenza; ma può anche essere proposto all'udienza stessa in cui si dà lettura della sentenza.

Il residente avrà cura di far pervenire, entro otto giorni dall'appello proposto, copia della sentenza all'ufficio di cancelleria del giudice coloniale, che convocherà gli interessati a udienza fissa.

Art. 27. — L'appello dalle sentenza dei cadì si propone o nei cinque giorni successivi alla pubblicazione della sentenza mediante dichiarazione fatta davanti al cadì, o anche alla udienza stessa in cui viene letta la sentenza; esso sospende l'esecuzione della sentenza, ma il cadì giudicante può ordinare il deposito di una cauzione o la nomina di un garante.

Art. 28. — Quando il residente od il giudice coloniale giudicano di controversie tra indigeni, applicano il diritto islamico, e seguono, per quanto è possibile, le norme di rito della « sceria ».

Art. 29. — Il ricorso al R. Commissario, di cui agli articoli 11 e 17, va proposto nei quindici giorni successivi alla pubblicazione della sentenza: deve essere presentato all'ufficio di residenza ed accompagnato da un deposito di lire cento. In caso di non accoglimento del ricorso, il R. Commissario può condannare il ricorrente alla perdita di una parte od anche dell'intero deposito.

Art. 30. — Il ricorso alla R. Corte di cassazione deve essere proposto nei quindici giorni dalla pubblicazione della sentenza ed essere accompagnato dal prescritto deposito di lire... (1); ricorso e deposito vanno fatti alla cancelleria del giudice coloniale.

Art. 31. — Nelle istruttorie penali le deposizioni dei testimoni debbono essere raccolte sotto il vincolo del giuramento, e, quando l'imputato non domandi la presenza dei testimoni all'udienza, o quando tale presenza non si sia potuta ottenere, basterà dar lettura delle medesime.

Art. 32. — La Corte di assise, i residenti e il giudice coloniale applicano le pene sancite dal codice penale italiano, e con un aumento di un terzo se si tratti di reati contro le persone commessi da indigeni o appartenenti a razze affini, o contro persone di razza bianca in genere.

---

(1) Cifra mancante.

I cadi ed il tribunale indigeno applicano il diritto islamico; però quando questo sia in stridente contrasto col nostro, il residente cercherà di modificarlo opportunamente.

Art. 33. — L'autorità giudiziaria competente può determinare l'entità delle lesioni e la durata della malattia senza l'intervento del perito.

*Di alcune giurisdizioni speciali.*

Art. 34. — Il giudice coloniale provvede, in fatto di volontaria giurisdizione, nelle altre materie da trattarsi senza contraddittorio, e in tutti i casi demandati dalla legge italiana alle Camere di consiglio presso il tribunale.

Il ricorso vien presentato alla cancelleria direttamente od ai residenti, che lo trasmettono alla cancelleria del giudice coloniale coi documenti relativi.

Art. 35. — I residenti provvedono per tutte quelle materie di volontaria giurisdizione e per le altre da trattarsi senza contraddittorio, la cui cognizione è dalle leggi italiane demandata ai pretori.

Il ricorso viene presentato ai residenti coi documenti relativi.

Contro il provvedimento del residente è ammesso reclamo al giudice coloniale, nei cinque giorni successivi alla pubblicazione del provvedimento stesso.

Art. 36. — In materia di volontaria giurisdizione per gli indigeni o appartenenti a razze affini, provvedono i cadi, sotto la sorveglianza dei residenti.

Art. 37. — Il giudice coloniale è investito della intera procedura del fallimento e conosce in tutto le azioni che ne derivano.

Le forme del procedimento sono regolate, in quanto non è derogato dal presente ordinamento, dalle disposizioni del

codice di commercio e da quelle del codice di procedura civile.

È in facoltà del giudice di investire i residenti delle attribuzioni demandate dal codice di commercio al giudice delegato.

Art. 38. — Il giudice coloniale sorveglia il funzionamento degli uffici di stato civile nella Colonia.

I residenti per i cittadini italiani e le persone di razza bianca in genere, ed i capi per gli indigeni o appartenenti a razze affini, esercitano le funzioni di ufficiali dello stato civile.

I residenti debbono tenere i registri delle nascite, delle morti e dei matrimoni; i capi quelli delle nascite, delle morti, dei matrimoni e dei divorzi.

Art. 39. — I registri, prima di essere posti in uso, sono vidimati, in ciascun foglio dal giudice coloniale; i residenti, alla fine di ogni semestre, faranno pervenire i registri stessi al giudice coloniale, il quale procederà ad una accurata ispezione, redigendo analogo verbale da trasmettersi, in copia, al R. Commissario.

Art. 40. — Le domande di rettificazione degli atti dello stato civile devono essere proposte al giudice coloniale, e la sentenza relativa verrà depositata, in copia autentica, all'ufficio di stato civile, ove si trova l'atto ratificato.

L'ufficiale dello stato civile fa annotamento della rettificazione in margine dell'atto da rettificare.

Art. 41. — Tutte le materie riguardanti tributi, tasse ed imposte, nonchè le controversie tra famiglie, cabile, tribù per godimento di terre, diritto di pascolo, coltivazioni e simili, sono sottratte alla giurisdizione ordinaria, e la loro risoluzione è demandata all'autorità amministrativa.

Contro la decisione dell'autorità amministrativa è ammesso ricorso al R. Commissario.

Art. 42. — La risoluzione di tutte le controversie, nelle quali sia interessata l'amministrazione della Colonia, è affi-

data ad un collegio di tre arbitri. Ciascuna delle tre parti nominerà un suo arbitro; i due nominati sceglieranno un terzo, che dovrà presiedere, o, se fra essi non si avveri accordo, la scelta verrà deferita al giudice coloniale.

Il lodo è deliberato a maggioranza di voti e contro di esso è ammesso soltanto ricorso al Re.

*Dei servizi di cancelleria.*

Art. 63. — Il residente deve tenere:

In materia civile:

- a) un registro cronologico degli affari civili;
- b) un registro dei processi verbali di udienza;
- c) un registro a matrice per i depositi giudiziari;
- d) un registro per gli ordini di restituzione e per il discarico dei depositi;
- e) un registro degli appelli e dei ricorsi;
- f) un fascicolo per gli affari di volontaria giurisdizione.

In materia penale:

- a) un registro generale delle cause penali;
- b) un registro degli atti di istruzione e delle richieste;
- c) un registro di verbali di udienza;
- d) un registro degli appelli e dei ricorsi;
- e) un registro dei corpi di reato.

Deve inoltre conservare in volumi speciali:

- a) i verbali di conciliazione;
- b) i decreti e i verbali di sequestro, di pignoramento, di sospensione di nuove opere, ecc.;
- c) gli atti di notorietà;
- d) le sentenze civili, commerciali e penali.

Art. 44. — Nella cancelleria del giudice coloniale si debbono tenere:

In materia civile:

- a)* un registro cronologico degli affari civili;
- b)* un registro dei processi verbali di udienza;
- c)* un registro a matrice per i depositi giudiziari;
- d)* un registro per gli ordini di restituzione per il discarico dei depositi;
- e)* un fascicolo per gli affari di volontaria giurisdizione.

In materia penale:

- a)* un registro generale delle cause penali;
- b)* un registro degli atti di istruttoria e delle richieste;
- c)* un registro dei verbali di dibattimento;
- d)* un registro dei corpi di reato;
- e)* un registro dei ricorsi.

Deve inoltre conservare in volumi speciali:

- a)* i decreti e i verbali di sequestro, di pignoramento, sospensione di nuove opere, ecc.;
- b)* le sentenze civili, commerciali e penali.

Art. 45. — Agli effetti dell'art. 3, secondo alinea, il cancelliere del giudice regionale terrà inoltre:

- a)* un registro delle iscrizioni ipotecarie;
- b)* un registro delle trascrizioni ipotecarie;
- c)* le note di iscrizione e di trascrizione in libri a parte;
- d)* un repertorio generale di atti notarili;
- e)* un repertorio dei testamenti e dei depositi di testamento in libri a parte;
- f)* un registro dei protesti;
- g)* un registro delle deleghe.

I residenti devono tenere un registro degli atti notarili cui hanno proceduto per delega del notaio della Colonia; i cadì un registro dei contratti stipulati e delle annotazioni ipotecarie o di altra natura eseguite.

Art. 46. — Il presente regolamento andrà in vigore quindici giorni dopo la data della pubblicazione.

Mogadiscio, 6 gennaio 1906.

*Il R. Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

---

LX.

DECRETO COMMISSARIALE 13 gennaio 1906, n. 49. *Aumento della forza delle centurie della 1<sup>a</sup> compagnia.*

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visto l'art. 11 del regolamento organico della Colonia;

DECRETA:

La forza delle centurie della 1<sup>a</sup> compagnia è temporaneamente portata a 150 uomini, ripartiti su 5 buluc.

Mogadiscio, 13 gennaio 1906.

*Il Regio Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

---

## LXI.

DECRETO COMMISSARIALE 24 gennaio 1906, n. 50. *Tabella di formazione della compagnia cannonieri.*

## IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visto l'art. 11 del regolamento organico;

## DECRETA:

La tabella di formazione della compagnia cannonieri, allegato B, lettera d, è così modificata:

	Uomini		Quadrupedi
	Italiani	Indigeni	
Tenente (comand.) . . . . .	1	—	—
Jus Basci . . . . .	—	3	—
Buluc Basci . . . . .	—	6	—
Muntaz . . . . .	—	12	—
Trombettieri . . . . .	—	4	—
Attendenti e piantoni. . . . .	—	2	—
Ascari . . . . .	—	66	—
Muletti. . . . .	—	—	1
Totale . . . . .	1	93	1

Mogadiscio, 24 gennaio 1906.

*Il Regio Commissario generale*  
LUIGI MERCATELLI.

LXI *bis*.R. DECRETO 24 gennaio 1906, n. 18. *Nomina di una Commissione d'inchiesta sul Benadir* (1).

(Gazzetta Ufficiale. 1° febbraio 1906, n. 26).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Vista la legge 2 luglio 1905, n. 319, relativa ai provvedimenti per la Somalia italiana meridionale (Benadir);

Considerata la convenienza di esaminare i metodi di amministrazione praticati nella Somalia italiana meridionale (Benadir) e di accertare i fatti particolari colà avvenuti;

Considerata la necessità di studiare le condizioni e la potenzialità economica di quella colonia, di stabilirvi un ordinamento che sotto ogni riguardo presenti guarentigie assolute di regolarità, e di determinare l'indirizzo da seguire per la sicurezza e il normale sviluppo della colonia medesima, sulla proposta del nostro presidente del Consiglio dei ministri e del nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri;

Udito il Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. — Una Commissione da noi nominata avrà l'incarico di esaminare e riconoscere in relazione, coi fatti de-

---

(1) Con R. Decreto in pari data vennero nominati i membri della commissione, i quali, dopo una sola riunione, per sopraggiunta crisi ministeriale, rassegnarono le proprie dimissioni; queste vennero accettate con R. Decreto del 27 febbraio 1906 e la commissione fu sciolta.

nunziati, il contegno e gli atti dei funzionari di ogni grado e categoria nella colonia del Benadir.

Art. 2. — La Commissione stessa avrà pure l'incarico di studiare le condizioni e la potenzialità economica della colonia, d'indagare come abbiano avuto esplicazione i suoi successivi ordinamenti, con particolare riguardo alle guarentigie legislative, amministrative o contabili, acciocchè se ne possa trarre giudizio per un nuovo e completo ordinamento e per l'indirizzo più idoneo a promuoverne il normale sviluppo.

Art. 3. — La Commissione è investita, per espresso mandato, di tutti quei poteri che le occorrono per l'adempimento del suo ufficio e che siano suscettibili di delegazione ministeriale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 gennaio 1906.

VITTORIO EMANUELE.

A. FORTIS.

A. DI SAN GIULIANO.

Visto, *Il Guardasigilli*: C. FINOCCHIARO-APRILE.

---

LXII.

DECRETO COMMISSARIALE 24 gennaio 1906, n. 51. *Regolamento unico per il Corpo di truppe indigene.*

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Visti gli articoli 6 e 13 del regolamento organico;

DECRETA:

È approvato l'unito regolamento unico per il R. Corpo di truppe indigene, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Mogadiscio, 24 gennaio 1906.

*Il Regio Commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

**Regolamento unico per il R. Corpo di Truppe indigene.**

DEGLI UFFICIALI.

Art. 1. — Il R. Corpo di truppe indigene istituito per la sicurezza della Somalia italiana meridionale è formato su compagnie suddivise in centurie, e comandate da ufficiali italiani.

Art. 2. — Gli ufficiali del R. Corpo di truppe indigene sono tratti dal R. Esercito, tra coloro che ne facciano domanda; essi sono considerati a disposizione del Ministero degli affari esteri dal giorno dell'imbarco, ed hanno l'obbligo

di rimanere in colonia quattro anni, ma possono essere rimpatriati anche prima a giudizio del R. Commissario generale.

Di regola, tra gli ufficiali che facciano domanda di essere destinati in colonia, sono preferiti quelli ai quali non spetti promozione per anzianità prima di un quadriennio.

Scaduto il quadriennio, il rimpatrio ha luogo di pieno diritto, salvo il caso che, per circostanze straordinarie od attitudini speciali, il R. Commissario generale non creda di trattenerli per un tempo maggiore.

Tra i meriti speciali sarà particolarmente considerata la buona conoscenza delle lingue araba, somali e suaheli (articolo 31, R. O.) (1).

Art. 3. — Per gli ufficiali sono in vigore le leggi ed i regolamenti del R. Esercito, in quanto non siano modificati dal presente regolamento.

I comandanti di compagnia sono investiti delle facoltà disciplinari attribuite dai regolamenti per il R. Esercito, ai comandanti di battaglione distaccato.

Art. 4. — L'assegnazione degli ufficiali alle compagnie è fatta dal R. Commissario generale, quella alle centurie dai comandanti di compagnia.

Art. 5. — Gli ufficiali, oltre al disimpegno delle loro mansioni militari, potranno essere chiamati ad esercitar speciali mansioni civili (art. 14 R. O.).

### *Uniforme.*

Art. 6. — Gli ufficiali del R. Corpo di truppe indigene vestono la seguente uniforme:

a) *Uniforme di servizio.* — Giubba e pantaloni corti di tela kachi di foggia identica a quella in uso per gli ufficiali del R. Corpo di truppe indigene nell'Eritrea. (Istruzioni sulla

(1) Intendi « *Regolamento Organico* »: v. doc. n. XXXIX, pag. 145

divisa e sull'uniforme 24 febbraio 1904). I bottoni della giubba, per gli ufficiali di fanteria, sono dorati, e portano, in rilievo, l'aquila Sabauda sormontata dalla corona reale. Gli ufficiali di artiglieria portano i bottoni dell'arma di provenienza, gli altri i bottoni dorati lisci.

Elmetto a fungo con copertina di tela kachi trapuntata e con fascia di seta greggia.

Gambali di lana.

b) *Uniforme ordinaria*. — Giubba e pantaloni lunghi di tela di cotone, bianca, di foggia identica alla precedente e con gli stessi bottoni.

Berretto come quello degli ufficiali del R. Corpo di truppe coloniali, ma con distintivi del grado e trofeo in oro per gli ufficiali delle compagnie indigene, e col trofeo dell'arma e corpo da cui provengono, ricamato in oro per gli altri. Nel centro del trofeo è disegnata una croce d'oro su fondo nero; per gli ufficiali medici la croce è rossa su fondo bianco.

I bottoni che reggono il soggolo sono identici a quelli delle contropalline della giubba.

c) *Grande uniforme*. — Giubba e pantaloni come la precedente, ma di tela più fina. Le contropalline sono di panno di colore scarlatto per gli ufficiali delle compagnie di fanteria indigene; e di colore eguale alle bande dei pantaloni dell'arma o corpo di provenienza per gli altri.

Elmetto bianco, a casco, con fascia di velo azzurro e con trofeo identico a quello del berretto.

Art. 7. — L'uniforme di servizio si veste in tutte le esercitazioni esterne, marcie, escursioni ed operazioni di compagnia, e nelle riviste quando la truppa non veste la grande uniforme.

L'uniforme ordinaria si veste sempre quando non sia prescritta l'uniforme di servizio o la grande uniforme.

La grande uniforme si veste:

a) come uniforme della giornata: nelle solennità della

festa nazionale dello Statuto, dell'anniversario della nascita del Re, della Regina regnanti, della Regina Madre e di S. A. R. il Principe ereditario, per la festa di Santa Barbara per l'artiglieria, e di quella di San Martino per le altre armi o corpi;

*b)* nelle guardie, nei picchetti d'onore;

*c)* nelle parate e nelle funzioni funebri, in occasione di solenni funzioni, di rappresentanze solenni, o di ricevimenti ufficiali;

*d)* sedendo, come giudice o come membro, in un tribunale militare o civile;

*e)* nelle visite di dovere;

*f)* in tutti i casi nei quali sia di convenienza per i civili l'abito di società.

Nei casi indicati alle lettere *a)* ed *f)* all'elmetto si sostituisce il berretto,

In Italia gli ufficiali vestono l'uniforme dell'arma o del corpo di provenienza.

#### *Degli altri oggetti di divisa.*

Art. 8. — *Sciarpa.* — La sciarpa prescritta per gli ufficiali del R. Esercito è indossata con la grande uniforme, meno che nei casi contemplati alle lettere *a)* ed *f)* dell'articolo 7, ed anche nelle riviste in uniforme di servizio.

*Guanti.* — I guanti sono di pelle o di filo: bianchi nella grande uniforme e marrone chiaro negli altri casi.

Sono d'obbligo tutte le volte che l'ufficiale porta la sciarpa e quando ha comando di truppa armata.

*Calzatura.* — In servizio, con qualsiasi uniforme, gli ufficiali portano stivaletti allacciati di pelle di color naturale. Vestendo l'uniforme bianca, fuori servizio, possono portare stivaletti di tela bianca.

*Gambali.* — Sono formati con fascie di lana di colore turchino scuro, con le quali si fasciano le gambe dal malleolo

al ginocchio, ove sono fermate con un nastro dello stesso colore.

Gli ufficiali che debbono montare a cavallo od assumere il comando di truppe portano i gambali anche con la grande uniforme e con l'uniforme ordinaria.

*Speroni.* — Gli ufficiali montati portano gli speroni di metallo bianco soltanto quando vestono i pantaloni corti.

*Mantellina.* — Gli ufficiali possono con qualunque uniforme portare la mantellina dell'arma o corpo di provenienza, od anche una mantellina impermeabile del modello prescritto dall'istruzione per la divisa degli ufficiali del R. Esercito.

*Decorazioni.* — Le decorazioni possono essere portate con qualsiasi uniforme.

Sono d'obbligo con la grande uniforme.

Art. 9. — *Armamento.* — Gli ufficiali mantengono la sciabola dell'arma o corpo da cui provengono.

Il fodero e l'impugnatura (meno che per gli ufficiali provenienti dai bersaglieri) debbono essere ossidate.

La sciabola si porta:

a) con l'uniforme di servizio nelle esercitazioni di piazza d'armi, nelle riviste, e nelle operazioni di campagna;

b) con la grande uniforme in tutti i casi contemplati dall'art. 6, eccettuati quelli indicati alle lettere a) e b).

Nelle escursioni e nelle operazioni di campagna gli ufficiali sono armati di pistola Mauser e portano a tracolla la cartuccera regolamentare.

Gli ufficiali di armi a cavallo portano la bandoliera di prescrizione, di cuoio color naturale, tutte le volte nelle quali è prescritto di portare la sciabola.

I pendagli della sciabola e la dragona sono di cuoio di color naturale con fibbia a ganci ossidati.

*Assegni.*

Art. 10 — Gli ufficiali del R. Corpo di truppe indigene hanno diritto agli assegni ed alle indennità indicati nell'unita tabella *A* (1).

## DEI MILITARI DI TRUPPA.

*Reclutamento.*

Art. 11. — I militari di truppa del R. Corpo di truppe indigene sono reclutati per arruolamento volontario; gli arruolamenti sono indetti anno per anno dal R. Commissario generale.

Le ferme sono biennali; le rafferme annuali: le une e le altre decorrono dal giorno successivo a quello di arruolamento o di rafferma, e sono rescisse per riduzioni di organico, per espulsione o per riforma.

In tempi anormali, e durante qualsiasi operazione od escursione militare, la scadenza della ferma è protratta sino a 15 giorni dal ritorno della pubblica tranquillità, o dal termine delle operazioni od escursioni suddette (art. 32 del R. O.).

Art. 12. — Il R. Commissario generale col decreto che apre l'arruolamento determina il numero delle reclute da arruolarsi; nomina la Commissione o le Commissioni che debbono procedere alla visita; delega, ove del caso, la facoltà di arruolare anche ai comandanti dei reparti distaccati, e stabilisce tutte le altre modalità, secondo le quali il reclutamento deve essere fatto.

Art. 13. — Chi domanda di essere ammesso a contrarre arruolamento deve:

- a) aver compiuto 16 e non superato 36 anni di età;
- b) avere la necessaria attitudine fisica;

---

(1) V. pag. 460.

- c) essere di buona condotta morale;
- d) assumere la ferma di due anni.

In nessun caso sono ammessi all'arruolamento indigeni espulsi da uno dei corpi armati della colonia.

Art. 14. — Sono ammessi all'arruolamento arabi, somali, suaheli, ecc. e le reclute vengono ripartite tra le varie centurie nella proporzione del 70 % di arabi, del 10 % di somali, preferibilmente del nord, e del 20 % di gente di altre razze.

Tale proporzione non potrà essere variata che a favore dell'elemento arabo, senza speciale autorizzazione del R. Commissario generale.

Art. 15. — I comandanti di compagnia possono, nel corso dell'anno ed in relazione coi posti disponibili nel proprio reparto, proporre al R. Commissario generale l'arruolamento di persone che siano ritenute idonee.

Art. 16. -- All'atto, e per effetto dell'arruolamento, l'ascaro contrae l'obbligo di prestare servizio in qualsiasi parte della colonia e di eseguire qualunque lavoro richiesto dal servizio militare (costruzione di trincee, pulizia degli accampamenti e dei locali adibiti ad uso militare, trasporto di munizioni, ecc.).

#### *Congedamenti e rafferme.*

Art. 17. — Nella prima quindicina di ogni mese i comandanti di compagnia comunicano all'ufficio di Governo il nome dei militari la cui ferma scade nel mese successivo, con la proposta di congedamento e di rafferma,

Il congedo o la rafferma non si intenderanno accordati se non dopo la loro pubblicazione all'ordine del giorno.

Art. 18. — Quando, prima dello scadere della ferma, venga accertato che un militare si trova in condizioni fisiche tali da non potere prestare un ulteriore utile servizio, dietro approvazione del R. Commissario generale viene congedato per riforma.

La data del licenziamento è indicata con ordine del giorno.

Art. 19. — Ogni militare congedato sarà provvisto, per cura del comandante della centuria, di un foglio di congedo sul quale sarà segnata la condotta tenuta in servizio.

#### *Assegni.*

Art. 20. — Il personale militare (indigeno) ha diritto agli assegni indicati nella tabella B, unita al presente regolamento, esenti dalle tasse in vigore.

Con tali assegni dovrà provvedere al proprio sostentamento ed all'eventuale costruzione dei propri ricoveri (art. 55 R. O.).

Art. 21. — Pei nuovi arruolati gli assegni decorrono dal giorno successivo a quello dell'arruolamento. In caso di promozione i nuovi assegni decorrono dal primo del mese successivo alla data del decreto di promozione.

Le paghe sono fatte per quindicina a paga maturata.

Art. 22. — In occasioni di traslochi, di merce o di altri servizi che obblighino il personale a passare più di una notte fuori della sede ordinaria, sarà distribuita gratuitamente una razione giornaliera di grammi 600 di farina di dura o l'equivalente in galletta, dura, riso o carne.

Se, per circostanze speciali, non sarà possibile la distribuzione della razione normale, si provvederà nel modo migliore, e non si farà luogo ad alcun reclamo da parte del personale, nè ad alcuna rifusione di danni da parte dell'amministrazione (art. 56 R. O.).

Art. 23. — I militari del corpo di truppe indigene detenuti in attesa di giudizio, ricevono, oltre il trattamento del carcere, metà del proprio assegno. Se il giudizio non è seguito da condanna, l'altra metà gli sarà reintegrata (art. 57 R. O.).

Art. 24. — I graduati indigeni che abbiano prestato più di 10 anni di servizio e siano congedati per riforma dovuta

a malattia incontrata in servizio, o per riduzione di organico, avranno diritto a tanti mesi di paga quanti sono gli anni di servizio prestati.

Uguale trattamento sarà fatto ai graduati ed agli ascari che furono congedati, anche prima di tale tempo, per ferite riportate in servizio (art. 33 R. O.).

### *Uniforme.*

Art. 25. — I militari del R. Corpo di truppe indigene sono dotati di uniforme ordinaria, una uniforme festiva, di una uniforme di parata.

Art. 26. — Gli oggetti di divisa che costituiscono l'uniforme ordinaria sono:

a) tarbuse di feltro rosso munito di fiocco nero per tutte le armi;

b) camicia di tela grezza che cade sopra il pantaloncino. Sul colletto della camicia dei militari di fanteria è cucito il numero della compagnia tessuto in rosso su tela bianca;

c) pantaloncino di tela grezza stretto subito dopo il ginocchio, per la fanteria, ed alla caviglia per l'artiglieria;

d) fascia di lana scozzese che serra la camicia alla vita, per la fanteria; di color giallo per l'artiglieria.

Nell'uniforme festiva la camicia ed il pantaloncino sono di tela bianca.

Nell'uniforme di parata i militari indossano sull'uniforme festiva un giubbotto di vario colore, secondo l'arma od il corpo cui appartengono.

Art. 27. — I colori dei giubbotti sono i seguenti:

1<sup>a</sup> compagnia di fanteria: azzurro con guarnizione bianca.

2<sup>a</sup> » » » rosso con guarnizione bianca.

3<sup>a</sup> » » » bianco con guarnizione rossa.

4 <sup>a</sup>	compagnia di fanteria:	bianco con guarnizione azzurra.
5 <sup>a</sup>	»	»
6 <sup>a</sup>	»	»
7 <sup>a</sup>	»	»
8 <sup>a</sup>	»	»

Compagnia cannonieri: giallo con guarnizione bianca.

#### *Distintivi.*

Art. 28. — I distintivi del grado sono portati sul tarbusc e sulle maniche del camiciotto.

Il Jus-basci porta tre stelle di metallo bianco sul tarbusc, disposte a triangolo, e sulle maniche, fra la spalla ed il gomito, tre distintivi di gallone rosso fatti ad angolo e paralleli fra di loro, cuciti su panno nero, colla punta rivolta verso la spalla.

Il Buluc-basci porta due stelle sul tarbusc in linea orizzontale e distanti 5 centimetri una dall'altra, e due galloni sulle maniche.

Il Muntaz porta una sola stella al tarbusc ed un solo gallone sulle maniche.

Distintivo di Uachil. — Consiste in un gallone cucito orizzontalmente su ambedue le maniche della camicia a metà distanza tra la spalla ed il gomito.

#### *Distintivo di anzianità.*

Art. 29. — Consiste in una, due, o tre stellette di panno rosso, colle punte distanti un centimetro e mezzo dal centro, cucite su ambedue le maniche, a metà distanza fra il gomito e la spalla: se due, in linea orizzontale, se tre a triangolo.

I graduati le portano dentro l'apertura dell'angolo formato dai distintivi del grado.

Porta una stella il militare che ha servito tre anni, due chi ha servito sei, e tre chi ha servito dieci anni.

*Distintivo di tiratore e di puntatore scelto.*

Art. 30. — Consiste in un fucile od in un cannone ricamato in filo rosso su panno nero il primo, in filo giallo il secondo, identici a quelli prescritti per i soldati e caporali del regio esercito.

Si attacca sul davanti del tarbuse alquanto inclinato rispetto alla verticale.

I graduati lo attaccano sotto alle stellette.

*Distintivo di trombettiere.*

Art. 31. — È ricamato in filo rosso su panno nero ed identico a quello prescritto per i caporali e soldati del regio esercito, si porta al braccio destro a metà distanza fra il gomito e la spalla sotto ai distintivi di anzianità.

Art. 32. — I militari vestono l'uniforme ordinaria nei giorni feriali. L'uniforme festiva alla domenica e nelle altre festività italiane, l'uniforme di parata nelle riviste, nelle scorte d'onore, nella ricorrenza delle feste nazionali italiane e nella festa del Ramadan.

Con tutte le uniformi portano il cinturino con sciabola baionetta; nei servizi armati aggiungono il fucile e la cartucciera. Nelle marcie e nelle escursioni, sui lavori e nell'interno degli accampamenti è permesso portare gli abiti peggiori ed anche oggetti non appartenenti alla divisa.

La mantellina da bersagliere, senza stellette, è facoltativa e può essere indossata nei servizi di guardia, nelle marcie, nelle escursioni ed a diporto.

DELLA DISCIPLINA.

*Della disciplina militare.*

Art. 33. — Cento uomini bene armati e valorosi, che andassero ciascuno per proprio conto e per vie differenti, potrebbero esser vinti da soli dieci uomini che li prendessero

alla spicciolata; mentre se fossero riuniti, camminassero per una stessa via ed ubbidissero ad un capo accorto e coraggioso, se ne andrebbero sicuri e tranquilli nel loro viaggio, e potrebbero incutere rispetto e timore ad un nemico più numeroso, ma disunito e discorde.

Art. 34. — È perciò che nelle truppe regolari occorre che la forza e la volontà di ciascuno siano soggette alla volontà di uno solo che comanda.

Art. 35. — Da ciò viene la necessità della immediata ed assoluta ubbidienza agli ordini superiori e della subordinazione che consiste in una scala di gradi, per la quale, dal comando più alto, si scende al semplice gregario.

Art. 36. — Convieni inoltre che ciascuno apprenda ad usare convenientemente della sua forza e delle sue armi, se semplice ascaro, e a ben dirigere e comandare il proprio reparto in ogni tempo, luogo e circostanza, se graduato.

Art. 37. — Quando un militare sia ubbidiente agli ordini dei superiori, destro nell'uso delle armi e nell'esercizio delle attribuzioni del suo comando e fedele osservatore delle leggi e dei regolamenti, si dice disciplinato; perchè la disciplina militare consiste appunto nel continuo ed esatto adempimento di tutti i doveri di un buon militare.

#### *Della subordinazione.*

Art. 38. — Il capo supremo al quale tutti, dal più elevato in grado al meno elevato, debbono venerazione ed obbedienza è Sua Maestà il Re d'Italia.

Art. 39. — Il capo della colonia è il Regio Commissario generale.

Art. 40. — La progressione dei gradi nelle truppe della colonia è la seguente:

Italiani: Capitano.  
Tenente.  
S. Tenente.

Indigeni: Jus-basci.  
Buluc-basci.  
Muntaz.  
Uachil e ascari.

Art. 41. — Il militare deve obbedienza pronta, rispettosa, ed assoluta a tutti i suoi superiori; ed è tenuto ad obbedire, come superiore, eziandio al militare di egual grado al quale sia stato anche temporaneamente conferito il comando di un reparto, di un posto, o la direzione di un servizio.

Non è permesso all'inferiore alcuna esitanza od osservazione, quand'anche si creda comandato o punito a torto.

In questo caso potrà, se vuole, presentare reclamo ai superiori nel modo stabilito dall'art. 55, dopo fatto il servizio o dopo subita la punizione.

Art. 42. — Il militare indigeno deve inoltre rispetto e deferenza a tutti gli italiani che fanno parte dell'amministrazione della colonia ancorchè non rivestano gradi militari.

Art. 43. — Manca ai doveri della subordinazione quel militare che, con fatti o con parole, tenta in qualunque modo di diminuire l'autorità del superiore, la stima ed il rispetto che gli sono dovuti.

Art. 44. — Commette una grave mancanza il militare che parla con poca riverenza degli ordini di un superiore, e la mancanza sarebbe ancor più grave quando fossero presenti degli inferiori.

#### *Doveri generali.*

Art. 45. — Il militare deve mantenersi fedele al Re di Italia, sotto la cui bandiera è venuto volontariamente a servire.

Art. 46. — Deve essere benevolo verso gli abitanti del paese nel quale si trova, non commettere prepotenze, non chiedere prestazioni senza pagamento e senza assoluta neces-

sita, nè obbligare altri a vendergli cosa che desidera tener per sè. Deve rispettare in ogni caso le donne e i bambini, e, anche in territorio nemico, astenersi dal fare bottino quando ciò non sia espressamente comandato dall'ufficiale italiano presente, o da chi ha ordinato l'operazione.

Art. 47. — I militari indigeni debbono amarsi fra di loro come fossero tutti dello stesso sangue, e quelli della medesima compagnia si debbono amare come fratelli, figli di uno stesso padre e di una stessa madre.

Art. 48. — Ognuno deve aiutare il compagno in ogni occasione, difenderlo con la propria vita se è minacciato, consigliarlo al bene se lo vede in procinto di mancare ai suoi doveri.

Art. 49. — Adoperarsi per sedare disordini, evitare atti delittuosi ed arrestarne gli autori, sono obblighi per ogni militare. Il militare deve pensare che ogni suo atto torna ad onore od a disdoro del reparto cui appartiene, e deve quindi mostrarsi sempre animato da disciplina e da coraggio.

Art. 50. — Nelle file l'immobilità ed il silenzio e l'attenzione ai comandi sono il primo dovere. Il militare non può allontanarsi mai dal proprio posto senza permesso del superiore; deve eseguire prontamente gli ordini ed i comandi, avvezzarsi a tener sempre il posto assegnato, a mettere ogni cosa a suo luogo ed in ordine e ad adempiere tutti i servizi nel tempo fissato e nel modo insegnato.

Deve in ogni caso incoraggiare coll'esempio compagni ed inferiori, affrontando, ove occorra, intrepidamente ogni pericolo, pur di compiere il suo dovere. La vita e la morte sono nelle mani di Dio.

Art. 51. — Il militare deve astenersi dal contrarre debiti sia coi compagni sia con estranei, e ritenere cosa vergognosa essere chiamato in giudizio per tale fatto.

Il graduato che presta ad inferiori ad usura commette mancanza gravissima.

Art. 52. — Non è buon soldato colui il quale, per accumular denaro, si sottopone a privazioni che vanno a scapito della sua salute.

Il militare deve cercare invece di sentirsi sempre bene, in modo da essere pronto ad eseguire qualsiasi servizio.

Art. 53. — L'esercizio di qualunque mestiere, commercio od industria è vietato.

Art. 54. — In servizio deve cessare ogni familiarità tra superiori ed inferiori.

Nessun legame di parentela o di amicizia dispensa l'inferiore dal contegno sempre rispettoso che deve avere per il superiore, nè dispensa il superiore dal pretenderlo.

Art. 55. — Chi si crede comandato o punito a torto potrà presentare reclamo al superiore per via gerarchica, dopo fatto il servizio o scontata la punizione.

Trascorsi cinque giorni senza che gli sia pervenuta risposta, il militare indigeno potrà presentare personalmente, od inviare per iscritto, il reclamo al superiore cui era diretto.

Il militare indigeno potrà inoltre presentarsi, senza seguire la via gerarchica, al comandante della centuria ed al comandante della compagnia, per averne consiglio e guida in cose non riflettenti il servizio, ed a qualunque superiore quando debba comunicare informazioni o notizie riguardanti la sicurezza della colonia e della piazza.

Art. 56. — Il reclamante che non resta appagato della determinazione del superiore al quale si è rivolto, può chiedere che il suo ricorso passi al superiore più elevato in grado, e così successivamente fino al R. Commissario generale.

Art. 57. — I reclami e le domande debbono essere fatte da un militare solo ed in suo proprio nome e per quanto riguarda lui solo.

Art. 58. — In servizio si deve usare per quanto è possibile la lingua italiana.

Uno dei maggiori titoli per la promozione sarà la conoscenza di questa lingua.

*Della bandiera.*

Art. 59. — La bandiera italiana rappresenta il gran popolo d'Italia ed il suo Re, ed è il segno della loro potenza.

Le terre e le navi su cui sventola sono poste sotto la protezione del Re e del popolo italiano.

Art. 60. — Alla bandiera si devono perciò rendere i maggiori segni di onore, per dimostrare l'ossequio e la venerazione verso il popolo ed il Re che essa rappresenta.

*Cura della persona ed uniforme.*

Art. 61. — Il militare deve abituarsi alla pulizia della persona, delle armi e degli alloggiamenti.

Il fucile e le munizioni non dovranno mai essere depositati, neanche temporaneamente, fuori degli accampamenti o degli ordinari alloggiamenti, se non per espresso ordine dei superiori.

Art. 62. — È obbligo portare i capelli corti ed è permesso lasciare crescere la barba.

Art. 63. — È proibito variare la forma, le dimensioni ed i colori degli oggetti di corredo.

Art. 64. — La durata degli oggetti di corredo è stabilita in sei mesi per il tarbusc, 12 per le tenute di tela bianca, 4 per le tenute di tela grezza, 24 per la fascia, il giubbotto e la cartucciera.

Art. 65. — Chi perde o consuma per incuria, prima del tempo prescritto, un oggetto di divisa, è sottoposto a ritenuta per il pagamento proporzionale dell'oggetto rotto o disperso.

Art. 66. — Agli ascari espulsi sono ritirati tutti gli oggetti

di corredo per cura del comandante della centuria, il quale avrà facoltà di distribuirli ad individui sottoposti a ritenuta per avere consumati oggetti prima del tempo prescritto, od a coloro che abbiano dovuto sottostare ad un maggiore consumo per ragioni di servizio.

### *Obbligo del saluto.*

Art. 67. — Ogni militare deve salutare:

- a) il capo del Governo o chi ne fa le veci;
- b) tutti gli ufficiali del R. Esercito e della R. Marina;
- c) tutti i graduati del R. Esercito e della R. Marina;
- d) tutte le persone europee che appartengono all'amministrazione della colonia;
- e) qualunque superiore graduato.

Saluterà inoltre la bandiera d'Italia quando egli si trovi sul posto in cui si innalzi o si abbassi.

Il saluto è dovuto in ogni tempo e luogo, così di giorno come di notte.

Tutti coloro che ricevono il saluto hanno l'obbligo di restituirlo.

### *Modo di salutare.*

Art. 68. — Il militare a capo coperto, armato di baionetta e disarmato, se fermo, fa fronte al superiore, prende la posizione di attenti e saluta nel modo prescritto dal regolamento di esercizi; se in marcia, continua a camminare e saluta come è prescritto, guardando il superiore (1).

Il militare, incontrando il capo del Governo della colonia, fa fronte verso di lui e saluta da piè fermo.

---

(1) A capo scoperto, invece, da fermo, fa fronte al superiore e prende la posizione di attenti; se in marcia volge la testa al superiore (*N. d. Testo*).

*Altri segni di rispetto.*

Art. 69. — Passando un superiore, il militare che sia seduto, e abbia qualche cosa in bocca, deve alzarsi e togliere gli oggetti di bocca prima di salutare.

Nel presentarsi ad un superiore il militare deve fermarsi ad un passo, salutare e mantenersi sull'attenti, fino a quando non ne sia dispensato. Nel ricevere commiato, prima di ritirarsi, saluta un'altra volta.

Presentandosi ad un superiore in una stanza, il militare prima di entrare ne chiede il permesso.

In nessun caso il militare può essere obbligato a scoprirsi per atto di rispetto.

*Ammalati.*

Art. 70. — Gli ammalati si presentano giornalmente alla visita medica accompagnati da un graduato per ogni centuria, e debbono attenersi scrupolosamente alle prescrizioni del sanitario.

I medicinali sono forniti gratuitamente; però gli ammalati, ricoverati in luoghi di cura, sono sottoposti a ritenuta di metà della paga, ricevendone, in cambio, il vitto confacente al loro stato, a meno che non si tratti di ricoverati per ferite incontrate in servizio o per ragioni di servizio, nel qual caso la ritenuta non ha luogo.

Gli affetti da malattie veneree sono sottoposti alla ritenuta di lire due e centesimi cinquanta a titolo di contributo per provvista di medicinali.

*Doveri generali dei superiori.*

Art. 71. — Il graduato indigeno deve per il primo dare l'esempio della disciplina e dell'osservanza dei regolamenti.

Coi propri inferiori usa fermezza e bontà, contegno digni-

tosio ed affabile, senza alterigia e senza familiarità, ordini brevi e precisi.

Art. 72. — Qualunque militare rivestito di un grado è responsabile, verso i superiori, della condotta dei suoi dipendenti e della completa esecuzione degli ordini ricevuti.

Art. 73. — Sono vietati al superiore i rigori superflui, le punizioni non determinate dal regolamento, ogni atto o parola oltraggiante, sgarbata o sconveniente.

*Doveri particolari di ciascun graduato.*

Art. 74. — *Jus-basci.* — Il jus-basci comanda la mezza centuria nelle compagnie di fanteria e la sezione nelle compagnie cannonieri, e coadiuva l'ufficiale italiano nel comando del reparto, ed il jus-basci più anziano può sostituirlo nelle brevi assenze.

Art. 75. — Ha lo speciale incarico di accertarsi della presenza di tutti gli individui della sua mezza centuria nelle adunate, servendosi in ciò dei buluc-basci.

Deve conoscere a nome i suoi dipendenti; comanda il servizio e vigila alla buona conservazione delle armi.

Art. 76. — Ogni giorno il jus-basci s'informa personalmente od a mezzo di buluc-basci dei militari della centuria ricoverati in luoghi di cura, o puniti di prigione, e comunica subito al comandante della centuria tutte le novità di qualche importanza.

Art. 77. — *Buluc-basci.* — Il buluc-basci comanda il buluc nelle truppe di fanteria ed il pezzo nelle truppe di artiglieria, ha sotto i suoi ordini diretti il Muntaz.

Veglia a che i muntaz, gli uachil e gli ascari adempiano esattamente ai loro doveri, ed esige che i muntaz gli facciano rapporto di ogni cosa avvenga nel reparto.

La vigilanza del buluc-basci si estende ad ogni cosa riflettente il servizio; nettezza della persona e delle abitazioni

dei proprî dipendenti, esattezza nell'adempimento dei proprî doveri, buona condotta in servizio e fuori, buona conservazione delle armi, delle bardature e di ogni altro oggetto dell'amministrazione dato loro in consegna.

Deve sapere istruire ed educare i proprî dipendenti ed eseguirne la più esemplare disciplina.

Visita giornalmente gli ammalati del proprio buluc ricoverati nel luogo di cura, e fa i suoi rapporti ordinari di servizio al jus-basci da cui dipende direttamente.

Art. 78. — Quando per gravi mancanze debba punire un subordinato di prigione, ne informa subito il jus-basci, ed in assenza di questi il comandante la centuria.

Art. 79. — *Muntaz*. — Il muntaz coadiuva il buluc-basci nelle sue attribuzioni e lo sostituisce in ogni sua assenza.

Fa i suoi rapporti ordinari di servizio al buluc-basci che deve tenere costantemente informato di ogni novità.

Art. 80. — *Uachil*. — Ordinariamente fa gli stessi servizi degli ascari. Esercita le attribuzioni di muntaz durante l'assenza di questi.

#### *Punizioni disciplinari.*

Art. 81. — Sono represses con punizioni disciplinari, tenuto conto della condotta precedente, dell'intelligenza e della pratica del servizio che ha il colpevole, delle conseguenze che ha avuto la mancanza e delle circostanze in cui è stata commessa, tutte le infrazioni dei regolamenti e degli ordini superiori e le negligenze nell'adempimento del proprio dovere, purchè non costituiscano reato contemplato dai codici vigenti in colonia.

Art. 82. — Sono pure punite come mancanze disciplinari le infrazioni dei doveri di ogni uomo per bene ed onesto, gli stravizi, i giuochi d'azzardo ed i debiti.

*Del punire.*

Art. 83. — Ogni superiore ha il diritto di punire ed il dovere di punire, in qualunque tempo ed in qualunque luogo, l'inferiore che commetta una mancanza.

Art. 84. — Nessun graduato può punire un dipendente in presenza di un superiore, nè dopo aver fatto rapporto della mancanza.

Art. 85. — Il superiore, nel punire, deve evitare qualsiasi provocazione, deve essere giusto ed imparziale, ed astenersi da ogni maniera o parola risentita ed ingiuriosa; sarà sempre responsabile delle mancanze che può provocare. Le punizioni sono:

*Punizioni.*

Art. 86. — *Il rimprovero* per tutti i militari del Regio corpo di truppe indigene. Può essere inflitto da qualunque superiore.

Art. 87. — *La consegna al campo* da 1 ad 8 giorni per i soli buluc-basci.

Può essere inflitta da qualunque superiore, e la durata ne è fissata dal comandante della centuria o dall'ufficiale a lui superiore in grado che la infligge. Il buluc-basci consegnato non può uscire dall'accampamento tranne che per ragioni di servizio.

Art. 88. — *Gli arresti semplici* da uno a 30 giorni, per i soli jus-basci.

Possono essere inflitti da qualunque superiore. La durata è fissata fino a 10 giorni dal comandante della centuria e sino a trenta dal comandante della compagnia, il quale fissa pure la durata della punizione quando l'ufficiale che punisce è di altra centuria.

Art. 89. — *Gli arresti di rigore* da 1 a 15 giorni per i soli jus-basci. Sono inflitti dal comandante della compagnia che ne fissa la durata.

Il jus-basci punito di arresti semplici deve rimanere negli accampamenti e non ne può uscire che per i servizi armati.

Gli arresti di rigore si scontano in apposito locale, dove il jus-basci entrerà disarmato, e dal quale non uscirà che a punizione ultimata.

Durante gli arresti di rigore il jus-basci è soggetto alla ritenuta di un quarto della paga giornaliera.

Art. 90. — *La prigionia* da 1 a 15 giorni per i buluc-basci, muntaz, uachil ed ascari. È inflitta da qualunque superiore escluso il mutaz. La durata è stabilita dal comandante di centuria o dal comandante di compagnia, se chi punisce è di altra centuria.

Art. 91. — *La ritenuta sulla paga* da 1 a 10 talleri per i jus-basci, da 25 besa a 3 talleri per i buluc-basci, da besa 10 a talleri 2 per i muntaz, uachil ed ascari. È inflitta dal comandante della centuria o dal comandante della compagnia che ne stabiliscono la durata. La punizione della ritenuta sulla paga può essere ausiliaria della prigionia.

Art. 92. — *I ceppi* da 1 a 5 giorni per uachil ed ascari.

Sono inflitti dal comandante la centuria od ufficiale a lui superiore, e la durata viene fissata dal comandante della compagnia.

Art. 93. — Ciascuna compagnia o distaccamento comandato da ufficiale italiano, sarà provvisto di due ceppi di legno disposti come segue:

In ciascun ceppo a distanza conveniente sono praticate tre coppie di incavi, in ciascuno dei quali possa passare, senza dolore o compressione, il malleolo di un uomo; a uno dei capi del ceppo è unita a cerniera una sbarra di ferro o di legno, che all'altro capo viene fissata con un lucchetto. Quando la sbarra è abbattuta sul ceppo e chiusa col lucchetto, debbono risultare nel ceppo tre paia di occhielli da cui i piedi di coloro che vi saranno posti in punizione non possano estrarsi.

Art. 94. — I ceppi sono applicati per 12 ore al giorno ad intervalli di 4 ore.

Art. 95. — *La sospensione dal grado* per i buluc-basci e muntaz.

Art. 96. — *L'espulsione* dalle truppe indigene preceduta o meno da retrocessione per tutti i militari.

Art. 97. — La sospensione dal grado, la retrocessione e l'espulsione dalle truppe indigene sono sempre decise dal R. Commissario generale o da chi ne fa le veci, su proposta del comandante di compagnia.

Art. 98. — Il buluc-basci od il muntaz sospeso perde temporaneamente il distintivo e l'autorità del grado, e deve prestar servizio con la paga di ascaro in una compagnia che non sia quella cui ordinariamente appartiene.

Art. 99. — Il militare espulso è prima retrocesso se graduato, e cessa di appartenere al R. Corpo di truppe indigene, e non può essere nè arruolato in altri corpi armati della colonia, nè assunto in servizio negli uffici dell'amministrazione.

Art. 100. — Il R. Commissario generale, o chi ne fa le veci, ancorchè non rivesta grado militare, può infliggere qualsiasi punizione contemplata dal presente regolamento e fissarne la durata.

Art. 101. — I ceppi possono essere applicati anche per ordine di qualsiasi graduato, in qualunque tempo e luogo, quando si tratti di reprimere disordini o di assicurare alla giustizia l'autore o gli autori di qualche reato.

Art. 102. — Scontata la punizione, i militari indigeni vengono presentati al comandante la compagnia dal comandante della centuria cui appartengono.

#### *Premi e ricompense.*

Art. 103. — Il superiore deve tener presente che se è suo dovere reprimere le mancanze e punirle, egli ha pure l'ob-

bligo di indirizzare al bene i suoi dipendenti e di rilevare le azioni nobili e generose perchè siano premiate.

Art. 104. — Le ricompense per i militari indigeni sono:

Premio da 1/2 tallero a T. M. T. 4.

Gratificazione da 5 a 50 talleri.

Encomio solenne.

Promozione al grado superiore.

Medaglia di bronzo al valor militare.

Medaglia d'argento al valor militare.

Art. 105. — Il premio sarà pagato col fondo mezze paghe, e può essere concesso dal comandante di centuria e dal comandante di compagnia rispettivamente sulla parte di fondo a loro disposizione.

Art. 106. — La gratificazione è accordata dal R. Commissario generale o da chi ne fa le veci, dietro proposta del comandante di compagnia.

Art. 107. — L'encomio solenne è concesso dal comandante di compagnia od autorità a lui superiore; esso viene dato dinanzi a tutti i graduati della compagnia riuniti o dell'intera truppa del presidio.

Art. 108. — La promozione al grado superiore è ordinaria, e straordinaria per merito di guerra. La promozione ordinaria a muntaz richiede nel promovendo almeno sei mesi di servizio come ascaro, dodici da muntaz per quella a buluc-basci e dodici da buluc-basci per quella a jus-basci.

Per la promozione straordinaria per meriti di guerra non sono prescritti limiti di tempo, ma non può essere concessa due volte nello stesso anno.

Art. 109. — Tutte le promozioni sono fatte dal R. Commissario generale su proposta dei comandanti di compagnia.

Art. 110. — Per atti di eccezionale valore può venire concessa la medaglia di bronzo o di argento al valor militare.

Questa concessione è fatta con decreto reale, su proposta

del R. Commissario generale a S. E. il ministro degli affari esteri.

Alla medaglia di bronzo al valor militare va unita una gratificazione per una volta soltanto di T. M. T. 50, e di T. M. T. 100 a quella di argento.

*Assenze e licenze.*

Art. 111. — Nessun militare può allontanarsi dal luogo ove dimora il reparto senza averne ottenuto permesso regolare, nè deve, nelle ore di libera uscita, rendersi irreperibile ad una chiamata improvvisa.

Art. 112. — In ogni centuria a turno, uno dei graduati, nelle ore di libera uscita, dovrà essere presente all'accampamento.

Art. 113. — Il militare può, per giustificati motivi, ottenere una breve licenza da uno a quindici giorni, ed in casi eccezionali anche una licenza ordinaria fino a sei mesi. Egli deve però, di regola, avere un anno di servizio dalla data di arruolamento, e non meno di tre mesi di buona condotta, dopo l'ultima punizione subita.

Art. 114. — Le piccole licenze sono accordate dal comandante di compagnia o di distaccamento; le licenze ordinarie dal comandante di compagnia, che ne informerà subito il R. Commissario. Non potranno trovarsi contemporaneamente in licenza più di quattro militari per centuria.

Art. 115. — Per tutta la durata della breve licenza il militare è sottoposto alla ritenuta di metà della paga giornaliera. Egli dovrà partire disarmato, e riceverà al ritorno la parte di paga che gli spetta per i giorni passati in licenza.

Art. 116. — Durante la licenza ordinaria il militare perde l'intera paga ed ha solo diritto al rimborso delle spese per il viaggio del ritorno (biglietto di viaggio).

Art. 117. — Il R. Commissario generale può concedere

ai militari del R. Corpo di truppe indigene licenze straordinarie di convalescenza per infermità contratta in servizio comandato.

Queste licenze hanno la durata massima di mesi sei, ed il militare che ne fruisce ha diritto a  $\frac{1}{3}$  di paga (art. 48 del Regolamento organico).

Art. 118. — Il militare che allo scadere della licenza in colonia non possa, per ragioni indipendenti dalla sua volontà, rientrare alla propria centuria, si presenterà al comandante del presidio più vicino, il quale lo aggregherà ad uno dei reparti, informandone il comandante della compagnia cui il militare appartiene,

Art. 119. — Quando la impossibilità a rientrare dalla licenza provenga da malattia, deve informarne il comandante di presidio più vicino.

#### ISTRUZIONE DELLA TRUPPA.

##### *Indirizzo degli esercizi.*

Art. 120. — Gli esercizi hanno per iscopo di disciplinare le truppe e di prepararle al combattimento.

Art. 121. — I movimenti specificati dal regolamento degli esercizi bastano pei casi più frequenti della pratica della guerra. Quando in circostanze eccezionali ne occorrono altri, si fanno eseguire per mezzo di ordini, ovvero per mezzo dei comandi esistenti opportunamente combinati.

E utile che ogni esercizio per il combattimento termini con qualche esercizio in ordine chiuso, per avvezzare la truppa a rientrare strettamente e senza esitazioni nella mano del capo.

Art. 122. — Convieni che gli esercizi siano svolti sotto il comando dei capi titolari. Mancando il comandante la com-

pagnia, il comando sarà assunto dal tenente più anziano, il quale a sua volta lascerà il comando della centuria al jusbasci più anziano, e così di seguito pei graduati minori.

Art. 123. — In nessun caso è permesso di frammischiare ascari di centurie diverse. Anche nella centuria è da evitarsi il frammischiamento di ascari di buluc diversi.

Art. 124. — I superiori di qualunque grado devono esigere che il regolamento di esercizi sia applicato secondo l'indirizzo qui tracciato, ed hanno lo stretto dovere di richiamare all'osservanza di esso quei dipendenti i quali non sappiano esigere ed ottenere quella rigidezza che è indizio di truppe disciplinate e nella mano dei capi.

#### *Avvertenze.*

Art. 125. — Allorchè per le vicende del combattimento la truppa si sia disordinata e frammischiata, è di grande importanza che essa sappia prontamente riordinarsi. È necessario a tale scopo siano fatti frequenti esercizi in tempo di pace non soltanto negli esercizi pel combattimento, ma spesso anche durante l'istruzione sulle formazioni e sui movimenti, col ricostituire gli ordini dopo rotte le righe.

I comandanti di reparto comandano *adunata*, e ciascuno di essi va a porsi nel sito ove si deve riunire la rispettiva truppa o iniziare la marcia nella direzione in cui si deve formare la colonna; la truppa in brevissimo tempo deve prendere la formazione che risulta dalla disposizione dei comandanti di buluc.

Art. 126. — In massima gli ufficiali non mettono mai piede a terra. È lasciata loro facoltà di appiedare quando speciali contingenze lo rendano opportuno, avvertendo però che, oltre alle considerazioni di indole morale che lo sconsigliano, all'ufficiale italiano appiedato è difficile tenere in mano la propria truppa senza farle perdere, per il solo fatto

di essere esso a piedi, una parte della preziosa sua celerità di mosse.

Art. 127. — Nei comandi che sono divisi in due parti, quella di avvertimento dev'essere pronunciata intera, netta e ben scolpita: quella di esecuzione si pronuncia più forte, vivace e tronca e con la voce appoggiata sulla sillaba dell'accento. Le sue parti devono succedersi ad intervallo di breve pausa ed essere pronunziate con tono gagliardo, perchè i comandi rilassati traggono seco esecuzione tarda e fiacca.

Art. 128. — Ufficiali e graduati sono muniti di fischietto. Un fischio equivale al comando di cessare il fuoco, volgere lo sguardo al superiore ed aspettarne gli ordini.

Quando non si fa fuoco, il fischio può adoperarsi per richiamare l'attenzione prima di dare un comando, un ordine o un avvertimento e per l'adunata, nel qual caso il fischio sarà prolungato.

Art. 129. — Nelle esercitazioni di piazza d'armi la truppa veste l'uniforme ordinaria, senza cartucce di riserva.

Nelle esercitazioni in terreno vario, escursioni ed operazioni di guerra è d'obbligo il completo munizionamento.

Art. 130. — *Spiegamento* è la trasformazione per passare dalla colonna alla linea. *Ripiegamento* è la trasformazione per passare dalla linea alla colonna.

I ripiegamenti da fermo generalmente non richiedono celerità d'esecuzione: gli spiegamenti da fermo invece richiedono, nella maggior parte dei casi, una esecuzione celere quanto più e possibile; sono quindi eseguiti sempre di corsa.

Art. 131. — *Intervallo* è lo spazio tra uomo ed uomo o tra riparto e riparto misurato nel senso del fronte. *Distanza* è lo spazio tra due uomini o tra due riparti posti l'uno dietro all'altro, misurato da fronte a fronte, cioè nel senso della profondità.

*Istruzione individuale.*

Art. 132. — *Generalità.* — L'istruzione individuale mira ad addestrare il soldato negli atti e nei movimenti che si richiedono per usare bene le armi e per combattere in qualunque situazione, sia da solo sia unito ad altri.

Essa è base all'addestramento della truppa e della sua preparazione alla guerra, perchè solo con l'accurata e diligente istruzione di ciascun individuo si ottiene armonia di atti ed intensità di sforzi nell'azione collettiva.

Gli errori commessi in tale istruzione lasciano spesso conseguenze che più non si rimuovono, nè si attenuano con le esercitazioni di assieme; è perciò dovere di chi ad essa è preposto di dedicarvisi con assidua diligenza ed instancabile operosità.

Nelle prime esercitazioni di nuovi iscritti i riposi devono essere più frequenti. Gli istruttori devono usare calma e pazienza e occuparsi specialmente di quelli meno intelligenti o meno atti, ricordandosi che se la severità giova a scuotere i negligenti ed a richiamarli al dovere, l'encomio ai più attenti è anche più acconcio a destare l'emulazione.

Possibilmente le reclute sono sempre istruite dal Bulucbasci o dal Muntaz del buluc al quale sono effettive.

*Posizioni e movimenti.*

Art. 133. — *Avvertenze per l'istruttore.* — Disposte le reclute per ordine di statura, l'istruttore verifica il regolare assetto dell'uniforme e delle armi.

Egli si colloca a distanza conveniente dalle reclute per essere ben inteso, e, per far vedere i movimenti, si sposterà, occorrendo, per meglio osservare e correggere.

L'istruttore eseguisce i movimenti, e le reclute li ripetono procurando di imitarlo.

*Posizioni e movimenti senz'arme.*

Art. 134. — *Premessa.* — Al principio le reclute sono in una riga a intervallo di un passo; dipoi sono disposte a leggero contatto di gomiti, affinchè si avvezzino a muoversi come nell'ordine chiuso.

Art. 135. — Posizione normale:

*Attenti:* I calcagni uniti sulla stessa linea, le punte dei piedi egualmente aperte e distanti fra loro quanto è lungo un piede, le ginocchia tese senza sforzo, il busto a piombo, il petto aperto, le spalle a livello una dell'altra, le braccia naturalmente pendenti, le palme delle mani rivolte verso le coscie, le dita unite e distese, la testa alta e dritta con portamento marziale, lo sguardo diretto avanti.

Ha particolare importanza il giusto collocamento dei piedi. Si esiga assoluta immobilità e silenzio.

Art. 136. — Riposo. Per dispensare la truppa dall'immobilità:

*Riposo:* i soldati possono muovere l'uno o l'altro piede, purchè non perdano l'allineamento.

E vietato di parlare durante il riposo.

Art. 137. — Saluto. Si saluta sempre con la mano destra:

*Saluto.* Si porta la mano destra a metà altezza della fronte, dinanzi all'occhio destro, piegando il braccio ed alzando il gomito a pari della spalla, la palma della mano volta a terra, le dita unite e distese, l'indice e la punta del pollice a contatto della fronte.

Si abbassa con vivacità la mano.

Nel fare il saluto il soldato volge la testa verso il superiore e lo fissa in volto. Marciando tiene fermo il braccio sinistro come nella posizione di *attenti*. L'istruttore fa eseguire il saluto da fermo e marciando ad ogni recluta presentandosi ad essa, ovvero facendosela sfilare innanzi o venire incontro,

Art. 138. — Sciogliere o riunire la classe.

*Rompete le righe:* I militari salutano e lasciano il loro posto senza schiamazzo, rimanendo nei limiti fissati dall'istruttore.

Per richiamare gli ascari in riga si fischia o si comanda:

*Adunata.* Tutti vanno a disporsi ove stavano prima di rompere le righe ed ivi rimangono in riposo.

Art. 139. — Voltarsi da fermo. Per mettere di fianco una truppa ordinata di fronte:

*Fianco destr (o sinistr) - destr (o sinistr).* Si fa con vivacità un quarto di giro dalla parte indicata.

Per mettere di fronte una truppa ordinata di fianco:

*Front' a sinistr (o destr) front.* Si eseguisce come fianco sinistr (o destr).

Per far volgere indietro una truppa ordinata di fianco o di fronte:

*Dietro-front.* Si fa con vivacità un mezzo giro a sinistra.

Art. 140. — *Marcia.* — Si comincia sempre col piede sinistro.

Solo negli esercizi di buluc è permesso talvolta all'istruttore di segnare la cadenza del passo, contando ripetutamente ad alta voce: *uno due*, nell'atto che si posa il piede sinistro o destro a terra.

All'infuori degli esercizi di piazza d'armi o degli sfilamenti, non si esige che gli ascari marcino al passo simultaneo e cadenzato.

Art. 141. — *Marcia al passo.* — Il passo misurato da calcagno a calcagno è di m. 0,75 e la cadenza di 130 per minuto.

*Buluc avanti-marc'.* Nel compiere il primo passo si batte il piede sinistro al suolo con moderata vivacità.

La marcia si eseguisce con passo sciolto e vivace, con portamento marziale, tenendo la testa alta, lo sguardo fisso in avanti, il petto aperto, le braccia naturalmente pendenti accompagnano il movimento del corpo.

S'insegna a cambiare il passo a ciascuna recluta al comando *cambiate*, dato un momento prima che il piede destro posi a terra. Posato il piede, si porta subito il sinistro a con-

tatto di esso, con l'incavo contro il tallone e, riportando tosto il piede destro innanzi, si prosegue la marcia: tutto ciò nel tempo di un solo passo.

Art. 142. — *Corsa*. — Il passo di corsa è lungo m. 0.90 circa e la cadenza di 180 per minuto.

*Buluc di corsa-marc'*. La corsa deve essere leggera e sciolta: la testa alta, lo sguardo diretto avanti, le gambe un po' piegate, i talloni sollevati da terra, il busto chinato innanzi, il petto aperto, le braccia piegate, i gomiti ritratti indietro, i pugni chiusi circa all'altezza delle mammelle, le unghie rivolte verso il corpo.

Gli ascari sono tenuti in allenamento affinché siano sempre in grado di percorrere di corsa almeno quattro chilometri con l'intero armamento e munizionamento.

Art. 143. — Gli esercizi di corsa devono essere frequentemente ripetuti per mantenere l'allenamento e verificare se qualche ascario, per menomate qualità fisiche, non abbia più la resistenza voluta alle fatiche speciali del corpo.

Art. 143 *bis*. — Cambiare andatura:

*Di corsa - di passo*.

Art. 144. — Segnare il passo. Per sospendere momentaneamente la marcia senza perdere la cadenza:

Segnate il *passo*. Si segna la cadenza alzando un po' i piedi.

Per far riprendere la marcia:

*Avanti-marc'*.

Art. 145. — Fermare la classe:

*Buluc-alt*. Compiuto il passo col piede che in quel momento va avanti, si unisce l'altro battendolo al suolo con moderata vivacità.

Art. 146. — Retrocedere di alcuni passi:

Due (...sei) passi indietro-*marc'*. Si muove indietro con passi di m. 0.50 e della cadenza di 75 per minuto.

Art. 147. — Voltarsi marciando. Per voltarsi a destra od a sinistra si gira il piede che si trova avanti allorchè è dato

il comando di esecuzione. Per voltarsi indietro si gira a sinistra sui due piedi, tosto che, dopo il comando di esecuzione, il piede destro viene a trovarsi dietro il sinistro.

Per mettere di fianco una truppa volta di fronte:

Fianco destr (o sinistr) *destr (o sinistr)*.

Per mettere di fronte una truppa volta di fianco:

Front'-a sinistr (o destr) *front*.

Per dare opposta direzione di marcia a truppa di fronte o di fianco:

Dietro-*front*.

### *Maneggio dell'arme.*

Art. 148. — *Premessa.* — Per l'esercizio con l'arme le reclute sono disposte in una riga di fronte, prima ad intervallo di un passo, poi a contatto di gomiti. Il corpo deve rimanere in giusta posizione e non secondare i moti delle braccia. Il calcio del fucile deve sempre essere posato a terra leggermente. Con l'arme si ripetono gli esercizi insegnati precedentemente senz'arme.

Art. 149. — Posizione di *pièd'arm*. Il corpo in posizione normale. L'arme a piombo con la canna indietro, il calcio posato a terra presso la punta del piede destro in modo che non la oltrepassi: la mano destra stringe l'arma tra l'indice ed il pollice, tenendo le altre dita unite e distese, il braccio destro naturalmente disteso.

Art. 150. — Saluto da *pièd'arm*:

*Saluto.* Si porta con vivacità la mano sinistra distesa sull'arme, l'avambraccio orizzontale sul petto.

Si riabbassa vivacemente la mano, facendola passare rasente ai corpo.

Art. 151. — Riposo:

*Riposo.* Gli ascari tenendo l'arme col calcio a terra, come nella posizione di *pièd'arm* ed avvertendo di non porre le mani sulla bocca della canna, possono muovere l'uno o l'altro piede, purchè non perdano l'allineamento.

Al comando *attenti*, prendere la posizione di pied'arm.

Art. 152. — Da pied'arm a presentat'arm:

*Presentat'arm.* Con la mano destra si fa saltare l'arma a piombo davanti al corpo: subito impugnarla con la sinistra (il pollice lungo il fusto, le altre dita unite e piegate in traverso, tenendo l'indice contro la fascetta) e stringerla senza sforzo con la destra all'impugnatura, tra il pollice e l'indice, le altre dita unite e distese, il braccio destro naturalmente disteso.

Art. 153. — Da presentat'arm a pied'arm:

*Pied'arm.* Impugnare l'arme alla destra come nella posizione di pied'arm, portarla al fianco destro col pollice contro l'osso dell'anca, e prendere la posizione di pied'arm.

Art. 154. — Da pied'arm a bilanc'arm:

*Bilanc'arm.* Far saltare l'arme nella mano destra ed impugnarla al centro di gravità col pollice sopra e le altre dita sotto il fusto, tenerla orizzontale col braccio naturalmente disteso, la bocca avanti e la canna in alto.

Art. 155. — Da bilanc'arm a pied'arm:

*Pied'arm.* Drizzare l'arma a piombo con la mano destra, lasciandola scorrere fino alla fascetta, e prendere la posizione di pied'arm.

Art. 156. — Da pied'arm a bracc'arm:

*Bracc'arm.* Alzare l'arma verticalmente, portandola innanzi alla spalla destra, la canna a destra, con l'avambraccio destro orizzontale; prendere con la sinistra la cinghia fra il bottone e la maglietta; introdurre il braccio destro fra il fusto e la cinghia, e spingere l'arma dietro la spalla, in modo che vi rimanga verticale, appesa per la cinghia, canna in dietro; la mano destra impugna la cinghia in modo che l'avambraccio risulti orizzontale; il braccio destro mantiene l'arma aderente al corpo.

Art. 157. — Bracc'arm a pied'arm:

*Pied'arm.* Con la mano destra sorreggere l'impugnatura,

introdurre la mano sinistra per la cinghia e la spalla, la palma contro il corpo, mantenendo l'arma verticale, portarla con la destra innanzi la spalla destra, la canna a destra e il braccio disteso, mentre la sinistra toglie la cinghia dalla spalla, impugna l'arma sotto la fascetta; impugnare l'arma con la destra e prendere le posizione di pied'arm.

Art. 158. — Inastare i pugnali-baionetta:

*Baionet'cann.* Inclinare l'arme avanti ed impugnarla con la sinistra sotto il bocchino, con la destra fra il braccio sinistro ed il corpo. sguainare il pugnale-baionetta ed inastarlo, premendo col pollice della stessa mano sul gancio di crociera.

Il movimento di inastare il pugnale-baionetta deve essere fatto sempre con la massima celerità.

*Levate le baionette.* Inclinare l'arma in avanti, canna a destra, impugnarla con la sinistra sotto il bocchino premendo col pollice il piuolo della molla del pugnale-baionetta, stringere con la destra l'impugnatura sotto e contro la crociera col pollice disteso lungo la lama; togliere con la destra il pugnale-baionetta e facendolo passare fra il braccio sinistro ed il corpo, introdurlo nel fodero.

I pugnali-baionetta si innastano e si levano da qualunque posizione, in marcia o da fermo.

Art. 159. — Da pied'arm a crociatet e viceversa:

*Crociat'et.* Volgersi obliquamente a destra, spostando il piede destro indietro e a destra di circa mezzo passo secondo la propria statura, far saltare l'arma dalla mano destra nella sinistra che la prende sotto l'alzo col pollice disteso lungo il fusto e con le altre dita unite e piegate; la mano destra va a stringere l'impugnatura e l'appoggia sotto la mammella destra col calcio sotto l'avambraccio. L'arma è tenuta con la canna in alto e la bocca a livello delle spalle, le ginocchia sono tese, il peso del corpo è ugualmente ripartito sulle gambe, la testa rivolta di fronte con lo sguardo fisso in avanti.

*Pied'arm.* Rimettersi di fronte, raddrizzare l'arma innanzi

all'occhio destro, impugnarla con la destra sopra la sinistra, portarla al fianco destro e prendere la posizione di pied'arm.

Da qualunque posizione dell'arma si fa il crociatet e viceversa.

Art. 160. — Da pied'arm a ispezion'arm:

Ispezion'arm. Prendere la posizione di crociat'et, tenendo alta la bocca dell'arma, aprire l'otturatore e riprendere la posizione di pied'arm. All'avvicinarsi del superiore inclinare l'arme avanti, in modo che il superiore possa guardare nell'interno della canna, riprendere la posizione di crociat'et, chiudere l'otturatore e mettersi a pied'arm.

Art. 161. — Da pied'arm mettersi in ginocchio: raddrizzarsi.

*In ginocchio.* Ciascuno, inginocchiandosi od accoccolandosi sul terreno, prende la posizione a lui più comoda per eseguire il fuoco. L'arma col calcio a terra è inclinata avanti stretta con la mano destra all'impugnatura e la sinistra al fusto.

Per drizzarsi e prendere la posizione di pied'arm: *Ritti.*

Art. 162. — Da pied'arm mettersi a terra, raddrizzarsi:

*A terra.* Ciascuno si corica sul suolo prendendo la posizione a lui più comoda, senza disturbare i vicini. L'arme, con la canna a sinistra e con la bocca alquanto sollevata da terra, è sostenuta dalla mano sinistra al fusto e stretta con la destra all'impugnatura.

Da *in ginocchio* si passa alla posizione di *a terra* e viceversa.

Per raddrizzarsi e prendere la posizione di pied'arm: *Ritti.*

Art. 163. — *Rompete le righe.* Gli ascari salutano e lasciano i loro posti di corsa, ma non possono uscire dai limiti fissati dall'istruttore.

*Adunata.* Si eseguisce in modo analogo a quello indicato all'art. 125.

*Carica e fuochi.*

Art. 164. — *Premessa.* — La carica ed i movimenti per il puntamento e per lo sparo richiedono diligenti e ripetuti esercizi. Il soldato dev'essere addestrato ad eseguire la carica con regolarità e prontezza, ed a puntare, mirare e sparare l'arma applicando nettamente le norme dell'istruzione sul tiro.

Nella carica eseguita da riparti di truppa, non si esige la simultaneità dei movimenti.

Art. 165. — 1° Le posizioni dell'otturatore sono:

a) Posizione ordinaria (arma scarica). — L'otturatore chiuso, il percussore disarmato. L'arma dev'essere sempre in tal guisa, tranne quando è carica o si è intenti a caricarla.

b) Posizione per lo sparo (arma carica). — L'otturatore chiuso, il percussore armato. L'arma dev'essere in tal guisa, solo nelle posizioni *pronti* e di *punt'*.

c) Posizione di sicurezza (arma carica). — L'arma come nella posizione per lo sparo, tranne che il percussore non è completamente armato, ed il manubrio appoggia sul braccio della leva di sicurezza; l'arma va sempre portata in questa posizione ogni qualvolta sia carica e non si debba sparare subito.

2° Il modo di mettere l'otturatore in posizione di sicurezza dalla posizione per lo sparo:

Prendere la posizione di *crociat'et*: stringere il manubrio fra il pollice e l'indice della mano destra fatta a pugno, sollevarlo con forza facendolo girare fintanto che venga arrestato il suo movimento di rotazione; sollevare col pollice della stessa mano fatta a pugno il nasello della leva di sicurezza finchè questa sia alzata, quindi abbattere il manubrio stringendolo come si è fatto per sollevarlo.

3° Il modo di mettere l'otturatore in posizione per lo sparo dalla posizione di sicurezza:

Prendere la posizione di crociat'et, sollevare il manubrio finchè abbia compiuta la sua rotazione e la leva si sia abbassata automaticamente, e quindi, senza abbandonarlo con la mano, subito riabbassarlo.

4° Il modo di mettere l'otturatore nella posizione ordinaria (arma scarica col percussore armato):

Dalla posizione di crociat'et si fanno gli stessi movimenti come per mettere l'arma in posizione di sicurezza dalla posizione per lo sparo, dippiù rialzare il manubrio finchè, disimpegnato il becco della leva, questa si abbassi automaticamente e poi riabbatterlo.

È proibito di premere sul grilletto per far scattare il percussore, non dovendo tale movimento essere eseguito che per far partire il colpo.

Art. 166. — *Maneggio dell'alzo.* — È limitato alle linee di mira 275, 400, 550, 700 metri.

(Il fuoco a 500 o 700 metri è eseguito soltanto a comando degli ufficiali italiani).

Per manovrare il ritto e fissare l'alzo, si preme col pollice sinistro sul bottone della copiglia a fine di disimpegnare la molla dalle tacche dell'aletta, s'impugna con la destra l'estremità del ritto e si fa rotare fino a che la costa della molla corrisponda alla tacca voluta; cessando di premere sul bottone, la molla penetra nella tacca ed il ritto rimane fissato.

A ciascun ascaro, l'istruttore insegna praticamente a fissare l'alzo con facilità e sveltezza, e fa comprendere che non si deve mai cercare di elevare o di abbattere il ritto senza premere convenientemente sul bottone.

Art. 167. — *Caricare l'arma da qualsiasi posizione: Caricat.*

Prendere la posizione di crociat'et: l'arma può essere senza pugnale-baionetta: stringere il manubrio fra il pollice e l'indice della mano destra fatta a pugno, sollevarlo finchè venga arrestato il suo moto di rotazione, e tirare indietro l'otturatore finchè venga fermato nella sua corsa, prendere dalla cartuc-

ciera una cartuccia, introdurla nella camera col proietto avanti e spingerla un po' col pollice; stringere nuovamente il manubrio con la destra fatta a pugno, spingere l'otturatore avanti finchè il manubrio non tocchi la culatta mobile, abbattere il manubrio e prendere la posizione di pronti, cioè la posizione di crociat'et con l'arma a percussore armato.

La carica si eseguisce analogamente da in ginocchio e a terra, portando nel primo caso l'arma nella posizione di crociat'et, e nel secondo appoggiandosi maggiormente sul fianco sinistro.

Art. 168. — *Levate le cartucce.* — Per far scaricare le armi cariche, l'istruttore, da qualunque posizione, dà il comando: *Levate le cartucce.*

Prendere la posizione di crociat'et, fare scorrere la mano sinistra fin contro la scatola-serbatoio, mettere il pollice attraverso l'apertura di caricamento, eseguire il primo tempo della carica, riprendere la posizione di crociat'et, girare l'arma con la mano sinistra da sinistra a destra, ricevere la cartuccia nel palmo della mano destra e riporla nella cartucciera; sollevare il nasello della leva di sicurezza, chiudere l'otturatore, abbattere, sollevare e riabbattere il manubrio.

Art. 168 bis. — Pronti da qualunque posizione in piedi: *Pronti.*

Prendere la posizione di crociat'et, mettere l'arma in posizione per lo sparo armando il percussore, e riportare la mano destra all'impugnatura.

In modo analogo si prende la posizione di pronti da in ginocchio e da a terra.

Da pronti (a braccio sciolto): *Crociat'et, Pied'arm, Bilanc'arm.*

Mettere l'arma in posizione di sicurezza, abbattere l'alzo, prendere la posizione comandata.

Art. 169. — Punt, ritirat'arm, fare scattare l'arma, caricarla. — Da pronti (a braccio sciolto).

Alzo abbattuto (o alzo...): *Punt'.*

Al comando di avvertimento regolare l'alzo e riportare la destra all'impugnatura. Al comando di esecuzione alzare l'arma con ambo le mani e prendere la posizione di punt' (a braccio sciolto).

Come nella posizione di pronti, l'arma col percussore armato è spianata e premuta contro la spalla destra con ambo le mani ma senza sforzo; la mano sinistra la sostiene sotto l'alzo ma senza toccare la canna, col pollice disteso lungo il fusto, le altre dita unite e piegate in traverso, il gomito sinistro naturalmente piegato, senza volgere nè indietro, nè in fuori; il braccio sinistro solo deve dirigere l'arma verso l'oggetto da mirarsi; la mano destra ne stringe l'impugnatura col pollice in traverso, l'indice dentro al ponticello, con la seconda falange appoggiata leggermente sul grilletto, le altre dita unite e piegate in modo da avvolgere l'impugnatura; il gomito destro staccato dal corpo, ma in posizione naturale, senza mai sorpassare l'altezza della spalla; la testa leggermente inclinata sul calcio, in modo che l'occhio destro possa facilmente dirigere la visuale pel fondo della tacca del ritto e per la sommità del mirino, senza inclinare l'arma nè a destra, nè a sinistra.

Si può tollerare che la mano sinistra sia tenuta più avanti o più indietro dal centro di gravità, quando ciò torni più comodo pel tiratore.

La posizione dei piedi dev'essere tale da dare naturale atteggiamento e stabilità al corpo, senza che questo s'irrigidisca o contragga alcuna delle sue parti.

Ogni viziosa disposizione del corpo è a danno dell'immobilità del puntamento, e rende meno agevole all'occhio la percezione del punto da mirare. Le anche devono risultare disposte secondo la linea dei talloni, affinchè il corpo non sia contorto; le spalle alla stessa altezza e in posizione corrispondente a quella delle anche.

L'ascaro dev'essere addestrato a puntare con l'occhio de-

stro, tenendo chiuso il sinistro. Quando, per difetto di vista o per invincibile difficoltà di chiudere l'occhio sinistro, non possa taluno puntare nel modo normale, non si deve escludere che punti con l'occhio sinistro.

In modo conforme si viene a punt' dalle posizioni in ginocchio e a terra, avvertendo che in questa i gomiti si appoggiano sulle ginocchia o a terra, come torna più comodo.

Con ripetuti esercizi di puntamento si deve ottenere che la posizione di punt' sia presa sollecitamente nel modo più corretto da tutti gli ascari, giacchè essa molto influisce sulla esattezza del tiro.

Da punt': *Ritirat'arm.*

Togliere il dito dal grilletto e prendere la posizione di pronti.

Da punt': *Foc'.*

Far scattare l'arma premendo con forza crescente e senza scosse sul grilletto con l'indice della mano destra; dopo lo sparo si prende senz'altro comando la posizione di crociat'et e si ricarica tirando però l'otturatore indietro con vivacità, affinchè il bossolo della cartuccia sparata sia espulso dalla culatta.

Il comando *foc'* sarà dato con voce vibratissima e ad intervallo tale dal comando di *punt'* sufficiente perchè tutti abbiano puntato.

Per colpire il bersaglio è necessario non solo dirigere la linea di mira con precisione nel segno, ma anche fare scattare senza scosse, affinchè l'arma non si muova nel momento dello scatto. Ciò si ottiene premendo gradatamente sul grilletto, senza muovere il braccio, trattenendo il respiro e continuando a dirigere la linea di mira nel segno nell'atto in cui si produce lo scatto.

Art. 170. — Posizione di punt' all'appoggio in piedi, in ginocchio ed a terra:

Con appoggio orizzontale (un muricciolo, un parapetto da

fortificazione, un rialzo di terra, ecc.), l'arma posa su questo col fusto: la mano sinistra all'appoggio a all'arma, secondo che per la natura e l'altezza di quello torni più comodo al tiratore.

Con appoggio verticale (un albero, uno spigolo di muro, ecc.) il braccio sinistro è disteso senza rigidità, la mano contro l'appoggio regge l'arma col pollice.

*Movimenti elementari per l'ordine sparso.*

Art. 171. — I comandi *avanti* e *indietro* si riferiscono sempre alla posizione del nemico; le indicazioni di destra e sinistra, invece, alla destra ed alla sinistra dell'ascaro, comunque sia rivolto.

L'istruttore, da principio, ad una recluta per volta, poi anche a due o più, fa eseguire i movimenti sotto indicati:

*Avanti.*

Da fermi o in marcia in qualsiasi direzione, marciare diretti verso il nemico.

*Indietro.*

Da fermo o in movimento in qualsiasi direzione, marciare in direzione opposta al nemico.

*Fianco destr' (o sinistr').*

Da fermo o marciando di fronte, eseguire il quarto di giro dalla parte indicata e muovere di fianco.

*Alt.*

Marciando in qualsiasi direzione, fermarsi volgendo subito la fronte al nemico, e appostarsi come è consentito dal terreno.

I movimenti suddetti sono generalmente eseguiti di corsa, meno l'indietro.

Si eseguiscono di passo le prime volte, e dove il terreno non permetta la corsa.

*Posizioni e movimenti dell'arma nelle varie circostanze.*

Art. 172. — *Posizione in marcia.* — Truppa in marcia, non a passo di strada, impiega il *bilanc'arm*, che prende senza comando quando si mette in movimento. Con le baionette inastate, l'arma a bilanc'arm, anzichè orizzontalmente, è tenuta quasi verticalmente, con la destra contro l'anca ed il calcio a circa dieci centimetri da terra.

Nel volgersi di fianco o indietro, nel raddoppiare o sdoppiare le righe, la truppa, se è bilanc'arm, alza l'arma a piombo al comando di avvertimento e la rimette in bilancia dopo eseguito il movimento.

Art. 173. — In marcia di fianco od in colonna per buluc rende onori con l'attenti a destr' (o sinistr') dato dai comandanti di buluc.

I graduati armati di moschetto, comandanti di reparto quando la truppa rende onori da fermo, fanno il saluto come è prescritto dall'art. 150.

*Esercizi per il combattimento.*

Art. 174. — *Premessa.* — Questi esercizi si cominciano tosto che le reclute abbiano acquistata una certa disinvoltura nella marcia e sufficiente conoscenza del maneggio e della carica dell'arma. Essi sono svolti di preferenza in terreno vario.

*Ostacoli e ripari del terreno.*

Art. 175. — *Avvertenza.* — L'abilità istintiva degl' indigeni a valersi opportunamente degli ostacoli e ripari del terreno, dispensa da istruzioni speciali in proposito. Negli esercizi di combattimento in terreno vario, l'istruttore coglierà però ogni occasione per ben far comprendere agli ascari che: « ogni riguardo per coprirsi dai tiri nemici dev'essere posposto alla

condizione di dare al proprio fuoco la massima efficacia o la più acconcia direzione alla propria marcia. E perciò qualsiasi ostacolo, per quanto offra valida protezione, dev'essere senza altro trascurato, quando negli appostamenti impedisca il miglior uso dell'arma o nei movimenti ritardi la marcia o devii dall'obiettivo ».

*Istruzione di buluc. — Formazione e movimenti.*

Art. 176. — *Premessa.* — La perfetta simultaneità ed energia di esecuzione, il rigido allineamento e la cadenza di passo non si ottengono nei maggiori reparti, se non sono raggiunti al massimo grado nel buluc.

Art. 177. — *Composizione del buluc.* — Per l'istruzione il buluc conserva la sua composizione organica. Il buluc-basci comanda il buluc. I muntaz fanno da guida. Il buluc viene, per l'istruzione di buluc, riunito ad altri quando ha meno di dieci ascari.

Art. 178. — *Formazione del buluc.* — Il buluc può essere formato in linea o di fianco. In linea è normalmente su due righe; di fianco è normalmente su quattro righe, ed eccezionalmente su due.

Nel buluc in linea gli ascari sono fra loro a leggero contatto di gomito; le righe sono a distanza di un passo; il comandante sta a destra e accanto alla guida.

Nel buluc che muove in tale formazione, la distanza fra le righe è di m. 1.20, e la direzione è affidata alla guida; il comandante sta accanto ed in fuori della guida di testa nel buluc di fianco.

Nel buluc in linea, se gli uomini sono in numero disuguale nelle due righe, la guida estrema di sinistra è formata dal solo uomo di prima riga, e dicesi *fila cieca*.

Art. 179. — *Buluc in linea.* — Il buluc è formato come è indicato dalla fig. 1 nello specchio delle formazioni: i sol-

dati sono disposti in ordine di statura: i due più alti formano la fila di destra, i due che seguono la seconda, e così di seguito.

Art. 180. — *Allineamento*. — Il buluc riunendosi in armi si dispone in linea.

Il capo buluc, messa la truppa sull'attenti, l'allinea coi comandi: *Destr'* (o *sinistr'*) *riga*. *Fissi*.

Al primo comando, tutti, meno la guida dalla parte indicata, volgono la testa e lo sguardo verso il comandante, il quale si è intanto portato a destra (od a sinistra) del buluc e due passi in fuori, e si allineano secondo i cenni di esso, curando di mantenere corretta la posizione del corpo ed evitando di spingere il busto avanti e indietro, oppure di voltarsi obliquamente a destra (o sinistra); gli ascari di seconda riga si coprono inoltre esattamente con i loro capifila.

Al secondo comando, tutti rimettono vivamente la testa nella posizione normale. Qualunque riparto, e specialmente il buluc, quando non abbia da adattarsi al terreno, deve, sempre mantenersi perfettamente allineato. Il conservare l'allineamento, sia da fermo durante i riposi, sia nella marcia, deve diventare tale abitudine nel soldato, che al comando d'*attenti* o al comando di *alt* il buluc, risultando allineato senz'altro, siano evitati i frequenti comandi per allinearlo.

Art. 181. — *Numerare le fila*. — Contare per due. Gli ascari di prima riga, fatta eccezione della guida, volgono con vivacità la testa a sinistra, contano successivamente, cominciando dalla destra, a voce distinta e tronca: *uno, due, uno, due*, rimettendo con la stessa vivacità la testa di fronte, tosto che hanno pronunciato il numero. Quelli di seconda riga prendono il numero del rispettivo capofila.

Due file contigue, così numerate da destra a sinistra, formano quadriglia nei movimenti in quattro righe; tali numeri valgono per tutta la durata dell'istruzione qualunque sia la posizione del buluc.

Art. 182. — Disporsi in quattro righe, formarsi di nuovo in due righe.

Il buluc fermo in linea si dispone in quattro righe al comando: *Per quattro*.

I numeri *uno* di prima e seconda riga si pongono rispettivamente avanti e dietro ai numeri *due*, coi quali formano quadriglia: quelli di prima riga facendo un passo obliquo avanti, quelli di seconda riga facendo un passo indietro, e poi uno laterale.

*Per due*: I numeri *uno* riprendono i loro posti nella formazione di due righe: quelli di prima riga con un passo laterale ed uno indietro, quelli di quarta riga con un passo obliquo avanti.

Art. 183. — Aprire e serrare le righe. Si fanno aprire le righe facendo avanzare la prima o retrocedere la seconda:

Prima riga... passi avanti: *Marc'*.

Seconda riga... passi indietro: *Marc'*.

Si serrano le righe facendo, con analoghi comandi, avanzare la seconda riga o retrocedere la prima.

Art. 184. — Voltare il buluc di fianco; sdoppiare e raddoppiare.

Per voltare il buluc di fianco: *Fianco destr'* (o *sinistr'*) *destr'* (o *sinistr'*).

Tutti si volgono di fianco: i numeri *uno* si mettono in linea coi numeri *due*, coi quali formano quadriglia, facendo un passo laterale ed uno indietro, oppure un passo obliquo in fuori.

Per sdoppiare: *Per due*.

I numeri *uno* prendono i loro posti con un passo obliquo indietro o con un passo indietro ed uno laterale.

Per raddoppiare: *Per quattro*.

Eccezionalmente e quando il buluc abbia meno di 14 ascari: Per due fianco *destr'* (o *sinistr'*) *destr'* (o *sinistr'*).

Art. 185. — Rimettere il buluc di fronte: *Front' a sinistr'* (o *destr'*) *front'*.

Tutti si volgono di fronte, quindi si rimettono in due righe.

Art. 186. — Voltare la fronte. Vale lo stesso comando degli esercizi individuali (art. 139).

Quando il buluc eseguisce il dietro front', oppure, quando nel rimettersi di fronte dalla formazione di fianco, le guide e l'ascaro della fila cieca, se vi è, si mettono nella nuova prima riga.

Art. 187. — *Maneggio dell'arma.* — Il buluc è esercitato in quei movimenti del maneggio d'arma nei quali si richiede perfetta simultaneità.

E pure esercitato a prendere la posizione di crociat'et (art. 159): gli uomini di seconda riga si spostano con un passo obliquo a destra per porsi dietro gl' intervalli di prima riga.

Art. 188. — *Posizione in ginocchio, a terra, ritti.* — Si fanno eseguire con gli stessi comandi della scuola individuale, premettendo le parole *prima* o *seconda riga*, quando si voglia far prendere la posizione ad una riga soltanto.

Per l'esecuzione dei fuochi in ordine chiuso, se la prima riga è in ginocchio, la seconda dev'essere in piedi.

Solo in casi eccezionali la prima riga potrà essere a terra e la seconda in ginocchio; ma allora si dovrà avere l'avvertenza di far avanzare quanto più possibile la seconda riga negl'intervalli tra gli uomini della prima.

Per drizzarsi: *Ritti.*

Art. 189. — *Marcia di fronte.* — La direzione della marcia è affidata per regola alla guida di destra.

Quando si voglia averla a sinistra o riportarla a destra, valgono gli avvertimenti *guida sinistr'* o *guida destr'* dati prima del *marc'* o durante la marcia.

Buluc avanti: *marc'*.

Al comando di avvertimento, la guida segna prontamente con l'occhio la direzione di marcia, per mezzo di punti che siano in linea retta con quello che il capo buluc le avrà indicato, o che essa avrà scelto innanzi a sè perpendicolarmente

alla fronte. Al comando di esecuzione, tutti muovono insieme con risolutezza, la seconda riga fa il primo passo tanto corto da prendere la distanza dalla prima di m. 1.20.

Per la regolarità della marcia, la guida incaricata della direzione deve procedere diritta, mantenendosi sulla linea determinata dai punti suaccennati e badando a conservare sempre la cadenza e la lunghezza del passo. Tutti gli altri devono mantenersi coperti coi rispettivi capifila e allineati dalla parte della guida, avvertendo di cedere gradatamente alle pressioni che vengono da questa parte e resistere a quelle della parte opposta. È necessario, durante la marcia, dirigere di quando in quando lo sguardo alla guida, ma senza volgere troppo la testa, affinché non si alteri la giusta posizione del corpo e con essa la direzione della marcia. Chi durante la marcia sia troppo avanti o troppo indietro, troppo stretto o troppo largo per rispetto alla guida, si rimette in giusta posizione, ma a poco a poco, affine di non cagionare disordine in tutta la riga.

La marcia di fronte del buluc eseguita per lunghi tratti con la rigorosa osservanza delle regole suddette, poichè prepara la truppa ai movimenti di maggiori reparti, deve essere oggetto di frequenti esercizi.

Per fermare il buluc: *Buluc all'*.

Al comando di esecuzione tutti si fermano, quindi eseguono il pied'arm'; per ultimo la seconda riga serra alla prescritta distanza.

Durante la marcia si fa cambiare andatura, segnare il passo e rivolgere la fronte con i comandi indicati negli esercizi individuali (articoli 143 bis, 144 e 147).

Art. 190. — *Marcia di fianco.* — Si pone in marcia di fianco il buluc fermo di fronte col comando: *Fianco destr'* (o sinistr') *marc'*; oppure: *Per due fianco destr'* (o sinistr') *marc'*.

Il buluc si volge di fianco dalla parte indicata mettendosi contemporaneamente in marcia.

Nella marcia di fianco per quattro, le quadriglie bene allineate devono conservare sempre l'esatta distanza che risulta dal passaggio dall'ordine di fronte in due righe a quello di fianco in quattro, e tutti gli ascari mantenersi coperti con quelli che sono loro d'innanzi, affinchè, riprendendosi l'ordine in linea, si trovino senz'altro a contatto di gomiti ed allineati.

Si deve esigere che tale distanza tra le quadriglie sia rigorosamente mantenuta; la tendenza ad aumentarla denota rilassatezza nel marciare, nuoce alla regolarità dei movimenti dei maggiori reparti e produce dannosi allungamenti nelle colonne.

Nella marcia eccezionalmente di fianco per due, le file prendono fra loro la distanza di m. 1.20.

Se il buluc è già in marcia di fronte, si comanda soltanto: *Fianco destr'* (o *sinistr'*) *destr'* (o *sinistr'*); oppure eccezionalmente, *Per due fianco destr'* (o *sinistr'*) *destr'* (o *sinistr'*).

Per fermare il buluc in marcia di fianco per quattro: *Buluc alt.*

Se è in marcia per due: *Serrate.*

La guida di testa si ferma subito: tutti serrano sulla testa.

Il buluc in marcia di fianco si volge di fronte al comando: *Fronte a destr'* (o *sinistr'*) *front.*

Se è in marcia per quattro, si rimette in due righe nel rivolgersi di fronte; se è in marcia per due, gli ascari, appena volti di fronte, obliquano gradatamente verso la guida che era in testa, e sulla quale il capo buluc avrà subito portata la direzione.

Il buluc di fianco si forma in linea nella stessa direzione al comando: *Buluc in linea destr'* (o *sinistr'*) *marc'*.

Secondo che il buluc è fermo od in marcia, la guida di testa non si muove o continua la marcia; tutti gli altri, obliquando a destra (o sinistra), vanno di corsa a mettersi di fronte in due righe all'altezza della guida, si fermano o riprendono la primitiva andatura a mano a mano che giungono sulla linea, e si allineano prontamente a destra (o sinistra).

Questo movimento si può fare al passo per insegnamento alle reclute, in ogni altro caso si eseguisce di corsa.

Art. 191. — *Cambiamento di fronte o di direzione.* — Il buluc in linea di fronte fermo od in marcia, cambia di fronte per mezzo di conversioni al comando: Buluc a destra (o sinistra) *marc'*.

Secondo che il cambiamento di fronte si fa da fermo od in marcia, la guida al perno gira sul posto, o descrive un arco di circolo con passi brevi regolandosi sulla guida dell'ala marciante. Questa, con passi più lunghi dell'ordinario, descrive un arco di circolo intorno al perno stesso. Tutti gli altri ascari raccorciano od allungano più o meno il passo, secondo la loro maggiore o minore vicinanza al perno, in guisa da mantenere l'allineamento ed il contatto di gomiti. Affinchè il perno non si sposti, si deve cedere a poco a poco alle spinte provenienti da tal parte e resistere a quelle della parte opposta. Lo sguardo è di tratto in tratto rivolto verso l'ala marciante per mantenersi coperti coi rispettivi capi fila.

Per il centro è difetto assai più grave lo spingersi innanzi che il rimanere un po' indietro, perchè in quel caso, mancando ai più la possibilità di scorgere la guida dell'ala marciante e di regolarsi su di essa, si produce disordine nelle righe.

Ultimata la conversazione, per fermare il buluc, o per far riprendere la marcia nella nuova direzione, si comanda: Buluc *alt*, oppure: *Avanti marc'*.

Per fare cambiare direzione al buluc di fianco, fermo od in marcia, si comanda: Per fila destr (o sinistr) *marc'*.

La fila o quadriglia di testa compie una conversione dalla parte indicata, facendo attenzione ai cenni del comandante. Le altre file o quadriglie eseguono successivamente la conversione giunte al posto ove la prima ha iniziato il movimento.

Il buluc che marcia di fronte si volge in marcia di fianco

nella stessa direzione di cui fa fronte, al comando: Fianco destr (o sinistr) e per fila sinistr (o destr) *marc'*.

*Esercizi per il combattimento.*

Art. 192. — Come preparazione agli esercizi di centuria, il buluc è esercitato ad eseguire i movimenti elementari qui appresso descritti, in ogni specie di terreno.

Nei movimenti del buluc disteso il capo buluc precede sempre il suo reparto allo scopo di dirigerlo personalmente; però nell'addestramento pei movimenti elementari il capo buluc sta dove può meglio invigilare gli esercizi.

Prima di cominciare l'istruzione egli segna la posizione del nemico.

*Movimenti elementari del buluc isolato.*

Art. 193. — *Andature.* — I movimenti in ordine sparso sono eseguiti normalmente di corsa, eccezione fatta per il movimento in ritirata al comando: *Indietro.*

Art. 194. — *Distendere il buluc.* — Il buluc disteso è formato normalmente dagli ascari disposti in una sola riga con gli uomini a leggero contatto di gomiti. Per esigenze di terreno si dispone nel modo migliore, purchè sia in gruppo col suo capo buluc, senza mai aumentare la fronte.

Per distendere il buluc che marcia in linea di fronte, il capo buluc comanda: A sinistra (o destra) *stendetevi.*

La guida di destra (o di sinistra) continua la marcia: gli ascari di prima riga, appoggiando verso la parte indicata e di corsa, si allargano di tanto che quelli di seconda riga possano entrare fra loro, ciascuno a sinistra del rispettivo capofila.

Il buluc fermo si stende in modo analogo, facendolo contemporaneamente avanzare, col premettere al comando l'avvertimento: *Avanti.*

Eccezionalmente si stende sulla stessa linea sulla quale si trova.

Art. 195. — Il buluc disteso eseguisce la marcia avanti, indietro o di fianco con gli stessi comandi indicati negli esercizi individuali (Art. 171).

Però la marcia di fianco si eseguisce solo per brevi tratti ed in caso di assoluta necessità.

La direzione della marcia è sempre affidata alla guida di destra o di sinistra.

Art. 196. — *Cambiamento di fronte.* — Essendo disteso, fermo od in marcia, il buluc cambia fronte al comando: Buluc a sinistra (o destra).

Eseguisce la conversione dalla parte indicata, e quindi si ferma o continua la marcia.

Art. 197. — *Serrare il buluc.* — Il buluc fermo o in marcia riprende la formazione a file serrate in linea al comando: A destra (o sinistra) *serrate*.

La guida di destra (o sinistra) non si muove o prosegue la marcia, gli ascari con un movimento di fianco od obliquo si dispongono prontamente in due righe.

Se il buluc disteso è volto di fianco, si riunisce in due righe al comando: Sulla testa, *serrate*.

I due ascari di testa prendono il loro posto di fila dietro la guida: e così gli altri, serrando sulla testa.

Art. 198. — *Fermare il buluc disteso.* — Il buluc in marcia disteso si ferma al comando: *Alt*.

Gli ascari continuano a marciare verso il capo buluc e si appostano nella posizione da questo indicata.

#### *Fuochi.*

Art. 199. — La celerità di tiro ottenuta a scapito delle cure che si richiedono nel puntamento o nello scatto dell'arma, diminuisce la probabilità di colpire e si converte in

isprego di munizioni. È perciò di somma importanza, e deve essere per tutti oggetto di scrupolosa cura, l'inculcare negli ascari la persuasione che buoni effetti si otterranno soltanto da un tiro calmo, lento, aggiustato ed a breve portata.

« L'abitudine di non sparare mai senza aver mirato si « deve sviluppare e mantenere negli ascari con cura costante « in tutte le esercitazioni ». Gli ufficiali ed i graduati non devono mai tollerare, neppure nel tiro simulato, che si trascuri di dirigere la linea di mira al bersaglio e di mettere in pratica tutte le regole di tiro.

In combattimento la truppa deve sempre avere l'arma carica in posizione di sicurezza, e quando si apre il fuoco in asta senz'altro il pugnale-baionetta.

« L'aprire il fuoco senza comando o lo sparare volontariamente dopo ordinata la cessazione del fuoco, è atto di « ascari indisciplinato e pusillanime ».

Art. 200. — *Specie di fuochi.* — Sono: *Fuoco a salve, uoco a volontà.*

Nel fuoco a salve tutti gli ascari sparano simultaneamente l'arme al comando dei loro capi.

Nel fuoco a volontà ciascun ascaro spara e ricarica l'arma senza aspettare il comando per ciascun colpo, con celerità di tre colpi al massimo per minuto.

Art. 201. — *Esecuzione del fuoco.* — Il capo buluc giudica la distanza ed indica il bersaglio da battere.

Durante il fuoco, il comandante del buluc sta dietro il suo riparto: può anche recarsi su un lato di esso, quando ciò sia necessario per meglio invigilare il tiro, osservarne gli effetti e potere all'uopo correggerlo o sospenderlo o mutarne la specie.

Art. 202. — *Buluc in ordine chiuso.* — Il buluc è disposto in linea di fronte colla prima riga in ginocchio e la seconda in piedi, ed eccezionalmente con la prima riga a terra e la seconda in ginocchio.

Se il bersaglio è obliquo, rispetto alla fronte dei tiratori che eseguono il fuoco, si fa la necessaria conversione.

Nel prendere la posizione di pronti, gli ascari di seconda riga si spostano a destra, ponendosi dietro gli intervalli della prima riga e serrando quanto è possibile su di essa, per sparare comodamente e senza pericolo di offenderla.

*Fuoco a salve.* — Il capo buluc, fatti inastare i pugnali-baionetta, fa eseguire il fuoco coi comandi indicati negli articoli 168-169 dell'istruzione individuale.

Eseguita la salve, gli ascari ricaricano l'arma e riprendono la posizione di *pronti*, senza comando.

Se si deve continuare il fuoco, il capo buluc ripete i comandi dell'articolo 169 precitato, omettendo l'indicazione dell'alzo, ove la distanza non cambi, e facendo precedere il comando di *buluc* a quello di *punt*.

*Fuoco a volontà.* — Il capo buluc comanda: 1° *Alzo abbattuto* (o *alzo...*). 2° *Fuoco*.

Gli ascari inastano il pugnale-baionetta, prendono la posizione di pronti ed eseguono il fuoco con le norme indicate all'art. 200.

Art. 203. — *Buluc disteso.* — Eseguisce il fuoco a salve od a volontà agli stessi comandi ed in modo analogo a quanto è stabilito nell'art. 202,

Art. 204. — *Cessare il fuoco.* — Si cessa immediatamente qualunque specie di fuoco al comando: *Cessate il foc*, o al segnale del fischiotto.

Ciascun ascaro avverte i suoi vicini del comando: *Cessate il foc* o del segnale del fischiotto, quando essi seguitino a sparare. Dopo cessato il fuoco tutti ricaricano l'arma, la mettono in posizione di sicurezza e abbattono l'alzo.

Durante l'esecuzione del fuoco, sempre che questo tenda ad aumentare di celerità, i capi lo fanno cessare col fischiotto e poi lo fanno riprendere col comando corrispondente.

Art. 205. — *Avvertenze.* — Nel corso dell'istruzione, ogni

volta occorra di far la carica senza che effettivamente si debba caricare l'arma e sparare, si simula di eseguire la carica e di mettere l'arme nella posizione per lo sparo: l'alzo però viene sempre regolato secondo il comando.

*Difesa contro cavalleria e attacchi avvolgenti.*

Art. 206. — Bisogna anzitutto convincere l'ascari che un attacco di cavalleria od un attacco avvolgente, mentre non possono far danno ad una fanteria che li attenda di piè fermo e faccia buon uso della propria arma, menerebbe strage di quella fanteria che si disgregasse o si lasciasse cogliere in movimento.

Contro cavalleria o contro gli attacchi avvolgenti la miglior difesa è di aspettarli di piè fermo e di riceverli col fuoco in quella qualsiasi formazione in cui si è, piuttosto che perdere tempo a passare ad un'altra anche migliore.

Un buluc è sempre in buone condizioni per resistere ad attacchi anche improvvisi di cavalleria ed attacchi avvolgenti, perchè non ha che da far fronte verso di essi o di disporsi in circolo e aprire il fuoco a conveniente distanza.

Truppa in ordine chiuso che minacciata da cavalleria o attacco avvolgente abbia ad immediata vicinanza un ostacolo non superabile da quell'arma o di non facile accesso per uomini a piedi, può valersene in quei casi in cui con certezza abbia tempo di farlo.

L'attacco di cavalleria o l'attacco avvolgente vengono segnalati con l'avvertimento: *Cavalleria* o *attacco avvolgente*, al quale, senz'altro comando, tutti inastano il pugnale-baionetta.

*Assalto e contrassalto.*

Art. 207. — L'assalto nell'offensiva e il contrassalto nella difensiva, sono gli atti con cui si risolve per mezzo dell'urto con l'arma bianca l'azione preparata generalmente col fuoco.

Il buluc può eseguire l'assalto in ordine chiuso ed in ordine sparso.

Per esercitare la truppa in tali atti, il capo buluc colloca alcuni uomini che rappresentano la fronte di un drappello avversario, e giunto alla distanza opportuna, dopo aver fatto, nella maggior parte dei casi, eseguire il fuoco, comanda: *Attenti per l'assalto, alla baionetta!*

Al primo comando si cessa subito il fuoco: al secondo tutti i soldati animati dall'esempio del capo buluc che precede la truppa e la guida all'assalto si slanciano quanto più velocemente possono sul nemico, ripetendo a gran voce il grido di guerra: *Savoia! Savoia!*

Nell'assalto il fucile è tenuto a bilanc'arm con la punta del pugnale-baionetta in alto.

« L'assalto deve essere eseguito impetuosamente e spinto « a fondo in un sol tratto col massimo vigore. Truppa che « esita o retrocede si espone a sicuro sterminio ».

Giunto sulla posizione e scacciatone l'avversario con la lotta corpo a corpo, il buluc ne occupa subito il margine verso il nemico e comincia senza indugio il fuoco di inseguimento.

Tosto che l'avversario non possa più essere efficacemente battuto, il capo buluc, per incalzarlo da vicino, rannoda la truppa intorno a sè e la riordina sul margine stesso della posizione o marciando avanti.

A tale scopo comanda: *Adunata.*

Tutti si dirigono di corsa verso di lui.

Il buluc deve essere spesso esercitato ad oltrepassare la posizione nemica, riordinarsi avanzando ed eseguire ripetuti assalti per spostare successive resistenze.

« Ove per la resistenza nemica riesca impossibile di spingere a fondo l'assalto, la truppa si gitta a terra o si ripara « in un vicino appostamento, e riprende il fuoco, rimanendo

« a stretto contatto con l'avversario in attesa di rinforzi o di occasioni propizie per avanzarsi di nuovo ».

Questo contegno, oltre ad essere più conforme ai dettami dell'onore militare e più giovevole per le successive operazioni, preserva assai meglio dalle perdite che non il volgere le spalle al nemico ed intraprendere la ritirata sotto il suo fuoco, reso ancor più micidiale dalla mancanza di un fuoco contrario che ne attenui gli effetti.

#### *Buluc isolato.*

Art. 208. — Generalmente il buluc isolato non ha bisogno di far precedere l'atto risolutivo da una lunga preparazione col fuoco. Non deve impensierirsi per la propria ritirata. Avanzarsi possibilmente al coperto e per sorpresa come gli è spesso consentito dalla sua forza anche nei terreni meno coperti, far poche scariche a brevissima distanza, e anche senza far fuoco, gittarsi impetuosamente sul nemico all'arme bianca, è il modo che nella maggior parte dei casi fa raggiungere lo scopo nel minor tempo e col minimo dei sacrifici.

#### *Istruzione di centuria.*

Art. 209. — *Generalità.* — La centuria per l'istruzione è composta normalmente di quattro buluc, ma le prescrizioni e le norme che qui si danno sono applicabili qualunque sia il numero di essi.

I buluc conservano la loro formazione come è detto all'art. 178; solo nel caso che taluno di essi sia di forza inferiore ai 14 ascari viene riunito ad altro buluc.

Nell'istruire la centuria il comandante non è vincolato a posto determinato. Pei movimenti che la centuria eseguisce come un solo buluc e che i buluc devono fare nello stesso modo e nello stesso tempo, il solo comandante dà i comandi,

premettendo l'indicazione *centuria* o *buluc*. Per le trasformazioni che richiedono movimenti differenti o successivi del buluc, i capi di questi fanno eseguire i movimenti necessari, valendosi dei comandi dell'istruzione di buluc.

Nel dare i comandi, ciascun capo buluc si volge verso il reparto per essere ben udito: se il capo buluc è in linea, si reca prima a due passi innanzi la destra (o sinistra) di esso.

#### *Formazioni e movimenti.*

Art. 210. — *Formazione della centuria.* — La centuria si ordina:

- a) *in linea*;
- b) *in colonna*;
- c) *coi buluc affiancati*.

Nel primo caso i buluc, nella formazione di fronte data all'art. 179, sono l'uno accanto all'altro nella stessa linea: il comandante la centuria sei passi avanti al centro, i comandanti le mezze centurie a quattro passi avanti la rispettiva mezza centuria.

Nel secondo caso i buluc nella formazione predetta, ma coi capi buluc a due passi avanti il centro, sono disposti parallelamente l'uno dietro l'altro, tenendo ciascuno da quello che lo precede una distanza da prima riga a prima riga, uguale al proprio fronte; il comandante la centuria a sei passi avanti al centro del buluc di testa, i comandanti delle mezze centurie quattro passi avanti al centro del buluc di testa della rispettiva mezza centuria.

Nel terzo caso i buluc, nella formazione per quattro di fianco, sono disposti parallelamente a distanza di spiegamento.

Il comandante della centuria a metà dell'intervallo fra il 2° ed il 3° buluc e sei passi avanti, i jus-basci a metà

dell'intervallo fra i due buluc della rispettiva mezza centuria, e quattro passi avanti.

Art. 211. — *Avvertenza.* — Quando la centuria in linea eseguisce il dietro front, entrano in prima riga, oltre le guide, anche i capi buluc.

Quando la centuria in linea di fianco eseguisce il dietro front, i comandanti le mezze centurie ed i comandanti i buluc, dopo eseguito il movimento si portano in testa ai loro reparti.

### *Linea.*

Art. 212. — *Numerare le file.* — La numerazione delle file è fatta in ciascun buluc nell'atto in cui la centuria si riunisce.

Art. 213. — *Allineamento.* — Si fa coi comandi e modi analoghi a quelli indicati per il buluc.

Art. 214. — *Marcia.* — La direzione della marcia spetta normalmente alla guida di destra.

Art. 215. — *Cambiamento di fronte.* — La centuria ferma o in marcia cambia di fronte come il buluc: Centuria a destra (o sinistra) *marc'*.

Art. 216. — *Passare dalla linea alla colonna.* — Stando la centuria in linea il comandante comanda: Colonna di centuria sul buluc di *destra* (o *sinistra*).

Il comandante del primo buluc avverte il buluc di star fermo. Gli altri buluc si mettono subito in colonna dietro al primo coi comandi dati dai rispettivi comandanti: Buluc fianco destr e per fila destr *marc'*.

I buluc percorrendo la via più breve si incolonnano alla distanza prescritta, e quando sono coperti col buluc di base, i capi buluc comandano: Buluc *alt.* Front a *sinistr front.*

Stando la centuria in linea, il comandante comanda: Buluc a destra (sinistra) *marc'*.

Al comando di avvertimento i capi buluc si portano davanti al centro del buluc e ripetono: Buluc a destra (o sinistra), movimento che si eseguisce al marc' del comandante. Compiuta la conversione: Centuria *alt*, oppure: Avanti *marc'*.

La centuria ferma o in marcia di fronte: Dal buluc di destra (o sinistra) *avanti in colonna*.

Il capo del buluc di base, se la centuria è ferma, mette in marcia il suo riparto, gli altri successivamente conducono di corsa le rispettive sezioni al loro posto in colonna con movimento di fianco, le richiamano di fronte e poi fanno riprendere la marcia al passo quando hanno la prescritta distanza.

Art. 217. — *Disporsi coi buluc affiancati*. — La formazione si prende avanzando con movimenti di buluc di fianco e per fila: Buluc affiancati fianco destr (o sinistr).

Art. 218. — *Disporsi in linea di fianco nella stessa direzione*. — La centuria ferma o in marcia: Centuria fianco destr (o sinistr) e per fila sinistr (o destr) *marc'*.

#### *Colonna.*

Art. 219. — *Allineamento*. — *Destr* (o sinistr) riga.

I capi buluc si recano a destra (o sinistra) delle loro sezioni, a due passi infuori, le allineano rettificando, quando occorre, i lievi errori di posizione rispetto alla sezione che precede, e ritornano al loro posto al *fissi* del comandante della centuria.

Quando sia necessario di correggere prima la posizione della guida di destra (o sinistra), si comanda: Guide di destra (o sinistra) sulla *linea*.

Le guide chiamate si recano in fuori, secondo le indicazioni del comandante si coprono dietro la guida di testa, e prendono l'esatta distanza da essa.

Rettificata la posizione delle guide, la centuria viene allineata coi comandi suddetti.

Art. 220. — *Marcia.* — La direzione della marcia spetta normalmente alla guida di destra della sezione di testa. Le guide dalla parte della direzione devono essere sempre coperte fra di loro e alla prescritta distanza. Eventuali errori in direzione o in distanza sono da esse corretti a grado a grado per non produrre disordini nelle sezioni. Giova che il punto di direzione sia dato altresì alla guida della seconda sezione.

La colonna si volge e marcia di fianco, e quindi cambia di direzione per mezzo di comandi identici a quelli di buluc.

Art. 221. — *Cambiamento di fronte.*

a) Se la centuria è in marcia: Centuria a destra (o sinistra).

Al comando del suo capo, la sezione di testa converge subito e riprende la marcia diretta quando giunge nella direzione indicata: le altre fanno successivamente altrettanto, cominciando a convergere, e a riprendere la marcia diretta nel punto in cui ciò è stato eseguito dalla sezione precedente;

b) se la centuria è ferma, prima si mette in marcia e subito dopo si fa seguire il comando suddetto.

Art. 222. — *Formare la linea.* — La centuria in colonna, ferma o in marcia, il comandante la rimette in linea in direzione perpendicolare alla primitiva, col comando: Buluc a destra (o sinistra) *marc'*.

Si rimette in linea con fronte uguale alla direzione primitiva col comando: A sinistra (o destra) *spiegate*.

Se la centuria è ferma, il buluc di testa sta fermo ed il suo capo si colloca a destra. Le altre sezioni spiegano a sinistra (o destra) con gli opportuni comandi, per venirsi a collocare all'altezza della prima sezione nella formazione di linea.

Se la centuria è in marcia, il buluc di testa seguita a marciare e gli altri eseguono i movimenti sopra descritti;

di corsa, e si rimettono di passo tosto arrivati sulla linea del buluc di base.

Art. 223. — *Disporsi coi buluc affiancati.* — Si pone prima la colonna di fianco e poi si fa eseguire una conversione.

Art. 224. — *Disporsi in linea di fianco.* — La colonna in marcia:

a) Buluc fianco destr' (o sinistr') e per fila sinistr' (o destr');

b) Per proseguire la marcia in linea di fianco in direzione perpendicolare alla primitiva: Buluc di testa fianco destr' (o sinistr').

Il capo buluc indicato fa eseguire subito il movimento, e gli altri successivamente quando arrivano sul posto dove lo ha eseguito il buluc di testa.

*Centuria in linea di fianco.*

Art. 224 bis. — *Cambiamento di direzione.* — Centuria per fila destr') o sinistr') *marc.*

Art. 225. — *Formare la colonna:*

a) la centuria ferma od in marcia, si dispone in colonna nella stessa direzione al comando: Buluc in linea sinistr' (o destr') *marc*; ovvero, successivamente, al comando: Buluc di testa in linea sinistr' (o destr');

b) la centuria in marcia si forma in colonna in direzione perpendicolare a quella di marcia, col comando: Buluc di testa fronte a sinistr' (o destr').

Il capo della sezione indicata fa eseguire subito il movimento, gli altri chiamano successivamente le loro sezioni di fronte quando sono coperte colle precedenti.

Art. 226. — *Disporsi coi buluc affiancati.* — A destra (o sinistra) buluc affiancati.

Il buluc di destra (o sinistra) non si muove, se da fermo, o prosegue nella stessa direzione se la centuria è in marcia. Gli altri con movimento obliquo prendono la formazione comandata.

*Centuria coi buluc affiancati.*

Art. 227. — *Marcia.* — La direzione è generalmente affidata alla guida di testa del buluc di destra.

Nella marcia in questa formazione, la quale è specialmente adatta per manovrare in terreni frastagliati, non è necessario che siano esattamente mantenuti gli intervalli: ciascuna sezione può allargarli più o meno secondo che il terreno richiede.

Art. 228. — *Cambiamento di fronte.* — Centuria a destra (o sinistra) *marc.*

I capi dei buluc e le guide convergono: le retrostanti quadriglie seguono il movimento, obliquando alquanto verso l'ala marciante.

Art. 229. — *Formare la linea.* — La centuria ferma o in marcia: Buluc in linea destr' (o sinistr') *marc.*

Art. 230. — *Formare la colonna.* — Si fa prima una conversione e poi si volgono i buluc di fronte.

Art. 231. — *Disporsi in linea di fianco.* — Dal buluc di destra (o di sinistra) avanti in linea di fianco.

*Esercizi per il combattimento.*

Art. 232. — *Generalità.* — Il comandante la centuria, sia questa o no seguita da un trombettiere, sta ove può meglio comandare, dirigere e vigilare; al momento dell'assalto e del contrassalto si porta in linea nel punto più opportuno per concentrare lo sforzo maggiore ed animare la truppa con l'esempio.

Art. 233. — La centuria si dispone *normalmente* stendendo ad un tempo tutti i suoi buluc; la brevità della distanza a cui si apre il fuoco e la conseguente rapidità dell'azione non consentendole distrarne alcuno.

La centuria in catena ha la seguente formazione: i buluc distesi, come si è detto, all'art. 194, sono sulla stessa linea a cinque passi di intervallo; il buluc-basci sta sempre avanti al buluc e ne regola coll'esempio l'andatura e la direzione. Per il fuoco il buluc-basci prende la posizione indicata all'art. 201.

La centuria si distende e si serra coi comandi indicati negli articoli 194 e 197, regolandosi i buluc nella centuria come gli individui nel buluc.

Similmente la centuria distesa marcia avanti, indietro e di fianco, e si ferma e cambia fronte con i comandi adottati nella istruzione di buluc. Dovendo cambiar fronte, però, il comandante fa prima eseguire la conversione dal buluc di base e quindi chiama sulla nuova linea gli altri buluc col comando: Centuria a destra (o sinistra) *marc.*

Nella marcia la direzione è sul buluc indicato col comando: *Guida sul* (tale) *buluc.*

### *Fuochi.*

Art. 234. — *In ordine chiuso.* — Il comandante fa eseguire il fuoco a salve ed a volontà dall'intera centuria coi comandi stessi della scuola di buluc (art. 201), sostituendo all'avvertimento *buluc* l'avvertimento *centuria.*

Per fare eseguire il fuoco a salve od a volontà per buluc, comanda:

(Tale) *buluc* (oppure tali buluc) fuoco a salve (oppure fuoco a volontà) alzo abbattuto (o alzo...), ed i capi buluc fanno eseguire il fuoco con le norme date nell'istruzione di buluc sugli obbiettivi a ciascuno indicati dal comandante la centuria.

Art. 235. — *Difesa contro cavalleria.* — Valgono in genere per la centuria che debba difendersi contro cavalleria le stesse norme date per il buluc.

Art. 236. — *Difesa contro gli attacchi avvolgenti.* — Gli ufficiali subalterni eserciteranno spesso le centurie alla difesa contro attacchi avvolgenti, tenendo come regola che i movimenti da farsi debbono essere rapidissimi, sotto pena di riuscire nocivi anzichè utili. Se la colonna è in marcia e l'attacco è improvviso, può essere utile fronteggiare con due righe un lato, con le altre due il lato opposto; le due quadriglie di testa manterrebbero il loro fronte, le due di coda farebbero dietro-front.

Art. 237. — *Assalto e contrassalto.* — Valgono le norme date all'art. 207.

#### *Istruzione di compagnia.*

Art. 238. — Le prescrizioni e le norme contenute nel regolamento di esercizi per la fanteria (11 febbraio 1892) riguardante l'istruzione di battaglione, sono applicabili alle compagnie indigene, tenendo conto delle varianti contenute nel presente regolamento.

Art. 239. — In considerazione delle speciali condizioni in cui possono trovarsi ad agire le truppe della colonia, la compagnia sarà sovente esercitata a disporsi in quadrato.

Questa formazione però non deve essere intesa nello stretto significato geometrico, ma va adattata volta per volta al terreno ed alle circostanze, in modo da aumentare la coesione delle truppe, e da essere in grado di far fronte, in ogni momento, ad un nemico con forte superiorità numerica, da qualunque parte esso si presenti.

In terreno insidioso, ed in vicinanza di un nemico che non disponga di armi da fuoco, la formazione in quadrato può essere un buon ordine di marcia: ed è tassativamente prescritta tutte le volte che la truppa pernotta in aperta campagna.

I comandanti di compagnia fanno prendere questa forma-

zione per mezzo di ordini o di comandi regolamentari, e debbono evitare assolutamente il frammischiamento delle centurie.

#### *Marce.*

Art. 240. — In marcia dopo il comando: *passo di strada*, gli ascari non hanno posto vincolato nel buluc, e porto d'arme libero.

Art. 241. — Non possono allontanarsi dalle righe senza il permesso del proprio comandante di buluc.

Art. 242. — In marcia a passo di strada, non si rendono onori.

#### *Riviste e parate.*

Art. 243. — La fanteria indigena sfila normalmente di passo.

a) Una centuria sfila in parata formata in colonna di buluc, su due righe a distanza di 20 passi.

Il comandante di centuria ad 8 passi avanti al buluc di testa; il comandante di buluc 4 passi avanti al rispettivo buluc;

b) Una compagnia sfila in parata in colonna di buluc su due righe a distanza di 20 passi.

Il comandante della compagnia a 12 passi avanti alla sezione di testa.

Art. 244. — Ordinata la truppa in colonna e secondo la formazione prescritta, il suo comandante la conduce ad una distanza di 200 passi dalla persona dinanzi alla quale deve sfilare.

Art. 245. — Il comandante della truppa chiama quindi le guide di destra o di sinistra delle sezioni, disponendole in modo che la direzione di sfilamento passi avanti alla persona a cui si sfila alla distanza di almeno 10 passi.

Art. 245 *bis*. — Al comando di *guide di destra* (o *sinistra*)

sulla linea, le guide di destra (o sinistra) di ciascuna sezione si coprono dalla parte indicata, avendo cura di prendere fra loro la distanza di 10 passi.

Allineate le sezioni, il comandante della truppa dà il comando: Per sfilare in parata guida destr' (o sinistr'), a distanza.

La sezione di testa parte seguita successivamente dalle altre nel modo sopradetto, e tostochè abbiano da quella che le precede la prescritta distanza.

Art. 246. — Giunto a 6 passi dalla persona innanzi alla quale si sfila, il comandante della truppa saluta con la sciabola e rimette la sciabola alla spalla dopo di avere oltrepassato di altrettanti passi.

I comandanti delle sezioni danno il comando: Attenti a destr' (o sinistr'), successivamente quando giungono a 6 passi dalla persona davanti alla quale si sfila.

Art. 247. — Al comando di: attenti a destr' (o sinistr'), tutti, meno la guida incaricata della direzione, volgono con vivacità la testa verso la persona innanzi a cui si sfila fissandola con lo sguardo.

Art. 248. — Se dopo lo sfilamento si devono rendere gli onori alla persona che ha passato la rivista, all'atto della paratenza, le truppe si dispongono a seconda degli ordini che verranno dati.

#### ISTRUZIONE SUL TIRO.

Art. 249. — *Generalità.* — Questa istruzione ha lo scopo di abilitare l'ascari a servirsi efficacemente della propria arma nel combattimento e di insegnare ai graduati come debbasi dirigere e regolare il fuoco di fucileria per trarne l'effetto utile maggiore.

Art. 250. — Essa è divisa in due parti:

Parte prima, scuola di puntamento;

Parte seconda, scuola di tiro al bersaglio.

Art. 251. — È dovere degli ufficiali tutti di sviluppare e di mantenere viva nella truppa la passione pel tiro al bersaglio,

## PARTE I.

### *Scuola di puntamento.*

Art. 252. — *Nozioni preliminari.* — Nella scuola di puntamento si insegna a dirigere la linea di mira nel segno, a puntare con scioltezza e a mirare con precisione in tutte le posizioni dalle quali l'ascari può sparare, a scattare senza muovere l'arma, a caricare e sparare con cartucce a pallottola, e infine a riparare gli inconvenienti che possono verificarsi nella carica e nello sparo.

Art. 253. — Con questi esercizi si deve fare acquistare all'ascari tale abitudine e sveltezza nel puntare e mirare, che appena egli porta l'arma alla spalla abbia quasi istintivamente la linea di mira diretta al segno.

Art. 254. — Nei vari esercizi della scuola di puntamento gli ascari non devono armare il percussore nè produrre lo scatto se non quando viene loro ordinato dall'istruttore.

Art. 255. — Tutte le volte che nel corso di questa istruzione occorra scattare senza che l'arma sia carica con cartuccia a pallottola, l'istruttore farà introdurre prima una cartuccia d'esercitazione nella camera, affinchè il percussore non soffra guasti.

Art. 256. — Prima di cominciare l'istruzione, l'istruttore visiterà sempre le armi.

Art. 257. — Gli esercizi di questa scuola è bene siano fatti sempre in luoghi aperti.

Art. 258. — L'istruttore sarà breve e chiaro nelle spiegazioni, adattandole all'intelligenza dell'ascari, e molto paziente nelle correzioni per non disgustarlo di un esercizio che im-

porta sia eseguito con piacere, senza di che sarà difficile ottenere buoni risultati.

Art. 259. — L'insegnamento della scuola di puntamento alle reclute deve procedere alla pari con quello della carica e dei fuochi, di cui nel regolamento d'esercizi (dall'art. 164 al 171), poichè essi si completano a vicenda.

Il fondere i due insegnamenti in un insieme logico e lo stabilirne il razionale svolgimento, è compito che spetta al comandante di centuria, come pure a lui spetta di fissare in quale misura gli anziani debbano ripetere quegli esercizi che non sono per loro tassativamente indicati.

Art. 260. — Per ritrarre un reale profitto dagli esercizi di questa scuola, bisogna non stancare l'ascari, prolungandoli di soverchio, nè tediare con inutili ripetizioni di cose, che, una volta comprese, non si dimenticano più.

Art. 261. — *Puntamento al cavalletto.* — Il puntamento al cavalletto ha lo scopo di insegnare agli ascari come debba essere situata l'arma e come debba essere diretta la linea di mira rispetto al segno.

Art. 262. — L'istruttore colloca un fucile orizzontalmente sul cavalletto, e quindi spiega agli ascari che l'arma non deve pendere nè a destra nè a sinistra, e che la visuale determinata dalla linea di mira deve passare pel segno a cui si vuol mirare.

Quando l'arma fosse inclinata a destra, la pallottola andrebbe a destra; andrebbe a sinistra, qualora l'arma fosse inclinata a sinistra.

Art. 263. — L'istruttore colloca l'arma sul cavalletto col ritto abbattuto, la dispone egli stesso ben diritta nel segno, indi chiama un ascario per volta, e senza che questi tocchi l'arma, gli fa abbassare la testa presso l'impugnatura ed osservare come debba essere disposta la linea di mira rispetto al segno che si prende di mira.

Art. 264. — Quando tutti gli ascari avranno osservato più

volte l'arma diretta nel segno dall'istruttore, questi farà ripetere da ciascuno di loro quanto egli ha eseguito, e verificherà con gran cura la posizione dell'arma e la direzione della mira, facendo vedere all'ascari gli errori commessi e il modo di correggerli.

Art. 265. — Questo esercizio sarà ripetuto con le linee di mira di 275 e 400 metri e collocando il segno a distanza piuttosto grande, per rendere evidente all'ascari come il più piccolo movimento dell'arma basti a far deviare la linea di mira.

Art. 266. — Può succedere alcune volte che l'ascaro incontri difficoltà a fermare l'arma sul cavalletto in tale posizione che la visuale determinata dalla linea di mira venga a passare esattamente pel segno; in questi casi l'istruttore dovrà contentarsi che l'ascaro indichi con precisione dove la visuale passa rispetto al segno: ciò basta a provare come egli abbia compreso che cosa sia il mirare, quindi lo scopo di questo esercizio è raggiunto.

Art. 267. — *Puntamento a braccio sciolto.* — La posizione di « punt » descritta nell'art. 169 del regolamento d'esercizi sarà già stata imparata dall'ascari; ora si deve insegnargli a mirare da tale posizione, ad applicare cioè da « punt » quanto egli apprese negli esercizi di puntamento al cavalletto.

L'istruttore fa vedere la posizione, poi fa avanzare ciascun ascario, coi dovuti comandi lo mette a « punt » prescrivendogli di dirigere la linea di mira nel segno, e ne corregge tutti i difetti.

Art. 268. — Egli spiega che di massima l'arma deve essere spianata in direzione ed all'altezza dell'oggetto da mirare, e che una volta presa la mira bisogna mantenere l'arma immobile sino all'istante di far partire il colpo.

Art. 269. — Questo esercizio sarà eseguito da ciascun ascario a comando e a volontà, poi dal buluc riunito a comando.

Si adopereranno progressivamente le due linee di mira e si inasterà sovente il pugnale-baionetta.

Art. 270. — *Puntamento in ginocchio o seduti a terra ed all'appoggio — Scatto dell'arma.* — Con le stesse norme indicate nell'articolo precedente, l'istruttore eserciterà gli ascari a puntare e mirare in tutte le posizioni ammesse dal regolamento di esercizi agli articoli seguenti.

Art. 271. — L'istruttore spiega come si proceda per fare scattare l'arma, attenendosi a quanto è prescritto negli articoli 169 e 170 del regolamento d'esercizi.

Art. 272. — Quando l'ascaro si sarà fatta un'idea esatta della precisione necessaria per ottenere lo scatto e saprà eseguirlo mantenendo l'arma immobile, anche a braccio sciolto, si riuniranno le tre azioni del puntare, mirare e scattare, le quali costituiscono nell'insieme quanto è necessario sappia eseguire il tiratore per colpire il bersaglio.

Art. 273. — Qualora taluno provi molta difficoltà nel mantenere l'arma a « punt » per il tempo necessario a ben mirare, conviene che diriga la linea di mira alquanto più basso, alzi con un movimento lento ed uniforme la bocca dell'arma, e faccia partire il colpo quando la linea di mira giunge nel segno.

Art. 274. — Tutti gli ascari dei buluc eseguiranno questo esercizio a braccio sciolto e lo ripeteranno dalle posizioni indicate all'art. 280 e con due linee di mira, sia a volontà, sia a comando.

Art. 275. — *Puntamento e scatto dell'arma.* — Per abituare gli ascari a puntare e mirare non solo con precisione, ma anche con una certa scioltezza, l'istruttore fa eseguire i seguenti esercizi:

a) essendo in piedi e in una posizione qualunque dell'arma, mirare ad un oggetto che trovasi di fronte, rimanendo in piedi o prendendo prima la posizione in ginocchio (o seduti) o quella di « a terra »;

b) ripetere questo esercizio mirando ad un oggetto che trovasi obliquamente a destra od a sinistra;

c) dalla posizione a terra venire alla posizione in ginocchio (o seduti) od in piedi, mirando in qualunque direzione;

d) essendo in marcia, al passo o alla corsa, fermarsi e mirare a destra, a sinistra od innanzi, prendendo la posizione che vorrà il tiratore.

Art. 276. — Gli ascari dovranno sempre armare l'otturatore prima di venire a « punt », e scattare appena la mira sia diretta nel segno.

L'istruttore esigerà soprattutto che la posizione di « punt » sia presa rapidamente ed esattamente e che l'arma sia immobile nel momento dello scatto.

Art. 277. — *Tiro con cartucce d'esercitazione.* — L'istruttore e l'ascari che eseguisce questo esercizio sono provvisti ciascuno di tre cartucce d'esercitazione.

Art. 278. — L'istruttore spara dalla posizione di « punt » a braccio sciolto 3 cartucce d'esercitazione, regolando la celerità in modo che i tre spari siano eseguiti in un minuto all'incirca.

Art. 279. — Quindi fa ripetere individualmente lo stesso esercizio da tutti gli ascari, adoperando i comandi prescritti nell'art. 169 del regolamento d'esercizi e variando la linea di mira.

Art. 280. — Analogamente si procederà dalle posizioni di « in ginocchio » (o seduti) e di « a terra ».

Art. 281. — Infine l'istruttore farà eseguire a tutto il buluc alcune salve (regolamento d'esercizi, art. 202) dalle diverse posizioni di « punt », regolando la celerità dei comandi in modo che si giunga a compiere dalle due alle tre salve in un minuto.

Art. 282. — Nella maggior parte degli esercizi sopra in-

dicati, quando gli ascari vi avranno acquistato bastante abilità, si faranno inastare i pugnali-baionetta.

Art. 283. — L'istruttore farà comprendere agli ascari che l'effetto del tiro dipende non dal numero degli spari, ma da quello delle pallottole che colpiscono il bersaglio; quindi in nessun caso la celerità del fuoco deve tornare a scapito della precisione nel mirare.

« Per i pochi casi eccezionali » nei quali potesse occorrere una certa rapidità di tiro, l'istruttore insegnerà all'ascari a far uso della scatola serbatoio.

Art. 284. — *Modo di riparare ad inconvenienti che possono succedere nella carica e nello sparo.* — Nella carica e nello sparo con cartuccia da esercitazione, da salve ed a pallottola possono succedere gli inconvenienti che si enumerano nel presente paragrafo. Sarà quindi opportuno che l'ascaro conosca, anche prima che avvengano, in che cosa tali inconvenienti consistono e il modo di ripararvi.

Art. 285. — Può succedere l'inconveniente dello scatto a vuoto. In questo caso si farà scattare l'arma una seconda volta, e se si avrà ancora lo scatto a vuoto si cambierà cartuccia. Quando si rinnovasse più volte con lo stesso fucile, l'inconveniente dipenderebbe o da fecce che impediscono la libera corsa del percussore, o da perdita della forza elastica della molla spirale, o da parziale svitamento della calotta. Si ripara al primo di tali difetti con la pulitura del cilindro, al secondo col cambio della molla spirale, ed al terzo col'avvitare interamente la calotta.

Quando però non si abbia una molla spirale di ricambio, si può ridonare per breve tempo maggiore forza alla molla, allungandola con leggero sforzo della mano. Se la molla spirale è rotta, non ha luogo lo scatto e bisogna quindi cambiare la molla.

Art. 286. — Può accadere talvolta che si accenda la capsula senza avere forza sufficiente per determinare la com-

bustione della polvere, ma bastante per distaccare la pallottola dal bossolo e farla avanzare qualche poco nella canna. In generale la pallottola non oltrepassa interamente la camera, quindi l'ascaro si accorge della sua presenza quando vuol ricaricare l'arma. Però, se la pallottola, per caso raro, ma possibile, è entrata per intero nella canna, allora sparando un'altra cartuccia si corre il pericolo dello scoppio dell'arma. È quindi indispensabile che quando estrae la cartuccia, dopo il secondo scatto a vuoto, l'ascaro si assicuri se la pallottola è rimasta nell'interno. E dovrà fare lo stesso allorchè nello sparo non senta rinculo o ne senta uno leggerissimo, ciò che indica non essere avvenuta regolarmente l'accensione della cartuccia.

Se la pallottola è rimasta nella canna, si eseguirà quanto è detto all'art. 288, semprechè non si incontri resistenza soverchia, nel qual caso è preferibile cambiare l'arma.

Art. 287. — Per la forte aderenza del bossolo alla camera, avviene talvolta che si stenta a tirare indietro l'otturatore o che non si riesce ad ottenerne la completa rotazione. Nel primo caso, disposta l'arma a piombo, si batteranno forti colpi sul manubrio col palmo della mano; nel secondo si farà lo stesso, tenendo però l'arma a « crociat' et ». Non si dovranno mai adoperare pezzi di legno o corpi duri.

Art. 288. — Per espellere dalla camera un bossolo il quale sfugga all'azione dell'estrattore, si deve impiegare la bacchetta, introducendola dalla parte della testa nella bocca della canna e battendo con essa leggeri e replicati colpi sul bossolo, finchè questo non venga spinto fuori dalla camera.

Art. 289. — Quando si tratta di estrarre una cartuccia carica che sfugge all'azione dell'estrattore, l'operazione deve sempre eseguirsi in presenza di un graduato e nel modo seguente:

Si toglie prima di tutto l'otturatore, quindi, sostenendo con la mano sinistra l'arma orizzontale con l'apertura di carica-

mento in alto, si introduce con la destra la bacchetta nella canna e con leggeri colpi si smuove e si spinge indietro la cartuccia, finchè essa risulti in corrispondenza dell'apertura di caricamento. Rovesciando poi l'arma, si fa cadere la cartuccia nella mano.

Art. 290. — Si raccomanderà poi e si sorveglierà che non si lasci cadere a terra alcuna cartuccia, e si ripulisca accuratamente qualora fosse caduta.

Art. 291. — Nell'atto dello sparo può inoltre accadere che si distacchi il fondello del bossolo, sicchè rimanga nella camera la sua parte tubolare. In questo caso ne sarà fatta l'estrazione del buluc-basci munito di estrattore di bossoli nel modo seguente:

Si tira indietro l'otturatore; s'introduce la testa dell'estrattore nel bossolo rimasto entro la camera; si spinge avanti l'otturatore per fare avanzare l'estrattore finchè la testa tronco-conica oltrepassi la bocca del bossolo; si tira indietro l'otturatore. Ciò fatto, battendo leggeri colpi sulla testa dell'estrattore con la bacchetta introdotta dalla bocca della canna, si obbliga l'estrattore unitamente al bossolo sfondato ad uscire dalla camera.

Quando il bossolo si sia avanzato nell'anima per modo che l'estrattore introdotto dalla calotta non arrivi a contrastare con la sua testa tronco-conica contro la bocca del bossolo, allora s'introduce l'estrattore dalla bocca dell'anima, e si spinge con la bacchetta finchè giunga nella culatta mobile portando seco il bossolo sfondato.

## PARTE II.

### *Scuola di tiro al bersaglio.*

Art. 292. — *Tiri semestrali - Generalità.* — La scuola di tiro al bersaglio ha lo scopo di fare acquistare e conservare alla generalità degli ascari una sufficiente abilità del tiro.

Essa comprende:

- 1° il tiro individuale;
- 2° il tiro collettivo;
- 3° (qualora sia possibile) alcune esercitazioni tattiche di tiro di centuria e di compagnia.

Art. 293. — La troppa rapidità nella successione delle varie sedute di tiro, come le prolungate interruzioni fra di esse, sono dannose ai risultati che questa scuola si propone di conseguire.

Art. 294. — I jus-basci eseguono le sei lezioni di tiro individuale con la centuria alla quale appartengono.

Art. 295. — *Norme per l'esecuzione del tiro individuale e del tiro collettivo.* — Il tiro individuale è eseguito per centuria e sotto la diretta sorveglianza del rispettivo ufficiale subalterno. Il tiro collettivo è invece eseguito (quando possibile) sotto la direzione del comandante della compagnia.

Art. 296. — I capi buluc passeranno sempre, prima e dopo il tiro, l'ispezione delle armi.

Art. 297. — La truppa sarà ripartita pel tiro, come sempre, per buluc organici.

Art. 298. — La centuria potrà impiegare dalle due alle quattro linee di tiro.

Art. 299. — Il buluc cui tocca a sparare sarà disposto di fronte al bersaglio una ventina di passi dietro al luogo destinato pel tiratore.

Art. 300. — Uno stesso individuo non eseguisce, in massima, più di due lezioni in un solo giorno.

Art. 301. — Per l'esecuzione del tiro si farà normalmente uso degli specchi e delle bandiere. Alla sicurezza del poligono di tiro provvede l'ufficiale a mezzo di bandiere e di ascari convenientemente disposti.

Art. 302. — Quando tutto è pronto, si avanzano gli ascari ai quali spetta di sparare, prendono la posizione prescelta,

ed, ai comandi regolamentari prescritti, eseguiscano la lezione di tiro.

Pei punti ottenuti da ciascun tiratore, il comandante della centuria tiene nota nell'apposito registro.

Art. 303. — Nelle lezioni di tiro individuale è vietato fare al tiratore correzioni o raccomandazioni che non siano indispensabili per ovviare possibili disgrazie.

Art. 304. — Nel tiro individuale gli scatti a vuoto sono sempre sostituiti.

Art. 305. — Le lezioni del tiro collettivo si eseguiscano analogamente a quelle del tiro individuale per tutto quanto concerne le norme per l'esecuzione del tiro, avvertendo però che i risultati si constatano portando sul posto dei bersagli lo stesso reparto che ha sparato, e dopo che questo abbia ultimato il numero di spari prescritto dallo specchio n. 2. Detti risultati il comandante della centuria li segna sull'apposito registro n. 2.

#### *Tiro delle reclute.*

Art. 306. — *Lezioni di tiro.* — Appena ultimate le istruzioni della parte prima del presente regolamento e la istruzione individuale del regolamento d'esercizi, le reclute incominciano il tiro individuale a bersaglio per esse speciale, secondo le modalità indicate nello specchio seguente.

Art. 307. — Le lezioni si eseguiscano una per giorno, nell'ordine in cui sono iscritte nella tabella. Non si deve eseguire una lezione se non si è fatta la precedente.

Art. 308. — Questo tiro deve finire in tempo perchè le reclute, fuse con gli anziani, possano prendere parte al tiro individuale del semestre in corso, sempre quando gli anziani non abbiano eseguite più di tre lezioni.

## SPECCHIO N. 1.

## Tiro delle reclute.

Lezioni	Distanza	Linea di mira	Punto da mirare	Posizione del tiratore	Specie del fuoco	Numero degli spari	Specie del bersaglio	Disposizione del bersaglio	Annotazioni
1 <sup>a</sup>	50	alzo abbattuto	otto a' cento	in piedi all'appoggio	ordinario a volontà	5	bersaglio di scuola	col lato minore a terra	
2 <sup>a</sup>	100	id.	id.	in ginocchio	id.	5	id.	id.	
3 <sup>a</sup>	100	id.	id.	seduto	id.	5	id.	id.	

SPECCHIO N. 2.

Delle lezioni di tiro da eseguirsi semestralmente

(1.<sup>o</sup> semestre: ottobre-marzo - 2.<sup>o</sup> semestre: aprile-settembre).

Lezioni	Distanza del bersaglio	Linea di mira	Punto di mira	Posizione del tiratore e forma di ripetizione	Specie del fuoco	Numero degli spari	Specie dei bersagli	Disposizione dei bersagli	Numero dei bersagli	Particolarità
<b>TIRO INDIVIDUALE</b>										
1. <sup>a</sup>	150	alzo abbattuto	sotto il centro	a volontà	or. dinario	5	di scio a terra	lato minore a terra	—	
2. <sup>a</sup>	200		*	*	*	5	*	*	—	
3. <sup>a</sup>	100		*	in piedi	*	5	*	*	—	
4. <sup>a</sup>	100		*	combaro, cetta in piedi	*	5	sagoma in piedi	—	—	
5. <sup>a</sup>	100		*	a volontà	*	5	id. n. g. spochio	—	—	
6. <sup>a</sup>	100		*	*	*	5	id. a terra	—	—	
<b>TIRO COLLETTIVO</b>										
1. <sup>a</sup>	200	alzo abbattuto	sotto il centro	ci. tena ordinaria in ginocchio	or. dinario	5	di scuola	lato maggiore a terra	sei	Lezione di baluce.
2. <sup>a</sup>	250		*	id. n. g.	*	5	id. e sagoma in piedi	lato minore a terra	5	Lezione di mezza centuria.
3. <sup>a</sup>	300		*	ordine chiuso	a salve	8	a scelta comandanti compagni	—	—	Lezione di centuria. Poiché la lezione sarà fatta con l'arma di tiro, in ta caso il fuoco comincerà a 300 m. di ca. cam- bia di spaci e si farà ne vari spazi che compirà la cenuria

Art. 309. — *Premi.* — Per avvivare negli ascari l'amore al tiro e per suscitare in essi l'emulazione a perfezionarvisi, sono stabiliti premi da conferirsi ai migliori tiratori.

Art. 310. — Essi si distinguono in:

- 1) premi di lezione;
- 2) premi di gara;
- 3) distintivi da tiratore scelto.

*Premi di lezione.*

a) In ogni lezione del tiro individuale saranno dati premi di lezione di 30 centesimi ciascuno al decimo dei tiratori presenti, esclusi i jus-basci. Se il decimo è un numero frazionario, la frazione si conta per uno.

*Premi di gara.*

b) Compite tutte le lezioni del tiro semestrale, in ogni centuria sarà fatta una gara alla quale saranno ammessi tutti coloro che nelle sei lezioni di tiro individuale avranno ottenuto un totale di 60 punti, e colpito per ogni lezione almeno una volta il bersaglio.

Si eseguirà la seconda lezione del tiro individuale e saranno concessi tre premi, per ordine di merito, ai migliori tiratori, e cioè:

- |    |        |          |      |
|----|--------|----------|------|
| 1° | premio | T. M. T. | 2;   |
| 2° | »      | »        | 1;   |
| 3° | »      | »        | 1/2. |

*Distintivi del tiratore scelto.*

c) In ogni centuria sarà conferito il distintivo di tiratore scelto a ciascuno dei primi sei ascari e graduati che avrà ottenuto un maggior numero di punti, sommando i ri-

sultati del tiro di classificazione con quello della gara sopra-  
detta.

Il tiratore scelto che non riesce tale durante due seme-  
stri consecutivi, perde il distintivo di tiratore scelto.

Art. 311. — *Avvertenza.* — La scuola del tiro al bersaglio, che ha la massima importanza per qualsiasi truppa, è, fra le istruzioni che utilmente si possono fare agli indigeni, quella che merita la maggiore assiduità. È per tal motivo che i comandanti di centuria e di compagnia si interesseranno affinchè in ogni semestre siano sempre e da tutti eseguite le lezioni prescritte, anche quando ciò dovesse, a causa di imprevisti e prolungati servizi, andare a scapito di altre istruzioni.

*Bersagli ed accessori.*

Art. 312. — *Bersaglio di scuola.* — È un cartellone ret-  
tangolare, largo m. 1.20 e alto m. 1.80, fatto di carta bigia  
incollata su tela. Nel mezzo del rettangolo son descritte due  
circonferenze concentriche, col diametro di cm. 40 l'una, e  
cm. 80 l'altra; nel centro dei due circoli se ne descrive un  
terzo, del diametro di cm. 10, che costituisce il segno di  
mira. La superficie anulare compresa fra le due circonfere-  
nze, avente l'una cm. 40 e l'altra cm. 80 di diametro, va  
ricoperta con carta bianca.

Art. 313. — *Bersaglio sagomato n. 1 (ascari a piedi).* — È  
un rettangolo di carta bianca incollata su tela, avente cm. 45  
di base per m. 1.65 di altezza, sul quale è disegnata in color  
nero la figura di un ascario nella posizione di « punt in piedi ».

Art. 314. — *Bersaglio sagomato n. 2 (ascari in ginocchio).*  
— Come sopra, dimensioni cm. 45 per m. 1.05. Figura di  
ascari nella posizione di « punt in ginocchio ».

Art. 315. — *Bersaglio sagomato n. 3.* — Come sopra. Di-  
mensioni cm. 50 per 45. Figura di ascari nella posizione di  
« punt a terra ».

Art. 316. — Per segnalare i risultati del tiro occorrono per ciascun segnatore tre banderuole: una rossa, una nera, una bianca, ed una tavoletta per dischi da otturare i fori.

Art. 317. — Per ogni coppia di segnatori occorre inoltre un recipiente con colla e l'occorrente numero di dischi, del voluto colore.

Art. 318. — Le banderuole sono formate con bacchette lunghe poco più di un metro, portanti all'estremità un drappo ben visibile alle varie distanze di tiro.

Le bacchette debbono essere di grossezza tale che il segnatore possa tenerle tutte tre in una stessa mano.

Art. 319. — Per le segnalazioni tra la stazione di tiro ed il fosso dei zappatori occorrono due specchi (dimensioni cm. 9 per 14), e due bandiere (drappo bianco quadrato di m. 1 di lato, avente sulle due facce una striscia rossa, larga cm. 30, disposta secondo la diagonale che va dall'angolo superiore del drappo attaccato all'asta all'angolo inferiore opposto), fissate su aste leggere, lunghe dai m.  $3\frac{1}{2}$  ai 4.

Art. 320. — *Valutazione dei tiri.* — I tiri individuali sono valutati per punti di merito nel seguente modo:

a) Quando si fa uso del bersaglio di scuola ogni colpo è valutato:

*Tre punti* se tocca la superficie del circolo interno;

*Due punti* se tocca la superficie anulare compresa fra le due circonferenze;

*Un punto* se tocca il cartellone nella parte esterna alla circonferenza maggiore;

*Zero punti* se non tocca il cartellone.

b) Quando si fa uso dei bersagli sagomati nn. 1, 2 e 3, ogni colpo è valutato:

*Due punti* se tocca la figura;

*Un punto* se tocca il rettangolo fuori della figura;

*Zero punti* se non tocca il rettangolo.

Art. 321. — I tiri collettivi sono valutati solo in base al numero dei proiettili che hanno colpito il bersaglio.

Art. 322. — A segnare il risultato degli spari ed a riparare il cartellone, nel tiro individuale, occorrono un graduato e tre ascari. Di questi uno segna i punti, due otturano i fori.

Art. 323. — Essendo utile che l'ascaro conosca il punto preciso del cartellone in cui ha colpito, il segnatore lo indicherà sempre esattamente a mezzo della punta della bacchetta della banderuola.

Art. 324. — *Munizioni.* — Per l'esecuzione del tiro individuale, gara di tiro e tiri collettivi, saranno prelevate annualmente cento cartucce a pallottola per ogni armato di fucile.

Art. 325. — *Registro del tiro individuale.* — In tale registro i militari indigeni sono iscritti per buluc, ed in ciascun buluc per ordine di anzianità. Esso è conforme al modello tracciato nella pagina seguente.

Art. 326. — Detto registro è tenuto al corrente dai comandanti di centuria. In esso sono trascritti giornalmente i risultati ottenuti nelle lezioni di tiro individuale, e vi sono, nella colonna annotazioni, contrassegnati, oltre i tiratori scelti, gli individui che vinsero i premi di gara.



Art. 327. — *Registro del tiro collettivo.* — Esso è conforme al modello tracciato nella pagina seguente.

È tenuto al corrente dai comandanti di centuria, e vi sono trascritti giornalmente i risultati ottenuti da ciascun reparto che ha eseguito il tiro.

Art. 328. — Come è detto all'art. 321, i risultati dei tiri collettivi saranno valutati soltanto in base ai bersagli colpiti ed al numero dei colpi sparati.



Art. 329. — *Avvertenze circa la pulitura e scomposizione dell'arma.* — Non si farà insegnamento al militare indigeno della nomenclatura del fucile: l'ufficiale volta a volta che gli capiterà l'occasione, durante le lezioni di tiro, farà conoscere l'otturatore e le sue parti.

Art. 330. — Il militare indigeno si dovrà limitare alla pulitura della canna e delle parti esterne del fucile: l'ufficiale, quando lo crederà, darà ordini per la pulitura dell'otturatore.

Art. 331. — È vietata la scomposizione dell'arma senza ordini superiori: quando si è resa necessaria la pulitura straordinaria, l'ufficiale la farà eseguire sotto la propria sorveglianza.

#### SERVIZIO TERRITORIALE.

Art. 332. — *Generalità.* — Il servizio territoriale è stabilito dal regio commissario generale, al quale i comandanti di presidio fanno pervenire le proposte formulate d'accordo col residente.

Art. 333. — In ciascun presidio il servizio di guardia è dato per turno dalle varie centurie: la compagnia cannonieri concorrerà pure nel servizio di guardia in ragione della metà della forza presente e secondo gli ordini dati dal comandante il presidio: le centurie distaccate ripartiscono il servizio fra i vari buluc.

Art. 334. — Le guardie provvedono alla sicurezza del luogo cui sono destinate, osservando scrupolosamente le consegne speciali scritte in apposita tabella: vigilano le adiacenze del corpo di guardia e concorrono, se del caso o se richieste, al mantenimento dell'ordine pubblico, non distaccando però più di un terzo della forza.

Art. 335. — In caso di allarme, le guardie restano sul posto e mandano ad avvertire subito il jus basci di servizio, il quale provvederà in conseguenza.

Art. 336. — *Distacco delle guardie.* — Il servizio di guardia, nella centuria, è comandato dal jus basci di servizio che direttamente ne risponde.

Art. 337. — Al segnale del distacco della guardia le varie guardie si riuniscono nel luogo designato, collocandosi una vicina all'altra con tre passi di intervallo: ogni capo posto sta a destra della propria guardia; il trombettiere, se c'è, sta a destra del capo posto; gli ascari stanno su una o su due righe, a seconda che la guardia è composta di tre o più uomini.

Ordinate le guardie, il jus basci le passa in rivista, assicurandosi che tutte siano nella tenuta prescritta; fa quindi ispezionare le armi e prende rapporto dai capi-posto delle novità riscontrate.

Ultimate tutte le operazioni, il jus basci dà i comandi: « guardie, fianco destr (sinistr), destr (sinistr), ai vostri posti. marc ».

Le guardie agli ordini dei rispettivi capi-posto si avviano al luogo cui sono destinate.

Art. 338. — *Cambio della guardia.* — All'avvicinarsi della nuova guardia, la sentinella della guardia smontante dà l'« allarmi »: la guardia passa in riga nel luogo stabilito e presenta le armi.

Art. 339. — La guardia montante le si colloca di fronte o di fianco) e presenta anch'essa le armi: i capi-posto si salutano portando la mano sinistra all'altezza del bocchino del moschetto, quindi entrambe fanno il « pied-arm », prima la guardia smontante, poi quella montante.

Art. 340. — Il capo-posto della guardia montante dà il comando « dalla destra numero ». Gli ascari, dalla destra, contano di seguito uno, due, tre... se sono su una riga, alternativamente, fra prima e seconda riga, se sono su due: fa poscia innastare la baionetta al « numero 1 » o ai « numeri 1, 2, 3 », se vi sono più sentinelle.

Prende il comando della muta il capo-posto smontante, a destra del quale si colloca quello montante: dietro a questi sta la sentinella (o le sentinelle).

Art. 341. — Giunta la muta sul luogo stabilito, la sentinella montante si mette a sinistra di quella smontante, le altre, se vi sono, a sinistra ancora, a un passo di distanza, i due capi-posto si dispongono ciascuno davanti alla propria sentinella.

Art. 342. — Il comandante della muta fa presentare le armi: quindi, dato il « pied-arm », ordina alla propria sentinella di dar la consegna a quella che la sostituisce, i due capi-posto fanno attenzione che essa sia ben esposta e compresa dai rispettivi uomini.

Art. 343. — Dato il cambio di tutte le sentinelle, prende il comando della muta il capo-posto montante il quale la riconduce al corpo di guardia.

Art. 344. — Le due guardie si salutano ancora presentando le armi, prima quella montante, poi quella smontante, quindi questa rientra in caserma. La guardia rimasta rompe le righe; gli ascari dispongono i fucili nelle rastrelliere.

Art. 345. — *Doveri del capo-posto.* — Il capo-posto è direttamente responsabile del servizio della guardia; deve pertanto conoscere esattamente le consegne del posto e saperle ripetere alle sentinelle.

Art. 346. — Dà il cambio alle sentinelle di due in due ore.

Art. 347. — Si assicura che queste abbiano ben comprese le consegne e le facciano osservare.

Art. 348. — Vigila sul contegno e sulla tenuta dei suoi ascari, cui non è permesso mai spogliarsi o allontanarsi dal corpo di guardia.

Art. 349. — Cura la pulizia e l'ordine dei locali che ha in consegna.

Art. 350. — Accorre prontamente ad ogni appello delle sentinelle.

Art. 351. — In caso di bisogno o di urgenza, manda ad avvisare il jus basci di servizio; dei piccoli inconvenienti, invece, fa rapporto quando la guardia rientra in caserma.

Art. 352. — In caso di disordini o di incendi nei pressi del corpo di guardia, può distaccare in soccorso un terzo al massimo della propria forza.

Art. 353. — *Doveri delle sentinelle.* — Le sentinelle devono conoscere e far osservare le consegne speciali date loro dal capo posto, e non devono ripeterle ad alcuno se non in presenza del graduato stesso.

Art. 354. — Non possono allontanarsi dal luogo cui sono state destinate; però è loro permesso passeggiare per brevi tratti sul luogo stesso; se ferme, tengono il fucile a « pied-arm », se in marcia a « bracc-arm ».

Non possono sedere, dormire, mangiare, fumare o lasciare il fucile, e non debbono parlare neanche cogli estranei che si indirizzano a loro, limitandosi a chiamare il capo posto.

Art. 355. — Non devono lasciarsi avvicinare da nessuno, specialmente di notte; scorgendo qualche individuo aggirarsi in atteggiamento sospetto, dànno il « chi va là », ripetendolo sino a tre volte se l'individuo non risponde o non si allontana; chiamano quindi il capo posto; ma se attaccate, si difendono senz'altro con la baionetta; quando poi non resti altro mezzo, per non lasciarsi sopraffare e disarmare, faranno anche fuoco. Trovandosi però a portata di farsi sentire dalla guardia, le sentinelle debbono chiamarla in aiuto gridando « all'arm! ».

Art. 356. — In caso di disordini o di incendi, avvisano immediatamente il capo posto.

Art. 357. — *Ispezione alle guardie.* — Per assicurarsi del regolare andamento del servizio, il comandante del presidio incaricherà giornalmente un ufficiale italiano ed un jus basci di ispezionare separatamente, almeno una volta nelle 24 ore, e specialmente di notte, le guardie del presidio. Ove siano

meno di tre centurie comandate da ufficiali, l'ispezione sarà fatta ogni giorno dal jus basci e due volte alla settimana da un ufficiale italiano.

Art. 358. — Chi passa la ispezione deve assicurarsi che il capo posto e le sentinelle conoscano le consegne e le facciano scrupolosamente osservare; che le armi e le munizioni della guardia siano in perfetto stato; che gli uomini della guardia siano nella tenuta prescritta.

Art. 359. — Di notte le sentinelle ai corpi di guardia danno il « chi va là » al jus basci o all'ufficiale di ispezione soltanto quando, per l'oscurità od altra causa, non siano in grado di assicurarsi altrimenti della loro entità. In tal caso chi compie l'ispezione risponde: « Ispezione »; la sentinella dà allora « l'alto là » e chiama il capo posto. Il comandante la guardia, mentre questa prende le armi, esce accompagnato da un ascaro, e, riconosciuto l'ufficiale od il jus basci di ispezione, si mette ai suoi ordini.

Art. 360. — *Onori.* — Avvicinandosi al corpo di guardia il regio commissario generale, la sentinella dà l'« allarmi »; la guardia si schiera nel luogo stabilito e presenta le armi; il capo posto saluta.

Art. 361. — Per il vice-commissario la guardia si schiera con le armi e prende la posizione di « attenti »; il capo posto saluta.

Art. 362. — Di notte le guardie non rendono onori.

Art. 363. — Le sentinelle, di giorno, presentano l'arme al regio commissario generale, al vice-commissario, al residente della stazione e a tutti gli ufficiali; salutano i graduati di truppa, portando la mano sinistra al bocchino del moschetto. Di notte, salutano gli ufficiali in quest'ultimo modo, ed i graduati di truppa prendendo la posizione dell'« attenti ». La stessa posizione prendono sì di giorno che di notte per salutare i funzionari civili della Colonia non indicati sopra.

Art. 364. — Alla bandiera italiana spettano i massimi onori; quindi ogni qualvolta essa viene issata o abbassata, la guardia del luogo rende gli onori dovuti, presentando le armi; il trombettiere suona tre « attenti ».

Art. 365. — In occasione di arrivo o partenza del regio commissario generale, rende gli onori una centuria comandata dall'ufficiale; nelle località provviste di artiglieria, saranno sparati 15 colpi di cannone. Al vice-commissario che arriva in Colonia o ne parte, o che, nell'assenza del regio commissario generale regge il Governo della Colonia, spettano gli stessi onori, ma le salve sono ridotte a 11.

Art. 366. — *Scorte.* — Le scorte per l'interno delle località abitate sono ordinate dal regio commissario generale, quando le condizioni di sicurezza del paese lo consigliano, e sono obbligatorie per tutte le persone europee.

Art. 367. — Quando la scorta è composta di più ascari, uno, almeno, di questi, precede l'Europeo per far scostare gli indigeni che trovansi sul luogo del passaggio; gli altri lo seguono immediatamente, per impedire che gli si avvicinino degli estranei, a meno che non siano da lui stesso chiamati.

Art. 368. — È stretto dovere degli ascari di scorta di non distrarre in alcun modo la loro attenzione: non devono fermarsi senz'autorizzazione ed ordine dell'europeo che essi accompagnano.

Art. 369. — Portano il moschetto con baionetta inastata.

Art. 370. — Gli altri servizi di scorta sono regolati dalle norme seguenti:

a) le scorte al personale civile dell'amministrazione, che debba trasferirsi da una ad altra località, per ragioni di servizio, sono fornite dalla truppa dei singoli presidi in seguito a richiesta scritta del residente;

b) la richiesta di cui all'articolo precedente deve indicare:

la persona da scortare,

la località da raggiungere,  
il numero dei giorni di servizio,  
la forza di cui si deve comporre la scorta;

c) le scorte a persone non appartenenti all'amministrazione sono fornite su richiesta del residente, previa autorizzazione del regio commissario generale. L'entità della scorta è stabilita dal residente;

d) le richieste per privati, oltre all'indicazione della lettera b), dovranno contenere la dichiarazione che la concessione della scorta è stata autorizzata dal regio commissario generale;

e) le scorte ai privati debbono sempre comprendere almeno un graduato di truppa;

f) la concessione di scorte ai privati è subordinata al pagamento di lire italiane 1.50 al giorno per ascaro, e lire 2.50 per graduato;

g) la somma di cui sopra è riscossa dal residente, il quale ne dà un terzo alla scorta, e versa il rimanente alla cassa della stazione, dopo detratto l'importo della razione di farina stabilita per le regie truppe in marcia;

h) i residenti, quando, per notizie loro pervenute, ritengano improvvisamente mutate le condizioni di sicurezza della regione, possono sospendere la concessione delle scorte ed il permesso di internarsi a chiunque, ancor quando abbiano ottenuta l'approvazione del regio commissario generale. Di questa misura dovranno però immediatamente informare il regio commissario generale.

Art. 371. — Le scorte al personale militare vengono date dal comandante del presidio, ma sono fissate d'accordo col residente, cui rimangono integre le facoltà di cui all'alinea precedente.

Art. 372. — I comandanti di presidio sono in obbligo di aderire a tutte le richieste di truppa, sia scritte che verbali, fatte dai residenti per il mantenimento dell'ordine pubblico o per la sicurezza delle stazioni.

Art. 373. — Le richieste saranno, salvo casi di eccezionale urgenza, fatte per iscritto, e dovranno contenere le seguenti indicazioni:

- a) motivo della richiesta;
- b) scopo da raggiungere;
- c) forza occorrente.

Art. 374. — Quando il comandante del presidio ritenga la forza richiesta insufficiente a raggiungere lo scopo prefisso, potrà aumentarla secondo il suo giusto criterio, ma non diminuirla qualora la creda esuberante.

Art. 375. — Se il reparto è comandato da un graduato di truppa, la direzione dell'operazione può venir presa personalmente dal residente, il quale ne assume la diretta responsabilità; negli altri casi la direzione e la responsabilità spettano all'ufficiale italiano che ha il comando della truppa.

Art. 376. — Però se il residente è ufficiale del regio esercito, in attività di servizio, più anziano o più elevato in grado del comandante del presidio, la direzione e la responsabilità di qualsiasi operazione gli sono dovute di pieno diritto.

Art. 377. — Tanto i residenti quanto i comandanti di presidio dovranno mandare in giornata comunicazione della richiesta avvenuta al Governo della Colonia, domandando ricevuta della comunicazione fatta.

#### AMMINISTRAZIONE E CONTABILITÀ.

Art. 378. — *Contabilità delle centurie.* — L'amministrazione delle centurie è affidata alla cura e responsabilità dei rispettivi comandanti.

Art. 379. — Essi rispondono di ogni atto amministrativo riservato alla loro autorità; del danaro e dei materiali che ricevono in consegna e del regolare funzionamento amministrativo contabile delle truppe alla loro dipendenza.

Art. 380. — Ai comandanti di centuria sono devolute le seguenti attribuzioni:

- 1) chiedere i fondi in danaro ed i materiali abbisognevoli;
- 2) chiedere la quantità necessaria di farina per la razione di marcia alle truppe.

Art. 381. — I comandanti di centuria dipendono direttamente dai comandanti di compagnia, ai quali essi debbono perciò rivolgere ogni loro documento contabile e rendere i loro conti.

Art. 382. — *Documenti.* — Per la dimostrazione delle varie operazioni contabili e per la resa dei conti, le centurie e la compagnia cannonieri debbono tenere:

- a) ruolino del personale di truppa;
- b) registro delle paghe;
- c) registro delle ritenute sulle paghe;
- d) registro del corredo;
- e) foglio di paga mensile.

Art. 383. — *Ruolino del personale.* — Serve a dimostrare la forza presente al reparto e le variazioni che in essa avvengono. Ha la durata di due anni, dopo i quali sarà impiantato un nuovo ruolino, prendendo per base la forza risultante dal ruolino scaduto.

Art. 384. — *Registro paghe.* — La paga alla truppa è fatta quindicinalmente. Sul registro paghe, che dovrà corrispondere, per ciò che riguarda gli effettivi, al ruolino, saranno segnate la paga che ciascun militare riceve quindicinalmente, e le ritenute eventuali che ad essi venissero fatte, ritenute che saranno volta a volta riportate sul registro delle ritenute sulle paghe.

Il totale delle due quindicine deve rappresentare la somma richiamata alla fine del mese col foglio paga.

Art. 385. — *Registro delle ritenute sulle paghe.* — Debbono essere specificate le entrate e le uscite. Le prime dovranno

corrispondere alla colonna *ritenute* del registro paghe e le uscite indicare l'impiego della somma prelevata. Metà delle ritenute sono a disposizione del comandante della compagnia, il quale appone la sua firma come segno di ricevuta per le somme riscosse.

Art. 386. — *Registro corredo*. — Serve per tenere conto del corredo distribuito al reparto, e della quota corredo assegnata a ciascuna militare di truppa.

Art. 387. — *Foglio paga*. — Sul foglio paga saranno riportate mensilmente le risultanze quindicinali del registro paghe, e fattone il totale sarà dimostrata la somma mensile occorsa al reparto per la paga alla truppa, ed il fondo permanente in consegna (ordine n. 13 del 7 maggio scorso anno).

Art. 388. — *Dei comandanti di compagnie e comandante della compagnia cannonieri*. — L'amministrazione e contabilità delle centurie è posta sotto la diretta sorveglianza dei comandanti di compagnia.

Questi devono vigilare che agli ascari sia dato quanto è loro dovuto secondo le posizioni in cui siansi trovati, ed i diritti acquisiti; che il materiale in consegna alle centurie sia conservato in buono stato di servizio, che i registri e documenti delle centurie siano al corrente, e che le scritturazioni tutte rappresentino il vero stato di fatto.

Art. 389. — I detti comandanti devono pure attentamente vigilare sul servizio del corredo, assicurandosi che questo sia regolato da tutte le centurie con criterio uniforme; che ogni ascaro abbia sempre tutti gli oggetti di corredo prescritti, e che le sostituzioni di oggetti siano fatte solo quando ve ne sia reale bisogno.

Art. 390. — I comandanti di compagnia e quello della compagnia cannonieri richiedono in tempo utile i fondi occorrenti per le paghe all'ufficio Ragioneria, per Mogadiscio, o alle casse delle stazioni, ed alla fine del mese compilano il riepilogo dei fogli paga loro presentati dai comandanti di centuria, allegandovi i fogli paga stessi.

Art. 391. — *Corredo.* — Tutti gli oggetti di corredo sono prelevati dal magazzino coloniale, con buono firmato dai comandanti di centuria e vistato dal comandante di compagnia.

Art. 392. — Ad ogni militare di truppa è assegnata una quota giornaliera di L. 0.06.

Art. 393. — Con la quota predetta i signori comandanti di centuria debbono provvedere alla prima vestizione delle reclute, alla rinnovazione degli oggetti dati per la prima vestizione ed alla manutenzione del corredo in genere.

Art. 394. — I comandanti di reparto sono autorizzati a ritirare gli oggetti di corredo dei congedandi per distribuirli alle nuove reclute, ed a far pagare ai congedandi stessi il prezzo degli oggetti consumati prima del tempo prescritto.

Art. 395. — *Prima vestizione.* — La prima vestizione comprende:

- 1 tarbusc,
- 1 tenuta bianca,
- 2 tenute di abugiadid,
- 1 fascia,
- 1 giubbetto.

Art. 396. — Dopo sei mesi potranno essere prelevati per ogni militare:

- 1 tarbusc,
- 1 tenuta di abugiadid.

Art. 397. — *Prezzo e durata del corredo per ascari.*

Tenuta bianca . . . . .	L. 3.37	12 mesi
3 tenute di abugiadid. . . . .	» 8.76	12 »
2 tarbusc . . . . .	» 2.20	12 »
1 fascia . . . . .	» 4.90	24 »
1 giubbetto . . . . .	» 3.00	24 »

Mogadiscio, 24 gennaio 1906.

*Il regio commissario generale*

LUIGI MERCATELLI.

TABELLA A.

**Assegni ed indennità varie.***Stipendi.*

Capitano di fanteria . . .	L. 6000.00
Tenente di artiglieria . . .	» 5400.00
Tenente di fanteria . . .	» 4800.00
Sottotenente di fanteria . . .	» 4200.00

Gli assegni, dai quali s'intende assorbito lo stipendio d'Italia, decorrono dal giorno dell'imbarco per la destinazione fino al trentesimo giorno successivo allo sbarco in Italia per rimpatrio definitivo, ovvero sino al giorno nel quale, a tenore del Regolamento organico, si considerano rientrati nelle rispettive amministrazioni.

Gli assegni o stipendi sono sospesi: durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per motivi privati, l'assenza non giustificata, e la detenzione per espiazione di pena.

Sono ridotti:

- di tre quarti durante la sospensione dall'impiego;
- di metà durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per malattie od infermità non incontrate in servizio;
- di un quinto durante la licenza straordinaria o l'aspettativa per malattie od infermità incontrate in servizio o da considerarsi tali.

Chi sia detenuto, in attesa di giudizio, è considerato in aspettativa per motivi privati, ma ha diritto ad un assegno di mantenimento pari ad un terzo del suo stipendio od assegno.

Se il giudizio non sia seguito da condanna, si fa luogo al reintegro degli altri due terzi.

Dopo quattro anni di permanenza in Colonia nello stesso grado, competerà l'aumento del decimo sull'assegno percepito.

*Indennità.*

Indennità di equipaggiamento:

Capitano . . . . .	L. 1000.00
Tenente e sottotenente . . . . .	» 600.00

Coloro che siano rimpatriati da più di due anni e vengano nuovamente destinati in Colonia, hanno diritto ad una indennità di equipaggiamento pari alla metà di quella sopraindicata.

Il diritto all'indennità di equipaggiamento s'intende acquisito per il solo fatto dell'imbarco per la Colonia.

Chi, avendo percepito l'indennità, non possa partire per ragioni indipendenti dall'Amministrazione, la restituisce integralmente; chi non debba altrimenti partire per ragioni dipendenti dall'Amministrazione, ne restituisce la metà.

Nessuna indennità o supplemento d'indennità di equipaggiamento compete per il fatto di promozione avuta in Colonia.

Indennità giornaliera di viaggio per trasloco o per raggiungere il luogo di residenza:

Capitano . . . . .	L. 6.00
Tenente e sottotenente . . . . .	» 4.00

Indennità per chi si reca in missione in Italia:

Capitano . . . . .	L. 15.00
Tenente e sottotenente . . . . .	» 10.00

Oltre le spese di trasporto e bagaglio nei limiti sottoindicati.

Bagaglio:

per viaggi ordinari . . . . .	kg. 100.00
per viaggio per trasloco o per raggiungere la residenza . . . . .	» 500.00

Per le missioni all'estero verrà, volta per volta, fissata dal regio commissario, una diaria congrua.

L'indennità di missione è dovuta quando, viaggiando per servizio, per attendere la coincidenza di piroscafi, bisogna soffermarsi in qualche porto all'interno o all'estero, durante la fermata.

Le spese di viaggio (in 1<sup>a</sup> classe, quando speciali regolamenti non lo vietino) sono a carico dell'Amministrazione quando il personale viaggia per destinazione in Colonia, per rimpatrio definitivo non dovuto a sua colpa, per licenza o per altri motivi di servizio.

Sono considerati in viaggio per servizio coloro che si recano in licenza straordinaria od in aspettativa per infermità incontrate in servizio, o da considerarsi tali, o che ne fanno ritorno.

La moglie ed i figli hanno diritto ad una riduzione del 50% sulle spese di viaggio (biglietto di passaggio).

Al personale che perda il bagaglio in circostanze di servizio comandato, spetta il risarcimento del danno, commisurato al valore delle cose perdute, nel limite massimo dell'indennità di equipaggiamento spettantegli.

Indennità mantenimento quadrupedi: L. 10.50 mensili.

NB. Lo stipendio e gli assegni sono esenti dalle tasse o ritenute prescritte dalle leggi vigenti.

TABELLA B.

Assegni al personale indigeno.

GRADI	Assegni	Corrispondenza in talleri M. T. al mese	Note
Jus Basci . . . . .	630 —	25	La presente tabella è stata calcolata col valore del tallero M. T. di L. 2. 10.
Buluc Basci . . . . .	327.60	15	
Muntaz . . . . .	252 —	10	
Uachil . . . . .	189 —	7 1/2	
Ascari (compresi i trombettieri, gli attendenti ed i piantoni).	174.40	7	

Ai jus basci provvisti di muletto riconsciuti idonei al servizio, verrà corrisposta un'indennità mensile di L. it. 4.00.

In occasione di traslochi, di marce, di escursioni o di altri servizi che obblighino il personale a passare più di una notte fuori dalla sede ordinaria, sarà distribuita gratuitamente una razione giornaliera di grammi 600 di farina di grano, o l'equivalente in galletta, dura, riso o carne.

Il personale indigeno detenuto in attesa di giudizio, riceve, oltre il trattamento del carcere, metà del proprio assegno. Se il giudizio non è seguito da condanna, l'altra metà gli sarà reintegrata.

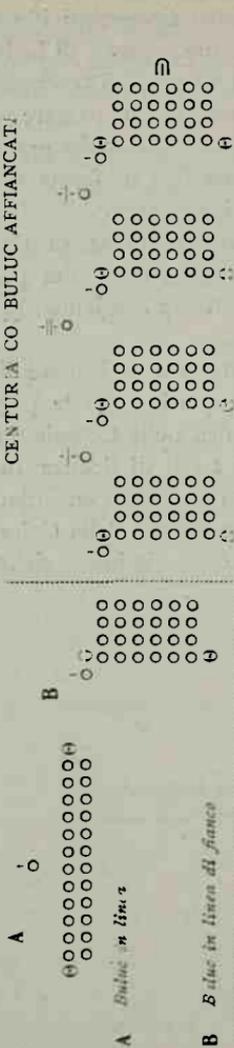
Il personale indigeno detenuto per espiazione di pena, o dichiarato assente senza licenza, perde tutta la paga.

Il personale indigeno in licenza nella Colonia perde metà della paga, ad eccezione che si tratti di licenza di convalescenza per infermità contratta in servizio comandato.

Il personale indigeno in licenza fuori della Colonia perde l'intero assegno, ed ha solo diritto al rimborso delle spese di viaggio per ritorno.

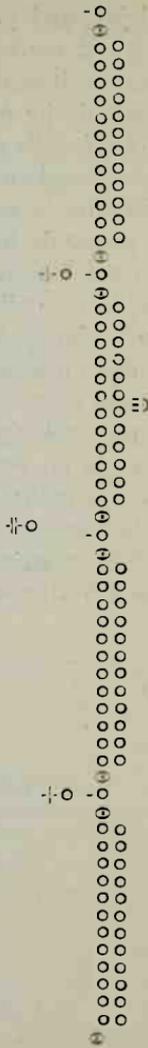
---

**Formazioni.**

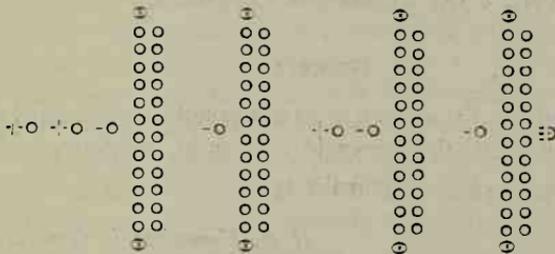


Intervallo di spiegamento fra i Buluc

**CENTURIA IN LINEA**



CENTURIA IN COLONNA

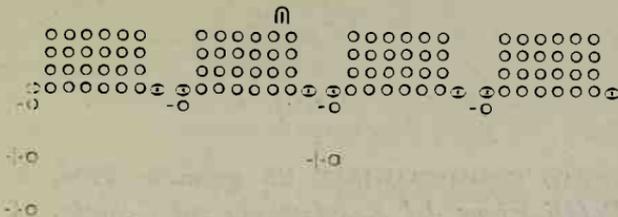


Fra Buluc e Buluc la distanza è  
 egua e al tronco di ciascuna se-  
 zione.

SEGNi CONVENZIONALI

- Comandante di centuria
- Comandante di mezza centuria
- Comandante di Buluc
- ⊖ Guida
- ⊍ Trombettiere

CENTURIA IN LINEA DI FIANCO



## LXIII.

DECRETO COMMISSARIALE 25 gennaio 1906, n. 52.

*Pubblicazione del Regolamento sulla caccia.*

IL R. COMMISSARIO GENERALE

Vista la necessità di disciplinare la caccia nella Colonia;

Vista la convenzione di Londra del 19 maggio 1900;

Visto l'art. 6 del Regolamento organico;

DECRETA:

È approvato l'annesso Regolamento sulla caccia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Mogadiscio, 25 gennaio 1906.

*Il R. Commissario Generale*

LUIGI MERCATELLI.

**Regolamento sulla caccia.***Divieti.*

Art. 1. — È proibito cacciare, uccidere o catturare gli animali compresi nella tabella I, annessa al presente regolamento.

Art. 2. — È proibito cacciare, uccidere o catturare:

a) gli animali adulti della specie menzionata nella tabella II annessa al presente regolamento;

b) le femmine delle specie menzionate nella tabella III annessa al presente regolamento, quando sono accompagnate dai loro piccoli;

c) qualsiasi animale femmina compresa nella tabella IV in quanto possa essere riconosciuto.

Art. 3. — È vietato l'uso della dinamite, di altri esplosivi e di veleni per uccidere o catturare i pesci nei fiumi, nei ruscelli e negli stagni.

Art. 4. — È vietato cacciare ed uccidere animali di qualunque specie, fatta eccezione di quelli contemplati nella tabella V, con lacci, cappi, trappole, trabocchetti, tagliole e reti.

Art. 5. — È vietato vendere, comperare, offrire od esporre in vendita:

a) uova di struzzo;

b) teste, corna, pelli, penne e carne di animali, compresi nelle tabelle I e II;

c) denti o parti di denti di elefante femmina;

d) denti di elefante di peso inferiore a 5 kg. o pezzi di avorio provenienti da denti di peso inferiore a 5 kg.

Sempre quando le uova, i denti o le altre parti non provengano da animali che furono tenuti in istato domestico.

Art. 6. — È vietato immagazzinare, impaccare, importare od esportare parti di animali il cui proprietario non possa dimostrare che sono stati uccisi o catturati in seguito a licenza ottenuta in base al presente regolamento.

#### *Riserve.*

Art. 7. — Con decreto del R. Commissario saranno fissati i limiti delle aree (riserve) nelle quali è vietata la caccia, la uccisione e la cattura di qualsiasi animale, eccettuati quelli che saranno specificatamente indicati nel decreto stesso.

*Permesso di caccia.*

Art. 8. — Coll'osservanza dei divieti stabiliti dal presente regolamento, chiunque sia munito della licenza per porto d'armi prescritta dall'art. 6 del regolamento di polizia, può cacciare, ammazzare o catturare animali allo stato selvatico, purchè non compresi nelle tabelle I, II, III e IV.

*Licenze speciali.*

Art. 9. — Chi invece intenda cacciare, uccidere o catturare animali della specie indicata nella tabella IV annessa al presente regolamento, deve essere munito di una licenza speciale di caccia.

Art. 10. — Le licenze speciali di caccia vengono rilasciate dal R. Commissario Generale, e sono di tre specie:

- a) licenza speciale per *sportman*;
- b) licenza speciale per pubblico funzionario;
- c) licenza speciale per colono.

La prima è soggetta alla tassa di lire *mille*; la seconda e la terza sono soggette alla tassa di lire *duecento*.

Art. 11. — Le licenze speciali di cui all'articolo precedente, autorizzano il possessore a cacciare, uccidere o catturare, nel periodo di validità della licenza stessa, e fermi restando i divieti e le eccezioni di cui agli articoli precedenti, soltanto un numero determinato di alcuni animali appartenanti alle specie indicate nella tabella IV, e cioè:

*Elefanti* . . . . . 2

*Rinoceronti* . . . . . 12

*Ippopotami* . . . . . 10

*Zebre* delle specie non contemplate nella tabella I. . . . . 2

*Antilopi e Gazzelle:*

a) *Oryx* . . . . . 2

b) *Hippotragus*. . . . . 2

<i>c)</i> Strepsiceros . . . . .	2
<i>d)</i> altre specie . . . . .	10
<i>Tragulus</i> . . . . .	10
<i>Cinghiali</i> . . . . .	4
<i>Scimmie con pelliccia</i> . . . . .	2
<i>Formichieri</i> (gen. <i>Oryxteropus</i> ) . . . . .	2
<i>Piccoli Felini</i> . . . . .	10
<i>Gatto-pardi</i> . . . . .	10
<i>Ghepardi</i> . . . . .	2
<i>Sciacalli</i> . . . . .	10
<i>Falsi Lupi</i> (proteles) . . . . .	2
<i>Struzzi</i> (maschi soltanto) . . . . .	2

per chi sia munito di licenza per *sportman* o per pubblico funzionario, e:

<i>Ippopotami</i> . . . . .	10
<i>Cinghiali</i> (di ogni specie) . . . . .	10

*Antilopi e Gazzelle*: *Bubalis*, *Damaliscus*, *Connochoetes*, *Cephalophus*, *Oreotragus*, *Oribia*, *Rhaphiceros*, *Nesotragus*, *Madoqua*, *Cobus*, *Cervi-capra*, *Palea*, *Aepyceros*, *Antidorcas*, *Gazella*, *Ammodorcas*, *Lithocranius*, *Dorcotragus*, *Oryx*, *Addax*, *Hippotragus*, *Taurotragus*, *Strepsiceros*, *Tragelaphus*, 5 per ogni specie.

*Sciacalli, Gatto-pardi, Piccoli Felini* 10

per chi sia munito della licenza per colono.

Art. 12. — Un colono può ottenere una licenza per *sportman*, ma ad uno *sportman* non può essere concessa una licenza per colono.

Art. 13. — Le licenze speciali di caccia hanno la durata di un anno, dal giorno in cui sono rilasciate, e non possono cedersi ad altra persona.

Art. 14. — Ogni licenza deve contenere il nome ed i connotati della persona alla quale è destinata; la data di

emissione, l'elenco di cui all'art. 11 riportato per intero; le condizioni addizionali che eventualmente fossero fatte al richiedente, la firma del R. Commissario Generale o del funzionario da lui delegato.

#### *Deposito eventuale*

Art. 15. — La concessione della licenza speciale, a chi non sia pubblico funzionario o colono, può, a giudizio del R. Commissario Generale, o delle autorità da lui delegate, essere subordinata al deposito di una somma non maggiore di L.it. 2000, a garanzia delle eventuali multe per trasgressione alle disposizioni del presente regolamento.

Art. 16. — Le licenze speciali debbono essere presentate a richiesta di qualunque funzionario della Colonia.

#### *Licenze speciali a scopo scientifico.*

Art. 17. — Il R. Commissario Generale, per ragioni *scientifiche*, può accordare licenze speciali, con esenzione di tassa, valevoli per cacciare, uccidere o catturare qualcuno degli animali compresi nella nota di cui all'art. 11 od anche uno o più esemplari di animali compresi nelle tabelle I, II, III, annesse al presente regolamento.

Art. 18. — Le licenze speciali di qualunque specie, sono inoltre soggette a tutte le restrizioni che il R. Commissario Generale crederà di ordinare, così in rapporto alla sicurezza dei cacciatori, come alla necessità di proteggere maggiormente qualcuna della specie di animali non compresi nelle tabelle I e II annesse al presente regolamento.

Queste restrizioni saranno portate a conoscenza del pubblico con decreto del R. Commissario Generale, e verranno ripetute per iscritto sulle licenze speciali all'atto del loro rilascio.

*Ritiro e sospensione delle licenze.*

Art. 19. — Il R. Commissario Generale può, per ragioni d'ordine pubblico, non rilasciare licenze speciali di caccia, e ritirare quelle concesse, senza che per ciò l'Amministrazione sia tenuta a risarcimenti di danni o alla restituzione di tutto o di parte delle tasse perceute.

La licenza speciale s'intende senz'altro revocata quando il possessore sia stato condannato per contravvenzione al presente regolamento.

*Perdita della licenza.*

Art. 20. — Chiunque abbia perduto o distrutto la licenza speciale di cui era possessore, potrà ottenerne un duplicato valevole per il tempo che manca alla scadenza, pagando una nuova tassa non eccedente un quinto da quella pagata in precedenza.

Il duplicato non potrà essere rilasciato a chi abbia perduto anche la scheda di cui all'articolo seguente.

*Schede.*

Art. 21. — Ogni possessore di licenza speciale sarà provvisto, per cura dell'Amministrazione della Colonia, di apposita scheda, sulla quale dovrà giornalmente prendere nota degli animali uccisi o catturati.

Art. 22. — La scheda di cui all'articolo precedente dovrà essere presentata a qualunque richiesta dei funzionari italiani, e, ad ogni modo, ogni tre mesi alla residenza nel cui territorio si trova il cacciatore.

Art. 23. — Il possessore di licenza speciale di caccia il quale abbia distrutto o perduto la scheda sarà considerato come chi abbia cacciato, ucciso o catturato tutti gli animali indicati nella licenza di cui è detentore.

*Persone che accompagnano i cacciatori.*

Art. 24. — Le persone che sono impiegate dai possessori di licenza possono, senza licenza, aiutarli nel cacciare gli animali, ma non far uso di armi da fuoco.

Art. 25. — Il possessore di una licenza per *sportman* o per pubblico funzionario, mentre caccia gli animali menzionati nella nota di cui all'art. 11, non potrà essere accompagnato da più di una persona che posseda una licenza speciale per colono.

*Rispetto delle proprietà private.*

Art. 26. — Le licenze speciali di caccia concesse a tenore del presente regolamento non autorizzano il possessore a cacciare, uccidere o catturare animali, nè a transitare su private proprietà o concessioni, senza il consenso del proprietario o di chi le occupa.

*Ritiro delle armi dalla Dogana.*

Art. 27. — Il R. Commissario Generale o le persone da esso delegate, possono rifiutare il permesso di ritirare le armi e le munizioni dagli uffici doganali a chi non sia munito di licenza speciale per la caccia a tenore del presente regolamento.

*Concessioni speciali agli indigeni.*

Art. 28. — Il R. Commissario Generale può autorizzare i componenti di una tribù o gli abitanti di una regione a cacciare animali selvatici, prescrivendo la località, le condizioni ed il modo di caccia.

Questo permesso non può mai essere dato per cacciare gli animali compresi nelle tabelle I e II annesse al presente regolamento.

*Ispezioni.*

Art. 29. — Tanto per la verifica delle schede, quanto per assicurarsi che non siano state violate le disposizioni del presente regolamento, i residenti sono autorizzati a ispezionare o far ispezionare, ad eseguire o far eseguire ricerche nei bagagli, pacchi, tende, fabbricati, ecc., appartenenti ai possessori di licenze speciali di caccia e dei loro agenti, o da essi occupati.

*Premi per uccisione per animali dannosi.*

Art. 30. — Con Decreto del R. Commissario Generale sono stabiliti i premi da concedersi per favorire la distruzione delle uova di coccodrilli, dei serpenti velenosi e dei pitoni, come pure le facilitazioni da farsi a chi si limita a cacciare, uccidere o catturare gli animali compresi nella tabella V.

*Pene.*

Art. 31. — I contravventori alle disposizioni contenute nel presente regolamento saranno puniti con l'ammenda sino a lire *duemila* e con la detenzione sino a tre mesi, separate o congiunte a seconda della gravità dell'infrazione, delle circostanze da cui è stata accompagnata e dei precedenti del trasgressore.

Art. 32. — In tutti i casi di condanna le teste, le corna, i denti, le pelli od altri resti di animali trovati in possesso del contravventore o dei suoi agenti, come pure gli animali viventi catturati in contravvenzione al presente regolamento, potranno essere confiscati, e lo saranno sempre nel caso di contravvenzione agli art. 5 e 6 del presente regolamento.

*Ripartizione delle ammende.*

Art. 33. — L'importo delle ammende sarà devoluto per due terzi a favore del Governo della Colonia, e per un terzo

a favore di chi ha rilevato l'infrazione o informato l'autorità della contravvenzione avvenuta.

TABELLA I.

Animali dei quali è vietata la caccia, la uccisione e la cattura (§ 1, art. 2 della Convenzione di Londra 19 maggio 1900):

*Avvoltoi;*  
*Uccello Segretario* (o serpentario);  
*Gufi;*  
*Becca-Buoi* (Buphaga);  
*Giraffe;*  
*Gorilla;*  
*Scimpanzè;*  
*Zebra della Montagna;*  
*Asini selvatici;*  
*Gnu a coda bianca* (Connochoetes gnu);  
*Alce* (Taurotragus);  
*Piccoli ippopotami di Liberia.*

TABELLA II.

Animali dei quali è vietata la caccia, la uccisione e la cattura allo stato non adulto (§ 2 dell'art. 2 della Convenzione di Londra 19 maggio 1900):

*Elefante;*  
*Rinoccronte;*  
*Ippopotamo;*  
*Zebre delle specie non contemplate al § 1;*  
*Buffali;*  
*Antilopi e Gazzelle delle specie e dei generi: Bubalis, Damaliscus, Connochoetes, Cephalophus, Oreotragus, Oribia, Rhaphiceros, Nesotragus, Madoqua, Cobus, Cervi-capra, Pelea, Aepiceros, Antidorcas, Gazella, Ammodorcas, Lithocranius,*

Dorcotragus, Oryx, Addax, Hippotragus, Taurotragus, Strepsiceros, Tragelaphus;

*Capra Ibex*;

*Tragulus*.

TABELLA III.

Animali dei quali non è permessa la caccia, l'uccisione o la cattura quando siano femmine accompagnate dai piccoli (§ 3 dell'art. 2 della Convenzione di Londra 19 maggio 1900):

*Elefante*;

*Rinoceronte*;

*Ippopotamo*;

*Zebre* della specie non indicata nella tabella I;

*Buffali*;

*Antilopi* e *Gazzelle* delle specie e genere: Bubalis, Damaliscus, Connochoetes, Cephalophus, Oreotragus, Oribia, Rhiphicerus, Nesotragus, Madoqua, Cobus, Cervi-capra, Pelea, Aepyceros, Antidorcas, Gazella, Ammodorcas, Lithocranius, Dorcotragus, Oryx, Addax, Hippotragus, Taurotragus, Strepsiceros, Tragelaphus.

*Capra Ibex*;

*Tragulus*.

TABELLA IV.

Animali dei quali è permessa la caccia, l'uccisione e la cattura, soltanto a chi sia munito di speciale licenza ed in quantità non superiore a quella indicata nella licenza:

*Elefante*;

*Rinoceronte*;

*Ippopotamo*;

*Zebre* delle specie non menzionate nella tabella I;

*Buffali*;

*Antilopi* e *Gazzelle* delle specie e generi: Bubalis, Damaliscus, Connochoetes, Cephalophus, Oreotragus, Oribia, Rhiphicerus, Nesotragus, Madoqua, Cobus, Cervi-capra, Pelea,

Aepyceros, Antidorcas, Gazella, Ammodorcas, Lithocranius, Doreotragus, Oryx, Addax, Hippotragus, Taurotragus, Strepsicerus, Tragelaphus;

*Capra Ibex*;

*Tragulus*;

*Cinghiali*;

*Scimmie a pelliccia*;

*Formichiere* (*Orycteropus*);

*Ducongo* (*Halicore*);

*Lamantino* (*Manatus*);

*Gatto-pardo*;

*Piccoli felini*;

*Ghepardo* (*Cynoelurus*);

*Falso Lupo* (*Proteles*);

*Struzzi* (in ogni caso i maschi soltanto).

#### TABELLA V.

Animali dei quali è permessa la caccia, l'uccisione e la cattura, senza alcuna delle restrizioni di cui alle tabelle precedenti:

*Leone*;

*Leopardo*;

*Jena*;

*Cane cacciatore* (*Lycaon pictus*);

*Cinocefalo ed altre Scimmie dannose*;

*Grandi uccelli da preda* esclusi gli avvoltoi, i gufi e l'uccello segretario (o serpentario);

*Cocodrilli*;

*Serpenti velenosi*;

*Piloni*.

Mogadiscio, 25 gennaio 1906.

*Il R. Commissario Generale*

LUIGI MERCATELLI.

## LXIV.

## DECRETO COMMISSARIALE 14 febbraio 1906, n. 55.

*Scioglimento del presidio irregolari d'Itala.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale in data 18 gennaio p. s., col quale il Ministro degli affari esteri mi ha incaricato della reggenza della Colonia durante l'assenza del signor R. Commissario generale e del signor Vicecommissario;

Visto il regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto del R. Commissario generale, n. 11, del 18 maggio scorso anno;

## DECRETA :

In data 15 corrente il presidio « irregolari » della stazione d'Itala sarà sciolto e sostituito da mezza centuria della 1<sup>a</sup> Compagnia, temporaneamente comandata da un Jus Basci.

Mogadiscio, 14 febbraio 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXV.

DECRETO COMMISSARIALE 7 marzo 1906, n. 57. *Varianti al regolamento di polizia circa le tasse per fantasie, balli, ecc.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale in data 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto del R. Commissario generale, n. 24, del 26 agosto 1905, che approva il regolamento di polizia;

Considerato che le tasse di licenza per fantasie, balli, spettacoli pubblici e pubbliche riunioni, stabilite con l'art. 72 del precitato regolamento di polizia, risultano, almeno per i primi tempi della sua applicazione, piuttosto gravose per gli abitanti indigeni, non usi a tasse di simil genere, per modo che per non sottostarvi o rinunziano a feste alle quali sono abituati per antica consuetudine, oppure tentano di eludere la vigilanza dell'autorità, che è di conseguenza costretta ad applicare ammende, provocandosi così in ambo i casi, nelle popolazioni, malumori che è conveniente nel primo periodo di consolidamento della Colonia evitare;

## DECRETA:

Articolo unico. — Le tasse di licenza per fantasie, balli, spettacoli pubblici e pubbliche riunioni stabilite dall'art. 72 del regolamento di polizia per la Somalia italiana meridionale sono temporaneamente ridotte alla metà.

Mogadiscio, 7 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

## LXVI.

DECRETO COMMISSARIALE 9 marzo 1906, n. 59. *Dazio di esportazione sul T. M. T. (var. tabella doganale, Decreto n. 27 del 12 settembre 1905).*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio p. s.;

Visto l'art. 6 del regolamento organico della Somalia italiana meridionale;

Considerato che il forte aumento del valore del tallero M. T. nella piazza di Aden, e conseguente possibile rialzo su quella di Zanzibar, comunicato dal Console generale di S. M. il Re d'Italia in Aden, potrebbe provocare un forte esodo di tale moneta dalla Colonia;

Considerato che le attuali condizioni economiche della Somalia italiana meridionale non consigliano di rialzare il valore ufficiale del tallero M. T.;

Considerato che la istituzione di un servizio vaglia internazionale con le piazze di Aden e di Zanzibar permette la trasmissione della moneta da e per quei mercati coi quali si esercita quasi esclusivamente il commercio della Somalia italiana meridionale;

## DECRETA:

A cominciare dal 10 marzo 1906, il dazio di esportazione gravante sul tallero M. T. (n. 39, lettera B della tabella A, allegata al decreto n. 27 del 12 settembre s. a.) è elevato al 20 per cento del valore.

Mogadiscio, 9 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXVII.

DECRETO COMMISSARIALE 10 marzo 1906, n. 60. *Pagamento dello stipendio ad ufficiali e funzionari (Tallero a L. 2.40).*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale in data 18 gennaio 1906;

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Considerato che l'aumento considerevole e continuo del valore del tallero M. T. ha provocato una non lieve diminuzione nell'ammontare effettivo degli stipendi ed assegni dei funzionari civili e militari della Colonia, poichè questi, mentre sono stabiliti in lire italiane, vengono effettivamente pagati in valuta talleri al corso ufficiale della giornata;

Considerato che questa forma di pagamento è necessaria, poichè sui diversi mercati della Colonia l'unica moneta corrente è il tallero M. T.;

Considerato che invece tutto l'altro personale dipendente, cioè funzionari indigeni, truppe e capi, ha gli assegni stabiliti e fissati in talleri per modo che esso non risente della fluttuazione nell'equivalenza del tallero M. T. con la lira italiana;

## DECRETA:

Che gli stipendi ed assegni dei funzionari civili e militari siano, a partire dal mese di marzo, stabiliti in talleri, conteggiando il tallero al valore di L. 2.40.

Mogadiscio, 10 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

## LXVIII.

DECRETO COMMISSARIALE 12 marzo 1906, n. 62. *Varianti agli organici delle compagnie di fanteria indigena.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, in data 16 gennaio corrente anno;

Visto l'art. 11 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto l'art. 40 del regolamento unico per il R. Corpo di truppe indigene messo in vigore con decreto n. 51 del 24 gennaio p. s.;

## DECRETA:

Alla tabella di formazione della Compagnia di fanteria indigeni (alleg. B, lett. c) è apportata la seguente modificazione:

Jus basci . . . . .	N. 8.
Buluk basci . . . . .	» 16.
Muntaz . . . . .	» 32.
Uachil . . . . .	» 16 (uno per buluk).
Trombettieri . . . . .	» 8.
Attendenti e piantoni . . . . .	» 8.
Ascari . . . . .	» 368 (92 per centuria).
Quadrupedi . . . . .	» 5.

All'uachil spetta un assegno mensile di T. M. T. 7 <sup>1</sup>/<sub>2</sub>.

Mogadiscio, 12 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXIX.

DECRETO COMMISSARIALE 12 marzo 1906, n. 63. *Variante regolamento di polizia (abolizione della tassa di pernottamento in città).*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il regolamento di polizia approvato con decreto, n. 24, del R. Commissario generale, in data 26 agosto s. a.;

Considerato che la tassa per il permesso di pernottare in città è risultata, per l'esperienza fatta sin qui, gravosa agli indigeni della campagna e ad essi poco ben accetta perchè contraria alle loro consuetudini, per modo che non pochi di essi preferiscono, prima della chiusura delle porte della città, uscire e passar la notte all'aperto;.

Considerata la convenienza di procedere gradatamente nell'applicazione dei tributi;

## DECRETA:

Articolo unico. — Fermo restando l'obbligo per gli abitanti della campagna che vogliono pernottare nella città di ottemperare al disposto dell'art. 39 del citato regolamento, lo speciale permesso prescritto da detto articolo sarà, fino a nuova disposizione in contrario, rilasciato gratuitamente.

La tassa stabilita dall'art. 72, lett. H, del regolamento di polizia è di conseguenza temporaneamente abolita.

Mogadiscio, 12 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXX.

DECRETO COMMISSARIALE 12 marzo 1906, n. 64. *Tassa di affrancatura delle lettere per il territorio della Colonia.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

DECRETA:

Articolo unico. — La tassa di affrancatura per le lettere nel territorio della Somalia italiana meridionale è stabilita in L. 0.15 per ogni 15 grammi.

Mogadiscio, 12 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

## LXXI.

DECRETO COMMISSARIALE **12 marzo 1906, n. 65.** *Stazione di Gilib sul Giuba autorizzata ad emettere vaglia coloniali.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto, n. 20, del R. Commissariato generale, in data 8 luglio 1905;

DECRETA:

Articolo unico. — Il servizio dei vaglia coloniali, per la sola emissione, è esteso anche alla stazione di Gilib sul fiume Giuba.

Mogadiscio, 12 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXII.

DECRETO COMMISSARIALE 19 marzo 1906, n. 66. *Vaglia per servizio risparmi.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, in data 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto, n. 7, del R. Commissario generale, col quale il solo ufficio postale di Mogadiscio è autorizzato al servizio di risparmio;

Visto il decreto, n. 20, del R. Commissario generale, in data 8 luglio 1905, col quale è istituito un servizio di vaglia coloniali;

Considerata l'opportunità di estendere a coloro che non risiedono a Mogadiscio i benefici del servizio di risparmio senza aggravio di alcuna tassa, come avviene attualmente che i versamenti sono fatti con vaglia coloniali a pagamento indirizzati a persone residenti a Mogadiscio, a cui i depositanti affidano il proprio libretto;

## DECRETA :

Articolo unico. — A partire dal giorno 1° del prossimo mese di aprile, gli uffici postali sono autorizzati al servizio dei vaglia coloniali con esenzione di tassa per somme da depositarsi nella Cassa postale di Mogadiscio.

Con apposito ordine del giorno saranno indicate le norme da seguire per questo servizio.

Mogadiscio, 12 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXIII.

DECRETO COMMISSARIALE 15 marzo 1906, n. 68. *Organici della compagnia cannonieri.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 11 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto, n. 50, del R. Commissario generale, in data 24 gennaio 1906;

Visto il decreto, n. 62, del 12 corrente;

## DECRETA:

Articolo unico. — Anche alla Compagnia cannonieri sono assegnati sei Uachil, uno per pezzo; perciò la tabella di formazione (alleg. B, lett. d) rimane modificata come appresso:

Tenente (comandante) . . . . .	1
Jus basci . . . . .	3
Buluk basci . . . . .	6
Muntaz . . . . .	12
Uachil . . . . .	6
Trombettieri . . . . .	4
Attendenti e piantoni . . . . .	2
Ascari . . . . .	60
Muletti . . . . .	1

Mogadiscio, 15 marzo 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXIV.

DECRETO COMMISSARIALE 18 aprile 1906, n. 72. *Amministrazione della giustizia.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio c. a.;

Visto l'art. 6 del regolamento organico della Somalia italiana meridionale;

Visto il regolamento per l'amministrazione della giustizia, approvato con decreto n. 48, del R. Commissario generale, in data 6 gennaio c. a.;

Considerato che non trovasi ancora in Colonia il giudice coloniale richiesto dal predetto regolamento;

Considerato che, qualora non venga provveduto con speciale disposizione, mancherebbe la facoltà di appello in tutte quelle controversie delle quali, a tenore del regolamento per l'amministrazione della giustizia, il giudice coloniale conosce in secondo grado;

## DECRETA:

Articolo unico. -- Fino a che non farà parte dei funzionari della Somalia italiana meridionale il giudice coloniale, la conoscenza in secondo grado di tutte le controversie, sia civili che penali, decise in prima istanza dai residenti, è devoluta al R. Commissario generale della Somalia italiana meridionale, od a chi ne fa le veci, in caso di sua assenza dalla Colonia.

Mogadiscio, 18 aprile 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

## LXXV.

DECRETO COMMISSARIALE 7 maggio 1906, n. 75. *Divieto di emigrazione ai liberti.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale, n. 701, del 18 gennaio c. a.;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Considerati i danni che possono venire alla Colonia per la scarsità di mano d'opera, che comincia a farsi sentire, specialmente nella città della costa;

DECRETA:

Articolo unico. — È vietato ai liberti di emigrare dal territorio della Somalia italiana meridionale.

Mogadiscio, 7 maggio 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXVI.

DECRETO COMMISSARIALE 7 maggio 1906, n. 76. *Vagabondaggio.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio c. a.;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Riconosciuta la necessità di provvedere con opportune disposizioni al vagabondaggio al quale gli indigeni, sopra tutto i liberti, hanno spiccata tendenza ad abbandonarsi con danno della sicurezza pubblica, specialmente riguardo alla proprietà delle cose e con svantaggio del regolare svolgimento dei lavori, sia pubblici che privati, per il poco affidamento che può farsi sulla continuità della mano d'opera;

## DECRETA:

Art. 1. — Qualsiasi indigeno, uomo o donna, suddito italiano e dimorante nella Somalia italiana meridionale, il quale trascuri o rifiuti di provvedere al proprio mantenimento o sia sorpreso a chiedere l'elemosina e che sia fisicamente adatto a qualche lavoro, sarà considerato vagabondo, agli effetti del presente decreto.

Art. 2. — Gli agenti della forza pubblica potranno arrestare, senza alcun preavviso, qualunque indigeno che sia apparentemente vagabondo e lo condurranno innanzi al Residente.

Art. 3. — Il Residente procederà ad una immediata inchiesta, e quando avrà accertato che si tratta di individuo vagabondo ai sensi del presente decreto, lo dichiarerà tale

prendendone nota speciale, lo ammonirà severamente, informandolo che egli è sottoposto a sorveglianza e gli assegnerà un termine per occuparsi, diffidandolo che trascorso questo, qualora sia ancora disoccupato, sarà trattenuto in custodia.

Art. 4. — Il Residente, nel modo che crederà migliore, rivolgerà invito a tutti coloro, che vi hanno interesse, di presentare a lui le richieste di mano d'opera per lavori, sia pubblici che privati; di tali richieste terrà specialmente nota, e in conseguenza di esse procurerà di assegnare lavoro ad ogni vagabondo a seconda delle sue attitudini, fissando volta per volta la mercede giornaliera, che non dovrà però mai essere inferiore a quella minima che per ogni singola prestazione d'opera è per consuetudine pagata sul luogo ai lavoratori volontari.

Art. 5. — I vagabondi tenuti in custodia per il disposto dell'art. 3 di questo decreto sono sottoposti, per trattamento e disciplina, alle stesse regole degli altri prigionieri. Il trattamento giornaliero per il vitto stabilito in besa 8 sarà anticipato con fondi della Residenza, e sarà rimborsato con adeguate ritenute sulla mercede giornaliera che, a lavoro procurato, sarà corrisposto al vagabondo qualunque sia la persona o l'amministrazione presso cui esso è stato occupato.

Art. 6. — Il vagabondo che si rifiuti di accettare l'occupazione procuratagli o di eseguire il lavoro domandatogli, o che si renda colpevole di infrazione alla disciplina, può, per sentenza del Residente, essere condannato al carcere con obbligo di lavoro gratuito per una durata non superiore ai due mesi.

Art. 7. — Le disposizioni del presente decreto non sono applicabili alle donne maritate ed ai fanciulli di età inferiore ai 10 anni.

Mogadiscio, 7 maggio 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXVII.

DECRETO COMMISSARIALE 30 maggio 1906, n. 83.

*Dazio di esportazione sul tallero M. T.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio u. s.;

Visto l'art. 6 del Regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 59 in data 9 maggio corrente;

Essendo cessate le ragioni per le quali il dazio di esportazione gravante sul T. M. T. venne elevato al 20 %;

DECRETA:

Articolo unico. — Da oggi il dazio di esportazione sul Tallero Maria Teresa è portato di nuovo al 2 %.

Mogadiscio, 30 maggio 1906.

*Il Reggente il Governo della Somalia*

G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXVII.

DECRETO COMMISSARIALE 29 giugno 1906, n. 89. *Aggiunta alla tabella doganale.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio u. s.;

Visto l'art 6 dell'ordinamento sulla Somalia italiana meridionale;

Visto il regolamento doganale e l'annessa tariffa pubblicati con decreto n. 27 del R. Commissario Generale in data 12 settembre 1905;

Considerato che la tariffa doganale in vigore nella Somalia italiana meridionale è ispirata al principio della concessione dei dazi di favore per alcune merci di importazione doganale nazionale;

Considerato che all'atto della compilazione di detta tariffa non furono specificati i tessuti di cotone nazionali tipo «merican e marduf», probabilmente perchè di essi non se ne faceva allora alcuna importazione;

Considerato che da qualche mese lodevoli iniziative di commercianti hanno incominciato a far accettare sul mercato anche alcuni dei predetti tessuti di fabbricazione nazionale;

Ritenuto conveniente facilitare, nei limiti del possibile e senza grave danno delle finanze della Colonia, anche per questo prodotto nazionale la sua penetrazione nei diversi mercati della Somalia italiana meridionale per il vantaggio che ne può venire allo sviluppo dei traffici con la madre patria;

## DECRETA:

Articolo unico. — Alla voce n. 94 della tariffa dei dazi doganali sia aggiunto che i tessuti di cotone in essa specificati sono sottoposti ad un dazio del 5% sul valore quando di produzione nazionale provata nei modi prescritti dal regolamento doganale.

Magadiscio, 29 giugno 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA FERONI.

## LXXIX.

**LEGGE 14 luglio 1906, n. 427**, *che approva la transazione tra il Regio Governo e la Società di Navigazione Generale Italiana per una spedizione nell'Oceano Indiano sul piroscafo Paraguay nel 1890-91.*

(Gazzetta ufficiale del 16 agosto 1906, n. 191).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. — È approvata la transazione, qui unita, sottoscritta il 31 gennaio 1905, tra il Ministro degli affari esteri, il Ministro del tesoro e la Società di navigazione generale italiana, rispettivamente rappresentati, per apposita delegazione, dal sostituto avvocato erariale generale, comm. G. B. Calabrese e dal segretario del Consiglio di amministrazione della Società di navigazione generale italiana, cav. G. Paratore.

Art. 2. — È autorizzata la spesa straordinaria di lire 250 mila da pagarsi alla Società di navigazione generale italiana a titolo di rimborso, in via di transazione, per spese da essa sostenute nel 1890-91, in dipendenza della spedizione nell'Oceano Indiano del Piroscavo *Paraguay*.

Art. 3. — La predetta somma verrà stanziata in apposito capitolo della parte straordinaria del bilancio del Ministero degli affari esteri, in quattro esercizi finanziari consecutivi, a cominciare dall'esercizio 1906-907, in ragione di lire 70,000 nel 1° esercizio e di lire 60,000 negli altri tre esercizi susseguenti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 14 luglio 1906.

VITTORIO EMANUELE

A. MAJORANA.

TITTONI.

Visto, *Il Guardasigilli*: GALLO.

TRANSAZIONE.

L'anno 1905, il giorno 31 del mese di gennaio in Roma, fra le Loro Eccellenze il comm. Tommaso Tittoni, nella sua qualità di ministro degli affari esteri del Regno d'Italia, il comm. avv. Paolo Carcano, ministro del tesoro, rappresentati, per apposita delegazione, dal signor comm. Giovanni Battista Calabrese ed il signor cav. avv. Giuseppe Paratore, segretario del Consiglio di amministrazione della Navigazione generale italiana (Società riunite Florio e Rubattino, col capitale di 60 milioni, emesso e versato 33 milioni), all'uopo regolarmente autorizzato con deliberazione del Consiglio del 20 dicembre 1904, che al presente atto si allega (1).

L'avv. cav. Paratore Giuseppe, nella predetta qualità e colla predetta autorizzazione, dichiara quanto segue:

Premesso che il signor comm. Erasmo Piaggio, nella sua qualità di amministratore delegato della 'Società di navigazione generale italiana, Società riunite Florio e Rubattino, il 7 marzo 1896 notificava ai signori ministri degli esteri e del tesoro una citazione, nella quale, chiamando essi ministro

---

(1) Tale documento esiste negli atti del Ministero degli affari esteri. (N. d. Testo).

degli esteri e ministro del tesoro dinanzi all'autorità giudiziaria, esponeva:

« Che nel dicembre 1890 il ministro degli esteri, con una lettera n. 45123, ufficio coloniale, interessava la Società di navigazione generale italiana a partecipare alla costituzione di una Società nazionale, destinata a funzionare come ente politico e commerciale per assumere l'amministrazione giuridica e finanziaria ed esercitare tutte le concessioni ottenute ed ottenibili nei territori dell'Oceano Indiano.

« Che in attesa della costituzione della detta Società ed in seguito a successive pratiche, per invito del Ministero degli affari esteri, la Navigazione generale italiana consentì, sotto determinate condizioni di rimborso, a spedire sulla costa del Benadir il suo vapore *Paraguay* e ad aprire un credito di lire sterline 7000 sulla ditta C. S. Hambro & Son di Londra, in favore del cav. Filonardi, regio inviato del Governo, anticipando al medesimo la somma di lire 10,000. Di questo credito ed anticipo il Ministero degli affari esteri accusava ricevuta colla sua lettera dell'8 gennaio, n. 8448-2, ufficio coloniale.

« Che ultimata la missione del cav. Filonardi e non essendosi altrimenti costituita quella Società commerciale, la Navigazione generale italiana chiese ripetutamente al Ministero degli affari esteri il rimborso delle spese incontrate nella spedizione del *Paraguay* e delle somme pagate al cav. Filonardi, che al 30 giugno 1895, data dell'ultima liquidazione comunicata al Ministero, ammontavano, con gli interessi, a lire 436,715.10.

« Si concludeva quindi dall'istante Società per la condanna dei citati Ministeri al pagamento ».

Premesso che codesta citazione fu seguita da una lunga e non interrotta per anni serie di pratiche, intese ad un bonario componimento della vertenza.

Il signor avv. Paratore Giuseppe, nella suddetta qualità e colla predetta autorizzazione, intende e vuole sia transatta

la vertenza di cui alla rammentata citazione, ed a completa tacitazione e saldo di ogni eventuale credito, sia per la spedizione al Benadir del piroscavo *Paraguay*, sia per l'anticipazione di fondi, sia per ogni altra ragione di credito in ordine alla controversia di cui alla citazione stessa, accetta il pagamento di lire duecentocinquantamila (lire 250,000) che l'Amministrazione dello Stato esegue, senza interessi, in quattro rate annuali, di cui la prima di lire 70,000 appena approvato il relativo progetto di legge, e le altre di 60,000 lire ciascuna nei tre esercizi successivi.

Il signor Giovanni Battista Calabrese, nella rappresentanza come sopra, dichiara, a sua volta, che la citazione 7 marzo 1896 s'intende e vuole sia stata rammentata nel presente atto al solo scopo di determinare genericamente la controversia cui l'atto stesso si riferisce, senza includere nessun riconoscimento dei relativi speciali elementi di fatto, e s'intende e vuole che il presente atto non innovi nulla ai positivi o negativi rapporti di diritto che giudiziariamente possono correre riguardo alla controversia stessa fra Società e Governo.

Dichiara altresì assumere impegno che entro un anno, dalla data del presente atto, sia presentato apposito progetto di legge al Parlamento per l'approvazione della presente transazione e per lo stanziamento in bilancio dei fondi necessari al pagamento delle suddette annualità di lire 70,000 la prima, e lire 60,000 le altre tre, alla Società della navigazione generale italiana.

Il presente atto sarà soggetto alla superiore approvazione e le sue spese saranno a carico dell'Amministrazione dello Stato.

GIUSEPPE PARATORE,  
G. BATTISTA CALABRESE,

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*

TITTONI.

Visto: *Il Ministro del tesoro*  
A. MAJORANA.

## LXXX.

DECRETO COMMISSARIALE 20 luglio 1906, n. 91. *Aumento dell'indennità di rappresentanza alla Residenza di Giumbo.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio u. s.;

Vista la nota in fondo alla Parte III (organici civili) del Regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 43 del R. Commissario Generale, in data 1° gennaio 1906;

Visto il bilancio preventivo per l'esercizio 1906-1907;

Considerata la convenienza di aumentare la indennità di rappresentanza al Residente di Giumbo, portandola allo stesso ammontare di quelle di Merca e Brava, poichè per lo meno uguali sono gli oneri in tutte queste Residenze;

## DECRETA:

Articolo unico. — L'indennità di rappresentanza del ff. Residente di Giumbo da L. 240 è aumentata, dal 1° luglio, a lire 300.

Mogadiscio, 20 luglio 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXI.

LEGGE 29 luglio 1906, n. 397. *Proroga del termine prescritto dall'art. 5 della legge 2 luglio 1905, n. 319, relativa ai provvedimenti per la Somalia italiana meridionale (Benadir).*

(Gazzetta Ufficiale del 6 agosto 1906, n. 183).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. — Il termine di cui all'art. 5 della legge 2 luglio 1905 sui provvedimenti per la Somalia italiana meridionale è prorogato fino all'8 maggio 1906.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 luglio 1906.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.

Visto, *Il Guardasigilli*: GALLO.

## LXXXII.

DECRETO COMMISSARIALE 30 luglio 1906, n. 92. *Amministrazione della giustizia — Reati contro l'incolumità dei funzionari della colonia e degli individui di razza bianca.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visti i dispacci ministeriali n. 701, del 19 gennaio scorso e n. 21235/87, del 21 aprile corrente anno;

Visto l'art. 5 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Considerato che le pene sancite dalla legislazione penale ordinaria italiana per alcuni reati non sono, per lo stato ancora barbaro della regione, in armonia con l'indole e con le consuetudini degli indigeni e che perciò non ottengono quei risultati moderatori che il legislatore deve prefiggersi;

Riconosciuta la necessità di reprimere con la maggiore efficacia consentita dalle leggi ed in modo esemplare i reati commessi da indigeni contro l'incolumità dei funzionari della Colonia e degli individui di razza bianca, e di ricorrere perciò a disposizioni di legislazione speciale;

Valendosi delle facoltà dategli con l'art. 5 dell'ordinamento sopra citato;

## DECRETA:

Articolo unico. — I reati commessi da indigeni contro le

persone dei funzionari della Colonia e degli individui di razza bianca in genere, saranno giudicati, in tutto il territorio della Somalia italiana meridionale, secondo le forme, ed applicando le pene stabilite dal Codice penale militare per il tempo di guerra.

Mogadiscio, 30 luglio 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
CERRINA-FERONI.

## LXXXIII.

CONTRATTO 1° settembre 1906, con la Società *Cowasjee Dinshaw & Brs.* per l'istituzione di una linea regolare fra Aden, il Benadir e Zanzibar.

Oggi primo settembre millenovecentosei, fra il cav. Eugenio Cappello, reggente il consolato generale d'Italia in Aden, in rappresentanza del Governo del Benadir, ed il signor Hormajee, in rappresentanza della Ditta Cowasjee Dinshaw & Brs., si è addivenuto, alla presenza degl'infrascritti testimoni, alla stipulazione del presente contratto per un servizio regolare di navigazione fra Aden-Benadir-Zanzibar e viceversa, in base agli oneri e benefici appresso stabiliti:

Art. 1. — La Ditta Cowasjee & Brs. assume l'impegno d'istituire una linea regolare di navigazione tra Aden-Benadir-Zanzibar, servendosi del piroscafo *Wissmann*, o di un altro piroscafo che si trovi nelle stesse condizioni approssimativamente del predetto, tanto per le dimensioni quanto per la velocità.

I viaggi di andata e ritorno da compiersi saranno nove, uno al mese, a cominciare dal mese di settembre.

Art. 2. — I due piroscafi dovranno essere provvisti di almeno due comode cabine di 1<sup>a</sup> classe con due cuccette ciascuna, di una sala da pranzo e delle necessarie installazioni pel trasporto dei passeggeri di 3<sup>a</sup> classe sopra ponte.

Art. 3. — La prima partenza da Aden avrà luogo il dieci settembre, circa ventiquattro ore dopo l'arrivo del postale della P. & O. dall'Europa; i viaggi successivi saranno regolati in

modo che la partenza per il Benadir da Aden avverrà ogni primo lunedì del mese, circa 24 ore dopo l'arrivo del settimanale della P. & O. dall'Europa.

È però concesso alla Ditta Cowasjee Dinshaw di ritardare la partenza di quarantotto ore.

Art. 4. — In ogni viaggio i piroscafi della Ditta Cowasjee Dinshaw & Brs. dovranno toccare i porti di Mogadiscio, Merca e Brava fermandosi non meno di quarantotto ore nel primo e di ventiquattro negli altri due.

Rimarrà tuttavia in facoltà del capo dell'amministrazione locale di lasciar partire il piroscafo appena ultimato il carico e scarico delle merci e consegnata la posta in partenza ed anche prima quando lo stato del mare sia tale da non consentire operazioni di bordo; quest'autorizzazione dev'essere data per iscritto.

Art. 5. — I due piroscafi possono fare scalo, sia nell'andata, sia nel ritorno, nei porti di Shoukra Makella, Obbia, Itala, Kisimaju e Mombasa, purchè il tempo massimo impiegato nella traversata Aden-Mogadiscio non venga a risultare superiore a dodici giorni e quello Zanzibar-Benadir non superi i sette giorni.

Art. 6. — La Ditta Cowasjee Dinshaw si obbliga a toccare, in seguito ad ordine del console generale in Aden, o di chi per lui, Bender Gassim ed un altro porto qualsiasi della Somalia settentrionale italiana percependo un compenso di lire sterline sessanta, se dette fermate avranno luogo nel solo viaggio di andata o di ritorno, e, nel caso dell'andata e ritorno, di lire sterline cento. In caso di fermata in un solo porto, il compenso verrà ridotto, nei due casi sopra considerati, alla metà, ossia rispettivamente a lire sterline trenta ed a lire sterline cinquanta.

Art. 7. — La Ditta Cowasjee Dinshaw assume il servizio postale da e per i porti del Benadir e trasporterà gratuitamente sul percorso della linea da essa esercitata le lettere, i

pieghi, i pacchi postali e quanto è annesso all'Unione postale in tale servizio.

I comandanti dei piroscafi sono tenuti ad impedire il contrabbando postale. Le lettere non affrancate di cui essi o i passeggeri fossero latori dovranno essere consegnate all'ufficio postale del porto di arrivo per l'applicazione dei francobolli prescritti.

Delle contravvenzioni a questa prescrizione saranno responsabili gli assuntori del servizio postale, ai quali saranno applicabili le multe prescritte (da lire italiane 25 a lire italiane 100).

Art. 8. — La Ditta Cowasjee Dinshaw si obbliga di mantenere le unite tariffe che sono parte integrante della convenzione. Le merci dirette al Governo della Colonia godranno di un ribasso del 20 % sul nolo ed un ribasso del 30 % godranno gl'impiegati di qualsiasi categoria sui prezzi di trasporto.

Per gli ascari indrappellati in numero superiore a sei la riduzione sul prezzo di nolo sarà del 50 %.

L'acqua distillata ed il ghiaccio spediti da Mogadiscio alle altre stazioni della costa saranno trasportati gratuitamente e così pure i recipienti di ritorno dalle stazioni a Mogadiscio.

Art. 9. — Il Governo del Benadir corrisponderà alla Ditta Cowasjee Dinshaw la somma di lire italiane 58,500 (cinquantottomila cinquecento) in oro pagabili a rate mensili posticipate, al compimento di ogni viaggio, in ragione di lire italiane 6500 (seimila cinquecento) in oro. La decorrenza del canone s'intenderà principiare dal giorno in cui sarà compiuto il primo viaggio.

Art. 10. — Nei casi di mancato servizio, esclusa la forza maggiore da comprovarsi, la Ditta Cowasjee Dinshaw potrà essere sottoposta ad una penale estensibile sino al limite massimo di un nono di annualità per ogni volta.

Art. 11. — I vapori della Ditta Cowasjee Dinshaw saranno

tenuti esenti in tutti i porti del Benadir e durante il tempo in cui la convenzione rimarrà in vigore, da qualunque tassa di ancoraggio portuale e simili.

Il Governo coloniale s'impegna inoltre di favorire, per quanto è possibile, senza ledere i diritti di terzi, gli agenti della Ditta stessa e di accordare gratuitamente il terreno necessario per fare nella Colonia uno o più depositi di carbone, per uso dei piroscafi della Ditta stessa.

Art. 12. — Le parti s'impegnano a far risolvere qualunque eccezione avvenga tra il Governo della Colonia ed i comandanti dei vapori della Ditta da tre arbitri, di cui uno scelto dal Governo della Colonia, uno dalla Ditta assuntrice, i quali a lor volta, di comune accordo, sceglieranno il terzo. In caso di dissenso circa la nomina del terzo, questi verrà delegato dal giudice coloniale.

HORMAJEE COWASJEE DINSHAW

*Senior partowner*

*Cowasjee Dinshaw & Brs.*

Soralje Cowasjee Mehla.

Rustomgee Edulgee Avari.

EUGENIO CAPPELLO

*Reggente il Consolato d'Italia in Aden.*

---

**Prezzi del nolo da Aden alla costa del Benadir  
e dal Benadir Zanzibar e viceversa.**

NOMI	Per	Rupie	Ana	Pezze	
Animali { Asini, cammelli, cavalli e muli . . .	ognuno	13	8	0	
	{ Capre e pecore . . .	ognuna	2	0	0
Avorio . . . . .	frasla	3	0	0	
Burro indigeno (Ghee) . . . .	cassa	1	0	0	
Caffe (sotto 1 cwt) . . . . .	sacco	1	8	0	
Caffe (sotto 1 cwt) . . . . .	id.	1	8	0	
Dura o Soowari . . . . .	id.	1	0	0	
Frumento, grano, farina . . . .	id.	1	8	0	fino a 4 rupie.
Perle . . . . .	cassetta	2	0	0	
Corna . . . . .	collo	3	0	0	
Datteri . . . . .	sacco	1	8	0	
Ferro in sbarre . . . . .	sbarra	0	4	0	
Acciaio in piccole casse . . . . .	cassa	0	12	0	
Fiammiferi . . . . .	id.	4	0	0	
Cotone filato . . . . .	balla	3	0	0	
Comestibili . . . . .	cassa	2	0	0	fino a 4 rupie.
Gomma . . . . .	sacco	1	8	0	sotto 3 cwt.
Grasso di cammello . . . . .	cassa	0	12	0	
Vegetali . . . . .	cesta	1	8	0	
Macchine e loro parti . . . . .	tonnellata	20	0	0	di 20 cwt — 40 c ft.
Mercerie . . . . .	cassa	2	0	0	fino a 4 rupie.
Melasse . . . . .	id.	1	0	0	

NOMI	Per	Ru pie	Ana	Pe zze	
Gomma mitra . . . . .	sacco	1	8	0	
Olio di sesamo. . . . .	cassa	1	0	0	
Pelli di cammello. . . . .	1 corque	6	0	0	
Pelli di Gazzella . . . . .	120 »	5	0	0	
Pelli di capra . . . . .	8 »	3	0	0	
Pelli di bue . . . . .	1 »	3	0	0	
Petrolio . . . . .	cassa	0	10	0	
Riso . . . . .	sacco	1	8	0	
Sapone . . . . .	cassa	2	0	0	fino a 4 rupie.
Semi di sesamo . . . . .	sacco	1	0	0	
Semi di cotone. . . . .	id.	2	0	0	
Spezierie. . . . .	collo	3	0	0	
Spiriti . . . . .	cassa	1	8	0	per una dozz. di bott.
Tabacco . . . . .	collo	4	0	0	
Stoviglie e vetrerie . . . . .	cassa	2	0	0	fino a 4 rupie
Vino in piccoli barili . . . . .	barile	5	0	0	
Vino in damigiane . . . . .	damigiana	3	0	0	
Vino in fiaschi e bottiglie. . . . .	cassa	2	8	0	per una dozz. di bott.
Vermouth . . . . .	id.	2	8	0	id. id.
Zuccaro greggio . . . . .	sacco	1	8	0	
Zuccaro raffinato . . . . .	cassa	2	0	0	
Tessuti di cotone e cotonate. . . . .	balla	4	0	0	
Cotone. . . . .	id.	1	4	0	

Ogni altra merce non sopra indicata verrà caricata a peso o misura in ragione di rupie 20 per tonnellata di 20 cwt o di 40 c f t.

## Passeggeri.

	I <sup>a</sup> classe	Rupie	III <sup>a</sup> classe	Rupie
Benadir Aden o viceversa . . .		120	senza vitto	20
Mogadiscio-Merca id. . . .		10	id.	3
Merca-Brava id. . . .		10	id.	3
Mogadiscio-Brava id. . . .		15	id.	3

	I <sup>a</sup> classe	Rupie	III <sup>a</sup> classe	Ru pie
Benadir-Zanzibar o viceversa . . .		120		15
Mogadiscio-Merca id. . . .		10		3
Merca-Brava id. . . .		10		3
Mogadiscio-Brava id. . . .		15		3

## LXXXIV.

DECRETO COMMISSARIALE 12 settembre 1906, n. 98.

*Varianti al Decreto n. 28 del 15 settembre 1905  
per il pagamento dei dazi doganali.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio scorso;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 28, in data 15 settembre s. a., del R. Commissario generale;

Visto l'art. 40 del regolamento organico in vigore;

## DECRETA:

Art. 1. — Le norme stabilite col precitato decreto n. 28 per il pagamento dei dazi doganali sono abrogate e sostituite, fino a nuova disposizione, da quelle contenute nei seguenti articoli.

Art. 2. — Nel pagamento dei dazi doganali la moneta divisionale di nichelio non è più sottoposta ad alcun aggio, però non è accettata che per una somma corrispondente al massimo ad  $\frac{1}{4}$  dell'importo totale del dazio dovuto, dovendo in ogni modo gli altri  $\frac{3}{4}$  essere pagati in oro o in talleri M. T. (argento).

Art. 3. — Qualora il pagamento dei dazi doganali sia

fatto per  $\frac{1}{3}$  in oro, sopra la rimanente somma pagata in talleri d'argento M. T. sarà corrisposto l'aggio del 3 per cento.

Art. 4. — Quando il pagamento dei dazi doganali sia fatto in soli talleri argento M. T., oppure la proporzione dell'oro sia inferiore ad  $\frac{1}{3}$  dell'importo totale, l'aggio da corrispondere sopra la somma versata in talleri d'argento sarà del 5 per cento.

Mogadiscio, 12 settembre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXV.

DECRETO COMMISSARIALE 20 ottobre 1906, n. 111.

*Amministrazione della giustizia — Reati commessi contro le persone degli indigeni militari o impiegati del Governo.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visti i dispacci ministeriali n. 701, del 18 gennaio scorso, e n. 21235/87, del 21 aprile corrente anno;

Visto l'art. 5 dell'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 92 del 30 luglio u. s.;

Per le stesse considerazioni esposte nel citato decreto n. 92;

Riconosciuta la necessità di reprimere nel modo più efficace ed esemplare i reati commessi da indigeni contro gli impiegati ed i militari indigeni per causa di servizio, e di ricorrere anche per essi a disposizioni di legislazione straordinaria;

## DECRETA:

Articolo unico. — I reati commessi da indigeni contro le persone degli impiegati indigeni e dei militari del R. Corpo di truppe indigene, purchè risultino compiuti per ragioni inerenti al servizio che questi prestano nell'Amministrazione governativa, saranno giudicati secondo la forma ed applicando le pene stabilite dal Codice penale militare per l'esercito italiano durante il tempo di guerra.

Mogadiscio, 20 ottobre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

CERRINA-FERONI.

## LXXXVI.

DECRETO COMMISSARIALE 27 novembre 1906, n. 119.

*Aggiunta alla tabella doganale.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio scorso;

Visto l'art. 6 dell'ordinamento sulla Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 27 del R. Commissario generale, in data 12 settembre 1905;

DECRETA:

Alla tabella dei dazi doganali allegata al regolamento in vigore sono aggiunte le seguenti nuove voci:

*Esportazione.*

Pelli di pecora, agnello e montone; unità di misura: corgia; valore di una corgia: 5 talleri; dazio di esportazione 10 per cento.

Cera grezza; unità di misura: frasla, valore 8 talleri la frasla; dazio di esportazione 10 per cento.

Mogadiscio, 27 novembre 1906.

*Il Reggente della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXXVII.

DECRETO COMMISSARIALE 25 dicembre 1906, n. 121.

*Aggiunte al regolamento unico per il Corpo di truppe coloniali.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio scorso;

Visto il decreto del R. Commissario generale, in data 24 gennaio corrente anno, n. 51;

Visti gli articoli 6 ed 8 dell'ordiuamento per la Somalia italiana meridionale;

## DECRETA:

Al regolamento unico per il R. Corpo di truppe coloniali messo in vigore col decreto sopra citato, è fatta la seguente aggiunta tra i paragrafi 331 e 332:

*Artiglieria.*

Le istruzioni sono svolte in conformità dei regolamenti e delle istruzioni in vigore per l'arma e con quelle varianti che il Comandante della compagnia cannonieri crederà di apportare, in relazione al materiale di dotazione al reparto, ai mezzi di trasporto disponibili e allo impiego probabile che le artiglierie potranno avere nelle possibili eventualità di azione.

Importando in modo speciale il procurarsi degli ottimi puntatori, ogni anno verranno concessi i seguenti premi:

Uno di T. M. T. 10 al vincitore della gara annuale di puntamento;

Uno di T. M. T. 6 a 1 puntatore scelto 1° classificato;

Sei di T. M. T. 2 agli altri 6 puntatori scelti;

Due di T. M. T. 1 ai due puntatori di riserva.

Ai 7 puntatori scelti è inoltre concesso un soprassoldo di T. M. T. 1 al mese, per la durata di un anno, e cioè sino al successivo esame.

Ogni anno si eseguiranno alcuni esercizi di tiro a proietto, secondo il programma che il Comandante la compagnia sarà per stabilire. Si eseguiranno inoltre alcune lezioni di tiro al moschetto.

Mogadiscio, 25 dicembre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXXVIII.

DECRETO COMMISSARIALE 31 dicembre 1906, n. 123.

*Servizio di carico e scarico nel porto di Mogadiscio.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio corrente anno;

Visto il decreto n. 27, del 12 settembre 1905, del R. Commissario generale;

Visto l'art. 3 del regolamento doganale;

Visto il n. 6 dell'ordinamento per la Somalia italiana;

## DECRETA:

Il servizio di carico, scarico e trasbordo delle merci nel porto di Mogadiscio, a datare da oggi, viene disimpegnato, in via sperimentale, direttamente dal Governo della Colonia sotto la direzione dell'autorità di porto e dogana.

Mogadiscio, 31 dicembre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

GERRINA-FERONI.

---

## LXXXIX.

DECRETO COMMISSARIALE 31 dicembre 1906, n. 124.

*Aggiunta al regolamento doganale — Monete esenti da diritto di statistica.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio corrente anno;

Visto l'art. 6 del regolamento organico in vigore;

Visto il decreto n. 27 del R. Commissario generale, in data 12 settembre 1905;

## DECRETA:

Al regolamento doganale in vigore è fatta la seguente aggiunta:

Art. 208. — Tutte le monete che a norma delle vigenti tariffe doganali sono esenti da dazio di importazione e di esportazione sono anche esenti da diritto di statistica.

Mogadiscio, 31 dicembre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXX.

DECRETO COMMISSARIALE 31 dicembre 1906, n. 125.

*Varianti al regolamento unico per le truppe — Assegni ai jus basci provvisti di muletto.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 71, del 18 gennaio corrente anno;

Visto l'art. 6 del regolamento organico in vigore;

Visto il Decreto n. 51, del 24 gennaio s. a., del R. Commissario generale;

DECRETA:

Alla tabella (assegni personale indigeno) allegata al capitolo « Amministrazione e contabilità » è apportata la seguente modificazione:

Ai jus basci provvisti di muletto riconosciuto idoneo al servizio sarà corrisposta una indennità mensile di talleri Maria Teresa 2.

Mogadiscio, 31 dicembre 1906.

*Il Reggente il Governo della Colonia*  
G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXI.

DECRETO COMMISSARIALE 18 gennaio 1907, n. 127.

*Formazione di una nuova centuria.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto il decreto n. 41 del R. Commissario generale, in data 1° gennaio c. a.;

Visto l'art. 11 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale:

DECRETA:

Articolo unico. — A datare dal 25 corrente la 1<sup>a</sup> Compagnia sarà formata su cinque anzichè su quattro centurie,

La quinta centuria di nuova formazione sarà costituita col quinto buluc delle quattro centurie. Ogni centuria potrà avere gli effettivi d'organico rinforzato fino a raggiungere un massimo di 150 uomini.

Mogadiscio, 18 gennaio 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXXII.

DECRETO COMMISSARIALE 25 gennaio 1907, n. 128.

*Servizio vaglia — Autorizzazione della stazione di Gilib (Giuba) al pagamento dei vaglia.*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio n. 701, del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 del regolamento organico della Somalia italiana meridionale;

Visto il decreto n. 20 del R. Commissario generale, in data 8 luglio 1906;

Visto il decreto n. 65, in data 12 maggio s. a.-

DECRETA:

Articolo unico. — D'ora innanzi la stazione di Gilib è autorizzata anche al pagamento dei vaglia coloniali con le norme stabilite col decreto succitato n. 20 dell'8 luglio s. a., ed ordine n. 64 stessa data.

Mogadiscio, 25 gennaio 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXIII.

DECRETO COMMISSARIALE 26 gennaio 1907, n. 129.

*Indennità di rappresentanza alla stazione di Gilib  
(Giuba).*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, del 18 gennaio 1906;

Vista la nota n. 1 in calce alla tabella 6, lettera H,  
parte III, del regolamento organico per la Somalia italiana  
meridionale;

DECRETA:

Articolo unico. — Anche al signor Comandante la stazione  
di Gilib è concessa una indennità di rappresentanza annua  
di lire trecento, a decorrere dal 1° gennaio corrente anno.

Mogadiscio, 26 gennaio 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXXIV.

DECRETO COMMISSARIALE 16 febbraio 1907, n. 133.

*Varianti alla tabella doganale (dazio sul sale).*

IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701 del 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto l'art. 144 del regolamento doganale in vigore (Decreto 27 del R. Commissario generale, in data 12 settembre 1905);

Visto il prezzo del sale nelle diverse piazze della Colonia;

## DECRETA:

Art. 1. — Alla tabella dei dazi doganali (Alleg. *A*) n. 51, è apportata la seguente variazione:

Sale comune, frasla, importazione 10 per cento.

Art. 2. — Alla tabella dei valori (Alleg. *B*) al regolamento doganale, è apportata la seguente modificazione:

N. 51, sale comune, frasla 25 besa.

Mogadiscio, 16 febbraio 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXXXV.

DECRETO COMMISSARIALE 12 marzo 1907, n. 139.

*Amministrazione della giustizia — Casi in cui le cause cadono in prescrizione.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DELLA COLONIA

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, in data 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 6 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il regolamento per l'Amministrazione della giustizia, messo in vigore con Decreto n. 48 del R. Commissario generale, in data 6 gennaio s. a.;

Premesso che il Sultano Ali Osman di rito Anafi verso l'anno mille dell'Egira, nell'intendimento di rendere più regolare l'Amministrazione della giustizia, uniformandosi al parere emesso dagli Imam di rito Sciafi e di rito Anafi, emanava un editto col quale stabiliva la competenza dei giudici, ne fissava la giurisdizione territoriale e proibiva loro di prendere in esame le cause riferentisi a fatti da oltre 15 anni, in applicazione dei principî esposti nel libro di Abu Anafat, per concorde parere degli Imam stessi ritenuto il migliore;

Consultato il libro di El Sciargani, sia nella sua parte essenziale che nei commenti;

Consultato il libro Taharir di rito Sciafi e quelli di Scek El Rahamanie, di Eburn Ziad, di Scek El Uffani e di Scekuna El Brania, i quali sono concordi nell'ammettere anche per

il rito Sciafi il principio della prescrizione ammesso ed applicato dai giureconsulti di rito Anafi;

Considerato che anche nel libro Fetau El Calil. Scek Mohammed El Galili El Sciafi, nel commentare quanto è ammesso al riguardo da Scek Ahmed El Muzzagied nel libro Ubab, sostiene e chiaramente dimostra essere applicabili anche per il rito Sciafi tutti i principî ammessi dal rito Anafi, poichè entrambi si completano e si integrano;

Riconosciuta la necessità di agevolare ai giudici mussulmani l'applicazione della Sceria;

#### DECRETA:

1° Le cause riflettenti questioni di sangue o riguardanti razzie avvenute prima del 1° gennaio 1905 (mese di Sciaual 1322) sono prescritte:

Le cause riflettenti questioni di sangue o razzie avvenute dopo la data di cui sopra o che verranno dopo la pubblicazione del presente Decreto, s'intendono prescritte entro due anni dal giorno in cui avvennero od avverranno.

2° Le cause riguardanti diritti di successione sono prescritte dopo 15 anni, semprechè gli attori non siano in possesso di regolari documenti, debitamente registrati dalle autorità competenti, che comprovino i loro diritti, o siano periti i beni costituenti l'eredità in questione. In caso contrario la prescrizione non ha luogo qualunque sia il tempo trascorso dall'apertura della successione.

Però le cause per successione apertesi prima del 1° gennaio 1905 (mese di Sciaual 1322) e riguardanti eredità costituite da servi domestici, sono prescritte e la prescrizione è di anni due per le successioni apertesi dopo tale data: ciò bene inteso nei casi previsti dalle ordinanze sulla schiavitù.

3° Le cause riflettenti obbligazioni in genere, vendite, compere, ecc., sono prescritte dopo 10 anni, qualora l'attore non possieda documenti regolari in appoggio ai propri diritti.

In caso contrario la prescrizione non ha luogo, qualunque sia il tempo trascorso.

4° Per le cause di cui ai precedenti numeri 1, 2 e 3 cadute in prescrizione, è però data facoltà ai residenti, e per essi ai cadì ed ai notabili, di intervenire in via consigliativa.

Mogadiscio, 12 marzo 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

---

## LXXXXVI.

DECRETO COMMISSARIALE 1° aprile 1907, n. 146. *Organico della Compagnia cannonieri.*

## IL REGGENTE IL GOVERNO DEL BENADIR

Visto il dispaccio ministeriale n. 701, in data 18 gennaio 1906;

Visto l'art. 11 del regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

## DECRETA:

La tabella di formazione della Compagnia cannonieri allegato *B* (lettera *a*), e così modificata:

	Uomini		Quadrupedi
	Italiani	Indigeni	
Tenente comandante . . . . .	1	—	—
Jus basci . . . . .	—	4	—
Buluk basci. . . . .	—	8	—
Muntaz . . . . .	—	16	—
Uachil. . . . .	—	8	—
Trombettieri. . . . .	—	5	—
Attendenti e piantoni . . . . .	—	2	—
Ascari. . . . .	—	81	—
Muletti . . . . .	—	—	1
Totale . . . . .	<u>1</u>	<u>124</u>	<u>1</u>

Mogadiscio, 1° aprile 1907.

*Il Reggente il Governo della Colonia*

G. CERRINA-FERONI.

## LXXXXVII.

DECRETO COMMISSARIALE **31 maggio 1907, n. 157.**

*Varianti al regolamento di polizia (abolizione della  
tassa per balli, fantasie, ecc.).*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto il regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Visto il vigente regolamento di polizia;

## DECRETIAMO:

A partire dal 1° giugno 1907 è abolita la tassa di licenza prescritta dall'art. 72, B-2, B-3 del regolamento di polizia per fantasie, balli, spettacoli pubblici, pubbliche riunioni e fantasie matrimoniali, restando peraltro in pieno vigore l'articolo 14 relativo all'autorizzazione da chiedere al residente, e l'art. 15 relativo alla responsabilità che incombe per eventuali disordini agli organizzatori di simili festeggiamenti.

Mogadiscio, 31 maggio 1907.

*Il R. Commissario civile*  
CARLETTI.

---

## LXXXXVIII.

## DECRETO COMMISSARIALE 31 maggio 1907, n. 159.

*Diritti di cancelleria per atti di stato civile, giurisdizione civile e penale, ecc.*

Noi, ecc., TOMMASO CARIETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto il regolamento organico per la Somalia italiana meridionale;

Considerato che ragioni di equità si oppongono a che gli europei residenti in Colonia vadano esenti dal pagamento dei diritti dovuti per redazione di atti notarili, mentre vi sono soggetti i nativi del paese;

Considerato, d'altra parte, che rispetto a questi ultimi è opportuno conservare in vigore la tariffa a cui sono già abituati, quantunque essa appaia non perfettamente consona a quei principî che debbono regolare siffatta materia, non essendovi sempre esatta corrispondenza tra l'ammontare del diritto e l'importanza dell'atto o l'entità del servizio reso;

In attesa che si possa riordinare in modo organico tutta questa materia dei diritti di cancelleria dovuti per atti di stato civile, di giurisdizione civile, penale e commerciale, notarili ed amministrativi in genere;

## DECRETIAMO:

1° Continuerà ad avere piena applicazione la tariffa attuale vigente per gli atti notarili redatti nell'interesse degli indigeni;

2° Agli atti notarili redatti nell'interesse degli europei si applicherà la stessa tariffa, e cioè per:

A) Atti che non abbiano per oggetto immediato trapasso di somme e valori determinabili, come mandati generali, speciali e *ad litem*; rendiconto e liberazione di tutela; convenzioni matrimoniali senza costituzione di dote; promessa semplice di matrimonio; scioglimento di Società senza liquidazione; compromesso; nomina e revoca di arbitri; testamento pubblico; presentazione o apertura di testamento segreto; processo verbale di deposito di testamento olografo; processo verbale di ritiro di testamento segreto o di testamento olografo; atto di consenso od autorizzazione di genitori od ascendenti a favore dei discendenti e del marito in favore della moglie; protesto di una lettera di cambio, di un biglietto all'ordine; consenso o radiazione o riduzione d'ipoteca o togliimento di sequestro; ratifica e ricognizione di contratti; inventario; processo verbale di deposito di scrittura o di qualsiasi altro atto o documento; autenticazione di sottoscrizione apposta a scrittura privata; altri atti unilaterali o bilaterali di valore indeterminabile; certificati e dichiarazioni d'ufficio del ministero notarile non specificati al paragrafo B;

Diritto fisso: un tallero.

B) Atti che abbiano per oggetto trapasso di somme e di valore determinabili, come vendita di immobili e mobili; locazione; cessione e proroga, modificazione o risoluzione di locazione; contratto di società; proroga, modificazione o scioglimento di società con liquidazione; contratto di matrimonio con costituzione di dote; semplice costituzione di dote fatta da altri che dagli sposi o dai loro genitori; transazioni; ricognizioni di debito; mutuo; apertura di crediti; fideiussione; costituzione di pegno od ipoteca in atto separato; quietanza e liberazione; convenzioni e concordati fra i creditori ed il loro debitore, tanto prima che dopo la dichiarazione di fallimento; contratto di nolo di navi; contratto di pegni sopra

navi; contratto di prestito a cambio marittimo e di prestito sopra mercanzia; contratto di assicurazione marittima; risoluzione degli stessi contratti; certificato di proprietà; altri atti unilaterali o bilaterali di valore determinabile.

Diritto proporzionale: 1 per cento.

Nel determinare il capitale o valore, a cui si applica il diritto proporzionale sopra indicato, il ff. di notaio, per gli europei, si atterrà alle avvertenze speciali della vigente tariffa consolare.

C) Copia, estratto letterale od analitico di qualsiasi atto notarile;

Diritto fisso: 1 tallero.

3° I casi continueranno a percepire come quota loro spettante il 25 per cento dei diritti che riscuotono per atti notarili redatti a richiesta d'indigeni.

4° L'intero ammontare dei diritti riscossi dai residenti per gli atti notarili redatti a richiesta di europei o di europei ed indigeni insieme, sarà mensilmente versato nella Cassa del Governo del Benadir.

5° Le presenti disposizioni entreranno in vigore col 1° giugno 1907.

Mogadiscio, 31 maggio 1907.

*Il R. Commissario civile*  
CARLETTI.

## LXXXXIX.

DECRETO COMMISSARIALE 4 giugno 1907, n. 160.  
*Tassa vaglia coloniali (varianti al Decreto n. 20  
dell' 8 luglio 1905).*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento per la Somalia italiana meridionale;  
Visto il Decreto n. 20 in data 8 luglio 1905;  
Su proposta del direttore del servizio postale;

## DECRETIAMO:

La tassa per l'emissione di vaglia coloniali è fissata a centesimi quaranta ogni cento lire, a datare dal 1° luglio prossimo venturo.

S'intende, in conseguenza, abrogato il paragrafo 5 del Decreto n. 20 dell' 8 luglio 1905.

Mogadiscio, 4 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*  
T. CARLETTI.

---

C.

DECRETO COMMISSARIALE 12 giugno 1907, n. 161.  
*Costituzione del Corpo di polizia.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

DECRETIAMO:

Dal 1° luglio il Corpo di polizia del Benadir è costituito come è indicato dalla seguente tabella:

GRADI	Numero	Quadrupedi	Annotazioni
Jus basci . . . .	2	—	Le guardie di polizia sono alla diretta dipendenza dei Residenti e disimpegnano anche il servizio di vigilanza alla dogana.
Buluc basci. . . .	6	—	
Muntaz . . . . .	12	—	
Uachil . . . . .	6	—	
Guardie . . . . .	150	—	

Mogadiscio, 12 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*  
 CARLETTI.

CI.

DECRETO COMMISSARIALE 12 giugno 1907, n. 162.

*Assegni pel Corpo di polizia.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale,

DECRETIAMO:

Al personale del R. Corpo di polizia indigena è corrisposto il seguente assegno mensile:

Jus Basci . . . . .	Talleri	27
B. Basci . . . . .	»	15
Muntaz. . . . .	»	11
Uachil . . . . .	»	8
Guardie . . . . .	»	7 1/2

Mogadiscio, 12 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*

T. CARLETTI.

## CII.

**DECRETO COMMISSARIALE 19 giugno 1907, n. 164.**  
*Velieri indigeni che battono bandiera italiana.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'accordo Italo-Franco-Inglese in data 13 dicembre 1906 per la repressione del contrabbando delle armi e delle munizioni nel Mar Rosso, nel Golfo di Aden e nell'Oceano Indiano;

Visto il dispaccio del R. Ministero degli affari esteri n. 12334, del 6 marzo 1907, col quale si fa invito a questo Governo di disporre con apposita ordinanza per l'esecuzione nelle acque territoriali del Benadir, di quanto è prescritto nell'accordo predetto;

## DECRETIAMO:

I velieri indigeni, che battono bandiera italiana nelle acque territoriali del Benadir, dovranno sottostare alle seguenti prescrizioni, per essere più facilmente riconosciuti a distanza:

1° Le lettere e le cifre che sono scafo, a poppa, indicati rispettivamente il nome ed il tonnello del veliero, dovranno essere dell'altezza di 35 centimetri; la lettera dell'iniziale del porto d'iscrizione e la cifra o le cifre del numero d'iscrizione, che sono sulla vela, dovranno essere dell'altezza di centimetri 45;

2° La vela sarà tinta in rosso, tanto sul diritto quanto sul rovescio, nella parte superiore, per un tratto di quattro metri, misurati sui due lati della vela a partire dal vertice.

Mogadiscio, 19 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*  
CARLETTI.

## CIII.

DECRETO COMMISSARIALE 20 giugno 1907, n. 165.  
*Ripartizione del Corpo di truppe coloniali.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

DECRETIAMO:

1° Le forze militari del Benadir dal 1° luglio p. v. saranno ripartite come è indicato dal seguente specchio:

REPARTI	Sedi	Suddivisioni	Uomini										Totale indigeni Quadrumetri da sella di Ufficiali	
			Ufficiali			Truppa								Totale indigeni
			Capitani	Tenenti	Graduati	Soldati	Jus Basci		Muntaz	Uchbil	Trombettieri	Ascari		
							Buluk Basci	Buluk Basci						
1 <sup>a</sup> Comp. Fant.	Mogadiscio	4 Centurie	1	4	-	-	8	16	32	16	8	436	516	5
2 <sup>a</sup> » »	Merca	5 »	1	5	-	-	10	20	40	20	10	545	645	6
3 <sup>a</sup> » »	Brava	2 »	1	2	-	-	4	8	16	8	4	218	258	3
4 <sup>a</sup> » »	Giumbo	2 »	1	2	-	-	4	8	16	8	4	218	258	3
5 <sup>a</sup> » »	Lugh	2 »	1	2	-	-	4	8	16	8	4	218	258	3
Comp. Cannon.	Mogadiscio	4 sezioni	-	1	1	1	4	8	16	2	5	115	156	1
			5	16	1	1	34	68	136	68	35	1750	2091	21

2° L'organico di una centuria di fanteria è il seguente:

Jus Basci . . . . .	2
Buluk Basci . . . . .	4
Muntaz . . . . .	8
Uachil . . . . .	4
Trombettieri . . . . .	2
Ascari (compresi attendenti, piantoni, ecc. . . . .)	109
Totale . . . . .	<u>129</u>

3° L'organico di una sezione della Compagnia cannonieri è il seguente:

Jus Basci . . . . .	1
Buluk Basci . . . . .	2
Muntaz . . . . .	4
Uachil . . . . .	2
Trombettiere . . . . .	1
Ascari . . . . .	28
Totale . . . . .	<u>38</u>

4° La 1<sup>a</sup> Compagnia distacca un buluk a Gesira ed una centuria ad Itala che, a sua volta, distacca un buluk a Uorscek.

La 4<sup>a</sup> Compagnia distacca un buluk a Margherita ed una centuria a Gilib che, a sua volta, distacca un buluk a Kan-suma.

La 5<sup>a</sup> Compagnia distacca una centuria a Bardera.

La Compagnia cannonieri distacca una sezione a Merca.

Mogadiscio, 20 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*  
T. CARLETTI.

## CIV.

DECRETO COMMISSARIALE 21 giugno 1907, n. 166.

*Modificazioni al regolamento unico per le truppe indigene.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento per la Somalia italiana meridionale;

Visto il regolamento unico per il R. Corpo di truppe indigene;

In parziale modificazione di questo per la necessità di adattarlo a mutate condizioni di fatto, con riserva tuttavia di quelle diverse disposizioni che il R. Ministero degli esteri crederà includere in un nuovo regolamento da compilarsi in seguito alla legge sull'ordinamento della Somalia italiana meridionale, che è attualmente sottoposta all'esame del potere legislativo;

## DECRETIAMO:

I sottoindicati articoli del regolamento unico per il R. Corpo di truppe coloniali sono modificati come segue:

Art. 17. — Nella prima quindicina di ogni mese, il Comandante delle truppe comunica al R. Commissario il nome dei militari la cui ferma scade nel mese successivo, con la proposta di congedamento o di rafferma, cui darà corso non appena i relativi elenchi gli siano restituiti.

Art. 97. — La sospensione dal grado e la retrocessione sono decise dal Comandante delle truppe.

L'espulsione dalle truppe indigene è sempre decisa dal R. Commissario civile o da chi ne fa le veci, su proposta del Comandante delle truppe, e prescrivendo in pari tempo se l'individuo può fissarsi in Colonia, ovvero è da rimpatriare.

Art. 109. — Le promozioni sono fatte dal Comandante delle truppe, dandone subito comunicazione all'ufficio di Governo.

Art. 114. — Le piccole licenze ai militari del R. Corpo di truppe indigene sono accordate dal Comandante di compagnia o di distaccamento; le licenze ordinarie dal Comandante delle truppe che ne informerà subito il R. Commissario.

Non potranno trovarsi contemporaneamente in licenza più di quattro militari per centuria.

Art. 117. — Il R. Commissario soltanto può concedere licenze straordinarie di convalescenza per infermità contratte in servizio comandato. Queste licenze hanno la durata massima di mesi 6, ed il militare che ne fruisce ha diritto a quattro quinti di paga. (Art. 48 del regolamento organico).

Nulla per ora è innovato quanto al resto.

Si richiama poi, ove occorra, ad una più esatta osservanza degli articoli 332, 336, 370, 377.

Mogadiscio, 21 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*

T. CARLETTI.

---

## CV.

DECRETO COMMISSARIALE 28 giugno 1907, n. 192. *Istituzione in Mogadiscio di una scuola di lingua italiana.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento per la Somalia italiana meridionale;

## DECRETIAMO:

È istituita a Mogadiscio una scuola per l'insegnamento della lingua italiana agl'indigeni del Benadir.

*[Il signor Alberto Petri, addetto all'ufficio di Governo, è incaricato dell'insegnamento in detta scuola con l'indennità mensile di L. 60, a decorrere dal 1° luglio p. v.]*

La scuola sarà aperta alla stessa data, e funzionerà sotto l'alta direzione e sorveglianza del locale Comitato della « Dante Alighieri ».

Merca, 28 giugno 1907.

*Il R. Commissario civile*  
T. CARLETTI.

---

## CVI.

**LEGGE 30 giugno 1907, n. 499.** *Modificazioni alla tabella annessa alla legge 2 luglio 1905, n. 319 (allegato E) pel riscatto del Benadir.*

(Gazzetta ufficiale del 23 luglio 1907, n. 174).

VITTORIO EMANUELE, ecc., RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. — La tabella (allegato E) annessa alla legge 2 luglio 1905, n. 319: «Provvedimenti per la Somalia meridionale (Benadir)», è, per la parte d'interessi e di ammortamenti da estinguersi dall'esercizio 1907-908 in poi, modificata come appresso:

Esercizio finanziario	Interessi	Ammortamento	Totale
1907-908. . . . .	139,430.40	231,984.89	371,415.29
1908-909. . . . .	130,151.00	241,264.29	371,415.29
1909-910. . . . .	120,500.43	250,914.86	371,415.29
1910-911. . . . .	110,463.84	260,951.45	371,415.29
1911-912. . . . .	100,025.78	271,389.51	371,415.29
1912-913. . . . .	89,170.20	282,245.09	371,415.29
1913-914. . . . .	77,880.39	293,534.90	371,415.29
1914-915. . . . .	66,139.00	305,276.29	371,415.29
1915-916. . . . .	53,927.95	317,487.34	371,415.29
1916-917. . . . .	41,228.45	330,186.84	371,415.29
1917-918. . . . .	28,020.98	343,394.31	371,415.29
1918-919. . . . .	14,285.06	357,130.23	371,415.29
	971,223.48	3,485,760.00	4,456,983.48

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, il 30 giugno 1907.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI - CARCANO.

Visto, *Il Guardasigilli*: ORLANDO.  

---

## CVII.

ISTRUZIONI 1° luglio 1907 *del capo dell'Ufficio di porto di Mogadiscio per la concessione delle patenti di sanità.*

Art. 1. — La patente di sanità attesta lo stato sanitario del luogo di partenza della nave, le condizioni igieniche della nave stessa e del carico, lo stato di salute dell'equipaggio e dei passeggeri al momento dell'inizio del viaggio e ad ogni approdo.

Art. 2. — La patente è obbligatoria per tutte le navi della Colonia e per quelle estere.

Art. 3. — La patente è valida per un solo viaggio, essa sarà rilasciata dall'ufficio di porto del luogo in cui la nave prende l'intero carico o ne principia a ricevere parte, e conserva la sua validità finchè tutto il carico, o parte di esso, rimanga a bordo.

Art. 4. — Ove la nave, per completare il carico, approdi successivamente in altri porti della Colonia, dopo quello in cui le fu rilasciata la patente, questo documento non dovrà essere rinnovato ad ogni approdo, ma sarà invece solamente vidimato, senza tassa, dal rispettivo capo dell'ufficio di porto.

La stessa norma sarà osservata per le navi che approdano di rilascio.

Art. 5. — Se la nave ha subito le misure sanitarie prescritte dalle autorità locali, e parte prima di aver ottenuta libera pratica, verrà fatta annotazione dal capo dell'ufficio di porto sulla patente delle condizioni sanitarie della nave stessa,

con l'indicazione del trattamento sanitario al quale fu sottoposta.

Art. 6. — Gli uffici di porto non potranno segnare sulle patenti che la salute pubblica del luogo di partenza non è nelle condizioni normali, se non in seguito a disposizione del Governatore della Colonia.

Art. 7. — Gli uffici di porto non rilasceranno la patente, nè regolarizzeranno i documenti di bordo, se non si sia acquisita la convinzione che la nave si trova in buone condizioni igieniche.

Art. 8. — Le navi che approdano in uno dei porti della Colonia, e ne ripartono per l'estero senza prendere pratica entro le ventiquattro ore, non sono obbligate a provvedersi di una nuova patente, anche se facciano operazioni in contumacia.

Art. 9. — Le patenti saranno conformi al modello stabilito, verranno fornite agli uffici di porto da quello di Mogadiscio, e saranno firmate dai capi dei detti uffici.

Le indicazioni delle patenti circa la portata della nave, il nome del capitano, il numero dei componenti l'equipaggio e dei passeggeri, dovranno essere conformi alle risultanze delle carte di bordo.

Art. 10. — La patente dev'essere rilasciata alla nave entro le ventiquattro ore che precedono la partenza.

Nel caso succedano variazioni, in questo frattempo, nel comando della nave, nel numero dei componenti l'equipaggio o dei passeggeri, nel carico, o nelle condizioni sanitarie del luogo di partenza, saranno esse annotate sulla patente, e le stesse annotazioni saranno firmate dal capo dell'ufficio di porto.

Art. 11. — Nel caso che uno o più porti della Colonia siano dichiarati dal Governatore quali focolari di malattia infettiva e diffusiva, tutte le navi della Colonia ed estere, in partenza dai porti stessi per gli altri scali della Colonia, do-

vranno essere provvedute di patente, la quale sarà rilasciata gratuitamente e dovrà essere rinnovata ad ogni viaggio.

Art. 12. — La vidimazione della patente sarà fatta gratuitamente.

Art. 13. — S'intenderà sempre sotto la denominazione di nave, in genere, ogni imbarcazione addetta alla navigazione.

Art. 14. — In ogni caso di arrivo di navi, in condizioni da essere sospette di pericolo per la salute pubblica, gli uffici di porto devono riferirne alle rispettive autorità competenti.

Art. 15. — Per la concessione delle patenti di sanità alle navi della Colonia ed estere, dirette all'estero, si pagheranno:

- a) mezzo tallero dalle navi di portata inferiore alle 51 tonnellate;
- b) un tallero dalle navi che abbiano una stazza fra le 51 e le 100 tonnellate;
- c) due talleri dalle navi di portata superiore.

Mogadiscio, 1° luglio 1907.

*Il capo d'ufficio di porto*

FONZI.

## CVIII.

**LEGGE 14 luglio 1907, n. 505.** *Impianto ed esercizio di stazioni radiotelegrafiche nel Benadir e nella Colonia Eritrea.*

(Gazzetta ufficiale del 23 luglio 1907, n. 174).

VITTORIO EMANUELE, ecc., RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. — È autorizzata la spesa straordinaria di L. 600,000, da iscriversi nello stato di previsione della spesa del Ministero della marina per l'esercizio finanziario 1906-907, per provvedere all'impianto di stazioni radiotelegrafiche nel Benadir e nella Colonia Eritrea.

Art. 2. — A partire dal 1907-908, nel bilancio del Ministero della marina sarà iscritta l'annua somma di L. 110,000, per l'esercizio delle stazioni radiotelegrafiche accennate nel precedente articolo.

Art. 3. — Le somme, di cui agli articoli 1 e 2, saranno portate in aumento alla somma complessiva consolidata di spese effettive stabilita con la legge 24 marzo 1907, n. 135.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 14 luglio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

C. MIRABELLO - TITTONI - SCHAN-  
ZER - CARCANO.

Visto, *Il Guardasigilli*: ORLANDO.

## CIX.

DECRETO COMMISSARIALE 17 luglio 1907, n. 177. *Istituzione di villaggi di servi.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Ritenuto che per quanto concerne la questione della schiavitù conviene adottare provvidenze che, mentre non danneggino i padroni privandoli ad un tratto delle braccia necessarie all'agricoltura, migliorino, sotto il rispetto morale ed economico, le condizioni dei servi, attualmente esistenti a Benadir, in quei luoghi dove la schiavitù non si è potuta ancora trasformare in servitù domestica:

## DECRETIAMO:

1° Nelle regioni della Colonia in cui esistono già, o è possibile istituire, villaggi di servi, i signori Residenti nomineranno, per ciascuno di essi, due capi stipendiati, di cui uno tratto dalla classe dei servi, l'altro dalla classe dei padroni.

2° I due capi invigileranno affinché i padroni trattino umanamente i servi, rispettino i diritti che ad essi competono, e dal canto loro i servi lavorino diligentemente, e secondo i patti convenuti, le terre dei padroni.

3° In caso di controversia tra servi e padroni, i due capi cercheranno di comporrele amichevolmente. Ove non riescano rimetteranno le parti avanti al Residente. Ove neppure

al Residente venga fatto di comporre amichevolmente la vertenza, questa verrà portata davanti al tribunale speciale, di cui all'articolo seguente.

4° In ogni regione, ove esistano villaggi di servi organizzati come sopra, verrà istituito un tribunale, presieduto dal Residente, e composto dal 1° Cadi della città capoluogo e di due notabili della medesima, scelti ogni anno dal Residente tra le persone addette al culto o che abbiano cognizioni speciali in diritto mussulmano. Il tribunale si riunirà ogni volta che il Residente lo crederà opportuno. Esso deciderà a maggioranza di voti. In caso di parità di voti, avrà voto preponderante il presidente. Le decisioni del tribunale saranno definitive.

5° I signori Residenti cureranno di compilare, d'accordo coi padroni e coi servi, un regolamento in cui siano precisati i diritti e doveri reciproci dei padroni e dei servi. Il tribunale come sopra costituito, nel decidere le controversie tra servi e padroni, si atterrà a questo regolamento e, ove occorra, alle regole della Sceria.

Mogadiscio, 17 luglio 1907.

*Il R. Commissario civile*  
T. CARLETTI.

---

## CX.

REGIO DECRETO 19 luglio 1907, n. 334, che approva un contratto riguardante concessione di terreno a scopo agricolo al Benadir.

(Gazzetta ufficiale del 30 agosto 1907, n. 206).

VITTORIO EMANUELE, ecc., RE D'ITALIA

Visto il contratto provvisorio stipulato in Roma il 18 marzo 1907 fra il Commissario civile pel Benadir ed il signor Gustavo Carpanetti relativo a concessioni di terreno a scopo agricolo nella Colonia del Benadir;

Udito il Consiglio coloniale, il quale, dando parere favorevole sul predetto contratto, ha però suggerito parecchie modificazioni al contratto stesso;

Vista la lettera del 23 giugno 1907, con la quale il signor Carpanetti accetta le modificazioni suddette;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del nostro ministro segretario Stato per gli affari esteri;

## ABBIAMO DECRETATO E DECRETIAMO:

Articolo unico. — È approvato l'unito contratto, qui unito in copia autentica, stipulato in Roma il 18 marzo 1907 fra il cav. Carletti, commissario civile del Benadir, ed il signor Gustavo Carpanetti, con le modificazioni ed aggiunte qui appresso riportate accettate dal concessionario:

a) all'art. 1 aggiungere la parola *esistenti*, dopo l'inciso *presidi italiani*;

b) all'art. 4 sopprimere la parola *enfiteusi*;

c) all'art. 12 sostituire il seguente:

« È fatto obbligo al concessionario di rilasciare nel terreno concesso, a richiesta del Governo della Colonia, in qualsiasi tempo, gratuitamente e senza indennità di sorta, le zone di terreno occorrenti alla pubblica viabilità, secondo i tracciati, le modalità e le dimensioni che verranno dal Governo della Colonia determinati »;

d) All'art. 17 aggiungere dopo eredi:

« i quali rimarranno sempre responsabili solidalmente verso l'Amministrazione, per quanto si riferisce alla esecuzione del contratto ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, il 19 luglio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI - TITTONI.

Visto, *Il Guardasigilli*: ORLANDO.

### Contratto.

Art. 1. — Il Governo della Colonia del Benadir, rappresentato dal cav. Tommaso Carletti, regio commissario civile, concede al signor Gustavo Carpanetti un terreno a scopo di coltivazioni tropicali, sito sulla riva sinistra del Giuba, in località tra Giumbo e Gelib, in vicinanza di uno dei presidi italiani, dell'estensione di ettari 1000, da scegliersi, d'accordo fra il concessionario ed i rappresentanti locali del Governo, in maniera che non ne rimangano in alcun modo lesi i diritti degl'indigeni.

Art. 2. — Entro tre mesi dell'avvenuta determinazione del terreno, il signor Carpanetti dovrà farne pervenire al Governo di Mogadiscio il rilievo topografico alla scala di 1 : 25,000, in due esemplari, uno dei quali, col visto del Governo locale, dovrà essere allegato alla copia del presente contratto a mani del signor Carpanetti.

Art. 3. — Il signor Carpanetti si obbliga a porre in coltura cento ettari per la fine del primo anno, altri cento per la fine del secondo anno, e due altri cento per la fine del terzo anno, dimodochè saranno quattrocento ettari pronti in coltura nel primo triennio.

Art. 4. — Se allo scadere dei tre anni, o prima di questo termine, le condizioni di cui all'articolo precedente saranno state osservate, verrà concesso in enfiteusi al medesimo signor Carpanetti, per la durata di anni novantanove, un'estensione di terreno di ettari 5000, compresi i primi mille e possibilmente contigui a questi, subordinatamente all'obbligo di metterne a coltura ettari mille, compresi i due quinti precedenti, entro il termine di cinque anni, sotto pena di decadimento, allo scadere dei cinque anni, di quella parte di terreno eccedente una superficie cinque volte maggiore di quella effettivamente coltivata all'epoca predetta.

È pure fatto obbligo al signor Carpanetti, sotto pena di decadimento dell'intera concessione, di spendere per lo sviluppo ed il miglioramento dei terreni concessigli, entro i primi cinque anni, una somma non minore di L. 300,000.

Art. 5. — I terreni concessi saranno per i primi cinque anni esenti da qualsiasi canone o tassa fondiaria, dopo di che il concessionario sarà tenuto a corrispondere quei canoni e quelle tasse che fossero a quell'epoca adottate o venissero in seguito adottate nella Colonia del Benadir per le concessioni della stessa specie di quella in discorso, fino a un massimo di lire italiane *due* per ogni ettaro coltivato, escludendo gli appezzamenti coltivati a granaglie od ortaggi per il manteni-

mento degli agricoltori ed operai italiani impiegati nella concessione, e quelli tenuti incolti per necessità di pascolo.

Art. 6. — Il periodo di esenzione delle tasse, di cui all'articolo precedente, sarà portato ad anni dieci, qualora il concessionario impieghi nella concessione, conducendole a proprie spese, un certo numero di famiglie di coltivatori italiani con non meno di quindici uomini adulti atti al lavoro, esclusi i macchinisti e simili.

Art. 7. — Il macchinario, gli attrezzi e le sementi da impiegarsi nella concessione godranno di franchigia doganale nella Colonia.

Art. 8. — Agli effetti del pagamento del dazio di uscita dalla Colonia, il valore del cotone prodotto nella concessione sarà ragguagliato a quello del cotone indigeno.

Art. 9. — La concessione s'intende limitata alla superficie del terreno, restando il sottosuolo di esclusiva proprietà del demanio della Colonia.

Art. 10. — Il concessionario avrà la facoltà di scavare pozzi, di aprire strade e di compiere tutte le altre opere che risultino necessarie a conseguire gli scopi della concessione.

I canali irrigatori ora esistenti sono di esclusiva proprietà del Governo, essendone solo l'uso riservato al concessionario.

Art. 11. — S'intendono riservati i diritti dei terzi sui terreni concessi, diritti per le cui conseguenze il Governo, così della Colonia come della madre patria, non assume nessuna responsabilità in nessun caso, fino a che non siano determinati i demani della Colonia.

Art. 12. — E fatto obbligo al concessionario di rilasciare nel terreno concesso, a richiesta del Governo della Colonia, in qualsiasi tempo, gratuitamente e senza indennità di sorta, una zona di terreno a scopo di viabilità pubblica, larga dodici metri e di quella lunghezza, direzione, tracciato che verranno dal Governo della Colonia determinati.

Art. 13. — Il concessionario non avrà diritto ad inden-

nità per le conseguenze delle servitù militari e dei regolamenti di polizia militare, nè per qualsiasi imposta o tassa che potrà essere per l'avvenire imposta in Colonia, eccezione fatta per quelle sopra specificate.

In caso di decadenza della concessione per le opere di qualsiasi genere esistenti nel terreno concesso, verrà applicato l'art. 450 del Codice civile.

Art. 14. — Il concessionario è tenuto a rispettare le strade attualmente esistenti nella regione, il diritto di passaggio e quello di presa d'acqua dei pozzi esistenti.

Art. 15. — Il concessionario si obbliga a rispettare e far rispettare i regolamenti che verranno emanati relativi ai rapporti dei coltivatori bianchi con g' indigeni.

Art. 16. — La presente concessione non potrà essere ceduta a terzi senza l'autorizzazione del Governo, nè appezamenti di essa potranno essere dati in affitto o a mezzadria.

Art. 17. — In caso di morte del concessionario, la concessione passerà di diritto agli eredi.

Art. 18. — La presente concessione s'intende soggetta a tutte le norme in vigore o che andranno in vigore, per quanto riguarda le acque, i boschi, le strade ed altri interessi d'ordine pubblico.

Art. 19. — Avuto riguardo che il signor Gustavo Carpanetti è il primo concessionario e coltivatore di cotone della Colonia, ogni condizione più favorevole fatta dal Governo a successivi concessionari, sarà di diritto acquisita al signor Carpanetti concessionario o ai successori.

Art. 20. — Il presente contratto è convenuto provvisoriamente fra le parti fino a che non sia pubblicato il regolamento per la concessione dei terreni nella Colonia del Benadir, in base al quale sarà fatta la concessione definitiva a condizioni non inferiori, con le norme e le forme che saranno stabilite da detto regolamento.

Art. 21. — Il signor Gustavo Carpanetti, per gli effetti del presente contratto, elegge il suo domicilio in Mogadiscio.

Art. 22. — Il presente contratto sarà obbligatorio pel concessionario dal giorno della firma, e pel Governo della Colonia soltanto quando sarà approvato con decreto reale, sentito il Consiglio coloniale e il Consiglio dei ministri.

Roma, 18 marzo 1907.

CARLETTI.

GUSTAVO CARPANETTI.

Visto: *Il Ministro degli affari esteri*

TITTONI.

## CXI.

**CONTRATTO 6 agosto 1907** tra il *Governo del Benadir* ed i signori *Cowasjee Dinshaw e fratelli* per il servizio di navigazione fra *Aden, il Benadir e Zanzibar*.

Art. 1. — I signori *Cowasjee Dinshaw e fratelli* conven-gono col presente atto di istituire una regolare linea di bastimenti a vapore tra *Aden, il Benadir e Zanzibar*, e viceversa, destinando a questo scopo i loro bastimenti *Wissman* ed un altro, di uguale tonnelloaggio, accomodamento e celerità del predetto vapore *Wissman*.

I viaggi di andata e di ritorno saranno in numero di nove, uno ogni mese a cominciare dal settembre 1907.

Art. 2. — Ciascun piroscavo deve essere provvisto almeno di due comode cabine di prima classe con due cuccette per ognuna, di una camera da pranzo, e delle disposizioni necessarie per potere alloggiare sul ponte i passeggeri di 3<sup>a</sup> classe.

Art. 3. — Il piroscavo deve partire da *Aden* per *Zanzibar*, via *Benadir*, ogni primo lunedì del mese, principiando dal prossimo settembre (16), cioè il giorno seguente all'arrivo del postale della *P. & O.* proveniente dall'Europa. I signori *Cowasjee, Dinshaw e fratelli* possono ritardare la partenza di 48 (quarant'otto) ore.

Nel caso che la partenza da *Aden* sia dilazionata oltre il termine concesso, i signori *Cowasjee, Dinshaw e fratelli*, devono informare il console d'Italia in *Aden*, il quale, se valuterà adeguate le ragioni addotte, autorizzerà la dilazione

rilasciando una lettera che specifichi chiaramente la causa o le cause di tale ritardo, e le ragioni che lo hanno indotto ad autorizzarlo.

Tale lettera deve essere presentata all'Ufficiale di porto all'arrivo del piroscafo a Mogadiscio.

Art. 4. — Ad ogni viaggio di andata, come di ritorno, i piroscafi dei signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli devono fermarsi a Mogadiscio, Merca, Brava e Zanzibar, e devono fermarsi in porto a Mogadiscio almeno 48 (quarant'otto) ore, e 24 (ventiquattro) a Merca, Brava e Zanzibar.

Il Governo del Benadir, od il Console d'Italia a Zanzibar possono ordinare che i piroscafi rimangano in porto oltre il tempo sopra stabilito, ma in questo caso essi corrisponderanno una indennità di *trecento rupie* ogni 24 ore in più della permanenza stabilita.

Nel caso che il Governo del Benadir ordini al piroscafo di fermarsi a Kisimaio sarà dovuta una indennità ai signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, nella stessa misura che per fare fermare il piroscafo in qualunque altro posto del Benadir e cioè: trecento rupie.

L'ufficiale incaricato dell'Amministrazione locale può, a sua scelta, concedere al piroscafo di partire appena finite le operazioni di carico e di scarico delle mercanzie e dopo l'arrivo a bordo della posta; oppure concedere la partenza prima, quando il mare fosse troppo agitato per permettere tali operazioni.

Tale autorizzazione deve essere data per iscritto dall'ufficiale di porto a Mogadiscio o dall'ufficiale incaricato nelle stazioni di Merca e Brava.

Art. 5. — I piroscafi potranno toccare nel viaggio di andata od in quello di ritorno i porti di Sukra, Mahalla, Obbia, Itala, Kisimajo e Mombasa, purchè il tempo massimo impiegato tra Aden e Mogadiscio non superi i giorni 11 (undici) ed il tempo impiegato tra Zanzibar e il Benadir non superi i sette

giorni. I signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli faranno il possibile per arrivare da Aden a Mogadiscio in 10 (dieci) giorni, ma ciò non è obbligatorio.

Art. 6. — I signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli acconsentono che i loro piroscafi tocchino Bander Cassem, ed un altro porto della costa orientale della Somalia Italiana, dietro ordine del console d'Italia in Aden, nel qual caso i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli riceveranno una indennità di sessanta lire sterline, se tali fermate saranno effettuate nel viaggio di andata, ovvero in quello di ritorno; e di cento lire sterline se tali fermate saranno effettuate e nel viaggio di andata e in quello di ritorno.

Nel caso che il piroscavo debba fermarsi una volta in un sol porto sulla costa orientale del detto protettorato, sarà dovuta una indennità di trenta lire sterline; e di sessanta sterline se la fermata si effettuerà all'andata ed al ritorno.

Gli ordini che può dare il console italiano in Aden sono relativi ai viaggi ordinari del piroscavo tra Aden e il Benadir e viceversa. In questo caso, cioè quando i piroscavi sono fatti approdare a Bander Cassem o in qualche altro porto della Somalia Italiana del Sud, la partenza non deve essere ritardata oltre il termine fissato nel contratto. Il tempo concesso sarà di dodici giorni in luogo di undici, cioè un giorno di più per ogni porto.

L'ordine del console d'Italia sarà dato per iscritto e consegnato dal comandante del bastimento all'ufficiale di porto di Mogadiscio, in modo che risulti giustificato il ritardo di un giorno.

Questo articolo sarà modificato da un accordo speciale nel caso che venga istituito un servizio regolare.

Art. 7. — a) I signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli si vincolano a trasportare *gratis*, da e per i porti della Somalia Italiana, la posta, senza limiti nel numero e nel peso dei

pacchi, nonchè gli stampati, carta, e quanto in generale viene permesso dall'Unione postale;

b) i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli si riconoscono responsabili per qualunque danno che venga al Governo per perdita o manomissioni di dispacci e pacchi, salvo il caso di forza maggiore;

c) essi non devono ricevere a bordo altra corrispondenza che quella regolarmente impostata dall'ufficio postale, eccezione fatta per quella che fosse imbucata nelle cassette da lettere fornite dal Governo.

Nel caso che il piroscalo non porti la posta da Aden o da Zanzibar, e non abbia una giustificazione scritta dal console italiano, i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli dovranno pagare una penale di lire italiane 500 (cinquecento).

Art. 8. -- I signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli si vincolano a mantenere la tariffa risultante dalla qui unita lista, che considerano come una parte integrale di quest'accordo.

Il nolo delle merci, ecc., per il Governo sarà soggetto ad una riduzione del 25 % e gli impiegati del Governo di qualunque categoria saranno trasportati con una riduzione di prezzo del 30 %.

Il trasporto degli ascari viaggianti singolarmente sarà soggetto al sopra menzionato sconto del 30 %, e se quelli che viaggiano sono più di sei assieme, lo sconto sarà del 50 %.

L'acqua distillata ed il ghiaccio spediti da Mogadiscio ad altri porti, cioè Merca e Brava, saranno trasportati *gratis*, e così pure sarà del bagaglio e delle casse degli ascari, quando però non si sorpassino le 20 casse.

Il Governo non accetterà, nè ammetterà a pagamento fatture per passeggeri o per carico sino a che lo sconto sopra specificato non sarà stato dedotto o indicato.

I signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, nel caso di rifiuto di pagamento di una fattura per una delle ragioni sopra menzionate, non avranno diritto ad interessi dal giorno che essa divenne pagabile al giorno del pagamento effettuato.

Per il pagamento dei noli ai detti signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, o ai loro agenti, si accetterà il cambio ufficiale giornaliero del tallero, e nessuna tassa e nessun diritto può essere prelevato dal Governo del Benadir sul denaro contante rappresentante il nolo inviato in Aden.

Art. 9. — Il Governo del Benadir corrisponderà ai signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli per ogni viaggio un sussidio di lire italiane in oro 6500 (seimilacinquecento), pagabile all'arrivo del piroscafo in Aden dal console d'Italia.

Per tali pagamenti la lira sterlina sarà calcolata al tasso ufficiale del cambio fra sterlina e franco, equivalente a L. 25.20.

Art. 10. — Nel caso che il piroscafo impieghi maggior tempo di quello stipulato all'art. 5 per i viaggi Aden, Mogadiscio, Zanzibar e Benadir, i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli dovranno pagare una penale al Governo del Benadir nella misura di lire italiane cento (100) per ogni ritardo. L'ammontare di tale penale sarà dedotto dal sussidio.

Nel caso suddetto la menzionata penalità non sarà applicata se il ritardo è dovuto a forza maggiore, da provarsi dal capitano del piroscafo innanzi all'ufficiale di porto di Mogadiscio con l'esibizione del giornale di navigazione.

Art. 11. — I piroscafi dei signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli saranno esenti di ogni tassa di porto sulla costa del Benadir sino a che questo contratto rimarrà in vigore. Il Governo del Benadir promette di favorire il più possibile, e in quanto ciò non nocca agli interessi dei terzi, gli agenti dei nominati signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, e di concedere *gratis* nel Benadir il terreno necessario ai depositi di carbone per i piroscafi della Compagnia menzionata.

Art. 12. — Le parti contraenti convengono di risolvere qualunque disputa o divergenza che possa nascere tra il Governo del Benadir ed il capitano del piroscafo, od i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, in Mogadiscio, per mezzo di arbitrato.

A questo scopo saranno nominati tre arbitri, uno dal Governo del Benadir, uno dai signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli, ed il terzo da essere scelto dai due arbitri citati.

Nel caso che vi sia disaccordo relativamente al terzo arbitro, esso verrà nominato dal giudice-capo della Colonia.

Art. 13 — Questo accordo sarà valido ed avrà vigore per un anno, cioè, per nove viaggi come furono stipulati all'art. 1.

Aden, 16 agosto 1907.

COWASJEE, DINSHAW & BROTHERS.

GUERRIERI GONZAGA (1).

(Annesso).

NOLO DA ADEN ALLA COSTA DEL BENADIR E ZANZIBAR  
E VICEVERSA.

Nomi	Da Aden alla costa del Benadir e dal Benadir e Zanzibar e viceversa.		Da Mogadiscio a Merca e Brava e viceversa.	
	Per	Rupie Anas	Rupie	Anas
Animali, asini, camelli, cavalli muli . . . . .	ognuno	13 08	6	12
Capre, pecore . . . . .	»	2 —	1	—
Avorio . . . . .	frasla	3 —	1	8
Ghee indigeno . . . . .	cassa	1 —	—	8
Caffè e cortecce di caffè . . . . .	sacco	2 —	1	— di 2 cwt.
» . . . . .	»	2 8	1 4	(da 2-3 cwt.)
Dura, granturco . . . . .	»	1 —	—	8
Cereali . . . . .	»	1 8	—	12
Conterie . . . . .	cassa	2 —	1	—
» . . . . .	»	4 —	2	—

(1) Tenente di vascello, reggente il R. Consolato in Aden.

Da Aden alla costa  
del Benadir  
e dal Benadir a Zanzibar  
e viceversa.

Da Mogadiscio  
a Merca e Brava  
e viceversa.

Nomi	Per	Rupio Anas	Rupio Anas
Corna di rinoceronte ed altri			
animali . . . . .	fastello	3 —	1 8
Datteri . . . . .	sacco	1 8	— 12
Ferro in sbarre . . . . .	sbarra	— 4	— 2
Ferro in casse . . . . .	cassa	2 —	1 —
Fiammiferi . . . . .	»	4 —	2 —
Filo di cotone . . . . .	balla	3 —	1 8
Provviste . . . . .	cassa	2 —	1 —
	»	4 —	2 —
Gomma . . . . .	sacco	1 8	— 12
Grasso di camello . . . . .	cassa	1 —	— 8
Legumi . . . . .	sacco	1 8	— 12
Macchine e loro parti . . . . .	tonn.	20 —	10 —
Mercerie . . . . .	cassa	2 —	1 —
» . . . . .	»	4 —	2 —
Melassa . . . . .	»	1 —	— 8
Mirra . . . . .	sacco	1 8	— 12
Olio di sesamo . . . . .	cassa	1 —	— 8
Pelli di camello . . . . .	I corgia	6 —	3 —
Pelli di gazzella o di conigli . . . . .	120	5 —	2 8
Pelli di capra . . . . .	8	3 —	1 8
Petrolio . . . . .	cassa	— 10	— 5
Riso . . . . .	sacco	1 8	— 12
Sapone . . . . .	cassa	2 —	1 —
» . . . . .	»	4 —	2 —
Semi di sesamo . . . . .	sacco	1 —	— 8
Semi di cotone . . . . .	»	2 —	1 —
Spezie . . . . .	fastello	3 —	1 8
Spirito . . . . .	cassa	1 8	— 12

Nomi	Da Aden alla costa del Benadir e dal Benadir a Zanzibar e viceversa.		Da Mogadiscio a Merer e Brava e viceversa.	
	Per	Rupio Anas	Rupio Anas	
Tabacco . . . . .	fastello	4 —	2 —	
Stoviglie e cristalleria . . .	cassa	2 —	1 —	
» » . . . . .	»	4 —	2 —	
Vino in barili piccoli . . .	barile	5 —	2 8	
» in vasi . . . . .	vaso	3 —	1 8	
» in fiaschi . . . . .	cassa	2 —	1 —	per dozzina
» in bottiglie . . . . .	»	2 —	1 —	id.
Vermout . . . . .	»	2 8	1 4	id.
Zucchero . . . . .	sacco	1 8	— 12	
Zucchero raffinato. . . . .	cassa	2 —	1 —	
Oggetti di cotone . . . . .	balla	4 —	2 —	

Ogni altro carico non menzionato nella lista sarà trasportato a peso o a misura al prezzo di rupie 20 per tonn. o di 20 cwts o di 40 cft.

#### TARIFFA PER I PASSEGGIERI.

		Rupie
Aden al Benadir e viceversa . .	1 <sup>a</sup> cl. . . . .	120.00
Id.	3 <sup>a</sup> » (senza vitto)	20.00
Benadir a Zanzibar e viceversa .	1 <sup>a</sup> » . . . . .	120.00
Id.	3 <sup>a</sup> » (senza vitto)	20.00
Mogadiscio a Merka e viceversa	1 <sup>a</sup> » . . . . .	10.00
Id.	5 <sup>a</sup> » (senza vitto)	3.00
Merka a Brava e viceversa . . .	1 <sup>a</sup> » . . . . .	10.00
Id.	3 <sup>a</sup> » (senza vitto)	3.00
Mogadiscio a Brava e viceversa	1 <sup>a</sup> » . . . . .	15.00
Id.	3 <sup>a</sup> » (senza vitto)	5.00

## CXII.

REGIO DECRETO 8 settembre 1907, n. 710, *che autorizza lo scambio di buoni-risposta fra gli uffici del regno, della Colonia Eritrea e del Benadir coi paesi dell'Unione postale universale.*

(Gazzetta ufficiale del 5 novembre 1907, n. 270).

VITTORIO EMANUELE III, ecc., RE D'ITALIA

Vista la legge n. 579, del 19 luglio 1907, che dà piena ed intiera esecuzione, dal 1° ottobre 1907, alle convenzioni ed accordi internazionali relativi al servizio postale, firmati in Roma il 26 maggio 1906;

Visto l'art. II, § 2, della convenzione principale e l'articolo VII del relativo, regolamento che autorizzano lo scambio di buoni-risposta fra le amministrazioni che accettano di parteciparvi;

Sulla proposta del nostro ministro segretario di Stato per le poste ed i telegrafi;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. — È autorizzato lo scambio di buoni-risposta fra gli uffici del regno, della Colonia Eritrea, del Benadir e degli uffici italiani all'estero con i paesi dell'Unione postale universale che ammettono tale scambio od accetteranno in seguito di parteciparvi.

Art. 2. I buoni-risposta saranno venduti al pubblico al prezzo di centesimi 30 cadauno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 8 settembre 1907.

VITTORIO EMANUELE

SCHANZER.

Visto, *Il Guardasigilli*: ORLANDO.

## CXIII.

DECRETO COMMISSARIALE 18 settembre 1907, n. 194.

*Avorio (obbligo di venderlo all'incanto).*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto il Regolamento Organico per la Somalia italiana meridionale;

DECRETIAMO:

A partire dal 1° ottobre p. v. l'avorio introdotto in Colonia verrà venduto all'incanto esclusivamente nei locali doganali di Mogadiscio, Merca, Brava e Giumbo, come si pratica presentemente per la vendita dell'ambra grigia.

Mogadiscio, 18 settembre 1907.

*Il R. Commissario Civile*  
T. CARLETTI.

## CXIV.

DECRETO COMMISSARIALE 20 settembre 1907, n. 195.

*Nomina di Commissione per l'igiene in Mogadiscio.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'ordinamento organico della Somalia italiana meridionale;

## DECRETIAMO:

È istituita una Commissione [*composta dei signori:**Residente di Mogadiscio, Presidente;**Dottor Gobbi, Membro;**Luigi Segre, Membro];*

con incarico di studiare e proporre al Governo della Colonia i provvedimenti da adottarsi a tutela della salute pubblica e pel miglioramento delle condizioni igieniche di Mogadiscio.

Mogadiscio, 20 settembre 1907.

*Il R. Commissario Civile*T. CARLETTI.

---

## CXV.

DECRETO COMMISSARIALE 27 settembre 1907, n. 199.

*Regolamento per la navigazione dei bastimenti indigeni.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

Visto l'art. VI dell'Ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visto il dispaccio del R. Ministero degli Affari Esteri in data 9 marzo u. s., n. 36498/176;

DECRETIAMO:

Articolo unico. — È approvato l'annesso «Regolamento per la navigazione dei bastimenti indigeni nel Benadir», mandando a chiunque spetti di osservarlo e farlo osservare.

**Regolamento  
per la navigazione dei bastimenti indigeni.**

Art. 1. — Tutti i bastimenti indigeni appartenenti ad uomini di colore stabiliti nella Somalia italiana meridionale e con equipaggio della stessa origine, non possono navigare senza l'atto di nazionalità, il quale dà il diritto ed il dovere di inalberare la bandiera italiana.

Art. 2. — L'atto di nazionalità enuncia il nome del bastimento, le sue dimensioni, la sua portata, il nome del pro-

prietario e tutte le altre indicazioni necessarie a constatare l'identità della nave e del proprietario di questa.

Art. 3. — L'atto di nazionalità viene rilasciato dal Governatore della Colonia su proposta delle Capitanerie di porto in seguito a domanda degli interessati.

Art. 4. — Le domande per ottenere l'atto di nazionalità devono essere corredate dai seguenti documenti:

*a)* dichiarazione che il proprietario o l'armatore è suddito italiano;

*b)* attestato di buona reputazione e di non essere stato mai implicato in fatti attinenti alla tratta;

*c)* titolo di proprietà del bastimento;

*d)* documenti comprovanti che il proprietario o l'armatore possiede beni stabili nella Colonia, o che è pronto a fornire la prescritta cauzione, e che ha persona riconosciuta solvibile e residente nella Colonia, che fa per lui garanzia verso il Governo;

*e)* indicazioni generali e caratteristiche della nave.

Per i documenti indicati nelle lettere *a*, *b*, *c*, *d*, gl'interessati si rivolgeranno ai Residenti.

Art. 5. — L'atto di nazionalità è valevole per un anno, e alla scadenza deve essere fatto rinnovare per cura del proprietario od armatore.

Viene sospeso o revocato quando il proprietario od armatore venga meno all'osservanza delle presenti disposizioni, e cessa quando il bastimento cambia nome o tonnello.

Art. 6. — Avvenendo la dispersione o la distruzione dell'atto di nazionalità, il Capitano dovrà farne constare la causa mediante atto giurato innanzi ai Residenti della Colonia, ed innanzi ai RR. Consoli all'Estero.

In ogni caso chi riceve l'atto giurato, procede ad investigazioni per accertarsi se la dispersione o distruzione dell'atto di nazionalità sia avvenuta per colpa o dolo del Capitano; ed avendone prove od indizi sufficienti ne stenderà

processo verbale per l'applicazione delle penalità stabilite dal presente Regolamento.

Art. 7. — Se la dispersione o la distruzione dell'atto di nazionalità sia accertata in Colonia, l'Ufficio di Porto cui appartiene il bastimento promuove dal Governatore la emissione di un nuovo atto di nazionalità in luogo di quello perduto o distrutto, trasmettendogli all'uopo l'atto giurato di cui al precedente articolo.

Se la dispersione o distruzione sia accertata all'Estero, provvederanno i RR. Consoli al rilascio di un nuovo atto di nazionalità.

Art. 8. — La cauzione da versare per navigare con bandiera italiana è di L. 200 se il valore del bastimento è superiore alle L. 1000, e di L. 100 se il valore del bastimento è inferiore alle L. 1000.

Art. 9. — Tutti i bastimenti indigeni forniti di atto di nazionalità saranno descritti in apposito ruolo e saranno contrassegnati con un numero progressivo.

Art. 10. — Il bastimento sarà iscritto sul ruolo del porto ove è domiciliato il proprietario.

Quando vi siano più proprietari, l'iscrizione si farà presso il porto in cui ha domicilio il maggior interessato, ovvero l'armatore od il rappresentante.

Art. 11. — Quando gl'interessati chiedano essi stessi il passaggio del bastimento dal ruolo di un porto a quello di un altro, a causa di cambiamento di domicilio, devono farne dichiarazione scritta nell'Ufficio ove il bastimento è iscritto od in quello in cui si deve inscrivere.

Tale dichiarazione sarà osservata nell'Ufficio di Porto che opera la cancellazione.

Art. 12. — Ogni bastimento indigeno, per essere iscritto nei ruoli, deve portare le seguenti indicazioni:

a) sulla poppa il nome ed il tonnello con caratteri dell'altezza di 35 centimetri;

b) sulle vele, la iniziale del porto d'iscrizione ed il numero del ruolo sotto il quale venne iscritto, anche in caratteri latini, ma dell'altezza di 45 centimetri, dipinti in nero;

c) la vela sarà tinta in rosso, tanto sul dritto che sul rovescio, nella sua parte superiore per un tratto di quattro metri, misurati sui due lati della vela a partire dalla punta.

Art. 13. — Oltre l'atto di nazionalità, i bastimenti indigeni devono essere muniti:

a) del ruolo di equipaggio;

b) del manifesto dei passeggeri neri.

Art. 14. — Il ruolo di equipaggio deve contenere:

a) il nome del bastimento e del Capitano;

b) il tonnellaggio del bastimento;

c) le iniziali del porto d'iscrizione ed il numero di registrazione;

d) l'elenco nominativo dei singoli individui che compongono l'equipaggio.

Art. 15. — Il ruolo di equipaggio viene rilasciato al Capitano del bastimento nel porto d'iscrizione od in quello ove avviene l'armamento, dall'autorità di porto dalla quale, al momento della partenza del bastimento, deve essere fatto visitare. Esso deve essere rinnovato ogni dodici mesi, e ad ogni armamento della nave.

Art. 16. — Il Capitano del bastimento, al suo giungere nei porti di transito o in quello di destinazione, deve presentare il ruolo di equipaggio all'autorità di porto, la quale all'atto della partenza del bastimento vi appone il visto.

Art. 17. — Nessun nero può essere arruolato come marinaio su un bastimento indigeno senza che sia stato interrogato prima dall'autorità di porto, per stabilire che contrae un arruolamento libero.

La detta autorità deve impedire che il numero dei marinai neri sia sproporzionato al tonnellaggio ed alle esigenze del bastimento.

Art. 18. — In riguardo al modo di accertare la dispersione o la distruzione dei ruoli di equipaggio devono osservarsi le stesse norme stabilite dall'art. 6, in ordine alla dispersione o distruzione degli atti di nazionalità.

Art. 19. — Dove la dispersione o distruzione del ruolo di equipaggio sia accertata nella Colonia, l'Ufficio di Porto provvede alla emissione di un nuovo ruolo, e se quello disperso o distrutto era stato rilasciato da un altro Ufficio di Porto, trasmette a questo l'atto giurato ricevuto dal Capitano o Nacuda, aggiungendovi le informazioni che lo stesso Capitano fosse in grado di dare circa le mutazioni avvenute nel suo equipaggio, affinchè l'Ufficio che rilasciò il ruolo disperso o distrutto possa farne il confronto colla matrice del ruolo di equipaggio e domandare conto delle variazioni avvenute al proprietario del bastimento.

Art. 20. — Se l'accertamento della dispersione o distruzione del ruolo avviene all'Estero, il R. Console trasmette copia dell'atto giurato, ricevuto dal Capitano, alla Capitaneria di Porto da cui fu rilasciato il ruolo.

All'arrivo del bastimento in Colonia il Capitano è obbligato a fornire gli schiarimenti necessari circa le mutazioni avvenute nel suo equipaggio, durante il viaggio, per lo scopo indicato all'articolo precedente.

Art. 21. — Il manifesto dei passeggeri neri occorre quando il Capitano di un bastimento imbarca persone di colore; esso deve contenere il nome del bastimento che li trasporta, il nome di ciascun passeggero con l'indicazione dell'età, del sesso e della destinazione.

Art. 22. — I passeggeri neri per imbarcarsi sui bastimenti indigeni si devono fornire dei passaporti che vengono rilasciati dai Residenti della Colonia.

Art. 23. — Per imbarcare i passeggeri neri deve esserne fatta dal Nacuda del sambuco la dichiarazione all'autorità di porto, ed ottenerne il permesso.

La detta autorità li iscriverà su apposito manifesto, dopo averne controllati i passaporti relativi.

Art. 24. — I ragazzi neri non possono essere imbarcati come passeggeri, se non sono accompagnati dai parenti o da persone di onorabilità notoria.

Art. 25. — Al momento della partenza del bastimento si deve provvedere all'appello dei passeggeri imbarcati, ed accertatane la corrispondenza col manifesto, questo viene consegnato al Capitano.

Per i bastimenti indigeni, che non imbarcano passeggeri neri, sarà fatta dalla Capitaneria di Porto speciale annotazione sul ruolo di equipaggio.

Art. 26. — Il manifesto dei passeggeri, tanto nei porti di transito quanto in quelli di destinazione, deve essere presentato all'autorità di Porto, perchè ne faccia i debiti controlli e lo vidi all'atto della partenza, facendovi annotazione dei passeggeri neri sbarcati od imbarcati.

Art. 27. — I bastimenti indigeni possono approdare soltanto nei porti della Colonia qui appresso indicati:

Itala.

Uorscek.

Mogadiscio.

Merca.

Brava.

Negli altri punti della costa nessuno può approdare, salvo il caso di assoluta necessità, per riparare contro le tempeste.

Art. 28. — Le autorità incaricate di mettere il visto ed introdurre le necessarie modificazioni nel ruolo di equipaggio e nel manifesto dei passeggeri, sono quelle qui appresso stabilite per ciascun porto:

Itala — Residente.

Uorscek — Carani della Dogana.

Mogadiscio — Capo dell'Ufficio di Porto.

Merca

id.

Brava

id.

Art. 29. — Il Capitano di bastimento indigeno nelle acque del mare territoriale (e cioè nel limite minimo di tre miglia marine) deve, nel caso che riceva intimazione da una nave da guerra, arrestarsi, ed a richiesta della detta nave, giustificare la propria nazionalità, presentare le carte di bordo, aderire alla visita del personale e del carico, ed infine, quando gli venga ordinato, seguire la nave da guerra in uno dei porti italiani o stranieri più vicini.

Ad analoghe pratiche deve sottostare, nei porti ove non sianvi autorità di porto o consolari italiane, a richiesta di una nave da guerra o dell'autorità territoriale della nazione cui appartiene.

In ogni caso il Capitano deve ritirare, dall'autorità che ha fatto l'intimazione, apposito verbale, al quale può fare le osservazioni che crede.

Art. 30. — Le contravvenzioni alle prescrizioni del presente Regolamento sono punite con:

- a) l'ammenda da L. 10 a L. 50;
- b) la multa da L. 51 a 300;
- c) il sequestro del bastimento;
- d) la sospensione del permesso di navigazione da 1 a 3 mesi;
- e) la sospensione del permesso di navigazione, a seconda della gravità e senza pregiudizio delle altre pene nelle quali potessero incorrere i contravventori rendendosi colpevoli di tratta di schiavi.

Art. 31. — L'ammenda e la multa fino a L. 150 è inflitta dai Capi dell'Ufficio di Porto, le altre pene dal Governatore su proposta dei detti Capi Uffici di Porto.

Art. 32. — Per il rilascio dell'atto di nazionalità si pagheranno 2 T. M. T.

Art. 33. — Il presente Regolamento andrà in vigore il 1° novembre 1907.

Mogadiscio, 27 settembre 1907.

*Il R. Commissario Civile*  
CARLETTI.

## CXVI.

DECRETO COMMISSARIALE 29 settembre 1907, n. 201.

*Regolamento per il servizio dei facchini.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE DEL BENADIR;

## DECRETIAMO:

Alla data del 1° ottobre p. v. andrà in vigore l'annesso Regolamento per il servizio dei facchini della Dogana di Mogadiscio:

Art. 1. — Nella Dogana di Mogadiscio il servizio di facchinaggio è riservato esclusivamente ai facchini nominati dal capo della Dogana.

Art. 2. — Il servizio dei facchini di Dogana riguarda tanto il movimento interno, quanto il trasporto delle merci dal porto, dalla banchina e dalle barche alla Dogana e la loro consegna fuori del recinto doganale e nelle barche.

Art. 3. — Chi vuole essere nominato facchino di Dogana deve provare:

- a) di contare più di 18 anni di età;
- b) di essere di sana e robusta costituzione fisica;
- c) di non aver mai subito condanne per crimini o delitti e di aver sempre tenuto una condotta incensurabile.

Art. 4. — Ogni facchino sarà munito di apposita patente di nomina, e dovrà, durante le ore di servizio, portare in modo visibile un numero corrispondente a quello d'ordine

che avrà il facchino, in base ad un elenco che sarà tenuto in Dogana ed in Residenza.

Art. 5. — I facchini della Dogana di Mogadiscio sono riuniti in corporazione amministrata da tre capi facchini, che prendono il nome di capi-squadra, nominati dal capo della Dogana.

Art. 6. — La corporazione dei facchini si amministra per conto proprio sotto la vigilanza del capo della Dogana, il quale ne regola il servizio, servendosi dei tre capi-squadra, che sono alla sua diretta dipendenza.

Art. 7. — Ai facchini non facenti parte della corporazione, è severamente vietato l'ingresso in Dogana ed il lavoro di carico e scarico delle merci in arrivo od in partenza; ma in occasione di grandi movimenti di merci, il capo della Dogana può chiamare al lavoro del porto anche i facchini non facenti parte della corporazione.

Art. 8. — Quando sia annunciato l'arrivo di una nave, i commercianti richiederanno al capo della Dogana il numero dei facchini necessari alle operazioni di carico e scarico dalla Dogana a bordo e viceversa, numero che sarà commisurato al quantitativo della merce in arrivo od in partenza. Le squadre, così assegnate, rimarranno al servizio del commerciante fino a lavoro ultimato.

Art. 9. — Qualora le richieste superassero il numero dei facchini disponibili, il capo della Dogana le ridurrà in ragione proporzionale, tenendo anche conto dell'urgenza d'imbarcare o sbarcare piuttosto l'una che l'altra merce.

Art. 10. — I facchini di Dogana sono solidariamente responsabili dei danni e delle mancanze delle merci, per le quali hanno la privativa del trasporto.

Questa responsabilità comincia dal momento in cui le merci sono accettate per il trasporto in Dogana fino al momento in cui le stesse escono dalla medesima.

Art. 11. — Le merci spettanti ai facchini devono es-

sere pagate, subito dopo eseguito il trasporto delle merci, all'ufficio doganale.

Al pagamento dovrà presenziare il capo-squadra, il quale provvederà immediatamente alla ripartizione della somma riscossa.

Art. 12. — Il servizio dei facchini della corporazione s'intende cominciato e finito al momento in cui la merce è stata collocata sulla bilancia della Dogana, a seconda si tratti di operazioni di esportazione o d'importazione.

Art. 13. — Per il trasporto delle merci dai magazzini della Dogana a quelli dei commercianti e viceversa, questi ultimi potranno richiedere facchini della corporazione, che saranno concessi nei limiti del possibile.

Art. 14. — I trasporti di cui all'articolo precedente sono soggetti a contratti speciali da stipularsi, volta per volta, tra il commerciante ed i capi squadra, e non vincolati alle tariffe pel servizio nel recinto doganale.

Art. 15. — Ogni richiesta di facchini superiore agli otto uomini dovrà comprendere un capo-squadra, al quale sarà corrisposto, oltre alla tariffa, una mercede di mezzo tallero M. T. al giorno.

Art. 16. — All'arrivo di ogni piroscavo dovrà essere disponibile il numero necessario di facchini della corporazione, per il trasporto sollecito dei bagagli appartenenti ai viaggiatori.

Le operazioni doganali riguardanti i bagagli dei viaggiatori in arrivo, dovendo avere la precedenza su qualunque altra, i facchini stessi della corporazione provvederanno al trasporto a domicilio.

Art. 17. — È obbligo dei facchini:

- a) prestare l'opera loro per la pesatura, traslocazione, apertura e ricomposizione dei colli che si presentano in Dogana;
- b) sorvegliare per turno i locali della Dogana, in modo che gli stessi non siano mai abbandonati;
- c) trovarsi presenti al servizio dall'apertura alla chiusura della Dogana, prestandosi, ove occorra, nei giorni festivi ed in qualunque ora, sia di giorno che di notte;

*d*) usare maniere cortesi fra loro e col pubblico; essere rispettosi ed ubbidienti verso gl'impiegati ed altri agenti di Dogana.

Art. 18. — Spetta ai capi-squadra:

*a*) sorvegliare tutto l'andamento del servizio affidato ai facchini;

*b*) vigilare affinchè non avvengano furti, scambi, guasti e contrabbandi di merci;

*c*) vegliare perchè non restino interrotte possibilmente le spedizioni delle loro singole partite, e perchè siano accompagnate sempre dai prescritti recapiti doganali;

*d*) faranno anche sì, che le merci destinate a soffermarsi nei locali di Dogana sieno convenientemente collocate, chiedendo le necessarie istruzioni all'ufficiale di Dogana;

*e*) che non vengano estratte partite di merci, senza che ne sia dato avviso all'impiegato di Dogana;

*f*) che nessuno si permetta di trasportare, rimuovere, aprire od in qualsiasi altro modo alterare l'esterno o l'interno dei colli senza l'autorizzazione e l'intervento degli ufficiali di Dogana.

Art. 19. — Tutti i reclami contro il servizio della corporazione saranno rivolti all'ufficio doganale, il quale deciderà in proposito. Contro tale decisione è ammesso ricorso presso il Residente.

Art. 20. — I facchini di Dogana sospettati di furto, di contrabbando, di contravvenzioni assimilate al contrabbando o altri delitti, saranno immediatamente sospesi dal servizio e quindi espulsi, se condannati.

Art. 21. — Per mancanze commesse dai facchini nel recinto della Dogana e per cause inerenti al servizio doganale, potranno essere applicate dal capo della Dogana le seguenti punizioni:

*a*) multa da mezzo tallero a cinque talleri;

*b*) prigione da tre a quindici giorni.

*Il R. Commissario civile*  
CARLETTI.

## CXVII.

DECRETO COMMISSARIALE 25 ottobre 1907, n. 209.  
*Distaccamento della 2ª compagnia a Gilib (Merca).*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE PEL BENADIR

## DECRETIAMO:

Al n. 4 del Decreto n. 165, in data 20 giugno c. a., è fatta la seguente aggiunta:

La 2ª compagnia distacca una centuria a Gilib (Merca).

Mogadiscio, 25 ottobre 1907.

*Il R. Commissario civile*  
T. CARLETTI.

## CXVIII.

DECRETO COMMISSARIALE 13 marzo 1908, n. 230.

*Raffermes con soprassoldo ai militari indigeni.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE DEL BENADIR

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visti e sentiti i rapporti dei signori comandanti di compagnia;

## DECRETIAMO:

Con la data del 1° marzo potranno essere accordate ai militari di truppa del regio corpo di truppe indigene e del regio corpo di polizia, eccettuati gli jus basci, perchè da considerarsi ufficiali indigeni, *due rafferme biennali* dopo compiuta la ferma ordinaria di due anni, col mensile soprassoldo di talleri M. T. *uno* durante la prima rafferma, e di talleri M. T. *due* durante la seconda rafferma.

Il soprassoldo di talleri M. T. *due* mensili sarà corrisposto anche a quei militari che, compiute le prime due rafferme, desiderassero di restare ancora in servizio e ne fossero reputati meritevoli.

Mogadiscio, 13 marzo 1908.

*Il R. Commissario Civile*  
CARLETTI.

## CXIX.

DECRETO COMMISSARIALE 4 aprile 1908, n. 234  
*Rafferma a militari indigeni.*

Noi, ecc., TOMMASO CARLETTI, R. COMMISSARIO CIVILE DEL BENADIR

Visto l'ordinamento della Somalia italiana meridionale;

Visti e sentiti i rapporti dei signori comandanti di compagnia;

Visto il precedente decreto n. 230 relativo alle rafferme biennali;

## DECRETIAMO:

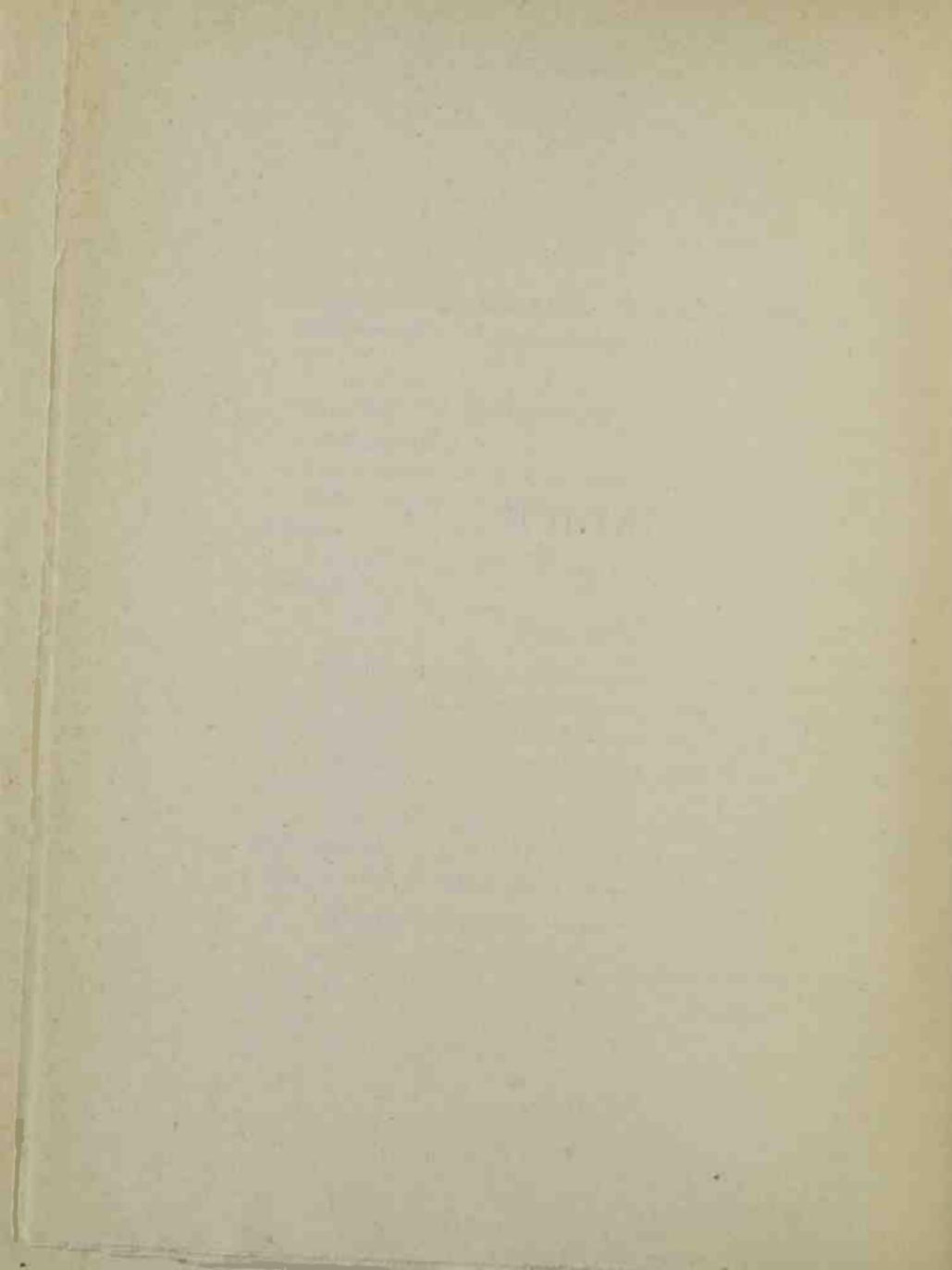
I signori comandanti di compagnia potranno accordare in via eccezionale a quei militari di truppa che, essendosi dimostrati elementi ottimi, giovi conservare in servizio, anche delle rafferme annuali, quando non intendessero contrarre rafferme biennali.

Le due prime rafferme annuali daranno diritto al soprassoldo mensile di talleri M. T. *uno*; le successive al soprassoldo mensile di talleri M. T. *due*.

Mogadiscio, 4 aprile 1908.

*Il R. Commissario Civile*  
CARLETTI.

INDICE



# INDICE DEI DOCUMENTI

CONTENUTI IN QUESTO VOLUME <sup>(1)</sup>

## 1892.

- 12 agosto. — CONVENZIONE ITALO-ZANZIBARESE per la  
conconcessione all'Italia degli scali del  
Benadir . . . . . Pag. 5

## 1893.

- 11 maggio. — CONCESSIONE del Governo italiano alla  
Compagnia Filonardi degli scali del Be-  
nadir per la durata di tre anni . . . . . 13
- 13 maggio. — ACCORDO SUPPLEMENTARE tra l'Italia e lo  
Zanzibar per l'esercizio provvisorio per  
tre anni della Convenzione 12 ago-  
sto 1892 . . . . . 17
- 24 ottobre. — NOTIFICAZIONE del regio console Filonardi  
e del comandante Incoronato della regia  
nave *Staffetta* per la presa di possesso  
del Benadir da parte della compagnia  
« V. Filonardi e C. » . . . . . 20

---

(1) Per gli indici completi di tutta la Legislazione della Somalia Italiana, vedi Volume I.

**1895.**

- 14 marzo.** — REGOLAMENTO PROVVISORIO pel governo e l'amministrazione del territorio sottoposto al protettorato italiano fra la foce del Giuba ed il distretto d'Itala, emanato dalla Compagnia « V. Filonardi e C. » . . . . . *Pag.* 21
- 3 maggio.** — CONVENZIONE fra il Ministero degli affari esteri e la Società geografica italiana per la fondazione della stazione di Lugh . . . . . 25

**1896.**

- 15 aprile.** — CONVENZIONE tra il regio Governo ed i promotori della costituenda Società anonima commerciale del Benadir (Somalia Italiana) per l'amministrazione delle città e dei territori del Benadir con il relativo *hinterland* . . . . . 27
- 15 aprile.** — PROTOCOLLO relativo alla data dell'entrata in vigore della Convenzione 15 aprile 1896, stipulata tra il Regio Governo e la Società anonima commerciale del Benadir . . . . . 34
- 25 giugno.** — STATUTO della Società anonima commerciale del Benadir (Somalia Italiana). . . . . 35
- 11 agosto.** — LEGGE n. 373, che approva la Convenzione 12 agosto 1892 relativa alla concessione all'Italia, da parte del Sultano di Zanzibar, degli scali del Benadir. . . . . 47
- 1° settembre.** — ARTICOLO ADDIZIONALE alla Convenzione italo-zanzibarese del 12 agosto 1892 per ridurre il canone annuo fissato da detta Convenzione per l'affitto dei porti del Benadir. . . . . 48

*Segue: 1896.*

- 28-30 novemb.** — CONVENZIONE ADDIZIONALE alla Convenzione stipulata il 15 aprile 1896 tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale del Benadir (Somalia italiana) ». . . . . *Pag.* 50

**1898.**

- 24 gennaio.** — CONVENZIONE tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la gestione delle città e dei territori del Benadir col rispettivo *hinterland*. . . . . 52
- 25 maggio.** — CONVENZIONE tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la gestione della città e dei territori del Benadir col rispettivo *hinterland*. . . . . 59
- 2-3 ottobre.** — ACCORDO PROVVISORIO tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la concessione alla Società stessa della gestione provvisoria del Benadir . . . . . 66

**1899.**

- 11-13 ottobre.** — SCAMBIO DI NOTE tra il Regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » relativo alla proroga dell'accordo provvisorio (1-3 ottobre 1898) per la gestione del Benadir . . . . . 68

*Segue: 1899.*

- 24 dicembre.** — LEGGE n. 466, che approva la Convenzione firmata a Roma il 25 maggio 1898 relativa alla concessione da parte del Regio Governo alla « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » delle città e dei territori del Benadir e del rispettivo *hinterland* . Pag. 70

**1900.**

- 26 maggio** — CIRCOLARE GOVERNATORIALE per regolare la caccia al Benadir . . . . . 71

**1901.**

- 12-28 febr.** — CONVENZIONE fra il Ministero delle Poste e dei Telegrafi e la Società anonima commerciale italiana del Benadir per la sistemazione dei servizi postali tra l'Italia e il Benadir. . . . . 73bis

**1903.**

- 2 marzo.** — ORDINANZA GOVERNATORIALE. Proibizione del commercio degli schiavi, liberazione e riscatto degli schiavi . . . . . 74
- 12 marzo.** — CIRCOLARE GOVERNATORIALE. Applicazione dei decreti del Sultano di Zanzibar, riguardanti l'abolizione della schiavitù. . . . . 76

*Segue: 1903.*

- 20 aprile. — ORDINANZA GOVERNATORIALE. Costituzione di tribunali speciali competenti a decidere tutte le questioni in materia di schiavitù . . . . . *Pag.* 82
- 25 luglio. — ORDINANZA. Regolamento di polizia per Mogadiscio e dintorni . . . . . 83
- 26 dicembre. — ORDINANZA GOVERNATORIALE. Amministrazione della giustizia penale nella colonia del Benadir . . . . . 89
- 29 dicembre. — ORDINANZA GOVERNATORIALE relativa al porto d'arme in città. . . . . 91

**1904.**

- 6 marzo. — CIRCOLARE GOVERNATORIALE. Ordinamento provvisorio delle carceri. . . . . 92
- 6 marzo. — CIRCOLARE GOVERNATORIALE. Dispone circa l'impiego del fondo raccolto, mediante l'esazione delle multe inflitte per infrazioni al regolamento di polizia 25 luglio 1903 . . . . . 94
- 7 aprile. — CIRCOLARE GOVERNATORIALE n. 29. Servizio di porto . . . . . 95
- 15 aprile. — ORDINANZE del Console generale di Zanzibar e del Governatore del Benadir relative alla schiavitù . . . . . 97
- 15 aprile. — CIRCOLARE GOVERNATORIALE n. 30, relativa all'emigrazione . . . . . 109
- 16 aprile. — ORDINANZA GOVERNATORIALE che istituisce una « Cassa per l'affrancazione dei servi domestici » . . . . . 111

*Segue: 1904.*

- 2 maggio.** — REGIO DECRETO n. 311, con cui si stabilisce che la giustizia in materia penale nei possedimenti italiani del Benadir in tutte le cause di italiani, od italiani ed indigeni, sarà amministrata dai magistrati specificati dall'art. 1 dell'ordinamento giudiziario dell'Eritrea, approvato con R. D. 9 febbraio 1902, n. 51 . . . *Pag.* 113
- 12 maggio.** — REGIO DECRETO n. 449, che approva la Convenzione fra lo Stato e la Compagnia Marconi pel servizio radiotelegrafico commerciale e militare delle stazioni costiere in Italia e nelle Colonie. . . 116
- 6 dicembre.** — CIRCOLARE GOVERNATORIALE. Misure sanitarie contro la peste bubbonica . . . 122
- 6 dicembre.** — CIRCOLARE GOVERNATORIALE. Misure sanitarie per il beri-beri . . . . . 127
- 15 dicembre.** — ORDINANZA GOVERNATORIALE. Regolamento pei facchini della dogana di Mogadiscio . . . . . 129

**1905.**

- 19 gennaio.** -- ORDINANZA GOVERNATORIALE n. 78. Regolamento per le guardie doganali . . 133
- 24 gennaio.** — CONVENZIONE tra il regio Governo e la « Società anonima commerciale italiana del Benadir (Somalia italiana) » per la risoluzione della Convenzione 25 maggio 1898 . . . . . 136
- 26 gennaio.** — REGIO DECRETO n. 90, concernente la delegazione di funzioni istruttorie nei possedimenti italiani del Benadir. . . . 143

*Segue: 1905.*

1° maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 1. Regolamento organico per la Somalia Meridionale. . . . .	Pag. 145
1° maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 3. Costituzione del R. Corpo di truppe indigene .	176
1° maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 6. Monete di nichelio . . . . .	178
8 maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 7. Autorizzazione dell' Ufficio postale di Mogadiscio al servizio di risparmio . . . . .	180
18 maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. II. Assunzione in servizio di truppe irregolari indigene . . . . .	181
25 maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 13. Besa di Mascate . . . . .	183
12 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 16. Autorizzazione per l'aumento dei depositi di risparmio fino a L. 5000 . . . . .	185
2 luglio.	— LEGGE n. 319. Approva gli accordi 13 gennaio 1905 con il Governo britannico pel riscatto dei porti di Brava, Merca, Mogadiscio e Uorseich e dei territori annessi, e per l'affitto di un terreno, in vicinanza di Chisimaio . . . . .	186
3 luglio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 19. Norme per il servizio sanitario e vendita di medicinali. . . . .	198
8 luglio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 20. Istituzione del servizio « vaglia coloniali » .	204
22 luglio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 22. Autorizzazione alle stazioni di Lugh, Bardera, Itala ad emettere vaglia coloniali . .	206
26 agosto.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 24. Pubblicazione del Regolamento di polizia, edilizia, igiene e sanità pubbliche . . .	207

*Segue: 1905.*

- 9 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 25. Aggiunte e varianti ai decreti n. 20 e 22 . *Pag.* 232
- 12 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 27. Riordinamento del servizio doganale . . . . . 233
- 15 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 28. Autorizzazione al pagamento dei dazi  $\frac{1}{3}$  in oro,  $\frac{1}{3}$  in Talleri e  $\frac{1}{3}$  in nichelio. . . . . 338
- 15 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 28 *bis*. Tassa per le patenti di sanità . . . . . 339
- 6 ottobre.** — ACCORDO tra il R. Governo e la « Società Anonima Commerciale Italiana del Benadir » (Somalia italiana) per dichiarare risolta la convenzione 25 maggio 1898 e nominare il Collegio arbitrale per la liquidazione dei rapporti finanziari . . . . . 340
- 1° novembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 33. Varianti alla tabella doganale allegata al Decreto del 12 settembre 1905, n. 27 . . . . . 342
- 14 dicembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 38. Trattamento doganale delle merci provenienti dall'Italia . . . . . 343

**1906.**

- 1° gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 41. Costituzione e dislocazione del Corpo di Truppe Indigene . . . . . 345
- 11 gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 48. Regolamento per l'amministrazione della giustizia . . . . . 347
- 13 gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 49. Aumento della forza delle centurie della 1<sup>a</sup> compagnia . . . . . 359

*Segue: 1906.*

24 gennaio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 50. Tabella di formazione della compagnia cannonieri. . . . .	Pag. 360
24 gennaio.	— R. DECRETO n. 18. Nomina di una Commissione d'inchiesta sul Benadir. . .	361
24 gennaio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 51. Regolamento unico per il Corpo di truppe indigene . . . . .	363
25 gennaio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 52. Pubblicazione del Regolamento sulla caccia .	466
14 febbraio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 55. Scioglimento del presidio irregolari d'Italia .	477
7 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 57. Varianti al regolamento di polizia circa le tasse per fantasie, balli, ecc. . . . .	478
9 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 59. Dazio di esportazione sul T. M. T. (var. tabella doganale, Decreto n. 27 del 12 settembre 1905 . . . . .)	479
10 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 60. Pagamento dello stipendio ad ufficiali e funzionari (Tallero a L. 2.40) . . . . .	480
12 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 62. Varianti agli organici delle compagnie di fanteria indigena . . . . .	481
12 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 63. Variante regolamento di polizia (abolizione della tassa di pernottamento in città) . . .	482
12 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 64. Tassa di affrancatura delle lettere per il territorio della Colonia . . . . .	483
12 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 65. Stazione di Gilib sul Giuba autorizzata ad emettere vaglia coloniali . . . . .	484

*Segue: 1906.*

<b>19 marzo.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 66. Vaglia per servizio risparmi . . . . . <i>Pag.</i>	485
<b>15 marzo.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 68. Organici della compagnia cannonieri. . . . .	486
<b>18 aprile.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 72. Amministrazione della giustizia . . . . .	487
<b>7 maggio.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 75. Divieto di emigrazione ai liberti. . . . .	488
<b>7 maggio.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 76. Vagabondaggio. . . . .	489
<b>30 maggio.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 83. Dazio di esportazione sul tallero M. T. . . . .	491
<b>29 giugno.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 89. Aggiunta alla tabella doganale . . . . .	492
<b>14 luglio.</b>	— LEGGE n. 427, che approva la transazione tra il Regio Governo e la Società di Navigazione Generale Italiana per una spedizione nell'Oceano Indiano sul piroscavo <i>Paraguay</i> nel 1890-91. . . . .	494
<b>20 luglio.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 91. Aumento dell'indennità di rappresentanza alla Residenza di Gumbo. . . . .	498
<b>29 luglio.</b>	— LEGGE n. 397. Proroga del termine prescritto dall'art. 5 della legge 2 luglio 1905, n. 319, relativa ai provvedimenti per la Somalia italiana meridionale (Benadir) . . . . .	499
<b>30 luglio.</b>	— DECRETO COMMISSARIALE n. 92. Amministrazione della giustizia. Reati contro l'incolumità dei funzionari della colonia e degli individui di razza bianca. . . . .	500
<b>1° settembre.</b>	— CONTRATTO con la Società Cowasjee Dinshaw & Brs. per l'istituzione di una linea regolare fra Aden, il Benadir e Zanzibar . . . . .	502

*Segue: 1906.*

- 12 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 98. Varianti al Decreto n. 28 del 15 settembre 1905 per il pagamento dei dazi doganali. *Pag.* 509
- 20 ottobre** — DECRETO COMMISSARIALE n. 111. Amministrazione della giustizia. Reati commessi contro le persone degli indigeni militari o impiegati del Governo . . . 511
- 27 novembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 119. Aggiunta alla tabella doganale . . . . . 512
- 25 dicembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 121. Aggiunte al regolamento unico per il Corpo di truppe coloniali. . . . . 513
- 31 dicembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 123. Servizio di carico e scarico nel porto di Mogadiscio . . . . . 515
- 31 dicembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 124. Aggiunta al regolamento doganale. Monete esenti da diritto di statistica . . . . . 516
- 31 dicembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 125. Varianti al regolamento unico per le truppe. Assegni ai jus basci provvisti di mulletto. . . . . 517

**1907.**

- 18 gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 127. Formazione di una nuova centuria . . . . . 518
- 25 gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 128. Servizio vaglia. Autorizzazione della stazione di Gilib (Giuba) al pagamento dei vaglia . . . 519
- 26 gennaio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 129. Indennità di rappresentanza alla stazione di Gilib (Giuba) . . . . . 520

*Segue: 1907.*

16 febbraio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 133. Varianti alla tabella doganale (dazio sul sale) <i>Pag.</i>	521
12 marzo.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 139. Amministrazione della giustizia. Casi in cui le cause cadono in prescrizione . . .	522
1° aprile.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 146. Organico della Compagnia cannonieri. . .	525
31 maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 157. Varianti al regolamento di polizia (abolizione della tassa per balli, fantasie, ecc.). .	526
31 maggio.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 159. Diritti di cancelleria per atti di stato civile, giurisdizione civile e penale, ecc. . .	527
4 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 160. Tassa vaglia coloniali (varianti al Decreto n. 20 dell'8 luglio 1905). . . . .	530
12 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 161. Costituzione del Corpo di polizia . . . . .	531
12 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 162. Assegnii pel Corpo di polizia . . . . .	532
19 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 164. Velieri indigeni che battono bandiera italiana .	533
20 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 165. Ripartizione del Corpo di truppe coloniali .	534
21 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 166. Modificazioni al regolamento unico per le truppe indigene . . . . .	536
28 giugno.	— DECRETO COMMISSARIALE n. 192. Istituzione in Mogadiscio di una scuola di lingua italiana . . . . .	538
30 giugno	— LEGGE n. 499. Modificazioni alla tabella annessa alla legge 2 luglio 1905, n. 319 (allegato <i>L</i> ) pel riscatto del Benadir .	539

*Segue: 1907.*

- 1° luglio.** — ISTRUZIONI del capo dell' Ufficio di porto di Mogadiscio per la concessione delle patenti di sanità . . . . . *Pag.* 541
- 14 luglio.** — LEGGE n. 505. Impianto ed esercizio di stazioni radiotelegrafiche nel Benadir e nella Colonia Eritrea. . . . . 544
- 17 luglio.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 177. Istituzione di villaggi di servi . . . . . 545
- 19 luglio.** — REGIO DECRETO n. 334, che approva un contratto riguardante concessione di terreno a scopo agricolo al Benadir . . . 547
- 6 agosto.** — CONTRATTO tra il Governo del Benadir ed i signori Cowasjee, Dinshaw e fratelli per il servizio di navigazione fra Aden, il Benadir e Zanzibar . . . . . 553
- 8 settembre.** — REGIO DECRETO n. 710, che autorizza lo scambio di buoni-risposta fra gli uffici del regno, della Colonia Eritrea e del Benadir coi paesi dell' Unione postale universale. . . . . 561
- 18 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 194. Avorio (obbligo di venderlo all'incanto). . . . 563
- 20 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 195. Nomina di Commissione per l'igiene in Mogadiscio . . . . . 564
- 27 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 199. Regolamento per la navigazione dei bastimenti indigeni . . . . . 565
- 29 settembre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 201. Regolamento per il servizio dei facchini . . . 572
- 25 ottobre.** — DECRETO COMMISSARIALE n. 209. Distacco della 2<sup>a</sup> compagnia a Gilib (Merca) . . . . . 576









